

À L'ASSAUT DU CIEL
(STORMING HEAVEN)

Steve Wright

À L'ASSAUT DU CIEL

Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien

*Traduit de l'anglais
par le collectif SENONEVERO*



*Steve Wright travaille actuellement au Caulfield School of Information Technology
de l'Université Monash en Australie*

Titre original : *Storming Heaven*

Editeur original : Pluto Press, février 2002

ISBN originaux : 978-0-7453160-6-2 & 978-0-7453160-7-9

ISBN : 978-2-9516460-5-6

Editions SENONEVERO, novembre 2007

ARHIS, 8, rue Chateaudon, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>

« [...] ces Parisiens, montant à l'assaut du ciel [...] »

Marx à Kugelmann, 12 avril 1871

« [Notre ligne] a trouvé sa vérification théorique et politique, tactique et stratégique dans la lutte des ouvriers de la FIAT – dans le projet renouvelé de la classe ouvrière de « monter à l'assaut du ciel ».

La Classe, août 1969

« Notre sabotage organise “l'assaut du ciel prolétarien”. Et à la fin ce maudit ciel ne sera plus là ! »

Antonio Negri, *Domination capitaliste
et Sabotage ouvrier*, septembre 1977

Sommaire

Introduction.	11
1. Dépasser les années 1950	15
2. Les <i>Quaderni Rossi</i> et l'enquête ouvrière.	39
3. <i>Classe Operaia</i>	67
4. Nouveaux sujets	89
5. Le Mai rampant	105
6. Potere Operaio	127
7. Negri et l'ouvrier social	145
8. Historiographie de l'ouvrier-masse	167
9. L'Effondrement de l'opéraïsme	187
Conclusion	211
Chronologie.	217
Bibliographie	261
Index	287

Introduction

LE TOURNANT du nouveau siècle a vu dans les pays occidentaux comme un renouveau de la gauche anti-étatique dans les pays occidentaux et au-delà, en tant qu'élément d'un plus large mouvement contre le capital global. Si, pour une bonne part, cette réapparition peut légitimement être revendiquée par diverses tendances anarchistes, le marxisme autonome a lui aussi rencontré dernièrement un intérêt renouvelé (Dyer-Witheford 1999). Étant donné que le noyau du marxisme autonome s'est développé à l'origine en Italie durant les années 1960 et les années 1970, le moment opportun est venu d'examiner son origine et son développement dans la lignée du marxisme italien connu populairement sous le nom d'*operaismo* (littéralement « ouvrierisme »*).

Vers la fin des années 1970, l'opéraïsme était devenu incontournable dans la vie intellectuelle et politique de la gauche italienne. Tandis que son impact était plus évident dans le domaine de l'historiographie du travail, les discussions au sujet du changement de nature de l'État et de la structure de classe, de la restructuration économique et des réponses appropriées à lui apporter – jusqu'aux discussions philosophiques sur le problème des besoins – étaient toutes marquées de l'empreinte caractéristique de l'opéraïsme (Pescarolo 1979). Son influence n'était pas non plus simplement confinée aux cercles en dehors du Parti communiste italien (PCI), comme l'atteste l'attention alors prêtée à son développement par des figures intellectuelles éminentes du parti – certains d'entre eux étant d'anciens adhérents – (D'Agostini 1978).

* NdT : Pour désigner ce courant marxiste italien, l'auteur emploie deux mots, l'un anglais, « workerism », l'autre italien, « operaismo ». Comme la différence des mots ne correspond dans tout le texte à aucune différence de sens, ils sont dans notre traduction rendus par un seul, « opéraïsme », qui est utilisé dans toutes les analyses du courant parues en français et n'a pas les connotations syndicaliste et usiniste de l'équivalent littéral de « workerism », c'est-à-dire « ouvrierisme ».

Néanmoins, le poids de l'opéraïsme demeura très important dans le monde tumultueux de la politique révolutionnaire italienne, surtout parmi les groupes de l'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière). Alors que les trois principales formations politiques à gauche du PCI entraient en crise après leur décevante prestation aux élections nationales de 1976, l'Autonomie se mit à gagner une audience grandissante dans ce qui était à ce moment-là l'extrême gauche la plus importante à l'Ouest. Quand un nouveau mouvement émergea dans et autour des universités italiennes l'année suivante, les autonomes devaient être la seule force organisée acceptée en son sein. Avec leur ascension, la politique opéraïste, marginalisée au niveau national durant la moitié d'une décennie, revenait en force.

Curieusement, ces développements éveillèrent alors peu d'intérêt dans la gauche d'expression anglaise. Tandis que la montée de l'eurocommunisme dans les années 1970 plaçait la politique italienne sur le devant de la scène, encourageant la traduction de textes communistes et de certaines de leurs critiques marxistes locales, les efforts de la gauche opéraïste furent passés sous silence. À ce stade, peu de textes opéraïstes avaient été traduits, et ce qui était disponible – concernant pour la plus grande part la phase « classique » de l'opéraïsme dans les années 1960 – donnait un point de vue légèrement dépassé sur son développement. On ne peut donc s'étonner, lorsqu'on faisait parfois référence en anglais à l'opéraïsme, qu'il se soit agi le plus souvent d'une caricature de la tendance italienne.

Malgré cela, les perspectives de l'opéraïsme parvinrent à toucher quelques fractions de la gauche britannique et nord-américaine. Les partisans des « salaires pour les travaux domestiques », dont les idées controversées lancèrent un débat animé parmi les féministes (Malos 1980), tirèrent beaucoup de leurs arguments des écrits de l'opéraïste-féministe Maria Rosa Dalla Costa. Dans une veine pareillement iconoclaste, les rédacteurs masculins de *Zerowork* entreprirent une réinterprétation des luttes que menait alors la classe ouvrière aux USA et à l'étranger d'un point de vue radicalement différent de celui des autres marxistes d'expression anglaise (*Midnight Notes* 1990). Pourtant même ces tentatives, bien que valables en soi, devaient différer notablement par certaines nuances de celles des analyses italiennes et ne pouvaient jeter qu'un éclairage limité sur l'opéraïsme tel qu'il s'était développé en son lieu d'origine.

Ironiquement, il faudra l'incarcération dramatique en 1979 de la plupart des principaux intellectuels de l'Autonomie pour que l'opéraïsme attire finalement quelque attention de la gauche d'expression anglaise. De nouveau, hélas, l'image du mouvement était déformée, car elle était centrée presque exclusivement sur les idées d'un seul individu. Certes, comme Antonio Negri était le plus intellectuellement distingué des gens arrêtés et l'idéologue principal d'une aile importante de l'Autonomie, ses idées étaient d'importance considérable. Lorsque l'opéraïsme fut filtré par des théoriciens français tels que Deleuze et Guattari, comme c'est

devenu à la mode en certains cercles, le *mélange* résultant [en français dans le texte – NdT] – s’il ne trahit pas le développement de la pensée de Negri lui-même – ne sert cependant qu’à obscurcir les désaccords souvent fondamentaux qui existaient entre différentes tendances à l’intérieur de l’opéraïsme et de l’Autonomie. Avec la parution d’anthologies telles que *Radical Thought in Italy* [« La Pensée radicale en Italie » – NdT] (Virno et Hardt 1996), à côté d’utiles mais brefs textes d’introduction (Moulier 1989 ; Cleaver 2000), on a un peu remédié au manque de traductions durant les deux dernières décennies. Pourtant, pour les lecteurs de langue anglaise, l’identification de la théorie opéraïste et autonome avec Negri et ses plus proches associés demeure courante.

Qu’est-ce donc que l’ouvriérisme (en italien *operaismo*) ? Dans le lexique marxiste, c’est une étiquette qui a toujours eu des connotations péjoratives, évoquant les gens obsédés par les ouvriers industriels à l’exclusion de toutes les autres forces sociales. Une si large définition aurait pu cependant être appliquée de façon tout aussi justifiée à beaucoup d’autres courants de la génération politique de 1968, et ne permet en rien d’indiquer les propriétés spécifiques de l’opéraïsme. Ses origines se situent plutôt au début des années 1960, quand des jeunes dissidents du PCI et du Parti socialiste essayèrent pour la première fois d’appliquer la critique de l’économie politique de Marx à l’Italie en train d’accéder rapidement à la maturité industrielle. Ils y étaient poussés non par un souci philologique de faire une lecture plus correcte de Marx, mais par le désir politique de dégager les rapports de pouvoir fondamentaux de la société de classes moderne. Ce faisant, ils cherchèrent à confronter le *Capital* avec « l’étude *réelle* de l’usine *réelle* », afin de comprendre plus clairement les nouveaux cas d’action ouvrière indépendante que la « Question du Nord » posée dans le développement économique d’après-guerre avait produits (De Martinis et Piazzi 1980 : v). Dans les termes de Harry Cleaver, une telle lecture politique « structure consciemment et unilatéralement son approche pour déterminer la signification et la pertinence de chaque concept par rapport au développement immédiat de la lutte ouvrière (...) écartant toute interprétation détachée et théorisation abstraite afin de saisir les concepts seulement dans cette totalité concrète de lutte dont ils indiquent les déterminations. (Cleaver 2000 : 30) » L’aspect le plus particulier de l’opéraïsme italien dans son évolution durant les deux décennies suivantes devait être l’importance accordée au rapport entre la structure matérielle de la classe ouvrière et son comportement comme sujet autonome face aux dictats tant du mouvement ouvrier organisé que du capital. Ce rapport, l’opéraïsme devait le désigner comme la connexion entre la composition technique et la composition politique de la classe. « Lentement, avec difficulté », avait proclamé Mario Tronti en 1966, « et en vérité sans beaucoup de succès, le camp marxiste a acquis l’idée d’une histoire interne du capital, nécessitant l’analyse spécifique des diverses déterminations du capital au cours de son développement. Cela a conduit logiquement à la fin du matérialisme historique et de sa vieille

Weltgeschichte [philosophie de l'histoire – NdT], mais est toujours loin de supposer, comme programme de travail et principe méthodologique dans la recherche, l'idée d'une histoire interne de la classe ouvrière. » (Tronti 1971 :149)

Ce livre retrace le développement du courant central de l'opéraïsme, qui est passé par l'expérience du groupe révolutionnaire Potere Operaio (Pouvoir Ouvrier). Il s'agit ainsi d'évaluer l'efficacité de la catégorie la plus distinctive de cette tendance – la composition de classe – dans l'analyse des nouvelles formes de mobilisation politique apparues pendant et après le « miracle » économique italien d'après-guerre. Qu'il ait eu raison ou tort, l'opéraïsme s'est cru engagé dans un assaut du ciel de la domination de classe. Dans sa perspective, le seul point de départ valide pour toute théorie se voulant révolutionnaire était l'analyse du comportement de la classe ouvrière dans les secteurs les plus avancés de l'économie. Plus que toute autre chose, c'est cette recherche des « lois politiques du mouvement » de la marchandise force de travail qui devait distinguer l'opéraïsme du reste de la gauche italienne des années 1960 et 1970.

Au mieux, le discours sur la composition de classe essaierait d'expliquer le comportement de classe en termes longtemps submergés dans le marxisme, à commencer par cette lutte contre la double tyrannie de la rationalité économique et de la division du travail. Au pire, l'opéraïsme substituerait sa propre philosophie de l'histoire à celle des épigones de Marx, abandonnant ainsi la confrontation avec l'expérience ouvrière dans toute sa réalité contradictoire pour dégager une classe mythique dans son autonomie. D'abord inextricablement liés, ces moments rationnel et irrationnel de son discours s'étaient dans les années 1970 scindés en des tendances tout à fait distinctes, sous la pression des nécessités pratiques. À la fin de cette décennie, l'opéraïsme s'était effondré dans la confusion, à la façon de l'audacieux projet des constructeurs de la tour de Babel. Et bien que l'entreprise se soit mal terminée, son grandiose et misérable effondrement fournit des enseignements importants aux gens qui cherchent toujours un monde sans patrons.

Une vingtaine d'années après 1968, Paul Ginsborg (1990), Robert Lumley (1990) et d'autres devaient fournir de fines analyses du conflit social italien des années 1960 et 1970, tout autant que des mouvements et perspectives qui lui sont liés. Mais jusqu'à maintenant, seul un livre a traité de l'opéraïsme comme un courant distinct dans la culture radicale italienne d'après-guerre (Berardi 1998). Comme son auteur, je crois que, de tous les éléments spécifiques à l'opéraïsme, ceux concernant sa thématique de la composition de classe restent les plus novateurs et importants. Notant que pour l'opéraïsme ce concept de composition de classe avait fini par jouer le rôle que joue dans la pensée communiste italienne celui d'*hégémonie*, Sergio Bologna (1977d : 61) devait néanmoins avertir qu'il est « ambigu. C'est un passe qui ouvre toutes les portes. » Découvrir comment cet outil a été forgé et évaluer jusqu'à quel point il pourrait encore être utile est le but de ce livre.

1.

Dépasser les années 1950

« **C**’EST QU’ON A APPELÉ l’opéraïsme », notait Antonio Negri un an environ avant son arrestation en avril 1979, est apparu avant tout « comme une tentative de répondre politiquement à la crise du mouvement ouvrier au cours des années 1950 » (Negri 1979a : 31). Phénomène mondial, cette crise s’avéra particulièrement sérieuse en Italie, où l’écrasement de la Hongrie révolutionnaire et l’effondrement du mythe de Staline étaient associés à un malaise d’origine locale qui touchait déjà la plus grande partie de la gauche. Considérés dans leur ensemble, ces bouleversements devaient devenir les principaux centres d’intérêt d’une nouvelle approche du marxisme qui devait à la fois préfigurer la nouvelle gauche italienne des années 1960 et préparer le terrain d’où surgirait directement l’opéraïsme lui-même.

Le prix de la reconstruction d’après-guerre

Les années 1950 furent une période de transformation profonde pour la société italienne. La seconde guerre mondiale laissa une grande partie de l’économie, particulièrement dans le Nord, dans un état de chaos. La production industrielle représentait seulement un quart de son volume de 1938, le secteur des transports était en ruines et l’agriculture dépérissait. Une combinaison de pénurie alimentaire et de bas revenus (les salaires réels étaient tombés à un cinquième du niveau de 1913) signifiait que pour de vastes secteurs de la population la survie physique l’emportait sur toute autre considération. Pourtant, à la fin de la décennie suivante, la situation économique du pays était étonnamment différente, avec des augmentations specta-

culaires de la production, de la productivité et de la consommation : le « miracle » italien s'était produit dans toute sa force (Clough 1964 : 315 ; Gobbi 1973 : 3).

Malgré la diminution du nombre des travailleurs de la terre, le taux de croissance du secteur agricole s'accrut en fait lentement entre 1950 et 1960. À partir du milieu de la décennie, alors que le secteur secondaire commençait à se développer extensivement, la force de travail en excédent était poussée à s'embarquer dans une migration interne de la campagne vers la ville et surtout du Sud vers le Nord. Tandis que d'importants investissements nouveaux sous forme d'usines avaient lieu dans le nord-est de l'Italie (pétrochimie) et dans le Sud (métaux ferreux), la tendance restait à la concentration de la grande industrie dans le traditionnel triangle du Nord formé par Gênes, Turin et Milan. Les secteurs les plus dynamiques de cette zone étaient ceux liés à la production d'une nouvelle infrastructure : logement, électricité, pétrochimie, métaux ferreux, automobile. Dès la fin des années 1940, la production industrielle avait égalé les niveaux d'avant-guerre ; en 1953, elle avait encore bondi de 64 %, et à nouveau presque doublé en 1961 (Lieberman 1977 : 95-119). Toutes choses qui amenèrent le rédacteur de la revue trimestrielle de la Banco Nazionale del Lavoro à noter dans son numéro de mars 1966 « le progrès fabuleux accompli par le système économique italien au cours des années récentes, progrès dont on a jamais vu d'exemple dans l'histoire économique de l'Italie ou de n'importe quel autre pays. » (De Meo 1966 : 70) Cela ne signifie pas qu'une telle croissance ait surgi du néant ou que sa progression ait été linéaire, sans à-coups. Au contraire, les prémisses fondamentales du « miracle » ne furent posées à la fin des années 1940 qu'après un glissement massif dans les rapports de forces entre les principales classes. La base industrielle de l'Italie fut sans doute profondément désorganisée en 1945, mais, comme De Cecco (1972 : 158) l'a montré, « la situation n'était nullement désespérée, en particulier en comparaison avec les autres pays [européens] ». Alors que ni la dislocation sociale causée par la guerre ni le maintien de la dépendance de l'Italie par rapport à l'importation de matières premières ne pouvaient être mises de côté à la légère, il est vrai aussi que le capital fixe du pays d'avant-guerre restait en grand partie intact ou même avait été élargi du fait des commandes du temps de guerre. S'il existait un obstacle majeur à l'accumulation, c'était donc la classe ouvrière elle-même. Pour beaucoup d'ouvriers, et surtout pour ceux du Nord qui s'étaient emparés de leurs lieux de travail pendant la lutte contre Mussolini et la Wehrmacht, l'avenir promettait, sinon l'avènement imminent du socialisme – bien que cela aussi fût proclamé dans de nombreuses usines – du moins certainement des améliorations majeures dans les conditions de travail et le salaire ; en même temps, ils auraient davantage leur mot à dire sur la production en général. S'il ne s'agissait guère d'un retour aux jours enivrants de 1920, ce pouvoir tout nouveau à l'intérieur du procès de production permettait aussi aux travailleurs de faire jouer leurs muscles au-delà des murs de l'usine, conduisant à des blocages aussi

bien des licenciements que du prix du pain. Mais quelles qu'aient été les limites de ce pouvoir, une telle assurance allait encore au-delà de ce que les fonctionnaires du capital italien étaient prêts à concéder ; pour eux, le chemin de la reconstruction de l'après-guerre ne pouvait passer que par la restauration de la docilité des travailleurs (Salvati 1972 ; Foa 1980 : 137-62).

Après leur rôle prééminent dans la Résistance, la défaite militaire du fascisme et du nazisme en Italie centrale et du Sud marqua le début d'une période de croissance impressionnante pour les partis de gauche, dont les communistes – le courant le plus solidement enraciné dans les usines – devaient retirer plus de bénéfices que tous les autres. Mais la ligne que proclama le chef du parti, Palmiro Togliatti, à son retour d'exil en 1944, devait surprendre et décevoir de nombreux membres qui, naïvement il est vrai, associaient le PCI avec l'objectif de la révolution socialiste. Togliatti était un politicien trop perspicace pour ne pas tirer les leçons que l'expérience grecque proposait à quiconque envisageait une insurrection dans l'Europe occidentale de l'après-Yalta, mais il serait erroné de penser que des considérations internationales retenaient une poussée par ailleurs agressive vers des solutions révolutionnaires. Consolidant la tradition de la politique du parti mise en place avec la défaite de la gauche communiste dans les années 1920, la direction du PCI devait mettre en avant une ligne qui cherchait à unifier la grande masse des italiens contre le « petit groupe de capitalistes » considérés comme objectivement liés au fascisme. Dans une telle stratégie, la promotion ouverte de l'antagonisme de classe ne pouvait être qu'un obstacle. Le but était au contraire de construire un « nouveau parti », capable d'étendre son influence à la fois dans les « larges masses » et dans le nouveau gouvernement, immunisé contre le « sectarisme » de ces militants qui parlaient carrément d'instaurer le pouvoir ouvrier (Montaldi 1976 : 87-8). La ligne ne changea pas non plus avec la chute de la « république sociale » fantoche de Mussolini au Nord. Pour Togliatti, le terrain décisif pour des avancées dans l'Italie post-fasciste devait être non pas le monde de l'atelier ou des champs, mais celui de la politique formelle, où les accords avec les autres groupes sociaux sont une condition de la participation. Les conditions dans lesquelles le PCI était entré au gouvernement à la fin de la guerre n'étaient pas entièrement à son goût, mais il n'y a pas de raison de douter de la sincérité de l'affirmation de Togliatti que la direction avait quand même donné le feu vert « parce que nous sommes Italiens, et par-dessus tout, nous posons le bien de notre pays, le bien de l'Italie, la liberté et l'indépendance de l'Italie, que nous voulons voir sauvés et reconquis... » (cité *in* Montaldi 1976 : 99). Et le parti allait tenir ses promesses. Comme l'a montré Franco Botta (1975 : 51-2), dans l'immédiat après-guerre, le PCI évolua « sur le terrain économique avec une extrême prudence, subordonnant la lutte pour des changements économiques à la réalisation d'objectifs politiques très généraux, tels que l'Assemblée Constituante et la Constitution ». Togliatti (1979 : 40) exprima la chose ainsi à son retour d'Union

Soviétique : « aujourd'hui, le problème qui se pose aux ouvriers italiens n'est pas de faire ce qui a été fait en Russie ». Ce qui était nécessaire, c'était au contraire une reprise de la croissance économique dans le cadre de la propriété privée pour assurer la construction d'une « démocratie forte ». Togliatti poussa la classe ouvrière à participer à un tel projet de reconstruction, prévoyant un redressement « sur la base de bas coûts de production, d'une forte productivité du travail et de salaires élevés », avec la conviction que la demande solvable des « masses populaires », plutôt que l'expansion sans freins des forces du marché libre, serait le principal aiguillon de l'expansion économique (cité *in* Botta 1975 : 57).

Un tel modèle de croissance alternatif aurait-il été réalisable dans les années 1940 ? Il n'y a pas de réponse simple à une telle question, même si des notions similaires continuaient d'informer la pensée des syndicats de gauche jusqu'à bien plus tard dans la décennie suivante (Lange *et al.* 1982 : 112 ; Ginsborg 1990 : 188-90). Ce qui reste intéressant, c'est que, quel que soit le ton polémique de l'attaque de Togliatti contre des libéraux comme Luigi Einaudi, ses propres idées sur le développement avaient bien plus de présupposés en commun avec de tels opposants qu'il n'en avait conscience. La plus importante de ces affinités était l'insistance sur un accroissement substantiel de la productivité en tant que voie du salut pour l'Italie. Mais concrètement, toute augmentation des performances dans ce domaine – qui à ce moment ne laissait aux travailleurs pas d'autre alternative que travailler plus dur ou être licenciés – ne pouvait être obtenue qu'aux dépens de ce niveau d'organisation ouvrière dans les ateliers atteint pendant la Résistance. En vrais fils du Komintern, pour qui l'organisation et la forme de la production étaient essentiellement neutres en termes de classe, les dirigeants du PCI ne voyaient guère de problèmes à concéder – au nom de la reconstruction économique “unitaire” – la restauration des prérogatives patronales dans les usines. Après tout, la productivité n'était-elle pas en dernier ressort un problème de technique ? Les usines doivent être “normalisées”, affirmait le bulletin de la fédération de Milan du parti en juillet 1945. Le fait que des nouveaux organes avaient été créés, offrant “une participation et un contrôle ouvriers sur la production plus étendus que jamais”, ne pouvait signifier que le “travail” et la “discipline” perdaient la première place au rang des priorités immédiates. Un autre document du parti, daté de septembre de la même année, disait les choses encore plus carrément : “le contrôle démocratique de l'industrie par les travailleurs signifie seulement le contrôle contre la spéculation, il ne doit pas entraver la liberté d'initiative des dirigeants techniques” (cité *in* Montaldi 1976 : 259, 267). Comme un ouvrier de la FIAT l'exprima plus tard : “Je me souviens que juste après la guerre Togliatti est venu parler à la Piazza Crispi – et ensuite De Gasperi est venu – et tous les deux ont affirmé exactement la même chose : la nécessité de sauver l'économie... Il faut travailler dur parce que l'Italie est à genoux, nous avons été bombardés par les Américains... mais ne vous inquiétez pas, parce que si nous produisons,

si nous travaillons dur, dans un an ou deux tout ira bien pour nous tous... Ainsi les militants du PCI dans l'usine se donnaient comme tâche politique de produire pour sauver l'économie nationale, et les ouvriers étaient laissés sans parti." (cité in Partridge 1980 : 419)

En 1947, après avoir investi tant d'énergie à modérer la résistance de la classe ouvrière à la « reconstruction », les partis de la gauche historique se trouvèrent expulsés sans cérémonie du gouvernement De Gasperi. L'hégémonie politique démocrate-chrétienne apportait une aide américaine massive et le triomphe d'un modèle de développement industriel qui combinait les efforts pour imposer la domination effrénée de la loi de la valeur dans certains secteurs avec l'incitation sélective de l'État dans d'autres. En pratique, cela impliquait une production pour le marché international soutenue par des bas salaires, des coûts réduits et une haute productivité, une politique déflationniste rigoureuse pour contrôler le crédit et les salaires, l'élimination des entreprises économiquement « non viables », et le maintien d'un chômage élevé. Et pour rendre les choses encore plus difficiles pour le camp du travail, le mouvement syndical se trouva divisé – avec la complicité des Américains et du Vatican – selon les lignes de démarcation politiques, permettant aux employeurs de lancer une offensive sur les lieux de travail contre les militants des partis de gauche et de leur confédération syndicale, la CGIL (*Confederazione Generale Italiana del Lavoro* – Confédération Générale du Travail Italienne) (Ginsborg 1990 : 141-93).

Repliée sur elle-même idéologiquement, son noyau dur d'ouvriers qualifiés désorienté par les attaques dont il était victime, la CGIL était coupée de la réalité quotidienne des ateliers. En 1955, la perte de la majorité parmi les représentants syndicaux élus à la « Commission Interne » de la FIAT devait être le symbole de cette situation. (Contini 1978) Et les efforts que fit par la suite le syndicat pour surmonter son malaise ne trouvèrent pas non plus de soutien dans les changements significatifs intervenus tant dans les procès de production que dans la force de travail employée dans l'industrie. Stimulés en partie par la perspective de nouveaux marchés offerte par l'entrée de l'Italie dans le Marché Commun, les investissements dans de nouvelles usines des employeurs les plus importants du Nord augmentèrent de façon significative dans la seconde moitié de la décennie (Lichtner 1975 : 175-82 ; King 1985 : 69-77). En même temps, les plus grosses entreprises se mirent à recruter dans une nouvelle génération d'ouvriers, des hommes et des femmes ayant aussi peu d'expérience du travail en usine que du syndicalisme. Dans l'ensemble, la force de travail industrielle devait croître d'un million d'individus dans les années du « miracle » économique. Ces nouveaux travailleurs étaient tout d'abord majoritairement originaires du Nord ; mais vers la fin des années 1950, les chefs d'entreprise se tournèrent de plus en plus vers les milliers d'Italiens du Sud attirés vers le Nord

par le manque d'emplois dans leur région et la promesse d'un gros salaire (Alasia et Montaldi 1960 ; Fofi 1962 ; Partridge 1996). Non seulement cette industrialisation ne fit qu'exacerber les différences entre ce qui était longtemps apparu comme deux nations distinctes au sein de l'Italie – le Nord avancé et le *Mezzogiorno* semi-féodal –, mais ses bénéfices ne s'étendirent pas uniformément à toutes les classes de la société. Aussi la population laborieuse italienne à l'approche des années 1960 apparaissait-elle notablement plus faible et plus divisée que celle de la décennie précédente, image déprimante dont témoignait silencieusement le retard des augmentations de salaire, loin derrière celles de la productivité (King 1985 : 87).

L'héritage ambigu de la gauche historique

« L'inoubliable » année 1956, selon les termes de Pietro Ingrao, marqua une véritable tournant dans l'histoire du PCI. Alors que les premières fissures apparaissaient dans la façade du parti soviétique, Togliatti parla sur un ton inquiétant de certains « dangers de dégénérescence bureaucratique » en URSS, tout en dénonçant vigoureusement les ouvriers révoltés de Poznan et de Budapest comme agents de la réaction (Bocca 1973 : 618 ; Ajello 1979 : 389-90 ; Togliatti 1979 : 141). Tout en maintenant formellement le parti dans la « voie italienne vers le socialisme » qu'il avait suivie pendant des années, Togliatti profita aussi de l'occasion pour écraser ce qui restait de tendances insurrectionnalistes dans le PCI (Montaldi 1971 : 369). Fermement incrustés dans leur moule stalinien, de tels éléments représentaient à leur manière déformée le peu qui restait de la politique de classe originelle du PCI. Toute une couche de cadres moyens, qui voyaient Khrouchtchev avec méfiance – non pour sa complicité avec la tyrannie de Staline, mais pour avoir simplement osé le critiquer –, se trouva lentement délogée de ses positions de responsabilité. Le 8^{ème} congrès du Parti fut marqué par l'entrée d'un nouveau contingent de futurs dirigeants au Comité Central, tandis qu'une « rénovation » encore plus large avait lieu dans les importants comités fédéraux du PCI, la majorité écrasante des comitards étant désormais membres du parti depuis moins d'une décennie (Ajello 1979 : 427). Tandis que les anciens « durs » les plus en vue parvenaient à rester dans les organes dirigeants du PCI en échange de leur silence sur la politique du moment, les militants et fonctionnaires en petit nombre qui n'étaient pas d'accord avec le nouveau régime du parti furent tout simplement exclus (Peragalli 1980).

Ainsi, même si les adhésions au parti devaient globalement décliner à la fin de la décennie, avec une perte sensible d'intellectuels démocrates déçus par les événements internationaux plus que par la politique intérieure du parti, il ne devait pas y avoir un exode de militants communistes de base comme celui qui dévasta les partis communistes du monde anglophone. En fait, quand le PCI sortit de cette période d'incertitude, ce fut avec une vigueur bien accrue ; et la justesse de sa ligne

d'après-guerre en tant que « nouveau parti » national-populaire se trouva largement confirmée aux yeux de ses dirigeants (Asor Rosa 1975 : 1622).

Au contraire, l'autre parti majeur de la gauche devait vivre 1956 comme une rupture fondamentale. Créature politique toujours un peu étrange, le Parti Socialiste Italien (PSI) avait connu une renaissance dans les derniers jours du fascisme. À cette époque, il semblait se situer résolument à la gauche des autres partis socialistes occidentaux, bien que la diversité des tendances en son sein donnât une tournure déconcertante à son cheminement politique. Dirigé par Pietro Nenni, Giuseppe Saragat et Rodolfo Morandi, son action dans l'immédiat après-guerre impliquait une sorte d'équilibrisme entre le maintien de liens étroits avec le PCI dans le cadre du pacte d'« unité d'action » scellé dans la période du Front Populaire et l'effort pour se donner une identité indépendante du Parti communiste. Encouragé par ses performances aux premières élections d'après-guerre, il mit tout d'abord l'accent sur « l'autonomie », notion qui avait de multiples significations dans le parti. Pour les uns, cette notion représentait l'aspiration au rôle de parti « révolutionnaire » que les communistes modérés avaient abandonné ; pour les autres, elle signifiait la construction d'un parti social-démocrate de masse sur le modèle anglais ou allemand. Au début de 1947, dans une atmosphère de montée de la Guerre Froide, l'aile réformiste du Parti Socialiste fit scission sur une plate-forme explicitement anti-communiste, une section de la gauche du parti suivit le mouvement ; quelques mois après, les partis de gauche étaient expulsés du gouvernement. Les deux événements devaient avoir un impact énorme sur la majorité des socialistes et donner une influence croissante à ceux qui tenaient la division politique entre l'Est socialiste et l'Ouest revanchard pour fondamentale et considéraient toute tentative d'évoluer vers une « troisième voie » comme une pure capitulation devant l'impérialisme. Succédant à une courte phase de non-alignement imposée par une fraction centriste, le traditionnel soutien critique du parti à l'Union Soviétique s'épanouit en un soutien *tout court* [en français dans le texte – NdT]. En effet, quand la guerre de Corée éclata, on put entendre Nenni proclamer son entière solidarité avec l'URSS dans la « lutte pour la paix », et Morandi se consacrer publiquement à la tâche herculéenne de nettoyer le parti de toute trace de l'influence corruptrice de la social-démocratie (Libertini 1957 ; Vallauri 1978 ; Benzoni 1980 : 33-70 ; Foa 1980 : 270-81).

Plus que tout autre individu, Rodolfo Morandi incarnait à la fois la grandeur et la misère de la gauche du Parti Socialiste dans l'immédiat après-guerre. Figure dominante du parti intellectuellement aussi bien que politiquement, Morandi était devenu célèbre non seulement comme auteur d'une importante étude sur la grande industrie italienne, mais aussi comme un des chefs de l'opposition intérieure au fascisme. Provenant des dynamiques cercles démocrates socialisants des années 1920 et converti au marxisme, Morandi, comme beaucoup de socialistes de gauche de l'entre-deux-guerres, avait consacré une très grande énergie à trouver une

authentique « troisième voie » révolutionnaire entre bolchevisme et social-démocratie. Ce faisant, il accorda beaucoup d'attention aux transformations de l'URSS, qu'il jugeait à partir d'un point de vue très influencé par les remarques brèves mais perspicaces de Rosa Luxemburg en 1918. Sceptique sur la nature étatiste du « socialisme en un seul pays », Morandi réserva ses critiques les plus sévères à la pratique des relations classe-parti développée par le Komintern. Comme beaucoup d'autres à la gauche du PSI, Morandi considérait la rupture de 1921 avec les communistes comme une grave erreur et attendait avec impatience une réconciliation finale entre les deux grandes tendances de la gauche italienne. En même temps, il comprenait aussi qu'on ne pouvait jamais réduire l'unité de classe à la fusion d'appareils des partis : il soutenait que c'était seulement en affrontant et en venant à bout des dangers du substitutionnisme que la réunification PSI-PCI pourrait se faire. Dans sa vision conseilliste, le parti n'était qu'un instrument – nécessaire mais non suffisant – au service de l'unité de la classe ouvrière. Il fallait s'attendre à ce que la révolution marquât le début, non d'un État-parti, mais d'un système de pouvoir populaire basé sur les organes démocratiques des masses elles-mêmes (Agosti 1971 : 173-83, 278-90).

Si telle était la théorie, les efforts que fit par la suite Morandi pour la mettre en pratique furent totalement décevants. Pendant la Résistance, il mit de grands espoirs dans les Comitati di Liberazione Nazionale (Comités de Libération Nationale) organisés dans la partie centrale-nord de l'Italie, mais il s'avéra vite que la plupart de ces organismes n'étaient guère plus que des parlements en miniature, objets de toutes les combines des partis politiques. Les comités qui s'étaient formés dans les usines semblaient au contraire plus prometteurs, étant souvent dominés par des militants communistes et socialistes avec une perspective de classe. Malgré le rôle important joué dans la lutte contre l'occupation allemande par les organisations d'usine, les dirigeants communistes poussèrent avec succès à la dissolution des comités. Selon les propres termes de l'historien du parti Manacorda, les dirigeants du PCI craignaient que leurs militants poussent « l'insurrection jusqu'à exproprier les capitalistes et mettre en place une gestion coopérative des usines » (cité *in* Ellwood 1985 : 231). Les comités furent remplacés par des « conseils de gestion », et Morandi, en tant que ministre de l'Industrie du deuxième cabinet De Gasperi, fit tout ce qui était en son pouvoir pour les encourager. Mis à toutes les sauces, ces conseils paritaires de travailleurs et d'employeurs apparurent vite comme un simple mécanisme pour stimuler la participation ouvrière à la reconstruction de l'après-guerre (Craveri 1977 : 184-207). Incapable de faire le tri entre ces pauvres expériences et ses idées conseillistes antérieures, exclu du pouvoir par l'offensive anticommuniste de la Démocratie Chrétienne, Morandi chercha à garder la foi en adhérant à la vision du monde agressivement stalinienne avancée par le Kominform récemment mis en place. Avec cette étape commencèrent les « dix hivers » du socialisme italien ; ce

n'est pas avant la mort de Staline, en 1953, qu'une petite lueur devait apparaître au bout du « tunnel de la Guerre Froide » (Fortini 1977 : 18).

Avec le recul, il est clair qu'une grande partie de la capacité du PCI à survivre aux tempêtes de 1956 tenait à la complexité de sa culture d'après-guerre. Fusionnant la grande tradition italienne de l'historicisme avec une approche résolument « populaire » de la réforme sociale, le parti réussit après 1945 à gagner de nombreux intellectuels se considérant eux-mêmes comme « organiques ». Cette recette du succès fut sans doute concoctée à parts égales par Croce et Staline, comme Fortini le dit un jour avec humour (Ajello 1979 : 113). Mais le succès était dû surtout à la souplesse du parti, capable de passer, sous la direction de Togliatti, d'une adhésion enthousiaste mais superficielle au jdanovisme de la fin des années 1940 à l'accommodement avec certains aspects de la critique démocratique du stalinisme à partir du milieu de la décennie suivante. Rien de tel avec le Parti socialiste : son marxisme-léninisme officiel du début des années 1950, produit des tentatives de « bolchevisation » de Morandi, n'était qu'un discours appris par cœur, doctrinal et aride, en conformité à la ligne soviétique et à un régime interne rigide qui étouffait toute dissidence. Aussi 1956 fut-il un véritable choc pour le PSI, en particulier pour la majorité de la tendance dominante de gauche. La démythification de certains mythes autour de Staline et du « socialisme réalisé » ne fit que dégonfler leurs prétentions révolutionnaires et mit à nu leur politique, aussi réformiste – mais nullement aussi cohérente – que celle de leurs rivaux communistes.

Au début des années 1950, le PSI avait déjà perdu, graduellement mais inexorablement, son influence au sein de la classe ouvrière au profit des communistes. À la mort de Morandi en 1955, son efficace appareil « léniniste » se fragmenta en un certain nombre d'appareils concurrents, rivalisant pour déterminer la ligne du Parti Socialiste. Tandis que certains fonctionnaires continuaient à faire leurs genuflexions en direction de Moscou, les éléments les plus pragmatiques autour de Nenni se mirent à chercher de nouveaux terrains de chasse (Foa 1980 : 268-9). Les occasions ne tardèrent pas à se présenter. Dans la vénérable tradition italienne du *trasformismo* [transformisme = formation de coalitions parlementaires opportunistes – NdT], Nenni exploita habilement la répression des ouvriers polonais à Posznan pour ouvrir un dialogue avec Saragat, dirigeant des sociaux-démocrates qui avaient fait scission. En octobre 1956, Nenni avait réussi à remplacer le pacte d'« unité d'action » vieux de 22 ans avec le PCI par un accord de « consultation ». Lors du 32^{ème} congrès du PSI six mois plus tard, Nenni acquit au sein des dirigeants de l'organisation une position dominante. À partir de cette position, il se mit à explorer un certain nombre de stratégies possibles ; et le point culminant de cette exploration fut au début des années 1960 le retour des socialistes dans un gouvernement de coalition avec les Démocrates-Chrétiens (Della Mea 1967 : 90-2).

Panzieri et les limites de la rénovation de la gauche

Pour les observateurs extérieurs au PSI, les fissures grandissantes au sein du parti semblaient presque réduire son fonctionnement interne à la fin des années 1950 à des manœuvres fractionnelles (Barnes 1967 : 64-71). Mais si l'effondrement de l'Union Soviétique en tant que modèle et guide servit en fin de compte à consolider le glissement du Parti socialiste vers la social-démocratie, il ouvrit aussi pendant une courte période un espace pour une analyse plus critique au sein de la gauche du parti. Pour une nouvelle génération de marxistes italiens cherchant, une dizaine d'années plus tard, à échapper à l'hégémonie politique du PCI, les noms de cette période – Gianni Bosio, Vittorio Foa, Franco Fortini – allaient devenir des références importantes (Bermani et Cuzzaniti 1977 ; Bonini 1978 ; Forgacs 1984). Mais le plus exceptionnel de ces militants socialistes des années 1950 fut Raniero Panzieri, dont la réponse aux incertitudes de la période fut d'affronter le problème fondamental de la relation entre classe et organisation. Certes, Panzieri n'était pas le seul parmi ses contemporains de la gauche à se placer dans cette perspective ; Danilo Montaldi (1994) en particulier, avait des intérêts similaires – et même, à certains moments, une vision plus claire. Mais Montaldi, fils d'un bordiguiste, à la fois du fait des circonstances et par choix, opéra sur les marges du mouvement ouvrier officiel. Ce qui rendit la ligne de Panzieri si originale, et finalement si influente, fut qu'elle jaillissait du cœur même de la gauche historique. Une contribution anonyme à *Classe Operaia* devait plus tard bien exprimer la singularité de Panzieri : « parmi les innombrables « dirigeants » du mouvement organisé, un seul avait consciemment choisi la voie de sa propre défaite, parce qu'elle menait à la classe ouvrière » (*Classe Operaia* 1964g : 23).

Né à Rome en 1921, Panzieri eut une formation intellectuelle initiale inhabituelle pour sa génération, en ce qu'elle ne passait ni par l'idéalisme ni par l'historicisme (Merli 1979 : 91, 77). Ses écrits des années 1940, consacrés à la promotion d'une culture authentiquement marxiste en Italie, étaient quelquefois marqués par une certaine intolérance envers des penseurs considérés comme des renégats par le stalinisme. Mais ils étaient aussi moins intéressés par l'orthodoxie que par la critique élaborée par Marx lui-même. Cette critique, le jeune Panzieri – faisant allusion de façon peu équivoque à la sensibilité de nombreux communistes aux idées de Croce – la caractérisait comme étant avant tout une rupture avec la pensée bourgeoise (Rieser 1982 : 47). Après avoir travaillé pendant une période aux questions culturelles du parti, Panzieri s'installa en Sicile à la fin des années 1940. Là, il fut actif dans les luttes sur la redistribution des terres et travailla avec Ernesto De Martino and Galvano Della Volpe, entre autres intellectuels en vue de la gauche. 1953 vit l'entrée de Panzieri au comité central du PSI ; l'année suivante, à l'âge de 33 ans, il assumait les fonctions de secrétaire à la Culture (Lanzardo 1975 : 8-9). Panzieri finit

par s'affirmer comme un des morandiens les plus ouverts à un regard critique sur soi-même, retournant cet « autre » aspect – libertaire – du personnage de Morandi contre le conformisme intellectuel qui s'était emparé de la gauche du PSI. Ses premières interventions furent, sans surprise, sur le terrain de la culture, pour affirmer que la pauvreté du marxisme italien de l'après-guerre était en grande partie une conséquence de l'assimilation couramment pratiquée entre vérité, parti et classe. La tâche fondamentale, affirmait-il en 1957, était de « restaurer le marxisme sur son terrain naturel, qui est la critique permanente », et cela ne pouvait être accompli qu'en le libérant « du contrôle des dirigeants du parti et des orientations du parti » : « Ce n'est qu'ainsi – en refusant le particularisme de parti [*partitarietà*] et en affirmant l'unité de la théorie au-dessus et au-delà des alignements politiques – que la culture marxiste peut retrouver sa véritable fonction. » (Panzieri 1973 : 47, 50). Bien qu'il ne le formulât pas en ces termes, Panzieri entrevoyait déjà que les « intellectuels organiques » tant vantés par la tradition gramscienne n'avaient plus en pratique de rapport organique qu'à l'appareil du parti. Cela ne voulait cependant pas dire qu'il comprît l'« autonomie culturelle » des intellectuels de gauche comme un abandon de l'engagement révolutionnaire ou comme un retour théoricien « aux origines ou aux textes ». Ce dont on avait besoin, au contraire, c'était d'un examen de « la réalité du mouvement politique et organisationnel des classes populaires » ; et il prédisait que ce travail se révélerait culturellement plus riche que ne pouvaient l'imaginer les intellectuels ou les dirigeants du parti (cité *in* Rieser 1982 : 49).

Pour Panzieri, revivifier le marxisme sur le plan théorique allait de pair avec la rénovation politique du mouvement ouvrier, et il était tout naturel que sur ce point il prît comme références initiales les thèmes de la démocratie directe et de l'unité communistes-socialistes développés par Morandi. Ses premières interventions au sujet du renouvellement de la gauche étaient d'un ton tout à fait modéré, il affirmait que la lutte prolétarienne avait son « terrain naturel » dans le cadre de la constitution d'après-guerre (Panzieri 1973 : 36). Comme la plupart des membres du PSI, Panzieri reconnaissait encore la légitimité d'une « voie italienne » ; ce qui l'intéressait, c'était de mettre en évidence dans cette voie « l'exceptionnelle expérience historique de la politique unitaire », qu'il définissait comme « la vision d'une action de masse fondée sur le présupposé de la coïncidence nécessaire et concrète entre les luttes de masse et les objectifs d'une compréhension critique, constructive et démocratique des problèmes nationaux. » (*ibid.*) C'était une formulation à laquelle peu de gens dans la gauche historique auraient alors trouvé à redire. Mais chez Panzieri, la notion d'« action de masse » en vint très vite à prendre des connotations tout à fait différentes de celles qui étaient communes à la plupart des communistes et des socialistes. Nommé codirecteur de la revue théorique du PSI *Mondo Operaio* début 1957 après son départ du Comité Central, Panzieri trouva bientôt dans la revue l'instrument idéal pour mener une réflexion critique. Lucio Libertini, ancien d'une

petite organisation de communistes et socialistes dissidents opposés à la position pro-soviétique des principaux partis de gauche, travaillait à ses côtés (Benzoni 1980 : 64-5). Dans les 18 mois qui suivirent, *Mondo Operaio* s'affirma comme un espace de discussion animé, traitant à la fois de l'actualité et d'œuvres de marxistes – Lukacs, Luxemburg, Trotsky – longtemps passés sous silence par la gauche socialiste (Della Mea 1967 : 98). Mais l'aspect le plus remarquable du nouveau fonctionnement de *Mondo Operaio* devait être l'insistance de Panzieri sur l'idée que l'arbitre final des formes et des objectifs de la lutte contre le capitalisme devait être la classe ouvrière elle-même. Encore une fois, son point de départ – l'idée que la voie italienne au socialisme (« *démocratique et pacifique* ») ne peut pas être confinée au parlement – semblait plutôt modeste ; à vrai dire, il ne différait guère de la position affichée par Nenni lui-même (Vallauri 1978 : 95-7). Mais le raisonnement de Panzieri allait bien plus loin que celui du dirigeant socialiste. Pour lui, alors qu'il était important pour les partis de gauche de se servir de l'arène constitutionnelle, la lutte pour le socialisme exigeait que le mouvement ouvrier fût renouvelé « *d'en bas* et dans des formes de *totale démocratie* » (Panzieri 1973 : 102). Pour que ce renouvellement se produise, il fallait de nouvelles institutions qui devaient avoir leurs racines dans la sphère économique, « vraie source du pouvoir ». Alors la « voie démocratique » ne deviendrait « ni une adhésion tardive au réformisme, ni une simple façade pour une conception dogmatique du socialisme » (*ibid.* : 110, 142).

Examinant l'expérience de la gauche historique, Panzieri était particulièrement acerbe dans sa critique, renforcée par l'expérience du stalinisme, de « l'absurde identification entre classe ouvrière et parti ». L'effondrement du dogme communiste ouvrait au contraire, selon lui, la possibilité de réaffirmer – « dans toute sa vigueur » – « le principe de l'action de classe comme autonomie des classes exploitées et opprimées dans la lutte pour leur libération » (Panzieri 1973 : 61, 62). Dans cet esprit, il réédita un article de la période de l' *Ordine Nuovo* où Gramsci insistait sur l'idée que de nouveaux organes prolétariens étaient nécessaires pour remplacer non seulement l'État capitaliste, mais aussi les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, puisque celles-ci s'étaient avérées « incapables de fournir le cadre d'une telle floraison d'activité révolutionnaire » (Hoare 1977 : 77). En même temps, le Panzieri de la fin des années 1950 était loin d'être un opposant à la forme parti en tant que telle. Tout en reconnaissant que l'abdication du PSI devant la social-démocratie présentait un réel danger, il ne croyait pas qu'il fallût purement et simplement laisser tomber le parti aux mains des révisionnistes. Avec Libertini, Panzieri cherchait au contraire à montrer que « du parti, on peut affirmer avec Marx : c'est un éducateur qui doit être éduqué ». (Panzieri 1973 : 202) La gauche historique avait connu récemment l'effondrement de ce « rapport dialectique nécessaire » entre classe et avant-garde politique et son remplacement par « la conception du parti dirigeant, du parti qui est l'unique dépositaire de la vérité révolutionnaire, du parti-État ». (*ibid.* : 194)

Panzieri, tout comme Libertini, ne doutait pourtant pas que les questions suscitées par les événements de 1956 ramèneraient la gauche historique sur la bonne voie. Celle-ci s'identifiait pour eux à la vision initiale, anti-stalinienne, de Morandi, de la relation entre parti et classe, où l'autonomie révolutionnaire du prolétariat se réalise par la création à la base, avant et après la conquête du pouvoir, d'institutions de démocratie socialiste, et par le retour du parti à sa fonction d'*instrument* de formation politique du mouvement de classe » (*ibid.* : 113). Ainsi, sans jamais marquer une rupture explicite dans sa pensée, l'objectif du contrôle ouvrier éloignait de plus en plus Panzieri des thèmes prédominants de la gauche historique : alliance de classes et voie constitutionnelle au socialisme. En tant que telle, l'œuvre de Panzieri de cette période représente une des premières ruptures claires, bien que non explicites, de l'intérieur même du mouvement ouvrier, avec les perspectives de Togliatti. Bien sûr, ces idées se heurtèrent à des réactions de plus en plus mitigées de la part des représentants du courant principal de la gauche historique italienne (Negri 1979a : 41-2). Pour l'historien communiste Paolo Spriano, de telles idées sentaient le « révisionnisme de gauche » ; pour le socialiste Lelio Basso, parler de contrôle ouvrier était sans intérêt pratique, puisque seule la conquête de la démocratie bourgeoise était alors à l'ordre du jour en Italie (Panzieri 1973 : 118, 153).

Si des jugements aussi faciles n'étaient pas dignes de leurs auteurs, ils attireraient pourtant l'attention sur le risque de schématisme excessif menaçant toute discussion dans l'abstrait sur l'autonomie. Panzieri en était lui-même fort conscient. L'exigence du contrôle ouvrier, affirmait-il en 1958, ne pouvait pas être « une justification littéraire de ré-exhumations historiques, encore moins un remède miracle », mais devait « apparaître et se concrétiser dans la réalité de la classe ouvrière, exprimant son autonomie révolutionnaire » (cité *in* Della Mea 1967 : 100). À mesure que cette année s'écoulait, Panzieri fut de plus en plus convaincu qu'une telle échéance ne pourrait être longtemps repoussée. Mais, comme l'a justement montré Sandro Mancini, une telle aspiration ne pouvait être satisfaite tant que les institutions du mouvement ouvrier resteraient les seuls points de référence concrets de Panzieri – une rupture était nécessaire d'une façon ou d'une autre (Lanzardo and Pirelli 1973 : 14 ; Mancini 1975 : 205).

En l'occurrence, Panzieri devait bientôt faire l'expérience d'une telle rupture, mais elle lui fut imposée. Avec le 33^{ème} congrès du PSI en 1959, l'hégémonie de la tendance « autonome » de Nenni devint totale, et l'on se rapprocha un peu plus de l'objectif d'un gouvernement de coalition Socialistes/Démocrates-Chrétiens. Panzieri fit partie des pertes mineures occasionnées par la nouvelle ligne : on lui enleva la direction de *Mondo Operaio*. Résumant le débat sur le contrôle ouvrier en mars de la même année, Libertini et lui considéraient qu'il avait achevé son cours : l'important maintenant, c'était les mesures pratiques, et en ce sens la balle était sans aucun doute dans le camp des partis de gauche et de la CGIL. En dépit

du cours actuel du PSI, ils concluait : « Nous sommes de plus en plus convaincus que le problème central du mouvement ouvrier italien reste celui de la rénovation » (Panzieri 1973 : 239). Pourtant l'expérience personnelle de Panzieri ne justifiait guère un tel optimisme. Bien que réélu au Comité Central, son isolement au sein du PSI continua d'augmenter. En particulier, ses appels à une plus grande implication des militants de base dans l'élaboration de la politique et à la réaffirmation de « l'autonomie révolutionnaire » de la gauche semblaient de plus en plus déplacés dans une direction de parti enivrée par la perspective d'une coalition centre-gauche (*ibid.* : 247-9). Aucun socialiste en vue, fut-il forcé d'avouer à Montaldi en octobre, ne s'était montré capable de résister à ce charme ; toutes les tendances du PSI étaient désormais unies dans un « désir commun de participer au gouvernement à tout prix (...) Libertini lui-même a été complètement assimilé » (*ibid.* : 250, 251).

Vers la fin de l'année, c'est un Panzieri rempli d'amertume qui quitta Rome pour travailler pour la maison d'édition Einaudi à Turin. Là, dans une ville étrange dominée par « le froid, le brouillard et les monopoles » (Panzieri 1973 : 252), exclu une fois pour toutes des cercles dirigeants de la gauche socialiste, sa carrière politique semblait terminée. Mais, s'étant finalement retiré de lui-même du monde de l'intrigue de parti, Panzieri devait découvrir l'existence de petits groupes d'âmes sœurs. La plupart appartenaient à une génération politique plus jeune : à Milan, un groupe de socialistes de gauche autour de Luciano Della Mea ; à Rome, un cercle dirigé par Mario Tronti, parmi lesquels un grand nombre de membres de la cellule – depuis longtemps rebelle – du PCI à l'Université (Ajello 1979 : 371, 395, 403-6). À Turin même, il devait trouver un groupe plus éclectique d'activistes politiques. Certains, comme Vittorio Rieser, avaient été membres de l'Unione Socialisti Indipendenti de Libertini et partenaires de Danilo Dolci avant de passer au PSI ; d'autres – comme Romano Alquati, qui devait bientôt arriver de Crémone après une période de travail politique avec Montaldi – pouvaient se réclamer d'origines encore moins conventionnelles. Plus d'un venait aussi de familles religieuses dissidentes, appartenant aux communautés locales vaudoises ou baptistes (Panzieri 1973 : 261 ; Merli 1977 : 48 ; Piccone Stella 1993 : 186-96). Mais quelles que fussent leurs origines, les nouveaux partenaires de Panzieri étaient tous d'accord sur l'idée que la modération croissante des partis et des syndicats de gauche provenait d'abord et surtout de leur indifférence aux changements imposés à la classe ouvrière italienne par le développement économique d'après-guerre. Alors qu'ils étaient profondément critiques du cours actuel du mouvement ouvrier, l'incapacité de ses dirigeants à répondre positivement au retour modéré d'agitation sociale de 1959 n'était pas pour calmer leur inquiétude. Dans une lettre écrite quinze jours avant que cette année s'achève, Panzieri indiquait à la fois comment il voyait le problème et quels étaient les moyens de le résoudre : « Si la crise des organisations – des partis et des syndicats – réside dans la divergence croissante entre elles et le mouvement réel de la classe, entre les

conditions objectives de lutte et l'idéologie et la politique des partis, alors on ne peut s'attaquer au problème qu'en partant des conditions, des structures et du mouvement des ouvriers de base. Ici l'analyse ne s'achève que dans la participation aux luttes. » (Panzieri 1973 : 254). C'est pour lui dans cette participation, dans « l'action politique totale et directe », que les intellectuels pouvaient finalement accéder à un rôle nouveau, révolutionnaire. « Naturellement, ajoutait-il, rien de tout cela n'est nouveau » (*ibid.*). Sur ce point, au moins, il ne devait pas du tout être compris : avec l'aide de ses nouveaux collaborateurs et de leur revue, les *Quaderni Rossi*, Panzieri allait maintenant se lancer dans une expérience qui devait avoir d'énormes répercussions sur le développement de la nouvelle gauche italienne.

La sociologie : une arme adéquate ?

« Les armes des révoltes prolétariennes ont toujours été prises dans les arsenaux des patrons. » (Tronti 1971 : 18)

Si le premier grand thème du marxisme dissident des années 1950 que les *Quaderni Rossi* s'approprièrent fut celui de l'autonomie, le second fut celui de la possibilité d'utiliser la sociologie « bourgeoise » comme moyen de comprendre la réalité de la classe ouvrière moderne. En fait, ce que Diane Pinto (1980 : 243) a appelé la « sociologie parallèle » des *Quaderni Rossi* devait se former précisément à l'intersection de la redécouverte du *Capital* par le groupe et de son analyse de certains développements récents des courants de gauche en sciences sociales.

L'ouverture de Panzieri à un usage critique de la sociologie, comme sa critique de la rationalité technologique, révèle en effet une dette vis-à-vis d'Adorno, mais son inspiration directe est géographiquement bien plus proche (Apergi 1978 : 113-17 ; Meriggi 1978a : 91-116). Ce qu'on pourrait en gros désigner comme courant de gauche dans la sociologie italienne était déjà apparu après la guerre. Cela se limitait surtout à des études sur la « question méridionale », qui – à part des descriptions de la vie des paysans d'Ernesto De Martino – tendaient à se présenter avant tout comme des œuvres « littéraires » (Bermani and Bologna 1977 : 10-20 ; Ajello 1979 : 333-40). D'autre part, la sociologie du travail était relativement nouvelle en Italie. N'ayant été importée que récemment des États-Unis sous la forme des « relations humaines », cette discipline suscitait une méfiance compréhensible de la part de nombreux militants du mouvement ouvrier italien (Lichtner 1975 : 185 ; Massironi 1975 : 46-57 ; Ajello 1979 : 321-5). L'influence des œuvres d'auteurs français comme Alain Touraine et Georges Friedmann aida à dissiper cette hostilité. Aussi, dès 1956, il n'était pas rare pour des intellectuels de gauche à l'esprit plus critique de se déclarer partie prenante dans le développement d'une sociologie de gauche capable d'évoluer de la littérature à la « science » (Merli 1977 : 48). Tandis que pour le jeune

Alessandro Pizzorno trop de choses avaient changé depuis Marx et Lénine pour privilégier leur pensée dans un tel projet, pour d'autres, en particulier au sein du PSI, la recherche d'un point de rencontre entre marxisme et sociologie allait devenir sérieuse. Sous sa forme la plus extrême, exprimée par le socialiste Roberto Guiducci, le marxisme dissident des années 1950 allait jusqu'à représenter l'enquête sociologique comme le moyen d'établir un nouveau rapport « organique » entre intellectuels et travailleurs, fondé sur la production conjointe d'un savoir social « venu d'en bas » (Merli 1977 : 17-19, 48-9 ; Aperi 1978 : III-12).

Significativement, un des premiers exemples en Italie de ce qui devait bientôt être connu comme « co-recherche » était venu d'un milieu tout à fait extérieur au mouvement ouvrier, avec le travail du réformateur social Danilo Dolci. Jeune homme qui avait abandonné une belle carrière pour travailler au milieu des pauvres du Sud, Dolci avait au milieu des années 1950 commencé à utiliser les questionnaires et les récits de vie comme moyen pour les victimes de la pauvreté de décrire en détail leur situation désespérée. Jadis catholique fervent, Dolci, du fait de son profond sentiment religieux, resta méfiant à l'égard de toute doctrine de lutte de classe, même lorsque sa propension à l'action directe non-violente comme arme d'auto-émancipation populaire le conduisit à de perpétuels conflits avec les pouvoirs existants. Longtemps après qu'ils eurent eux-mêmes rejeté son populisme, les jeunes du Nord qui s'étaient initialement joints à Dolci devaient continuer à défendre son idée de l'auto-expression des dépossédés, et cela devait plus tard contribuer à pousser certains d'entre eux vers les *Quaderni Rossi* (Dolci 1960 : 19 ; McNeish 1965 ; Negri 1983 : 15, 17).

Les récits de vie individuels et les entretiens devaient également jouer un rôle central dans l'œuvre de Danilo Montaldi, qui soutenait en 1958 que « la méthode sociologique d'interprétation est foncièrement étrangère, et même opposée, à la culture du réformisme et du stalinisme, fondée sur une conception fataliste du progrès et sur le principe d'une révolution par en haut ... » (Montaldi 1944 : 281) Contre un marxisme-léninisme « de citations », Montaldi croyait que certaines techniques sociologiques pouvaient aider au développement de la théorie révolutionnaire, qui « doit être construite d'en bas dans la praxis et l'analyse sociale » (*ibid.* : 284). Cette idée devait à son tour beaucoup à deux groupes qui avaient quitté le camp trotskiste à la fin de la décennie précédente : en France, l'organisation Socialisme ou Barbarie de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort ; aux États-Unis, celle de Correspondence dirigée par Raya Dunayevskaya et C.L.R. James. Critiques des thèmes spécifiques de la IV^e Internationale, ces groupes minuscules consacraient une grande part de leur énergie dans les années 1950 à découvrir « l'expérience prolétarienne » authentique jusqu'alors passée sous silence par le dogme du parti (Lefort 1978 ; Binstock 1971 : 140-71 ; Cartosio 1976). Parmi leurs nombreuses études sur le comportement de la classe ouvrière, les plus solides – le journal du militant de chez Renault Daniel

Mothé ainsi qu'une brochure sur la condition des ouvriers aux États-Unis – devaient trouver une audience en Italie surtout grâce aux efforts de Montaldi. Comme Maria Grazia Meriggi (1978a : 159) l'a noté, *L'ouvrier américain* (Romano 1972) en particulier n'évoquait que les manifestations les plus apparentes du comportement de classe. Néanmoins, il donnait un aperçu authentique de l'antipathie profonde des ouvriers d'usine à l'égard des méthodes de production même les plus "modernes". Pour Montaldi, cette publication de *Correspondence* avait une signification particulière parce qu'elle exprimait "profondément et avec une grande force l'idée – pratiquement oubliée par le mouvement marxiste après la publication du livre I du *Capital* – qu'avant d'être l'adhérent d'un parti, un militant de la révolution ou le sujet d'un futur pouvoir socialiste, l'ouvrier est un être qui vit avant tout dans la production capitaliste et dans l'usine ; et que c'est dans la production que prennent forme la révolte contre l'exploitation, la capacité de construire un type supérieur de société, en même temps que la solidarité de classe avec les autres ouvriers et la haine de l'exploitation et des exploitateurs – à la fois les patrons classiques d'hier et les bureaucrates impersonnels d'aujourd'hui et de demain." (Montaldi 1994 : 501-2)

La traduction en 1960 du journal de Mothé devait susciter des sentiments mêlés chez certains membres du groupe de Panzieri, qui trouvèrent son penchant anti-léniniste trop « anarchisant » et trop « individualiste » à leur goût (Panzieri 1973 : 273-4). Pourtant aucun d'entre eux ne pouvait nier que les observations du Français, aussi bien que les études de *Correspondence*, apportaient des preuves confirmant ce qu'ils considéraient comme leurs découvertes les plus importantes. La première de ces découvertes était que l'antagonisme de la classe ouvrière par rapport à l'organisation capitaliste du travail, bien que souvent contradictoire dans sa forme, était à la fois permanent et universel. La seconde était qu'une « séparation structurelle » profonde (Bermani and Bologna 1977 : 31) était venue couper la classe des organisations – partis et syndicats – qui prétendaient la représenter.

Tous les membres du cercle n'étaient pas enthousiasmés par le mariage de la technique sociologique et du marxisme, et cela devait ressortir de façon évidente des plaintes ultérieures de Panzieri au sujet de la « timidité » de ceux qui sont « motivés par des résidus d'une fausse conscience, c'est-à-dire des résidus d'une vision dogmatique du marxisme » (Panzieri 1975 : 315). Alquati était de ces sceptiques et comme il était l'un des rares rédacteurs des *Quaderni Rossi* dotés d'une certaine expérience professionnelle dans le domaine, il voyait dans l'utilisation de la sociologie au mieux un palliatif, « une première approximation » de cette « autorecherche » qu'exigeait l'organisation autonome de la classe ouvrière. Comme devait le noter Alquati par la suite (1975 : 54 ; 1994), c'est bien plutôt Panzieri qui était en faute sur ce point, comme le prouvait sa tendance à « s'appuyer davantage sur la « science » sociale traditionnelle que sur le projet d'une reconstruction de la critique de l'économie politique réellement inspirée de Marx ».

Conscient des différences qui le séparaient de Panzieri, Alquati admettait que les aperçus offerts par certaines techniques sociologiques pouvaient néanmoins fortement contribuer à redonner vie au marxisme. Et comme Cesare Bermani et Sergio Bologna (1977 : 31) l'ont fait remarquer depuis, l'utilisation par les *Quaderni Rossi* des entretiens et des questionnaires pour enregistrer la subjectivité ouvrière était « au fond de l'histoire orale, même si elle passait pour de la sociologie ». Certes, l'usage non critique de ces outils a fréquemment produit des recueils d'expériences subjectives qui ne font que refléter la surface des rapports sociaux capitalistes (voir par exemple Form 1976). Pourtant les membres du groupe n'étaient pas naïfs au point d'ignorer la relation entre ces opinions et le comportement de ceux qui les expriment. Et d'ailleurs, ils n'étaient pas non plus tous persuadés, comme Lefort (1978 : 142-3), que le récit d'un nombre limité de témoignages individuels permit une approche concrète et une clarté politique qu'aucune étude plus étendue ne pouvait espérer atteindre. Ils pensaient que la reconnaissance des comportements et des conceptions de la classe ouvrière avait un rôle vital à jouer pour encourager l'activité autonome. On pouvait éviter de tomber dans le pur empirisme en remplaçant ces observations dans un cadre général semblable à celui de « l'Enquête Ouvrière » de 1880 de Marx, qui mettait l'accent sur la construction d'une image synthétique de la dynamique technique et politique du lieu de travail. Finalement, comme Marx, la plupart des éditeurs de la revue pensaient qu'un tel projet ne pourrait réussir que sur la base d'une confiance mutuelle entre chercheurs et ouvriers. Après tout, seuls les ouvriers, « et non des sauveurs providentiels, sont capables d'administrer énergiquement les remèdes aux maux sociaux dont ils sont victimes » (cité in Bottomore et Rubel 1965 : 210). De ce point de vue, comme le disait alors Dario Lanzardo (1965 : 1-2), la « co-recherche » n'était pas seulement un moyen efficace pour obtenir des résultats, mais l'expression même « d'une méthode de travail politique contenue implicitement dans l'idée de critique de l'économie politique, prise sous sa forme la plus générale ».

Le problème d'une méthode « scientifiquement correcte »

Si beaucoup de membres du cercle de Turin des *Quaderni Rossi*, y compris Panzieri lui-même, avaient un faible pour Weber (Alquati 1975 : 24 ; Panzieri 1987 : 332-3), il est clair aussi que Panzieri (1975 : 315) voyait dans le marxisme, en tant que théorie de la société capitaliste, la sociologie prééminente. Cette manière de voir, qu'il partageait avec les éditeurs romains de la revue, venait en grande partie de l'œuvre du philosophe communiste Galvano Della Volpe. Della Volpe s'était converti au marxisme après la Seconde Guerre mondiale, et sa contribution la plus originale à la culture de gauche en Italie était de chercher à reconstruire la méthode d'investigation de Marx par une lecture des sources originelles de Marx.

C'était une entreprise inhabituelle dans un parti alors peu soucieux du fondateur du « socialisme scientifique », et Della Volpe, longtemps hostile à l'idéalisme italien, apporta un point de vue tout à fait différent de celui de la majorité des intellectuels communistes. Les techniques d'investigation utilisées dans la recherche en sciences sociales ou en sciences de la nature pouvaient être des plus variées, affirmait-il, mais il n'existait qu'« une seule logique – la logique matérialiste de la science moderne », qui était leur fondement à toutes (Della Volpe 1980 : 198).

Della Volpe exprimait une admiration générale pour les progrès que la science positive avait accompli sous le capital par l'application de la méthode expérimentale de Galilée, en développant des explications cohérentes des phénomènes naturels. La bourgeoisie n'avait pourtant pas rencontré le même succès dans le domaine des relations sociales, où elle n'était pas parvenue à dévoiler le secret du rapport entre classes qui reproduit sa domination sur le travail. Pour Della Volpe, la raison n'en était pas tant la méthode expérimentale ou sa prétendue inapplicabilité aux « disciplines morales » que l'incapacité de la classe dominante à mettre de côté dans l'analyse la présupposition subjective que les rapports de production capitalistes sont à la fois naturels et éternels. Marx, au contraire, n'avait découvert la nature profondément historique – et donc transitoire – du capital que parce qu'il était resté fidèle au rejet par la logique scientifique de tout apriorisme. Pour Della Volpe, « l'Introduction » de 1857 à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, introduction abandonnée par Marx, avait de ce point de vue une importance fondamentale, car on y voyait Marx examiner attentivement les éléments de base de cet appareil conceptuel qu'il utiliserait ensuite « avec le maximum de rigueur et de succès » dans le *Capital* (Della Volpe 1980 : 200). Armé de cette critique du raisonnement a priori qu'il avait énoncée pour la première fois en 1843, Marx y faisait usage d'abstractions historiquement « déterminées », hypothèses forgées à partir de l'observation du concret – en l'occurrence, insistait Della Volpe, une « société historiquement spécifique » – et toujours à nouveau confrontées au concret pour être vérifiées. De cette façon la recherche de Marx, à l'opposé d'une philosophie spéculative qui confond le concept et la réalité, formait un cercle méthodologique d'induction et de déduction, « un cercle qui est historique, et donc dynamique, allant du concret au concret (...) et [qui] permet donc un développement véritable ». Là était, pour Della Volpe, la plus grande victoire du fondateur du « galiléisme moral » : non dans l'élaboration d'une tentative pseudo-métaphysique de comprendre les mécanismes internes de l'univers, mais dans l'application de la science à la société capitaliste moderne en tant qu'« économie sociologique matérialiste » (*ibid.* : 186, 194, 209).

Della Volpe avait été un personnage marginal dans le PCI avant 1956, et sa prééminence ultérieure au sein du parti devait plus à la diaspora des autres intellectuels communistes qu'à une plus grande réceptivité à ses idées chez les dirigeants. Fidèle à l'image d'« intellectuel de l'ancien style » qu'il s'était lui-même construite (Colletti

1978 : 323), le philosophe resta toujours à l'écart de la politique du parti. Beaucoup de ses idées les plus critiques par rapport à l'orthodoxie restent ainsi cachées derrière un hommage formel aux « matérialistes dialectiques », comme Engels ou Jdanov, et ses interventions sur les thèmes de politique contemporaine, bien qu'un peu inhabituelles dans leur formulation, peuvent difficilement être interprétées comme des attaques de la doctrine du parti (Guastini and Levrero 1970 : 311 ; Bedeschi 1983 : 89). Mais si Della Volpe ne poussa jamais ses réflexions sur la critique de l'économie politique au-delà du problème initial de la définition d'une épistémologie correcte, certains de ses étudiants furent plus hardis. En 1958, Lucio Colletti (1974 : 3, 23) affirma que les œuvres du Marx de la maturité ne traitaient pas de « lois « générales », absurdes truismes valides pour toutes les époques », mais « d'une seule société, la société *capitaliste* moderne ». Bien que visant d'abord les partisans soviétiques du matérialisme dialectique, cette lecture de Marx frappait aussi au cœur l'historicisme du PCI, que Colletti qualifiait de façon provocante de non marxiste (Ajello 1979 : 349). Encore plus inquiétantes, de l'avis des critiques de Della Volpe – de plus en plus nombreux dans le parti – étaient les implications politiques d'une telle position pour la stratégie de la « voie italienne ». Pour eux, « en faisant du marxisme une sociologie matérialiste, c'est-à-dire une science de la formation socio-économique bourgeoise moderne, le « dellavolpisme » mettait plus l'accent sur les caractères communs aux diverses sociétés capitalistes avancées que sur les caractères « particuliers » et « nationaux » distinguant un pays d'un autre ». (Bedeschi 1983 : 90). Jugeant que de telles idées étaient le premier pas vers l'extrémisme, les opposants au philosophe lancèrent leur attaque en 1962 dans les pages de l'hebdomadaire culturel du PCI, *Rinascita*. Le ton de la discussion, à la différence des débats antérieurs dans le parti, fut en général courtois, mais la « victoire » finale du camp historiciste ne fit jamais de doute. Battus, leurs adversaires soit reculèrent temporairement, soit – comme Colletti – quittèrent carrément le parti.

La dette de la nouvelle gauche italienne, et des *Quaderni Rossi* en particulier, envers Della Volpe, reste une question controversée. Il n'est pas difficile de tracer des liens directs entre les deux : Panzieri, par exemple, avait travaillé avec Della Volpe à l'Université de Messine pendant son séjour en Sicile, tandis que Tronti était bien connu à la fin des années 1950 comme un des partisans du philosophe qui se faisaient le plus entendre (Fugazza 1975). On peut dire au moins que les efforts de Della Volpe pour revenir directement à Marx déblayèrent le terrain pour une nouvelle appropriation de sa pensée et que cette appropriation permit de contourner totalement les traditions dominantes du Parti Communiste. Della Volpe était trop timide pour effectuer publiquement une telle rupture, mais Tronti ne devait pas avoir de tels scrupules, et il attaqua en 1958 la pensée de Gramsci comme philosophie idéaliste dont l'objectif – l'élaboration d'un Anti-Croce – était largement épuisé : « Pour nous, le bon sens de la philosophie d'une époque donnée n'est pas,

sous forme dénaturée et mystifiée, le sens commun de cette époque. Il est nécessaire de découvrir la vérité de ce sens commun, à travers l'expression historique déterminée qu'il se donne. Si la philosophie coïncide avec le bon sens, nous devons nous méfier de la philosophie. Si à travers la science nous sommes capables d'exprimer le sens commun des choses, il suffit d'avoir confiance dans la science. » (cité in Bosio 1975 : 50-1)

Conscient du pouvoir de séduction de la méthodologie de Gramsci, mais méprisant la tendance de ses épigones à négliger la critique des conditions matérielles au profit des questions idéologiques, les plus proches associés de Tronti tournèrent simplement le dos à la philosophie de la praxis. Au lieu de suivre cette voie, ils prirent le chemin indiqué par Della Volpe, qui avait refusé de poser « l'économique » et « l'idéologique » comme deux niveaux d'analyse séparés », et cherchèrent plutôt leur inspiration dans la critique de l'économie politique de Marx (Schenone 1980 : 174). Dans une période où cette critique était largement inconnue dans les sections locales des partis de la gauche historique italienne (Ajello 1979 : 348 ; Negri 1979a : 36), l'accent mis par Della Volpe sur l'actualité du *Capital* devait laisser une marque indélébile sur Panzieri et ses jeunes amis. Ce fut en particulier le cas pour Tronti, qui au milieu des années 1950 avait présenté une thèse sur la logique du *Capital* à l'Université de Rome (Rossini 1980 : 65). En écho à Della Volpe, Tronti affirmait : « Si la *logique du « Capital »* est de nouveau confirmée aujourd'hui c'est parce que, pour la pensée de la classe ouvrière, la nécessité objective d'une analyse du capitalisme est revenue au premier plan. Les *instruments* d'analyse sont remis à jour quand *l'objet* de l'analyse est redécouvert. Si l'objet est la société capitaliste concrète – la phase mondiale moderne du capitalisme – alors l'instrument ne peut être que la méthode de Marx qui a fourni la première et la seule description scientifique de cet objet. On retourne au *Capital* chaque fois que l'on part du *capitalisme*, et vice-versa : on ne peut pas parler de la méthode du *Capital* sans transférer et traduire cette méthode dans *l'analyse* du capitalisme. » (cité in Asor Rosa 1975 : 1640) Dans la même ligne d'argumentation, au début des années 1960, Tronti devait aussi mettre en évidence l'insatisfaction des Romains devant l'incapacité de Della Volpe lui-même à prolonger l'impulsion radicale donnée par sa pensée. Si la remise à l'ordre du jour de la critique de l'économie politique exigeait une « critique interne » pour éliminer de l'œuvre de Marx ses erreurs et ses ambiguïtés, une confrontation avec les grossières idéologies marxistes qui dominaient dans le mouvement ouvrier n'était pas moins importante. « *L'idéologie est toujours bourgeoise* », soutenait Tronti ; le révolutionnaire doit lui opposer la science prolétarienne de Marx et sa « critique impitoyable de tout ce qui existe » (Tronti 1971 : 35, 33). Par-dessus tout, Della Volpe n'avait pas réussi à comprendre qu'une telle critique ne pouvait rester un exercice académique exécuté par des « marxistes purs ». Elle devait plutôt devenir un moment de la lutte de classe qui referait le chemin parcouru par Lénine de l'analyse du capitalisme

russe en 1899 à son renversement en 1917. « Le pouvoir ouvrier, concluait Tronti, l'organisation *autonome* de la classe ouvrière – [tel] est le *véritable* processus de démystification, parce que c'est la base *matérielle* de la révolution » (*ibid.* : 37).

Asor Rosa devait exprimer des idées semblables dans le second numéro des *Quaderni Rossi*. Faisant référence sans les nommer à des « savants » qui avaient dans les années récentes « consacré toute leur activité à parvenir à une lecture plus exacte de la pensée de Marx », Asor Rosa (1962 : 122-3, 125) saluait dans leurs efforts pour accomplir une « démystification générale » de l'œuvre de Marx un grand service rendu au mouvement ouvrier, car ils lui avaient fourni de « précieux instruments théoriques ». Malgré cette démystification, leur travail avait d'importantes limites, la plus grave étant une incapacité à poursuivre jusqu'à une « *véritable* conception », une « *analyse scientifique* » de la société moderne. Pour accomplir cette tâche, comme les *Quaderni Rossi* tentaient maintenant de le faire, la théorie devait descendre de sa tour d'ivoire et s'engager dans la lutte de classe, puisque « *la seule façon de comprendre le système est de concevoir sa destruction* ».

Ayant fait leur le projet de Della Volpe de revivifier la critique de l'économie politique, Panzieri et les membres romains de son cercle devaient fermement rejeter à la fois son approche philosophique traditionnelle de l'activité de « production » théorique et son acceptation de l'asservissement des intellectuels aux politiciens du parti. Comme le rappelait Emilio Agazzi dans les années 1970, « dans les conversations du début des années 1960, Panzieri portait souvent un jugement très sévère sur Della Volpe et son « théoricisme », sur le caractère inadéquat de ses analyses, sur son incapacité singulière à appliquer réellement cette méthode de « l'abstraction déterminée », qu'il avait pourtant le mérite incontestable d'avoir définie comme la méthode marxienne authentique – contre les déformations stalinienne et historiciste du marxisme. » (Agazzi 1977 : 14) En même temps, on peut considérer la critique de Della Volpe par les *Quaderni Rossi* comme incomplète, l'absence d'engagement pratique dans la politique de classe italienne étant loin d'être le seul obstacle qui entravait les efforts du philosophe pour élaborer des abstractions déterminées appropriées à l'époque du travail à la chaîne. Malgré le bon sens empirique apparent de Della Volpe, il est vrai, sa compréhension de la manière de construire de tels outils avait de graves défauts. Outre son point de départ scientifique flagrant (Della Volpe 1980 : 200), la principale difficulté dans sa reconstruction de la méthode d'investigation de Marx résidait dans sa dépendance au texte de 1857 en tant que clé du *Capital*. Mais comme cela ressort clairement d'une lecture attentive de « l'Introduction », la mise en place des catégories par Marx dans ce texte ne se distinguait de Smith et Ricardo que par une cohérence plus grande dans l'utilisation de cette logique « galiléenne » dont parle Della Volpe. Et cela n'est pas surprenant. Par la suite, le premier tome du *Capital* de Marx fut guidé par une nouvelle méthode d'investigation, mettant l'accent sur l'insuffisance de la simple observation pour pénétrer

au-delà de « la *forme de manifestation* directe des rapports » jusqu'à « leur *connexion interne* » (Marx and Engels 1965 : 191). Par contre, dans « l'Introduction », la compréhension par Marx du procès d'abstraction avait encore, comme l'a dit Rafael Echeverria (1978 : 337), « un contenu nettement empiriste, dans la mesure où elle implique une simple généralisation à partir des caractéristiques observables dans la réalité ». Ne percevant pas ce glissement, Della Volpe continua à considérer le texte de 1857 comme s'il était réellement imprégné par l'anti-empirisme sans ambiguïté du *Capital*. Cette confusion devait avoir sa contrepartie la plus spectaculaire dans ses analyses politiques, où il était enclin à mettre en avant « l'arme la plus typique de la méthode spéculative, l'abstraction générique » (Montano 1971 : 35).

L'usage non critique de « l'Introduction » devait entraîner pour Panzieri et de nombreux opéraïstes de continuelles difficultés à démêler le moment logique et le moment historique dans la critique de l'économie politique. Néanmoins, ils furent capables de retrouver les aspects les plus productifs de la lecture de Marx par Della Volpe : avant tout, l'accent mis sur l'idée que les catégories doivent être historiquement déterminées. « Aspirant à une théorie plus tournée vers la pratique, écrivit plus tard Alquati (1975 : 15), une théorie fondée sur les nouvelles déterminations apportées dans l'immédiat par les mouvements d'une classe ouvrière modernisée, nous avons théorisé de nombreuses "abstractions déterminées". » Mais sur la question de savoir lesquelles étaient les plus efficaces pour saisir les rapports de classes de l'Italie contemporaine, le groupe de Panzieri devait bientôt se découvrir lui-même profondément et irrévocablement divisé.

2.

Les *Quaderni Rossi* et l'enquête ouvrière

LE PREMIER NUMÉRO de la revue de Panzieri parut dans la seconde moitié de 1961, faisant l'effet d'un pavé dans la mare du mouvement ouvrier italien. Épuisant leur tirage initial en quelques semaines, les *Quaderni Rossi* suscitèrent l'intérêt des politiciens de gauche, des responsables syndicaux, des militants des usines, des membres de la base du parti – et même, s'il faut en croire Alquati (1975 : 26), de jeunes membres de l'élite des cadres dirigeants de la nation. Dès le début, cependant, la revue fut frappée par une série de crises. Les premiers à faire défection furent les syndicalistes les plus éminents associés au groupe. À peu près un an plus tard, ils devaient être suivis par le cercle formé autour de Tronti. Puis, en octobre 1964, juste au moment où un certain ordre interne semblait avoir été restauré, la revue subit le coup inattendu de la mort de Panzieri, dont elle ne se remit jamais vraiment. Tandis que le collectif des rédacteurs des *Quaderni Rossi* continuait à exercer une influence sur les marges du mouvement ouvrier jusqu'à sa dissolution quatre ans plus tard, on ne pouvait plus prétendre que la revue ressemblât beaucoup à celle fondée au début de la décennie.

Pour certains critiques, il suffit d'étiqueter tous les collaborateurs de la revue comme « opéraïstes » – après tout, comme le dit Lelio Basso, la plupart étaient coupables de « placer le centre de gravité de la lutte à l'intérieur de l'usine » (cité *in* Magni 1970 : 36). Comme le montra bientôt la croissante polarisation à l'intérieur du groupe, la communauté d'engagement dans une nouvelle pratique politique était cependant bien plus faible que la divergence des interprétations divisant les

rédacteurs de la revue. Mais en réalité, le courant opéráiste du marxisme italien ne devait apparaître sous sa forme définitive qu'avec *Classe Operaia* (Cacciari 1978 : 45-7). Il serait plus approprié de comparer les trois premiers numéros des *Quaderni Rossi* à des incubateurs, où bien des thèmes centraux de l'opéráisme classique devaient trouver leur première élaboration.

Tandis que la nouvelle revue de Panzieri représentait une expérience novatrice dans la gauche italienne, son nom évoquait une expérience plus ancienne dans les annales du socialisme de gauche, celle des *Cahiers Rouges* de la fin des années 1930 autour de Marceau Pivert. C'était une référence appropriée : comme Pivert avant lui, Panzieri avait d'abord espéré gagner le Parti Socialiste de son pays à ce qu'il considérait comme une perspective prolétarienne révolutionnaire pour finir par se heurter à une hiérarchie inamovible fascinée par les fonctions parlementaires (Joubert 1977). C'était aussi un signe de mauvais augure, et l'idée qu'il pourrait connaître le même destin que Pivert – l'expulsion dans un désert politique à la tête d'un groupe dissident – épouvantait Panzieri. En mars 1960, au moment même où il élaborait ses premiers plans pour la nouvelle publication, Panzieri devait l'avouer dans une lettre privée : « je vois toutes les issues bloquées, le « retour à la vie privée » me laisse froid, le risque de finir en petite secte me terrifie » (Panzieri 1973 : 271).

Isolé à Turin des intrigues de factions de la capitale, Panzieri trouva l'antidote au désespoir dans la volonté de la section locale de la CGIL d'expérimenter de nouvelles approches du travail politique. Suite au choc de la défaite de 1955 à la FIAT, la direction nationale du syndicat avait été forcée d'admettre qu'elle ne marchait pas au même pas que la plus grande partie de la main-d'œuvre. « La réalité, avouait son secrétaire, c'est que nous n'avons pas examiné correctement les changements intervenus dans les entreprises touchant aux différents aspects de la production et de l'organisation technique de la structure des salaires. » (cité *in* Mangano 1979 : 13) Le travail syndical, concluait-il, avait été trop schématique, en lançant des campagnes politiques « avec un grand P », tout en ignorant la réalité changeante des conditions de travail. Pour y remédier, un certain nombre de mesures pratiques furent prises, la plus importante étant l'acceptation de formes limitées de négociation collective de manière à refléter les différences de conditions d'une entreprise à l'autre. Le changement n'alla pas plus loin dans une grande part du pays. Dans la section de Turin de la CGIL, une guerre fut néanmoins menée contre ce que le socialiste Vittorio Foa (cité *in ibid.* : 16) nommait les « fossiles ». C'étaient les fonctionnaires qui ne voyaient pas que le poids déclinant dans la production de ce « vieux type de travailleur sur lequel s'étaient en général appuyés parti et syndicat dans l'usine » (Pugno, cité *in* Magna 1978 : 309) exigeait une nouvelle approche du combat contre les employeurs. Foa, écrivait Panzieri à Tronti en décembre 1960, était « très engagé » dans la production d'une nouvelle revue qui s'intéressait aux problèmes réels de la classe ouvrière. C'était pour lui un signe qu'« ici au moins à

Turin », il était nécessaire de distinguer entre parti et syndicat dans leurs rapports à la classe : « Ici le syndicat – peut-être à cause des terribles défaites subies dans les années passées – est relativement ouvert à de nouveaux thèmes ... » (Panzieri 1973 : 283). En tant qu'organisation la plus en contact avec l'expérience quotidienne des travailleurs, la CGIL – en particulier sa fédération de la métallurgie, la FIOM (Federazione Impiegati Operai Metallurgici) – fut bientôt considérée par Panzieri comme l'instrument privilégié de la rénovation du mouvement ouvrier italien.

La vague de luttes industrielles et politiques qui, après une courte pause à la fin de 1959, reprit l'année suivante avec une intensité accrue fournit un autre antidote au désespoir. Au moment du renouvellement de leur accord national en 1959, les ouvriers de l'industrie métallurgique et mécanique avaient fait grève dans tout le nord du pays, faisant pour la première fois largement usage du refus des heures supplémentaires. Dans certaines des plus grandes entreprises, on pouvait aussi observer une poussée de la base pour une plus grande unité des ouvriers, quelle que soit leur appartenance syndicale ; dans une usine de Turin, par exemple, des délégués d'usine des trois grands syndicats organisèrent conjointement les piquets (Bolzani 1978 : 55). Loin de refroidir leur combativité, les résultats anémiques de la lutte pour un nouveau contrat semblèrent seulement alimenter la colère de nombreux ouvriers, qui décidèrent de reprendre la lutte en 1960 au niveau de chaque usine. À partir de septembre, les métallurgistes organisèrent une série de grèves nationales d'une journée – de nouveau soutenues par des refus des heures supplémentaires – qui réussirent en décembre à percer une brèche dans les rangs du capital sous la forme d'un accord séparé avec l'association des employeurs du secteur public. Dans toutes ces luttes, à Turin et ailleurs, se posait la question de la gestion de la lutte : de plus en plus d'ouvriers estimaient que c'était à eux de l'assumer directement dans leurs propres assemblées, et non aux responsables syndicaux (Panzieri 1973 : 245-7). Les luttes des ouvriers de l'industrie textile (principalement des ouvrières), qui venaient d'émerger d'un processus de restructuration et de « modernisation » encore plus effréné que celui des autres secteurs, étaient encore plus agressives, et perturbaient le flux de la production en déclenchant des grèves surprises alternant des arrêts de travail d'une heure ou d'une équipe (« grèves planning »). Ni les travailleurs du textile ni ceux de la métallurgie ne devaient obtenir de résultats satisfaisants de tels efforts, mais on ne pouvait se méprendre sur leur nouvelle résolution, qui indiquait un changement fondamental dans le ton des relations du travail en Italie (Bolzani 1978 : 60-70).

Le moment le plus ouvertement « politique » de ce cycle survint avec la vague de manifestations et de combats de rue qui déferla sur l'Italie durant l'été 1960, provoquée par une décision gouvernementale d'autoriser le néo-fasciste Mouvement Social Italien à tenir son congrès dans la vieille forteresse ouvrière de Gênes. L'effet immédiat des protestations, au cours desquelles une douzaine d'ouvriers furent tués par la police avant que le premier ministre Tamponi soit finalement contraint à

démisionner, devait être d'ouvrir la voie à une nouvelle coalition de centre-gauche. Menées sous la bannière interclassiste de l'antifascisme, les luttes de Juillet ont été dénigrées par certains comme pure « défense et affirmation » des valeurs de l'État capitaliste construit après la Seconde Guerre mondiale (Del Carria 1979 : 13). Mais ce qu'il y a de particulièrement intéressant dans ces affrontements, c'est le rôle joué par la jeune génération ouvrière (Lerner 1980 : 38). Il n'y en avait pour ainsi dire pas un seul assez vieux pour se souvenir de la Résistance, sans même parler de la domination fasciste – pourquoi donc luttèrent-ils dans la rue avec une telle furie ? Une enquête de *Rinascita* menée parmi des jeunes Romains qui avaient participé aux combats de rue fournit une explication élémentaire : pour bien des jeunes, le fascisme évoquait le spectre de la domination du capital dans sa forme pure. « Je n'ai jamais connu le fascisme, admettait l'un d'eux, bien que mon père m'en dise le plus grand mal. Nous sommes esclaves, le travail est une plaie, et je ne gagne même pas assez pour vivre. C'est ça, pour moi, le fascisme : c'est le patron. » (cité in Garzia 1985 :14) Saluant le rôle des jeunes ouvriers dans les affrontements, Panzieri (1975 :122-3) devait établir un lien similaire : le fascisme, soutenait-il dans le journal du PSI de Turin, s'enracine dans l'usine, qui est la base du pouvoir patronal sur la société, et c'est là qu'il doit être vaincu.

D'un discours formellement « antifasciste », on était ainsi ramené à la question la plus importante soulevée par les conflits industriels en cours, celle de la relation entre le comportement de classe et l'organisation du travail dans la production moderne. Les nouveaux processus de travail et les nouveaux travailleurs étrangers aux traditions du mouvement ouvrier organisé ne signifiaient pas la fin de la lutte de la classe ouvrière. À l'exception flagrante de la FIAT, c'était bien plutôt dans les firmes technologiquement les plus avancées que les conflits industriels de 1959-1960 avaient été les plus féroces. Comprendre ces problèmes en développant une stratégie politique cohérente adéquate aux changements du capitalisme italien, tel était le lien entre les forces disparates que Panzieri avait mises en contact dans le premier numéro des *Quaderni Rossi*. La coopération de la section locale de la CGIL ouvrait un peu l'usine aux jeunes intellectuels du groupe et leur permettait d'étudier directement le comportement de la classe ouvrière. Ensemble, en développant une démarche qui devait être finement qualifiée d'« anarcho-sociologique » (Alquati 1975 : 72), ils pourraient développer une « ligne politique de classe » (Lolli 1962 : 35) pour vaincre le capital.

La signification du développement capitaliste

Malgré le cycle d'accumulation d'après-guerre, bien des gens dans la gauche italienne continuaient à considérer les termes « capitalisme » et « développement » comme des opposés. Leur idée d'une contradiction entre les rapports de production

et les forces productives, exprimée en des termes d'une impeccable orthodoxie, était celle d'une Italie maintenue en arrière par les forces productives stagnantes du capital local et pourtant vulnérable aux fluctuations d'une économie internationale toujours tendant à la crise. Si d'autres dans le PCI ou le PSI rejetaient une telle interprétation et reconnaissaient la réalité du « miracle » italien, ils le faisaient d'un point de vue qui niait les inextricables connexions entre la croissance économique et la logique du capital, en concevant plutôt le développement technologique comme une force autonome et intrinsèquement progressive. Au contraire, l'une des marques les plus importantes du réalisme politique des *Quaderni Rossi* était leur rejet de cette fausse dichotomie. Comme l'affirmait Panzieri (1975 : 170-1) lors d'une réunion des rédacteurs en août 1961, « on pourrait dire que le capitalisme et le développement sont la même chose. » Cependant, le développement ne signifiait plus un « progrès » générique ni une « modernisation », mais seulement la reproduction élargie du rapport capitaliste et des contradictions entre classes qu'il entraînait.

À peine un an plus tôt, dans le même article où il se réjouissait du rôle des jeunes dans la chute du gouvernement Tambroni, Panzieri avait décrit le « cléricalo-fascisme » de ce régime comme symptomatique du « refus capitaliste de toute perspective de développement, comme oppression, chantage, déséquilibres, chômage, et misère ». L'élément le plus important derrière cette spectaculaire volte-face était la découverte par Panzieri de l'essai « L'Usine et la Société », première contribution significative de Tronti à la tentative des *Quaderni Rossi* de « purification marxienne du marxisme » (Tronti 1971 : 36). L'objectif principal de son texte était de cerner les énormes changements que la généralisation de la plus-value relative sous la forme du capital social avait opérés dans la société capitaliste. Le cas typique était celui de la Grande-Bretagne du milieu du XIX^e siècle, où les capitaux individuels s'étaient trouvés forcés, à la fois par « le capitaliste collectif, avec l'intervention violente de l'État », et par la lutte de la classe ouvrière, à réduire la longueur de la journée de travail. Comme Marx (1976 : 340-416) l'avait démontré dans le premier livre du *Capital*, la réponse du capital industriel britannique avait été d'intensifier l'extraction de la plus-value en « décomposant et recomposant » le rapport entre le travail vivant et le travail mort. Cette révolution dans les techniques de production avait grandement encouragé le développement et finalement la prédominance de la grande industrie fondée sur le machinisme (Tronti 1971 : 48, 53). Outre le fait qu'elle incitait à des comparaisons avec l'essor industriel de l'Italie d'après-guerre, l'explication donnée par Marx du passage au mode spécifiquement capitaliste de production soulevait d'importantes questions concernant la relation entre la lutte de classe, le développement, et les formes de l'exploitation. Selon Tronti, la leçon à tirer de l'exemple britannique était que « la pression de la force de travail peut forcer le capital à modifier sa propre composition interne, intervenant ainsi à l'intérieur du capital comme composante essentielle du développement capitaliste. » (*ibid.* : 47). Une telle

dialectique avait continué après l'introduction d'une journée de travail « normale ». Si la pression de la classe ouvrière avait contraint le capital à « développer sans cesse les forces productives », ce processus entraînait simultanément « le développement incessant de la plus grande force productive, la classe ouvrière comme classe révolutionnaire » (*ibid.* : 57). Ici aussi le capital était confronté à la nécessité de réorganiser la production, puisque « c'est seulement à l'intérieur du travail que le capital peut désintégrer le travailleur collectif afin d'intégrer alors le travailleur individuel ». Même s'il y parvenait, chaque attaque contre le travail déplaçait pourtant l'antagonisme de classe à un niveau supérieur, plus social, de telle sorte que « les rapports de production deviennent toujours plus identiques au *rapport social de l'usine* et que ce dernier acquiert un contenu toujours plus directement *politique* » (*ibid.* : 54).

Définir les dimensions de ce processus de socialisation capitaliste était le second but de Tronti dans « L'Usine et la Société ». Dans *Histoire et Conscience de classe*, Lukacs (1971 : 91, 90), Lukacs avait déjà soutenu que « le destin du travailleur devient celui de la société tout entière », puisque l'usine contient « sous une forme concentrée toute la structure de la société capitaliste ». Cependant, avec l'avènement de la grande industrie, l'usine avait pour Tronti non seulement pris le contrôle de la société, mais l'avait complètement absorbée : « Quand le capital a conquis tous les territoires extérieurs à la production proprement capitaliste, il commence un processus de colonisation interne ; c'est en vérité seulement quand le cercle de la *société* bourgeoise – production, distribution, échange, et consommation – se referme enfin qu'on peut commencer à parler de développement proprement capitaliste (...) Au plus haut niveau du *développement capitaliste*, le rapport social devient un *moment* du rapport de production, l'ensemble de la société devient une *articulation* de la production ; en d'autres termes, l'ensemble de la société existe en fonction de l'usine et l'usine étend sa domination exclusive sur l'ensemble de la société. C'est sur cette base que la machine politique de l'État, devenant toujours plus la propriété du mode de production capitaliste et par là *une fonction du capitaliste*, tend toujours plus à coïncider avec la figure du capitaliste collectif. Le processus de recomposition unitaire de la société capitaliste, un processus imposé par les développements spécifiques de sa production, ne peut plus tolérer un terrain politique même formellement indépendant du réseau des rapports sociaux. » (Tronti 1971 : 51-2, 56)

Tandis qu'avec la subsomption de tous les rapports sociaux sous le capital se généralisait le rapport salarial, la prolétarianisation croissante de nouvelles couches sociales prenait une forme mystifiée. « Quand toute la société est réduite à l'usine, l'usine – en tant que telle – semble disparaître », et avec elle « la force de travail elle-même en tant que marchandise ». C'était seulement l'un des effets d'inversion liés à ce que Tronti nommait *l'usine sociale*. Non moins importante était la manière dont l'assomption par l'État du rôle de capitaliste collectif prenait l'apparence d'une « possible autonomie du terrain politique par rapport aux rapports économiques »

(*ibid.* : 52, 53). Dans le livre III du *Capital*, Marx (1981 : 428) avait montré que ces phénomènes déconcertants sont inhérents au rapport capitaliste et il avait défini la réduction du « mouvement visible et purement apparent au mouvement interne réel » comme l'une des fonctions de la science. Pour Tronti (1971 : 55), on ne pouvait accomplir ce dévoilement des formes phénoménales que si l'on examinait « l'État du point de vue de la société, la société du point de vue de l'usine, et l'usine du point de vue des travailleurs ». Ici l'on trouve à nouveau un écho de ce Lukacs (1971 : 21) qui en 1919 avait écrit que « la méthode marxiste, la connaissance dialectique matérialiste de la réalité, peut provenir seulement du point de vue d'une classe, du point de vue de la lutte du prolétariat ». D'autre part, dans « l'Usine et la Société », on ne trouvait aucun éloge de l'accès à la « pleine conscience » de la réalité sociale et à la conscience de soi prolétarienne. Dans sa « féroce *unilatéralité* », la science de classe de Tronti ne devait pas être moins partielle que celle du capital ; mais ce qu'elle seule pouvait offrir, c'était la possibilité de détruire l'esclavage du travail une fois pour toutes. (Tronti 1971 : 53)

Le chemin qui mène à la destruction du capital était le dernier point développé dans l'essai de Tronti. « La machinerie de l'État bourgeois, affirmait-il en conclusion, doit être maintenant détruite à l'intérieur de l'usine capitaliste » (Tronti 1971 : 59). Cette conclusion s'appuyait fermement sur l'argumentation développée par Panzieri après 1956, mais la manière dont Tronti proposait sa réalisation était particulièrement novatrice. Dans le passage le plus difficile de son essai, Tronti s'étendait longuement sur les implications politiques de la double nature du travail sous le capitalisme, double nature que Marx avait lui-même considérée comme étant « tout le secret de la conception critique » (Marx et Engels 1965 : 199). Pour Tronti, on se trompait en représentant la classe ouvrière comme une force qui venait vaincre le capital de l'extérieur ; en fait la marchandise force de travail constituait « la partie vraiment active du capital, le terrain naturel de toute dynamique capitaliste » (Tronti 1971 : 56). Pour mettre fin à la domination de classe, « la classe ouvrière doit se découvrir comme une *partie* matérielle du capital, si elle veut elle-même s'opposer à *tout* le capital : elle doit se reconnaître comme un aspect *particulier* du capital, si elle veut être son antagoniste *général*. Le travailleur collectif ne s'oppose pas seulement à la machinerie comme capital constant, mais à la force de travail elle-même, comme capital variable. Il doit en venir au point où il a le capital total – et donc aussi lui-même en tant que partie du capital – comme ennemi. Le travail doit considérer la *marchandise* force de travail comme son propre ennemi (...) [de manière à] (...) décomposer le capital en ces deux parties potentiellement antagonistes qui, réunies, le composent de façon organique. » (*ibid.*) L'aspect le plus intéressant de cet argument était que, sans jamais que cela soit dit explicitement, la solution au problème du dépassement des rapports sociaux capitalistes indiquait une tout autre direction que la recherche classique d'une gestion de la production par les travailleurs

eux-mêmes qui, alors, caractérisait les positions politiques des autres rédacteurs des *Quaderni Rossi*. Si, comme toutes les autres découvertes de Tronti, la lutte contre le travail était produite par déduction logique, elle ramenait à la surface une approche marxiste déviante des problèmes que le travail parcellisé de la grande industrie posait à tous ceux qui étaient contraints de le subir. Et sans jamais devenir un sujet de contestation avec Panzieri, la défense par Tronti de l'antagonisme entre travail et force de travail était un signe annonciateur du profond schisme culturel qui allait bientôt diviser les *Quaderni Rossi* en deux.

Avec la publication de « L'usine et la société » dans le second numéro des *Quaderni Rossi*, Tronti s'affirmait comme l'un des esprits les plus pénétrants de la gauche hétérodoxe en Italie. En mettant l'accent sur le fait que les rapports de production sont d'abord et avant tout des rapports de force, il retrouvait l'esprit politique de la critique de l'économie politique de Marx ; et son identification de la contradiction politique interne à la forme marchandise ouvrait la voie d'une nouvelle stratégie authentiquement anticapitaliste. En même temps, « L'usine et la société » contenait certaines ambiguïtés et idées fausses qui devaient bientôt être transmises à l'opéraïsme lui-même. La plus frappante concernait le thème central de sa contribution, la socialisation du travail sous la production « spécifiquement » capitaliste et ses implications pour la définition de la classe ouvrière moderne. En dévoilant ce processus, Tronti (1971 : 50) avait fait grand cas de la « *conception scientifique de l'usine* » présentée par Lénine dans son étude de jeunesse sur *Le Développement du capitalisme en Russie*. Dans cette étude, l'usine n'était pas comprise empiriquement comme tout établissement employant un grand nombre d'ouvriers, mais comme un établissement fondé spécifiquement sur « l'emploi d'un système de machines pour la production » (Lénine 1977 : 458-60). Le fait que Tronti ait pu lui-même assigner un poids stratégique dans l'usine sociale et à la grande industrie et à la force de travail qui y était employée n'avait rien d'étonnant ; comme le reste de l'équipe des *Quaderni Rossi*, il approuvait alors l'affirmation de Panzieri que « la force subversive de la classe ouvrière, sa capacité révolutionnaire, apparaît (potentiellement) la plus forte aux points précis où s'effectue le développement capitaliste, où l'écrasante prépondérance du capital constant sur le travail vivant, ainsi que la rationalité incorporée au premier, met immédiatement la classe ouvrière face à la question de son esclavage politique. » (Panzieri 1980 : 61) Tronti semblait tout de même incapable de concilier cette claire défense de la cause des ouvriers des grandes usines avec la notion de l'usine sociale. Dans sa contribution suivante, il décrivit ces ouvriers comme « une *classe* sociale de producteurs et non un *groupe* de misérables opprimés » enclins aux « actes imprévus de protestation désordonnée » typiques d'un prolétariat (Tronti 1973 : 120). Comment cela s'accordait-il avec son affirmation précédente que « désormais la production sociale entière devient production industrielle » (Tronti 1971 : 52) ? Alors qu'on peut raisonnablement supposer qu'un tel discours

implique l'élargissement de la catégorie de *travail productif* au-delà du processus de travail direct, rien de tel n'était à venir dans le travail de Tronti durant les années 1960. Avec Panzieri, la « conception scientifique de l'usine » était étendue pour embrasser « le développement de *l'industrie* à un stade déterminé de développement du capitalisme » (Panzieri 1975 : 256, c'est moi qui souligne ; Mancini 1977 : 81-2). Au contraire, pour Tronti, la notion de classe ouvrière se référait toujours exclusivement aux salariés des grandes firmes italiennes – et de plus seulement à ceux qui étaient occupés à un travail manuel. Ainsi tout en servant d'un côté à focaliser l'attention sur l'usine d'une manière qu'on avait rarement vue dans la gauche italienne depuis les notes de Gramsci sur « Américanisme et Fordisme » (Sechi 1974 : 14, 37), un tel réductionnisme vidait aussi de sens l'image opéràiste d'un prolétariat s'élargissant toujours à l'intérieur de « l'usine sociale ». Ayant défini précisément l'usine comme « le plus haut degré de la production capitaliste » et non pas simplement comme « une construction abritant des hommes [sic] et des machines » (Potere Operaio, 1973b : 5), la majorité des opéràistes, durant le reste de la décennie, devaient à peine entrevoir le monde en dehors du processus de production immédiat.

Technologie et planification capitalistes

Selon Negri, dont le cercle de jeunes dissidents du PSI basé en Vénétie s'intégra au réseau de Panzieri avant la parution du second numéro des *Quaderni Rossi*, le projet d'une lecture du *Capital* à l'intérieur du groupe concernait « essentiellement, au début, le livre I, et surtout les chapitres sur la machinerie et la grande industrie (Negri 1979a : 50). La contribution la plus importante de Panzieri aux premiers numéros de la revue devait être consacrée à la première de ces questions. Rappelant succinctement que la production capitaliste est pour Marx un système dont l'expression la plus adéquate se trouve dans l'industrie fondée sur le machinisme, il mettait en cause l'idée – alors dominante chez les marxistes italiens – que le progrès technologique est en quelque sorte séparé des rapports de classes. « L'usage capitaliste de la machinerie », disait-il, « n'est pas une pure distorsion ni une déviation de quelque développement "objectif" qui serait en lui-même rationnel ». Au contraire, la machinerie était déterminée par le capital, qui l'utilisait afin de subordonner davantage le travail vivant ; en réalité, dans l'esprit des capitalistes, leur commandement et la domination du travail mort sous la forme de la machinerie et de la science étaient une seule et même chose (Panzieri 1980 : 47, 48). C'était, croyait-il, l'incapacité à reconnaître l'intrication de la technologie et de la domination de classe qui avait ruiné l'autocritique de la CGIL au milieu des années 1950. Panzieri notait que « l'attention accordée avec raison aux modifications accompagnant les phases économiques et technologiques présentes engendre une représentation déformée de ces modifications sous une forme « pure », idéalisée, détachée de toutes

les connexions concrètes aux éléments (de pouvoir) généraux et déterminants de l'organisation capitaliste (...) De nouveaux traits caractéristiques de cette organisation sont ainsi pris pour des moments du développement d'une rationalité « objective »". (Panzieri 1980 : 49-50, 51)

C'était à Silvio Leonardi qui avait joué un rôle central dans la réorientation de la CGIL que Panzieri réservait ses traits les plus acérés. L'étude des temps et mouvements, « les relations humaines », et même la restructuration et la parcellisation du processus de travail, tout cela avait pour Leonardi une rationalité intrinsèque et une nécessité que leur usage actuel par le capital ne pourrait jamais oblitérer. À cet égard, Panzieri observait qu'« on n'a pas même soupçonné que le capitalisme pourrait utiliser les nouvelles "bases techniques" offertes par le passage à une mécanisation (et à une automation) élevée dans le but de perpétuer et consolider la structure *autoritaire* de l'organisation de l'usine (...) tout le processus d'industrialisation est représenté comme dominé par le facteur « technologique » libérant l'homme [sic] des « limites qui lui sont imposées par l'environnement et ses capacités physiques » ». (Panzieri 1980 : 52) En somme, Leonardi était incapable de voir qu'une notion indifférenciée et « objective » de la rationalité ne pourrait jamais permettre de comprendre la production capitaliste, parce que « c'est précisément le « despotisme » capitaliste qui prend la forme de la rationalité technologique » (*ibid.* : 54). Ricardo avait accepté les rapports de production établis comme éternels et déclaré que l'objet « propre » de l'économie politique devait être limité à la sphère de la distribution. Comme lui, Leonardi et d'autres « objectivistes » modernes laissaient au capital l'organisation du lieu de travail, et centraient leur attention sur « la sphère externe des salaires et de la consommation » (*ibid.* : 61). Pourtant, soutenait Panzieri, si les forces sociales ne parvenaient pas à « dominer la sphère de la production », revendiquer une meilleure consommation et plus de temps libre pour la classe ouvrière n'avait pas de sens, car c'était avant tout comme producteurs que les êtres humains subissaient l'aliénation sous le joug du capitalisme (*ibid.* 64). La simple croissance monétaire des salaires n'était pas non plus une mesure significative de l'émancipation et du pouvoir de la classe ouvrière, car tant que la productivité continuait à croître en même temps, des salaires en augmentation n'étaient pour les ouvriers que des chaînes « dorées » (*ibid.* : 60).

Leonardi, continuait Panzieri, avait négligé l'un des aspects politiques les plus importants de la production moderne en flux continu. En effet, tandis qu'elle offrait en un sens au capital de « nouvelles possibilités pour consolider son pouvoir », elle renforçait aussi l'emprise du « travailleur collectif » (c'est-à-dire « les différents « niveaux » de travailleurs créés par l'organisation présente de la grande usine »). La plus grande rigidité entraînée par les méthodes modernes de production donnait en particulier à la menace d'une non-coopération ouvrière « un énorme potentiel de perturbation » (Panzieri 1980 : 49, 51, 53). En fait, continuait-il, « l'élément spécifique du processus de « recomposition unitaire » ne peut être saisi si l'on ne voit pas

ou si l'on nie le lien entre les éléments « technologiques » et les éléments politico-organisationnels (ou de pouvoir) dans le processus de production capitaliste. Le niveau de la *classe* s'exprime non comme progrès, mais comme rupture, non comme « révélation » de la rationalité occulte inhérente au processus de production moderne, mais comme construction d'une rationalité radicalement nouvelle s'opposant à la rationalité mise en œuvre par le capitalisme. » (*ibid.* : 54)

Bien plus tard, l'ancien opéraïste Massimo Cacciari (1975 : 190-1) devait trouver à l'essai de Panzieri plusieurs défauts. L'un des plus graves était à son avis sa vision « naïve » d'une machinerie parfaitement fonctionnelle par rapport à l'organisation du travail, notion qui avait amené Panzieri à considérer l'idéal de domination « purement tayloriste » comme déjà réalisé, alors que sa réalisation est bien plus difficile. Une autre faiblesse de l'analyse de Panzieri était son discours sur « l'usage » capitaliste de la machinerie – une manière complètement inadéquate de dire que processus de travail et processus de valorisation sont matériellement indivisibles. De même, l'argument selon lequel « l'action révolutionnaire englobe la « rationalité » technologique, non dans le but de la reconnaître et de l'exalter, mais plutôt dans le but de la soumettre à un nouvel usage, l'usage socialiste des machines » (Panzieri 1980 : 57) était notablement plus faible que son appel à « une rationalité radicalement nouvelle » destinée à supplanter celle du capital. Enfin, Panzieri n'expliquait pas clairement comment la tendance à rompre avec le rapport capitaliste pouvait être conciliée avec son adhésion à l'idée du socialisme comme gestion de la production par les travailleurs eux-mêmes, une notion qui trop souvent n'intègre pas la nature de classe de la rationalité technologique. Mais en s'attardant sur ces faiblesses, on risque d'oublier la grande nouveauté de la contribution de Panzieri. Comme Sandro Mancini (1977 : 77) l'a souligné, l'essai de Panzieri « représente sans conteste la première analyse démystifiante de la rationalité technologique » produite par un marxiste italien ; avec ce texte, on avait beaucoup avancé dans la compréhension des rapports de classes immanents aux formes existantes de la grande industrie.

En suivant le *Capital*, Panzieri avait soutenu qu'avec la croissance de la composition organique du capital, la régulation précise de la production devenait toujours plus nécessaire. « C'est pourquoi, avait-il conclu, le développement de la planification capitaliste est étroitement lié à celui de l'usage capitaliste des machines. Au développement de la coopération, du processus du travail social, correspond – sous la direction du capital – le développement du plan comme *despotisme*. » (Panzieri 1980 : 48) Dans la dernière grande contribution de Panzieri, « Plus-value et Planification », les implications sociales de cette ligne d'argumentation étaient complètement énoncées. Le point de départ de Panzieri était une discussion critique des idées de Lénine sur le sujet. Comme la majorité des socialistes formés dans la Seconde Internationale, le dirigeant bolchevique avait soutenu l'idée que la planification économique violait les lois les plus fondamentales de la société capitaliste, à commencer par l'ap-

propriation privée de la richesse qui constituait la raison même de son existence. Une planification étatique limitée pouvait exister – l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale en était un exemple – de même que la « planification » impliquée par les pratiques oligopolistiques, mais avec ces deux activités se développaient des éléments d'instabilité annonçant la décadence de la forme monopoliste du capitalisme (Lénine 1978a). En rejetant l'idée que la planification était antagoniste aux lois du capital, Panzieri était bien conscient que ses partisans pouvaient s'appuyer sur une autorité pas moindre que celle du premier livre du *Capital* lui-même (Marx 1976 : 470-80). Selon Panzieri (1976 : 18-21, 22), tout ceci prouvait seulement que Marx n'avait pas toujours été capable de séparer les traits particuliers à une phase du capitalisme qui était celle de son temps de la tendance générale du développement capitaliste. Dans le monde moderne de l'usine sociale, une telle relation n'existait plus ; au contraire, la planification était devenue « l'expression fondamentale de la loi de la plus-value », s'étendant de l'usine à l'ensemble de la société pour affirmer son commandement sur elle.

Avec Marx (1976 : 450), la reconnaissance de la planification comme forme nécessaire du « despotisme » du capital à l'intérieur du processus de travail pouvait du moins encore fonder une appréciation du capitalisme planifié de l'époque. Mais cette conception avait disparu avec Lénine, qui, « ne voyant pas que la planification capitaliste, avec sa socialisation concomitante du travail, est une forme fondamentale de production directe, comprenait la technologie capitaliste et la planification capitaliste comme tout à fait extérieures au rapport social qui les domine et les façonne. » (Panzieri 1976 : 6) Croyant que la planification est intrinsèquement anticapitaliste et de plus forcé d'agir dans une Russie isolée par l'échec des révolutions d'Europe centrale, Lénine avait été incapable d'envisager « la possible coexistence de rapports sociaux capitalistes avec la planification socialiste », qui considérait la science et la technique comme des forces socialement neutres (*ibid.* : 21). Par conséquent, « la reproduction de formes capitalistes dans les rapports de production aussi bien au niveau de l'usine qu'au niveau de l'ensemble de la production sociale » s'était développée rapidement en URSS, derrière « l'écran idéologique » de la doctrine du socialisme dans un seul pays. Ainsi privé de ses pouvoirs critiques, le marxisme en Union Soviétique avait été finalement réduit à une « forme de pensée apologétique » (*ibid.* : 22)

La critique de la planification étatique effectuée dans « Plus-value et Planification » était tout à fait pertinente étant donné les aspirations politiques de la gauche historique italienne. L'appel à la planification avait été un thème central dans l'idéologie de gauche après la Résistance, et il était fort cher à Morandi. En étudiant les rapports de pouvoir immanents au processus de travail capitaliste, Panzieri avait réussi à se dégager de sa confusion initiale spéculaire entre politique socialiste et planification. Néanmoins, après le tournant de 1956, les différentes fractions dirigeantes du PSI restaient engagées dans une forme de direction étatique du développement écono-

mique, et cela promettait d'être leur contribution spécifique à tout gouvernement de centre-gauche (Spini 1982). En prédisant la fonctionnalité d'une telle politique par rapport au nouveau rôle de l'État comme représentant du capital social, Panzieri (1976 : 11-12) en vint pourtant presque à considérer sa réalisation comme un processus naturel découlant de la logique même du capital. Pour lui, l'ennemi de classe était tout à fait capable de résoudre toutes ses contradictions internes, car « la seule limite au développement du capital n'est pas le capital lui-même, mais la résistance de la classe ouvrière ».

Ayant critiqué avec raison ceux qui considéraient le développement capitaliste comme impossible en Italie, Panzieri ne sut pas faire la distinction entre une tendance du capital et sa manifestation concrète, tombant dans l'erreur opposée de surestimer les perspectives de croissance sans à-coups sous un capitalisme planifié (Mancini 1977 : 95). Bien plus, en posant comme seule menace au capital une force supposée extérieure à lui, Panzieri abandonna la voie tracée par Tronti, quand il concevait le capital comme un rapport entre classes fondé sur l'unité forcée d'éléments non-identiques et potentiellement antagonistes. Aussi bien « Plus-value et Planification » devait révéler d'autres faiblesses. Elles allaient de la confusion entre le développement logique du *Capital* et le cours historique réel du rapport social à l'incapacité à expliquer dans le détail les liens unissant les différentes formes assumées par la rationalité instrumentale du capital dans l'usine, la société, et l'État (Cacciari 1975 : 194 ; Marramao 1975). Néanmoins, comme son texte sur la machinerie, le travail de Panzieri sur la planification clarifia la conviction des *Quaderni Rossi* quant à la nature profondément politique de processus apparemment neutres et objectifs, même s'il mettait à nu les prétentions de ses anciens camarades du PSI (Meriggi 1978a : 115).

Une nouvelle classe ouvrière

L'existence d'une nouvelle classe ouvrière dont les besoins et les comportements ne coïncidaient plus ni avec ceux du mouvement ouvrier officiel ni avec ceux du capital était un thème courant dans presque toutes les analyses importantes publiées dans les *Quaderni Rossi*. La discussion la plus soutenue du problème avait été cependant menée par Romano Alquati et ses associés dans leurs études portant sur deux grandes entreprises italiennes, la FIAT et Olivetti. Le « Rapport sur les forces nouvelles », qu'Alquati devait présenter à une conférence de la fédération de Turin du PSI au début de 1961, faisait avant tout appel à des entretiens avec des travailleurs de la FIAT embauchés depuis la fin des années 1950 ainsi qu'avec de vieux militants de la CGIL dans l'entreprise. Comme exemple d'« enquête ouvrière », le rapport était quelque peu impressionniste et rudimentaire. Même ainsi, il reflétait des problèmes passés inaperçus de la direction de la gauche traditionnelle. Comme Alquati l'avait

déjà noté en 1959, cette gauche était désormais à ce point privée de contact avec la réalité de la classe ouvrière qu'« il suffi[sai]t parfois de la décrire au niveau du bon sens et du langage de tous les jours pour produire un travail d'intérêt politique et culturel » (cité *in* Merli 1977 : 48).

Comme Olivetti, la FIAT du début des années 1960 pouvait à peine être considérée comme une entreprise italienne typique. D'autre part, le caractère moderne de son processus de production et de valorisation ainsi que sa taille la distinguaient à la fois comme un pôle de pouvoir capitaliste majeur et comme une locomotive industrielle pour l'avenir. De plus, comme ancienne forteresse du militantisme de classe devenue apparemment réfractaire à l'influence de la gauche, elle constituait un symbole du désarroi du mouvement ouvrier de l'époque. En fait, soutenait Alquati, le terrain avait commencé à être miné sous les pieds de la CGIL dès 1949. Cette année-là, l'exploitation de la main-d'œuvre avait été intensifiée avec la parcellisation du travail, suivie en 1953 par l'introduction de machines de type radicalement nouveau dont l'usage exigeait peu ou pas de formation. Par ces moyens, la direction avait réussi à changer radicalement la composition de son personnel, en déqualifiant ou marginalisant d'abord son vieux noyau d'ouvriers professionnels, puis en introduisant une masse de jeunes sans expérience pour travailler aux chaînes de montage étendues (Lichtner 1975 : 194-212). Et les nouvelles marges de manœuvre de l'entreprise étaient telles, pour un temps du moins, qu'elle pouvait offrir aux ouvriers semi-qualifiés des salaires et des services sociaux qui étaient parmi les meilleurs du Nord. Durant ces années, la FIAT réussit assez bien à se donner une image neuve d'entreprise à hauts salaires, à qualifications élevées, et carrières dynamiques, pour faire oublier sa réputation traditionnelle d'employeur impitoyable. Si pour certains la FIAT concentrait tout ce qui était positif dans le « miracle » italien, pour d'autres à gauche, elle évoquait au contraire des images de conditions de travail misérables, de syndicat-maison, et de main-d'œuvre docile abrutie par la consommation. Les deux groupes pouvaient cependant tomber d'accord sur un point, à savoir le succès de la direction de la FIAT dans la mise en place d'un cordon sanitaire autour de l'entreprise, la protégeant des troubles survenant dans le reste du secteur industriel (Partridge 1980 : 429-30)

Par contraste, la thèse fondamentale du groupe avec lequel travaillait Alquati était simple, bien qu'osée : pour eux, toute une série de processus objectifs et subjectifs étaient en cours à la FIAT sur la base desquels pouvait resurgir la lutte de classe dans l'entreprise. La première tâche de la « co-recherche » était de démystifier l'image de la FIAT, et le groupe l'accomplit avec une habileté consommée. Il montra que le « salaire FIAT » tant vanté était maintenant loin derrière celui qui était versé par bien d'autres entreprises italiennes. Il révéla aussi que loin d'acquérir de nouvelles qualifications, la plupart des ouvriers embauchés depuis 1958 étaient restés dans la catégorie du bas de l'échelle, beaucoup d'entre eux faisant le travail

« ordinaire » à la chaîne. Enfin, il établit que les perspectives de « carrière » promises à une nouvelle génération de techniciens formés par l'entreprise étaient inexistantes (Alquati 1975 : 31, 35-8). Selon Alquati, ceci prouvait que le système hiérarchique séparant la masse des pue-la-sueur des ouvriers qualifiés et des techniciens n'avait aucune base « objective » dans la division technique du travail. Sa fonction était au contraire fondamentalement politique, il servait « à faire accepter les hiérarchies internes et externes à l'usine comme un fait naturel, afin de combattre le besoin toujours plus clair d'autogestion que le progrès technologique engendre lui-même chez les exécutants. » (*ibid.* : 42)

Malheureusement pour la direction de la FIAT, l'efficacité d'une telle tentative de mystification était toujours plus douteuse ; elle inspirait une déception quant aux conditions de travail qui souvent ne faisait qu'alimenter le cynisme sur la structure de l'entreprise et ses méthodes. « Absurde » est l'adjectif qui revenait le plus souvent, notait Alquati (1975 : 33, 36), quand les ouvriers embauchés depuis peu décrivaient la nature de leur travail, et bien qu'une telle désillusion n'ait pu se développer qu'en trois ou quatre ans, une fois installée, on ne pouvait plus rien contre. Beaucoup de techniciens cherchaient à compenser leur frustration au travail par l'achat de biens de consommation que leurs salaires plus élevés leur permettaient de s'offrir, mais même cela les apaisait peu ; le résultat le plus fréquent, soutenait Alquati, était seulement de leur faire paraître leurs vies un peu plus dérisoires. Une telle aliénation ne dégénérait pas non plus automatiquement en comportement nihiliste, comme des marxistes plus orthodoxes pouvaient le supposer. En réalité, la découverte d'un lien politique entre l'exploitation dans l'usine et la détermination de la vie sociale par la production de masse au-delà de ses murs – lien typique d'une ville-usine comme Turin – menait beaucoup de travailleurs des « forces nouvelles » très attachés à l'acquisition de biens de consommation à participer aux formes naissantes de résistance collective à la direction (*ibid.* : 39-40).

L'antagonisme potentiel de la main-d'œuvre était donc fondé sur « cette production qui est précisément la clef de voûte du système ». Le rôle joué par la socialisation et la déqualification massives du travail avait été particulièrement décisif, en vidant le travail de son contenu particulier comme travail concret, égalisant les choses pour tout le monde. Mais à partir de ce point, la progression jusqu'à une conscience politique de classe n'était pas pour Alquati automatique. Alors que la plupart des travailleurs rejetaient finalement le discours patronal sur l'organisation du travail à la FIAT comme un « bluff », seule une minorité avait fait le pas suivant de considérer l'organisation collective contre le capital comme seule réponse logique (Alquati 1975 : 40, 41-2). Cette dernière perspective ne se traduisait pas non plus d'ordinaire en sympathie pour la CGIL ou les partis de gauche, considérés comme usés et inefficaces dans leur activité à l'usine. En effet, pour les membres les plus combattifs des « forces nouvelles », « la forme d'organisation traditionnelle du syndicat

imprègn[ait] forcément l'attitude et la mentalité des vieux ouvriers de l'usine ; entre ce processus et l'intégration ils sent[ai]ent qu'il exist[ait] une corrélation » (*ibid.* : 43-4). De telles attitudes engendraient à leur tour un « inévitable cercle vicieux », de nombreux jeunes travailleurs rejetant les revendications du syndicat comme abstraites et formulées par des bureaucrates « de Rome » eux-mêmes serviles envers les politiciens. En même temps, ces syndicalistes qui étaient vraiment intéressés à communiquer avec la nouvelle couche de salariés se sentaient toujours plus découragés par l'énorme différence d'âge et de valeurs qui les séparait d'eux (*ibid.* : 44-7).

De cette manière et sans que le terme soit employé, commençait avec le Rapport d'Alquati ce discours sur la composition de classe – comprise comme transformation des comportements quand des formes particulières de force de travail sont insérées dans des processus de production spécifiques – discours qui devait devenir synonyme de l'opéraïsme. Alors que depuis Marx, mettre l'accent sur la relation entre les conditions matérielles et la subjectivité, l'être et la conscience, était un lieu commun, trop souvent ses successeurs avaient abordé l'expérience ouvrière avec des idées préconçues rigides faisant de son existence une réalité immuable dans le temps et l'espace. Ce qui importait dans le Rapport, c'était au contraire son refus de cet étalon d'une « classe complètement mythifiée » qui avait inévitablement amené bien des intellectuels de gauche à reprocher à la classe réelle son spontanéisme et son manque d'idéologie socialiste (Alquati 1975 : 64-5). On ne peut pas dire qu'Alquati ait rejeté franchement le discours léniniste sur l'organisation, simplement son léninisme à lui était d'une espèce bizarrement « libertaire », dérivée de Montaldi et de quelques uns des contacts internationaux de ce dernier. L'argument de *Que faire ?* suivant lequel la spontanéité n'est que la « forme embryonnaire » de la conscience (Lénine 1978b : 31) n'était en particulier pas compris comme rejet des actions spontanées, mais comme reconnaissance de la signification foncièrement politique de ces actions. Employé en ce sens, le terme spontanéité attirait l'attention sur les formes déjà existantes de l'organisation « invisible » produite par les ouvriers en l'absence d'une organisation de classe formelle sous leur contrôle. De même, argumentait Alquati, si Lénine avait raison d'insister sur l'idée que la conscience de classe est apportée aux ouvriers de l'extérieur, il était faux de penser que cela pouvait se faire au-delà de la sphère de la production. Enfin, à la différence du dirigeant bolchevique, qui s'était réjoui de voir l'usine assurer la discipline nécessaire à la lutte de classe contre le capital, Alquati ne concevait pas l'organisation prolétarienne comme pur reflet de la division capitaliste du travail. Elle était plutôt une réponse à l'irrationalité de celle-ci, une réponse qui empêchait le capital de façonner complètement les ouvriers à sa convenance : « Les contradictions fondamentales me semblent être précisément ces contradictions internes à la « rationalisation » technico-productive, qui crée d'abord de purs exécutants et doit ensuite, pour se poursuivre, leur donner des responsabilités, qui sépare et oppose systématiquement des niveaux et doit

ensuite les réunir dans un système rigide annulant individus et groupes, posant les ateliers, etc., comme unités techniques minimales (...) qui promeut une carrière professionnelle et supprime les professions... » (Alquati 1975 : 68-9)

Selon Alquati, il fallait donc étudier la nature politique des problèmes quotidiens des ouvriers au niveau de l'atelier. Dans la discussion, les ouvriers de la FIAT tendaient à passer de la critique de leur travail individuel à la mise en question de la rationalité de la division du travail dans l'entreprise dans son ensemble. Leur critique – en dépit de sa forme souvent confuse et naïve – révélait un intérêt pour le « problème de la gestion ouvrière, même si ces jeunes ouvriers n'avaient jamais entendu l'expression » : « Les nouveaux ouvriers ne parlent pas dans l'abstrait de révolution sociale, mais ils ne sont pas non plus enclins à s'aventurer dans des entreprises néo-réformistes laissant intactes les questions fondamentales de l'exploitation de classe, comme ils peuvent le vérifier sur leur lieu de travail. » (Alquati 1975 : 51) Si les possibilités collectives offertes par leur lutte individuelle contre la production capitaliste moderne pouvaient être communiquées aux « forces nouvelles », alors on pouvait avoir quelque espoir en un développement socialiste conscient de cette « ligne alternative » déjà implicite dans leurs actions. (*ibid.* : 33, 48)

De cette manière, Alquati commençait à aborder ce qu'il appellerait, vers la fin du texte servant d'introduction au Rapport pour les lecteurs des *Quaderni Rossi*, « le thème fondamental du marxisme-léninisme, celui de la transformation des forces objectives en forces subjectives » : en d'autres termes, celui de l'organisation politique. Il ne mettait pas en question le besoin d'un parti séparé ; les partis existants étaient plutôt condamnés pour n'avoir pas su rester « organiques » par rapport à la classe et au monde de l'usine sur lequel s'appuyait tout le pouvoir social. « Une organisation répondant à la réalité concrète de l'exploitation de classe », tel était le but que visait Alquati (1975 : 71, 74, 72). Ce devait être aussi le thème le moins développé dans ses premiers travaux. En réalité, bien que toujours implicite, la notion d'une organisation fonction de la composition de classe devait poser problème dans l'opéraïsme tant que Lénine demeurerait le principal point de référence de son discours politique.

En même temps, le travail initial d'Alquati sur la FIAT était fortement imprégné de l'idéologie de l'autogestion commune à Panzieri et l'ultragauche qui avait aussi influencé Montaldi. Dans le Rapport, Alquati opposait par exemple une gestion « parasitaire » aux « travailleurs unis comme producteurs ». Son interprétation de la lutte de classe suivait ici celle de Socialisme ou Barbarie, qui voyait la forme fondamentale de la division sociale du travail comme division entre « une couche dirigeant à la fois le travail et la vie sociale et une majorité qui ne fait qu'exécuter » (Cardan 1969 : 10, Alquati 1975 : 71, 64). Et si Alquati n'avait pas le déterminisme grossier de Lénine, il présentait pourtant parfois le désir d'autogestion des ouvriers en termes tout à fait objectivistes, parlant dans son introduction au Rapport d'une

« exigence structurellement motivée d'exercer le pouvoir politique et économique dans l'entreprise et dans toute la société » (Alquati 1975 : 69). De plus, en mettant l'accent sur l'autogestion et faisant de la polarisation entre « ceux qui donnent les ordres » et « ceux qui les exécutent » la division essentielle entre les classes en conflit, Alquati devait être amené à d'étranges distorsions, quand il examinerait le rapport entre les travailleurs et la technologie. Comme d'autres rédacteurs des *Quaderni Rossi*, il refusait la thèse que le processus de rationalisation a une base objective, indépendante du rapport des classes, et considérait « classiquement » ce processus comme tendant à « la domination croissante du capital sur le travail par la décomposition technique toujours plus forcée des tâches afin d'écraser politiquement la conscience de classe des ouvriers et de les exclure ainsi des décisions concernant la politique de l'entreprise. » (*ibid.* : 74) En examinant ce processus, Alquati n'avait pourtant rien à dire sur le rôle qu'y jouait la machinerie. En réalité, malgré son usage de la notion de Tronti de « la complexe dialectique de « décomposition » et de « recomposition » » dans l'introduction écrite plus tard, le Rapport lui-même n'assignait pas une grande importance à la valeur explicative que la catégorie de composition organique de Marx pouvait avoir pour une évaluation du comportement de classe (*ibid.* : 68). Par conséquent, sa compréhension de la déqualification engendrée par la production de masse était au mieux équivoque. Après avoir insisté sur la nature politique de la division des tâches et de l'échelle des salaires, il était amené à considérer la déqualification comme « aussi artificielle que fausse ». Même quand de vieilles catégories professionnelles étaient détruites, l'incompétence des dirigeants de la FIAT ainsi que la nature « toujours plus parasitaire » de son personnel technique rendaient de plus en plus de responsabilités « exécutives et techniques » aux ouvriers eux-mêmes. Plus tard, en rappelant les circonstances dans lesquelles le texte avait été écrit, Alquati devait parler de manière peu flatteuse de ceux qui s'appesantissaient sur « les contradictions supposées objectives entre l'homme [sic] et la machine », mettant plutôt l'accent sur l'aspect social de l'antagonisme de classes intrinsèque à la production capitaliste (*ibid.* : 29, 74). Pourtant, même si une telle objection est une réponse appropriée à ceux qui considèrent la technologie comme le problème fondamental de la production moderne, elle passe aussi complètement à côté de l'un des thèmes majeurs des réflexions de Panzieri, à savoir qu'en des circonstances déterminées, les rapports de classes peuvent eux-mêmes prendre la forme de la machinerie. Sans cet élément, la discussion menée par Alquati dans le Rapport sur le thème du « travailleur collectif » ne pouvait pas encore saisir les traits distinctifs de cet ouvrier-masse qui allait bientôt être cher aux opéraïstes.

Pour être juste, il faut souligner que même si les deux articles étaient parus dans le premier numéro des *Quaderni Rossi*, « L'usage capitaliste de la machinerie » avait été écrit un peu après le texte sur la FIAT. De plus, à la suite de celui-ci, dans ses réflexions sur Olivetti, Alquati devait prendre une position assez différente sur la ques-

tion. Mais un autre point important restait ambigu dans le Rapport – son traitement de la question syndicale. D'une part, Alquati insistait sur l'idée que les « forces nouvelles » n'avaient absolument rien d'un corps qu'on aurait pu rejeter comme mort. En réalité, son analyse, qui établissait des comparaisons peu flatteuses entre la nature hiérarchique des organisations ouvrières et celle du processus de travail moderne, impliquait bien par moments un tel rejet. Mais il devait à la fin reculer devant de si extrémistes conclusions, en localisant le problème principal non dans la fonction ou la structure organisationnelle des syndicats en tant que tels, mais dans les distorsions introduites en eux par les intérêts des directions du PCI et du PSI (Alquati 1975 : 57-8). À la différence de l'ambiguïté concernant la machinerie, celle-ci semble donc être pleinement consciente, reflétant exactement la précarité des relations des *Quaderni Rossi* avec la CGIL. Selon Negri (1979a : 50), beaucoup dans le groupe en étaient déjà venus à accepter la définition des syndicats comme « institutions tout à fait bureaucratisées » et fonctionnelles seulement pour le capital – définition avancée par Socialisme ou Barbarie, par Correspondence, et par une bonne part de l'ultra-gauche classique. Alquati et d'autres comme lui étaient bien conscients du fait qu'on avait vite réglé l'affaire des défenseurs d'une telle idée dans le passé. Pour éviter un destin similaire, ils se trouvaient par conséquent forcés d'être, selon les termes de l'essai de Fortini, « Aussi rusés que des colombes » (Negri 1983 : 101 ; Fortini 1965). Dans ces conditions, on peut sans doute trouver, en même temps qu'une certaine duplicité, un élément d'auto-illusion momentanée dans certaines des affirmations les plus extravagantes d'Alquati concernant la section locale de la FIOM. Il s'était par exemple demandé si, étant donné sa nouvelle sensibilité envers les jeunes ouvriers, elle pouvait encore être considérée comme un syndicat. En tout cas, le Rapport devait atteindre son but, en favorisant pour un bref moment une proche collaboration entre les dirigeants de la FIOM de Turin et les rédacteurs locaux des *Quaderni Rossi*. Pour Alquati, cette expérience devait en fait rester « peut-être le seul » exemple de la pratique envisagée à l'origine par Panzieri au moment de la fondation de la revue (Alquati 1975 : 46, 54)

Ainsi, tout en aidant le groupe à mieux comprendre les changements récemment intervenus dans la classe ouvrière italienne, les textes d'Alquati sur la FIAT publiés dans le premier numéro des *Quaderni Rossi* étaient par bien des aspects le produit d'une perspective politique assez traditionnelle, bien que dissidente. Au contraire, son travail sur les ouvriers d'Olivetti – la plus complexe et soutenue des analyses de la composition de classe dans la revue – devait être enrichi par les réflexions de Panzieri et Tronti sur le processus de travail. Écrit avant que les luttes des métallurgistes de 1962 mettent en évidence les divisions profondes existant parmi les rédacteurs de la revue, ce texte est important comme texte de transition majeur. On peut y voir surgir certains thèmes centraux de l'opéraïsme à côté de et, dans certains cas, contre les conceptions qui avaient d'abord caractérisé le travail d'Alquati.

Olivetti, dont le siège était situé dans la ville d'Ivrea à environ soixante-dix kilomètres au nord-est de Turin, était une entreprise qui, à l'époque, incarnait pleinement tous les mythes de la coïncidence entre les intérêts du travail et ceux du capital. Propriété d'une famille liée aux milieux démocrates socialisants sous le fascisme, l'entreprise était connue à la fois pour son syndicat maison et pour la présence de son propriétaire Adriano Olivetti dans l'arène parlementaire (Negarville 1959). Non-conformiste dans un pays où les employeurs étaient d'ordinaire heureux de déléguer de telles responsabilités aux politiciens de profession, Olivetti était aussi l'un des premiers industriels d'Italie à pressentir les possibilités offertes par la sociologie du travail pour préserver la domination sur le processus de travail. Il était aussi assez habile pour recruter dans les milieux progressistes les intellectuels prêts à « étudier » l'usine d'Ivrea et ses environs. L'un des plus connus d'entre eux était sans doute le sociologue Franco Ferrarotti, dont l'adhésion publique enthousiaste aux idées de son employeur incita un intellectuel communiste à déclarer : « il n'est de Dieu qu'Olivetti et Ferrarotti est son prophète ». (Onofri, cité *in* Ajello 1979 : 325)

Dans son enquête chez Olivetti, Alquati eut la chance d'être aidé par une dizaine de militants de la section locale du PSI actifs dans l'usine. Mais la réaction initiale de la main-d'œuvre fut en général plus prudente : des sociologues d'abord de gauche ayant contribué à l'intensification du travail, peu de travailleurs étaient prêts à « lever le petit doigt » pour favoriser une recherche qui ne pouvait en rien leur être bénéfique. Alquati (1975 : 83, 91) était lui aussi prudent : malgré l'agitation ouvrière de 1960-1961, il était d'avis que « la réalité actuelle du prolétariat [était] celle de l'atomisation politique ». Cette fragmentation menait très souvent à la passivité ; là où se produisait une résistance, elle était tellement isolée qu'elle devenait « fonctionnelle pour le système ». Le capitalisme moderne était apparu comme une formation sociale qui « rationalise tous les aspects de la vie sociale et planifie l'exploitation à l'échelle mondiale ». Pour le vaincre, les révolutionnaires devraient rompre avec « l'empirisme aveugle » des conflits localisés et découvrir un point de vue plus global d'où ils pourraient lancer leur attaque.

Dans le passé, soutenait Alquati, le calme relatif régnant chez Olivetti avait été dû autant à l'isolement d'Ivrea par rapport à Turin et ses traditions de militantisme industriel qu'au paternalisme de son propriétaire. Mais en 1961 Adriano Olivetti était mort et son discours sur la collaboration des classes était presque discrédité ; pour garantir sa domination sur le travail vivant, la nouvelle direction de l'entreprise entendait plutôt utiliser le commandement du capital fixe lui-même. Pour Alquati, c'était précisément sur le terrain de la lutte contre cette nouvelle organisation du travail – la production de masse régulée par la chaîne de montage – qu'on pouvait surmonter la présente fragmentation de l'organisation de la classe dans l'entreprise (Alquati 1975 : 95, 117, 135, 141).

L'élément le plus distinctif du travail d'Alquati sur Olivetti, comparé aux textes antérieurs sur la FIAT, était donc l'accent nouveau qu'il mettait sur la relation entre les ouvriers et les machines. Incité à cela par la lecture du *Capital* de Panzieri comme par la forme plus avancée de la production de masse chez Olivetti, Alquati considérait maintenant l'introduction d'un nouveau système de machines comme un critère du « niveau général et de la nature des rapports de forces entre classes dans le moment présent ». Il notait qu'avec l'application croissante des innovations productives de Ford à l'industrie du nord de l'Italie dans les années 1950, le capital avait remporté une importante victoire sur la voie tracée par Taylor d'une désintégration « scientifique » du prolétariat comme force politique : « à partir de là, le commandement du capital pouvait se développer par le moyen des machines elles-mêmes » (Alquati 1975 : 94-6, 105, 119). De cette manière, la machinerie devenait partie intégrante du système de domination du capital social, réalisé « surtout par le moyen de sa technologie, de sa « science », de la diffusion de ses structures d'exploitation dans la vie sociale, par le moyen du capital constant qui englobe tout, des curés et des flics (à la fois dans l'usine et en dehors) jusqu'aux staliniens. » (*ibid.* : 103) Alquati observait que ce processus avait produit des transformations fondamentales dans l'ancienne structure de commandement de l'usine. Les contremaîtres restaient chez Olivetti responsables des décisions fondamentales touchant la carrière individuelle des ouvriers dans l'entreprise, mais – à la différence de ceux de la FIAT – ils avaient désormais un rôle supplémentaire, celui de minimiser à la fois les irrationalités de la chaîne et « l'anomie » des ouvriers. De plus, la socialisation et la concentration croissantes du capital avaient détruit l'autonomie qui était autrefois celle des petites entreprises du secteur. Avec leur indépendance disparaissait toute une tradition politique communiste. Réduits à gérer des moments du cycle d'ensemble d'Olivetti, les propriétaires de la boîte chargée de fournir les composants, la maintenance, ou les points de vente ne pouvaient plus être considérés comme des alliés potentiels du prolétariat, ils n'étaient plus que des fonctionnaires du capital (*ibid.* : 99-103, 156-7).

Alquati envisageait aussi la possibilité que la direction retarde elle-même le plein développement de la fragmentation accompagnant la production à la chaîne. Après les expériences d'Adriano Olivetti dans les années 1950, ses successeurs s'étaient montrés réticents à réduire immédiatement les ouvriers à l'état de simples appendices du capital constant et préféraient leur accorder un espace de participation symbolique à la prise de décision. Une telle participation limitée constituait une soupape de sécurité de plus pour l'entreprise, en reconstruisant la main-d'œuvre atomisée à l'image du capital, et d'une manière supérieure à celle fondée sur le pur despotisme. À leur manière modeste, ces procédés posaient les bases de l'intégration au capital national du mouvement ouvrier tout entier – ou du moins des syndicats et du PSI – développement désormais réclamé à grands cris par les entrepreneurs les plus clairvoyants (Alquati 1975 : 139).

Pour Alquati, la clé de l'intégration réussie de la force de travail au réseau de la participation se trouvait dans la capacité de la direction à rendre au travail cette signification que la nouvelle organisation du travail avait elle-même détruite. Une telle observation dégageait nettement le changement décisif qui s'était produit dans l'idée qu'Alquati se faisait des liens unissant les ouvriers à la production. L'idée implicite dans les premiers écrits sur la FIAT – à savoir que le prolétariat était une classe dont la place légitime à la direction du processus de travail avait été usurpée par une bourgeoisie parasite – était désormais abandonnée. Alquati continuait à défendre la « régulation sociale des rapports de production par le travailleur collectif » comme « condition nécessaire du socialisme ». Mais ses travailleurs n'étaient plus que des producteurs de plus-value pour le capital, et l'autogestion à laquelle aspiraient les plus avancés d'entre eux était celle de la lutte contre sa domination (Alquati 1975 : 140, 141). Puisque la simple dichotomie entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui les exécutent n'était plus adéquate à l'expression des contradictions du rapport capitaliste, le discours antérieur sur les ouvriers comme « exécutants » était lui-même caduc : « Aujourd'hui, l'ouvrier apparaît comme exécutant seulement dans son rôle de « réalisation » du plan, un rôle défini d'une manière abstraite, globale, générique, mais politique. C'est pourquoi si les ouvriers sont aujourd'hui des « exécutants », le sens de ce mot se rapporte seulement à leur réification politique. » (*ibid.* : 143) Finalement, tout en continuant à s'appesantir sur les obstacles posés par l'organisation capitaliste du travail à la réalisation de ses propres objectifs, Alquati ne considérait plus l'opposition des ouvriers à de telles peccadilles comme l'expression d'un processus plus profond de rationalité. Il n'était plus adéquat de parler du développement capitaliste en termes de forces productives socialement neutres que des rapports de production décadents en étaient venus à entraver ; à la place, on avait une opposition classe contre classe dont on ne pouvait fixer a priori le développement (*ibid.* : 142-3).

Néanmoins, en mettant l'accent sur la chaîne de montage, Alquati n'était pas amené à privilégier les travailleurs non qualifiés à l'intérieur du « travailleur collectif », comme c'était parfois le cas dans d'autres contributions des *Quaderni Rossi* (Paci 1962 : 165-6). Dans son étude sur Olivetti comme dans celle sur la FIAT, il assignait un rôle clé aux jeunes techniciens dans la lutte pour organiser les ouvriers en force contre la direction. À Ivrea, soutenait-il, la plus grande mobilité des techniciens dans l'entreprise leur donnait en quelque sorte une vision plus globale, faisant d'eux les premiers à acquérir une conscience de classe qu'il fallait définir « en des termes nouveaux ». En raison de cette mobilité, ils étaient également capables de jouer un rôle d'avant-garde, en communiquant des formes d'organisation et de lutte à travers toute l'usine (Alquati 1975 : 142).

Au-delà de la situation spécifique des techniciens, Alquati devait aussi découvrir l'exploitation par les salariés de la structure globale de l'organisation du travail pour

faire passer des expériences de résistance et de lutte (Alquati 1975 : 143). Là se trouvait la spontanéité dans le vrai sens du terme : dans la transmission informelle et souvent non-verbale des comportements antagonistes à la logique de la valorisation – transmission qui s'effectuait par l'intermédiaire de la structure de « coopération » qu'ils étaient forcés de subir. Comme l'expliqua Negri des années plus tard, c'était un discours formulé en termes très abstraits par Alquati, mais que son propre groupe basé en Vénétie reconnut immédiatement comme pertinent par rapport au comportement des ouvriers des usines pétrochimiques de Porto Marghera : « Nous avons commencé à étudier toute une série de dynamiques de sabotage : en fait, personne n'avait cherché à saboter, mais il existait une telle continuité d'opérations imparfaites que le produit final était complètement inutilisable (...) Qu'est-ce que la spontanéité ? En réalité, c'est mon incapacité à établir une relation organisationnelle, c'est-à-dire volontaire, précise, déterminée avec un autre travailleur. Dans ces conditions, la spontanéité devient force agissante par la communication même que détermine le processus de travail en tant que tel, en tant que machine qui m'est étrangère. » (Negri 1979a : 64-5) Cependant Alquati ne croyait pas qu'un tel comportement mènerait par lui-même à la recomposition des salariés comme force antagoniste au capital. Livrés à leurs propres moyens, les formes individuelles de perturbation n'étaient pas de taille à se mesurer aux propres efforts de la direction à l'organisation informelle, le plus intéressant chez Olivetti étant ce que les ouvriers nommaient « léchage de cul ». Alquati (1975 : 135-6, 153-4, 163) découvrit que ce terme désignait la pratique de ces travailleurs dont le rendement élevé définissait la norme de pièces à produire pour les autres. Elle entraînait le mépris « de soi-même, des camarades de travail, des contremaîtres, des bureaucrates, des syndicats, de la Commission Interne, des partis ». Elle était la synthèse dialectique de « l'opposition historique entre l'atomisation politique et la socialisation du travail » et, comme telle, représentait « l'aspect actuel de la « disposition » de la classe ouvrière à jouer le rôle de capital variable ». Face à un tel comportement, il ne fallait pas moraliser, mais faire en sorte que les formes existantes de refus deviennent conscientes et organisées. Doutant désormais ouvertement que les syndicats puissent participer d'une façon en quoi que ce soit positive à ce processus, Alquati représentait leur continuelle division comme ayant la très importante fonction de promouvoir involontairement parmi les travailleurs « la nécessité de les dépasser en construisant une organisation politique ».

L'enquête d'Alquati sur Olivetti soulignait aussi le fait que la force de travail avait fini par être prise dans la même forme de rapports de classes à l'Est et à l'Ouest. Pour lui, sauf au niveau macro-économique, c'était l'URSS moderne qui inspirait le capitalisme privé ; de même, c'étaient de jeunes techniciens – « d'authentiques travailleurs salariés » – qui, en Pologne et en Hongrie, avaient montré l'universalité du « spectre de la révolution prolétarienne » (Alquati 1975 : 87, 104). À partir d'une telle sensibilité, commune aux analyses des ultragauches américaine et française

qui avaient atteint les *Quaderni Rossi*, Alquati allait désormais développer un esprit internationaliste nouveau pour la gauche italienne (*ibid.* : 331). Dans les termes de Bologna (1981 : 11), cet internationalisme était fondé, non sur « des facteurs organisationnels et des affinités idéologiques », mais plutôt sur « l'homogénéité internationale des comportements de lutte des travailleurs productifs ».

La naissance de l'opéraïsme

« L'émeute de la Piazza Statuto fut notre congrès fondateur... »
(Potere Operaio 1973c : 208)

Si la phase de négociation salariale de 1962 devait enfin voir la main-d'œuvre de la FIAT s'éveiller à l'action de grève ouverte, ses contrecoups opposèrent violemment les différentes factions des *Quaderni Rossi*. Le catalyseur immédiat fut l'émeute de la Piazza Statuto en juillet, durant laquelle des centaines de gens attaquèrent le siège turinois du plus petit et conservateur des trois grands syndicats, l'UIL (Unione Italiana del Lavoro) et que le mouvement ouvrier s'accorda en général à dénoncer comme une attaque menée par des provocateurs et des lumpenprolétaires. De nombreux manifestants étaient eux-mêmes membres de la section UIL de la FIAT, furieux que leur syndicat ait saboté leur première grande grève en signant un accord séparé avec la direction. Mais cet aspect fut alors perdu de vue même par les dirigeants les plus combatifs des syndicats et partis, qui, avec Vittorio Foa, préférèrent dénigrer l'émeute en parlant de « manifestation pathologique extrême » et de « détournement de l'action gréviste de masse » (cité in Lanzardo 1979 : 58). Une décennie plus tard l'événement devait être reconnu par bien des responsables syndicaux, y compris par le nouveau secrétaire de l'UIL, comme tournant positif dans le développement d'une coopération intersyndicale. En 1962, on avait cependant besoin de réponses plus simples et l'on prétendit que des extrémistes, à la fois de droite et de gauche, étaient derrière les troubles. Alors que des gens comme Paolo Spriano cherchaient à minimiser l'influence d'un petit groupe – « essentiellement des étudiants » – dont la perspective était « tenacement réfractaire à la réalité », d'autres trouvèrent dans les *Quaderni Rossi* le bouc émissaire idéal de leurs propres insuffisances. Malgré les efforts désespérés de Panzieri pour dissocier son groupe de l'émeute, les liens déjà ténus des *Quaderni Rossi* avec la CGIL et la gauche historique furent tout à fait rompus et, par cette rupture, le projet de revue tel que son fondateur l'avait conçu à l'origine se trouva privé de toute signification (*ibid.* : 54-5, 69-70, 207).

Même avant l'émeute de la Piazza Statuto, le socialiste Franco Momigliano avait jeté le doute sur la cohérence de l'approche des *Quaderni Rossi* sur le problème des syndicats. Dans un article du second numéro de la revue, Momigliano (1962 : 108,

109) avait centré ses critiques sur la dénégation par le groupe du fait que la fonction des syndicats est « par nécessité pour la classe ouvrière une fonction de négociation, ceci non seulement sous l'aspect institutionnel, mais aussi objectivement ». Pour lui, au contraire, un tel rôle était toute la base de la force des syndicats dans la société. Il était à son avis naïf de mettre des implications révolutionnaires dans les plus radicales des mesures prises par les syndicats pour défendre la force de travail dans le capitalisme. Il était plus raisonnable de travailler à élargir l'étendue de leur pouvoir, de telle sorte que les victoires acquises servent de base pour des réformes sociales plus vastes.

Abandonner son projet et rentrer au bercail ou continuer sur la voie suivie jusque dans le désert, tel était le dur choix auquel semblait faire face les *Quaderni Rossi* après la Piazza Statuto. Alors que pour Panzieri, la rupture qui s'ensuivit avec le mouvement ouvrier officiel s'avéra traumatisante, les gens plus proches d'Alquati la vécurent comme libération d'une collaboration devenant de plus en plus impossible. Ayant reconnu la distance qui séparait les travailleurs des syndicats, bien des nordistes considéraient maintenant comme complètement erroné le présupposé initial du groupe que leur réconciliation pourrait s'accomplir sous une forme antagoniste au capital. Pour ces *Zengakuren*, comme on les surnommait alors (Alquati 1975 : 27), une nouvelle tactique était nécessaire, s'appuyant directement sur la lutte ouvrière elle-même. Le premier effort en ce sens fut tenté par le cercle de la région de Venise, sous la forme de comités de base organisés à Porto Marghera (Negri 1964a ; Isnenghi 1980). Avec la reprise de l'agitation chez les métallurgistes en 1963, et les *Zengakuren* et les membres romains des *Quaderni Rossi* poussèrent à une intervention autonome concertée au niveau national, débutant par une forme de publication plus adéquate à l'agitation que celle de la revue théorique existante.

Partir directement du comportement de la classe ouvrière voulait dire aussi clarifier davantage la signification de ces moments où l'antagonisme au capital refusait de se manifester ouvertement. Déjà abordée brièvement et discrètement par Alquati, la question du sabotage comme forme de résistance devait être étudiée à fond par Romolo Gobbi dans une publication diffusée à la FIAT. Durant le mois de juillet précédent, soutenait *Gatto Selvaggio*, quand « la lutte ouverte fut bloquée par les syndicats, les ouvriers, consciemment et collectivement coordonnés par les ouvriers-techniciens, intensifièrent immédiatement le sabotage dans des zones décisives déterminées par la discussion collective. Après l'accord séparé, ils continuèrent cette lutte sous des formes plus discrètes mais politiquement pertinentes. » (*Gatto Selvaggio* 1963 : 1) Jugé à la fin de 1963 pour avoir produit une publication non autorisée qui prêchait la subversion, Gobbi se plaignait avec raison que l'accusation avait complètement ignoré l'argument central de *Gatto Selvaggio*, qui indiquait la contribution limitée du sabotage au développement de l'autonomie de classe en dehors d'une période révolutionnaire. On avait besoin de « formes plus avancées d'organisation », qui dépassent les

limites de l'usine isolée ; Gobbi croyait qu'à cet égard les travailleurs italiens avaient beaucoup à apprendre des actions de masse non officielles et des « grèves sauvages » qui s'étaient avérées si populaires en France et en Grande-Bretagne (cité dans les *Quaderni Piacentini* 1963 : 81-2).

Mais une telle perspective n'était guère du goût de Panzieri. Irrité par ce qu'il considérait comme la « haine viscérale » envers les partis de gauche et les syndicats de certains membres du groupe de Turin (Panzieri 1987 : 359), il s'était néanmoins réconcilié avec l'idée que les syndicats et partis existants n'étaient plus « des instruments valables pour généraliser la lutte ». Il continuait pourtant à douter de la possibilité de construire une quelconque alternative de masse à court terme. Dans sa contribution au premier numéro du nouveau bulletin d'intervention, *Cronache Operaie*, Panzieri ne niait pas la « possibilité concrète » d'unifier les conflits alors en cours. Mais il critiquait ceux qui exaltaient des perturbations de la production isolées en croyant que de telles actions avaient un moment stratégique et pouvaient anticiper le développement du capital. Quand la vague de grèves s'épuisa sans résultats tangibles, le pessimisme de Panzieri s'approfondit. Tout en tombant d'accord sur la nécessité d'un format plus accessible que celui des *Quaderni Rossi*, Panzieri considérait que l'objectif principal du bulletin était de « former un noyau lié aux luttes ouvrières sans prétendre les représenter ou les diriger ». Étant donné cet objectif, l'agitation de masse défendue par certains était actuellement hors de question (Panzieri 1973 : 297-8, 299). Sous ces divergences tactiques, insistait-il lors une réunion éditoriale en août, il y avait des divergences théoriques fondamentales. Elles étaient évidentes dans un récent essai de Tronti, qu'il considérait « comme un résumé fascinant de toute une série d'erreurs que la gauche ouvrière peut commettre en ce moment. Il est fascinant parce qu'il est très hégélien dans le sens premier du terme, parce qu'il fait revivre d'une manière nouvelle une philosophie de l'histoire (...) une philosophie de l'histoire de la classe ouvrière. » (cité in Lumley 1980 : 129) « Il n'y a sans doute pas un seul point sur lequel nous soyons d'accord », continuait-il (Panzieri 1973 : 303). Prenant comme exemple la question du sabotage, Panzieri le définissait comme n'étant rien d'autre que « l'expression permanente de la défaite politique [des travailleurs] ». Il concluait que la coexistence au sein de la revue de deux approches tellement divergentes n'était plus tenable : seule une séparation pouvait apporter une solution viable au problème (*ibid.* : 303, 304).

Le thème central pour Panzieri devint alors celui des différentes implications que lui et les autres défenseurs de l'action immédiate mettaient dans la notion de comportement de classe. Sans doute Tronti et ses associés étaient-ils dans le vrai en disant qu'on ne pouvait « déduire l'analyse du niveau de la classe ouvrière de l'analyse du niveau du capital ». Tout de même, « une série de refus fragmentaires » comme ceux mis en évidence dans les luttes récentes ne pouvaient pas se substituer à une stratégie cohérente fondée sur les conditions matérielles de la classe ouvrière (Panzieri 1973 :

291, 321). La voie de l'unification des travailleurs contre le capital était encore « très longue et pénible » et ne pouvait trouver « sa référence politique permanente » que dans des enquêtes continues sur la condition prolétarienne (*ibid.* : 254, 321).

Avec le recul, les points de convergence entre Panzieri et le courant opéraïste naissant sont devenus aussi clairs que la profondeur de leurs divergences. Comme la scission ultérieure entre Potere Operaio et Lotta Continua, celle de 1963 découlait de divergences personnelles autant que politiques ; et aucun des deux côtés ne pouvait prétendre avoir seulement bénéficié de la séparation. Après la mort de Panzieri, l'usage non-critique de la sociologie par certains membres des *Quaderni Rossi* parut confirmer les pires soupçons des opéraïstes. Pourtant ceux-ci pouvaient difficilement prendre un air supérieur, car leur « expérience politique d'un type nouveau » les enferma bientôt dans le cadre théorique et la pesante « passion pour la méthode » de Tronti (Panzieri et Tronti 1975 : 6). Finalement, la découverte qu'un mouvement révolutionnaire de masse était encore peu probable devait rouvrir tout le débat concernant la possible rénovation du mouvement ouvrier que la Piazza Statuto avait paru fermer, conduisant à une nouvelle division en tout aussi pénible que celle qui avait eu lieu au sein des *Quaderni Rossi*.

3.

Classe Operaia

AVEC LA REVUE de Tronti commença la phase classique du développement de l'opéraïsme. Pour tous ses différents courants, certains éléments essentiels développés par *Classe Operaia* [*Classe Ouvrière*] servaient à unir tous ses représentants : l'identification de la classe ouvrière au travail subsumé sous le procès de production immédiat ; l'accent mis sur la lutte salariale comme terrain décisif du conflit politique ; l'affirmation que la classe ouvrière est la force motrice à l'intérieur de la société capitaliste.

Le nouveau groupe était plus fort à Rome et en Vénétie, où la défection des *Quaderni Rossi* avait été presque totale ; ailleurs la situation était moins brillante, avec des scissions à Milan, Turin et Gênes. Par conséquent, dès le départ *Classe Operaia* connut un déséquilibre entre le poids politique qu'elle assignait aux concentrations ouvrières – en particulier dans le Nord – et ses propres capacités à y intervenir. C'était une situation difficile et d'une cruelle ironie pour un groupe destiné à l'intervention politique de masse. Situation particulièrement difficile pour les Romains dont la fascination pour ce que Marx (1976) avait défini comme « le procès immédiat de production » avait peu d'utilité dans une ville dominée par les secteurs des services. Il n'était pas non plus bon signe que la faible intervention dans les lieux de travail à Rome soit laissée aux membres les plus jeunes du groupe. Selon les termes de Rita Di Leo, « les « adultes » constituaient le Politburo et n'allaient pas dans les usines » (cité in Picone Stella 1993 : 200). De tous les éléments composant *Classe Operaria*, seuls les Vénitiens étaient capables de combiner un certain poids numérique avec ce que l'on considérait alors comme un lieu stratégique. Il serait simpliste de réduire la scission ultérieure – entre ceux qui choisirent l'entrisme au

PCI et ceux qui cherchèrent à s'organiser sur sa gauche – à cette dichotomie. Mais il ne fait pas de doute que le facteur géographique a joué un rôle important dans le cours de ces orientations, même si ce n'était pas reconnu (Negri 1979a :80).

L'essai « très hégélien » de Tronti que Panzieri avait critiqué à la mi-1963, parut en janvier de l'année suivante en éditorial du premier numéro de *Classe Operaia*. La nouveauté la plus scandaleuse de l'idéologie opéraïste – inversion de la primauté entre capital et travail – était clairement exposée pour la première fois. Cherchant à découvrir « les lois du développement de la classe ouvrière » pour faire avancer la cause de la dictature du prolétariat, Tronti admit : « Nous aussi, nous avons raisonné avec le concept qui met le développement capitaliste en premier et les ouvriers en second. C'est une erreur. Et maintenant nous devons remettre le problème à la base ... et redémarrer du début ; et le début c'est la lutte de la classe ouvrière. (Tronti 1964 :1) Selon Tronti, la restructuration internationale du capital en cours ne pouvait être comprise que comme une réponse au mouvement de la classe ouvrière, qui était devenue « une masse sociale » possédant « les mêmes attitudes collectives, les mêmes pratiques de base et le même développement politique unifié ». Cette homogénéisation coïncidait avec « un moment de transition dans l'histoire de la classe », les ouvriers étant à la fois étrangers au mouvement ouvrier existant – « par lequel s'exprime habituellement la conscience de classe » – et dépourvus d'un instrument adéquat pour le remplacer (*ibid.* : 2). Alors que le processus révolutionnaire était « certain », ses progrès seraient plus rapides et plus faciles si une partie du vieux mouvement pouvait de nouveau avoir un rôle dirigeant. En attendant, les ouvriers utilisaient encore les institutions traditionnelles du parti et du syndicat bien qu'avec peu d'enthousiasme, tout en gardant pour eux-mêmes « une perspective stratégique autonome, libre de toute restriction et de toute compromission ». Ainsi la tâche devant laquelle se trouvaient les révolutionnaires était de construire une nouvelle perspective politique apte à saisir « le point de vue total de la classe ouvrière » et transposant le projet politique de prise du pouvoir de Lénine dans la maturité du développement capitaliste analysée par Marx (*ibid.* : 4,5).

La conjoncture

Peu de temps après la scission des *Quaderni Rossi*, la direction du PSI récolta les fruits de sa ligne d'après 1956 et intégra le premier gouvernement italien de centre-gauche. Le mariage, béni à la fois par le gouvernement Kennedy et par le Vatican, avait été finalement consommé après un an et demi d'une cour assidue. « Aujourd'hui, nous sommes tous plus libres », proclama *l'Avanti*, le quotidien du parti (cité in Franchi 1977 : 82). Sept mois plus tard, la coalition serait pourtant déjà en crise – la première d'une longue série – les socialistes et les démocrates-chrétiens se chamaillant sur le sens et l'étendue des réformes nécessitées par le développement de l'Italie.

Pour *Classe Operaria* l'arrivée du centre-gauche était bienvenue, ne serait-ce que parce qu'elle marquait bien la ligne politique séparant les ouvriers dans l'usine et les réformistes au parlement. « La lutte de classe est beaucoup trop sérieuse pour être laissée aux députés. » (*Classe Operaria* 1964b :1) En particulier, le centre-gauche montrait ouvertement le chemin que la planification réclamée par le nouveau capitalisme socialisé aurait à suivre. Cependant, à la différence de certains des *Quaderni Rossi*, le groupe de Tronti croyait que la transition serait loin d'être douce ou systématiquement organisée : « Le système capitaliste ne sera jamais capable d'atteindre une rationalité parfaite et objective de son mécanisme de développement (...) il ne fait plutôt qu'y tendre comme son programme maximum (...) Le *saut* décisif vers la société à proprement parler capitaliste, organisée autour de la production du taux de profit moyen, ne se produit qu'au travers de mille délais, reculs et ajournements. » (Tronti 1973 : 114, traduction modifiée)

Le point de départ de *Classe Operaia* dans la détermination de la réussite d'un tel projet était le récent cycle de luttes, qui avaient montré que des fractions de la classe ouvrière – surtout dans la métallurgie – n'étaient plus prêtes à accepter ni des restrictions salariales, ni la discipline renforcée imposée à travers l'innovation technologique. Tel qu'il était défini par les représentants politiques et économiques les plus astucieux du capital, le problème était de trouver comment introduire un élément de flexibilité dans les relations de travail, tout en restant à l'intérieur des limites fonctionnelles de l'accumulation continue du capital. La revue soutenait qu'en pratique cela ne pouvait être accompli que par le moyen d'une politique des revenus qui institutionnaliserait la relation entre la hausse des salaires et celle de la productivité. Parmi les chefs de clans au sein de l'État – le *Palazzo*, comme Pasolini l'appela un jour – Guido Carli, alors gouverneur de la Banque d'Italie, eut une grande importance dans la réflexion de *Classe Operaia*. À la différence du socialiste en vue Riccardo Lombardi, qui mythifiait la planification comme pas significatif vers une société post-capitaliste, Carli en acceptait la nécessité comme mesure de stabilisation de l'ordre existant. Appelant à une « politique globale » centrée sur la relation entre salaire et productivité, Carli était prêt à accepter une poussée salariale d'une amplitude telle qu'elle force un plus grand nombre d'entreprises à la traîne à moderniser leurs structures productives et financières (*Classe Operaia* 1964c : 15).

Pour Tronti, de telles idées prouvaient que « la hausse du prix de la force de travail est une manifestation de la force de la classe ouvrière coïncidant pour un temps avec une nécessité du capital, mais ce moment passé, elle la renverse, la dépasse et la bouleverse ... le déséquilibre entre salaires et productivité est un fait *politique*, et doit être compris et utilisé comme tel. » (Tronti 1971 : 99) La distinction léniniste classique entre luttes politiques et luttes économiques n'était plus applicable, puisque maintenant les relations de pouvoir fondamentales dans la société étaient incorporées à la sphère de la production même : « *Du point de vue de la classe ouvrière, la*

lutte politique est ce qui tend consciemment à mettre en crise le mécanisme économique du développement capitaliste » (*ibid.* : 111. Pour Tronti, le développement du capital était mieux compris comme une série de cycles politiques, et ceux-ci ne coïncidaient en aucune façon immédiatement avec ses rythmes « économiques » : « Le développement capitaliste s'effectue dans un enchaînement de conjonctures. Nous disons que chaque maillon de cette chaîne offre l'occasion d'un conflit ouvert, d'une lutte directe, d'une manifestation de force, et que cette chaîne se brisera, non pas où le capital sera le plus faible, mais là où la classe ouvrière sera la plus forte. » (*ibid.* : 101) Dans cette logique, l'opéraïsme classique rejetait le tiers-mondisme qui était alors répandu dans la nouvelle gauche occidentale. D'après la revue *Classe e Partito*, éditée pour la jeunesse par Asor Rosa, Franco Piperno et d'autres (Scalzone 1988 : 24), la lutte des paysans au Vietnam pouvait servir l'internationalisme ouvrier tant que les deux n'étaient pas confondus. D'autant plus que « dans les faits, au Vietnam, c'est le capital qui est à l'attaque. » (*Classe e Partito* 1966 : 7) Alquati devait prendre une position moins extrême, en concédant l'importance des luttes menées par les ouvriers – mais non par d'autres – dans la « périphérie » ; néanmoins, pour lui aussi, le salut ultime de ces luttes se trouvait dans les luttes analogues qui se déroulaient dans le monde développé (Alquati 1975 : 101).

Si les luttes ouvrières s'effondrèrent avec la récession de 1964, *Classe Operaia* put trouver une consolation dans la disjonction, dont souffrait la classe dirigeante, entre les industriels et leurs représentants ostensibles dans l'État. Treize ans plus tard, Carli devait blâmer aussi bien les politiciens que les industriels. Les premiers avaient échoué à promouvoir la cohésion de la société italienne, ce qui signifia qu'à la fin de la décennie « l'agitation protestataire, au lieu de stimuler des réformes, accentua le procès de décomposition et de désintégration sociale ». Les seconds « n'avaient jamais considéré l'État comme une organisation sociale envers laquelle ils sont responsables. » (Carli 1977 : 185, 190) D'après *Classe Operaia*, alors que le gouvernement de centre-gauche reculait devant la mise en œuvre d'un plan cohérent fondé sur une politique des revenus, préférant imposer la discipline par un resserrement du crédit, les employeurs recouraient aux méthodes les plus traditionnelles comme les licenciements et l'augmentation des cadences pour attaquer les ouvriers dans les usines. Pour *Classe Operaia*, cela révélait « l'illusion capitaliste des années récentes, l'erreur politique de notre adversaire de classe : vouloir assurer le contrôle direct de la classe ouvrière, au seul terme d'un procès spontané de développement économique et au travers d'une intégration, elle aussi spontanée, du travail dans le capital. » (*Classe Operaria* 1965a : 1) Quant aux politiciens, leur projet d'origine avait échoué parce que son pré-requis essentiel – un parti social-démocrate capable d'attirer les ouvriers dans l'orbite de l'État – manquait toujours. Amputé par la défection de ses cadres CGIL, qui avaient rejoint le nouveau Parti Socialiste Italien d'« Unité Proletarienne » (PSIUP), le PSI pouvait toujours fournir des économistes

compétents et des politiciens au *Palazzo* mais aucune fraction significative de la classe ouvrière elle-même.

Avec la faillite de ce projet d'intégration, et un discours socialiste sur la planification qui n'était guère plus qu'un décor en carton-pâte, la peur de Tronti d'une involution sociale-démocrate prit une forme nouvelle à l'intérieur du PCI. Giorgio Amendola y avait exprimé de la sympathie pour la notion de planification et avait appelé à la formation d'un parti unique de la gauche. Sa version de la planification démocratique, fondée sur la même logique que celle de Togliatti vingt ans plus tôt, rejetait l'idée de politique des revenus. À la place, il voulait augmenter les salaires directs et indirects pour stimuler la demande solvable et ainsi permettre le plein emploi « au niveau de productivité maximum » (Amendola 1966 : 399). En ce sens, soutenait-il, « la dynamique de classe » pouvait jouer un rôle stimulant dans le développement économique. Couplée avec la lutte des travailleurs dans le cadre de la Constitution comme « classe dirigeante nationale », « défendant les intérêts de tout le peuple italien » et « porteuse des besoins généraux du pays », cette planification démocratique commencerait à atténuer les problèmes « exacerbés » par ces monopoles qui depuis les années 1940 avait orienté l'économie italienne vers la production pour l'exportation sur les marchés étrangers (*ibid.* : 587).

Classe Operaia soulignait qu'à la différence du reste de l'Europe de l'Ouest, en Italie la transition vers l'usine sociale avait commencé en l'absence d'un parti social-démocrate. En conséquence, pour la première fois existait la possibilité « d'atteindre la maturité capitaliste avec une classe ouvrière politiquement forte » (*Classe Operaia* 1964e : 1) créant ainsi une situation de « maturité sans stabilisation. » (Tronti 1971 : 117) C'est pour ce projet que le discours d'Amendola et d'autres comme lui au sujet d'un parti unique englobant toutes les organisations de la gauche historique était devenu menaçant ; au sein de *Classe Operaia*, tout tendit à empêcher le succès de leur tentative. Pour beaucoup des éditeurs de *Classe Operaia*, l'analyse de la composition de classe perdait maintenant de son importance face au besoin pressant de régénérer le Parti communiste dans le sens d'une politique révolutionnaire. En l'espace d'un an, « l'expérience politique d'un type nouveau » de Tronti avait régressé vers un bien vieux genre de tactique (Sbardella 1980).

Un nouvel usage des vieilles institutions

Dans les derniers temps de sa participation aux *Quaderni Rossi*, Tronti pensait que « l'intégration organique véritable des syndicats dans le développement programmé de la société capitaliste » représentait la plus grande menace pour la lutte contre le capital (Tronti 1973 : 109). Cependant, avec le déclin des luttes dans l'industrie pendant l'année 1964, il avait été contraint de reconsidérer cette conception. Par la suite, *Classe Operaia* devait souligner qu'il y avait deux aspects dans la lutte syndicale, « la

lutte de la *classe ouvrière*, c'est-à-dire le conflit permanent sur la répartition entre travail nécessaire et plus-value ; et celle du *syndicat*, c'est-à-dire la rationalisation permanente du capital, stimulée par le travail. » (*Classe Operaia* 1964a : 22)

Le groupe affirmait que Gramsci avait donné « la définition peut-être la meilleure du caractère invariablement contractuel et législatif du syndicat » pour la période précédant la seconde guerre mondiale. Mais avec l'apparition du capital social, la fonction du syndicat changeait nécessairement, celui-ci devenant « l'opposant occasionnel et le collaborateur permanent de la structure démocratique de la société ». Par conséquent, toute stratégie d'« autonomie » du syndicat par rapport au parti, comme certaines sections de la CGIL l'avaient récemment proposé, ne pouvait qu'accélérer le processus par lequel le syndicat devenait « une fonction de plus en plus organique du plan du capital » (*Classe Operaia* 1964d : 26). Si les ouvriers avaient consciemment choisi d'utiliser les syndicats dans leurs luttes de la dernière décennie, cela était plus dû à l'absence du PCI de l'usine qu'aux mérites intrinsèques de la CGIL. En effet, le mépris des ouvriers pour les cadres syndicaux était devenu presque aussi grand que leur « haine de classe » pour les contremaîtres, les vigiles et l'état-major technique – « et ce mépris grandira de plus en plus. Mais comment organiser cela dès aujourd'hui contre le patron social ? » (Tronti 1971 : 100). Ainsi, alors même que toute « démarche syndicale vers la classe ouvrière » devait être exclue, il existait une indéniable « vie commune » du syndicat et de la classe ouvrière, qui faisait de la poursuite de l'utilisation du syndicat une nécessité tactique (*Classe Operaia* 1964a : 22). Dans de telles circonstances, devait affirmer Tronti, la meilleure approche des syndicats était celle de Lénine : « Dans certains cas, entre autres dans certains cas très actuels, lier le syndicat au parti par une courroie de transmission semble la voie la plus praticable pour la lutte de classe. » (Tronti 1971 : 115)

Le problème-clé était de restaurer l'organisation politique des ouvriers. Tronti proclamerait bientôt : « Il y a des moments où tous les problèmes peuvent et doivent être ramenés à un seul : organiser le parti. » (Tronti 1971 : 20) Au début, la question du parti était cependant restée une question ouverte. En effet, jusqu'en décembre 1964, le besoin d'une « organisation politique » n'était évoqué que dans les termes les plus vagues dans les pages de *Classe Operaia*. Dans l'éditorial de juin 1964 aussi bien les partis traditionnels que des formes nouvelles – et même, en contradiction avec d'autres déclarations, les syndicats – étaient de possibles organes de lutte. On proclamait que le premier objectif d'une organisation était de « *maintenir la continuité de la lutte ouverte* » (*Classe Operaia* 1964e : 1). On considérait donc toujours la spontanéité comme une indication positive de la nature irréductible de l'antagonisme du travail et du capital, de « l'inépuisable combativité de la classe ouvrière » (*Classe Operaia* 1964a : 5). Mais il y avait un accord général dans *Classe Operaia* pour considérer que tant que les luttes n'atteindraient pas un niveau explicitement

politique, elles retomberaient au niveau du syndicalisme et entreraient en cohérence avec le développement du capital.

En se posant la question de savoir si leur objectif pouvait être atteint en dehors de la gauche historique, le groupe était aussi fort conscient de l'échec historique des révolutionnaires marxistes, qui, auparavant, n'avaient pas eu le moindre impact significatif dans la classe ouvrière italienne après la Seconde Guerre mondiale. Les partisans d'Amadeo Bordiga étaient ceux qui avaient eu le plus de succès mais, après une brève émergence à la fin des années 1940, leur petit parti s'était dissous en de nombreuses factions en guerre qui, soit s'en retournèrent au désert politique, soit s'enfouirent à jamais dans les syndicats. Le trotskisme, réduit à vivoter semi-clandestinement dans le PCI, était dans une situation encore plus critique. Les éditeurs de *Classe Operaia* ne furent pas particulièrement intéressés par le sort de ces deux courants et n'accordèrent guère plus d'intérêt aux premiers balbutiements du maoïsme italien. Les raisons d'une telle indifférence, au-delà des caprices du sectarisme politique, étaient assez valables, car fondées sur la conscience qu'une nouvelle organisation incapable de disposer du soutien d'une large fraction de la classe ouvrière était condamnée à la faillite. Pour les Vénitiens, cette conclusion avait été de plus confirmée par leurs tentatives infructueuses de construire sur les lieux de travail des comités en dehors du mouvement ouvrier officiel, échec qui les amena un temps à promouvoir une approche plus prudente de l'organisation autonome.

Les Romains et les gens du Nord étaient au début unis dans le rejet de ce qu'ils appelaient « les tactiques trotskistes » et « les danses chinoises » (Tronti 1966 : 32), même si les motifs des uns et des autres étaient assez différents. Pour Tronti surtout, dont les opinions avaient conduit à son exclusion temporaire de sa section du PCI (Rossini 1980 : 65), la recherche d'une solution au problème de l'organisation politique était devenue un besoin urgent. Déjà dans « Lénine à Londres », il était clair que, pour lui au moins, l'écart entre la classe et le mouvement ouvrier officiel n'avait rien de réjouissant : l'argument selon lequel la classe ouvrière déterminait le développement capitaliste, aussi radical qu'il semblait être, n'allait pas plus loin que ça. Pour Tronti (1971 : 236), la lutte ouvrière était comme une grande vague qui projetait la société capitaliste et le parti de classe sur le rivage d'une nouvelle conjoncture, mais cette vague s'épuisait au cours du processus. Et à partir de là, l'initiative basculait vers le capital et/ou vers le parti, « deux formes opposées ayant le même contenu » – le travail.

Alors qu'une telle conviction était compréhensible, étant donné le changement du climat du milieu des années 1960, elle révélait aussi que Tronti ne pouvait pas concevoir l'unification de la classe ouvrière en tant que force opposée au capital – ce que les opéraïstes commençaient à nommer « recomposition politique » – en dehors d'une forme-parti. Pourtant plusieurs autres formulations semblent démentir cette idée – par exemple, son argumentation ultérieure dans « Marx, force de travail et

classe ouvrière », où le pouvoir ouvrier, à la différence de celui des capitalistes, était par nature non-institutionnalisé, puisqu'il pouvait exister séparément de sa forme officielle de représentation (Tronti 1971 : 240). Mais dans sa dynamique, sa pensée présupposait au fond un parti d'avant garde. Dans l'article « Classe e partito », publié dans le numéro de *Classe Operaia* de décembre 1964, le point de départ de Tronti était la distance entre le parti communiste et une classe ouvrière qui risquait d'être défaits, si elle confinait ses actions à l'intérieur des limites établies par l'accumulation capitaliste. L'élément crucial qui manquait, selon lui, était « l'intervention d'une volonté révolutionnaire », inséparable de la « fonction irremplaçable » du parti : « C'est seulement par l'intervention d'en haut, consciente et volontaire, d'une force matérielle permettant la prise de possession et la commande du mécanisme actif du système que ce mécanisme peut être détruit. C'est seulement par l'utilisation sociale de cette force qu'il est possible, *non seulement* de prévoir et d'anticiper le retournement du cycle de développement du capital, *mais aussi* de mesurer, contrôler, diriger et donc organiser le développement politique de la classe ouvrière, en la forçant à passer par une série de conflits à différents niveaux et différents moments (...) [pour finalement] renverser le rapport des classes et briser la machine d'État. » (*ibid.* : 112) Peut-être Trotski avait-il été plus éloquent en comparant le parti au piston et la classe à la vapeur, mais l'idée exprimée n'était pas différente. La conception de l'organisation de Tronti était carrément instrumentaliste : le fait que le PCI avait jusque là tendu à s'adapter au développement capitaliste ne signifiait pas à son avis que dans l'avenir on ne puisse pas s'en servir contre le capital. À cela s'ajoutait l'idée, courante dans le trotskisme orthodoxe, que le lieu décisif d'une transformation du parti se trouvait dans sa direction politique. Cet « intellect collectif » pourrait rétablir une relation correcte avec la classe grâce au contrôle des outils scientifiques, des tactiques et des stratégies nécessaires pour manœuvrer le capital et le mettre en situation vulnérable. Il déclara que le mot d'ordre à suivre était : « Donnez nous le parti en Italie, et nous prendrons l'Europe » (*ibid.* : 25).

Puisque le parti révolutionnaire ne pouvait raisonnablement espérer englober toutes les expériences de la classe, il devrait maintenir une certaine autonomie, une certaine tension, face aux ouvriers comme face au capital. Pour Tronti, cette tension s'incarnait dans la figure du chef révolutionnaire, tout comme Napoléon avait incontestablement incarné l'idée historique universelle à l'époque de Hegel. Dans « Marx, force de travail, classe ouvrière », Tronti devait indiquer à quel point cette figure lui semblait décisive : « Lénine accomplit matériellement ce renversement de la relation entre classe ouvrière et capital qui n'était chez Marx qu'une découverte méthodologique, la fondation d'un point de vue de classe prolétarien, à la fois partisan et scientifique, sur le capital. Après Lénine, la classe ouvrière peut pratiquement tout imposer au capital. À une redoutable condition : être armée de l'extérieur par l'intervention de la tactique, par la direction immédiate du parti (...) Par ses

propres moyens, la classe ouvrière ne peut jamais y parvenir, et le parti n'y parvient que s'il comprend un Lénine. » (Tronti 1971 : 254)

Ainsi, en dépit de sa violente critique des intellectuels communistes traditionnels et de leur dédain pour la réalité de l'usine, la principale contribution de Tronti à la lutte pour abattre la division entre travail manuel et intellectuel était de proposer que les gens formés sur le plan intellectuel deviennent des révolutionnaires professionnels (Tronti 1971 : 246). Il n'est pas surprenant qu'une telle analyse se soit attirée de sérieuses critiques au sein de la nouvelle gauche italienne. Pour Gianmario Cazzaniga, écrivant dans la revue *Giovane Critica*, les arguments de Tronti rappelaient par leur idéalisme « les positions des jeunes hégéliens ». Bien plus, en plaçant la contradiction principale dans la tête du dirigeant révolutionnaire, ces arguments se montraient complètement étrangers aux débats en cours dans « le mouvement communiste international » (Cazzaniga 1967 : 33). Même Asor Rosa, un des associés du groupe de Rome les plus proches de Tronti, devait hésiter devant cet aspect de ses analyses. Il préféra dire dans une réunion publique sur *Operai e Capitale* [*Ouvriers et Capital* – NdT] que Tronti avait besoin de clarifier cette idée « plutôt inexplicable ou insuffisante », qui semblait présenter le moment tactique comme « le règne de l'empirique, de l'empirisme du dirigeant, tandis qu'à l'inverse la science semblerait être le privilège exclusif de la stratégie » (Asor Rosa 1967 : 46).

Asor Rosa touchait ainsi un autre aspect fondamental du discours de Tronti sur la politique : le rapport entre la stratégie – déjà embryonnaire dans la classe – et la tactique, propriété du parti. Cette notion resta aussi chère à des opéraïstes qui suivirent et Negri la désigna des années plus tard comme l'héritage le plus précieux de *Classe Operaia*. À travers ce rapport, on pouvait saisir non seulement la richesse des luttes quotidiennes, mais aussi la tâche du parti : en tirer, comme un moderne Socrate, le sens révolutionnaire. D'après Negri, un des problèmes principaux de *Classe Operaia* avait été que de nombreux membres du groupe surestimaient le moment tactique tout en sous-estimant « le rôle institutionnel du parti communiste » (Negri 1979a : 84). Dans l'œuvre de Tronti, le problème est cependant différent : le parti, en tant que porteur privilégié de la science de la classe ouvrière, finit par dominer aussi bien la stratégie que la tactique : « [Une] relation correcte entre classe et parti présuppose (...) cette *capacité pratique* d'anticipation et de direction du mouvement de la classe dans des situations historiques déterminées : non seulement la connaissance des lois de l'action, mais aussi des possibilités concrètes d'*agir*, en totale possession de ce qui peut être appelé la théorie et la pratique des *lois de la tactique*. En ce sens le parti n'est pas seulement le porteur scientifique de la stratégie, mais aussi l'organisateur pratique de ses applications tactiques. La classe ouvrière possède une stratégie spontanée de ses mouvements et de son développement propres : le parti doit l'observer, l'exprimer et l'organiser. » (Tronti 1971 : 113) Tronti était aussi pessimiste sur les possibilités d'une activité ouvrière autonome capable de

briser le rythme établi des luttes contractuelles que sur l'existence d'un espace politique disponible pour construire une nouvelle organisation, comme la stagnation permanente du PSIUP le démontrait. Le changement de son centre d'intérêt et la recherche du salut du PCI dans une libération du parti de sa direction réformatrice n'avait donc rien d'étonnant. Il expliquait que la fonction du parti ne pouvait être assumée « que par une organisation politique déjà existante et seulement par un parti cimenté à la classe telle qu'elle est » (Tronti 1978a : 24). Le parti communiste devait donc être reconstruit comme parti dans l'usine, de manière à organiser le blocage de la production, et par là du profit, car « Qui contrôle et domine [la production] contrôle et domine tout. » (Tronti 1971 : 235)

En lien avec cette orientation, un des faits les plus frappants parmi toutes les positions exprimées dans *Classe Operaia* par les Romains devait être leur incapacité à fournir une analyse structurelle cohérente du réformatisme communiste. À la vérité, après la fin de l'année 1964, de nombreuses pages de la revue furent consacrées à l'examen de l'évolution du PCI depuis les années 1940. Mais ce matériau était largement descriptif dans son traitement de la politique et de l'idéologie du parti, et se focalisait surtout sur le déclin graduel, mais apparemment irréversible, de la présence du parti dans l'usine et sur la chute concomitante du nombre de ses adhérents dans la classe ouvrière. Parfois cette désaffection filtrait même dans les forums du PCI, par exemple, la 5^{ème} conférence nationale des travailleurs communistes de 1964, où un permanent rapporta l'interrogation de jeunes ouvriers, « Que fait le parti ?... Les syndicats organisent des luttes et des grèves – qu'est-ce qu'organise le parti ? Seulement les élections ? » (cité in *Classe Operaia* 1965b : 30). Pour *Classe Operaia*, la responsabilité principale de cet état des choses reposait carrément sur les choix faits par la direction du parti pendant les années 1940. À cette époque, beaucoup d'ouvriers du Nord étaient encore armés et contrôlaient leurs usines, mais Togliatti refusa d'œuvrer à la consolidation de la classe comme force politique autonome, attachant au contraire son sort au principe abstrait de « peuple ». Pour *Classe Operaia*, depuis le « nouveau parti » du début des années 1940 – en fait depuis l'inauguration par Dimitrov du Front populaire au 7^{ème} congrès du Komintern – jusqu'à la proposition d'Amendola d'un « parti unique » de la gauche, il y avait continuité. Mais sur les raisons qui amenèrent la direction du plus important parti de la classe ouvrière à choisir cette voie plutôt que la voie révolutionnaire, *Classe Operaia* n'avait rien à dire (*Classe Operaia* 1964f ; 1964h).

Tronti et ses plus proches camarades étaient formels : l'entrisme qu'ils proposaient maintenant serait profondément différent de celui des précédents groupes communistes dissidents. D'après eux, ces entrismes avaient échoué, parce qu'ils manquaient d'une « perspective générale posant une vraie alternative avec la perspective officielle » (Tronti 1971 : 25). Les Romains n'avaient non plus aucune sympathie pour le successeur de Togliatti, Longo, qui avait publiquement critiqué beau-

coup des propositions d'Amendola. Longo, à son tour, avait aussi appelé à un « parti unique » de la gauche, il avait reconnu le droit à un « honnête » profit capitaliste, et il avait joué avec l'idée de laisser tomber le label communiste du PCI. Enfin, ils n'avaient pas beaucoup d'intérêt pour la gauche « officielle » du parti regroupée autour de Pietro Ingrao, qu'ils condamnaient en raison de son manque d'une « vision scientifique » de la classe ouvrière et du fait qu'elle privilégiait la société civile comme lieu décisif de la lutte (*Classe Operaia* 1965c : 9). Au vrai, les Romains au début n'étaient même pas prêts à concéder que la ligne réformiste du parti communiste devait être liée soit à sa structure interne soit à sa tradition stalinienne passée. « Il est clair que nous ne sommes pas intéressés par les relations entre Togliatti et Staline, par le rôle dirigeant de l'URSS, par l'originalité ou la banalité de la ligne du PCI. C'est avec joie que nous laissons tout ça aux trotskistes : ce n'est pas le cœur du problème. Le cœur du problème est dans la relation entre le PCI et la classe ouvrière. » (*Classe Operaia* 1964h :13) Plus tard, la faction de Tronti serait plus raisonnable, admettant que la question de la ligne du parti ne pouvait pas être séparée de celle de sa structure (Artioli 1967 : 4). Il n'en restait pas moins que dorénavant le sort de la classe était inséparable de celui du parti dans une lutte s'orientant à la fois contre le capital et vers le parti. Si les efforts d'Amendola pour transformer le PCI en parti social-démocrate embrassant tout l'emportaient, le capital serait en fin de compte capable d'obtenir le contrôle de la classe. Alors que la classe dirigeante n'était toujours pas assez subtile pour faire entrer le PCI dans l'État, un « parti unique » serait une autre question. Si, au contraire, la gauche du mouvement ouvrier pouvait être regroupée et laisser les sociaux-démocrates en minorité – chose jamais vue dans la transition vers le capital social – alors l'équilibre des forces pencherait vers les ouvriers (Tronti 1966 : 32).

Au-delà de toute objection politique que l'on pouvait soulever à cette position, sa caractéristique principale était d'être à l'évidence impraticable. En 1966, les Romains étaient déjà prêts à tout mettre en jeu, y compris l'existence de la revue et du groupe national, pour arrêter la « social-démocratisation » du PCI. En mai de cette année, ils écrivaient : « Nous pensons que dans une large mesure nous avons épuisé les raisons de notre présence politique directe » (Tronti 1966 : 32). Dans un parti où le principal courant de gauche avait tout de même le soutien de peut-être 20 % des membres actifs (Aymot 1981 : 157), les forces propres de *Classe Operaia* ne pouvaient que paraître minuscules. De plus, elles allaient être la cible d'une agressive campagne publique de la part d'éléments de la direction du parti, qui sans gêne aucune calomniaient purement et simplement. « Qui les paie ? » : dans sa page turinoise, le quotidien du parti, *L'Unità*, avait faussement posé la question au début de 1964 et n'avait laissé aucun doute à ses lecteurs que les nombreuses publications de *Classe Operaia* étaient suspendues aux cordons de la bourse du grand capital (Minucci 1964). Face à une telle véhémence, le groupe n'avait guère pu faire plus que

chercher une consolation dans les remous provoqué par cet incident à l'intérieur de parti sur le plan local (*Quaderni Piacentini* 1964). En 1966, *Classe Operaia* en serait réduite à se féliciter de la réunification du parti socialiste avec le PSDI (Partito Social Democratico Italiano) de Saragat comme un signe de la marginalisation de la social-démocratie et d'un sursis temporaire pour le PCI et le PSIUP (*Classe Operaia* 1966). De tous les plus proches camarades de Tronti, seul Asor Rosa maintint – provisoirement – une approche impitoyablement pragmatique des partis historiques, qu'il définissait comme « [n'étant plus] aujourd'hui rien d'autre que des lieux de réunions transitoires pour militants révolutionnaires » (Asor Rosa 1966 : 23).

Composition de classe

« Après Marx, personne n'a rien découvert de plus sur la classe ouvrière ; elle reste toujours un continent inconnu. On tient pour assuré qu'elle existe, parce que tout le monde l'a entendue parler, et tout le monde peut entendre des fables à son sujet. Mais nul ne peut dire : j'ai vu et j'ai compris. » (Tronti 1971 : 18)

Dans *Classe Operaia*, comme dans le groupe de Panzieri, la recherche sur le comportement de la classe ouvrière continuait à tourner autour des études d'Alquati. Alquati devait juger plus tard son travail de l'époque comme le produit de « cinq années de solitude », comme des projets, par nature artisanaux et exploratoires, qui ne pouvaient offrir que des hypothèses à utiliser plus tard (Alquati 1975 : 11). Pourtant, après avoir établi son cadre conceptuel dans les *Quaderni Rossi*, Alquati s'intéressa principalement à l'analyse des liens complexes entre la classe et ses prétendus représentants ainsi qu'à l'établissement des structures de son organisation « invisible ». Dans sa première contribution à la nouvelle revue, il centrait son attention sur les grèves sauvages de 1963 à la FIAT, où il voyait, non pas le signe du retour d'un comportement « anarchoïde », mais le mouvement d'une nouvelle avant-garde compacte et massive. Le plus important dans ces grèves sauvages, c'était leur refus de jouer dans les règles établies des relations industrielles ; au contraire, elles étaient imprévisibles, elles écartaient le syndicat de la direction de la lutte et « elles n'exigeaient rien » (*ibid.* : 187, 192). En même temps, Alquati pensait qu'il était faux de voir dans ces grèves autre chose que des phénomènes transitoires, des moyens temporaires en attendant que des formes d'organisation plus adéquates soient trouvées. « Poursuivre la lutte permanente au-delà de la "grève sauvage", continuait-il, exige par dessus tout un "au-delà" d'anticipation, de théorie, d'organisation, de stratégie, et par conséquent un "au-delà" de l'organisation internationale de la lutte politique révolutionnaire (...) À la FIAT, comme dans la classe ouvrière italienne toute entière, les ouvriers s'attendent déjà à la lutte finale. » (*ibid.* : 197)

Si on laisse de côté cette remarque triomphaliste, les aspects les plus intéressants de « Lotta alla FIAT » tiennent au rejet explicite de l'idéologie autogestionnaire et à ses tentatives de reconnaître le lien qui unissait des formes de lutte ouvertes comme la grève sauvage à des formes de résistance plus souterraines. Polémiquant longuement avec la gauche syndicale regroupée autour de la CGIL de Turin, Alquati rejetait leurs projets de contrôle ouvrier comme tentative involontaire de lier le travail à l'accumulation. Il mettait au contraire l'accent sur les récents débrayages dans lesquels « la conscience révolutionnaire et la volonté des ouvriers s'exprime, avant tout, dans le refus d'adresser des exigences positives au patron ». Il concluait qu'une telle action indépendante démontrait que les ouvriers avaient commencé à chercher leur chemin à tâtons vers un but entièrement différent de celui envisagé par Bruno Trenti et ses pareils : l'organisation d'une « autogestion « politique » en-dehors de la production capitaliste contre le « pouvoir politique général » du capital » (Alquati 1975 : 189, 193).

En développant ainsi sa thématique de la composition de classe, le groupe de Tronti en vint à rejeter la notion de la conscience de classe comme pur agrégat des *Weltanschauung* [conception du monde – NdT] des ouvriers individuels. C'est bien plutôt la lutte qui était le grand éducateur de la classe ouvrière, liant ensemble les diverses strates de la main-d'œuvre, transformant l'ensemble des forces de travail individuelles en une masse sociale, un ouvrier de masse. C'était au travers de la lutte que l'autonomie de classe se distinguait le plus clairement, non seulement du mouvement du capital, mais aussi de « l'articulation objective de la force de travail » (Alquati 1975 : 225). Comme le dit Negri dans son article « Les ouvriers sans alliés » : « [L]a classe ouvrière, toujours plus fermée et intérieurement toujours plus compacte, cherche, en elle-même, à articuler en organisation son unité toujours plus grande (...) aujourd'hui c'est la classe ouvrière en lutte *toute entière* qui est l'avant-garde. » (Negri 1964b : 18) L'identification des itinéraires souterrains, par lesquels la recomposition de classe se frayait son chemin, était cependant beaucoup plus difficile à établir ; quelquefois l'exposé opératoire de la compacité de la classe se présentait comme une reconnaissance de ce que son fonctionnement interne leur restait opaque. Les limites de l'approche de *Classe Operaia* étaient particulièrement évidentes dans son argument selon lequel la passivité devrait être comprise comme une marque de l'antagonisme de classe, comme une forme « d'organisation sans organisation » (Tronti 1971 : 262). D'après Alquati (1975 : 191), la réticence des ouvriers à se joindre aux symboliques grèves syndicales ne devait pas être seulement analysée, de manière traditionnelle, comme un manque d'identité de classe, mais aussi comme un refus d'avaliser des gesticulations vides, qui ne défiaient en rien le commandement du capital sur leur force de travail. Contre les limites de cette analyse, Sandro Studer suggéra que pour comprendre ce comportement il fallait examiner « les relations quotidiennes entre les ouvriers et les forces productives,

relations toujours ambiguës entre acceptation et refus du travail capitaliste, entre objectivation passive et résistance subjective (collective) des ouvriers coexistant dans la subsomption de la force de travail sous le procès de production » (Studer 1977 : 59). De son côté, Alquati ne devait pas poursuivre l'étude de la question au-delà des limites déjà établies par son travail dans les *Quaderni Rossi*. Ce travail devait être tout de même parmi les premiers à critiquer, bien qu'implicitement, une contradiction manifeste de l'opéraïsme classique. En effet, l'opéraïsme mettait l'accent sur la nature permanente de l'antagonisme entre la force de travail et les rapports de productions capitalistes, tout en parlant d'un « mode technique de répression » (Negri 1967 : 11) par lequel le capital pouvait réussir à détruire la nature politique de telle ou telle concentration de pouvoir ouvrier.

À la différence de beaucoup de marxistes, les éditeurs de *Classe Operaia* n'ont jamais cru que la formation de la classe ouvrière dans une formation sociale particulière était un fait limité à une période isolée. Ils la concevaient plutôt comme le résultat d'une interaction continue entre les articulations de la force de travail produites par le développement capitaliste et les luttes ouvrières pour les renverser. Mais quel était l'élément décisif : la continuité de la lutte ou la capacité du capital à décomposer son antagoniste ? Le sujet prolétarien était-il réellement détruit par la réorganisation de la production qui suivait périodiquement les conflits industriels ou était-il comme les organismes unicellulaires, qui peuvent être divisés à l'infini tout en gardant intact leur code génétique ? Suffisait-il de dire, avec Negri et Tronti, que la restructuration capitaliste ne faisait que déplacer le conflit de classe à un niveau plus élevé et plus socialisé ? Finalement, quel rôle jouait la mémoire – si elle en jouait un – dans la reproduction de l'antagonisme de classe ?

Ces questions allaient devenir primordiales à la fin de la décennie suivante. Au milieu des années 1960 cependant, la plupart des opéraïstes semblaient se contenter de poser une relation déterminée entre l'articulation matérielle de la force de travail dans la composition organique du capital – la « composition technique » de la classe – et sa lutte pour renverser cette subordination en recherchant une nouvelle unité politique. Quand il était encore associé aux *Quaderni Rossi*, Alquati avait déjà commencé à dépasser ce réductionnisme, en combinant son affirmation d'une hostilité inhérente du travail au capital à une compréhension des problèmes originaux jaillissant de l'abîme culturel séparant le million de nouveaux ouvriers du « miracle » de leurs collègues plus anciens. À l'époque de *Classe Operaia* Alquati avait approfondi sa compréhension de la culture d'atelier, accordant une importance croissante à la cohérence que la transmission et le filtrage de la mémoire, entre les générations successives d'ouvriers, donnent à l'expérience immédiate de la production. De ce point de vue, son meilleur travail dans cette période est une étude de ces « communistes d'usine » ex-membres du parti qui fournissaient une avant-garde interne à la classe ouvrière industrielle de Turin. Il soutenait que c'étaient ces activistes d'usine,

formés dans les luttes du miracle et maintenant sans domicile politique, qui décideraient finalement du sort du projet politique de Tronti d'« utilisation » ouvrière du PCI (Alquati 1975 : 274-302). En insistant sur la dialectique entre ces militants et la culture du lieu de travail qui les avait nourris, Alquati commença à s'éloigner aussi bien des notions léninistes conventionnelles de l'organisation d'avant-garde que de la caractérisation simpliste propre à *Classe Operaia* de la classe ouvrière comme une masse unitaire et homogène. Sa thématique des formes d'organisation de classe « invisibles » acquit ainsi une certaine substance, en faisant signe à ces unités élémentaires de résistance ouvrière, fondées sur l'organisation du travail et les réseaux sociaux, qui avaient été longuement analysés par certains auteurs radicaux américains (Weir 1981).

Sous d'autres rapports aussi, Alquati devait continuer à fournir à *Classe Operaia* les observations les plus sérieuses sur le comportement de la classe ouvrière. Insistant sur la nécessité de situer les développements italiens dans le cadre d'une compréhension de l'accumulation et de la prolétarianisation comme phénomènes mondiaux – « pays « socialistes » inclus » – il pensait que si l'unification de la classe était maintenant « décisive », elle n'était que « partielle ». « En Italie, poursuivait-il, l'approche de la structure de la force de travail au plan social achoppe sur l'extrême différenciation entre les niveaux d'exploitation capitaliste dans les divers secteurs, zones et firmes. » (Alquati 1975 : 222, 223) Une description de la classe ouvrière italienne comme « masse sociale compacte » ne pouvait donc pas suffire à une appréciation de la classe ; une telle homogénéité était plutôt un but à atteindre dans la lutte. Et plus que tout autre éditeur de *Classe Operaia*, Alquati était sensible à l'expérience ouvrière hors du lieu de travail. Quarante ans plus tôt, Otto Rühle avait affirmé : « C'est seulement dans l'usine que l'ouvrier est aujourd'hui réellement prolétaire (...) En dehors de l'usine, il [sic] est un petit-bourgeois, participant d'un milieu petit-bourgeois et d'un mode de vie de classe moyenne, dominé par l'idéologie petite-bourgeoise. » (Rühle 1974 : 41-2) Les idées d'Alquati étaient diamétralement opposées à celles de l'ancien communiste de conseils. Il répliquait, en se fondant sur la catégorie de *l'usine sociale*, qu'à aucun moment la vie de l'ouvrier ne pouvait échapper à la domination directe du capital : « On considère Turin comme la “ville-usine”. Et en vérité il n'y a aucun aspect de la “vie sociale” de la ville qui ne soit un moment de “l'usine”, comprise au sens léniniste de “rapport social de production”. Mais c'est aussi la « ville-usine » parce que, d'après le recensement de la population, plus de 60 % de ses “travailleurs” sont des ouvriers d'industrie, parce que la masse des *ouvriers d'usine* est concentrée dans la ville, travaillant dans ses usines et habitant tout autour. Il n'y a pas de différence tranchée entre les installations industrielles où la plus-value est créée, les zones résidentielles où la force de travail se reproduit, et les centres où s'administrent les mouvements du capital variable, des marchandises, des produits semi-finis, de la matière première et des matières auxiliaires. » (Alquati

1975 : 230) Au même moment, l'insistance de *Classe Operaia* sur la centralité du travail productif dans le procès de production direct devait gravement restreindre la compréhension d'Alquati des rapports de classes hors du monde de la production immédiate. Ainsi, malgré des débuts prometteurs, le reste de son article sur Turin comme « ville-usine » n'explorait que les connexions entre les diverses installations du cycle de l'industrie métallurgique. De semblables limites apparaissaient dans son article sur « l'usine verte » de l'agriculture, qui finissait, plutôt qu'il ne commençait, avec la prise de conscience que « l'une des analyses les plus urgentes à faire est celle du tissu social de la recomposition de classe » (*ibid.* : 272).

Présentant *Classe Operaia* à une nouvelle génération de lecteurs en 1979, Negri (1979b) avouait, assez justement, que « notre ouvrier-masse sentait salement les usines Putilov ». Curieusement, dans une polémique antérieure, il était parvenu à la conclusion inverse sur la revue. Il s'était plaint que les gens comme Tronti et Caccari, « qui aujourd'hui parlent sans cesse de la centralité de la classe ouvrière », avaient à cette époque « pleinement reconnu la nature productive du travail médié socialement » (Negri 1979a : 11). Giovanni Bossi (1975 : 260), pour qui le discours opéraïste classique ne concernait pas seulement la direction politique des ouvriers des grandes usines sur le reste de la classe, mais aussi « la socialisation-massification de la figure de la classe ouvrière au-delà de la production immédiate », a pris une position similaire. Une telle compréhension de ce que Bossi a appelé « l'usage capitaliste de l'articulation du territoire » est cependant impossible sans des notions pleinement développées de la circulation et de la reproduction, et les deux notions manquaient à *Classe Operaia*. Au mieux, comme le montre le travail d'Alquati, « le tissu social » ne serait analysé que dans la mesure où il donne les moyens de faire connaître les luttes ou de les bloquer. De plus, il est déconcertant qu'une revue comme *Classe Operaia*, passée à la postérité comme étant à l'origine des « thèses sur l'ouvrier-masse », ait eu si peu à dire sur l'énorme impact de l'immigration sur toute la culture ouvrière au Nord. Comme Bologna (1981 : 17) le rappela plus tard, « l'opéraïsme était en partie une analyse de la formation du prolétariat industriel des années 1960, du passage de la campagne à l'usine » ; mais ceci n'était vrai qu'en ce qui concerne ses effets sur le lieu de travail. Par exemple, presque rien ne devait être dit sur les problèmes – de logement, de transport, de vie sociale – qu'entraîna pour le nouveau contingent d'ouvriers d'industrie leur réinstallation. Quand la question de l'immigration était abordée dans *Classe Operaia*, ce n'était que du point de vue de sa fonction, d'élément objectif de la « liquidation » de la paysannerie en tant que classe séparée des travailleurs productifs. Ou bien l'immigration était comprise comme moment de la mobilité de la force de travail ; et même dans ce cas, l'analyse devait être limitée à la migration à l'intérieur de la Vénétie, plutôt qu'entre Nord et Sud (Di Leo 1964 ; Tolin 1965).

Quelques années plus tard, faisant la recension d'études américaines, l'opéraïste Ferruccio Gambino (1968) devait souligner que les portes de l'usine étaient restées hermétiquement fermées au principal courant de la sociologie américaine. On aurait pu ajouter cyniquement que, si c'était vrai, l'opéraïsme, quant à lui, était resté enfermé dedans. En fait, il y a beaucoup de vrai dans la critique de « l'usinisme » de la perspective politique de *Classe Operaia* (critique faite alors par un participant de *Classe Operaia* dans *Rinascita*). D'après Accornero (1965), l'Italie était réduite au triangle industriel et la classe ouvrière aux ouvriers productifs des grandes usines du Nord. Mais au bout du compte, le principal échec de la revue ne tenait pas tellement à son réductionnisme, bien que cela ait créé pas mal de problèmes. Il tenait plutôt à sa tendance à conclure trop vite sur le problème complexe du développement d'une stratégie politique adéquate au comportement autonome de la classe, comportement qu'elle avait eu le privilège de reconnaître.

Une science de classe ?

« Pour la théorie de la classe ouvrière, le moment de la découverte est revenu. L'époque où l'on construisait des systèmes, l'époque de la répétition et de la vulgarité érigées en système, est définitivement révolue. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est redémarrer, avec une logique de classe rigoureusement unilatérale – du courage et de la détermination pour nous-mêmes et de l'ironie détachée pour le reste. » (Tronti 1964 : 4)

Quand en 1966 les contributions de Tronti aux *Quaderni Rossi* et à *Classe Operaia* furent republiées dans le livre *Ouvriers et Capital*, elles devaient être éclipsées par un texte antérieur non publié sur « Marx, force de travail, classe ouvrière ». Écrit l'année de *Lire le capital*, ce texte était aussi, à sa manière, une lecture symptomale de la critique de l'économie politique. Comme le dit le titre, il prenait comme point de départ deux catégories centrales de l'œuvre de Marx dans le but de tirer les prémisses méthodologiques d'une science sociale. Cependant, à la différence de certains épigones d'Althusser, Tronti ne croyait pas qu'une telle science pût jamais reposer sur des preuves à vérification purement interne. Si la théorie éclaire nécessairement la pratique, en nous permettant d'organiser les « faits » et d'aller au-delà des pures apparences, il est également vrai que certaines avancées théoriques ne sont rendues possibles que par des ruptures pratiques. Dans cet esprit, Tronti décida de passer une lecture de Marx au filtre des luttes du début des années 1960, cherchant à sortir de la « forêt pétrifiée » du marxisme vulgaire qui dominait alors la pensée du mouvement communiste. Pour l'opéraïsme classique, comme le nota Negri (1983 : 94), la théorie était une arme à utiliser « et comme levier scientifique et comme

matraque pratique ». La classe ouvrière est grossière et menaçante, donc sa science doit l'être aussi. Toutes les grandes découvertes – « des idées d'hommes simples, qui semblent folles aux yeux des scientifiques », comme l'écrivit Tronti – étaient le produit de « sauts dangereux », de « ruptures de continuité ». Aujourd'hui aussi on avait besoin d'une nouvelle perspective : « les analyses minutieuses et aveugles », il valait mieux les abandonner aux pédants (Tronti 1971 : 11,12).

« La connaissance est liée aux luttes. Qui connaît vraiment hait vraiment ». Le point de vue de classe était donc « une science sociale non objective et qui ne fait pas semblant de l'être » ; elle tirait au contraire son énergie de la haine de classe « de cet élément qui aspire à renverser la société » (Tronti 1971 : 14, 232, 245). Dans l'introduction à son étude non publiée *Critique de la philosophie du droit de Hegel* du début des années 1840, Marx (1975a : 187) avait le premier proclamé que cet élément était le prolétariat, dont le secret était « *la dissolution de l'ordre du monde jusqu'alors existant* ». Ainsi, dans la première partie de son texte, Tronti cherchait dans les ouvrages du jeune Marx la genèse de la catégorie de force de travail, cette marchandise particulière que l'ouvrier vend au capital. D'après Tronti, ces origines remontaient aux *Manuscrits économiques et philosophiques*, une œuvre qu'il était impatient d'arracher des mains des humanistes et des existentialistes que maudissait Althusser. Mais les textes d'avant 1848 comportaient de graves confusions, dont Marx ne s'était libéré qu'après une secousse venue du dehors : « Le travail abstrait comme force de travail existe déjà chez Marx avant 1848. La force de travail comme marchandise existe déjà. Mais seule la période révolutionnaire de 48 met à nu dans la tête de Marx le processus théorique qui l'amènera à découvrir le contenu *particulier* de la marchandise-force de travail. Celle-ci n'est plus simplement liée – au travers de l'aliénation du travail – à la figure historique de l'ouvrier, mais – au travers de la production de plus-value – à la naissance du capital lui-même. » (Tronti 1971 : 130) Il affirmait que c'était cette catalyse pratique qui avait autorisé Marx à fondre ensemble les pensées de Hegel et de Ricardo et à les dépasser. Ici les idées de Tronti faisaient écho à l'approche de Raya Dunayevskaya, dont le texte *Marxisme et Liberté* avait insisté sur la dialectique entre théorie et activité de classe : « L'Histoire tout entière est histoire de la lutte pour la liberté. Si on a des oreilles théoriciennes branchées sur les nouvelles impulsions émises par les ouvriers, de nouvelles catégories, une nouvelle façon de penser verront le jour, un nouveau pas sera fait vers une compréhension philosophique. » (Dunayevskaya 1958 : 89)

L'approche de la découverte théorique de Tronti était très semblable, avec cette notion supplémentaire d'une relation, souvent fortuite, entre l'enquête et ses résultats. Dans certains cas, le don de la trouvaille devenait même un principe méthodologique : « Des mondes inconnus attendent qu'on les explore et les tribulations des chercheurs d'une nouvelle route des Indes qui, *précisément parce qu'ils cherchent une nouvelle route*, découvrent de nouveaux continents sont très proches de notre

actuelle démarche. » (Tronti 1971 : 5) Il semblerait qu'il n'était pas ici question de sortir à la fin des lapins téléologiques du chapeau. Pourtant, Tronti était lui-même loin de se montrer cohérent dans l'application de cette conception de l'enquête à fin ouverte ; au bout du compte sa critique resterait piégée dans ses propres termes conceptuels, ceux d'une métaphysique incapable de réaliser l'interaction avec le monde réel à laquelle il aspirait.

Cette faiblesse allait mieux apparaître dans la section centrale de « Marx, force de travail, classe ouvrière », où Tronti cherchait à approfondir l'interprétation du capital comme relation de pouvoir qui avait été d'abord celle des *Quaderni Rossi*. Pour lui, les prétendues lois économiques devaient être à nouveau comprises comme des forces politiques, dont le moteur est la lutte de la classe ouvrière. C'était vrai surtout pour la pierre de touche de la critique de l'économie politique, la loi de la valeur. D'après Tronti, il était faux d'interpréter cette loi comme prouvant que les ouvriers produisaient toute richesse dans la société, argument aussi moraliste qu'incorrect. Le point crucial était plutôt qu'en reconnaissant le travail comme mesure de la valeur, le capital reconnaissait qu'il dépendait d'une seule marchandise, celle qui peut le détruire totalement (Tronti 1975 : 225, 230). De ce point de vue, « la théorie de la valeur-travail veut dire *la force de travail d'abord, le capital ensuite* ; cela veut dire que le capital est conditionné par la force de travail, mis en mouvement par la force de travail ... *Le travail est la mesure de la valeur parce que la classe ouvrière conditionne le capital.* » (*ibid.* : 224-5) Tronti pensait que refuser cette fonction dans le procès de valorisation s'avèrerait le moyen le plus conséquent de démanteler le rapport de classe. Maintenant qu'avec la généralisation de la mécanisation de la production, le travail avait perdu « tout caractère individuel et donc tout attrait » (Marx et Engels 1972 : 39), une telle stratégie d'opposition au travail salarié trouvait son point de référence matériel dans la classe ouvrière moderne, qui « n'a qu'à se regarder pour comprendre le capital. Elle n'a qu'à se battre contre elle-même pour détruire le capital. Elle doit se reconnaître comme pouvoir politique et se nier comme force productive. » (Tronti 1971 : 261)

En posant l'antagonisme entre capital et travail en ces termes, Tronti pouvait revendiquer un précurseur non moindre que Marx lui-même. En effet, pour le révolutionnaire allemand, la société communiste était celle où le travail – la tyrannie de la nécessité économique – ne régulerait plus la vie des gens. Le capital n'était pas une chose dont on peut s'emparer pour la gérer de manière nouvelle, mais un rapport social fondé sur un processus – l'auto-développement de la valeur – dont l'abolition est une condition préalable à la liberté humaine (Marx 1975 : 278-9). Quand, après lui, presque toute la gauche avait au contraire envisagé comme but une société au centre de laquelle se tiendraient les ouvriers réunis à leurs produits, seuls quelques poignées d'individus devaient s'y opposer. Parmi eux, James Boggs, un ancien membre de Correspondence, dont les critiques du syndicalisme améri-

cain devaient paraître dans *Classe Operaia*. Dans *The American Revolution*, Boggs voyait venir une « société sans travail », où il serait « techniquement possible aux gens de se promener tout simplement dans les rues tout en ayant le lait et le miel ». Dans son esprit, une telle entente s'établirait non tant sous la pression des ouvriers d'usine défendant leurs emplois que sous celle, plus forte, des « en-dehors » que la société marginalise. Il concluait : « La société sans travail ne peut advenir que par des actions et des forces extérieures au procès de travail. » (Boggs 1963 : 53, 58) La logique de Tronti le conduisit à la conclusion opposée : seuls ceux qui produisent réellement la plus-value peuvent bloquer l'accumulation et donc la reproduction du rapport capitaliste. Toutefois, si cet argument était rigoureux dans sa logique, l'effort de Tronti pour donner de la substance au passage décisif d'une masse de forces de travail individuelles à une classe d'ouvriers serait moins heureux.

« Ce qu'est la classe ouvrière ne peut être séparé de *comment elle lutte*. » (Tronti 1971 : 200) Ayant établi la sphère de la production comme le terrain privilégié sur lequel, par la lutte, la composition de classe connaissait un « saut politique », Tronti se tourna vers ce qui lui apparaissait comme la forme actuellement la plus répandue de l'opposition ouvrière au capital : la passivité et le refus buté de tout, à part une collaboration la plus minime possible au procès de travail. Si la passivité pouvait être le résultat d'une défaite politique, comme l'avait soutenu Panzieri, elle pouvait aussi naître dans l'élan d'un nouveau développement capitaliste. Pour Tronti, ces deux phénomènes étaient devenus intriqués « dans les toutes dernières décennies » ; alors que la passivité restait une barrière à l'activité révolutionnaire, elle était aussi « un abandon de la partie, une raillerie de l'intérêt social ». (*ibid.* : 202, 261, 262) Mais ici, l'argumentation de l'étude parvenait à un point de blocage, parce que Tronti ne voulait pas ou ne pouvait pas fouiller sous la surface des apparences de la passivité. Son refus de sortir du royaume des abstractions habité par la « pure » force de travail devait le conduire au contraire à postuler une série de notions séduisantes mais finalement creuses, telles que sa description de la passivité comme une forme d'« organisation sans organisation ». Enfin et surtout, il le conduisit à se réfugier dans l'affirmation triomphaliste que « Bien des expériences ont échoué. *La nôtre n'échouera pas*. » (*ibid.* : 259, 262)

Dans une polémique avec les *Quaderni Rossi* de la dernière période sur leurs efforts pour construire un « modèle » de société socialiste pouvant inspirer les travailleurs, Asor Rosa devait affirmer : « S'il existe des raisons pour lesquelles la classe ouvrière doit renverser et briser la domination du système capitaliste, on ne peut certainement pas les trouver en dehors des caractéristiques matérielles et objectives de la classe elle-même – Marx nous a au moins appris cela. » (Asor Rosa 1965 : 39). Vu sous cet angle, l'apport le plus important de « Marx, force de travail, classe ouvrière » pour la nouvelle gauche italienne était peut-être dans son incitation à découvrir « ce qui s'est passé dans la classe ouvrière depuis Marx » (Tronti 1971 : 263). Dans

la perspective d'une telle recherche, l'œuvre de Tronti lui-même, avec ses catégories hermétiquement closes, ne pouvait être que d'une utilité limitée. Ironiquement, dans le processus consistant à dégager certains aspects du comportement ouvrier sans quitter le royaume de la théorie, sa capacité à pousser des concepts de l'appareil de Marx à leurs limites était devenue à la fois sa force et sa perte. Comme avant lui Moïse, Tronti devait apercevoir la terre promise, mais non y entrer lui-même.

La fin de *Classe Operaia*

Dès 1965, Tronti (1978a : 29) avait soutenu que l'existence de groupes tels que *Classe Operaia* était symptomatique de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier et que leur vie ne pouvait qu'être brève. Reprenant ce thème deux ans plus tard, il devait nier que le récent cycle de luttes contractuelles représentait une quelconque menace sérieuse pour le capitalisme. Le système social fondé sur l'accumulation de la valeur pour elle-même était jeune et plein de vie, et le rapport salarial avait encore à conquérir la plus grande part de la population du Tiers Monde : « C'est la simple croissance de cette immense masse de forces de travail individuelles, et dans cette croissance le passage du prolétaire à l'ouvrier, qui sera le véritable défi de la fin du second millénaire, non le futurisme technologique des gens qui voient dans l'usine automatisée le transfert de tout le travail aux machines ... » (Tronti 1967a : 28) Non seulement le capital continuait à reposer sur les ouvriers, continuait Tronti, mais ceux-ci avaient encore besoin du capital pour leur propre croissance et développement comme force sociale. La classe n'était pas assez forte ni assez mûre pour renverser le rapport capitaliste, même si le parti était déjà capable de gérer ce rapport. De la stratégie initiale des ouvriers dans et contre le capital, et des révolutionnaires dans et contre le parti, s'ensuivait alors « le parti *dans* et *contre* l'État ». En fait, croyait-il, même un usage ouvrier de la social-démocratie était devenu possible : « Le pouvoir est tout dans des cas comme ceux-ci. Seuls les rapports de force sont décisifs ... D'un point de vue tactique, il n'y a pas de solution qu'on puisse exclure a priori. D'un point de vue tactique, toutes les solutions sont bonnes. » (Tronti 1967b : 26, 27). Comme le disait Lénine, « la révolution est une sale affaire ... on ne peut pas la faire en gardant les mains propres. » (*ibid.* : 27) Il fallait donc la faire par tous les moyens nécessaires, sauf en dehors des institutions du mouvement ouvrier officiel.

Alors que les opéraïstes du Nord étaient plus optimistes que Tronti sur les perspectives de leur autonomie organisationnelle maintenue, ils considéraient aussi la rénovation de la gauche historique comme une tâche inévitable. Comme Negri devait le rappeler plus tard dans son autobiographie : « Durant toutes ces années, notre conviction était que, étant donné un niveau déterminé de crises et la construction consécutive de [nouveaux] moments d'organisation, le mouvement ouvrier officiel

s'alignerait sur le processus révolutionnaire. Il serait forcé de le faire ! Quelle terrible erreur ! Comme nous étions ingénus et myopes ! » (Negri 1983a : 98). Néanmoins, dans leur approche du problème de l'organisation politique, les Nordistes continuaient à mettre vigoureusement l'accent sur le besoin de maintenir et de généraliser le combat dans la production. À leur avis, l'insistance des Romains sur l'entrisme – en un moment où le niveau de conflictualité dans l'industrie s'élevait à nouveau – était ridicule. Douze mois exactement avant que paraisse en 1967 le dernier numéro de *Classe Operaia*, la division en deux factions s'était déjà produite, et seuls quelques rédacteurs, comme Alquati, se maintenaient à une certaine distance des deux camps. Même si cette séparation ne conduisit pas tout de suite à leur rejet du mouvement ouvrier existant, ni même à la fin de leur collaboration théorique avec le cercle des proches de Tronti, elle marquait la priorité donnée par les opéraïstes plus radicaux à l'agitation industrielle sur les luttes politiques internes au parti. S'il existait une « utilisation » ouvrière du PCI, elle provenait de l'organisation militante sur le lieu de travail. Alors que l'opéraïsme entrait dans une phase d'« enthousiasmes pratiques et de dépressions théoriques » (*Metropolis* 1978 : 7), les hypothèses des années de *Classe Operaia* allaient être testées dans la chaleur du conflit.

4.

Nouveaux sujets

EN 1968, l'agitation qui caractérisa la vie des universités aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest et au Japon était devenue un phénomène international, touchant même les pays du bloc de l'Est avant d'exploser en France lors des enivrantes journées de mai et de juin (Ortoleva 1987, 1988). Toutefois, beaucoup plus que dans n'importe quelle autre société capitaliste développée, « l'année des étudiants » en Italie préleva à une immense vague de conflits sociaux qui culmina en 1969 avec « l'Automne chaud » dans les usines du Nord. L'Italie connut un « Mai rampant », et si son *Movimento Studentesco* (MS = mouvement étudiant) ne s'était que récemment dégagé de l'emprise des organisations étudiantes officielles, il ne tarda pas à dépasser ses homologues étrangers. Ce faisant, il mit à l'ordre du jour la possibilité d'une alliance effective entre ouvriers et étudiants, dont, partout ailleurs, les étudiants radicaux ne pouvaient que rêver.

Les occupations d'universités et les manifestations étudiantes n'étaient pas inconnues dans l'Italie du milieu des années 1960. Un grand nombre de mobilisations brèves mais étendues avaient eu lieu en réponse aux tentatives du gouvernement de centre-gauche de réformer l'enseignement supérieur et, au printemps 1966, l'université de Rome connut une période de grande agitation après qu'un étudiant ait été tué par des fascistes. Toutefois, le cycle de luttes qui commença au début de 1967, fut beaucoup plus profond que tout ce qui était arrivé auparavant. À son apogée, il entraîna des milliers d'étudiants et de lycéens dans toutes les villes d'Italie et paralysa rapidement une grande partie du système éducatif. Offensif et plein de vie, ce nouveau mouvement était remarquable non seulement par sa taille, mais aussi par ses efforts pour redéfinir les notions mêmes de la politique et construisit des formes

d'organisation – surtout « l'assemblée » permanente – qui balayèrent totalement et brutalement les organisations étudiantes traditionnelles.

Avec la récente découverte par les techniciens de leur puissance dans l'industrie, la montée du MS a été l'aspect le plus original des conflits sociaux en Italie pendant la première moitié du *biennio rosso* de 1968-1969 (littéralement : « les deux années rouges » : en Italie, le terme évoque la vague de grèves de 1919-1920 – NdA). Comme produit de couches sociales dont l'activité ne peut être ramenée à celle du « travail simple », les actions des étudiants et des techniciens posèrent d'importantes questions à la conception opéraïste de la composition de classe. Déjà tout de suite après la scission de *Classe Operaia*, beaucoup d'opéraïstes paraissaient incapables de saisir la signification de telles forces. Comme Bologna devait l'avouer plus de dix ans après : « Je me souviens de notre embarras à interpréter le mécanisme social sous-jacent, à comprendre les relations entre le mouvement dans les universités et la composition de la classe ouvrière. À mon avis, cela a aussi provoqué notre grande marginalisation politique pendant la période “anti-autoritaire” entre l'automne 1967 et le début de 1968, quand nous étions incapables de rendre compte de la nature du mouvement étudiant. » (Bologna 1981 : 14) Un tel isolement s'atténua au milieu de 1968, lorsque le mouvement lui-même se concentra de plus en plus sur la classe ouvrière industrielle et que de nombreux membres importants du MS de Rome en vinrent à adopter le credo opéraïste. Cependant cet isolement ne devait être vraiment brisé qu'avec l'arrivée des dirigeants étudiants à la FIAT Mirafiori au printemps 1969, moment où de nombreuses usines du Nord étaient en ébullition. La nature même de la « question étudiante » – désormais incluse dans celle de l'ouvrier-masse – était alors devenue autre.

Potere studentesco [Pouvoir étudiant]

Les raisons du rapide effondrement des organisations étudiantes « officielles » en 1967 ne sont pas difficiles à cerner. Le nombre d'étudiants avait commencé à augmenter avec la relative démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur en 1961, bien que les structures de l'enseignement secondaire continuaient à handicaper les enfants des familles ouvrières. Au milieu des années 1960, le système italien d'enseignement supérieur souffrait de surpopulation, d'insuffisance des équipements, et de contenus obsolètes comme n'importe quel autre en Europe. Des problèmes d'emploi pour les diplômés commençant à apparaître, il n'est pas surprenant que la première des contestations universitaires d'un nouveau style – à Trente en 1966 – ait été de nature fortement corporatiste. Mais il serait simpliste de déduire les origines du nouveau mouvement de la simple disjonction entre l'université italienne et les besoins du développement capitaliste. Comme dans le reste du monde industrialisé, le milieu des années 1960 en Italie fut marqué par l'éclatement d'une

profonde crise des valeurs dans la jeunesse, crise dont les *Quaderni Rossi* avait déjà reconnu les signes dans l'industrie italienne. Ces années furent également celles où commença à se développer une sous-culture spécifique à la « jeunesse » rejetant de nombreuses valeurs dominantes de la société bourgeoise (Piccone Stella 1993 ; Mangano 1999). S'exprimant à travers la musique et l'habillement, à travers le changement d'attitudes vis-à-vis de la famille et du travail, de telles valeurs trouvèrent un terrain particulièrement fertile parmi les membres des fédérations de jeunesse du Parti Communiste et du PSIUP. Pour beaucoup de ces derniers, l'exemple – et la mythologie – de la Chine et de sa « Révolution Culturelle », de même que celui de la résistance nationale italienne, servit à condamner comme des échecs à la fois les pauvres perspectives de la « voie italienne », et les monstruosité de l'expérience soviétique (Viale 1978 : 19 ; Moroni 1983). En vérité, d'autres courants d'extrême gauche, dont l'opéraïsme, virent leur influence progresser à l'intérieur de ces organisations. Mais ce fut le spectacle impressionnant de la lutte anti-impérialiste en Asie et en Amérique latine qui enflamma d'abord l'imagination de la jeunesse au milieu des années 1960, amenant beaucoup de jeunes militants à condamner la solidarité purement verbale de la gauche historique avec les mouvements de libération nationale (Bobbio 1978 : 9-12). Cette rupture avec les notions politiques traditionnelles n'était pas non plus limitée à cette jeunesse sortant du courant dominant de la gauche. Une impatience identique était visible à l'intérieur du monde catholique, des étudiants catholiques dissidents commencèrent à jouer un rôle important dans le MS, et ensuite à l'intérieur de groupes de gauche aussi divers que *Lotta Continua* et le PDUP (*Partito di Unità Proletaria* – Parti d'Unité Proletarienne) (Cerrato 1999). Comme Asor Rosa (1968 : 198) l'a pertinemment relevé à l'époque, le nouveau mouvement étudiant a acquis une signification unique dans les mouvements politiques italiens de l'après-guerre, parce qu'il ne représentait pas moins que « le premier exemple d'une lutte de masse sans contrôle de parti ».

Le rejet de l'hégémonie de la gauche historique ne signifiait cependant pas la rupture immédiate de tous les liens avec celle-ci. En effet, dans la première phase des luttes en 1967, on vit des actions étudiantes dont les leaders – chauds partisans de l'autonomie du mouvement par rapport aux partis de gauche – étaient encore souvent, eux-mêmes, membres de ces partis ou de leurs fédérations de jeunesse. Diverses explications furent alors données à ces liaisons particulières. Pour certains activistes étudiants, le MS représentait une cassure importante à l'intérieur des « classes moyennes » ; alors que le mouvement avait besoin de s'organiser de façon autonome, il était encore forcé de regarder vers la classe ouvrière – et donc vers ses partis, même révisionnistes – pour prendre la tête du « bloc historique » populaire. Cette position, répandue à l'Université d'État de Milan, trouva aussi un écho favorable dans beaucoup de sections locales du PCI, parmi les plus conservatrices (Camboni et Samsa 1975). Pour d'autres jeunes militants, la restauration de la

gauche historique comme force révolutionnaire était encore une question ouverte. Pour ces militants, comme pour les opéraïstes, le problème principal du mouvement ouvrier était celui d'une base saine retenue par une direction réformatrice, ils comptaient sur des pressions exercées à la fois à l'intérieur et en dehors des partis pour redresser la situation. D'autres, enfin, étaient d'avis que, pour le moment, et quelles que soient leurs positions, les partis de gauche – surtout le PSIUP – offraient un utile moyen de communication avec les masses jusqu'à ce que quelque chose de mieux se présente (Hellman 1976 : 250).

La nature absolument schizophrénique du PSIUP – dont la direction, dominée par des compagnons de Morandi plus âgés, était à peu près complètement étrangère aux jeunes militants du parti – et, plus important encore, incapable de les discipliner – rendait possible, aux yeux de beaucoup, une telle utilisation pour un temps. Des tentatives similaires d'utiliser la fédération de jeunesse du Parti Communiste devait avoir des résultats très inégaux. Tandis que la dissidence juvénile et la sympathie pour les positions politiques extrémistes étaient tolérées dans certains endroits comme à Reggio Emilia, ailleurs – par exemple à Pise – une exclusion rapide était le lot de ceux qui déviaient au-delà des positions traditionnelles du parti depuis l'après-guerre (Cazzulo 1998 : 41-2). Cette ambiance générale d'intolérance ne fit rien pour améliorer les relations de plus en plus tendues entre le PCI et la jeunesse politisée ; l'évocation par Amendola du mouvement étudiant comme d'un ennemi à abattre ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Malgré les positions plus conciliantes avancées par d'autres membres de la direction du parti pendant l'année 1968, les effectifs de la fédération de jeunesse du PCI ne faisaient que décliner. En 1969, dans toutes les grandes villes sauf à Milan, les relations entre le PCI et le MS étaient coupées, et certains groupes à l'intérieur du mouvement étudiant commençaient à s'unifier en organisations nationales nouvelles cherchant à disputer au PCI la direction des actions politiques de la classe ouvrière (Luperini 1969 ; Hellman 1976 : 272).

Tandis que des luttes se propageaient dans tous les grands centres universitaires italiens, le MS se développa en 1967 jusqu'à devenir un mouvement de masse dans quelques villes seulement – surtout Turin et Trente. Et ce furent les expériences faites dans ces villes qui donnèrent au nouveau mouvement ses orientations initiales et son objectif : le « Pouvoir étudiant ». Influencé en partie par les mouvements étudiants allemand et américain, cette nouvelle idéologie devint chez ses jeunes théoriciens une mixture spécifiquement italienne. Pour eux, la dictature des « mandarins » universitaires et les discriminations à l'entrée de l'université n'étaient qu'une expression des rapports de pouvoir généraux dans la société. « L'autoritarisme, écrivait alors Carlo Donolo (1968 : 78), est une nouvelle façon de désigner une chose ancienne : l'exploitation ». Cependant, si une telle notion générique de domination était la principale faiblesse de l'idéologie du Pouvoir étudiant, son extension même permettait de nombreuses lectures différentes. Dans sa première apparition

à Trente, la revendication du Pouvoir étudiant mettait l'accent sur les intérêts corporatistes des étudiants ; même sous ses formes les plus radicales, elle n'allait pas plus loin que « les universités aux étudiants, les usines aux ouvriers ». À Turin, par contre, l'accent fut mis dès le début sur la continuité sociale de la domination de classe. Faisant écho aux thèses des *Quaderni Rossi* sur l'usine sociale, Luigi Bobbio et Guido Viale soutenaient que « l'organisation sociale du capitalisme développé prend de plus en plus la forme d'un réseau d'institutions totalitaires visant le contrôle et l'assujettissement total des personnes qui lui sont soumises (...). L'autoritarisme, dans le monde néo-capitaliste, n'est pas un vestige du féodalisme ; il est la forme fondamentale de la domination de classe, à laquelle toutes les institutions sociales sont subordonnées. » (Bobbio et Viale 1968 : 222). Pour eux, le rôle du MS était de combattre l'école dans sa fonction d'« instrument direct de subordination » qui, par l'organisation du consensus et de la passivité, « manipule les étudiants, les persuadant d'accepter la division du travail et la répartition hiérarchique des rôles sur laquelle notre société est fondée. » (*ibid* : 223) La gauche historique européenne et les syndicats n'étaient guère mieux considérés puisqu'ils ne s'engageaient dans les conflits sociaux que pour les maintenir à l'intérieur des limites posées par le capital : « la seule chose que ces organisations peuvent encore offrir c'est une carrière » (*ibid* : 222). Si, à Turin, les cibles immédiates étaient encore la nature de classe de la sélection et le pouvoir des professeurs, la continuité de la domination à travers toute la société faisait finalement surgir la question de la jonction avec la classe ouvrière dans le but de généraliser le conflit qui déchirait le monde universitaire. Cependant, partout ailleurs, les intérêts corporatistes ou le tiers-mondisme régnaient sans partage. À Rome, parler d'une alliance entre ouvriers et étudiants n'avait presque aucun fondement avant 1968, car ses partisans, selon les mots de Scalzone, prenaient le risque « d'être hués » et rejetés « comme membres du PCI, ou comme "politicards" » (Piperni et Scalzone 1978 : 75).

« Force de travail en formation ? »

Malgré son relatif isolement, l'opéraïsme a marqué de son empreinte au moins l'un des plus importants débats du mouvement étudiant. En février 1967, pendant une occupation de l'université de Pise, des dissidents de l'organisation étudiante de gauche « officielle » réalisèrent un document qui tentait d'exposer, dans leur liaison, la situation de classe des étudiants dans le capitalisme italien et leurs relations aux luttes ouvrières. Réécrites et en partie modifiées quelques mois après sous le titre de *Thèses de Pise*, leurs analyses eurent une influence considérable durant la phase initiale du mouvement, et Rossana Rossanda, de la gauche du PCI, en fit l'éloge comme « la plus fine et la plus convaincante des tentatives théoriques du MS » (1968 : 65).

Gianmario Cazzaniga et les autres auteurs des *Thèses* jouèrent un rôle central dans le groupe local de Il Potere Operaio, qui devait fournir plus tard une grande partie de la direction de Lotta Continua. Ils avaient été formés politiquement dans les organisations de la gauche historique, où ils avaient été en contact avec les réseaux formés autour de Panzieri et Tronti. Il Potere Operaio était un groupe idéologiquement hybride, il comprenait des opérâistes aussi bien que des radicaux adeptes d'un marxisme-léninisme plus conventionnel et des positions tiers-mondistes. C'était aussi l'une des rares formations d'extrême gauche alors capables de se faire entendre à l'intérieur du nouveau mouvement étudiant. Si par ailleurs Cazzaniga (1967) avait critiqué *Classe Operaia*, l'influence des *Quaderni Rossi* – et, à un moindre degré, celle de la revue de Tronti – était clairement visible dans les *Thèses*. Le document constatait l'apparition d'un modèle de capitalisme qualitativement nouveau. La centralisation toujours croissante du capital avait « profondément » altéré ses lois d'accumulation, et l'énorme croissance de sa composition organique conduisait maintenant à la « disparition » non seulement de la chute tendancielle du taux de profit, mais de la loi de la valeur elle-même. En conséquence, la composition de classe ne pouvait plus être conçue comme une simple détermination du procès de valorisation, il était nécessaire de l'examiner également dans les termes de la division sociale du travail (Cazzaniga *et al.* 1968 : 174).

D'après les *Thèses*, il avait toujours existé des couches intermédiaires dans la société capitaliste, « des figures sociales de salariés, qui sont comme tels formellement producteurs de plus-value, mais qui ne sont pas des éléments internes de la classe ouvrière ». Mais la socialisation du capital avait désormais atteint une telle ampleur que la barrière les séparant des ouvriers d'usine avait commencé à tomber (Cazzaniga *et al.* 1968 : 173). C'était précisément le cas de cette couche impliquée dans le travail intellectuel, dont l'absorption était d'une urgence croissante pour le capital. Toutefois, un tel procès n'allait pas sans risques pour les rapports de classes. Alors même que l'intégration de la science et du travail intellectuel dans le capital constant renforçait son pouvoir sur les « masses » déqualifiées et potentiellement insubordonnées, la parcellisation et la généralisation du travail intellectuel engendrait un « prolétariat intellectuel » ouvert à une lutte anticapitaliste avec ses objectifs et ses revendications à la fois matériels et politiques (*ibid.* : 171, 172). De son côté, le marché du travail devait subir une « transformation radicale », il devait être « planifié dans le temps et dans l'espace » en suivant pas à pas la « croissance du taux moyen de force de travail qualifiée » réclamée par le capital. En conséquence, l'État était de plus en plus contraint d'intervenir pour assurer la formation universitaire comme « un coût de production social à long terme » (*ibid.* : 167, 171). Puisque l'enseignement devenait « le lieu de production de la force de travail qualifiée, représentant un coût social dans le cycle de la reproduction élargie du capital », l'étudiant devait être défini d'abord et avant tout comme force de travail « en cours de qualification » (*ibid.* : 176-7).

Bien qu'elles ne se révélèrent pas moins imparfaites que d'autres tentatives de la même époque, en Italie, pour saisir la nature du travail intellectuel, les *Thèses* sont remarquables pour nombre de raisons. La plus importante est d'avoir situé les étudiants à l'intérieur du procès d'ensemble de reproduction du capital – une tentative précoce, dans l'opéraïsme, de dépasser, dans une analyse concrète, le procès immédiat de production. Néanmoins, pris entre les implications de la thèse de l'usine sociale et l'importance politique du travail productif, les *Thèses* reprirent finalement les textes opéraïstes antérieurs en privilégiant le second. L'étudiant était déjà un prolétaire de par sa situation subordonnée à l'intérieur de la division du travail à l'université. Dans la mesure où les actuelles bourses deviendraient un vrai salaire, il se transformerait d'une « figure sociale impure aux marges du procès de valorisation » en un véritable « ouvrier salarié produisant de la plus-value » (Cazzaniga *et al.* 1968 : 177).

Tandis que la principale polémique ayant accompagné la publication des *Thèses* portait sur ce point, les auteurs ne firent pas de sérieux efforts pour soutenir ou développer cette idée face à des critiques plus orthodoxes. Pour les gens alors concernés par ses implications pratiques, le texte avait aussi le défaut de ne concevoir les étudiants qu'à partir du point de vue restrictif de ce qu'ils deviendraient finalement. En opposition à ce point de vue restrictif, un des partisans du Pouvoir étudiant pouvait fanfaronner : « Si nous ne donnons pas une définition de l'étudiant, si nous sous-estimons politiquement à la fois l'origine sociale des étudiants et leur “probable” situation de classe future, c'est pour exprimer quelque chose qui est apparu dans la lutte et qui est, précisément, la *négation politique spécifique* qu'ils ont faite de leur “passé” et de leur “futur”, non pas en escamotant les problèmes soulevés, mais en se confrontant à ces problèmes et en les surmontant, en affirmant le “présent” comme une histoire à construire (...) la définition de l'étudiant est donnée par la lutte des étudiants... » (Rostagno 1968 : 203-4). Bien que tout à fait démagogique, une telle position était infiniment plus proche que les *Thèses* de l'esprit qui dominait dans le MS à ses débuts. Finalement, la chance pour ce texte d'avoir un impact durable sur le MS était gravement compromise par sa conception des relations entre les étudiants et le mouvement ouvrier. D'une part, le texte défendait la possible formation d'un nouveau parti révolutionnaire, et mettait en avant le discours du nouveau mouvement sur l'anti-impérialisme, la démocratie directe et l'affrontement. D'autre part, l'appel à la formation d'un « syndicat » étudiant destiné à défendre les intérêts spécifiques de la force de travail en formation comme un élément à l'intérieur de l'ensemble du mouvement ouvrier, était en dissonance avec le thème dominant chez les étudiants de l'autonomie vis-à-vis de toutes les institutions existantes. Principalement pour cette raison, le texte était à peu près oublié à la fin des années 1960 ; quand on le citait, c'était comme un produit du vieux mouvement, et non comme une arme adaptée aux besoins du nouveau.

Union des ouvriers et des étudiants

Avec la disparition de *Classe Operaia*, il n'y avait plus de « vrais » opéraïstes que dans le Nord-Est de l'Italie, où Potere Operaio de Vénétie-Emilie (POV-e) dominait l'extrême gauche régionale. Bien que le groupe parvint rapidement à exercer une influence considérable sur le MS local, les relations de POV-e avec la politique étudiante étaient assez différentes de celles de leurs homonymes de Pise, dont les membres se donnaient beaucoup de mal pour se distinguer des Vénitiens. Des années plus tard, Negri devait chercher à expliquer les différences entre les deux groupes de Potere Operaio à partir de l'origine sociale différente de leurs membres. D'après lui, contrairement au groupe de Toscane, POV-e « était dans sa grande majorité un groupe ouvrier, de sorte que les problèmes étudiants, qui étaient fondamentaux pour les gens de Pise, étaient toujours médiés par un débat plutôt difficile à l'intérieur de Potere Operaio de Vénétie-Emilie » (Negri 1979a : 93). Que cela soit vrai ou non, durant les années 1967 et 1968, les opéraïstes les plus proches de POV-e s'accrochaient inflexiblement au *lavoro operaio* (au travail des « cols-bleus »). Selon eux, le seul problème politique important que l'expérience de *Classe Operaia* laissait sans solution était la relation entre la classe et le mouvement ouvrier organisé. Certains, comme Piperno à cette époque, avaient le sentiment que la plus grande partie des préoccupations du mouvement étudiant ne touchait qu'au « personnel » ou au « superstructurel », en conséquence ils les écartaient simplement comme sans intérêt (Piperno et Scalzone 1978 : 74).

Une telle attitude était très répandue, il n'y a donc pas à s'étonner que la revue de POV-e n'ait pas prêté attention au mouvement étudiant avant le milieu de 1968. À ce moment-là, on pouvait remarquer une évolution fondamentale à l'intérieur des composantes principales du MS : les défenseurs du Pouvoir étudiant se trouvèrent eux-mêmes confrontés à des idéologies plus traditionnelles mettant l'accent sur la primauté de la classe ouvrière dans la lutte sociale. Les critiques d'Oreste Scalzone (1968 : 2) – pas encore opéraïste, mais déjà un personnage important dans le tumultueux MS de Rome – n'étaient pas exceptionnelles. Après avoir reconnu la force de la critique anti-institutionnelle du Pouvoir étudiant, Scalzone soutenait qu'il avait simultanément provoqué une très large méfiance vis-à-vis du « parti comme institution », « l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat ». Sans cette avant-garde, le MS resterait confiné dans l'université, et s'épuiserait finalement comme une simple révolte de privilégiés, « d'enfants de la bourgeoisie ». Tout en étant dépourvus du moralisme socialiste de Scalzone, de nombreux militants étudiants étaient de plus en plus conscients des limites d'une lutte conduite entièrement à l'intérieur de l'université. Alors que tout l'édifice de la société italienne commençait à apparaître comme un obstacle à la réforme de l'enseignement supérieur, même les défenseurs les plus corporatistes du Pouvoir étudiant regardaient avec intérêt une classe

ouvrière qui, de nouveau, passait elle-même à l'action. Ainsi, un des premiers comités d'usine du mouvement fut formé à Trente et, vers le milieu de l'année, les premières étapes vers une liaison pratique avec les ouvriers avaient été franchies dans toutes les principales villes universitaires. (Boato 1978 : 228-32).

C'est ce « mouvement vers la classe » qui amena POv-e à s'intéresser publiquement au développement du MS. La première étude sur les étudiants portait le titre significatif de « FIAT Edison Marzotto Université – une seule lutte contre un seul patron », et fut publié durant les premiers jours de mai 1968. Notant la disposition croissante des étudiants à répondre par la force à la force de l'État, comme en témoignaient les affrontements de mars à Valle Giulia à Rome (Ginsborg 1990 : 304), l'article affirmait, avec une certaine satisfaction condescendante, que le MS avait finalement dépassé ses thèmes de contestation généraux de 1967. Dans le mouvement, il avait découvert la nécessité de se joindre aux ouvriers dans « *une lutte ouverte et générale contre le plan global du capital* ». La plupart des étudiants étaient issus de familles bourgeoises, mais le MS représentait une tentative de « nier leur origine de classe dans le but d'être une classe révolutionnaire ». Pour faire avancer les choses, les opéraïstes réclamaient « le salaire généralisé pour tous » (POv-e 1968c : 1, 4). Cependant, contrairement à la notion de « salaire politique » qui quelques années plus tard allait jouer un rôle central dans le discours de Potere Operaio sur la recomposition politique, le but du « salaire généralisé » pour POv-e ne semble pas d'avoir été d'organiser les étudiants comme partie du prolétariat. Le « salaire généralisé » était certes important pour permettre aux enfants d'ouvriers d'accéder à l'université. Toutefois, la principale motivation de POv-e résidait ailleurs : dans la recherche du moyen d'établir une relation véritable entre étudiants et ouvriers en dehors du monde universitaire. Pour le groupe, l'unité ouvriers-étudiants ne pourrait se réaliser qu'autour de l'usine, où le plan capitaliste « est le plus organisé et d'où il tire sa force ». En conséquence, quelles que soient les autres façons dont cette unité avait pu être imaginée, pour POv-e, dès l'origine, elle devait entraîner la soumission des intérêts étudiants à la promotion des luttes ouvrières, une position qui, on le comprend, indignait de nombreuses sections du MS (Boato 1978 : 198).

Comme beaucoup de militants étudiants le découvrirent alors, leurs efforts pour soutenir les luttes dans l'industrie, et en particulier pour promouvoir le contrôle de la base sur celles-ci, soulevaient fréquemment l'intérêt des ouvriers, mais simultanément l'hostilité des permanents syndicaux défendant jalousement leur « racket ». Même la FIOM, la composante de la CGIL la plus ouverte aux « nouveaux » discours politiques, n'acceptait de discuter avec les étudiants qu'à la condition qu'ils acceptent son « monopole sur la classe » (Viale 1978 : 50). Dans de telles circonstances, l'attitude constamment circonspecte de POv-e face aux représentants « officiels » du monde du travail ne pouvait qu'aggraver la très fréquente antipathie des militants étudiants à son égard. En effet, POv-e était si prudent à l'époque qu'il s'employait

à décourager activement tout effort pour contourner la CGIL : « Nous avons déjà dit que le Mouvement parvient à son développement maximum quand il prend conscience de la nécessité de sa relation et de son organisation conjointe avec la classe ouvrière qui, en Italie, se confond encore avec l'organisation syndicale du mouvement ouvrier. Il est clair que si le Mouvement recherche une relation réelle directe et organisationnelle avec la classe ouvrière, il ne peut pas rêver d'y parvenir en dehors du syndicat de classe : les contacts directs sont toujours fragiles, et souvent dénués de possibilités de généralisation... » (POV-e 1968c : 4). Si une raison de cet emportement relève de la crainte de l'isolement, une autre réside dans le fait que, en Vénétie, pour beaucoup, la séparation d'avec les partisans les plus proches de Tronti demeurait peu tranchée en 1968. Ainsi, POV-e maintenait des contacts avec les courants de gauche à l'intérieur du PCI, ils organisèrent même une réunion commune avec eux sur le thème « étudiants et ouvriers » en juin ; les opéraïstes déclaraient dans *Potere Operaio* : « Les canaux organisationnels qui permettent le contact avec la classe ouvrière ne se limitent pas au syndicat. Malgré la ligne réformiste que suit leur direction, les partis du mouvement ouvrier sont encore des partis de classe de par la force même de leur composition sociale et les caractéristiques de leur base. » (*ibid* : 4). Bien sûr, dans l'extrême gauche de tels arguments étaient largement rejetés. La tendance marxiste-léniniste à l'intérieur du groupe de Pise de Potere Operaio était la plus sévère dans ses critiques ; pour elle, une telle déclaration était une preuve de plus que « *la pratique opéraïste et spontanéiste ne peut échapper à sa logique interne*, elle converge avec la stratégie réformiste et de plus en plus clairement contre-révolutionnaire des institutions officielles du mouvement ouvrier. » (cité in Boato 1978 : 231)

Cet été-là, les luttes des ouvriers de la pétrochimie de Montedison implantée à Porto Marghera, dans lesquelles POV-e devait jouer un rôle important, entraînaient le groupe dans une rupture définitive avec les partis et les syndicats de la gauche. Les ambiguïtés héritées des positions de *Classe Operaia* vis-à-vis de la gauche historique ne survécurent pas longtemps au conflit, en revanche le groupe vit dans la lutte des ouvriers de la chimie la confirmation de son analyse des relations entre ouvriers et étudiants. L'union ouvriers-étudiants fut envisagée par POV-e comme « *une forme organisationnelle nouvelle* » réalisée dans les occupations de masse, souvent violentes, de la fin juillet (POV-e 1968a : 35-6). En pratique, cette « unité » signifiait « l'utilisation ouvrière du MS » comme d'un moyen de popularisation contre les patrons et, si nécessaire, contre les chefs des syndicats également (POV-e 1968j : 4). Un tract opéraïste résumait la question ainsi : « C'est seulement si l'union entre ouvriers et étudiants, sous la direction de la classe ouvrière, devient un fait organisationnel et permanent, que le mouvement étudiant conservera sa signification et son poids politiques. » (POV-e 1968a : 31)

Dans leur compte rendu du Mai français, détaillé et de première main, Sergio Bologna et Gairo Daghini tentèrent de façon plus sophistiquée de débrouiller, dans le cadre de l'opéraïsme, la question du rôle politique des étudiants. Ici, les étudiants étaient présentés comme le détonateur de la lutte de classe : la « minorité active » dont Daniel Cohn-Bendit avait parlé dans son célèbre entretien avec Sartre (Bologna et Daghini 1968 : 20). Ils faisaient l'éloge des étudiants français pour avoir déclenché « le refus de masse du travail [*posto di lavoro*] le plus formidable et le plus déterminé jamais vu dans un pays capitaliste développé » (*ibid* : 35), sous la forme d'une grève générale suivie par au moins neuf millions de travailleurs. En même temps, ils admettaient que cela n'avait pas suffi pour dépasser l'abîme séparant les étudiants dans la rue et les ouvriers dans les usines occupées (*ibid* : 49-51). Toutefois, dans leur conclusion, Bologna et Daghini introduisaient un nouveau tournant dans la lecture que faisait leur tendance des relations entre ouvriers et étudiants. Premièrement, ils établissaient un parallèle avec la défaite des métallurgistes de Turin en 1920 qui avaient tenu bon mais seuls dans leurs usines-fortresses. À l'avenir, déclaraient Bologna et Daghini, les occupations de lieux de travail doivent jouer le rôle de tremplins pour lancer des « initiatives de type pratico-politique, qui doivent alors se traduire elles-mêmes en une organisation de l'ensemble social des luttes. » Un tel schéma offrait aux étudiants un rôle privilégié en tant que travailleurs intellectuels, car pour réussir « cet agencement de la lutte de la classe ouvrière doit être entièrement reconstruit au niveau théorique. » (*ibid* : 52-3)

Si le reste de la tendance ignora cette tentative de prendre en compte les contributions que ces travailleurs intellectuels pouvaient offrir à la politique révolutionnaire, il n'en reste pas moins vrai que la façon dont POv-e abordait la question des étudiants ne faisait qu'annoncer la pratique courante des organisations extra-parlementaires formées durant l'Automne chaud. En effet, quelques années après, Potere Operaio (1972d) devait attribuer aux luttes étudiantes à l'intérieur du système éducatif une plus grande légitimité que ne le firent beaucoup d'autres groupes rivaux. Toutefois, en 1968, avec le retour des conflits sociaux dans l'industrie, les problèmes particuliers des étudiants furent éclipsés par ceux de l'ouvrier-masse. C'est seulement avec la crise de l'extrême gauche au milieu des années 1970 que certains opéraïstes commencèrent à repenser entièrement la relation entre les couches intellectuelles et la classe ouvrière, entre les gens qui avaient une connaissance ou des connaissances particulières explosives et les travailleurs productifs (Bologna 1981 : 15-16).

Les techniciens : le chaînon manquant ?

Présents de façon occasionnelle dans les conflits du début et du milieu des années 1960, ce ne fut réellement que durant la seconde moitié de 1968 que les ouvriers qualifiés italiens montrèrent de quoi ils étaient capables comme force ouvrière en

Italie. L'épicentre de leur mobilisation sur les salaires et la restructuration de la production se situait entre deux pôles. Le premier était constitué par les ouvriers hautement qualifiés du secteur électronique milanais, à l'époque le plus dynamique à l'intérieur du réseau des grandes et moyennes industries implantées dans la ville. Le second était fondé sur les employés de diverses installations de recherche industrielle dans le Nord et le Centre (Lelli 1971 ; Dina 1972 ; Low-Beer 1978 ; Lumley 1990). Ayant de plus en plus souvent une formation supérieure, ces travailleurs étaient inhabituellement sensibles aux événements qui se déroulaient dans le monde universitaire ; beaucoup suivaient les tribulations du MS avec un grand intérêt. Pour ceux des opéraïstes qui, comme Bologna, étaient méfiants vis-à-vis de la théorie et de la pratique des avant-gardes « externes », ces techniciens, avec leurs grèves, leurs manifestations et leurs occupations des lieux de travail, semblaient offrir momentanément le « vecteur idéal » – un « pont » entre les ouvriers et les étudiants pour combler l'abîme entre les luttes dans les usines et à l'université (Bologna 1981 : 15).

En Italie à cette époque, comme dans la plupart des pays occidentaux, les termes du débat marxiste sur les techniciens avaient été largement définis par le sociologue français Serge Mallet. La thèse centrale de son livre de 1963, *La Nouvelle classe ouvrière*, était que le développement capitaliste, loin de déqualifier tous les niveaux de la force de travail, avait abouti à une remarquable élévation des qualifications et des spécialisations. Ce faisant, il avait créé une couche de travailleurs spécialisés occupant une situation stratégique dans l'organisation et l'exécution de la production. Selon Mallet, un profond sentiment de frustration vis-à-vis des relations capitalistes de propriété était largement répandu parmi ces techniciens, dont beaucoup aspiraient à exercer leur propre contrôle sur la production (Low-Beer 1978 : 14-22). Dans sa prose expressive, André Gorz avançait, l'année suivante, des positions semblables dans *Stratégie ouvrière et Néo-capitalisme* : « L'impossibilité de vivre qui était apparue aux prolétaires du siècle dernier comme l'impossibilité de reproduire leur force de travail devient pour les travailleurs des industries scientifiques et culturelles l'impossibilité d'exprimer leur créativité dans le cadre du travail. » (Gorz 1967 : 105) [1964 en français, NdT].

Pour Mallet, l'adhésion du personnel technique à une stratégie visant le socialisme – entendu comme une société dont les règles trouvent leur base dans l'auto-gestion de la production – était une hypothèse politique acceptable qu'il défendait activement en tant que membre du PSU (Parti Socialiste Unifié) (Howard 1974). Tandis que certains partisans de l'opéraïsme classique comme Tronti (1967a : 28) méprisaient ces « quelques techniciens se vantant de produire de la plus-value en appuyant sur des boutons », d'autres, à la suite des travaux d'Alquati dans les *Quaderni Rossi*, devaient traiter la question plus sérieusement. Bologna, qui avait une expérience personnelle de l'organisation des cols-blancs depuis l'époque où il avait été employé chez Olivetti, faisait partie de ceux-là. Dans un bref compte-

rendu de « Réflexion sur les techniciens », Bologna (1965 : 15) tentait de réfuter une idée répandue en Italie parmi les chefs de la gauche de la CGIL. Pour eux, les techniciens représentaient « non seulement l'expression, comme force de travail, du niveau le plus avancé du capital, mais encore l'expression politique du mouvement le plus avancé de la classe ». Bologna soutenait que cette analyse ne faisait que répéter tout le débat de la Deuxième Internationale sur l'aristocratie ouvrière et risquait, en utilisant des critères purement sociologiques, de créer des distinctions politiques à l'intérieur de la classe ouvrière. De plus, la théorie du technicien comme figure « révolutionnaire », était, au moins dans l'esprit de ses partisans français, liée à une proposition empiriquement fautive : la déqualification et la massification de la production moderne auraient réduit la majorité des travailleurs à l'état d'atomes dépolitisés dénués de « vision générale des mécanismes de la production » (*ibid* : 16). Pour Bologna, par contre, « aucune distinction sociologique entre les différents niveaux de la force de travail ne peut nous conduire automatiquement à des positions particulières sur les techniciens », car les secteurs politiquement « avancés » ne pouvaient se déduire *a priori* de la structure du procès de travail. Seule une analyse *post festum* « suivant le cours des luttes ouvrières » pourrait déterminer leur relation ; tant qu'elle n'était pas faite, le rôle des techniciens dans les luttes contre le capital demeurait une question ouverte (*ibid* : 17).

Au début de 1969, alors qu'un grand nombre de techniciens étaient activement engagés dans des conflits sociaux, de telles conclusions provisoires n'étaient plus adéquates. Plus concret était le document produit par les employés des laboratoires du Comitato Nazionale Energia Nucleare (Comité National de l'Énergie Nucléaire = CNEN), près de Rome. Là, la présence d'anciens membres du mouvement étudiant local parmi le personnel contribuait à ce que soient dominants de nombreux thèmes centraux des luttes de 1969 dans l'industrie : des augmentations uniformes des salaires ; la remise en cause des classifications ; la prise de décision par les assemblées et non par les permanents syndicaux. Le texte soutenait que la recherche scientifique n'était pas une force neutre et sans effets nocifs dont la bourgeoisie ferait habituellement un mauvais usage. À l'époque de la production de masse, la science était devenue indispensable au capital, autant pour assurer sa domination de classe que pour le procès de valorisation (Piperno *et al.* 1969 : 173-6). De plus, la socialisation moderne du travail avait subordonné la recherche-développement aux normes tayloristes de production. Par le caractère parcellaire et répétitif de son procès de travail comme par la structure de ses taux de salaire, l'organisation actuelle de la recherche était désormais conforme aux caractéristiques de l'industrie en général. Les différenciations de salaires, par exemple, avaient « pour fonction de maintenir une structure hiérarchico-répressive très précise et, finalement, de maintenir le contrôle politique sur la masse des travailleurs ». Tandis qu'une petite minorité de spécialistes exerçait un pouvoir considérable dans la pyramide de commande-

ment, la grande masse du personnel technique, surtout ceux qui n'avaient pas de formation supérieure, étaient tout simplement contraints de subir l'organisation du travail (*ibid* : 186).

Malgré son intérêt, le texte du CNEN cherchait à mettre l'accent sur le caractère déqualifié et semblable à celui de l'usine du travail de la majorité des travailleurs du CNEN, et ne disait donc pas grand-chose sur les spécificités des techniciens en tant que travailleurs spécialisés. Au contraire, cette question devait être soulevée par Bologna au début de 1969 dans « Les techniciens comme producteurs et comme produits », essai écrit en collaboration avec Francesco Ciafaloni, marxiste extérieur à la tendance opéraïste. Dans ce texte, l'opinion des auteurs était que l'appellation de techniciens pouvait être conférée à tous ces travailleurs, aussi bien manuels que cols-blancs, dont le rôle dans la production reposait non pas sur l'exécution d'un travail simple, mais sur la mise en œuvre de qualifications acquises au travers d'un apprentissage spécialisé. Une définition aussi large, ils le reconnaissaient, englobait « la plupart des travailleurs dans une société complexe et diversifiée » ; néanmoins, elle conservait une certaine valeur heuristique de par sa capacité à mettre ensemble des travailleurs « qui se trouvent par ailleurs dans des situations sans rapports » (Bologna et Ciafaloni 1969 : 152). En ce sens, elle s'appliquait alors le plus adéquatement à ces salariés qui, même massifiés, se distinguaient de l'ouvrier-masse : à savoir, le personnel impliqué à la fois dans la conception et dans l'exécution de la production. La subsumption d'une telle force de travail sous le capital, bien qu'inscrite dans la réalité, était seulement formelle, puisque les « outils » particuliers pour lesquels on demandait les techniciens sur le marché du travail – en particulier, le savoir social qu'ils avaient incorporé – ne pouvaient pas être encore facilement séparés d'eux et leur être opposés comme capital fixe.

Bologna et Ciafaloni (1969 : 151) commençaient leur examen de la question en notant les significations diamétralement opposées que la « prolétarianisation » des techniciens en était venue à prendre dans la gauche italienne. Pour certains, les techniciens constituaient le cœur de la classe ouvrière moderne militant pour l'auto-gestion ; pour d'autres, il s'agissait d'un personnel dont la situation dans la production était compromettante, ce qui ne leur permettait d'intervenir dans les luttes des autres qu'en tant que groupes d'appui externes. Dans une autre analyse, les techniciens ne se distinguaient en rien des autres travailleurs, tandis que dans une autre encore, ils étaient des salariés menant leurs propres luttes spécifiques, à l'intérieur du front général contre le capital. Adoptant la dernière de ces analyses, Bologna et Ciafaloni critiquaient la perspective de Mallet pour son corporatisme potentiel. La nature même de la relation de beaucoup de techniciens à leur produit – sur le contenu duquel ils exerçaient déjà un contrôle beaucoup plus grand que les ouvriers à la chaîne – offrait des possibilités de satisfaction limitées mais réelles et donc une identification avec la division du travail existante. Par conséquent, « une lutte

de techniciens pour l'autogestion pourrait facilement se transformer en une lutte pour le *pouvoir de la technocratie* ». En tout cas, l'hypothèse de départ de Mallet que la masse des travailleurs à demi qualifiés avait été intégrée par le capital était, « au moins en Italie, empiriquement fausse ». De même qu'il aurait été faux de dire que les luttes de l'ouvrier-masse étaient intrinsèquement révolutionnaires, de même il aurait été absurde de nier leur extension et leur intensité actuelles (*ibid* : 160). Toutefois, Bologna et Ciafaloni adressaient leurs plus dures critiques à ceux qui ne voyaient dans les techniciens que la matière première du parti révolutionnaire. Pour commencer, la grande majorité des travailleurs de formation intellectuelle, qui étaient actuellement intégrés au marché du travail aussi bien comme techniciens que comme exécutants de « tâches réclamant des connaissances », étaient tout à fait différents de l'avant-garde d'intellectuels bourgeois déclassés apportant la conscience « socialiste » aux masses de l'époque de Lénine. En tout cas, une telle formulation était politiquement inacceptable, car elle réaffirmait « la division des rôles entre dirigeants et dirigés, division que nous avons à combattre » (*ibid* : 159).

Selon Bologna et Ciafaloni (1969 : 153), le statut particulier des techniciens, en tant que travailleurs dont le « capital » était incorporé à leur personne, mettait à jour les limites des analyses situant la base de la domination de classe « dans la soumission à la machine » à l'intérieur de la production. Tandis qu'une dichotomie aussi nette entre rapports sociaux et machines risquait d'ébranler leur conception même de la technologie comme « réponse politique » à la lutte ouvrière (*ibid.* : 154), l'accent mis par Bologna et Ciafaloni sur la division du travail allait droit au cœur de la question du travail qualifié. Si la structure pyramidale de l'entreprise moderne ne tirait son existence que de la logique de la domination de classe, c'était à l'intérieur de la catégorie du personnel intellectuel que l'effort pour établir une nette démarcation entre les fonctions de commandement et celles de production échouait (*ibid* : 155). Pourtant, selon Bologna et Ciafaloni, il existait bel et bien une raison pour que ces travailleurs défient le capital. Paradoxalement, ils présentaient ici la même contradiction que celle relevée par Mallet, opposant l'autonomie supposée des techniciens dans la production à la réalité du « travail passif et répétitif » que beaucoup d'entre eux devaient supporter » (*ibid* : 158). Si en raison de leur origine sociale et de leur rôle dans l'entreprise, il n'était pas probable que les employés de bureau ou le personnel de direction soient amenés à une mise en cause collective de l'organisation du travail, c'étaient « précisément les techniciens qui constitu[ai]ent une possible exception à cette règle » (*ibid* : 156). La tonalité finale de l'essai était prudente. Étant donné que « les principales victimes de la division actuelle du travail » demeuraient les travailleurs manuels, il était impossible de déterminer d'une façon objective comment et pourquoi des techniciens particuliers se placeraient à leur côté. Une des raisons de cette indétermination était que « l'usine n'a[vait] pas encore été analysée comme une réalité sociale », une autre que « l'engagement des techniciens aux côtés des ouvriers

n'[était] pas un donné, mais un produit des luttes ». Mais pas de n'importe quelles luttes : les techniciens devaient eux aussi remettre en cause cette division du travail dont beaucoup d'entre eux profitaient. En accord avec les principes de l'opéraïsme, Bologna et Ciafaloni situaient la dynamique d'unification portée par cette remise en cause dans la lutte salariale. Mais cela, insistaient-ils, ne pouvait pas être une formule magique, car le capital était toujours capable de réaliser de nouvelles divisions salariales. Pour être efficace, la lutte des techniciens contre la division du travail à l'intérieur de l'entreprise devrait être reliée à une attaque contre la division entre travail manuel et travail intellectuel à l'intérieur de la société dans son ensemble, en partant « d'une critique radicale du système éducatif et de son renversement total » (*ibid* : 157).

Ainsi « Les techniciens comme producteurs et comme produits » indiquait une stratégie englobant les travailleurs qualifiés et demi-qualifiés, en alliance avec les étudiants comme « pré-travailleurs ». Reconnaisant que la relation potentiellement positive entre les techniciens et leur travail exigeait que leurs luttes soient strictement imbriquées dans celles de l'ouvrier-masse, l'essai conférait malgré tout un rôle spécifique aux techniciens. Malheureusement, comme le précédent texte de Bologna et Daghini sur les étudiants, cette analyse devait être vite emportée dans l'enthousiasme de l'Automne chaud. Si des échos de leur position pouvaient encore être entendus lors de la conférence de 1970 de *Potere Operaio* (Berardi 1998 : 115), la situation avait totalement changé l'année suivante. Pour ce groupe, intoxiqué par le thème de l'insurrection, les caractéristiques particulières des techniciens étaient dissoutes dans celles du travail industriel comme totalité. Désormais tout travail était du travail simple, et les techniciens devaient choisir entre le soutien au commandement capitaliste et l'action en « agents » de la classe ouvrière dans le camp ennemi » (*Potere Operaio* 1971h : 15). Encore une fois, la question du travail complexe devrait attendre la période de doutes du milieu des années 1970 pour être abordée de façon plus nuancée par le courant opéraïste.

5.

Le Mai rampant

EN DÉCEMBRE 1967, de nombreux intellectuels éminents associés à l'aile radicale de l'opéraïsme se rencontrèrent pour débattre de la nature de la lutte de classe internationale pendant la période de l'entre-deux-guerres. La rencontre eut lieu à l'université de Padoue, où Negri occupait depuis peu la chaire de philosophie politique et travaillait à établir une base sûre pour la tendance dans le milieu universitaire. Essayant de situer historiquement de nombreuses thèses énoncées dans *Ouvriers et Capital* de Tronti, les contributions s'étendirent à des sujets divers, du mouvement des Conseils allemand à la grève générale britannique et au travail de Keynes sur la dynamique de la demande solvable (Bologna *et al.* 1972). Mais l'expérience centrale de la période fut considérée comme celle des États-Unis, où les travailleurs s'étaient affrontés à un capital capable de faire le saut vers sa forme sociale en l'absence d'un parti social-démocrate. Surtout, il fut affirmé que le New Deal de Roosevelt avait réalisé pratiquement ce que la *Théorie générale* de Keynes avait saisi seulement sous une forme mystifiée. Le salaire était maintenant une variable indépendante, et il ne fallait rien de moins qu'une politique des revenus sous-tendue par l'organisation et la régulation légales de la classe ouvrière pour pouvoir espérer prévenir une répétition du désastre de 1929 (Ferrari-Bravo 1972 : 108-114).

L'ouvrier-masse prend forme

L'ouvrier-masse et le salaire devinrent des thèmes inséparables au sein de l'opéraïsme qui succéda à *Classe Operaia*. Si cette figure de classe resta plutôt floue, une « masse sociale », jusqu'à la conférence de Padoue, à partir de ce moment,

l'ouvrier-masse commença à prendre forme. Il possédait trois attributs décisifs : il était massifié, il accomplissait un travail non qualifié et il était situé au cœur du processus de production immédiat. Individuellement interchangeable mais collectivement indispensable, privé des liens qui avaient attaché l'ouvrier qualifié à la production, l'ouvrier-masse personnifiait la subsomption du travail concret sous le travail abstrait, une subsomption caractéristique de la société capitaliste moderne (Bologna 1972 : 13, 23). C'était une « race fruste, païenne » (Tronti 1968 : 46), résolue à détruire non seulement ce régime d'usine avec qui, d'après Engels (1859), nous devrions vivre à tout jamais, mais aussi toute force qui subordonnait la satisfaction de ses besoins aux impératifs du travail mort.

Sa présence organisationnelle étant restreinte, pendant la majeure partie de 1967 et 1968, au nord-est de l'Italie, il était normal que le travail politique et la discussion de l'opéraïsme sur la composition de classe fussent d'abord concentrés sur l'Émilie-Romagne et la Vénétie. Le Nord était alors en proie à une restructuration industrielle générale, basée pour l'essentiel sur l'intensification du travail plutôt que sur l'investissement en nouvelles installations (Graziani 1979 : 86-7). Comme ailleurs dans le Nord, dans ces deux régions la récession offrait au patronat une excellente occasion non seulement d'attaquer les poches de temps mort dans la production mais aussi de poursuivre ce que Massimo Paci (1973 : 89-92, 133) devait nommer la « masculinisation de l'emploi ». Selon Franco Donaggio (1977 : 20-1), une seule usine de Porto Marghera continuait à embaucher des travailleurs au milieu des années 1960, recrutant essentiellement des hommes d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années. Dans le reste du Nord-Est, les patrons obtenaient le même résultat en licenciant les femmes ainsi que les plus vieux et les plus jeunes hommes (POV-e 1967d : 2).

À la fin des années 1960, l'homogénéisation croissante, par âge et par sexe, de la main d'œuvre de beaucoup des grandes et des moyennes entreprises d'Italie servit à renforcer cette compacité favorisée par la diffusion des techniques de production de masse (Paci 1973 : 161-2). Le changement de condition des apprentis fut un indicateur rudimentaire de ce poids déclinant des travailleurs manuels qualifiés dans la classe ouvrière. Comme de moins en moins de postes exigeaient des temps prolongés de formation à l'école ou à l'usine, le pourcentage des salariés industriels avec statut d'apprenti baissa extraordinairement, de 12,8 % en 1961 à 4,6 % en 1970 (*ibid.* : 223). Le système traditionnel d'échelonnement du salaire en fonction de la qualification commença également à prendre un nouveau sens : ayant autrefois servi à défendre le salaire et le statut des ouvriers qualifiés, sa logique de base originelle avait été, à partir des années 1950, de plus en plus sapée par la parcellisation des tâches intrinsèque à la mécanisation. Dans ce contexte, le système de classification se révéla être un outil flexible avec lequel les managers italiens purent redéfinir les tâches de travail sans avoir recours à des méthodes plus sophistiquées comme « l'évaluation des tâches » (Regini et Reyneri 1971 : 112). Une même tâche

semi-qualifiée était fréquemment classée dans différentes grilles de salaire d'une entreprise à l'autre, brouillant de plus en plus toute distinction pertinente entre beaucoup d'ouvriers « qualifiés » et ouvriers « ordinaires » (Paci 1973 : 153). Les promotions aussi reflétaient cette transformation et commençaient à signifier moins l'acquisition de nouvelles qualifications qu'une reconnaissance d'ancienneté (Regini et Reyneri 1971 : 105).

Au début des années 1960, c'était déjà une conviction bien ancrée que les classifications étaient devenues un problème ; et les luttes de cette période avaient manifesté une sourde poussée contre la division existante de la main-d'œuvre en quatre catégories (Paci 1973 : 163). Cependant, la solution convenue entre les syndicats et le patronat, en 1963, avait été simplement de subdiviser la seconde plus basse catégorie en deux niveaux d'« ouvriers ordinaires ». Cette tendance se poursuivit dans la convention collective de la métallurgie en 1966, qui divisa aussi en deux la catégorie supérieure des « ouvriers qualifiés » (Regini et Reyneri 1971 : 72, 107). Que le patronat cherchât une plus grande stratification de la main-d'œuvre n'est pas difficile à comprendre, mais le fait que l'approbation des nouvelles catégories n'était pas moins courante chez les dirigeants syndicaux exige peut-être une explication. Pour la CGIL en particulier, dont la foi dans le progrès technique était encore officiellement intacte, l'augmentation du nombre des catégories – et avec elle un accroissement des différences de salaire – était d'une grande importance, une marque des nouvelles spécialisations et compétences exigées par le développement économique. Si certains de ses cadres critiquaient le système existant, c'était dû à des doutes, non quant à rationalité de cette division du travail, mais seulement quant à l'aptitude du capital à la gérer équitablement (*ibid.* : 108). La valeur et la dignité des qualifications étaient une foi partagée non seulement par les secteurs les plus conservateurs de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FIOM) mais aussi par les champions de la démocratie dans le lieu de travail comme Bruno Trentin, qui déclarait à l'apogée de l'opposition de masse aux classifications : « Je crois que les qualifications professionnelles sont encore un but et un patrimoine des ouvriers (...) Il ne s'agit pas d'une arme du patron, et je ne vois donc pas pourquoi le patron ne les paierait pas (...) » (*ibid.* : 76).

Si une telle position explique dans une grande mesure la distance entre un grand nombre d'ouvriers et la CGIL en 1968 et 1969, le paradoxe de la restructuration du milieu des années 1960 fut qu'elle renforça finalement les travailleurs alors qu'elle limitait beaucoup la capacité de manœuvre du capital. En sélectionnant de jeunes adultes de sexe masculin supposés mieux adaptés aux rigueurs de la production de masse, le patronat écarta pratiquement l'utilisation des autres composantes du marché du travail comme armée industrielle de réserve. S'ajoutant à l'absorption croissante des jeunes par l'éducation de masse et à la réduction du taux de migration vers le Nord, ce handicap entraîna le renforcement de la rigidité d'une main-d'œuvre

industrielle déjà en partie homogénéisée par la déqualification résultant des techniques de production de masse. Pour la première fois depuis la guerre, les rapports de force au sein du marché urbain du travail italien n'étaient plus truqués en faveur du capital. Quand les ouvriers commencèrent à percevoir ce changement, ils se mirent à exercer une énorme pression sur le système des relations industrielles, exactement sur son point le plus faible : les catégories de « qualification » qui jusqu'alors avaient constitué ses fondements (Paci 1973 : 168).

Ouvriers et opéraïsme à Porto Marghera

Dans la pétrochimie italienne des années 1960, le personnel technique et de bureau représentait une proportion notablement élevée des salariés (Cacciari 1968 : 592). Cela ne voulait pas dire, cependant, que la plupart des travailleurs des plus importantes usines pétrochimiques – qu'ils soient classés en « travailleurs manuels », « techniciens » ou « employés de bureau » – étaient moins massifiés ou avaient un plus grand contrôle sur la production que ceux de l'industrie manufacturière « classique » (Zandegiacomi 1974 : 26-7). Les ouvriers de métier traditionnels de Porto Marghera avaient déjà été brisés par la « méthode technologique de la répression » durant les années 1950. La qualification relativement supérieure de ceux qui les remplacèrent était pour une large part une reconnaissance déformée de la plus grande complexité technique de la production dans l'industrie chimique. Comme leurs collègues de la FIAT, beaucoup des nouveaux ouvriers de la chimie venaient de la campagne ; en réalité, dans une région qui incarnait le processus d'industrialisation sans urbanisation (Patrono 1980 : 96), nombre d'entre eux continuaient à habiter en milieu rural. La différence – si différence il y avait – entre leurs usines et celle de Mirafiori était l'évidente perfection de la tyrannie du capital fixe. Ici, la nature même du procès de production – un système très automatisé réclamant une attention sans relâche – garantissait la subordination des salariés encore plus complètement que la chaîne de montage de l'industrie automobile. Ainsi, pendant les années du miracle économique, à Porto Marghera tout autant qu'à Turin, un ouvrier-masse devait lentement prendre forme.

En 1967, cinq ou six années d'intervention opéraïste avaient commencé à porter leurs fruits à la grande usine Petrolchimico de Montedison. POV-e pouvait y revendiquer comme adhérents à la fois des jeunes travailleurs récemment arrivés des campagnes les plus éloignées et un certain nombre de vieux militants de la CGIL élus à la Commission Interne de l'entreprise (Pasetto et Pupillo 1970 : 96 ; Perna 1980). Déçus par le refus du syndicat régional de lutter sur les thèmes de la santé et de la sécurité – une préoccupation permanente dans une industrie affectée par un taux d'accidents et de silicose élevé – les membres de POV-e appelèrent en août à un débrayage pour tenir une réunion, qui vota la grève. Craignant d'être débordé

dans une usine où sa base était déjà faible, le syndicat local ratifia cette décision. 500 salariés seulement participèrent à la brève grève qui s'ensuivit ; toutefois ses conséquences furent dérangeantes, comme l'exposa un journal local : « Il reste le fait (préoccupant) que les "Chinois" ont été capables d'imposer leurs objectifs à des syndicalistes expérimentés. Parmi les 10 % d'ouvriers qui ont suivi l'appel à la grève, presque tous étaient des jeunes entre vingt et trente ans, au plus ils avaient 32 ou 33 ans. C'est un avertissement qui ne peut pas être ignoré, il signifie qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond (...) » (cité in POV-e 1968a : 13).

C'était la première grande action indépendante du groupe, qui le rendit prudemment optimiste pour l'avenir. Pourtant, pendant l'année suivante POV-e continua à diffuser le discours traditionnel de *Classe Operaia* sur « l'utilisation » ouvrière du parti et du syndicat. Alors que le révisionnisme de la direction du PCI était évalué pour la première fois par rapport aux performances des partis communistes dans les autres continents (POV-e 1967c : 3), le message opéraïste restait le même. Le mouvement ouvrier était peut-être intégré au système capitaliste partout à l'Ouest, mais en Italie la base du parti – « sa base vraiment révolutionnaire » – bloquait encore cette tendance. Il fallait, donc, lier la lutte « contre les réformistes dans le parti » à celle « contre le patron dans l'usine » (POV-e 1967a : 1 ; 1967j :1). En effet, affirmait *Potere Operaio*, reconquérir le parti sur le lieu de travail et vaincre le capitalisme planifié moderne étaient des objectifs inextricablement liés, puisque « le terrain politique sur lequel se mesure aujourd'hui le rapport de force entre ouvrier et capitaliste est celui de l'usine, et le rapport salaire-productivité est la clé du fonctionnement global de la société capitaliste. Ce qui hier était économique est aujourd'hui le seul réel terrain politique ; ce qui hier était politique est aujourd'hui devenu apparence (...) » (POV-e 1968b : 4). Ainsi, jusqu'à ce que les événements de 1968 aient anéanti la croyance du groupe en une quelconque possibilité de rénovation du mouvement ouvrier officiel, la question de l'avenir du parti communiste resta ouverte. Il est vrai qu'en 1967 quelques articles de la revue opéraïste réclamèrent un nouveau parti révolutionnaire de masse. D'autres, l'année suivante, continuèrent pourtant à envoyer fermement la balle dans le terrain du PCI, « ce grand parti communiste » que les ouvriers « ont toujours considéré comme le leur » et qui maintenant « doit choisir » entre la social-démocratie et la lutte de classe (POV-e 1968b : 4 ; 1968d : 4).

Une pareille ambivalence caractérisait à l'époque l'analyse que faisait POV-e de la CGIL. Comme avec le parti communiste, l'opinion que le groupe avait du syndicat jusque là avait été profondément contradictoire. En cela, il était marqué à la fois par l'hostilité aux efforts de coopération d'en haut entre les trois grandes confédérations – coopération pour laquelle la CGIL semblait prête à abandonner les quelques principes de classe qui lui restaient – et par la croyance que le syndicat « de classe » était encore susceptible d'être influencé par la classe ouvrière. Ainsi, alors que, dans un article, le refus des parlementaires de la CGIL de voter contre le

« plan quinquennal » du parti socialiste était considéré comme une confirmation de ce que tous les syndicats étaient pris dans la logique du capital, d'autres articles appelaient à une « véritable » autonomie syndicale. « Les bureaucrates syndicaux sont payés par les ouvriers », déclarait un article de novembre 1967, « nous devons leur imposer les intérêts des travailleurs » (POV-e 1967b : 1 ; 1967f : 1, 4 ; 1967i : 2). Pour une part, de telles différences reflétaient les divergences d'opinion en cours parmi les opéraïstes quant à l'utilité à long terme des syndicats. Comme on l'a vu, la démarcation entre « extrémistes » et « entristes » ne s'était encore pas clarifiée entre les partisans de l'opéraïsme du Nord-Est (Bianchini et Pergola 1980). D'autre part, de telles déclarations étaient le produit de la croyance de POV-e que les spécificités régionales jouaient aussi un rôle dans la définition de la relation entre les ouvriers et « leurs » organisations. Ainsi, alors que le PCI d'Émilie-Romagne, régulateur central de l'économie capitaliste locale, fut rejeté dès le début comme une cause perdue (POV-e 1967h), l'évaluation que fit le groupe du parti en Vénétie fut pendant un certain temps beaucoup plus ouverte.

Mais avant tout, POV-e était tout à fait conscient que les ouvriers italiens, sur la défensive après les décevantes luttes de 1966 sur les conventions collectives, n'étaient pas encore prêts à se risquer bien au-delà de la protection du parti ou du syndicat. En 1967, dans *Potere Operaio*, il ne devait pas y avoir d'appel aux militants à former des comités autonomes, même si un article nota la naissance, dans certains lieux de travail, de « formes d'organisation et d'initiative ouvrières autonomes, pour le moment encore à l'état embryonnaire, mais susceptibles d'un plus ample développement » (POV-e 1967f : 1). Par contre, si l'on devait soutenir dans l'usine une quelconque alternative au révisionnisme du PCI et de la CGIL, elle devait être la traditionnelle structure de délégation de la Commission Interne. Cette année-là, de nombreux articles conseillèrent aux ouvriers de faire pression sur leurs délégués d'atelier pour qu'ils combattent la réorganisation de la production. Si, comme le conflit de Petrolchimico, en août, le fit bien comprendre, même ces organismes n'étaient pas immunisés contre l'influence corruptrice du réformisme (POV-e 1967g : 4), il ne fallait pas désespérer : ce qui importait le plus n'était pas tant la forme organisationnelle adoptée par la lutte ouvrière que son contenu. Conseillant aux ouvriers d'utiliser la « thématique du salaire » tardivement découverte par les syndicats, le numéro de *Potere Operaio* de juillet 1967 attendait une imminente lutte politique à l'intérieur des entreprises, une lutte qui mettrait « tout en discussion : nombre d'embauches, heures de travail, heures supplémentaires, congés » (POV-e 1967e : 4).

À Porto Marghera, l'occasion de mener cette « guérilla dans l'usine », comme *Potere Operaio* devait l'appeler à la fin de 1967 (POV-e 1967i : 2), se présenta l'été suivant lorsqu'eut lieu la négociation sur les primes de production. La convention collective de l'industrie chimique prévoyait des réajustements insignifiants calculés

en pourcentages et variant selon les catégories. Mais les opéraïstes locaux eurent l'idée de revendiquer une augmentation uniforme de 5 000 livres pour tous ; c'était pour eux un objectif égalitaire et la plupart des ouvriers penseraient : « ça vaut le coup de se battre » (POV-e 1968a : 16). Cette idée s'avéra une initiative habile, car sa popularité força la CGIL à reprendre, une fois de plus, des revendications promues par le groupe. Entamé à la fin juin, le conflit connut une douzaine d'arrêts de travail avant son point culminant, au début août, marqué par une manifestation de milliers de travailleurs de la chimie, qui convergèrent sur la ville voisine de Mestre, l'isolant en fait du reste de la Vénétie (*ibid.* : 39). Dès le début du conflit, la question de sa direction fut durement controversée. Après que des ouvriers impliqués dans des discussions avec des militants du mouvement étudiant furent menacés d'exclusion par la bureaucratie syndicale, le lieu de la prise de décision passa solidement aux assemblées de masse (*ibid.* : 26-9). La tactique des grévistes fut de bout en bout agressive, avec des arrêts de travail sur des jours alternés, conçus pour perturber la production, et des piquets de masse pour intimider ceux qui avaient l'intention de travailler. Mais la carte la plus décisive fut jouée le 29 juillet, lorsque les grévistes menacèrent de réduire la taille de la toute petite équipe laissée habituellement pour surveiller l'usine, ce qui provoqua un lock-out (*ibid.* : 37-8 ; Tarrow 1989 : 169). Cette démonstration de la vulnérabilité du procès de travail en flux continu, ainsi que l'efficacité de l'organisation de base, firent beaucoup pour le prestige de POV-e dans l'entreprise. Toutefois le groupe se trouvait lui-même encore dérisoirement faible à l'extérieur de l'usine, et impuissant à empêcher un accord définitif entre la direction et les syndicats conservant les augmentations en pourcentage par catégorie. De plus, le conflit dissipa définitivement toute ambiguïté quant à « l'utilisation » du syndicat. S'il était « stupide de parler de « trahison » », c'était, comme le soutint POV-e quelques mois plus tard, parce que la CGIL, autant que les autres confédérations syndicales, était devenue un outil du capital. Dorénavant, les ouvriers devraient vraiment compter sur leurs propres forces pour combattre le patronat et l'État (POV-e 1968a : 42, 46 ; 1968g : 1 ; 1968h : 3).

« La France est proche »

La grève générale de Mai-Juin 1968 en France contribua à augmenter l'assurance des travailleurs italiens. Les journées de Mai eurent aussi un effet galvanisant sur l'extrême-gauche italienne. Les léninistes comme les libertaires les virent comme une confirmation de leur politique. L'appréciation opéraïste de Mai était elle aussi largement positive, et si *Potere Operaio* était d'accord avec les marxistes-léninistes pour dire que l'élément clé qui avait manqué en France avait été une organisation politique révolutionnaire, il était tout aussi catégorique pour affirmer qu'un tel organisme devait prendre une forme de masse, interne à la classe (POV-e 1968i : 2).

Massimo Cacciari, dont la défection vers le camp de Tronti n'avait pas diminué le constant intérêt pour les subtilités de la composition de classe, fut l'un des premiers à étudier quelques-uns des documents sortis en masse de France à la suite de Mai. Cacciari écartait durement ceux – comme André Glucksmann – qui continuaient à prêcher les leçons de *Que faire?*, alors qu'il était au contraire de plus en plus évident que « la lutte se manifeste et se développe *entièrement à l'intérieur* des rapports de production déterminés et c'est à partir de là qu'elle tend à se “socialiser” (...) Il n'existe plus pour la classe un “extérieur politique”, en dehors de sa propre position *de masse* dans le cycle du capitalisme avancé » (Cacciari 1969 : 454, 455).

Le Mai français incita aussi l'opéraïsme à approfondir sa critique de l'autogestion comme arme contre le capital. En effet, malgré son rejet des léninistes vulgaires tel qu'André Glucksmann, Cacciari réservait ses attaques les plus venimeuses à ceux qui considéraient la gestion ouvrière de la production comme la voie vers une idyllique démocratie pratiquée à son degré ultime. Pour lui, le défaut fondamental de l'autogestion était qu'elle ne contestait pas le mode de production capitaliste comme un tout, mais seulement le droit de ses actuels gestionnaires de diriger : « De cette manière, l'autogestion désarme la classe : à la place des redoutables instruments que celle-ci a découverts et renforcés *contre* le rapport de production capitaliste, elle offre un modèle de “libération” qui est objectivement réactionnaire, même dans le cadre du rapport de production capitaliste lui-même. » (Cacciari 1969 : 459) L'idéologie de l'autogestion, insistait-il, tire ses racines des secteurs les plus attardés de la classe, encore jalousement attachés à leurs qualifications traditionnelles. C'était ces couches qui formaient la base des partis communistes occidentaux et le terrain nourricier de leur réformisme ; en même temps, se libérer du travail, et non libérer le travail, était devenu le but de la politique révolutionnaire moderne (*ibid.* : 460).

L'identification du projet autogestionnaire avec la base du Parti Communiste Français (PCF) aurait sans doute surpris beaucoup de gens en France, en particulier les membres du PCF lui-même. L'analyse proposée par Bologna et Daghini (1968 : 17-18) était plus équilibrée, et reconnaissait que l'autogestion avait signifié des choses très différentes pendant la grève générale. Il est vrai que pour la majorité de ses partisans elle ne signifiait rien de plus que la « gestion par les ouvriers de leur propre exploitation », alors que chaque fois que l'expression était mentionnée, l'aile communiste du mouvement ouvrier français montrait sa malhonnêteté politique en évoquant le spectre de « l'opportunisme de gauche ». Cependant, pour les étudiants les plus radicaux, comme ceux du Mouvement du 22 Mars, l'expression évoquait quelque chose de fondamentalement différent : un espace de réunion où eux et les ouvriers pouvaient discuter de la question du pouvoir (*ibid.* : 30). Mais la véritable critique de l'autogestion était venue de ces jeunes ouvriers non qualifiés de Renault qui avaient exigé un salaire minimum de 1 000 francs par mois. Cette revendication exorbitante, affirmaient Bologna et Daghini, avait failli faire « exploser » le marché

du travail et elle était révélatrice de l'égoïsme collectif des travailleurs, acharnés à « nier leur propre statut de producteurs » : « *C'était le refus du travail qui résultait des discussions sur l'autogestion, et non l'acceptation d'une organisation meilleure et plus humaine du travail lui-même* » (*ibid.* : 42, 46-7).

Plus que tout autre événement particulier, le Mai français accéléra l'abandon définitif par l'opéraïsme radical de la tactique d'une « utilisation » de classe du PCI. Si la grève générale avait confirmé que la spontanéité des travailleurs refusait la politique des syndicats mais les conservait comme moyen élémentaire d'organisation et de communication, le Parti Communiste Français avait eu par contre un rôle d'endiguement et de provocation (Bologna et Daghini 1968 : 51-2). C'était le PCF qui avait rappelé à l'ordre la branche du mouvement syndical dirigée par les communistes pendant les négociations de juin avec l'État, et c'était le PCF qui avait le plus violemment attaqué l'extrême-gauche. En Italie, l'opinion d'un ancien rédacteur des *Quaderni Rossi* – « dans une situation critique, le PCI ne se comportera pas différemment du PCF » (Masi 1968 : 56) – en vint aussi à être acceptée par POV-e et ses sympathisants à Rome. Après avoir affirmé jusqu'au numéro de mai que « la classe ouvrière a toujours considéré le PCI comme son parti, un parti qui veut être révolutionnaire » (POV-e 1968e : 4), toute évocation positive du Parti communiste disparut des pages de *Potere Operaio* après juillet. En mars 1969, Luciano Ferrari-Bravo (1969 : 36) de POV-e émit l'idée que le Mai français avait la même importance pour le mouvement communiste que celle d'Août 1914 pour la Seconde Internationale. Selon Scalzone, la marche des dirigeants du PCI vers la participation à une « nouvelle majorité » de partis de gouvernement, ajoutée à son ferme engagement pour le développement capitaliste, était la confirmation que « le conflit ouvert entre l'autonomie réelle des mouvements de classe et le contrôle par les organisations opportunistes du mouvement ouvrier est dans la nature des choses. C'est arrivé en France, cela arrivera en Italie (...) » (Scalzone 1969 : 6).

Pourquoi un changement si radical de la critique opéraïste du PCI ? La nouvelle configuration des forces au sein même de la tendance, puisqu'un nombre croissant des partisans proches de Tronti choisirent le PCI après la conférence de juin « étudiants et ouvriers », en fut une cause (Boato 1978 : 295). En outre, l'étude du Mai français ainsi que leurs propres difficultés à Porto Marghera aidèrent les opéraïstes à comprendre la nature indéfendable de leur tactique. En effet, malgré un ton que beaucoup dans l'extrême-gauche jugeaient trop conciliant, la tentative de la tendance d'intervenir à la porte des usines avait déjà provoqué un certain nombre d'affrontements avec les militants du PCI (Negri 1979a : 91-2 ; Bologna 1988). Toutefois, si Piperno (1969 : 37) devait mieux saisir l'essence du parti communiste quand il le qualifia de « rouage ouvrier de l'organisation sociale capitaliste », le PCI était loin d'être identique au PCF. Peut-être étaient-ce d'ailleurs précisément les différences entre ces deux partis qui intéressaient le plus les opéraïstes, et leur hostilité devint

explicite au moment même où le PCI faisait ses plus grands efforts de dialogue avec le mouvement étudiant. Il serait stupide d'interpréter la main tendue de certains leaders du parti comme autre chose qu'une tentative d'utiliser le nouveau mouvement de masse pour leurs propres fins. À long terme, pourtant, une telle flexibilité obligeante semblait être encore plus menaçante pour l'existence indépendante de groupes comme POv-e que l'attitude conflictuelle du parti français. Un tel risque était, en fin de compte, purement théorique ; et de fait, l'esprit d'ouverture du PCI disparut bientôt avec une bonne partie de sa principale tendance de gauche, finalement exclue du parti en 1969 (Amyot 1981 ; Garzia 1985).

Si l'évaluation opéraïste des événements politiques en Italie était sous-tendue par un pessimisme certain, la richesse croissante des expériences de lutte et d'organisation autonome de la classe étaient une source d'encouragement pour la décision de la tendance de se battre finalement seule. À cet égard aussi, la grève générale française joua un rôle important en modifiant les attentes quant au délai du changement social. « Pour la première fois, nous ne craignons pas l'affrontement », annonça *Potere Operaio* en mai (POv-e 1968d : 1). Bien que parlant du « *long et patient* » mais « *irrésistible travail d'organisation* », l'article promouvait maintenant les nouvelles formes de lutte (POv-e 1968f : 4). Surtout, l'ampleur du mécontentement sous de Gaulle, associée à la « sordide mais frontale » obstruction du Parti Communiste Français à la vague des grèves, conférait un caractère d'urgence aux antagonismes de classe déjà intensifiés par les défis à l'impérialisme occidental émanant du Tiers Monde (POv-e 1968i : 2).

Un tel optimisme n'était pas non plus entièrement injustifié. Si les événements français insufflaient aux ouvriers italiens une certaine perception de l'énorme énergie et créativité latente dans leur classe, leur propre mouvement étudiant montrait qu'il existait des formes d'organisation différentes et plus efficaces que celles, traditionnelles, adoptées par le parti et le syndicat. Le mécontentement envers les résultats du mouvement ouvrier officiel augmentant dans les entreprises, un nombre croissant de travailleurs allaient prendre leurs affaires en mains (Regalia *et al.* 1978 ; Reyneri 1978 : 51-2, 74). La plus célèbre des premières initiatives de ce genre fut prise ce mois de juin par des militants employés dans les bureaux de la firme de pneus Pirelli à Milan. Mécontents de la mauvaise gestion des récentes luttes sur les conventions collectives et les conditions de travail par leurs syndicats, ils avaient formé un organisme – le Comitato Unitario di Base (CUB = Comité Unitaire de Base) – destiné à marquer une nouvelle phase des conflits dans l'industrie italienne (Mosca *et al.* 1988 ; Lumley 1990 : 183-95).

En 1968, la situation chez Pirelli était, sous beaucoup d'aspects, représentative de celle de l'ensemble de l'industrie du nord de l'Italie. Malgré la baisse récente du nombre total des salariés, une grande masse de jeunes travailleurs avaient afflué dans l'entreprise, et la direction profitait de leur manque d'expérience pour

augmenter les cadences (CUB 1969 : 18 ; Pietropaolo 1970 : 68). Comme la cellule de POv-e à Montedison, le CUB rassemblait non seulement de jeunes travailleurs relativement novices en politique, mais aussi ces militants ayant l'expérience du parti et du syndicat nommés « communistes d'usine » par Alquati (Pasetto et Pupillo 1970 : 96 ; D'Agostini 1974 : 199-200 ; Basilico 1976 : 281). Le CUB travaillait aussi étroitement avec des membres du mouvement étudiant et de groupes de gauche – y compris Sergio Bologna (1988), qui aida à rédiger certains de leurs documents. Étant au début moins antisyndical qu'extrasyndical, il chercha à surmonter les divisions imposées par la concurrence entre la CGIL, la CISL et l'UIL. Dans son premier texte, le groupe insistait sur la nécessité de construire le pouvoir ouvrier par des luttes sur les conditions de travail dans les différents départements et soutenait que celles-ci créeraient en retour les conditions d'une lutte généralisée « dans tout Pirelli ». Il soutenait que la lutte sur les problèmes internes à l'usine ne pouvait pas être écartée comme sans rapport avec la lutte politique, puisque « la signification de l'exploitation est politique » (CUB *et al.* 1970 : 100, 103). Le principal objectif du CUB, poursuivait le comité dans un autre texte, était de participer à l'organisation de la lutte ouvrière, car c'était le seul moyen de vaincre « le plan général de l'exploitation capitaliste », dans lequel les syndicats étaient, par les conventions collectives nationales, de plus en plus insérés (*ibid.* : 99-100, 104).

Au-delà de son insistance pour que la direction de l'action revendicative reste aux mains des travailleurs eux-mêmes, l'aspect le plus frappant de l'action du CUB à Pirelli fut la pratique de l'autolimitation de la production, qui débuta à la mi-juin. La grève perlée était une action relativement originale en Italie. Comme l'a expliqué l'un des meilleurs comptes-rendus de cette période, elle était immédiatement efficace car elle bouleversait « l'équilibre entre le coût de la grève pour l'entreprise et pour l'ouvrier que la pratique avait établi et presque rendu légitime » (Regalia *et al.* 1978 : 112). Ne laissant pas d'espace d'intervention aux syndicats, hostile à l'organisation existante du travail, la grève perlée fut un grand succès à Pirelli (CUB *et al.* 1970 : 131-2). Le phénomène du CUB s'était vite propagé à un certain nombre de grandes usines de Milan, ce qui encouragea des minorités de travailleurs dispersées dans d'autres régions à faire de même. À Porto Marghera même, la cellule de POv-e de Petrolchimico se transforma en Comitato Operaio (Comité Ouvrier), qui se présenta lui-même comme « une nouvelle organisation n'ayant pas l'intention d'accepter la confiscation des luttes et la mystification des perspectives que promeuvent le parti, les syndicats et d'autres organisations. Notre objectif immédiat est de créer un réseau de liaisons ouvrières capable de conduire des luttes. » (cité *in* Pasetto et Pupillo 1970 : 105)

Au même moment, le mouvement étudiant perdant de plus en plus son orientation et son élan, le groupe du Nord-Est se rapprocha d'autres fractions opéraïstes du pays. Des projets furent élaborés avec de petits groupes de Milan et Turin et une assez

importante partie du mouvement étudiant romain, pour créer une nouvelle revue nationale, la première depuis la disparition de *Classe Operaia* (Scalzone 1988 : 130-7). Quand finalement parut *La Classe* en mai 1969, elle ramena l'attention des opéraïstes à leur source d'inspiration initiale – l'usine Mirafiori de la FIAT, à Turin.

« Nous voulons tout »

À la fin des années 1960, l'image traditionnelle de la FIAT comme îlot de relatifs privilèges pour les ouvriers avait commencé à se ternir. En particulier, le rythme frénétique de la production était devenu de plus en plus inacceptable pour un nombre croissant des 50 000 ouvriers de Mirafiori, comme l'attestait le turnover annuel de 10 % du personnel de l'entreprise (Castellina 1969 : 13). Près de 60 % des salariés de la FIAT étaient alors originaires du Sud. Beaucoup d'entre eux vivaient dans des conditions difficiles, dans une ville dont les services sociaux et le secteur immobilier n'étaient pas en mesure de répondre à leurs besoins (Partridge 1996 : 86). En juillet 1968, la revue *Quaderni Piacentini* publia des extraits d'un questionnaire syndical ayant pour but d'estimer l'engagement des ouvriers en faveur d'une action pour la réduction de la journée de travail et l'augmentation de la rémunération du travail aux pièces. Menée à une échelle bien supérieure aux moyens des *Quaderni Rossi* ou des groupes semblables, l'enquête reçut le nombre énorme de 20 000 réponses. De cette mosaïque complexe de témoignages ressortait très clairement la haine générale de l'univers de la FIAT. « Le rythme de travail est épuisant » se plaignait un salarié. « Nous travaillons trop et nous profitons trop peu de la vie » écrivait un autre, ajoutant : « ils nous traitent comme des esclaves et si quelqu'un dit franchement ce qu'il pense, ils le sanctionnent sévèrement ». Certains soutenaient qu'ils étaient « fatigués des grèves », mais l'état d'esprit de la majorité envers la direction était belliqueux, et la conviction que « Nous ne devons laisser aucun répit à la FIAT » était commune (Ciafaloni 1968 : 86, 84, 89, 90). Les syndicats étaient critiqués pour leur désunion et la nature inefficace, symbolique de leurs arrêts de travail, alors qu'ils devraient essayer de causer le maximum de « désorganisation » à l'entreprise. Cette combativité était assortie d'un esprit d'ouverture envers le mouvement étudiant, un ouvrier envisageant même la possibilité de faire grève trois jours par semaine « si les syndicats sont tous unis et si les étudiants interviennent (sans eux rien ne peut être résolu) » (*ibid.* : 88, 90).

Pendant le reste de l'année et au début de 1969, la FIAT resta en ébullition, avec des fortes participations à deux grèves nationales : l'une pour l'amélioration des retraites, l'autre contre les zones de salaires régionales qui avaient traditionnellement tenu les niveaux de salaires du Sud sous la moyenne nationale. Décembre 1968 marqua un nouveau grand moment, avec un appel commun de syndicats locaux à un arrêt de travail d'une demi-heure pour protester contre le meurtre de

deux ouvriers siciliens par la police. « Pour la première fois », nota peu après Angelo Dina (1969 : 136), « une grève interne a été victorieuse dans toute la FIAT ». La lutte éclata au grand jour une fois de plus en avril, provoquée une fois de plus par la mort de manifestants méridionaux aux mains de la police (Revelli 1989 : 41). Elle devait suivre le modèle déjà établi ailleurs dans le Nord, les ouvriers les plus qualifiés entrant les premiers en action et entraînant dans leur élan les catégories les plus basses. Des camarades de Panzieri, adhérents maintenant du PSIUP de Turin, qui avaient milité durement et longtemps parmi les ouvriers qualifiés concentrés dans les départements auxiliaires de la FIAT, gagnèrent un large soutien chez ces 8 000 travailleurs pour un système de délégués d'atelier chargés de négocier les taux de rémunération du travail à la pièce (Giachetti 1997 : 46 ; Ferraris 1998). Cependant, alors que l'agitation se propageait lentement le long du cycle de production, ses revendications changèrent radicalement. Peu d'ouvriers semi-qualifiés des chaînes de montage et des ateliers de peinture montrèrent de l'intérêt pour le programme des salariés auxiliaires. Ils exigeaient plutôt d'importantes augmentations uniformes de salaire et le passage immédiat à la seconde catégorie de salaires (Revelli 1989 : 42-3). Organisant des arrêts de travail surprise qui déréglaient les chaînes de production de la FIAT, les ouvriers « ordinaires » faisaient leur entrée en scène italienne comme « protagonistes directs de la lutte », poussant à « une profonde modification des relations au sein de la classe ouvrière et au refus de la division de travail existante » (Reyneri 1978 : 63-4). Cette lutte devait signaler une révolution dans les relations patronat-syndicats en Italie, le passage à l'âge adulte de l'ouvrier-masse de l'opéraïsme en tant que sujet social.

Avant Mai, seuls quelques petits groupes à l'intérieur du mouvement étudiant de Turin – restes des *Quaderni Rossi* et de *Classe Operaia* – avaient mené une modeste intervention politique à la FIAT. Le reste du mouvement, encore dominé par les idées du Pouvoir étudiant, restait pris dans le malaise qui avait fini par saisir la plupart des campus. Les événements de Mirafiori donnèrent une nouvelle jeunesse au mouvement étudiant local et, vers la fin du mois, ses membres commencèrent à faire des apparitions régulières aux portes de l'usine. Ils allaient y rencontrer plus de cent militants récemment arrivés en provenance des groupes Potere Operaio de Toscane et du Nord-Est (Giachetti 1997 : 38). La curiosité amenait aussi beaucoup d'ouvriers travaillant sur les chaînes aux réunions des activistes. En juin, après chaque relève, on voyait des centaines d'ouvriers se diriger vers cette nouvelle « assemblée ouvriers-étudiants », pour y discuter de la situation à la FIAT et pour organiser les arrêts de travail quasi quotidiens qui hantaient dorénavant l'entreprise (*ibid.* : 58 ; Fraser 1988 : 224-7).

Au début, l'influence de *La Classe* était prédominante dans l'assemblée. En particulier, l'insistance des opéraïstes sur les besoins matériels comme ciment fondamental de la solidarité de classe suscitait un fort ralliement d'ouvriers jusqu'alors

indifférents à la rhétorique gauchiste. Comme jamais auparavant, un grand nombre de ceux qui avaient au mieux défié la discipline d'usine de façon purement individuelle commencèrent à montrer de l'intérêt pour la lutte de classe organisée (Virno 1989). La réaction d'Alfonso Natella à une invitation à rencontrer des étudiants – « Putain, j'ai rien à perdre, je vais aller voir ce que ces cons-là ont à dire » – était typique de celle de beaucoup de jeunes migrants méridionaux en 1969. Également typique fut la surprise de découvrir que « les choses que j'avais pensées depuis des années, tout le temps que j'avais travaillé, les choses que je croyais être le seul à sentir, tout le monde les avait pensées » (Balestrini 1971 : 93, 132-33). Pour ces ouvriers, parler de salaires plus élevés et de cadences de travail plus lentes était plus concret que ne l'était généralement la propagande gauchiste, alors que la lutte pour les obtenir portait la possibilité d'une nouvelle identité collective. Comme le rappela Natella dans le livre *Nous voulons tout* : « À certains moments, nous avons échoué à nous comprendre mutuellement ou à nous mettre d'accord, parce que chacun de nous avait l'habitude de parler de manière particulière – en tant que chrétien, lumpen ou bourgeois. Mais finalement, dans la pratique, dans le fait que nous avons mené la lutte, nous avons pu tous parler de la même manière. Nous avons découvert que nous avons tous les mêmes besoins, les mêmes exigences, et que c'était précisément cela qui nous faisait tous égaux dans la lutte. » (*ibid.* : 133) Pour *La Classe* et pour *Potere Operaio* qui lui avait succédé, la matérialité des revendications défendues par les ouvriers de production des plus basses catégories portait un coup dur aux affirmations de ceux qui, à gauche, parlaient d'un « nouvel homme socialiste ». « La classe ouvrière n'a pas d'idéologie à réaliser », soutinrent les opéraïstes en octobre, puisque « le point de départ de ses luttes est un ensemble de besoins matériels à satisfaire. Le fait nouveau et irréductible dans la lutte des ouvriers est que, partout où le capitalisme existe, que sa forme soit privée ou collective, il faudra détruire sa domination sur le travail vivant pour briser le cercle vicieux du travail-peine, du travail comme esclavage » (*Potere Operaio* n.d. : 19).

Comme *Classe Operaia* avant lui, le groupe formé autour de *La Classe* devait centrer sa compréhension de la composition politique de la classe ouvrière sur la question du salaire. Mais ce que signifiait précisément la thématique du salaire pour la tendance n'était pas alors toujours clair. Dans sa forme la plus générale, elle entraînait le combat pour « plus d'argent, moins de travail », un combat qui développait le contrôle des ouvriers sur l'utilisation de leur force de travail et découplait en même temps leur rémunération de la productivité. Parler ici de salaire impliquait beaucoup plus qu'une simple augmentation de revenu, c'était inséparable de l'opposition aux classifications et aux cadences de production qui affaiblissaient et divisaient les ouvriers comme force sociale. C'était, autrement dit, le refus de la division du travail existante, la lutte pour s'appropriier toute la richesse sociale en dehors de la logique des rapports marchands. C'était le sens de la critique que firent

Bologna et Daghini de ces gauchistes qui déplorait le désintérêt des ouvriers pour les revendications « qualitatives » à un moment où même les patrons « considéraient maintenant la classe ouvrière seulement comme une « variable salariale » » : « Devons-nous laisser tout discours sur le salaire à l'ennemi ? Devons-nous rester prisonniers de l'idéologie bourgeoise et de ses divisions et oppositions entre "économique" et "politique", entre "qualitatif" et "quantitatif", entre affaires "de parti" et affaires "de syndicat" ? » (Bologna et Daghini 1968 : 18).

Toutefois, si mettre en évidence la nature politique de la lutte salariale était pertinent à un moment où la prédominance du travail aux pièces collectif liait directement le salaire à la productivité, beaucoup dans la tendance faisaient aussi l'erreur d'analyser tous les aspects de la lutte à Mirafiori dans les termes de la forme salaire. Prenons, par exemple, Tronti (1969 : 508), dont l'engagement au PCI n'avait pas complètement ruiné l'influence sur *La Classe* : « Pour l'ouvrier d'aujourd'hui – et il a raison – les heures de travail, les cadences, le travail à la pièce, les primes sont le salaire, les pensions sont le salaire, le pouvoir dans l'usine lui-même est le salaire ». Dans sa reconstruction ultérieure de la période, Guido Viale (1978 : 181-93), de Lotta Continua, devait attacher beaucoup d'importance à ce réductionnisme, présentant l'influence de ses partisans comme pas moins destructrice que celle de certains « marxistes-léninistes » autoproclamés. La critique qu'il exprimait lui-même pendant le Mai rampant était plus nuancée. Il soutenait alors que les opérâistes étaient « intrinsèquement incapables de saisir toutes les implications politiques d'une lutte de cette ampleur » et notamment la « capacité d'initiative subjective » que cette lutte manifestait. Formée tout à fait en dehors du mouvement ouvrier officiel, cette capacité en était arrivée à investir « tous les aspects de l'affrontement » (Viale 1973 : 58). Finalement, parmi les opérâistes en vue, seul Bologna émit alors des doutes sur un tel usage du thème du salaire, notant avec Ciafaloni que la focalisation exclusive sur la lutte pour des augmentations uniformes des salaires, « même si elle est en principe très correcte, peut conduire à une approche insuffisamment claire des problèmes des buts de la production et de la répartition du pouvoir » (Bologna et Ciafaloni 1969 : 157).

Le manque de clarté du discours opérâiste sur le salaire était très évident dans l'appel de *La Classe* à la généralisation du « contenu totalement politique » des objectifs visés à la FIAT et dans d'autres concentrations industrielles. Le vecteur de cette généralisation était la revendication d'un salaire social « égal pour tous », que l'on soit engagé dans la production ou pas. Dans ce schéma, le salaire relatif devenait une mesure de pouvoir, un indicateur du rapport des forces actuel entre les deux classes. Alors qu'une telle position était fondée sur une lecture politique novatrice de la « découverte » de Keynes sur le travail comme variable indépendante dans la société capitaliste (Negri 1967), *La Classe* ne fit guère d'efforts pour expliquer les liens entre les diverses articulations de la force de travail. D'ailleurs, le plaidoyer en

faveur d'un salaire social n'incita pas non plus la tendance à une évaluation plus équilibrée des problèmes politiques extérieurs au procès de production immédiat. Ainsi, malgré le fait qu'elle parlait de plus en plus de la société au-delà de l'usine, *La Classe* critiquait aussi ceux « qui, au lieu de faire une analyse de classe correcte, identifient la « gauche populaire » aux plus mécontents, et, en fin de compte, organisent seulement de pauvres diables, des refoulés sexuels, des adolescents aux prises avec leur complexe d'Œdipe, des étudiants en conflit avec leur famille, des fous, des misérables, des cinéastes en crise, des nobles angoissés, des maniaques sexuels, des bourgeois voulant expier, des obsédés, etc. » (cité in Viale 1978 : 178)

L'interprétation opéraïste du slogan « de l'usine à la société » prit une forme plus concrète le 3 juillet. Quand, ce jour-là, les syndicats appelèrent à la grève contre les loyers élevés, l'assemblée ouvriers-étudiants fit monter les enchères par une manifestation l'après-midi devant l'entrée principale de la FIAT, au Corso Traiano. Elle déborda rapidement en combats de rue dans les banlieues environnantes. Les affrontements devaient se poursuivre jusqu'aux premières heures de la matinée, les pierres et les cocktails molotov croisant les gaz lacrymogènes des carabinieri (Ginsborg 1990 : 316 ; Giachetti 1997). Qualifiant l'événement d'« insurrection », *La Classe* exultait : « Cela fait 20 ans que les ouvriers de la FIAT n'avaient pas été capables de s'affirmer dans les rues, en combattant avec acharnement contre la police et en sortant victorieux du combat. » (*La Classe* 1969a : 193) Suite à cet événement, l'assemblée convoqua une conférence nationale des comités de travailleurs autonomes, pour la fin juillet. Elle devait avoir lieu à Turin, « moment le plus avancé d'un processus de lutte qui parcourt toute l'Italie et point de référence politique pour toute la classe ouvrière italienne » (*Assemblea operaia di Torino* 1969 : 41). Mais il y avait aussi une certaine déception dans l'appréciation opéraïste de l'émeute du Corso Traiano. À leur avis, « l'extraordinaire niveau d'autonomie de classe » qui s'était manifesté à Turin s'était avéré encore insuffisant pour fournir une orientation aux affrontements. Il fallait une nouvelle organisation révolutionnaire, capable de « découvrir, généraliser et transformer les contenus politiques émergeant des luttes ouvrières – et plus généralement des luttes de masse – en violence révolutionnaire prédéterminée ». D'un autre côté, si un tel instrument ayant pour but la défaite du capital social et de son État n'était pas créé, l'autonomie de la classe ouvrière risquait « d'être retournée par la classe ennemie en une dangereuse occasion de contre-attaque ». Dans de telles circonstances, la réorganisation de la composition organique du capital aurait des répercussions néfastes sur la compacité de l'ouvrier-masse (*La Classe* 1969b : 48, 49).

Jugée sur la base de ces critères, la conférence nationale des CUB devait être un échec pour *La Classe*. Dans un texte d'août, Piperno décrit la rencontre de Turin comme une réunion qui a donné « une inquiétante impression (...) de disjonction entre les intentions et les résultats ». Elle avait été notamment incapable d'aller

au-delà du thème de l'autonomie, du « programme stratégique, élaboré par les luttes de masse, qui est maintenant le patrimoine du mouvement ». Mais cela ne suffisait plus : ce qu'exigeait la situation présente n'était rien de moins que la restauration de « la primauté léniniste de la tactique sur la stratégie » (cité *in* Bobbio 1978 : 39).

La naissance des groupes

Pour les opéraïstes, l'Unione dei Comunisti Italiani (Union des Communistes Italiens), qui fut pendant une brève période le plus grand groupe au sein de la gauche « anti-révissionniste », devait fournir un premier exemple de la mauvaise manière de construire la nouvelle organisation révolutionnaire. Depuis sa naissance de parents trotskistes et staliniens, la structure éléphantesque de l'Unione, le culte de son leader Aldo Brandirali (« notre guide ardent et solide ») et sa défense puritaine de la vie de famille et du comportement sexuel « normal » étaient une source à la fois de fascination et d'horreur pour les autres gauchistes (Ciafaloni et Donolo 1969 ; Violi 1977). Qualifié de « phénomène religieux provenant directement de la Contre-réforme » par Ciafaloni (1970 : 69), l'Unione fut rejetée, au début, par les opéraïstes comme une bande de « bouffons » résolus à déterrer les pires moments de l'expérience communiste. Cependant, les activités de ce groupe maoïste finirent par prendre une signification plus sinistre, après l'affrontement de certains de ses membres avec des ouvriers milanais en grève peu disposés à accepter sa voie particulière vers le Salut. Peu après, *Potere Operaio* affirma que « les squadristes qui attaquent les piquets de grève des ouvriers [et qui] exaltent l'éthique du travail (...) sont des noyaux de résistance bourgeoise, des organes de l'ennemi de classe, et doivent être traités comme tels, à la manière léniniste. » (cité *in* Vettori 1973 : 92) [« Squadristes », allusion aux groupes armés du parti de Mussolini – NdT.]

Alors que la croissance spectaculaire de l'Unione tournait aussi vite en déclin vers la fin de 1969, le mouvement étudiant commença à se disloquer en une série d'organisations nationales et locales. La première à apparaître fut un nouveau Potere Operaio, à l'échelle de tout le pays. À Milan, les deux grandes tendances au sein du mouvement à l'Université d'État divergèrent. L'une se rassembla autour du journal *Avanguardia Operaia*, l'autre conserva le nom de Movimento Studentesco pour sa bizarre variété d'idées politiques maoïstes-staliniennes. De façon analogue, le groupe qui publiait le journal *Il Manifesto*, exclu du PCI fin novembre, entreprit de rassembler en un semblant d'organisation ses partisans largement dispersés. Le dernier courant majeur à se former se rassembla autour de ceux qui, dans l'assemblée ouvriers-étudiants, étaient les plus critiques des thèses opéraïstes sur les salaires. Avec un grand nombre de militants étudiants du Nord, ils préparèrent le lancement du journal *Lotta Continua*. Ses objectifs immédiats remis en cause par la démocratisation de l'accès à l'université conquise en 1969 et ses forces vives dispersées par tant

de scissions, le mouvement étudiant italien se désintégra, remplacé par une nouvelle force : la « gauche extra-parlementaire » (Bobbio 1978 : 40-3).

Potere Operaio, Lotta Continua, Il Manifesto, Avanguardia Operaia ; des douzaines d'autres petites organisations aux idées politiques très variées existaient, mais parmi les nouveaux groupes seules ces quatre-là avaient une implantation nationale significative, bien que nettement surclassée par le Parti Communiste. Engagés dans la formation d'une nouvelle direction au sein de la classe ouvrière, les quatre groupes avaient leurs militants d'entreprise, surtout dans leurs bastions respectifs : la Vénétie, Turin, Rome et Milan. Tous, à un degré plus ou moins grand, recrutaient leurs militants dans les mêmes milieux que le mouvement étudiant qui les avait engendrés. Ces groupes étant représentatifs du mécontentement largement répandu parmi les nouvelles couches de la force de travail intellectuelle, rejeter la majorité de leurs membres comme « petit bourgeois » n'aurait pas de sens ; mais il serait aussi naïf d'accepter au pied de la lettre leur autodéfinition comme avant-gardes de la classe ouvrière industrielle. Il était largement reconnu que les formules ridicules de l'Unione avaient offert sécurité, certitude et stabilité à des militants proches de l'épuisement (Ciafaloni et Donolo 1969 : 220). Mais il fallait encore voir si les militants des nouvelles organisations, avec ce rôle de « révolutionnaire professionnel » occultant la spécificité de leurs propres besoins de classe, seraient fondamentalement différents. Sur le coup, rares furent cependant ceux qui, dans la nouvelle gauche italienne, semblaient capables de percevoir les dangers inhérents à la formation de ces « micro » partis. Les plus perspicaces de ces sceptiques furent peut-être Ciafaloni et Donolo, qui avaient soutenu en juillet 1969 que la tendance à former des nouvelles organisations « révolutionnaires » était plus symptomatique de la démobilisation du mouvement étudiant que d'un saut qualitatif. L'avertissement par lequel ils concluaient leurs réflexions cet été-là allait se révéler aussi prophétique qu'ignoré : « La résurgence des luttes étudiantes et leur utilité pour les luttes ouvrières peut seulement provenir d'une résurgence de "leurs propres" luttes et si les étudiants vont à la rencontre des ouvriers non pas comme "politiciens" mais comme un groupe de travailleurs parmi d'autres (...) Si on lutte sans objectifs clairs, avec le seul but de semer le trouble et de "former des cadres", tout ce qu'on formera en réalité sera un nouveau secteur de la classe politique. » (*ibid.* : 226)

« Nous sommes tous des délégués ! »

Au moment où POV-e et d'autres groupes opéraïstes s'unissaient pour former Potere Operaio, l'agitation recommença dans les usines avec la lutte pour le renouvellement des contrats collectifs. À Porto Marghera, des grèves tournantes éclatèrent, organisées sur des jours alternés. À la FIAT, où une nouvelle vague de jeunes travailleurs méridionaux était arrivée pendant l'été pour travailler à Mirafiori et

dans la nouvelle usine de Rivalta, de semblables arrêts de travail eurent lieu sur des heures alternées, plongeant une fois de plus le cycle productif dans le chaos. Dans ces conditions, l'analyse pessimiste que faisaient les opéraïstes des limites de l'organisation autonome sur le lieu de travail devait être un moment mise de côté. « Il est difficile de croire que les luttes ouvrières qui se développent maintenant puissent être résorbées dans l'ordre établi », s'enthousiasmait un rédacteur de *Potere Operaio* (*Potere Operaio* n.d. : 18, 29). Les opéraïstes prétendaient que leur traditionnelle mise en avant des grandes usines était en train de se confirmer en raison du rôle moteur joué par ces « grands épacentres de l'autonomie ouvrière » (*ibid.* : 16). De même, le « refus du travail » n'était plus simplement le fait d'une « petite minorité de sympathisants de gauche "d'avant-garde" », il était devenu l'expression d'un mouvement de masse (*ibid.* : 46). L'acceptation des revendications syndicales actuelles sur les contrats collectifs suffirait à renforcer la lutte et préparer le terrain pour avancer dans le « processus d'unification et d'organisation politique » (*Potere Operaio* 1969b). Les bouleversements dans les usines n'étaient pas un phénomène purement italien ; ils faisaient plutôt du projet d'une « Europe rouge », capable de vaincre le capitalisme de l'Est et de l'Ouest, un projet viable.

Quand les luttes de l'automne reprirent en 1970, comme les ouvriers cherchaient à améliorer les contrats collectifs sectoriels par des accords d'usine pour y inscrire de façon encore plus nette les nouvelles revendications égalitaristes, les opéraïstes furent forcés de faire face à l'aspect le plus déconcertant du Mai rampant : la résurgence du mouvement syndical. *Potere Operaio* n'avait pas écarté la possibilité d'un renouveau temporaire des confédérations, puisqu'il avait soutenu en octobre 1969 que « les ouvriers en lutte ne renonc[er] pas au syndicat comme instrument d'unification jusqu'à ce que la recomposition de classe politique ait entièrement accompli le saut vers une organisation autonome complète » (*Potere Operaio* n.d. : 17). Cependant, loin d'abandonner ces organismes, un grand nombre d'ouvriers combattifs se rapprochèrent des syndicats les plus radicaux en 1970, particulièrement dans les usines démunies de comités non officiels. En dehors de leur acceptation des nouvelles revendications égalitaristes, la principale raison du retour en grâce des syndicats italiens de la métallurgie et de la chimie résidait dans leur adoption du mouvement des délégués d'atelier qui se diffusait alors dans beaucoup d'entreprises industrielles. Comme un mélange chaotique d'initiatives surgissant à la fois de l'atelier et de l'extérieur, le mouvement prenait des connotations différentes dans ses diverses manifestations. Dans certains ateliers, les délégués étaient considérés comme rien de plus que des gardiens de la bonne application des accords contractuels. Dans d'autres, où leur loyauté envers leurs camarades de travail primait sur celle envers les syndicats, les délégués jouaient un rôle beaucoup plus agressif dans la contestation de la hiérarchie de l'usine. De même, dans certaines usines les délégués étaient tout simplement nommés d'en haut ou bien élus sur une liste recommandée par

les syndicats ; dans d'autres n'importe quel ouvrier, adhérent d'un syndicat ou pas, pouvait être candidat. Cependant, quelles que soient les situations concrètes, les comités de délégués, enracinés dans des groupes de travail spécifiques, commencèrent, après 1970, à être adoptés par les ouvriers de plus en plus d'usines, supplantant ou englobant les plus vieilles et plus petites Commissions Internes issues d'élections à l'échelle de l'usine (D'Agostini 1974 ; Romagnoli 1975).

La stratégie consistant à coopter les délégués – à « chevaucher le tigre », comme on disait couramment alors – horrifiait beaucoup de dirigeants syndicaux, qui voyaient dans le nouveau mouvement un défi supplémentaire à leur influence déclinante. Leurs collègues plus astucieux réalisaient cependant qu'accepter les délégués comme le premier échelon d'un mouvement syndical réunifié ouvrait la perspective de regagner beaucoup du terrain perdu depuis la guerre. L'adhésion de la bureaucratie à cette nouvelle approche ne devait pas tarder à venir : en décembre 1970, la CGIL, par un mélange d'autocritique, de pression de masse et d'opportunisme, avait officiellement adopté les délégués et leurs comités d'usine comme « la structure de base du nouveau syndicat unitaire ». Quand l'année suivante la CISL (Confederazione Italiana dei Sindacati Liberi – Confédération Italienne des Syndicats Libres) prit une position semblable, la discussion d'unification avança rapidement, même si finalement seuls les syndicats de la métallurgie de chaque confédération allèrent au-delà du nouvel esprit de coopération pour chercher une fusion organisationnelle (Grisoni et Portelli 1977 : 189).

Depuis l'origine du mouvement des délégués en 1968, la majorité des opéraisistes le rejetaient catégoriquement. L'appel originel du PSIUP à l'élection de négociateurs sur les taux du travail aux pièces fut rejeté comme une forme d'auto-exploitation. Beaucoup dans Potere Operaio (n.d. : 30) suivirent également Lotta Continua dans son refus de toute approche ne concentrant pas les fonctions de direction dans la masse des ouvriers prise comme un tout. Cependant, la principale raison du refus du mouvement des délégués par Potere Operaio provenait de la crainte des opéraisistes qu'il pourrait devenir un cheval de Troie au moyen duquel les confédérations pourraient reconquérir les usines (Grisoni et Portelli 1977 : 187-8). L'intransigeance de la tendance s'expliquait par sa conviction qu'il était désormais impossible de contester les rapports capitalistes dans la forme syndicale, mais elle était également fondée sur les liens que Potere Operaio et des groupes semblables avaient commencé à établir avec une frange de militants ouvriers complètement opposés aux confédérations (Bobbio 1978 : 59). La tragédie de Potere Operaio – comme celle de Lotta Continua – devait résider dans son incapacité à combiner le soutien à de tels militants à la FIAT ou à Petrolchimico avec un combat pour vaincre les visées des bureaucrates syndicaux sur le mouvement des délégués ailleurs. Autrement dit, la plupart des membres dirigeants du groupe étaient incapables de voir que les processus de composition et recomposition de classe pouvaient être tout à fait différents à

l'extérieur des pôles les plus « avancés » de l'accumulation capitaliste. Le fait qu'au moins certains opéraïstes reconnurent ce qui était en jeu, ressort clairement du numéro de novembre 1969 de *Potere Operaio*, dans lequel un rédacteur anonyme définit les perspectives du groupe sans ménagement : « Si nous ne maintenons pas à tout prix *un rapport continu entre les nouvelles formes d'organisation et les luttes de masse*, nous pouvons affirmer avec certitude que les comités de base finiront par n'être plus qu'un des nombreux rouages des syndicats dans les usines (...) Nous devons, sur le moyen terme, mener un combat précis sur ce que nous avons nommé le niveau moyen d'autonomie, le terrain de la prolifération objective de comités de base dans les moments particuliers des luttes post-conventions collectives. Si, par sectarisme ou par illusion, nous continuons à considérer l'équipe de travail ou les délégués d'atelier comme destinés définitivement à constituer la courroie de transmission du contrôle syndical sur les luttes, il est beaucoup plus probable que les comités de base seront résorbés dans les rouages du syndicat démocratique plutôt que l'inverse. » (*Potere Operaio* 1969c : 4) Ignorant ces avertissements, la majorité des opéraïstes choisit de fait d'abandonner aux confédérations ces militants ouvriers pas encore convaincus par la critique du syndicalisme faite par la tendance. En agissant ainsi, ils devaient contribuer à faire de leurs craintes de la récupération syndicale une prophétie autoréalisatrice (Bobbio 1978 : 66). *Potere Operaio* devait par conséquent rencontrer de grandes difficultés à s'implanter dans les usines, en dehors de forteresses établies comme *Petrolchimico* ; mais là comme ailleurs, un certain nombre de ses militants choisirent de participer aux nouveaux comités de délégués (Scalzone 1988 : 121).

Le *Statuto dei Lavoratori* [Statut des Travailleurs – NdT] nouvellement voté devait institutionnaliser beaucoup des conquêtes réalisées dans les grandes entreprises et accorder aux syndicats certains droits juridiques. Cela s'ajoutant à leur patronage des délégués et aux revendications égalitaristes de l'ouvrier-masse, les syndicats devaient vite réussir à supplanter la plupart des groupes de base radicaux d'usine du Mai rampant (Pasetto et Pupillo 1970 : 108-18 ; Bologna 1980a : 29 ; Perna 1980 ; Giugni 1987 : 240). Alors que *Lotta Continua* restait influente à la FIAT et que les CUB liés à *Avanguardia Operaia* continuaient à se répandre en Lombardie, la résurgence des syndicats allait avoir des conséquences directes pour les ambitions politiques des opéraïstes. Dans les années décisives du début de la décennie 1970, l'expression organisationnelle principale de la tendance devait se détourner du problème de la composition de classe et faire le pari de type tout ou rien de la « militarisation » du nouveau mouvement révolutionnaire.

6.

Potere Operaio

PENDANT SA BRÈVE EXISTENCE, l'organisation révolutionnaire Potere Operaio devait représenter un moment unique dans le développement de l'opéraïsme. À un moment où beaucoup de jeunes à l'Ouest essayaient de répéter les succès du bolchevisme, l'expérience des léninistes autoproclamés de Potere Operaio devait se rapprocher de manière saisissante de celle de l'ultragauche allemande au début de la République de Weimar. Antiparlementaire, méprisant le travail dans les syndicats, engagé dans une perspective insurrectionnelle, Potere Operaio devait être bientôt « pris dans l'œil du cyclone, comme une sorte de KAPD moderne » [Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands = Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne] », comme Scalzone (1980 : 249) le rapporta plus tard en prison. Et comme Potere Operaio ne parvint pas plus que cette lointaine organisation à réaliser ses ambitions, son échec allait remettre en question beaucoup des positions fondamentales de ses membres. Si Potere Operaio était vraiment le verbe de l'opéraïsme classique fait chair, ses difficultés allaient mettre à nu les défauts de la théorie des années 1960 comme ceux des tentatives des opéraïstes de l'appliquer.

Crise de la composition de classe

L'énergie et la créativité bouillonnantes de l'ouvrier-masse de 1969 devaient transformer les premières années de la décennie 1970 en années d'« affrontement permanent ». C'était une époque où des dizaines de milliers de travailleurs s'engageaient dans la remise en question pratique de l'organisation du travail existante, transformant par là même radicalement le syndicalisme italien, dans sa forme si ce

n'est dans sa vocation. L'état d'esprit des jeunes travailleurs politisés de ces années-là – celui des hommes en tout cas – fut croqué avec humour et verve dans le personnage de bande dessinée Gasparazzo, dont les aventures agrémentèrent brièvement les pages du journal quotidien de Lotta Continua en 1972. Gasparazzo eut un immense succès : c'était un migrant du Sud qui détestait le travail salarié, combatif mais se méfiant du mouvement ouvrier officiel, et sa vie privée était à la fois pleine d'incertitude et marquée par une rébellion permanente. Comme tel, il devint vite emblématique du groupe qui, pour le meilleur comme pour le pire, incarnait le plus fidèlement la nouvelle politique née de l'éruption de 1968. Comme celle de Lotta Continua, la vision de Gasparazzo était fondamentalement optimiste. En dépit des échecs répétés, il avait au fond la conviction que sa classe triompherait finalement de l'adversité (Del Carria 1979 : 172-3).

En octobre 1972, la direction de Lotta Continua (1974 : 2151) devait noter que, malgré « de grandes différences sur le contenu, le type de travail ou la conception de l'organisation », le groupe partageait avec Potere Operaio une idée importante : celle que la construction du parti révolutionnaire n'était possible que sur la base d'une rupture avec les traditions de la Troisième Internationale. Mais si ce point était en partie acquis, les deux groupes étaient divisés sur leur appréciation respective des perspectives ouvertes par l'ouvrier-masse. Pour Potere Operaio, à la différence de Gasparazzo, ces perspectives avaient semblé s'obscurcir tout de suite après l'Automne chaud. Déçu que la combativité exprimée dans les usines n'ait pas conduit à une mie en cause politique explicite de la domination du capital, Potere Operaio devait commencer non seulement à remettre en cause la relation entre composition de classe et organisation, mais aussi à reconsidérer la signification même de sa catégorie centrale. Ce travail fut rendu encore plus urgent par le fait que certains secteurs de l'État italien étaient prêts à répondre à la lutte de classe par des tactiques terroristes, comme l'attentat de décembre 1969 dans une banque de Milan qui fit 16 morts (Ginsborg 1990 : 333-4).

Comme toute réorientation théorique dans l'opéraïsme, un tel réajustement devait d'abord être suscité par les évolutions au niveau des conflits sociaux. La plus précoce, bien que discrète, fut la montée en puissance politique du Black Power dans les ghettos américains, que le journal de POv-e analysait sans ambiguïté en termes de classe : « Les Noirs américains ne font pas que représenter le prolétariat du Tiers-Monde au cœur du système capitaliste, ils *sont* ce prolétariat. (...) Les Noirs ont appris de la guerre du Vietnam – dans laquelle ils ont été jetés comme chair à canon – que le prolétariat ne peut pas attendre indéfiniment une classe ouvrière (blanche) comme celle de l'Amérique, dominée comme elle est par des organisations (syndicales) réactionnaires (...) *Le Black Power signifie donc l'organisation révolutionnaire autonome des Noirs.* » (POv-e 1967c : 3) À la fin des années 1960, cet objectif devait être poursuivi avec beaucoup de succès par un groupe d'activistes afro-américains de Détroit, influencés à la fois par des francs-tireurs comme James Boggs et des

marxistes-léninistes plus conventionnels. Durant sa courte existence, la Ligue des Travailleurs Noirs Révolutionnaires, avec laquelle l'organisation italienne avait établi des liens, devait jouer un rôle significatif dans l'industrie automobile locale, en organisant des « mouvements syndicaux révolutionnaires » en dehors de et contre la structure syndicale traditionnelle (Gambino 1986 ; Georgakas and Surkin 1998). Parce que l'expérience de Détroit influença Potere Operaio quand il était encore dans sa première phase de focalisation sur l'usine, le problème du racisme ne resta important pour le groupe que dans la mesure où les ouvriers noirs représentaient une couche spécifique de la main-d'œuvre. Par conséquent, la défense par les opéraitistes des organisations autonomes afro-américaines sur le lieu de travail devait suivre des voies pragmatiques tout à fait étrangères au nationalisme qui inspirait beaucoup de membres de la Ligue. Potere Operaio ne sut bien sûr pas tirer de leçon positive du travail des militants noirs en dehors de l'usine et soutint que le niveau de la lutte des classes était supérieur en Europe, puisque sur ce continent les travailleurs migrants avaient introduit la fureur du ghetto dans l'usine (Potere Operaio n.d. : 23). Le temps que l'organisation italienne ait cessé de concevoir les luttes sur le lieu de travail comme forcément supérieures aux luttes dans la rue, l'aile radicale du mouvement noir aux États-Unis avait été en grande partie écrasée. Potere Operaio dut par conséquent chercher le point de référence de sa révision théorique dans le nouveau « souffle du Sud ».

Un autre facteur de réajustement de son analyse de classe fut l'émergence des femmes comme sujet collectif du changement social. En Italie, la seconde vague féministe devait devenir un phénomène de masse plus tard que dans le monde anglophone, mais le « germe de la rébellion des femmes » (Ciuffreda et Frabotta 1975 : 7) était déjà présent dans le mouvement étudiant de la fin des années 1960. Mais à cette époque, ni le mouvement étudiant ni la gauche extraparlamentaire qui lui succéda ne devaient fournir autre chose que des déclarations d'intentions au combat contre l'oppression des femmes. Pour Potere Operaio, la première approche claire du problème de l'oppression des femmes date de son analyse de février 1970 au sujet des femmes récemment embauchées par la FIAT : « Dix mille travailleurs sous-payés permettent au patron de réaliser un énorme profit et de briser ainsi la lutte pour l'abolition des catégories (...) Des femmes sont en train d'être embauchées par la FIAT Mirafiori un peu comme des Noirs l'avaient été par l'industrie automobile de Détroit dans les années 1930. Il est temps d'arrêter de verser des larmes sur « l'égalité » des femmes ; comme tout sermon sur les droits civiques, c'est de la foutaise. Le capital a d'ores et déjà « égalisé » les femmes à Mirafiori en les mettant aux chaînes d'assemblage. » (Potere Operaio n.d. : 53). Avec une certaine mauvaise foi, l'article concluait à l'acceptation de cette nouvelle masse de recrues comme un *fait accompli* [en français dans le texte – NdT] ; le vrai problème était de savoir comment les femmes devaient être organisées pour la lutte anticapitaliste.

De telles attitudes dans l'extrême gauche devaient pousser de petits groupes de militantes à établir leurs propres réseaux, organisant des actions allant des groupes de discussions aux campagnes pour l'avortement et la prise en charge des enfants. La plus ambitieuse de ces premières tentatives de créer des groupes non mixtes fut Lotta Feminista, un groupe basé dans la région de Vénétie, comme Potere Operaio, d'où ses figures importantes étaient parties en 1972. Pour Lotta Feminista, l'acceptation par Potere Operaio du point de vue de la main-d'œuvre masculine éludait les profondes contradictions liées à l'hégémonie des ouvriers hommes qui existaient dans la classe : « En considérant les femmes comme les instruments de l'attaque capitaliste sur le salaire, PO nage en eaux troubles. Le motif classique pour lequel on attaque le travailleur migrant, surtout s'il est ou si elle est noir(e) (ou vient du Sud de l'Italie), est que sa présence menace les acquis de la classe ouvrière autochtone. C'est exactement la même chose qu'on dit des femmes par rapport aux hommes. Le point de vue antiraciste (et par là antinationaliste et antisexiste), le point de vue de la lutte, doit dégager la faiblesse organisationnelle qui permet aux fractions les plus puissantes de la classe d'être séparées des moins puissantes. Il doit en d'autres termes dégager la faiblesse organisationnelle qui, en permettant au capital de planifier cette division, nous défait. Aujourd'hui, cette question est une des questions fondamentales à laquelle doit faire face la classe. » (Lotta Feminista 1972 :18-19)

Étant donné son soutien bien connu à l'organisation indépendante des travailleurs afro-américains aux États-Unis, c'était une critique à laquelle Potere Operaio n'apportait aucune réponse. La contribution la plus célèbre de Lotta Feminista au débat opéraïste fut la petite brochure de Mariarosa Dalla Costa *Le Pouvoir des femmes et la Subversion de la communauté*, qui allait devenir bientôt célèbre dans les milieux féministes internationaux (Malos 1980). Dans cette brochure, Dalla Costa démontrait que, par le travail domestique, les femmes non seulement réduisaient les coûts du travail nécessaire, mais encore produisaient elles-mêmes de la plus-value. De ce fait, elle était la première parmi les opéraïstes à soutenir de manière cohérente que l'extraction de la plus-value peut se produire en dehors de la sphère que Marx avait désignée comme processus de production immédiat. Glissant sur les implications stratégiques de cet argument, Potere Operaio accepta pourtant avec plaisir la revendication de Lotta Feminista d'un « salaire domestique » comme soutien supplémentaire à sa propre exigence d'un salaire social. Mais même en l'acceptant, PO considérait la condition des femmes comme un simple élément supplémentaire de la compréhension de la composition de classe par le groupe ; et cela suscita au mieux un plus grand intérêt pour le problème de la reproduction de la force de travail, sans que soient abordées les questions spécifiques de genre ou de sexualité (Potere Operaio 1971b).

Le plus grand facteur d'élargissement du point de vue de Potere Operaio sur l'activité de la classe ouvrière fut assurément l'agitation croissante de la population méridionale italienne. Mais une fois de plus, l'analyse initiale du groupe était fer-

mement coulée dans un moule « usiniste ». Le tout premier numéro du nouveau *Potere Operaio* présentait les travailleurs migrants comme l'avant-garde dans les luttes de masse, « le point de départ du travail politique à un niveau européen, si l'on ne fait pas l'erreur de les approcher dans leur condition d'immigrés, mais – comme à Turin – dans la lutte de l'usine et dans le contenu que la lutte y présente. » (*Potere Operaio* n.d. :12) En d'autres termes, le groupe rejetait carrément la nécessité d'affronter les problèmes sociaux spécifiques de ceux qui étaient venus travailler en ville. De même, les premiers débats dans *Potere Operaio* sur le Mezzogiorno visaient à définir le travail agricole comme productif au sens de Marx. Attaquant ce qu'il considérait comme le mythe communiste d'une société méridionale séparée, « une formation de production précapitaliste » attendant toujours la réalisation des promesses du Risorgimento, *Potere Operaio* rappelait que l'agriculture italienne était liée à l'industrie depuis près d'un siècle. Aujourd'hui le travail social impliqué dans l'agriculture était identique à celui de la FIAT, puisque l'usine n'était pas simplement « un bâtiment abritant des hommes [sic] et des machines ». Avec plus d'audace, le groupe reconnaissait que les rapports de production capitalistes pouvaient prendre une grande variété de formes dans le temps et l'espace. Dans les campagnes italiennes, ils avaient pris des formes de « contrôle politique ayant recours aux droits féodaux : le salaire comme prix de la force de travail [était] payé en sous-main par la concession de l'utilisation et de la propriété juridique de petites parcelles de terre ». En plus de l'extraction de plus-value, le facteur principal liant les travailleurs agricoles aux ouvriers d'usine était leur mobilité, qui pour *Potere Operaio* était « la nouveauté la plus significative et durable de « l'histoire interne » de la force de travail méridionale ». Et le groupe soulignait que des dizaines de milliers de travailleurs issus du Mezzogiorno avaient refusé la misère de la vie au village au cours des 15 dernières années ; si beaucoup d'entre eux étaient retournés plus tard chez eux, ils avaient ramené avec eux de nouvelles expériences et revendications. Par conséquent, les travailleurs du Sud étaient désormais de plus en plus enclins à réclamer des salaires plutôt que de la terre comme solution à leurs problèmes, alors que ceux du Nord apprenaient de leur côté à s'approprier le caractère explosif de la violence prolétarienne (*Potere Operaio* 1969a : 4, S). D'une manière similaire, les travailleurs migrants propageaient les luttes en Europe et au-delà, comme éléments d'un cycle international de luttes sans équivalent depuis les années qui avaient immédiatement suivi 1917 (Gambino 1969).

L'approche de la « question méridionale » de *Potere Operaio* démontrait la disposition croissante des opéraïstes à mettre en pratique leur notion de l'usine sociale et à étendre celle de rapport capitaliste au-delà du rapport salarial. Cependant, son cadre conceptuel était toujours celui d'une société polarisée entre le travail ouvrier et la bourgeoisie. Au milieu vacillait « une collection de catégories sociales au contenu indéterminé – étudiants, cols blancs, professions libérales ». L'hégémonie des

ouvriers de l'industrie n'était toujours pas remise en cause. Si le facteur unifiant la nouvelle composition de classe politique était présenté comme un « salaire minimum garanti pour toute la force de travail », il était aussi affirmé que la révolte et la spontanéité des campagnes ne pourraient se développer que sous la direction de la lutte de classe et de l'organisation des ouvriers d'usine (Potere Operaio 1969a : 5).

Quand, dans le deuxième semestre de 1970, une partie de la population de Reggio de Calabre se souleva contre les projets gouvernementaux de changement du statut régional de la ville, la majorité de l'extrême gauche condamna ces troubles comme étant l'œuvre de fascistes. Le PCI approuva cette condamnation, en y ajoutant sa désapprobation générale de la violence politique (Bobbio 1979 : 90-3). Pour Potere Operaio qui, tout comme Lotta Continua, soutenait le soulèvement, ces événements avaient au contraire « les caractéristiques d'une insurrection de masse ». S'il était vrai que l'extrême droite avait réussi à instrumentaliser le mécontentement dans cette ville, c'était parce que dans le Sud « la gauche traditionnelle [était] défunte et la gauche révolutionnaire encore absente ». Par dessus tout, insistait le groupe, la révolte avait révélé « une poussée de masse – très répandue parmi les prolétaires – qui se tourn[ait] violemment contre les institutions » (Potere Operaio 1972g : 2).

Avec les événements de Reggio, la croyance de Potere Operaio que les luttes des ouvriers impliqués dans la production directe de plus-value étaient nécessairement plus avancées que celles des prolétaires extérieurs à cette production s'effondra complètement. À la grande joie des gauchistes plus orthodoxes, Potere Operaio se mit à appliquer la distinction de Lénine entre luttes politiques et luttes économiques à son analyse du front industriel. Avec l'Automne chaud, affirmait le groupe, la lutte de classe s'était libérée des limites de l'accumulation, brisant le lien entre domination de classe et développement. En refusant de fonctionner comme pur facteur économique, l'ouvrier-masse avait perturbé le fonctionnement de la loi de la valeur, forçant le capital à compter de plus en plus sur l'intervention directe de l'État pour consolider le rapport de classe. Mais en s'arrêtant avant la confrontation finale, les ouvriers s'étaient isolés dans les usines, leurs gains brutalement diminués par l'inflation et les licenciements. Si les militants formés en 1968-69 poursuivaient dans la même voie, ils allaient subir une défaite massive, parce que la crise était « inévitablement la crise de la lutte dans l'usine » (Potere Operaio 1971g : 38). Dans ces conditions, les catégories de Lénine redevenaient appropriées. Pour le groupe, les luttes économiques étaient défensives, liées aux efforts de la force de travail pour améliorer son sort dans le capital, alors que les luttes politiques étaient celles qui attaquaient les rapports de production. Dans les actuelles conditions de crise, l'usine était devenue un terrain hostile pour les ouvriers, et il ne pouvait y avoir aucune continuité directe entre les deux niveaux. Seule l'intervention consciente d'un parti dont la construction serait « externe mais non étrangère » à la classe pouvait amener ce saut qualitatif (Potere Operaio 1971e : 35).

Revenant ainsi à ses positions de la mi-1969, Potere Operaio remettait en cause son équivalence exclusive entre *ouvrier-masse* et ouvriers des grandes usines. En rejetant comme opportuniste l'insistance du Manifesto sur les luttes d'usine, le groupe opéraïste rejetait ce qu'il appelait « la conception de la classe ouvrière liée à la structure de production – et donc par nécessité liée statistiquement à l'emploi » (Potere Operaio 1971f : 38). La crise actuelle prolétarisait et en même temps « désouvriérisait » la force de travail, et alors que ce processus semblait confirmer la position du PCI appelant à une alliance de classes entre les ouvriers et les prétendues « classes moyennes », il montrait en réalité une « recomposition objective » de la classe qui s'étendait très au delà des limites de la minorité des travailleurs productifs : « La nouvelle composition politique de la classe, la spécification de la majorité des travailleurs salariés comme prolétariat, n'est pas donnée dans l'objectivité du processus de production ; elle ne peut pas non plus être saisie et représentée comme institution, idéologie, formation d'un consensus ou d'une opinion homogène. Sur ce terrain, la stratification, les différences, prolifèrent et pèsent leur poids (...) Non, la figure politique du prolétariat réunifié est seulement donnée comme aliénation, comme antagonisme, comme lutte contre le système capitaliste, comme volonté de destruction et comme programme communiste. » (Potere Operaio 1972 e : 1)

Pour la première fois dans l'histoire de l'opéraïsme, le rapport nécessaire entre processus de travail et activité de la classe était nié. La subjectivité révolutionnaire était désormais posée hors de et contre le capital, de sorte que le problème central de la recomposition de classe devenait la relation entre les ouvriers d'usine et le nombre croissant des chômeurs. Pour Potere Operaio, le plus grand danger, était « l'usinisme », terme par lequel il caractérisait la défense de leurs positions par les ouvriers productifs aux dépens des chômeurs. Tant que ses actions restaient confinées au lieu de travail, la classe italienne risquait de répéter l'expérience américaine de la fin des années 1940, quand les ouvriers fortement organisés de l'industrie du Nord avaient été incapables d'empêcher le capital d'utiliser contre eux les chômeurs du Sud (Potere Operaio 1971c). D'autre part, la solution ne consistait pas en la demande gauchiste répandue de travail pour les chômeurs, ce qui aurait fait l'affaire d'un ennemi de classe trop prêt à lier le revenu à l'emploi (Potere Operaio 1972c). Ce dont on avait au contraire besoin, c'était d'un salaire garanti ou politique pour tous. Pendant les années 1960, les ouvriers d'usine avaient lutté pour séparer les salaires de la productivité ; désormais, le slogan du salaire garanti résumait une stratégie de séparation entre salaire et travail, affirmant la reproduction des besoins du prolétariat au-dessus des conditions du capital et contre elles (Potere Operaio 1971a).

La version théoriquement la plus sophistiquée du nouveau soutien de Potere Operaio au large prolétariat au-delà des ouvriers d'usine était celle avancée par Negri dans son *Crisi dello Stato piano* [Crise de l'État-plan – NdT], principal document préparatoire de la 3^{ème} conférence du groupe, en septembre 1971.

Sa principale source d'inspiration était les *Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse)* de Marx, texte écrit vers la fin des années 1850 alors que son auteur cherchait frénétiquement « à coucher sur papier “avant le déluge” au moins les principes fondamentaux de sa théorie économique » (Rosdolsky 1977 : 7) Alors depuis peu traduit en italien par l'opéraïste Enzo Grillo, les *Fondements* (Marx 1973) apparaissent déjà, dans la lecture de Negri, comme un texte moderne par excellence, capable de prévoir le développement du rapport capitaliste bien au-delà de la période à laquelle il avait été écrit. Negri (1971 : 127) ne croyait pas pour autant que les *Fondements* pouvaient être utilisés sans esprit critique ; pour lui, si Marx avait fait preuve d'une énorme perspicacité, le cours historique du capitalisme exigeait aussi que certains de ses concepts soient modifiés. L'appropriation de la notion de « *tendance* » était centrale dans la lecture que Negri faisait des *Fondements* ; il comprenait par ce moyen le déploiement historique des contradictions inhérentes au capital comme antagonismes sociaux. La tendance n'était « absolument pas une loi nécessaire et inéluctable gouvernant la réalité », mais plutôt « un schéma général définissant une méthode, une orientation, une direction pour l'action politique de masse » (*ibid.* : 125). Dans les *Fondements*, Marx (1973 : 693) voyait ce passage se produire avec la subsumption réelle du travail sous le capital, alors que le capital visait « l'augmentation des forces productives du travail et la plus grande négation possible du travail nécessaire », réalisée dans la « transformation des moyens de travail en machines ». Pour Negri, c'est dans ce processus que la compréhension du passage d'une collection de forces de travail individuelles à un sujet de classe sous la forme d'« individu social » devenait possible (*ibid.* : 115-17). Si l'utilisation de la production de masse avait permis au capital de vider le travail de toute sa particularité, cette transformation, loin de ramener les travailleurs à un simple facteur économique, les avait libérés de tout lien au travail, jetant les bases pour leur unification plus large et plus efficace. Par conséquent le concept de « travail abstrait » de Marx était lui-même devenu un sujet révolutionnaire, pour lequel la contrainte des relations marchandes semblait à la fois étriquée et irrationnelle (*ibid.* : 118). Aujourd'hui, comme le proclamait en mai 1971 un supplément spécial à *Potere Operaio*, le terrain de masse de l'affrontement de classe n'était rien de moins qu'un « assaut prolétarien contre la richesse sociale » accumulée par le capital (Potere Operaio 1971a).

Les buts positifs poursuivis par les prolétaires dans leur lutte contre le capital n'avaient jamais été clairement explicités dans *Classe Operaia*. Potere Operaio rejetait par contre explicitement la valeur normative que les marxistes avaient traditionnellement assigné à l'objectif d'un travail libéré de la domination du capital et le remplaçait par une éthique de la consommation délivrée des entraves de l'accumulation. Si une telle approche provenait du refus de l'ascétisme que beaucoup, à gauche, espéraient imposer aux travailleurs, elle simplifiait aussi drastiquement les problèmes impliqués par la réappropriation de la richesse produite sous le capital.

Dans ses pires aspects, la conception du communisme et de la lutte révolutionnaire qu'allaient développer certains opéraïstes pendant les années 1970 peut être définie comme une sorte de « capitalisme sans travail » (Preve 1984 : 71-3). En la développant, ils allaient oublier, comme Lotta Continua le notait au début 1971, que « cette société ne produit pas de la richesse sociale, mais des marchandises, c'est-à-dire des richesses pour les patrons et de la pauvreté pour les prolétaires ». Pour construire une nouvelle société, soutenaient les critiques de Potere Operaio, il fallait bien plus que la simple saisie du stock existant de marchandises. (cité *in* Bobbio 1979 : 78)

En développant sa propre approche innovatrice du monde extérieur à l'usine dans le cadre de sa campagne pour « s'emparer de la ville », Lotta Continua critiquait aussi l'abandon par Potere Operaio de la catégorie centrale auparavant commune aux deux groupes. Au début de 1972, Adriano Sofri accusait les membres de Potere Operaio de substituer les chômeurs du Sud aux protagonistes de l'Automne chaud, en faisant preuve d'une rigueur logique « presque folle » : « L'idée que la classe ouvrière des grandes usines est non seulement une donnée statistique au niveau de l'emploi, mais surtout le secteur le plus conscient et le plus organisé du prolétariat et que cela se vérifie dans la lutte semble ne plus avoir d'importance. L'idée que les chômeurs du Sud sont quelque chose de tout à fait différent des ouvriers de la FIAT, en termes de conscience des mécanismes sociaux et politiques de l'exploitation comme en termes d'unité et d'organisation de la classe n'a pas non plus d'importance, puisque les deux groupes sont associés dans cette définition élargie de la classe ouvrière. Non seulement on accorde à la lutte des chômeurs un sens de classe positif identique à celui de la lutte spontanée dans l'usine, mais la lutte du prolétariat du Sud ou des chômeurs est de plus privée d'une part de cet appui formidable et décisif qu'est l'organisation de classe, d'autre part de la stratégie globale contre la division du travail que cette organisation incarne. » (cité *in* Della Mea 1972 :88-9)

Dans sa réponse, Potere Operaio soutenait que Sofri avait mal compris la position du groupe : la polémique contre « l'usinisme » ne contestait nullement « le rôle hégémonique que doivent jouer les ouvriers des grandes usines – comme guide, comme point de référence et direction – par rapport à l'ensemble du mouvement » (Potere Operaio 1972b : 6). Néanmoins, les critiques de Sofri étaient alimentées par les doutes croissants que certains membres de Potere Operaio – par exemple ceux qui, comme Negri (1983 : 124), étaient sensibles au thème « s'emparer de la ville » – exprimaient de nouveau quant à la relation entre composition de classe et projet politique. Avec la réapparition dans les usines de la lutte sur les contrats collectifs de branche, en 1972 – lutte qui provoquait à Milan des affrontements réguliers entre les piquets de grève massifs et les carabinieri – la tendance Negri rendit aux ouvriers des grandes usines leur ancienne position privilégiée dans le credo opéraïste. En même temps, ces membres de Potere Operaio commencèrent à mettre en cause la signification même d'une organisation révolutionnaire non enracinée d'abord dans le lieu de travail.

La polémique interne devait handicaper politiquement Potere Operaio dans l'année qui précéda sa dissolution, au milieu de 1973. Quand on en vint à reconsidérer la signification politique de l'ouvrier-masse, quelques membres du groupe continuèrent à pousser à l'abandon de toute référence à cette catégorie. Peu avant que la polémique ait commencé, une contribution anonyme au numéro de février 1972 de *Potere Operaio* soutenait que l'opéraïsme s'était engagé dans une impasse théorique. Pour en sortir, la tendance serait forcée de refuser le « volontarisme aveugle » et devrait faire « l'amère expérience de la crise ». Maintenant que l'articulation opéraïste classique entre la composition technique et la composition politique avait pris « une forme beaucoup plus large et significative » avec l'expansion des rapports capitalistes au-delà de l'usine, le vieil appareil conceptuel devenait de moins en moins utile (Potere Operaio 1972a : 22). En particulier, continuait le texte, « des simplifications autrefois utiles, comme « l'ouvrier-masse », ne servent plus à rien. Nous avons besoin de quelque chose qui soit à la fois plus et moins que cela. Nous avons besoin de la figure d'un prolétariat qui éprouve la crise, la contrainte cyclique de la production autant que les prix et l'inflation, et d'autre part, nous avons besoin de la figure d'un prolétariat qui souffre quotidiennement de l'exploitation ... » (*ibid.* 23) Ce que devait être exactement une telle figure n'était pas expliqué. Il faudrait attendre le milieu de la décennie et la théorie de « l'ouvrier social » de Negri, qui entraînerait finalement la complète remise en question de l'opéraïsme.

Construire le parti armé ?

« L'ouvrier-masse n'a confiance que dans les vrais partis, dans les partis crédibles... » (Alquati 1980 :30)

Insurrection, militarisation du mouvement et parti armé – expressions inséparables de l'idéologie de Potere Operaio – devaient continuer à hanter les opéraïstes bien après la dissolution du groupe. N'ayant pu établir un lien entre l'Autonomie et les Brigades Rouges, certains des magistrats chargés de « l'affaire du 7 avril 1979 » centrèrent plutôt leurs investigations sur l'appartenance passée commune des détenus à Potere Operaio. Ce faisant, leur principal chef d'accusation devait être un projet d'insurrection de l'organisation en 1971 (Ferrajoli 1981 : 54). Si après un examen plus précis ce grand dessein devait se réduire à la préparation de cocktails Molotov en vue d'une manifestation à Milan, la nouvelle tactique de l'accusation, comme deux des accusés devaient le signaler, manifestait une ignorance délibérée du projet du groupe opéraïste : « En premier lieu, l'autonomie ouvrière est-elle ou même a-t-elle jamais été un phénomène insurrectionnel ? La toute première chose à faire ici est d'éclaircir un malentendu – celui qui fut entretenu par le juge romain –, à savoir la résurrection d'une thématique insurrectionnelle qui était la propriété historique

du groupe Potere Operaio de 1968. L'agitation dans une perspective insurrectionnelle (qui n'a jamais même commencé à devenir une théorie ni, encore moins, une pratique insurrectionnelle) a constitué un dernier moyen d'articuler des objectifs léninistes (ou paléo-léninistes ?) avec un corpus théorique opéraïste, et surtout avec la transformation de son référent, du sujet *social* des luttes que 68 avait commencé à révéler dans toute leur dimension. Potere Operaio parlait d'insurrection comme Lotta Continua parlait de « s'emparer de la ville » et comme *Il Manifesto* (oui, Magri lui-même) promouvait la guérilla dans les usines. Les juges oublient manifestement – ou plutôt sont forcés de cacher par tous les moyens possibles – le petit détail suivant : Potere Operaio fut le tout premier groupe à prendre historiquement acte de l'impossibilité et de l'inadéquation d'une telle tentative d'articulation, et le premier à se dissoudre. » (Negri et Ferrari-Bravo 1981 : 24)

Pourtant, en défendant ainsi Potere Operaio, Negri et Ferrari-Bravo étaient eux-mêmes coupables de semer la confusion au sujet des divergences profondes qui avaient éloigné le groupe des autres organisations importantes de l'extrême gauche italienne. En un sens banal, ce qu'ils disaient était absolument vrai : la violence réelle des opéraïstes différait peu de celle de milliers d'autres gauchistes. Quant à l'implication de certains dirigeants de Potere Operaio dans leurs propres structures clandestines, elle était modeste pour le niveau de l'époque (Palombarini 1982 :81-6). Car si les membres de Potere Operaio n'étaient pas les derniers à fabriquer les cocktails Molotov utilisés contre les carabinieri, ils n'avaient pas non plus cette réputation de certains groupes à la doctrine plus modérée d'aplanir les différences politiques à la clef à molette. Idéologiquement, la thématique d'une lutte armée inévitable contre l'État, illustrée par les efforts du Vietcong, faisait aussi partie du patrimoine commun des groupes extraparlimentaires, ce qui les éloignait des positions du PCI jugé révisionniste. Si les divergences étaient alors profondes dans l'extrême gauche quant à la signification de la lutte armée, « sur son futur déclenchement il n'y avait aucun doute », comme Scalzone le dirait plus tard (Tracce 1983 : 26). Mais ce qui distinguait Potere Operaio était sa conception de l'insurrection comme nécessité pressante, imminente. « Ça passe ou ça casse » était le message transmis par Potere Operaio aux autres révolutionnaires après 1970 ; si « la parti de l'insurrection » n'était pas construit, le seul résultat possible serait « la défaite générale du mouvement » (Potere Operaio 1971d :5)

Un tel discours s'enracinait dans l'analyse pessimiste que le groupe faisait des résultats de l'Automne chaud. Cependant, au moins pour commencer, la réponse à l'insuffisance de « la lutte continue » dans l'usine était considérée comme fondée sur une plus grande centralisation des forces radicales existantes de la classe ouvrière plutôt que sur la constitution d'une organisation séparée d'elles. Cette tâche devait être confiée à de nouveaux « comités politiques » basés dans les usines, au moyen desquels Potere Operaio espérait jeter les bases pour des « échéances générales

concernant la lutte et le parti de classe » en canalisant le mécontentement vers « des moments précis de lutte et des objectifs réalisables » (Finzi 1971 : 37). Rejeté par sa demi-sœur Lotta Continua, Potere Operaio lança les comités dans les premiers mois de 1971 avec *Il Manifesto*, groupe avec lequel il ne partageait qu'un même isolement du reste de l'extrême gauche (Bocca 1980 : 54 ; Berardi 1998 : 132-4). Bien sûr, nés de parents si mal assortis, la plupart des comités politiques connurent vite l'échec.

Pour le reste de la courte existence du groupe, la majorité dans Potere Operaio devait réitérer à plusieurs reprises son diagnostic d'une extrême gauche impuissante et d'une classe ouvrière enfermée dans une impasse. Depuis ses débuts avec *Classe Operaia*, le point de référence politique de l'opéraïsme avait toujours oscillé – souvent sans grand souci de cohérence – entre « travail de masse » et « parti d'avant-garde ». En d'autres termes, entre ce qu'il considérait comme les dictats de la composition de classe du moment et les contraintes imposées par les manipulations de l'ennemi de classe. En privilégiant ce dernier élément depuis la fin des années 1960, Tronti et ses camarades avaient commencé à abandonner l'opéraïsme. Désormais, un peu plus d'une année après sa formation, le groupe avait montré qu'il était également « hanté par la réalité de l'adversaire » (Negri 1979a : 111), ne laissant à ceux qui trouvaient la solution insatisfaisante – comme Sergio Bologna (1980b : 180) et Franco Berardi (1998 : 116) – que peu de choix hors du départ.

Les contours précis du parti d'avant-garde imaginé par Potere Operaio devaient être définis par Negri dans « Crise de l'État-plan ». Devant un État « incohérent et arbitraire » dans son comportement, ses efforts pour défendre le rapport capitaliste étant fondés seulement sur la haine et « la volonté désespérée de survivre comme classe », il ne fallait rien de moins qu'un retour à la conception léniniste de l'insurrection pour amener la lutte de masse à une conclusion satisfaisante. Comme la matière première de ce processus était constituée par les militants formés dans le dernier cycle de luttes, il existait un danger qu'en l'absence d'un nouveau bond en avant l'avant-garde ne s'enlise dans des « niveaux préétablis d'autonomie et de spontanéité de classe ». Si la structure formelle du parti ne devait pas nécessairement suivre le modèle bolchevique, sa fonction de sujet privilégié de la recomposition n'était pas en question : « L'avant-garde doit se montrer capable d'interpréter la tendance des masses à l'appropriation et de la canaliser contre l'entreprise, contre le commandement d'usine qui est imposé à la classe. (...) L'action isolée de l'avant-garde n'a pas de sens ; l'action isolée des organisations de masse est aveugle. Mais il est également dangereux de tenter de fusionner les deux moments dans des avant-gardes de masse unifiées. » (Negri 1971 : 132,133)

Malgré les dénégations de Negri (1971 : 132), la conception du parti révolutionnaire qu'avait Potere Operaio devait plus à la « théorie de l'offensive » qui avait un moment fleuri dans le mouvement communiste du début des années 1920 qu'à

n'importe quelle notion avancée par Lénine (Cacciari 1978 : 58). La stratégie d'accélération forcée de la lutte de classe par des actions exemplaires du parti, adoptée à la fois par les communistes de gauche et par la tendance extrémiste du bolchevisme, condamnée par Lénine lui-même comme « insensée et nocive » (Harman 1982 : 214), avait trouvé son défenseur le plus intelligent en Lukács. Elle représentait pour lui le moyen de secouer « la léthargie menchevique du prolétariat » (cité in Löwy 1979 : 161). Certes, la seule tentative significative de l'appliquer dans la pratique – un soulèvement dans l'Allemagne centrale en mars 1921 – s'était révélée désastreuse. Pourtant, la théorie de l'offensive était précisément la seule disponible pour ceux qui étaient déterminés à fonder une approche militante de l'unité de classe dans le patrimoine théorique du mouvement communiste tout en évitant une variante de Front Unique entre les organisations ouvrières existantes. Ayant rejeté comme vaine une telle alliance avec la gauche historique, il n'est peut-être pas étonnant que Potere Operaio se soit tourné vers une notion tellement spectaculaire de l'organisation d'avant-garde. Ce faisant, il rejeta aussi une troisième voie, celle consistant à chercher le sens de son projet politique dans le comportement de la classe, renonçant ainsi à ce qui était précisément « la nouveauté théorique de l'opéraïsme italien » (Berardi 1998 : 130).

L'intérêt de l'opéraïsme pour la théorie de l'offensive s'était d'abord éveillé durant le Mai rampant italien, avec un article écrit par Giario Daghini (1971) pour le numéro de septembre 1968 d'*Aut Aut*. Tandis que cette première approche de la question n'avait pas réussi à séparer les éléments spécifiques à cette théorie d'un discours plus général sur la nécessité de la violence révolutionnaire, ce n'était plus le cas en 1971, quand Potere Operaio affirmait explicitement : « Si la crise de l'autonomie devant l'attaque des patrons nous empêche d'assumer la continuité de niveaux significatifs d'attaque dans la pratique *autonome* de la lutte des travailleurs, alors le problème du changement du rapport des forces en faveur de la classe ouvrière ne peut être résolu, dès le départ, que par la conception et la réalisation d'instruments adéquats à une stratégie offensive. » (Potere Operaio 1971d :4) Cependant, même si Potere Operaio parlait beaucoup d'« agir comme parti » – un slogan qu'il partageait alors avec Lotta Continua – il serait erroné de penser que le groupe croyait vraiment pouvoir entreprendre seul un tel projet. D'une part, avec peut-être trois ou quatre mille militants, le groupe restait loin derrière les autres organisations nationales, en taille comme en influence. En outre, la plupart de ses membres étaient encore concentrés dans les bastions traditionnels de Rome et de la Vénétie, en dehors desquels, comme devait le rapporter Scalzone de Milan en décembre 1970, le climat était trop souvent « hostile, inhospitalier, glacial, et sans enthousiasme – en tout cas peu enthousiasmant (pour nous) » (cité in Bocca 1980 : 55). Dans son intervention à la conférence de 1971, Negri, conscient de telles limites, devait manifester un réalisme qui manquait singulièrement dans son document préparatoire :

« Quand nous disons que nous ne sommes pas un parti, nous disons que nous ne sommes pas une arme adéquate à la conquête du pouvoir, que nous n'en sommes pas aujourd'hui capables (...) Camarades, en disant cela, nous exprimons toutes les difficultés de nos tâches (...) difficultés provenant de la différence de rythme entre l'organisation et l'affrontement (...) » (cité *in* Scarpari 1979 :269) En 1979, Bologna devait rétrospectivement soutenir que « pour les militants intermédiaires et de base de Potere Operaio, la référence fondamentale restait toujours le parti armé plutôt que la composition de classe » (cité *in* Galante 1981 : 482). Même si cet aperçu nous aide à comprendre la croissante perte de contact du groupe avec la réalité politique, le tableau n'est pas complet. Jusqu'au milieu de 1972 au moins, quand l'activité des organisations clandestines commençait à proliférer, Potere Operaio envisageait la construction du parti armé comme un projet embrassant « le mouvement d'ensemble » ou « la gauche de la classe », plutôt qu'un de ses secteurs spécifiques, clandestin ou pas (Scarpari 1979 : 268). Mais de tels espoirs ne devaient pas se réaliser. Le début des années 1970 fut certes en Italie un moment d'intensification de la lutte de classe, caractérisée à la fois par la mobilisation ouverte des forces du fascisme et par une sympathie croissante dans certains cercles gouvernementaux pour une solution autoritaire de la « question sociale » (Ginsborg 1990 : 335-7). Pourtant, ni le reste de la gauche, ni une partie un tant soit peu significative de la classe ouvrière elle-même ne montra des signes de réponse positive aux appels de Potere Operaio. Si le projet d'un parti armé trouva un certain écho dans certaines usines de Milan (Silj 1979 ; Alfieri *et al* 1984), il resta à peu près sans écho ailleurs. Il est vrai que la direction de Lotta Continua répondit au changement de climat politique en remplaçant son projet de « s'emparer de la ville » par un discours sur un « affrontement général » imminent. Mais encore une fois, ils visaient moins ainsi une convergence avec la perspective catastrophiste de Potere Operaio qu'un renforcement des éléments de force physique déjà présents dans la culture de l'extrême gauche. La ligne d'« affrontement général » signifiait en particulier une plus grande formalisation et centralisation des services d'ordre que tous les groupes avaient mis en place pour protéger leurs membres contre la police et les fascistes (Cazzullo 1998 :183-97).

Polémiquant plus tard avec un autre « parti armé », Mario Dalmaviva devait soutenir que « l'utilisation subjective de la violence politiquement motivée, si elle doit être autre chose que le simple reflet du comportement de la classe en lutte, a besoin d'une légitimation. Non de la légitimation formelle, que se donnent l'État ou la législation – légitimation fondée sur la férocité de l'adversaire – mais d'une légitimation *de classe*. Une telle légitimation de classe se produit quand un projet politique crédible de « changement du statu quo » rencontre, s'enracine dans, et est reconnu par une partie significative de la classe. » (Dalmaviva 1981 : 37) L'incapacité de Potere Operaio à conquérir une telle reconnaissance en 1972 s'avéra le plus grand coup porté à son objectif de militarisation de la lutte de classe et le plongea dans un

désarroi dont il ne devait pas se remettre. Dans le débat qui s'ensuivit, cependant, les doutes que certains avaient d'abord émis en privé dans Potere Operaio s'exprimèrent au grand jour, aidant à clarifier les divergences au sujet de la classe et de la politique que tout le débat sur l'insurrection avait occultées.

Au début, les nuances étaient subtiles, mais avec le temps deux positions distinctes devaient émerger : la première, avancée par la tendance de Negri dans l'organisation, tendant à reconsidérer la signification de l'autonomie ouvrière et du modèle insurrectionnel ; l'autre, celle des « constructeurs du parti » autour de Piperno et de Scalzone. En 1972, Negri (1976a : 59) devait commencer une relecture de Lénine et la forme parti allait être adaptée aux conditions de la subsomption réelle du travail : « Je crois que ce que nous devons apprendre avant tout de Lénine n'est pas tant des schémas ou des termes abstraits que sa façon d'aborder le processus révolutionnaire et la subjectivité de la classe ouvrière. Nous devons nous demander quelle est la composition actuelle de la classe ouvrière et quelle organisation requiert cette composition déterminée, composition assurément différente de celle que Lénine a décrite. » (*ibid.* : 31-2)

Ce qui était désormais nécessaire, écrivait un membre de la fraction de Negri en juin 1972, c'était de « nouvelles expériences de lutte » plus riches que celles des groupes d'extrême gauche. « Le problème de l'unité des forces révolutionnaires ne peut être posé concrètement que dans ce sens – celui de la direction de l'organisation par la classe ouvrière. » (Potere Operaio 1972h : 3) À cet égard, il suggérait qu'on pourrait beaucoup apprendre des liens entre avant-gardes d'usine en Lombardie établis par des comités de base chez Alfa, Pirelli et Sit Siemens (Cantarow 1972 ; 1973). La réponse à de tels arguments par ceux qui, dans le groupe, étaient plus proches du léninisme de *Que faire ?* était prévisible : ils ridiculisaient leurs adversaires ignorant la nécessaire fonction de médiation du parti d'avant-garde. Livrée à elle-même, proclamaient ces opéraïstes, l'autonomie ouvrière « vit pour et dans les rapports de production capitalistes » : seule une organisation politico-militaire investie dans la destruction de l'État était capable de briser une telle stagnation (Potere Operaio 1973a : 3). « Une assemblée ouvrière, à cause de ses insuffisances pratiques » n'était tout simplement pas à la hauteur d'une pareille tâche ; de toute façon, la forme et la fonction de l'organisation révolutionnaire ne pouvaient pas être déterminées par la nature des luttes, mais seulement par le projet d'arracher le pouvoir politique à l'ennemi de classe. Il était donc faux de parler de « direction ouvrière », comme le faisait la tendance de Negri, puisque le parti était une organisation volontaire dont les membres ne se recrutaient pas sur la base de l'origine sociale, mais sur celle de l'engagement pour le communisme. En somme, seuls ceux qui avaient renoncé au léninisme en faveur d'une conception dans laquelle « parti, luttes ouvrières et mouvement de masse sont tous fondus en une seule sublime identité » pouvaient ignorer que « la construction du parti est une affaire de parti » (Potere Operaio 1973c : 3, 4).

Piperno et Scalzone avaient quelques bonnes raisons de soutenir que leur position était conforme à la doctrine héritée de *Classe Operaia* et que c'était Negri qui avait rompu avec les prémisses sur lesquels Potere Operaio avait été fondé. Negri accueillit ces critiques avec aplomb et riposta en disant que tous les groupes extra-parlementaires – Potere Operaio inclus – étaient stratégiquement, sur une fausse route, au moins depuis 1971. Alors « la véritable tâche – réarticuler de l'intérieur la densité de la force nouvellement unifiée de la classe ouvrière – s'était transformée en une entreprise externe de conseils et de conduite abstraite (...) Pendant que la classe ouvrière progressait, prolongeant et consolidant sa destruction de la hiérarchie dans l'usine, lançant le slogan du salaire garanti et commençant les premières luttes sur ce front, les groupes concentraient leur force de frappe (qui devenait alors impuissante et abstraite parce que sans prise sur la masse) sur ce qu'ils présentaient comme une attaque "dirigée contre l'État" (...) Ils devaient être sévèrement battus ; la répression les trouverait isolés et pourrait les écraser. De plus, leur déconnexion de la classe était désormais totale : les groupes furent complètement absents des négociations contractuelles à la fin de 1972. » (Negri 1973c : 57)

Si les deux factions avaient une chose en commun, c'était leur adhésion constante au projet de lutte armée comme moment nécessaire et imminent de la transition au communisme. Pour Negri, par exemple, ce n'était pas la stratégie de la lutte armée qui devait être abandonnée ; mais les partisans de Scalzone et Piperno étaient trop bornés pour reconnaître que toute organisation d'avant-garde devait être « enracinée immédiatement dans la composition de la classe », puisque « *l'autonomie a représenté un terrain de constante innovation des initiatives politiques et, surtout, a ouvert la voie à la lutte armée.* » (Negri 1973c : 59) Mais à quoi un tel constat faisait-il référence dans l'Italie du début des années 1970 ? Pour Negri, deux incidents venaient tout de suite à l'esprit. Le premier avait eu lieu à Porto Marghera où, après l'échec de la police dans sa tentative de briser des piquets de grève et la proclamation d'une grève générale, il y avait eu trois jours de batailles de rue avant que les forces de l'ordre reprennent en mains la situation (Moriani et Ruffato 1979 : 33-4). De même que Potere Operaio avait qualifié d'« insurrection » les combats du Corso Traiano, sous la plume de Negri (1973c : 57) les événements dramatiques d'août 1970 se transformaient en « un modèle possible de guérilla urbaine ». Son interprétation du blocage de la FIAT Mirafiori où, après six mois de luttes sur le nouveau contrat, au début de 1973, le complexe avait été isolé trois jours par les piquets de grève, fut encore plus bizarre. Les combats de ce mois de mars, dans leur violence, avaient soulagé provisoirement ceux qui, à l'extrême gauche, étaient le plus étroitement liés à l'expérience de Mirafiori. Pour un militant ouvrier de Lotta Continua, le blocage signifiait « l'aboutissement de quatre ans de lutte à la FIAT », tandis que pour *Potere Operaio*, « "prendre le pouvoir" à la FIAT, et dans tout Turin, cont[ena]it une allusion claire à la prise du pouvoir politique et au

programme révolutionnaire de l'abolition du travail salarié. » (Potere Operaio 1973d) Pour Negri, l'action de la FIAT ne représentait rien de moins que « l'armement général de l'usine » qui annonçait la naissance du « parti de Mirafiori », une forme parti inséparable des avant-gardes immergées dans la lutte de masse (Negri 1973a). Mais une fois de plus, un tel triomphalisme était peu réaliste. En effet, il serait vite clair que la combativité des piquets de grève de la FIAT était plus un geste final de défiance ouverte des acteurs de 1969 que le signe annonciateur d'une nouvelle vague de militantisme dans les grandes usines (Portelli 1985 :12).

Si les exemples plus récents des comités d'usine non officiels devinrent vite le principal point de référence pour la fraction de Negri, l'autre fraction de Potere Operaio (1973a) s'intéressa de plus en plus à ce qu'elle appelait « l'aire du parti ». Bien qu'il n'ait pas toujours été dit clairement de quelles forces était composée cette aire, un certain nombre de ces groupes investis dans l'organisation clandestine d'un appareil militaire prolétarien étaient inclus parmi elles : en particulier les Brigades Rouges ; à un moindre niveau, les Gruppi Armati Partigiani [Groupes Armés Partisans – NdT] dirigés par l'éditeur Feltrinelli. Il est facile, après coup, de s'émouvoir de l'intérêt de Potere Operaio pour les Brigades Rouges, mais il faut se rappeler qu'au printemps 1972 les activités des Brigades Rouges avaient une signification plutôt différente de celle qu'elles prendraient après 1975. Mené par des militants déjà remarqués pour leurs attaques verbales violentes contre l'opéraïsme, le noyau des Brigades Rouges avait participé à l'Automne chaud en tant que membres d'un groupe marxiste-léniniste de Milan bien implanté dans les comités d'usine locaux et en bonne entente avec Potere Operaio (Balestrini et Moroni 1988 : 222). Ils avaient décidé d'entrer dans la clandestinité en prévision d'un putsch fasciste et leurs premières actions étaient en grande partie symboliques et didactiques, allant de l'incendie des voitures des briseurs de grève et des fascistes à l'enlèvement et l'humiliation publique de magistrats et directeurs d'usine impopulaires (Silj 1979 : 96-116). De telles pratiques furent, sinon approuvées, du moins accueillies avec une indulgence certaine dans les parties de la classe ouvrière italienne où la flamme de la Résistance et des luttes en cours dans le Tiers-Monde était vive. Par de telles actions, qui soulignaient l'orientation du groupe armé vers le lieu de travail, les Brigades Rouges devaient marquer, au début, les deux fractions de Potere Operaio comme anticipation importante des tâches à venir. Néanmoins, beaucoup de militants de Potere Operaio étaient assez réservés envers eux, soupçonnant que les Brigades avaient la prétention de monopoliser les fonctions politico-militaires qui étaient, de droit, la propriété du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. « La classe ouvrière est le seul sujet qui nous intéresse », déclarait *Potere Operaio* dans un article de juin 1972. « Toute autre forme de subjectivisme n'est qu'une tentative de supplanter la classe ouvrière (...) le problème de la militarisation est donc entièrement subordonné au développement de la lutte de masse et celle-ci doit être

dirigée, même dans ses aspects techniques, par l'actuelle forme du parti (les organisations de masse sous la direction de la classe ouvrière) (...) L'aspect militaire est "spécifique" seulement s'il se rapporte à la lutte de masse. Penser la militarisation du mouvement de masse dans les termes de Clausewitz est digne des fascistes. » (Potere Operaio 1972f :3)

Profondément divisé sur la signification du comportement de la classe et la fonction de l'organisation politique, Potere Operaio s'effondra au milieu de 1973 et n'exista plus que de nom. Tandis que les partisans de Negri, enracinés localement, s'éloignaient pour rejoindre « l'aire de l'Autonomie » naissante, leurs adversaires essayèrent de maintenir un moment l'organisation vivante. Ils devaient peu après être attirés aussi dans l'Autonomie, mais comme un courant avec peu de sympathie pour le cercle de Negri ou ses schémas. D'autres encore allaient suivre la route déjà prise par Tronti, Asor Rosa et Cacciari, qui menait finalement au militantisme dans le parti communiste (Paolozzi 1980). Ces chemins divergents offrirent à leur manière différentes solutions aux problèmes que l'opéraïsme continuait à se poser. Néanmoins, dans chacun de ces cas, la leçon la plus intéressante des années 1960 – l'analyse attentive du comportement de la classe ouvrière – devait être plus ou moins sacrifiée à l'impatience politique, tandis que l'appareil conceptuel devenait de plus en plus rigide. Vers le milieu de la décennie, dans la tendance politique qui avait introduit le débat sur la composition de classe dans la gauche italienne, de moins en moins de gens devaient prendre comme point de départ les transformations qui frappaient de larges secteurs de la population travailleuse elle-même.

7.

Negri et l'ouvrier social

« Je ne crois pas que tout ce que je dis soit autre chose que du marxisme orthodoxe. C'est la vérité, de toute façon, fût-elle non orthodoxe ; l'orthodoxie a très peu d'importance pour moi... »
(Partridge 1981 : 136)

A PRÈS L'EFFONDREMENT DE *Potere Operaio*, le courant opéraïste qui devait à la fois avoir la plus grande influence politique et susciter le plus de controverses théoriques au sein de la gauche révolutionnaire italienne fut celui associé à l'analyse de la classe et de l'État développée par Antonio Negri. L'hypothèse d'un nouveau prolétariat disséminé dans toute la société, à la fois dans la sphère de la production et dans celle de la reproduction, d'un « ouvrier social » dont l'ouvrier-masse de la chaîne fordiste n'était au mieux qu'un pauvre prototype, devait être la contribution la plus controversée de Negri à l'exploration de la composition de classe.

Le dernier tango à Mirafiori

Depuis le début, le développement des analyses de Negri sur « l'ouvrier social » devait être inséparable de celui d'une tendance politique nouvelle : l'Autonomia Operaia [l'Autonomie Ouvrière – NdT]. Comprendre l'Autonomie dans son ensemble n'est pas une chose simple. Idéologiquement hétérogène, territorialement dispersée, organisationnellement fluide, politiquement marginalisée : la comparaison de Giorgio Bocca (1980 :7) avec un archipel est juste. Jamais organisation nationale unique, encore moins organisation de masse des groupes armés – ce dont

l'accusèrent plus tard certains juges – « l'Aire » des organisations et collectifs autonomes devait commencer à se désintégrer juste après être devenue hégémonique au sein de l'extrême gauche italienne.

L'Autonomie s'était d'abord cristallisée comme entité politique distincte en mars 1973 : quelques centaines de militants venus de tout le pays se rassemblèrent alors à Bologne pour prendre les premières mesures en vue de constituer une nouvelle organisation nationale de la gauche révolutionnaire (Comitati Autonomi Operai 1976 : 33). Un certain nombre des militants rassemblés à Bologne étaient membres de l'aile pro-Negri de Potere Operaio ; mais la majorité avait déjà abandonné les groupes d'extrême-gauche, irritée par leur engagement croissant dans les syndicats et la politique institutionnelle. Les termes du rapport introductif de la conférence résumaient clairement l'orientation stratégique qui unissait les participants. Dans l'actuelle situation de crise, affirmait-il, « *Le seul chemin possible est celui de l'attaque* » (*ibid.* : 40). En outre, une telle offensive ne pouvait se fonder que sur ces besoins de classe que les divisions idéologiques artificielles introduites à la fois par la gauche historique et par la nouvelle gauche tendaient à obscurcir. Pour articuler de tels besoins, il fallait que l'organisation soit enracinée directement dans les usines et les quartiers, dans des regroupements capables à la fois de promouvoir des luttes gérées directement par la classe elle-même et de restituer à celle-ci cette « conscience du pouvoir prolétarien que les organisations traditionnelles ont détruite » (*ibid.* : 43).

Pendant les dix-huit mois qui suivirent, le programme de l'Autonomie devait toucher une corde sensible parmi un nombre réduit mais croissant de gauchistes italiens. La décision d'un grand nombre de membres de Potere Operaio de « se dissoudre » dans l'Aire fut un exemple bientôt suivi par un certain nombre de groupes radicaux plus petits. Le plus important de ceux-ci devait être le Gruppo Gramsci, lui-même une organisation mineure avec une certaine influence dans la gauche du mouvement syndical à Milan. Reconstitué en tant que Collettivi Politici Operai (Collectifs Politiques Ouvriers), le groupe devait produire la plus profonde auto-critique de tous les courants léninistes qui entrèrent dans l'Autonomie. Selon les termes du numéro de décembre 1973 de son journal *Rosso*, ce dont on avait maintenant besoin n'était rien d'autre qu'une nouvelle forme de pratique politique, qui rompît avec la « logique » des groupes d'extrême gauche et avec « le langage étriqué des « experts » politiques, qui savent l'ABC – et même le L et le M – du Marxisme-Léninisme, sans être capables de parler concrètement de nous-mêmes et de nos expériences. » (Gruppo Gramsci 1973 : 96) Plutôt qu'une politique orientée vers un ouvrier abstrait, « mâle, adulte, normal, pas encombré par les sentiments et les émotions, rationnel, démocrate ou révolutionnaire, toujours prêt à assister à un meeting sur l'histoire ou les tendances du capitalisme » (*ibid.* : 92), *Rosso* cherchait une perspective nouvelle qui abordât les questions de la domination sexuelle et émotionnelle, de la nature de la famille et de la marginalisation des gens considérés comme

« anormaux », à travers lesquelles « se manifeste l'esclavage imposé par le capital à l'usine et dans la vie. C'est cette tendance, la plus libertaire des tendances majeures de l'Aire, que Negri et les gens les plus proches de lui devaient rejoindre l'année suivante, contribuant à en faire la plus puissante formation autonome au Nord.

À la différence de *Rosso*, néanmoins, la majorité des collectifs autonomes devaient garder les yeux bien fixés sur les transformations qui frappaient la main-d'œuvre industrielle durant les années 1973 et 1974. Tout comme Negri lui-même (1973b : 126), dont l'essai majeur de la période était centré sur l'usine en tant que « *site privilégié à la fois du refus du travail et de l'attaque contre le taux de profit* ». À cet égard, l'aspect le plus intéressant de l'essai devait être son effort pour clarifier la relation souvent posée par l'opéraïsme entre lutte ouvrière et procès d'accumulation. Potere Operaio avait conçu la relation entre composition de classe et crise économique dans les termes usés et mécaniques d'un jeu à somme nulle entre salaires et profits. Dans « Partito operaio contro il lavoro », Negri se proposait d'exposer en détail ce qu'il avait déjà qualifié de voie « longue » mais « qualitativement homogène » reliant les conflits sur le terrain de la production aux problèmes de la reproduction du capital (Negri 1968 : 65).

Le problème de la possibilité de l'effondrement capitaliste et du rôle qu'y joue la lutte ouvrière avait d'abord été soulevé de manière systématique parmi les opéraïstes avec l'analyse de Negri dans « Marx sur le cycle et la crise ». Bien qu'écrit avant l'agitation industrielle de « l'Automne chaud » de 1969, cet essai préfigurait certains des thèmes centraux abordés plus tard par la tendance. Il représentait de la sorte la première tentative de l'opéraïsme d'offrir une lecture politique de cette partie de la critique de l'économie politique de Marx qui est habituellement la plus exposée au reproche d'objectivisme. Mais son aspect le plus intéressant était son examen des tentatives de Keynes et Schumpeter pour trouver une solution aux difficultés rencontrées par le capital pour garantir sa propre reproduction en tant que rapport social. Avec Tronti et contre Lukács, Negri ne croyait pas qu'une telle entreprise fût hors de portée de la « conscience critique » du capital ; Schumpeter et Keynes étaient en effet tous deux capables de percevoir que le développement capitaliste est essentiellement un processus sans limites préétablies, travaillé par des contradictions internes (Negri 1968 : 57). Negri affichait une admiration particulière pour Schumpeter, qui ne se cachait pas que l'économie capitaliste était dépourvue de toute tendance interne à l'équilibre. Mieux, en saisissant le moment de la crise non seulement comme inévitable, mais encore comme « stimulant fondamental interne au système », qui est « productif de profit », Schumpeter avait entrevu les rapports de force entre classes qui sont sous-jacents au mouvement apparemment autonome des catégories économiques (*ibid.* : 54).

Negri développa son approche du problème de la crise dans « Partito operaio contro il lavoro », ouvrage qui faisait ressortir les profonds changements dans

l'accumulation et la lutte de classe apportés par le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital. S'appuyant à la fois sur les *Fondements* et sur les « Résultats du Procès immédiat de Production » de Marx, Negri (1973b : 109) s'attaquait à la tendance centrale du développement capitaliste, c'est-à-dire « la réduction de cette partie de la journée de travail qui est nécessaire à la reproduction de la valeur de la force de travail ». La division de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail, insistait-il, était devenue une lutte entre deux variables indépendantes : non seulement le mécanisme disciplinaire traditionnel de l'armée de réserve industrielle ne fonctionnait plus, un nombre croissant de jeunes refusant le travail d'usine, mais le salaire devenait de plus en plus rigide, indifférent aux besoins de l'accumulation (*ibid.* : 123-4).

Une telle analyse, comme tant d'autres avancées par l'opéraïsme, avait peu de choses à voir avec les principes marxistes orthodoxes. D'autre part, avec son concept du travail comme variable indépendante dans le rapport de classe, Negri était clairement en contradiction avec la lettre du livre I du *Capital* (Marx 1976 : 770), mais il pouvait invoquer le livre III du même *magnum opus* de Marx (Marx 1981 : 486). Mais le témoignage éloquent des problèmes de plus en plus graves de productivité et de rentabilité de l'économie italienne était plus important que la confirmation par les textes sacrés. Plus tard, dans *Marx au-delà de Marx* (1984 : 100-1), Negri devait mettre en lumière le caractère nodal du rapport travail nécessaire/surtravail dans la lutte de classe, montrant qu'à travers la rigidité de ce rapport dans le procès de travail, la classe ouvrière pouvait entamer le profit potentiel du capital. Dans « Partito operaio contro il lavoro » [Le Parti ouvrier contre le travail – NdT], cette tendance restait implicite, avec la description de la journée de travail comme terrain d'une guerre civile permanente entre les deux classes principales (Negri 1973b : 113-14). Mais au lieu de développer ce point, l'essai choisissait de poursuivre sur la base de l'analyse mise en place par Negri dans l'ouvrage *Crisi dello Stato-piano* (« Crise de l'État-plan »). Même si l'entreprise restait pour le capital le cœur de son procès de valorisation, il exerçait une pression continue pour une plus grande socialisation du travail, allant au-delà d'une simple extension du procès de production immédiat, vers une redéfinition complète de la catégorie de *travail productif*. La conclusion du texte était que les dimensions de cette catégorie ne pouvaient être saisies que dans un sens historiquement spécifique, car elles étaient « liées au niveau atteint par le procès de subsumption du travail sous le capital » ; (...) « nous pouvons maintenant dire que le concept de salarié et le concept de travailleur productif tendent à devenir homogènes » (Negri 1971 : 127), le résultat étant la constitution de « la nouvelle figure d'un prolétariat unifié » (*ibid.* : 129).

« Partito operaio contro il lavoro » était donc clairement une étape transitoire dans la compréhension du capital et de la classe par Negri. En introduisant les formules opéraïstes classiques dans un discours fondé sur la tendance dégagée dans

les *Fondements* (Marx 1973), il avançait déjà vers l'hypothèse de « l'ouvrier social » [*operaio sociale*]. Mais comme dans la plupart des œuvres de transition, l'auteur ne semblait nullement conscient des contradictions que recelait son texte. Negri fit peu de choses, par exemple, pour apporter des éléments à l'appui de sa définition du travail productif sur la base de la dynamique historique ; ce qui l'intéressait, c'était plutôt l'idée que, dans la conjoncture actuelle, les attaques de l'ouvrier-masse contre le taux de profit restaient le point de ralliement du prolétariat dans son ensemble. Usine et société, production et reproduction, n'étaient pas encore identiques, mais continuaient d'exister dans une relation « dialectique ». Le capital lui-même cherchait à maintenir cette relation en tentant « d'isoler dans l'usine la chute du taux de profit (et ses agents) du procès de socialisation du travail productif qui se déploie sur toute la société » (Negri 1971 : 129). Negri concluait par conséquent avec satisfaction que les ouvriers des grandes usines, en tant que « sujet privilégié de l'exploitation », restaient « absolument hégémoniques » politiquement et théoriquement par rapport au reste de la classe (*ibid.* : 128).

Pour Negri, la grève massive avec piquet et occupation à l'usine FIAT de Mirafiori en mars 1973 devait confirmer cette idée. Au même moment, son analyse du « Parti de Mirafiori » offrait en effet un aperçu de cette notion d'un prolétariat socialement homogène, écartée dans les derniers jours de Potere Operaio, mais qui allait bientôt reprendre une place prééminente dans sa pensée. S'il existait une limite pour l'avant-garde de masse formée pendant les années écoulées depuis l'Automne chaud, elle résidait, selon lui, dans la répugnance à s'aventurer au-delà des portes de l'usine pour se joindre à la lutte pour l'appropriation dans la sphère sociale. Cherchant à surmonter cette faiblesse, Negri devait préconiser une forme radicale de réduction à la valeur qui effaçait toutes les spécificités de ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail. Reprenant le thème de Potere Operaio de la crise de la loi de la valeur comme crise du commandement sur le travail, Negri affirma que la base commune pour la recomposition de la classe se trouvait dans une « unité du travail social abstrait ». Celle-ci l'emportait à son tour sur « les problèmes « spécifiques » des divers secteurs de la société (jeunes, femmes, éléments marginalisés, etc.) » et de l'usine (Negri 1973a : 192, 193). Le terrain de la valeur, comme *Crisi dello Stato-piano* l'avait déjà montré, ne pouvait plus être interprété qu'en termes de pouvoir. On ne pouvait donc subsumer les particularités des « espaces » de lutte où surgissait une telle organisation et le contenu des besoins dont la non-satisfaction poussait à la formation de ces « espaces » que sous un projet de « contre-pouvoir » affrontant l'État. De cette manière, le nœud gordien de la composition de classe, qui ne pouvait être démêlé qu'en identifiant progressivement et avec précautions les éléments communs aux secteurs en lutte souvent divergents, devait en fait être tranché avec l'épée de la lutte armée de masse. Dans un essai de 1974 consacré à la stratégie de classe dans un contexte global, Negri assurait le lecteur que la lutte armée

« représente le seul moment stratégique fondamental – c'est-à-dire la seule possibilité pour parvenir à une recomposition du prolétariat et à une unification des luttes et pour détruire, du même coup, les armes capitalistes de la provocation, de la répression et de l'endigement destinées à isoler et à compartimenter à nouveau les divers segments de la classe. » (Negri 1974 : 53)

Et pourtant, quand Negri ne fondait pas la complexité du conflit social dans une thématique unidimensionnelle du pouvoir, il lui arrivait de poursuivre la démarche de l'enquête mettant l'accent sur les contenus matériels de la lutte. Dans « Partito operaio contro il lavoro », par exemple, il devait affirmer que la libération des besoins individuels devait être désormais considérée comme partie intégrante de la lutte de classe : « Pour la première fois peut-être, en dehors de l'utopie et de ces moments formidables d'enthousiasme que sont les insurrections, l'objectif que propose la classe – dans son intensité, dans sa totalité – inclut les besoins individuels. *On ne peut remettre la libération au communisme* (...) Les nouveaux besoins introduits par les dernières générations de la classe ouvrière sont des besoins de libération. *Il n'y a rien de plus riche et de plus beau que la capacité à relier les besoins immédiats des individus aux besoins politiques de la classe.* » (Negri 1973b : 159)

La position de Negri est ici fort éloignée de ses idées de 1971, quand il prêchait : « Aujourd'hui, la seule « jouissance » de la classe réside dans sa relation à l'organisation de classe et dans sa confrontation avec le dispositif de haine du pouvoir capitaliste. » (Negri 1971 : 138). Par ailleurs, la nouvelle vision de Negri restait prise dans le vieil appareil théorique. Par exemple, il continuait d'enfermer toute la thématique des besoins dans le modèle du salaire. Pour lui, « la structure historique du salaire » demeurerait l'expression privilégiée « *du niveau objectif des besoins* » au crible duquel il fallait passer les luttes dans et hors de l'usine (Negri 1973b : 143).

« Nous paierons ce que paye Agnelli »

Durant l'année 1974, alors que la crise de l'énergie en Occident exacerbait l'inflation intérieure, la société italienne connut une explosion de luttes nouvelles qui mirent au premier plan de la pensée de Negri ces tendances « sociales » qu'il avait déjà entrevues. Le thème commun de la nouvelle agitation était la pratique de « l'autoréduction », au moyen de laquelle les travailleurs s'organisaient pour se protéger contre l'augmentation des prix des services publics décidée par le gouvernement Rumor. Partie de Turin, où les ouvriers de l'usine FIAT de Rivalta refusèrent de payer une augmentation des tarifs de bus, l'autoréduction des prix se répandit bientôt dans toutes les villes du Nord et à Rome, où elle devint particulièrement populaire comme moyen de combattre les hausses des tarifs de l'électricité et du téléphone.

Alors que de telles activités prenaient rapidement les dimensions d'un mouvement de masse capable de mobiliser 180 000 familles dans le seul Piémont, le mouvement ouvrier officiel se divisa sur la question. Tandis que de nombreux permanents syndicaux communistes mettaient en cause l'efficacité et la valeur de cette nouvelle forme de lutte, d'autres considérèrent sa défense comme cruciale pour le maintien de leur légitimité. « Ces derniers mois, la crédibilité des syndicats a atteint son niveau le plus bas », affirmait le secrétaire du Conseil des syndicats de Turin. « Ce qui est ici en jeu, c'est notre rapport avec le peuple ; ce qui est remis en cause, c'est notre capacité à construire une alternative. » (cité in Ramirez 1975 : 190) La pratique de l'autoréduction s'avéra aussi un terrain fertile pour les collectifs autonomes. Les Romains des *Comitati Autonomi Operai* (Comité ouvriers autonomes) – communément connus comme les « Volschi » – avaient assez de membres à la commission de l'électricité ENEL (Ente Nazionale per l'Energia Ellettrica) contrôlée par l'État pour rétablir le courant à ceux à qui on l'avait coupé pour avoir défié les nouveaux tarifs. Il n'était donc pas difficile pour eux de convaincre une bonne partie de la population locale de payer le tarif industriel (environ un quart du prix domestique) au lieu des 50 % de réduction le plus souvent proposés par les syndicats. Même sans une telle carte dans leur jeu, les groupes autonomes en Vénétie et ailleurs étaient pourtant au premier plan dans la lutte, bien que nécessairement plus prudents que leurs collègues romains (Big Flame 1974 : 13-14).

Et ce n'étaient pas non plus les seules luttes se déroulant hors de l'usine. À la menace de coupes dans les dépenses et les effectifs de l'éducation, un nouveau mouvement parmi les lycéens répondit par des manifestations et des occupations. À Turin, les lycéens organisèrent une marche sur Mirafiori pour assister à la première assemblée ouverte de l'usine. Une nouvelle vague d'occupations de logements commença également au début de l'année, partant de Rome et s'étendant à Turin dès octobre. Les squats de Rome étaient dominés par des membres du groupe Lotta Continua, mais il y avait aussi place pour la participation des autonomes romains, et l'un d'entre eux devint en septembre le premier de l'Aire à être tué dans des affrontements avec la police. À Turin, par ailleurs, on pouvait noter dans les occupations la présence numériquement importante d'ouvriers d'usine engagés dans une activité qui, par le passé, avait surtout impliqué les marginalisés par rapport à la production et les « pauvres » (*Comitati Autonomi Operai* 1976 : 205-11, 214-19). Enfin, le 12 octobre, on vit l'une des premières « courses prolétariennes », quand des manifestants entrèrent dans un supermarché de Milan et forcèrent le directeur à vendre à prix réduits (*Controinformazione* 1974 : 12-13).

Des changements avaient lieu aussi au sein du mouvement de l'Autonomie elle-même. Au milieu de l'année 1974, un débat sur le salaire garanti révéla des différences majeures de perspective. Le principal clivage passait entre ceux qui privilégiaient le refus du travail comme base de la stratégie révolutionnaire et l'Assemblea Autonomia

dell'Alfa Romeo, pour laquelle le développement de la conscience de classe – et des potentialités humaines – était inséparable de l'expérience du travail : « Par salaire garanti, nous entendons le droit à la vie conquis par la garantie d'un emploi. Parce que dans une société communiste, chacun doit contribuer selon ses capacités et recevoir de la société selon ses besoins (...) Les camarades de Marghera disent : quand tous les hommes [sic] seront libérés de la nécessité du travail, parce qu'ils n'auront plus besoin de travailler pour manger ou s'habiller ou satisfaire leurs désirs, alors nous aurons la vraie liberté ! À ceci nous répondons que nous ne sommes pas contre le travail, mais contre l'organisation capitaliste du travail dont la fin n'est pas le progrès social mais le profit (...) [dans le Sud] les masses prolétariennes cherchent à résoudre leurs problèmes par des emplois. (Assemblea Autonoma dell'Alfa. » Romeo 1974 : 14-15) Se trouvant isolés sur ce sujet, les militants d'Alfa Romeo devaient quitter l'Autonomie quelques mois plus tard. Mais les divergences au sein de l'Aire ne disparurent pas avec leur départ. Tout en étant proches du concept du communisme comme abolition du travail, les autres participants au débat étaient de plus en plus inquiets du poids politique des opéraïstes et de leurs alliés au sein de l'Aire. Pour les Romains en particulier, ni les anciens membres de Potere Operaio ni ceux du Gruppo Gramsci n'avaient semblé établir « un nouveau rapport avec le mouvement ». Au contraire, prétendirent les Volsci, ces militants restaient particulièrement sujets à la « tentation » de reconstruire l'Autonomie selon la ligne désuète et bureaucratique des groupes formés à partir du mouvement étudiant de la fin des années 1960 (Comitato Politico ENEL et Collettivo Policlinico 1974 : 14 ; Comitati Autonomi Operai 1976 : 71-4).

Ces craintes devaient rapidement se révéler prophétiques. Dès 1975, les composantes de l'Autonomia qui se définissaient elles-mêmes comme « organisées » et qui allaient du groupe autour de Negri ou des vestiges du courant d'Oreste Scalzone au sein de Potere Operaio à un certain nombre d'organisations marxistes-léninistes et aux Romains eux-mêmes avaient déjà commencé à se transformer en un ensemble de « micro-fractions » politiques (Scalzone 1978). Tandis que leur mépris pour la politique institutionnelle les amenait à travailler sur un terrain différent de celui choisi par les principaux groupes en dehors du PCI (Lotta Continua, Avanguardia Operaia et le PDUP), le style politique de la plupart des groupes autonomes « organisés » devint aussi de plus en plus lourd. Pour cette raison, plus d'un sympathisant potentiel, déjà désillusionné par les « trois grands » (*triplice*) de l'extrême-gauche italienne, choisit d'entrer non dans l'Autonomie « avec un grand A », mais dans cette nouvelle masse de collectifs « diffus » qui commençait à grossir les rangs du mouvement autonome en général (Soulier 1977 : 92-3).

Avec le recul, il serait facile de voir dans ce processus quelque chose d'inévitable, en raison des faiblesses inhérentes à cette culture « antirévissionniste » que les autonomes partageaient avec la majorité des marxistes à gauche du PCI. Ils avaient

notamment ce défaut de greffer toujours les nouvelles idées sur le corpus marxiste-léniniste existant, au lieu de les utiliser pour mettre en question la prétention de ce corpus à être toujours la vérité révolutionnaire. Pourtant, ce serait une erreur de ne pas dire nettement quels furent les apports positifs de l'Autonomie, surtout dans sa première phase, à la culture de l'extrême-gauche italienne. Le plus important de ces apports fut peut-être le refus de la séparation des sphères politique et économique de la lutte et, avec cette séparation, de la dichotomie parti-syndicat qui avait été la norme organisationnelle de la gauche depuis l'époque de la Seconde Internationale. En la refusant, l'Aire devait aller beaucoup plus loin que n'importe lequel de ses principaux rivaux en Italie dans la contestation du pragmatisme de la politique communiste traditionnelle. Sous sa forme initiale de réseau principalement basé sur l'usine, l'Autonomie avait représenté une expérience limitée mais significative de politique révolutionnaire fondée sur l'auto-organisation de cette génération de militants sur le lieu de travail révélés par les luttes des années 1960. Que la poursuite d'un tel projet ait vite échoué au sein de l'Aire elle-même témoigne à la fois du poids mort des idéologies passées et du changement de plus en plus profond dans les forces sociales attirées sous la bannière de l'Autonomie. Ainsi, malgré la critique des principes léninistes orthodoxes exprimée dans leurs premières années par les formations autonomes les plus diverses, aucune ne devait tenter une critique aussi fondamentale que celle qui émana de certains cercles féministes, et encore moins celle traditionnellement formulée par la gauche libertaire. Au contraire, en opposition à la politique de plus en plus conformiste des « trois grands », la plupart des tendances de l'Autonomie devaient élaborer une version du léninisme qui, tout en critiquant souvent durement la compréhension de la tactique chez les groupes armés, sanctifiait néanmoins la lutte armée comme le couronnement de la lutte de classe. Face à la détermination manifeste de l'État italien à criminaliser la protestation sociale – au milieu de l'année 1975, les fascistes et la police tuèrent six manifestants gauchistes en six semaines – un tel « léninisme en armes » semblait avoir une certaine pertinence pratique. C'était vrai avant tout pour de nombreux jeunes lycéens activistes formés dans la nouvelle période des autoréductions et des batailles de rue. Alors que l'Autonomie commençait, à travers la désaffection politique ou les licenciements, à perdre une bonne partie de sa base dans les grandes usines italiennes, c'est parmi cette nouvelle génération que l'Aire devait maintenant recruter le plus fortement. S'étant auparavant fait les dents dans les services d'ordre des « trois grands » – et d'abord dans celui de Lotta Continua – beaucoup d'entre eux furent impressionnés par la manière dont les Autonomes s'étaient préparés à répondre par la force physique aux attaques des carabinieri et des fascistes. Plus tard encore, ceux parmi eux qui trouvaient l'Autonomie défailante sur le front « militaire » devaient à nouveau changer de milieu, rejoignant des groupes armés existants ou créant le leur propre (Stajano 1982).

Dans un texte du début 1976, Negri avait identifié une des contradictions fondamentales auxquelles faisaient face l'Aire et les forces sociales qu'elle cherchait à organiser, opposant ceux qui privilégiaient « le mouvement » aux champions d'une « conception « léniniste » de l'organisation » (*Collettivi politici di Milano* 1976 : 229). Malheureusement, la confiance qu'il avait placée dans la capacité de l'Autonomie à surmonter cette difficulté devait bientôt se révéler injustifiée. Choissant au contraire d'« agir comme un parti » dans la tradition de *Potere Operaio* et de *Lotta Continua*, les forces dominantes de l'Autonomie devaient se condamner sans le savoir à répéter la trajectoire de ces groupes dont elles avaient autrefois si violemment critiqué les échecs (*Collegamenti* 1974 : 262 ; 1977 : 23).

L'adieu à l'ouvrier-masse

« Gasparazzo n'est pas éternel ... » (Longo 1975 : 30)

C'est dans ce contexte que *Proletari e Stato* de Negri fut écrit, au milieu de l'année 1975. Œuvre courte, la brochure débordait d'hypothèses sur le changement de nature de la lutte de classe. Toute hésitation à parler d'une nouvelle composition de classe était finalement rejetée et le thème dominant était le renouvellement dans la crise, la continuité dans la rupture à la fois pour la critique de l'économie politique et pour le processus d'antagonisme social. Pour Negri, à la suite de l'Automne chaud, les tentatives du capital de diviser la classe par une altération de sa composition technique et par la socialisation plus poussée du rapport salarial s'étaient gravement retournées contre lui. Les efforts de cet apprenti sorcier moderne pour reprendre le contrôle avaient seulement multiplié ses difficultés, car, tandis que l'offensive de l'ouvrier-masse était stoppée, de nouvelles couches prolétariennes – une nouvelle figure de classe en fait – étaient entrées dans la bagarre à sa place. Si cette nouvelle figure de classe était le rejeton du précédent cycle de luttes, c'est la crise du développement capitaliste qui était son accoucheuse. Comme « Partito operaio contro il lavoro », *Proletari e Stato* cherchait à situer son analyse de la composition de classe dans le cadre d'une discussion sur la baisse tendancielle du taux de profit. Reprenant les arguments de la revue opéraïste *Primo Maggio*, Negri appelait maintenant à une modification substantielle de la théorie des crises. Certes, admettait-il, la « tendance marxiste » s'était vérifiée et les problèmes associés au taux de profit étaient exacerbés par la lutte ouvrière. Mais précisément pour cette raison, les contre-tendances classiques du capital n'avaient pas agi jusqu'ici, « malgré la plus grande flexibilité imposée à la force de travail, malgré les tentatives de désarticulation territoriale de la production (à tous les niveaux : local, régional, national, multinational), malgré la nouvelle mobilité du capital sur le marché mondial, malgré les effets déconcertants du processus d'inflation : malgré tout cela et de nombreuses autres tentatives,

la rigidité globale du rapport entre plus-value et capital total – c'est à dire le taux de profit – n'a pas été dissoute (...) Le profit "stagne" (...) même avec l'inflation et toutes les autres interventions correctrices. » (Negri 1976b : 12-13) Le capital était donc forcé de compter de plus en plus sur les propriétés spécifiques offertes par la forme monnaie pour rétablir une proportion correcte entre masse et taux de profit. En conséquence, la critique de l'économie politique devait maintenant s'élargir pour appréhender la nouvelle fonction de l'argent comme commandement. Au même moment, les difficultés du capital ne l'avaient pas empêché de réorganiser sa composition organique et, avec celle-ci, la composition technique de la classe ouvrière. Mais si la restructuration avait « dévasté » l'ouvrier-masse, elle avait aussi entraîné une plus grande socialisation du capital, avec une « massification accrue » concomitante « du travail abstrait, et donc du travail socialement diffus prédisposé à la lutte ». Alors que « la catégorie « classe ouvrière » est entrée en crise, concluait Negri (*ibid.* : 14-15), elle continue à produire tous ses effets spécifiques sur l'ensemble du terrain social, en tant que prolétariat. »

Ce type d'analyse n'était pas inconnu dans les cercles opéraïstes. Franco Berardi (1974 : 8), par exemple, avait déjà écrit quelque chose sur l'apparition d'une nouvelle composition de classe peu après l'occupation de Mirafiori de 1973. Dans le nouveau sujet de classe, affirmait-il, « le travail intellectuel et technique, l'intelligence productive (*Wissenschaft-technische-Intelligenz*), tend à devenir déterminant ». Et c'est Alquati (n.d. : 90-3) qui avait créé le terme d'« ouvrier social » au début des années 1970, entendant par là un nouveau sujet politique dépassant l'ouvrier-masse et lié en tant que tel à la prolétarianisation et à la massification du travail intellectuel. La définition de Negri, au contraire, englobait cette couche tout en s'étendant bien au-delà. Dans son esprit, comme il devait le dire dans un entretien de 1978, « la thèse fondamentale sous-jacente à la théorie de l'opéraïsme est précisément celle d'une abstraction progressive du travail parallèle à sa socialisation ». (Negri 1979a : 11) Si l'ouvrier-masse était la « première concrétisation massive » de ce double processus, (Negri 1976b : 15), sa figure était pourtant liée à des secteurs déterminés de la classe, en particulier à ceux produisant des biens de consommation durables. L'ouvrier-masse ne représentait donc pas la composition de classe dans son ensemble, mais seulement son avant-garde. Ou, comme disait alors Alquati, « l'ouvrier-masse, et même auparavant l'ouvrier qualifié par rapport aux paysans (...) nous ont appris que l'hégémonie ne réside pas dans le nombre, mais dans la qualité du rapport dans le cadre de l'accumulation et de la lutte contre l'accumulation. » (Alquati 1976 : 75-6).

Comme conclusion logique de l'orientation initialement postulée par Negri dans *Crisi dello Stato-piano*, sa théorie de l'ouvrier social représentait donc une rupture radicale dans la généalogie des figures de classe inventoriées par l'opéraïsme italien. D'abord, cette figure de classe n'avait pas été entièrement forgée par un remodelage qualitatif du procès immédiat de production. L'ouvrier social était encore moins lié

à un secteur industriel particulier : c'était plutôt le prolétariat dans son ensemble, sujet en tant que travail abstrait, constitué à travers tout l'arc du procès de valorisation. Cette fois-ci, insistait Negri (1976b : 36), la socialisation du rapport capitaliste n'avait pas réussi à briser la continuité et la généralisation de la lutte. Au lieu d'une défaite technologique, la restructuration avait produit une nouvelle *re-composition* de classe.

Proletari e Stato abordait son sujet d'une façon très générale, et même générique ; après avoir affirmé sa nature profondément sociale, le texte ne disait presque rien sur les changements de configuration de l'ouvrier-masse ayant conduit à la formation de la nouvelle figure de classe. Pour Negri, les questions les plus importantes tournaient autour de ce qu'il considérait comme le « potentiel révolutionnaire massif » de l'ouvrier social, dans un processus de recomposition se déployant avec « une étendue et une intensité extraordinaires » (Negri 1976b : 36). Le projet capitaliste de restructuration n'avait pas détruit, mais plutôt renforcé la composition politique du prolétariat, unifiant les diverses strates qu'il avait cherché à diviser. Et Negri disait qu'il y avait maintenant « une seule et unique loi d'exploitation active sur tout le procès de planification de la société capitaliste », qui obligeait « à lire dans la restructuration la formation d'un potentiel de luttes unitaire de plus en plus large » (*ibid.* : 36-7).

Les pages de *Rosso* aident à concrétiser les éléments constitutifs de cette nouvelle figure de classe un peu mieux que *Proletari e Stato* lui-même. En 1975, un nouveau cycle de conflits s'était ouvert dans l'industrie pour le renouvellement des contrats ; comme en 1972-73, les autonomes mirent l'accent sur la nécessité pour les ouvriers de prendre l'offensive sur le prix de la force de travail. Ainsi, espéraient-ils, la lutte de classe aggraverait ce que de nombreux hommes d'affaires et dirigeants politiques continuaient à considérer comme le problème principal de l'économie italienne : le gonflement de sa facture salariale. Sur le terrain fondamental de la division entre travail nécessaire et surtravail, affirmait le journal, la seule réponse possible pour la classe ouvrière était l'agitation pour une nouvelle réduction de la journée de travail sans perte de salaire, revendication que l'organisation de Negri entreprit de propager parmi les chauffeurs de car milanais (*Rosso* 1975).

Tandis que les grandes usines étaient restées le sommet de la pyramide industrielle italienne, la large dispersion territoriale de nombreux procès de travail, jointe à l'importance traditionnelle des petites entreprises produisant des composants, donna de plus en plus de poids aux ouvriers des petites entreprises. Dans la ligne de ce changement, *Rosso* commença à publier des informations sur les premiers efforts d'auto-organisation parmi les jeunes ouvriers dans les petits ateliers de Milan et de Turin. Connus sous le nom de « cercles de jeunes prolétaires », ces groupes, précurseurs des actuels centres sociaux, tentaient de coordonner les conflits dans différentes entreprises, tout en s'engageant aussi dans de nouvelles formes d'autoréduction

comme l'entrée en force massive dans les cinémas, les concerts ou d'autres activités culturelles (Comitati Autonomi Operai 1976 : 361-5 ; Balestrini 1989).

Sortant du lieu de travail, le journal gardait un œil vigilant sur le mouvement des « chômeurs organisés » de Naples. Combinant l'action directe et le lobbying dans une ville synonyme à la fois de conditions de vie sordides et de clientélisme, le mouvement napolitain mobilisa vite des milliers de chômeurs, devenant le point de référence central de la région pour l'activité militante (Comitati Autonomi Operai 1976 : 156-8). Ailleurs, le mouvement féministe naissant commença à passer du problème du divorce, sur lequel il fit tomber le gouvernement en 1974, à la contestation de tous les aspects de la domination sociale. Comme les chômeurs, les féministes étaient considérées par *Rosso* comme une composante à part entière du nouveau sujet social et le journal commençait à présent à parler de l'émergence d'« un nouveau prolétariat féminin » (*Rosso* 1976a ; 1976b). Finalement, l'organisation de Negri vit dans la poursuite de la pratique de l'autoréduction, et en particulier dans les cas de plus en plus nombreux de pillage organisé, un des fils rouges qui reliaient ces couches dans un processus de recomposition unificateur (Comitati Autonomi Operai 1976 : 246-9).

Pour Negri, toutes ces luttes cherchaient à satisfaire les besoins de leurs acteurs en dehors de la logique des rapports sociaux capitalistes. Puisque les besoins sont par nature historiquement déterminés, ceux de l'ouvrier social ne pouvaient être constitués, selon lui, qu'à l'intérieur de l'univers du capital. Encore une fois, et sans surprise, sa lecture portait la marque des *Fondements*. Une seule valeur d'usage pouvait éventuellement briser le cercle vicieux de la reproduction du capital : le travail vivant. C'est lui, la substance vitale même du capital, qui serait capable de subvertir le rapport de classe quand il deviendrait refus du travail, créativité dirigée vers la reproduction du prolétariat comme sujet antagoniste. Ce qui était urgent, par conséquent, c'était de substituer au système existant des besoins un « système de luttes », dont la promotion restait la justification majeure d'un parti révolutionnaire (Negri 1976b : 44-6). Là encore, comme le Marx des *Fondements*, Negri insistait sur la nécessité de formuler ce débat en termes de dialectique entre forces productives et rapports de production. Au moment même où « la vieille contradiction » semblait s'être apaisée et le travail vivant s'être subsumé sous le capital, « toute la force d'insubordination se coagule dans ce front final qu'est la pérennité antagoniste et générale du travail social. À partir de là, la force productive – la seule force productive qui est le travail social vivant – s'oppose en tant que lutte aux « rapports de production » et aux « forces productives » incorporées dans ceux-ci. » (*ibid.* : 44-5) De cette manière, la formule classique de Marx pouvait maintenant être reformulée en antagonisme direct entre les prolétaires et l'État.

Si *Proletari e Stato* donnait ici une simple inflexion, typiquement « négrienne », au schéma de Marx, ailleurs le texte subvertissait une des catégories opératoires centrales

de jadis – le salaire. Alors que celui-ci avait été longtemps le moment privilégié de la recomposition de classe, Negri critiquait à présent le mouvement ouvrier officiel pour avoir compris uniquement en ces termes les rapports de classes. Pendant toute une période, affirmait-il, le salaire dans le procès immédiat de production et l'appropriation dans la sphère sociale avaient marché séparément mais frappé ensemble. Mais aujourd'hui le premier tendait à devenir le second, car la classe ouvrière visait « l'appropriation directe des forces productives » (Negri 1976b : 51). En effet, pour Negri, la réappropriation directe n'était plus « un vague appendice du programme communiste, mais son essence ». Autrefois la lutte pour le salaire avait subordonné toutes les autres luttes à sa logique ; maintenant, elle ne gardait un sens que comme partie de l'attaque contre l'État à l'échelle de toute la société. À la lutte sur la division entre travail nécessaire et surtravail s'était ajoutée la lutte pour réduire le travail nécessaire lui-même, le prolétariat s'efforçant d'accélérer la tendance du capital et ainsi de hâter la chute du règne tyrannique de l'économie (*ibid.* : 47-8).

Selon *Proletari e Stato*, l'hypothèse de l'ouvrier social ne pouvait être confirmée ou infirmée que dans la pratique (Negri 1976b : 9). Dans quelle mesure, alors, sa description d'un processus massif de recomposition – un saut qualitatif dans l'unité de la classe – concordait-elle effectivement avec l'expérience italienne de l'époque ? Dans la brochure elle-même, Negri ne proposait qu'un très bref examen du problème de la « désarticulation marginale », terme sous lequel il désignait les idiosyncrasies associées aux nouvelles couches socialement « marginalisées ». Même ici, les besoins de sujets comme les femmes ou les chômeurs ne semblaient avoir une signification politique que dans la mesure où l'on ne pouvait pas les réduire à « la revendication d'un emploi salarié » (*ibid.* : 64). Certes, il n'est guère difficile de mettre en évidence la continuité temporelle dans les luttes reliant l'ouvrier-masse de l'Automne chaud aux nouveaux sujets sociaux du milieu des années 1970. Mais il est bien plus ardu de trouver des traces de cette unification concrète entre secteurs sur laquelle reposait toute l'argumentation de Negri. Au contraire, dans la plupart des cas, cette potentialité ne devait hélas pas se réaliser, le front des luttes les plus acharnées dans l'industrie – celui des petites usines du Nord – se trouvant lui-même presque hermétiquement isolé des autres secteurs de la classe. Plus tard, en 1977, on put trouver dans le rôle de l'université un exemple d'un tel moment d'agrégation. En 1975 -76, au contraire, seule la pratique des autoréductions – spécialement celle mise en avant par les « cercles de jeunes prolétaires » – put fournir un certain lien entre les couches de plus en plus diversifiées de la classe ouvrière italienne. Et pour aggraver les choses, de nombreux cercles de jeunes, à l'exemple de l'ensemble tourbillonnant des collectifs « diffus » locaux, non-alignés, avec lesquels ils se recoupaient en partie, continuaient à considérer les micro-fractions des autonomes « organisés » avec une extrême méfiance (Farnetti et Moroni 1984 ; Moroni 1994).

Les divisions les plus dramatiques et les plus significatives de cette période servirent à la fois à isoler les ouvriers des grandes usines du Nord des autres sujets regroupés dans la figure de classe de Negri et à imposer une cassure de plus en plus large à l'intérieur de l'ouvrier-masse lui-même. Après une demi-décennie de lutte, les principaux protagonistes de l'Automne chaud se trouvaient au mieux dans les oubliettes d'une « trêve constructive » dans l'usine, au pire engagés dans des conflits industriels à la fois défensifs et subordonnés aux ambitions institutionnelles du mouvement ouvrier officiel. Principalement du fait de leur capacité à garantir la rigidité de la force de travail dans une arène contractuelle de plus en plus centralisée, les confédérations syndicales avaient réussi après 1973 à gagner le soutien de la grande majorité des comités d'usine, tout en les bureaucrisant. En pratique, cela avait signifié deux choses : premièrement, la reprise, sous une nouvelle forme, du discours syndical traditionnel pour une hiérarchie des salaires fondée sur la qualification parmi les ouvriers, qui exerçait une forte pression contre l'esprit égalitaire des années récentes ; deuxièmement, un engagement explicite des syndicats dans le sens de l'ajustement des revendications des travailleurs aux exigences de l'accumulation (Graziosi 1976 ; Regini 1980). Ayant vu le centre-gauche des années 1960 évincé par des gouvernements de plus en plus autoritaires et sous le choc de l'expérience chilienne, les dirigeants du PCI s'engageaient désormais sur la voie du « compromis historique » avec les démocrates-chrétiens au pouvoir. Après les succès du parti aux élections régionales de 1975, cet objectif semblait encore plus près d'être atteint. Même s'il utilisait la CGIL pour se reconstruire une présence sur les lieux de travail perdue au cours des années précédentes, ce projet politique ne faisait que renforcer l'hostilité traditionnelle du Parti Communiste vis-à-vis de ce qu'il considérait comme des luttes « corporatistes » contre la nécessaire restructuration de l'économie (Redazione romana di Rosso 1976 ; Hellman 1980).

Sur le front industriel lui-même, il y avait des signes que beaucoup d'employeurs, loin d'être effarouchés par les luttes de l'ouvrier-masse, avaient seulement intensifié leur effort pour soumettre le « facteur travail ». À la FIAT, par exemple, la direction avait entamé une guerre de manœuvre élaborée visant à saper le pouvoir sur la production qu'avaient acquis les ouvriers dans les luttes de l'Automne chaud. Utilisant le fonds national d'aide au chômage de la Cassa Integrazione pour réorganiser tout le cycle de production, la direction réduisit la production dans certains ateliers, tout en l'augmentant dans d'autres par un usage extensif des heures supplémentaires. En même temps, de plus en plus de composants étaient confiés à des usines plus petites du conglomérat, y compris celles récemment installées hors d'Italie. Une telle désarticulation du cycle de production mina fortement la capacité de perturbation et de communication que les ateliers les plus militants de Mirafiori avaient utilisée à leur avantage les années précédentes, tout en permettant simultanément à la direction d'expérimenter de nouveaux processus de production basés sur la robotique. Tandis

que les départs naturels et les licenciements pour absentéisme se combinaient pour réduire la force de travail totale de la FIAT de 13 % en deux ans – jusqu'en septembre 1975 – de plus en plus d'employés de la FIAT furent contraints par l'inflation montante de se tourner vers un deuxième boulot au noir, une pratique qui bloqua encore plus la transmission du militantisme. Comme si tout cela ne suffisait pas, en juillet 1975 la direction de la FIAT devait obtenir l'accord des syndicats quant à son droit de contrôler la mobilité à l'intérieur de la firme, une victoire qui provoqua une orgie de transferts entre ses différents sites, et réduisit encore plus la rigidité des employés (*Collegamenti* 1978). Comme Marco Revelli devait plus tard l'indiquer : « Ce fut une période où la FIAT fut utilisée par les employeurs plus comme un moyen de reproduction élargie de la médiation politique (et du consensus social) que comme un moyen de production de marchandises ; et il était clair que le syndicat était capable de survivre, comme une ombre, une forme fétichisée d'un « pouvoir ouvrier » hypostasié. Mais il était également clair, à mesure que la composition de classe qui avait constitué la base matérielle et sociale de ce modèle syndical se brisait, que le moment approchait où le patron chercherait à régler ses comptes. » (Revelli 1982 : 99)

Quels que fussent les autres problèmes auxquels il faisait face, le noyau de l'ouvrier-masse formé à la FIAT restait encore suffisamment fort ces années-là pour garder ses emplois. Mais ailleurs, les ouvriers d'usine ne devaient pas jouir de la même sécurité. En Lombardie, par exemple, des centaines de firmes commençaient désormais à décentraliser et rationaliser leurs processus de production. Le cas le plus emblématique – celui de l'usine Innocenti propriété de British Leyland – offre aussi un aperçu des divisions qui traversaient alors le corps de la classe ouvrière industrielle. Le premier cycle de troubles à Innocenti s'était ouvert en avril 1975, quand la direction mit à la Cassa Integrazione certains ouvriers et introduisit des augmentations de cadence pour les autres. La situation empira fin août, quand les employés se trouvèrent affrontés à la perspective de licenciements pour un tiers d'entre eux, et à une augmentation permanente des temps de travail et des rythmes de production pour ceux qui restaient. L'opposition la plus intransigeante à ces attaques devait venir d'un petit nombre de militants qui, ayant pris leurs distances par rapport aux groupes d'extrême-gauche, avaient formé une organisation de base possédant une certaine influence dans les ateliers clés de l'usine. Face à une majorité hostile dans le comité d'entreprise dominé par le PCI, de plus en plus pris de vitesse à mesure que la lutte se déplaçait de l'atelier vers le terrain des négociations entre syndicat et entreprise, le *Coordinamento Operaio Innocenti* se trouva bientôt, selon les termes d'un ancien membre, « dans l'œil du cyclone ». Les choses en arrivèrent à un point critique fin octobre, quand des délégués PCI et CGIL en vinrent aux mains avec le groupe et ses partisans. Le jour suivant, six de ses membres furent virés, ce qui détruisit effectivement le *Coordinamento* en tant que force dans l'usine, et avec lui, toute possibilité

d'une lutte qui ne fût pas hypothéquée par la participation de la gauche historique à la « gestion » des difficultés économiques de la nation (*Primo Maggio* 1976b).

Salué comme le nouveau programme de l'Autonomia dans certains cercles, *Proletari e Stato* devait recevoir un accueil orageux dans d'autres pour son désintéret vis-à-vis de ces revers de l'ouvrier-masse. Si certains opposants d'autrefois à Negri adoptaient maintenant beaucoup de ses idées, la brochure ne devait guère satisfaire ceux de ses anciens camarades qui étaient restés à l'écart de l'aile « organisée » de l'Autonomie. Sergio Bologna, qui avait continué à collaborer avec Negri dans un certain nombre de projets de recherche, fut particulièrement déçu. Avec *Proletari e Stato*, affirmait Bologna, Negri avait saisi certains des « mécanismes objectifs de la composition politique » présents dans la société italienne, mais complètement négligé les non moins substantielles tendances qui allaient à leur rencontre : « Combien d'ouvriers, combien d'usines, se sont trouvés dans les deux dernières années confrontés au problème de la fermeture, et combien de luttes se sont épuisées dans le choix entre la défense d'un salaire indépendant de l'échange de la force de travail et les coopératives de production ? Entre salaire garanti et autogestion, fermeture de l'usine et acceptation de la restructuration ? Dans de telles circonstances, la gauche révolutionnaire soit n'a pas su offrir d'autre alternative, soit, dans le meilleur des cas, s'est contentée de dire que le problème était mal posé et devait être comme tel rejeté. Quand elle était la plus cohérente, la gauche révolutionnaire a dit que la destruction de l'ouvrier en tant que force de travail était une bonne chose qui ne pouvait qu'aider au recrutement et à la sélection de l'avant-garde. Il y a eu de nombreuses petites (ou grandes) batailles, mais pendant qu'elles se déroulaient, la composition politique de la classe a substantiellement changé dans les usines, et certainement pas dans le sens indiqué par Negri. Et ce qui s'est produit, c'est même l'opposé de l'unité plus large dont il parle. Au contraire, une plus grande division s'est produite : non pas entre usine et société, mais à l'intérieur de l'usine elle-même, entre la droite et la gauche de la classe ouvrière. En somme, il y a eu une réaffirmation de l'hégémonie réformiste sur les usines, brutale et implacable dans ses efforts pour démembrer la gauche de la classe et l'expulser de l'usine. » (Bologna 1976a : 27, traduction basée en partie sur Lumley 1980 : 132) Au lieu de se confronter à un tel désarroi et une telle confusion, déplorait Bologna, Negri avait préféré se livrer à l'activité traditionnelle du théoricien en possession d'une grandiose synthèse. En réalité, en choisissant d'inventer « une figure sociale différente à laquelle imputer le processus de libération de l'exploitation », Negri s'était simplement lavé les mains devant les difficultés récentes de l'ouvrier-masse et l'incapacité de sa propre organisation à s'y développer. Et Bologna concluait qu'on n'était pas du tout au début d'une ère nouvelle : « nous n'en sommes pas à l'an I, nous ne sommes pas revenus au réveil de la « nouvelle gauche » des années 1960, nous n'en sommes même pas à la redéfinition d'une figure sociale différente de celle de l'ouvrier-masse. Même

s'il était vrai que la relation entre *ouvrier social* et parti est différente, que la société civile n'existe plus, que la théorie de la conscience de classe a aussi changé, pourquoi continuer à exercer le métier consommé de théoricien et d'idéologue ? La forme du discours politique est obsolète, le langage millénariste nous "casse les couilles", et cette forme de théorie mérite d'être rejetée comme toute autre "théorie générale" (...) pour conclure, disons que sur ce terrain le débat n'est plus possible, il est assommant. Mieux vaut trouver un nouveau terrain. Assurément, "*grand est le désordre sous le soleil*, la situation est donc excellente". » (Bologna 1976a : 28, traduction basée en partie sur Lumley 1980 : 133)

L'aile romaine de l'Autonomie fut tout aussi acerbe dans sa critique. Après un an de participation à la production de *Rosso*, les Comitati Autonomi Operai en avaient finalement eu assez fin 1976. D'accord avec Bologna sur le fait que l'abandon par Negri de la sphère de la production directe comme terrain central de la lutte de classe ne pouvait avoir que des conséquences désastreuses, les Romains pensaient que de telles oppositions étaient sous-tendues par une divergence plus profonde sur la méthode. Déplorant que la contribution du cercle de Negri à l'analyse autonome de la composition de classe fût de plus en plus caractérisée par des affirmations « fort catégoriques et fort peu convaincantes », ils avouaient [dans une lettre à *Rosso* – NdT] : « nous avons toujours partagé et nous partageons encore votre intérêt pour les "couches émergentes" (jeunes prolétaires, féministes, homosexuels) et pour des sujets politiques nouveaux et reconceptualisés ("l'ouvrier social"). Mais précisément l'indéniable importance politique de ces phénomènes exige une extrême rigueur dans l'analyse, une grande prudence dans l'investigation, une approche très empirique (des faits, des données, des observations et encore des observations, des données, des faits) ... » (*Rivolta di classe* 1976 : 136) Faisant fi de ce conseil, Negri devait à l'avenir consacrer la plus grande part de son énergie au développement d'un nouveau « mode d'enquête » approprié à l'ouvrier social.

Negri au-delà de Marx

À la fin des années 1960, Negri, comme d'autres opéraïstes de l'époque, avait couru le risque de subsumer la spécificité des différentes strates de la classe ouvrière sous celles de l'ouvrier-masse. Mais dans la seconde moitié des années 1970, son travail menaça de dissoudre jusqu'à cette compréhension partiellement concrète de la classe dans un prolétariat générique. À mesure que le débat sur l'ouvrier social se développait, le caractère indéterminé de l'abstraction de Negri devait devenir toujours plus clair. Alquati (n.d. : 90-1), pour qui l'ouvrier social restait une catégorie « suggestive », fut peut-être son critique le plus modéré ; même lui, pourtant, mettait en garde contre le danger de construire une idéologie autour d'une figure de classe qui avait encore besoin d'apparaître comme un sujet politique mûr. Pour Roberto

Battaglia (1981 : 75), écrivant dans les colonnes de *Primo Maggio*, le nouveau sujet de Negri était une catégorie dérivée par simple analogie de celle d'ouvrier-masse, mais privée de l'aspect central de cette dernière : un lien étroit entre « conditions matérielles d'exploitation » et « comportements politiques ». Dans la réalité, la notion d'ouvrier social, pot-pourri de différents sujets « aux motivations totalement autonomes », n'avait donc qu'une valeur heuristique limitée. Vittorio Dini (1978 : 5, 7) devait enfoncer le même clou, considérant que la façon dont Negri avait évacué tout contenu de son appareil conceptuel était particulièrement fautive. Auparavant, Negri avait identifié la nature historiquement déterminée de cette catégorie ; maintenant, en posant comme productifs de plus-value tous les moments du procès de circulation, il résolvait la tension existant depuis longtemps dans l'opéraïsme autour de la relation usine-société par un tour de passe-passe théorique. De la même façon, la définition d'une nouvelle figure de classe, projet qui exigeait beaucoup de temps et de précautions, avait été réalisée en fusionnant purement et simplement tendance et réalité actuelle.

Un autre aspect décevant de la nouvelle analyse de la composition de classe de Negri était la partie relative au PCI. Tout en mettant l'accent sur la nature souvent agressive des efforts du Parti communiste pour conquérir les cœurs et les esprits sur le lieu de travail, Negri ne semblait pas se rendre compte que ce n'était qu'une partie du tableau. Il négligeait notamment ce que Lapo Berti (1976 : 8) devait appeler la disjonction croissante entre les « comportements de lutte et les attitudes "politiques" » de nombreux ouvriers formés au cours de l'Automne chaud. Autrement dit, le fossé entre la critique en actes persistante de l'organisation du travail, évidente dans de nombreuses usines, et le soutien de la classe ouvrière à une direction du parti qui considérait les rapports de production existants comme l'ordre des choses naturel. Insistant au contraire sur l'idée que le projet réformiste n'avait plus aucune base matérielle dans une période de crise capitaliste, Negri (1977b : 110, 117) se contentait de décrire le rapport entre les ouvriers et le PCI comme une relation de pure répression ou de faire des allusions énigmatiques à la nature parasitaire de la main-d'œuvre dans les grandes usines. Une des contributions à l'édition spéciale de *Rosso* de juin 1976 (1976c) consacrée au PCI était plus proche de la vérité. Elle analysait la description du parti faite par l'intellectuel communiste Badaloni comme représentative d'une facette de l'existence de la classe ouvrière : celle de la force de travail « marchandise organisée » disposée à accepter sa place subordonnée dans la société. Mais même dans ce cas, comme les Romains des Comitati Autonomi Operai devaient le faire remarquer, leurs contributions au même numéro étaient les seules à proposer une discussion concrète de la politique communiste et de sa réalisation, notamment dans ce secteur où le PCI fonctionnait déjà comme un parti de gouvernement – administration municipale de certaines des principales villes d'Italie. (*Rivolta di classe* 1976 : 137).

Ainsi, malgré la complexité croissante de la politique ouvrière en Italie à la fin des années 1970, la simplification du schéma d'analyse de Negri allait se poursuivre à un rythme soutenu. Alors qu'il continuait de rejeter les conceptions marxistes traditionnelles de la crise, sa perspective générale ne devenait pas moins catastrophiste. « *L'équilibre du pouvoir a été inversé* », écrivait-il dans une brochure de 1977 qui devait devenir un best-seller : « la classe ouvrière, avec son sabotage, est le pouvoir le plus fort – par-dessus tout, la seule source de rationalité et de valeur. À partir de maintenant, il devient impossible, même en théorie, d'oublier ce paradoxe produit par les luttes : plus la forme de domination se perfectionne, plus elle devient vide ; plus le refus de la classe ouvrière s'accroît, plus il est plein de rationalité et de valeur (...) Nous sommes là ; on ne peut pas nous écraser ; et nous sommes dans la majorité. » (Negri 1977b : 118, 137) Tout cela ne remet pas en cause les apports créatifs de la lecture subjectiviste de Marx par Negri, qui vont de sa dénonciation du capitalisme d'État dans le bloc de l'Est et de sa recherche d'une nouvelle mesure de la production au-delà de la valeur à sa claire description du processus révolutionnaire comme processus fondé sur le pluralisme des organes de masse de l'autonomie du prolétariat. Mais du fait d'un tel triomphalisme, ces apports devaient être limités. Privé des déterminations contradictoires de la réalité italienne, le concept prometteur – emprunté lui aussi à Alquati (1976 : 40-1) – d'une classe ouvrière « autovalorisant » ses propres besoins dans et contre le rapport capitaliste perdait toute substance. Tout cela ne remet pas en cause les aspects suggestifs de l'œuvre de Negri. Malheureusement ils étaient sans cesse annulés par une perspective qui faisait de la lutte de classe une lutte à mort entre deux Titans (Boismenu 1980 : 192). Bien que Negri reconnût le concept de différence comme un attribut positif au sein des mouvements de changement social, sa conception de l'ouvrier social continuait à se vider de tous les discriminants spécifiques et contradictoires qu'elle contenait, ne conservant que leur attribut commun : être des incarnations du travail abstrait. Comme le travail abstrait, à son tour, n'était compris que comme pur commandement, la saisie du problème de la recomposition politique chez Negri était finalement surdéterminée par l'accent qu'il mettait sur la violence. Point de vue qui, comme le démontrait désormais la pratique d'une grande partie de l'Autonomie, ne devait pas s'avérer moins réducteur que celui des Brigades Rouges – même s'il s'en écartait profondément par la culture et par la forme (Negri 1977b : 134).

On pourrait raisonnablement supposer que la relative facilité avec laquelle l'Autonomie devait être écrasée par les arrestations massives de 1979-1980 serait forcément pour une vision aussi triomphaliste un choc immense. Mais loin de réintroduire un peu de prudence dans la pensée de Negri, la défaite politique de l'Aire de l'Autonomie ne devait qu'appauvrir davantage son cadre conceptuel. Rompant en 1981 avec le groupe dominant de l'Autonomie dans le nord-est de l'Italie, Negri (1981b : 8) devait accuser ses représentants de s'accrocher à « un modèle bolchevique

d'organisation en dehors du temps et de l'espace ». Ceci étant relié à leur saisie d'un sujet de classe – l'ouvrier-masse – qui était, « sinon anachronique, du moins partiel et corporatiste ». Ce faisant, affirmait-il, ils avaient choisi d'ignorer « une nouvelle génération politique (pas seulement les enfants) qui se situe dans les grandes luttes pour la communauté, pour la paix, pour une nouvelle façon d'être heureux. Une génération *sans* mémoire et donc *plus* révolutionnaire ». Cette argumentation avait été développée plus complètement au début de l'année dans les colonnes de la revue *Metropoli*, où Negri avait soutenu que la mémoire ne pouvait être comprise que comme un moment de la logique de la domination capitaliste : « La composition de classe du sujet métropolitain contemporain *n'a pas de mémoire parce qu'elle n'a pas de travail*, parce qu'elle refuse le travail commandé, le travail dialectique. Elle n'a pas de mémoire parce que seul le travail peut construire pour le prolétariat un rapport avec l'histoire passée. Elle n'a pas de dialectique parce que seuls la mémoire et le travail sont constitutifs de la dialectique (...) la mémoire prolétarienne n'est que la mémoire de l'aliénation passée (...) La mémoire existante de 1968 et de la décennie qui a suivi n'est plus maintenant que celle du fossoyeur (...) les jeunes de Zurich, les prolétaires napolitains et les ouvriers de Gdansk n'ont pas besoin de mémoire (...) La transition communiste est absence de mémoire. » (Negri 1981b : 50-1, 52, 53)

« Votre mémoire est devenue votre prison », avait dit Negri, accusant ses anciens camarades (1981b : 8). Mais dans son propre cas, cette saisie d'un éternel présent n'était qu'un refus de ses responsabilités passées. La même année, tirant un bilan de la défaite de la tendance opéraïste – une défaite qui avait jeté Negri et des milliers d'autres activistes en prison sous la fausse accusation de « terrorisme » – Sergio Bologna devait identifier clairement la nature du problème : « J'ai à la fois un sentiment de crainte et de dégoût quand je vois des camarades qui haïssent leur passé ou, pire encore, qui le mystifient. Je ne renie pas mon passé, par exemple mon passé opéraïste ; au contraire, je le revendique. Si nous jetons tout par-dessus bord, nous vivrons dans un état de schizophrénie permanente. » (Bologna 1981 : 17)

Retracer l'itinéraire de Negri jusqu'à ce point désespérant au-delà de l'opéraïsme aussi bien que du marxisme est une tâche déprimante. Derrière la hâte évidente qui a caractérisé une grande partie de son œuvre (Leonetti 1979 : 4), il y a ce qu'il devait plus tard lui-même reconnaître comme « ce maudit faux-semblant, qui parcourt tous nos écrits ; c'est le langage de la tradition marxiste, mais il comporte un reste de simulation qui engendre une tendance à la déformation et à la redondance. » (cité in Portelli 1985 : 12) Une telle aberration était le résultat de ce mode de pensée particulier que Negri avait hérité du père de l'opéraïsme italien, Tronti, et qu'il avait porté à la perfection, un mode de pensée qui ne partait des processus sociaux réels que pour se retourner rapidement vers lui-même. Cherchant pour sa part à éviter un tel destin, Marx avait abandonné les hauteurs éblouissantes de l'envolée conceptuelle déployée dans les *Fondements* pour les cheminements moins brillants

mais historiquement fondés du *Capital*. Ne croyant pas à la nécessité d'un tel choix, Negri aurait gagné à tenir compte de l'avis de Tronti lui-même (1971 : 16), qui avait un jour formulé cette mise en garde : « Un discours qui se développe sur lui-même court le danger mortel de se vérifier toujours et seulement à travers les chemine-ments successifs de sa propre logique formelle. »

8.

Historiographie de l'ouvrier-masse

« Nous, avec notre “américanisme”, avec notre idéologie métropolitaine, avec les deux grands “centres” de notre mémoire historique, de notre identité théorique et idéologique : les luttes de classe du prolétariat américain et le gigantesque et tragique mouvement communiste allemand de 1918 à 1932. » (Scalzone 1981 : 9)

DANS LES ANNÉES qui précédèrent l'Automne chaud, l'opéraïsme n'avait guère pris pied dans l'historiographie italienne de gauche. Dans l'immédiat après-guerre, l'école dominante était associée au Parti communiste, qui considérait le récit du développement des institutions de la société civile comme le but de l'histoire. Gramsci lui-même avait reconnu dans ses *Cahiers de prison* que « l'histoire d'un parti ne peut être que l'histoire d'un groupe social déterminé » (cité in Bermani 1975 : 37). En dépit de cela, au début des années 1950, ses épigones menaient pour la plupart une polémique féroce contre ceux que leur intérêt pour la culture ouvrière et populaire menait au-delà des institutions du mouvement ouvrier et qui étudiaient les expériences politiques dissidentes et la vie quotidienne des ouvriers et paysans (Bermani et Bologna 1977 : 21-4). En réalité, même la meilleure histoire communiste, comme la chronique du développement du PCI par Paolo Spriano – un travail dont le sens de la mesure était à l'époque unique parmi les historiens du parti –, continuait à se focaliser sur la dynamique interne de la direction du parti. À ce niveau, comme le notait justement Mariuccia Salvati (1980 : 8), « Tout ce qui tombait en dehors du parti tombait en dehors de l'histoire, et vice-versa ». L'optique de l'historiographie universitaire étant à peu près aussi étroite, les quelques

intellectuels engagés dans l'élaboration d'une histoire proprement sociale étaient littéralement forcés d'être autodidactes, en particulier dans les matières économiques (Bologna 1981 : 10).

Vers le début des années 1960, l'introduction en Italie de l'œuvre des communistes étrangers Eric Hobsbawm et Jurgen Kuczynski fit cependant beaucoup pour légitimer la notion d'une histoire des travailleurs. D'une manière similaire, la pénétration de la sociologie et de la théorie de la modernisation américaines suscita une remise en cause de l'histoire économique (Pitassio 1976). La première des nouvelles études communistes fut celle de Giuliano Procacci (1962, 1970) qui analysa la composition de la classe ouvrière italienne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Loin de considérer avec sympathie cette étude et d'autres similaires, les opéraïstes devaient pourtant les rejeter comme prouvant le refus du PCI de se confronter aux questions les plus urgentes du moment, à commencer par celle de l'état de l'organisation de la classe ouvrière à la FIAT (Alquati 1975 : 310 ; Bermani et Bologna 1977 : 32). De leur côté, les premières études historiques de l'opéraïsme étaient largement schématiques, leur principal objectif étant de mettre en place de « nouveaux « cadres interprétatifs » » permettant de dépasser l'historiographie de gauche existante (Bologna 1964 : 27).

Dans une série de brefs comptes-rendus publiés à la fin de 1963 et au début de 1964, Sergio Bologna devait étudier la signification du fascisme du point de vue de la classe ouvrière. En dépit des contextes spécifiques dans lesquels elles s'étaient faites, les expériences allemande et italienne de l'entre-deux-guerres touchaient toutes deux à des questions actuelles. Par exemple, celle du nazisme posait le problème de la passivité ouvrière en termes extrêmes, en montrant que la subordination violente de la force de travail à la production ainsi que l'utilisation de tous les moyens disponibles à la poursuite de l'accumulation étaient le moteur de la montée en puissance fasciste (Bologna 1963a : 19). En Allemagne, les institutions du vieux mouvement ouvrier avaient été soit détruites soit intégrées dans les organisations nazies en 1933, alors que le réarmement protégé par l'autarcie rendait possible la pleine utilisation des capacités de production industrielles. Durant la guerre même, l'usage d'étrangers comme travailleurs serviles occupant les échelons inférieurs du processus de production avait achevé de liquider ce qui restait de solidarité de classe, de cette « première condition de l'existence de la classe ouvrière en tant que classe politique » (Bologna 1963b : 62). De plus, ce fut précisément sous les régimes de Mussolini et de Hitler, où les liens entre le travail et ses représentants antérieurs furent violemment tranchés, que la réduction de l'histoire de la classe ouvrière à celle des bureaucraties du parti et des syndicats apparut « vraiment grotesque » (Bologna 1964 : 28). Plus tard, comme devait le reconnaître Bologna (1981 : 12), la lecture critique des rapports officiels par les historiens radicaux devait les aider à reconstruire les nombreux cas de résistance au régime d'usine imposé par les nazis. Ce faisant, leurs

efforts devaient aussi mettre en évidence ce que Timothy Mason (1979) nomma la division fondamentale entre la résistance politique de la gauche allemande et l'opposition ouvrière dans l'usine et sur le marché du travail.

Dans le cas de l'Italie, Bologna voulait surtout mettre en cause l'idée du fascisme comme produit de l'arriération sociale et politique du pays, qui prédominait à gauche au début des années 1960. Comme l'économiste libéral Rosario Romeo l'avait montré contre Gramsci dans un travail récent, l'absence de réforme agraire n'avait d'aucune façon empêché le développement du capitalisme italien. Pour Bologna (1963b : 63), alors qu'elle était soutenable en son temps, l'argumentation de Gramsci avait été réfutée depuis par l'impétueux développement du « miracle » économique italien, qui avait favorisé une croissante unification économique et politique dans les camps hostiles du capital et du travail. Ainsi, en dépit de ses faiblesses, Romeo devait être reconnu comme le seul historien italien alors capable « d'entreprendre une recherche économique, pour la simple raison que son travail avait l'indéniable mérite de retourner sur le terrain propre à la discussion historique, en refusant le niveau des prétendues superstructures, où l'histoire est considérée seulement au point de vue des institutions politiques. » (Bologna 1963b : 64 ; 1964 : 28)

Le texte intitulé « Quelques hypothèses de la recherche marxiste en histoire contemporaine », qui parut dans le troisième numéro des *Quaderni Rossi*, explicitait de quel point de vue différent l'opéraïsme envisageait la question. L'essai attaquait durement l'historiographie communiste, en particulier sa compréhension du fascisme, prenant comme point de départ la récente vague d'industrialisation. Celle-ci, soutenaient les auteurs Umberto Coldagelli et Gaspare De Caro, « pose objectivement les rapports de classes au niveau le plus pur et le plus mûr de leur antagonisme (...) la science de ce présent indique la direction générale du développement et détermine les causes qui le détournent de sa voie, s'y opposent, et le retardent. En d'autres termes, (de ce point de vue) l'histoire devient une biographie du capitaliste collectif dans son combat incessant contre le capitaliste individuel et contre la classe ouvrière. » (Coldagelli et De Caro n.d. : 104)

Comme chez Bologna, le fascisme était présenté comme « l'expression politique d'un niveau déterminé de développement », une réponse aux conditions « objectivement révolutionnaires » dans lesquelles se trouvait l'Italie après la Première Guerre mondiale (*ibid.* : 106, 107). Concevant le fascisme comme une réponse tout à fait moderne à cette impasse, Coldagelli et De Caro étaient aussi très durs dans leur appréciation de la formule finalement choisie par le mouvement communiste pour y faire face. Dans le Front Populaire convergeaient selon eux les intérêts des groupes engagés dans la défense de la bureaucratie soviétique et de fractions du capital occidental cherchant à promouvoir des réformes économiques et politiques. Pourtant, alors qu'une telle critique évoquait à la fois celles avancées par des dissidents de gauche comme Fortini (n.d. : 1974) et les hérésies communistes classiques, elle ne

devait pas être développée bien longuement par Coldagelli et De Caro (n.d. : 107-8). De même, leur analyse du fascisme comme forme politique de la domination du capital, qui devait être développée avec rigueur une décennie plus tard par Marco Revelli (1975), le caractérisait ici de manière simpliste comme correspondant « parfaitement » aux besoins du capital (Coldagelli et De Caro n.d. : 107).

Dans un autre texte court consacré au *biennio rosso*, De Caro (1964) s'intéressait plutôt aux conseils d'usine turinois de 1920, définis dans « Quelques hypothèses » comme « la seule initiative répondant à la nécessité d'une rupture révolutionnaire à ce niveau déterminé du développement capitaliste » (*ibid.* : 106). En polémique contre l'étude de Spriano sur cette période, De Caro définissait l'importance des conseils : elle ne tenait pas à leurs efforts pour défendre plus efficacement que les syndicats les intérêts de la force de travail à l'intérieur du capital, mais à leur référence à un projet de pouvoir politique. Ainsi, même si Gramsci avait considéré les conseils comme des organes qui acceptaient l'organisation du travail existante et s'y enraccinaient, ils ne pouvaient pas être simplement rejetés comme réformistes, comme l'avait cru Bordiga. Précisément parce qu'ils anticipaient une forme plus avancée du capitalisme, fondée sur la cogestion, leur véritable signification se trouvait plutôt dans leur capacité à bloquer les efforts de l'État pour jouer un plus grand rôle dans la vie économique. Pour De Caro, s'ils avaient finalement échoué dans cette entreprise, c'était d'abord la faute des partis historiques de la gauche, qui avaient été incapables de fournir aux travailleurs l'arme d'une forme adéquate d'organisation politique.

Tronti en Allemagne

Les implications des arguments de De Caro devaient être énoncées plus complètement trois ans plus tard, dans un texte qui est devenu dans la gauche anglophone le plus connu de l'historiographie opéraïste. « La composition de classe et la théorie du parti aux origines du mouvement des conseils ouvriers », contribution de Bologna à la conférence de 1967 de l'opéraïsme sur l'entre-deux-guerres, est un texte d'une vaste étendue. Il embrasse des questions allant des cycles internationaux de la lutte de classe dans les années 1900-1920 jusqu'à la nature du fordisme, la spécificité des IWW dans les États-Unis d'avant-guerre, et les débats de la Deuxième Internationale sur la spontanéité et l'organisation. Son principal propos est cependant de comprendre la composition de classe du mouvement des conseils allemand, dont l'échec scella le destin et des bolcheviques et de la révolution mondiale d'après-guerre. Pour Bologna (1972 : 25), le trait distinctif des conseils se trouve dans le poids politique qu'y avaient les travailleurs qualifiés, en particulier ceux de l'industrie mécanique. Jugés indispensables par le patronat, ces travailleurs exerçaient un contrôle considérable sur le processus de travail. Conçue comme autogestion du

mode de production existant, leur pratique de l'autonomie ouvrière échoua finalement en raison du manque total de projet pour surmonter les obstacles posés par l'État existant, qu'ils cherchaient seulement à démocratiser et rénover dans un sens socialiste. À cet égard, l'essai faisait aussi partie de la polémique opéraïste en cours contre les arguments qui fondaient alors la politique révolutionnaire sur une éthique productiviste : « Le concept d'autogestion ouvrière n'aurait pu avoir une aussi large influence dans le mouvement des conseils ouvriers allemands en l'absence d'une force de travail inextricablement liée à la technologie du processus de travail par de fortes valeurs professionnelles et naturellement inclinée à mettre l'accent sur leur fonction de "producteurs". Le concept d'autogestion décrivait le travailleur comme un producteur autonome et la force de travail de l'usine comme autosuffisante. (...) Cette relation entre des structures d'emploi et des attitudes idéologico-politiques est bien connue. Elle mérite d'être soulignée, à la fois parce que l'Allemagne en fournit l'illustration la plus évidente et pour rappeler à ceux qui aiment les discussions confuses et sans conclusion sur la "conscience de classe" que celle-ci n'est pas un fait spirituel ou culturel. » (*ibid.* : 5-6)

Tout comme De Caro, Bologna évitait de critiquer l'autogestion en se fondant sur ses défauts idéologiques ou bien en la rejetant comme idée émanant de l'aristocratie ouvrière. Le fait qu'une telle conception du socialisme était une impasse à l'époque de la chaîne de montage ne retirait absolument rien à son efficacité politique dans l'Europe du début des années 1920. Après tout, « l'importance révolutionnaire d'un mouvement doit être évaluée sur la base d'un stade historiquement déterminé de développement, dans une situation spécifique » (Bologna 1972 : 12). En vérité, cette figure particulière du « travailleur-inventeur » était déjà en 1919 « objectivement condamnée à disparaître » par le fordisme (*ibid.* : 7). Dans ces conditions, l'importance politique du mouvement des conseils – conséquence et de sa signification internationale et de la rigidité de l'industrie allemande – résidait surtout dans sa capacité à « provoquer la crise et à geler le développement capitaliste » (*ibid.* : 26).

Entre autres choses, le travail de Bologna illustre utilement la tendance de l'opéraïsme classique à dégager le contenu des luttes radicales tout en réduisant la question de leur forme d'organisation à une question purement secondaire. Si une telle position indiquait un agacement légitime à l'égard des gens qui faisaient des conseils un fétiche, elle ne permettait pas de répondre à l'argument – commun aux défenseurs et aux détracteurs de la forme conseil – qui assimilait la pratique ouvrière de la démocratie directe au productivisme. Quand on examine les événements de 1918-1923, il devient clair cependant que cette formulation est loin d'être adéquate. Comme Bologna (1968 : 128-9) devait le souligner dans un autre essai de la même période, les historiens n'ont pas bien traité la révolution allemande, préférant – soit par myopie, soit par mauvaise conscience – la laisser dans l'ombre de Weimar et de l'Octobre russe. En fait, ce rejet collectif avait été si largement répandu que

même un ancien participant à la révolution et un observateur aussi perspicace que Paul Mattick (1968 : 348) avait pu n'y voir un demi-siècle après que « la sombre histoire » de 1918. Sans doute, les conseils ne tendaient en général qu'à disparaître pour céder la place à une Assemblée Nationale, et leur extrême limite résidait dans leurs tentatives ambiguës de combiner conseils et parlement. Pourtant, même si les travailleurs qualifiés tels que Bologna les avait décrits avaient été les « représentants les plus typiques » du mouvement, on pouvait difficilement dire de leurs expériences qu'elles épuisaient celles de toute la classe ouvrière allemande durant les cinq années qui suivirent l'abdication de Guillaume II.

En rendant compte plus tard des défauts de son travail, Bologna (1974) devait noter la « manière schématique et rapide » dont il cherchait à séparer l'époque de l'ouvrier-masse de celle de ses prédécesseurs. Partageant la préoccupation de l'historiographie prédominante pour les événements de 1919, le défaut le plus évident de « Composition de classe et Théorie du parti » était de négliger toute une série de luttes qui allaient à l'encontre de celles du mouvement des conseils – et, par leur signification politique, qui allaient au-delà. En fait, l'absence de toute discussion sur les luttes des mineurs de la Ruhr après la guerre était d'autant plus étrange que l'essai désignait ce secteur comme « le plus avancé » dans la composition de classe de l'Allemagne d'avant-guerre (Bologna 1972 : 9, 11).

Après 1968, l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens radicaux a beaucoup amélioré notre compréhension de la révolution dans la Ruhr et de l'existence des mineurs en général (Geary 1980 ; Bruggemeier 1981). Pourtant, l'étude majeure de von Oertzen, d'où Bologna devait tirer tant d'arguments pour sa position de 1967 sur les travailleurs qualifiés, contenait déjà une analyse détaillée sur la nature radicale de l'organisation de la classe ouvrière dans la Ruhr après la guerre. La seule conclusion raisonnable qu'on puisse en tirer est donc que Bologna avait été si pressé d'établir sa thèse principale concernant les ouvriers de métier des conseils qu'il n'avait pas tenu compte d'une autre fraction de la classe. Ironiquement, c'était une fraction où le poids déterminant des travailleurs migrants non qualifiés suggérait des parallèles évidents avec l'ouvrier-masse italien des années 1960 (Baluschi 1981). Finalement, si Bologna concluait avec raison que le réel échec de la révolution allemande avait été son incapacité à unir autonomie et armement de la classe, il était vrai aussi qu'en 1920 on avait vu dans la Ruhr l'unique tentative de résoudre cette question. Là des milliers de mineurs avaient pour la première fois abandonné les vieux syndicats de métier pour de nouvelles organisations modelées sur le syndicalisme industriel des IWW, et ils étaient alors allés jusqu'à former des Armées Rouges – munies d'artillerie lourde – contre la Reichswehr et les Corps Francs (Jones 1987 : 176-83).

Critiquant les opéraïstes dans son introduction à son gros livre, *Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale*, Stefano Merli soutint que « du moins dans le

champ des études historiques », la tendance avait présenté « une histoire manichéenne, opposant une classe ouvrière dépourvue d'articulations internes, monolithique dans sa fixité révolutionnaire, à une "bureaucratie" qui, n'ayant jamais exercé l'hégémonie, n'étant jamais devenue le groupe dirigeant, était forcée de se satisfaire de la manipulation des masses. » (Merli 1972 : 11) C'était un jugement dur, mais proche de la vérité. Même si elle avait ouvert de nouvelles perspectives à l'interprétation de l'histoire du travail, la théorie opéraïste restait marquée par cette vision simpliste et unilatérale du comportement prolétarien prédominante dans les réflexions philosophiques de Tronti. C'était particulièrement évident dans les autres contributions opéraïstes à la conférence « les travailleurs et l'État » qui, plus encore que celle de Bologna, tendaient à présenter la classe ouvrière comme une entité homogène. De manière tout à fait révélatrice, aucune des contributions à l'enquête sur l'entre-deux guerres ne devait accorder beaucoup d'attention aux expériences du fascisme et du stalinisme, qui avaient tous deux imposé de graves défaites aux classes ouvrières d'Europe. Au contraire, le problème de la décomposition, de la destruction de la classe comme sujet politique, n'était manifestement pas posé. Significativement, l'étude historique la plus forte du livre – la prudente reconstitution de la lutte des travailleurs de Ford en Grande Bretagne de Ferruccio Gambino (1976) – fut écrite trois ans après la conférence de 1967, et bénéficia à la fois de la perspicacité de son auteur et du changement de conjoncture consécutif à l'Automne chaud.

Détail intéressant : le texte le plus riche de l'historiographie opéraïste classique ne devait pas du tout être produit en Italie. Écrit en grande partie par Karl Heinz Roth, figure du mouvement étudiant allemand à la fin des années 1960, et publié pour la première fois en 1974, *L'Autre Mouvement ouvrier* présentait une interprétation de l'histoire de la classe ouvrière allemande depuis l'unification nationale un siècle plus tôt. Exposant le trajet mouvementé d'un mouvement ouvrier ignoré à la fois par les partis et les syndicats, le livre provoqua une controverse considérable dans la gauche allemande au moment de sa parution ; et cette controverse devait être encore exacerbée par l'arrestation de Roth lui-même dans des circonstances obscures l'année suivante (*Primo Maggio* 1976a).

À la différence de Bologna, qui n'avait vu se manifester l'autonomie des travailleurs non qualifiés qu'après la destruction de la centralité des travailleurs qualifiés dans la production, Roth (1976 : 36) accordait une grande importance à la formation d'une nouvelle classe ouvrière, dès avant la Première Guerre mondiale. Cette classe était « à l'état brut, homogène même si elle était divisée dans l'usine par une hiérarchie complexe, mais toujours prête à se révolter ». Présente dans l'industrie textile, dans les ports, et surtout dans les mines (où les immigrés polonais jouaient un rôle décisif), ce secteur de la classe était séparé par un abîme de comportements et de valeurs des ouvriers de métier qui dominaient le mouvement ouvrier officiel (*ibid.* : 35). Avec la militarisation du travail durant la guerre, des

transformations spectaculaires étaient intervenues dans la main-d'œuvre industrielle, qui diminuaient l'influence des travailleurs qualifiés en faveur des non-qualifiés et des non-organisés. Après l'échec des insurrections armées de 1920-1923, les deux couches de la classe furent à nouveau soumises à la discipline du capital, qui cherchait désormais à introduire des techniques de production inspirées de Ford, afin d'éviter la répétition de telles explosions. Comme une bonne partie du temps que dura le régime de Weimar et les sociaux-démocrates et les communistes s'intéressèrent principalement aux travailleurs qualifiés, « l'autre » mouvement ouvrier finit par être de nouveau abandonné à ses propres forces (*ibid.* : 49-56). Contraint à la clandestinité mais jamais tout à fait supprimé par les nazis, comme le chapitre central d'Elisabeth Behrens tenta de l'établir, ses luttes devaient sporadiquement refaire surface après 1945. Avec l'utilisation par l'Allemagne de l'Ouest de travailleurs immigrés – venant d'abord de l'Allemagne de l'Est puis de plus en plus des pays méditerranéens – l'abîme entre les deux composantes de la classe était devenu plus profond que jamais. Rédigée tout de suite après une vague de grèves qui avait frappé une grande part de l'industrie allemande en 1973, la conclusion de Roth était calmement optimiste. En dépit du caractère pour le moment spasmodique des affrontements, la répression croissante pousserait « l'ouvrier multinational de la production de masse » à organiser une guérilla capable de déborder de l'usine dans « toute la machine sociale » (*ibid.* : 241).

Même si Roth devait polémiquer longuement avec Bologna sur l'interprétation particulière des événements d'Allemagne présentée par Bologna en 1967, sa propre méthode d'enquête était manifestement peu différente. Par exemple, en rapportant la décision de former un nouveau parti – le KAPD – lié à des organisations d'entreprise combattives, décision prise en 1920 par l'aile la plus intransigeante du Parti communiste allemand, Roth devait présenter la cohérence d'une assez petite minorité d'activistes comme caractérisant l'ensemble des travailleurs non-qualifiés (Roth 1976 : 63). Bien plus, cette fraction de la classe était décrite comme une force compacte, et les différences bien connues de sexe, d'âge, et de nationalité ne semblaient pas opposer de grandes barrières à son unification interne. Sauf en passant lorsqu'il faisait référence aux fameux travailleurs de l'industrie chimique de Leuna, Roth ne cherchait pas non plus à examiner la condition des travailleurs en dehors de l'usine, ni quel rapport cette condition pouvait avoir avec leur comportement (*ibid.* : 54-5).

Dans un bref compte-rendu qui condamnait « *L'Autre* » mouvement ouvrier comme « confus à un point inacceptable », Paul Mattick (1978 : 88) manifestait aussi son désintérêt pour le problème de la composition de classe. À la place, il proposait une analyse de longue date : son analyse « conjoncturelle » de la subjectivité ouvrière comme produit de la crise capitaliste (Meriggi 1978c : 11). Une critique aussi dure mais plus pertinente vint de l'historien Erhard Lucas (1978 : 96) dont le travail sur

l'échec de la révolution allemande avait été beaucoup cité dans l'étude de Roth. Ce qui choquait particulièrement Lucas dans le livre, au-delà d'un usage des sources qu'il jugeait superficiel, était que Roth n'utilisait pas la catégorie d'ouvrier-masse comme une hypothèse à vérifier, mais plutôt comme une « machette » servant à se tailler un chemin dans l'historiographie conventionnelle. Pourtant, même s'il établissait bon nombre d'erreurs et de lacunes dans ce travail, Lucas devait lui-même éluder le problème posé par la thèse fondamentale de Roth sur la relation entre le comportement de la classe et la structure technique de la force de travail (Behrens *et al.* 1978 : 109-10). Le jugement de Massimo Cacciari (1978 : 41, 42) était plus nuancé : il soutenait dans *Rinascita* que l'approche « fortement réductrice » de Roth et son « idéologisation continue » de « l'autre » mouvement ouvrier n'effaçait pas les mérites du livre, en particulier son exposé de la répression de type militaire dans les usines allemandes. La critique la plus perspicace de l'étude de Roth devait cependant venir de Tillman Rexroth (1978 : 33). Comme il le notait, et sa méthode, plus fondée sur une contre-interprétation de la recherche existante que sur son travail d'investigation propre, et son attention exclusive au « monde masculin de l'usine, masculin même quand des femmes y travaillent », étaient caractéristiques de l'historiographie opéraïste classique. En ce sens, concluait-il, *L'Autre mouvement ouvrier* restait « un livre qui raconte l'histoire différente de la classe ouvrière d'une manière non différente ».

Vers une histoire militante

Avec la création de la revue historique *Primo Maggio* au début des années 1970, l'opéraïsme devint plus attentif aux complexités de la politique ouvrière. Groupés autour de Sergio Bologna (1973a : 162), ses rédacteurs s'étaient engagés dans le développement d'une nouvelle histoire militante « subordonnée à la lutte ». Alors que leur passé commun dans *Potere Operaio* et *Lotta Continua* donnait à leur enquête une tendance nettement opéraïste, l'avant-gardisme et les intrigues politiques de ces organisations avaient rendu les rédacteurs très conscients de la disjonction entre l'autonomie de la classe ouvrière et les tentatives passées de l'organiser de l'extérieur. Selon *Primo Maggio*, « l'autonomie n'est pas seulement une contradiction permanente des rapports de production, mais aussi une contradiction permanente dans la construction du parti ». Pour cette raison, la revue refusait dès le début de succomber à cette « prétention irréaliste à l'organisation politique » qui avait tant gâté le jugement de *Classe Operaia* (Bologna 1976b : 29, 39). Ce refus et la collaboration de nombreux historiens formés par Gianni Bosio à l'étude de la culture populaire – expérience qui les avait habitués à se servir des sources orales et sensibilisé aux complexités de la vie ouvrière – donnèrent à cette entreprise opéraïste « rationnelle » une sobriété qui contrastait avec le triomphalisme de Negri. Bien que l'un des

premiers textes de réflexion de Bologna (1974 : 5) ait nié qu'il existe un « rapport nécessaire entre composition de classe et organisation qui subordonne le programme politique à la composition de la classe », la thèse opposée devait bientôt apparaître comme l'une des contributions les plus importantes de *Primo Maggio* aux intuitions opéraïstes.

Considérant avec sympathie une bonne part de l'histoire radicale écrite aux États-Unis depuis la fin des années 1960, les gens de *Primo Maggio* étaient néanmoins très critiques de ces historiens dont le travail présentait les traits simplistes auparavant critiqués par Merli. En 1975, Peppino Ortoleva analysa l'étude de Jeremy Brecher, *Strike!* (1980), qui n'avait utilisé que des sources conventionnelles tels que des documents écrits pour reconstruire la relation entre les institutions du mouvement ouvrier et les sommets de la lutte de la classe ouvrière. Pour lui, Brecher avait une « vision illuministe du rôle de l'historien » et considérait que sa tâche était de restaurer dans la mémoire de la classe un passé effacé par le capital. S'opposant à cette vision, Ortoleva approuvait les efforts d'Alice et Staughton Lynd (1981) qui avaient au contraire pris pour point de départ « une tout autre hypothèse, qui est constamment vérifiée au cours de [leur] recherche ; l'hégémonie de la culture capitaliste et de sa version de l'histoire ne fait pas table rase de la “mémoire collective” de la classe ouvrière américaine. Une part des traditions de la classe ouvrière est conservée, non comme le patrimoine de l'ensemble du prolétariat, mais plutôt – de manière fragmentaire et désarticulée – comme celui de groupes isolés de travailleurs, d'expériences syndicalistes à la base, etc. » (Ortoleva 1975 : 52).

Comme les opéraïstes de *Primo Maggio* commencèrent bientôt à le découvrir – contrairement à la sèche dénégation de Bologna en 1967 – la composition de classe était vraiment un produit culturel. S'appuyant sur son travail avec Bosio, Cesare Bermani (1975 : 48) insistait sur l'idée que « la culture n'est pas homogène dans une société de classes ». La culture de « ceux qui sont exploités mais non soumis » se trouvait à la fois dans et en dehors de l'usine et, dans cette culture, la mémoire servait à filtrer, ordonner, et transmettre l'expérience. Utilisé de manière critique, le témoignage oral pouvait éclairer le mécanisme interne de la subjectivité de classe ; mais pour produire ce résultat, l'historien devait être aussi un militant politique et, comme tel, avoir conquis « la complète confiance de celui qui témoigne. L'histoire des mouvements ouvrier et paysan écrite pour ces mouvements ne [pouvait] être qu'une histoire écrite par un militant pour des militants. »

On ne pouvait donc plus considérer la composition politique comme le simple résultat d'une relation immédiate et exclusive au processus de travail. La meilleure étude de l'opéraïsme classique avait été rendue possible par la reconnaissance des divisions matérielles coexistant avec l'unité formelle donnée par les conditions communes du travail salarié : dans le cas d'Alquati, au début des années 1960, par l'identification d'un fossé de génération à la FIAT. Pour Bologna, qui écrivait pen-

dant le « tremblement de terre » social de 1977, le concept de composition politique en était venu à signifier « non seulement la composition technique, la structure de la force de travail, mais aussi la somme et l'entrelacement des formes de culture et de comportements et de l'ouvrier-masse et de toutes les couches subsumées sous le capital. Le passé paysan de l'ouvrier-masse, ses liens (ou sa rupture) avec le clan familial, son passé de travailleur immigré mis en contact avec les technologies les plus avancées et avec la société du commandement le plus avancé sur la force de travail, son passé de militant politique ou syndical ou son passé de membre d'un clan patriarcal catholique : tous ces attributs se traduisent en acquis dans la lutte, en sagesse politique, comme somme des sous-cultures qui se catalysent au contact de la massification du travail et du processus inverse de sa fragmentation et de sa dispersion territoriale. La machinerie, l'organisation du travail, transmue et met au jour ces passés culturels : la subjectivité de masse se les approprie et les traduit en lutte, en refus du travail, en organisation. La composition de classe politique est d'abord le résultat ou le point final d'un processus historique. Mais dialectiquement c'est aussi le point de départ d'un mouvement historique par lequel le travail subsumé sous le capital interprète l'organisation productive, sociale, et politique de l'exploitation et la renverse en organisation de sa propre autonomie. » (Bologna 1977d : 62) Ainsi même si dans la conception de *Primo Maggio* l'usine restait « le site le plus important de socialisation et de force », leur notion du lieu de travail était devenue considérablement plus riche et complexe que celle avancée par l'opéraïsme des années 1960. En introduisant pour les lecteurs de la revue un témoignage américain de l'époque sur la vie d'usine, Ortoleva (1976 : 42) devait même critiquer son auteur pour n'avoir pas vu que « les divisions et la stratification des travailleurs hors de l'usine agissent aussi à l'intérieur ».

Même si ce n'était pas toujours à la satisfaction de certains de ses jeunes associés (Scarlinzi 1984 : 67), *Primo Maggio* était aussi toujours plus critique de ce léninisme que Potere Operaio avait exposé pendant une bonne part de son existence. Dans les années où Negri (1976a : 201-23) se donnait du mal pour défendre la polémique de Lénine contre « l'infantilisme de gauche », *Primo Maggio* devait mettre pour la première fois en évidence la dette que l'opéraïsme avait envers les premiers défenseurs de l'autonomie de la classe. Réfléchissant sur les changements de cap du Komintern, dont il considérait toujours le but initial de créer « un instrument multinational de maîtrise des rythmes de la révolution mondiale » comme louable, Bologna (1975 : 94) soulignait le fait qu'en recherchant des alliés, les bolcheviques s'étaient d'abord tournés vers les différentes forces de l'extrémisme de gauche, des ultragauchistes d'Allemagne et de Hollande aux syndicalistes révolutionnaires de Grande-Bretagne et des États-Unis, qu'ils considéraient comme des interlocuteurs privilégiés dans le cadre de leur projet. C'est seulement quand ces courants rejetèrent avec mépris le modèle russe d'organisation que Lénine commença son offensive contre eux, mais

il ne devait la gagner qu'en ignorant les spécificités de la composition de classe en Europe et en Amérique du nord. Si la majeure partie de la classe ouvrière occidentale refusa pour sa part de quitter le mouvement ouvrier traditionnel pour les organisations d'usine combattives défendues par les anarcho-syndicalistes, les syndicalistes d'industrie, et les communistes de gauche, elle refusa aussi de suivre les manœuvres putschistes des communistes, comme l'Action de Mars en 1921. Le résultat fut que l'accent croissant mis par le Komintern dirigé par Zinoviev sur la fonction du parti l'amena à privilégier les relations avec d'autres partis et leurs bases sociales à travers le soi-disant Front unique. Ce choix fut effectué au détriment des relations avec les travailleurs eux-mêmes, et le problème du rapport avec les travailleurs se réduisit à celui du combat pour l'hégémonie dans les syndicats. Selon Bologna, cette tactique avait échoué à son tour, parce que le Komintern ne voyait dans la lutte pour le salaire qu'une mesure défensive pour maintenir le niveau minimal de subsistance à l'époque du déclin du capitalisme (*ibid.* : 92-3, 94).

Parmi toutes les factions en compétition au début du mouvement communiste, c'est chez les défenseurs de l'autonomie de classe dénigrés par Lénine comme « gauchistes infantiles » qu'on trouvait les conceptions les plus claires et du besoin d'une organisation indépendante dans l'entreprise et des perspectives à long terme de changement social. Pourtant, comme l'indiquait Bologna, les extrémistes de gauche des IWW et du KAPD étaient souvent eux-mêmes fortement divisés dans leurs perspectives et finalement inefficaces dans la poursuite de leurs objectifs (Bologna 1975 : 92). Pour éviter que *Primo Maggio* ne devienne une simple « anthologie des mouvements "marginalisés" de la classe ouvrière », comme l'écrivait Bologna à Primo Moroni (cité in Bermani et Cartosio 1984 : 7), la réappropriation de telles expériences devait être mise en relation étroite avec la dialectique actuelle entre la classe ouvrière, le mouvement ouvrier officiel, et l'État. Examiner le passé du point de vue du présent ne suffisait plus, la revue devait également s'engager dans la discussion directe des problèmes politiques contemporains.

Marx à Detroit

L'un des aspects les plus distinctifs de l'historiographie opéraïste dans les années 1970 devait être sa reconsidération du syndicalisme révolutionnaire. Le rejet cavalier du syndicalisme durant la décennie précédente était désormais couramment remplacé par une reconnaissance de ce travail de masse « patient et quotidien » (Sereni 1974 : 27) pratiqué par les moins démagogues des syndicalistes révolutionnaires italiens durant les premières années du XX^e siècle (Antonioli et Bezza 1973). Les historiens opéraïstes reconnaissaient également celui du mouvement catalan avant la Deuxième Guerre mondiale qui, de l'avis de Roberto Bordiga (1976), présentait tant de parallèles avec la situation de l'Italie moderne. Dans le textile et la

construction, industries alors centrales dans l'économie de Barcelone, les immigrés non qualifiés avaient eu un poids déterminant, tout aussi déterminant que dans le triangle industriel italien durant les années 1960. Dispersés à travers un grand nombre de petites entreprises, de tels travailleurs trouvaient un cadre dans les formes d'organisation territoriales des anarcho-syndicalistes, dont ils faisaient un usage très proche de celui que les travailleurs italiens placés dans la même situation avaient fait de la *casa del popolo* durant les années qui avaient précédé la prise de pouvoir de Mussolini. Défiant toujours la légitimité des rapports de classes dans le processus de travail, la Confederacion Nacional del Trabajo anarcho-syndicaliste (CNT) devait rester illégale une bonne part de son existence. L'un de ses enseignements les plus importants avait été le combat pour embaucher des travailleurs au chômage par le moyen d'une réduction des horaires, un but qu'elle avait poursuivi non par amour de l'éthique du travail, mais plutôt pour préserver l'unité dans une sphère où le travail pouvait le plus nuire au capital. Pourtant, l'aspect le plus intéressant de l'expérience espagnole résidait selon Roberto Bordiga dans les efforts insurrectionnels du mouvement libertaire. Au-delà de l'image que le mouvement se faisait de lui-même, les relations entre la CNT et les groupes anarchistes espagnols de la FAI (Federación Anarquista Ibérica) représentaient à son avis « l'un des rares exemples d'un authentique parti de « l'autonomie » étranger à la fois à l'idéologie conseilliste et au léninisme » (Bordiga 1976 : 82, 83). D'autre part, continuait-il, si un corps politique séparé du mouvement de masse était nécessaire pour imposer une « rupture » au modèle établi de la lutte de classe, il était clair aussi que « les “insurrections prématurées” révélaient un extrémisme fondamental qui empêchait les anarchistes de passer d'une fonction de provocation et de rupture dans le mouvement aux tâches de la recomposition politique du prolétariat espagnol ». Par dessus tout, le mouvement libertaire espagnol avait manqué d'une « théorie moderne du pouvoir » et avait donc été incapable de surmonter la crise de la politique insurrectionnelle qui suivit les soulèvements ratés de 1934 (*ibid.* : 86).

En dépit de cet intérêt pour les expériences italienne et espagnole, c'est aux IWW que les historiens opéraïstes devaient revenir sans cesse. Un tel intérêt faisait partie d'une fascination plus générale qu'exerçait sur eux la classe ouvrière américaine, fascination évidente depuis le milieu des années 1960, et qui avait été ensuite stimulée par l'agitation sociale croissante qui caractérisait les États-Unis vers la fin de la décennie. Énigme pour beaucoup de gauchistes européens, pour qui ses luttes souvent sanglantes et son indifférence à la politique socialiste représentaient seulement une arriération provinciale, c'était précisément cette combinaison qui rendait la classe ouvrière américaine si attirante pour les opéraïstes. Jusqu'à un certain point, cette ligne d'analyse avait été inspirée aux opéraïstes par leurs contacts antérieurs avec les proches de C.L.R. James, tels que George Rawick et James Boggs. À la conférence de 1967 sur « les travailleurs et l'État », Rawick (1972a : 53, 1972b : 137) avait soutenu que les ac-

quis de la période du New Deal – « quand les travailleurs américains, dans un affrontement direct, avait conquis le plus haut niveau de vie qu'une classe ouvrière ai jamais eu » – ne venaient en importance révolutionnaire qu'après la prise du pouvoir par le prolétariat russe en 1917. Cette idée était reprise par Tronti (1972 : 27) : « les luttes de la classe en Amérique sont plus sérieuses que celles menées en Europe, en ce sens qu'elles obtiennent plus de résultats avec moins d'idéologie ». Mais il allait plus loin que Rawick en affirmant que ce facteur donnait à la lutte de classe aux États-Unis une clarté que n'avait pas la lutte en Europe : « L'histoire de la classe ouvrière européenne est littéralement recouverte par les interprétations des intellectuels marxistes. Mais l'histoire de la classe ouvrière américaine est encore vierge, et nul ne l'a pensée. Moins on a besoin de critiquer l'idéologie, plus il est facile de faire d'autres découvertes scientifiques. Plus est limitée la contribution de la culture de gauche, plus la signification de classe d'une réalité donnée est manifeste. » (*ibid.* : 56)

Pourtant, vierge ou pas, l'histoire des travailleurs américains était mal connue en Italie au début des années 1970. En fait, pour les gens qui ne lisaient pas l'anglais, seuls quelques textes, critiques ou non, étaient disponibles. L'une des fonctions les plus importantes de *Primo Maggio* à l'époque fut donc de mieux faire connaître l'expérience américaine à la gauche de son propre pays. Dans le troisième numéro de la revue, on trouvait par exemple une étude par Ortoleva (1974 : 37) de différentes interprétations des rapports de classes en Amérique, depuis celles de Rawick et Daniel Guérin jusqu'au travail de G.D.H. Cole. Mettant l'accent sur le « rapport dialectique en général négligé entre la lutte de classe et la transformation de l'État », l'attention d'Ortoleva, comme celle de beaucoup de ses contemporains dans la nouvelle gauche américaine, se concentrait sur « l'Ère progressiste » au début du XX^e siècle. C'était une époque où l'engagement du gouvernement fédéral dans les affaires industrielles avait pris pour la première fois une forme systématique. Au centre de cette période mais du côté du travail, on trouvait aussi une expérience unique : le mouvement syndical révolutionnaire connu sous le nom populaire des « wobblies ».

Dans « Composition de classe et théorie du parti », Bologna (1972 : 9) avait déjà fait l'éloge des IWW comme une « organisation de classe anticipant les formes présentes de la lutte ». Pour avoir l'occasion d'étudier une tendance politique dont les origines et le développement étaient « complètement indépendants des traditions de la Seconde et de la Troisième Internationale », il fallut cependant attendre l'échec du néo-léninisme de Potere Operaio. Dès le premier numéro de *Primo Maggio* (Buonfino 1973 ; Cartosio 1973), l'importance que ses rédacteurs accordaient à l'expérience du grand syndicat unique [One Big Union] fut évidente. Mais encore une fois, l'intérêt des opéraïstes pour les IWW n'est pas difficile à expliquer. Ce qui les attirait tout d'abord, c'était la priorité qu'avaient donnée les wobblies à l'organisation des composantes non qualifiées de la classe ouvrière américaine. Depuis sa fondation en 1905, le syndicat s'était engagé dans l'organisation de la croissante « masse uniforme des esclaves

salariés » appelés à faire fonctionner les usines de l'âge de la Machine (IWW 1905 : 7). De tels travailleurs étaient nouveaux dans le mouvement ouvrier américain, alors dominé par les syndicats de métier de la Fédération Américaine du Travail (AFL), et souvent même nouveaux sur le continent. « Avant la Première Guerre mondiale », note David Brody (1980 : 15), « la main-d'œuvre industrielle était composée à près de 60 % d'individus nés à l'étranger », condamnés aux salaires et conditions de travail les plus misérables. En particulier dans le Nord, où le développement industriel était alors concentré, les divisions entre qualifiés et non-qualifiés coïncidaient largement avec les clivages séparant les travailleurs mâles, nés en Amérique et syndiqués, des immigrés d'origine principalement européenne. Intéressés à protéger leur pouvoir sur le processus de travail des empiètements du patronat et imbus d'un sentiment de supériorité envers les « pouilleux », les travailleurs qualifiés américains percevaient en majorité cette nouvelle couche d'opérateurs sur machine comme une menace. Exclus même du vote en raison de leur sexe ou de leur nationalité, les travailleurs immigrés ne se sentaient de leur côté pas moins extérieurs à la sphère de la politique formelle qu'à celle des organisations ouvrières. D'une manière similaire, bien des ouvriers agricoles de l'Ouest étaient exclus de la société civile en raison de leur mobilité et de leur manque d'un métier reconnu. Aux deux groupes, les IWW offraient une forme d'organisation opposée aux barrières de métier ainsi qu'une approche des luttes fondée sur l'action directe au travail des « travailleurs eux-mêmes, sans l'appui déloyal des mauvais chefs du travail ou des politiciens intrigants » (Justus Ebert, cité *in* Kornbluh 1972 : 35).

Ce qui attirait ensuite les opéraïstes, c'était l'attitude adoptée par les IWW face aux problèmes quotidiens des travailleurs. Certes bien des wobblies considéraient les grèves et la lutte quotidienne sur le lieu de travail comme « de purs incidents dans la guerre des classes, (...) comme des épreuves de force, des exercices périodiques au cours desquels les travailleurs s'entraînent à l'action collective » (André Tridon, cité *in* Kornbluh 1972 : 36). Mais peu rejetaient le combat pour l'amélioration des salaires, des horaires, et des conditions de travail comme n'ayant en soi aucune importance. Pour les IWW, la lutte entre le capital et le travail sur le lieu de production était par définition une lutte politique qui, tout en attaquant le taux de plus-value, unissait les travailleurs socialement marginalisés. Comme le dit « Big Bill » Haywood en 1911, « le syndicalisme industriel est la conception la plus large du pouvoir politique de la classe ouvrière. Car en organisant les travailleurs par industrie, on affranchit du même coup les femmes dans les ateliers, on donne du même coup aux hommes de race noire qui sont politiquement mineurs leur mot à dire sur le fonctionnement des industries ; et de même pour chaque travailleur. » (Haywood 1911 : 50)

Il y avait aussi chez les IWW une approche terre-à-terre des buts de la classe ouvrière qui faisait écho à la thématique opéraïste des besoins. Le mépris qu'ils affi-

chaient pour « le gâteau qu'on mange au ciel », qu'il soit fait d'une pâte religieuse ou politique, entraîna un certain nombre de scissions entre les wobblies et les gauchistes d'esprit plus « conventionnel » et fournit aux premiers des munitions dans leur bataille idéologique continuelle contre « l'Armée de la Famine » (c'est-à-dire l'Armée du Salut) et d'autres évangélistes (Hill n.d. : 133 : 1913 : 129). Derrière la formule souvent répétée des IWW que la nouvelle société doit croître à l'intérieur de l'ancienne, il y avait non seulement une conception plutôt mécaniste du changement, mais aussi l'intuition que le matérialisme qui gouvernait l'Amérique de l'époque avait un grain de rationalité, perdu pour les gens attirés par l'ascétisme socialiste ou chrétien. Combattre pour le bout de gras, réclamer plus d'argent et moins de travail ne signifiait pas forcément être corrompu par le Mammon capitaliste. Le vrai problème, proclamait Haywood, résidait dans un système qui mettait la machine à la disposition d'une minorité ne recherchant que son gain privé (Bock 1976 : 121), alors qu'elle pouvait libérer collectivement les hommes du travail pénible. L'étoile de Bethléem, insistait un autre agitateur wobbly, menait « seulement au ciel, dont nul ne sait rien. Les trois étoiles des IWW – l'éducation, l'organisation, et l'émancipation – mènent aux côtes de porc, que tout le monde veut » (cité *in* Kornbluh 1972 : 71).

La discussion opéraïste la plus importante sur les wobblies durant les années 1970 fut une fois de plus l'œuvre d'un historien allemand. Publiée dans la collection de Feltrinelli « Matériaux marxistes », elle était accompagnée de contributions de deux rédacteurs de la revue nord-américaine *Zerowork*, traitant tous deux aussi de *La Formation de l'ouvrier-masse aux États-Unis 1898-1922* (Carpignano 1976 ; Ramirez 1976). L'étude centrale du recueil, la contribution de Gisela Bock, s'attachait en particulier au problème de l'adaptation du projet et de la pratique des IWW – « l'autre » mouvement ouvrier d'Amérique – à sa classe ouvrière durant le premier quart du siècle. Malgré son titre, l'étude ne peut cependant pas être rejetée comme une simple transposition du livre de Roth aux États-Unis de l'Ère progressiste. Tout d'abord, le cadre chronologique plus étroit libérait le texte de certaines généralisations plus larges caractéristiques de la tentative de son compatriote et laissaient au lecteur le sentiment de la complexité des divisions traversant la main-d'œuvre américaine. Certes pour Bock (1976 : 65-70) comme pour Roth, la grande fracture à l'intérieur de la classe était celle qui séparait les travailleurs organisés dans les syndicats de métier des autres. Les premiers n'exerçaient pas seulement un pouvoir considérable en raison de leur connaissance de la production, ils réussissaient même souvent à contrôler les moyens d'entrer dans leurs professions. Si les ouvriers de métier disaient souvent et craignaient sincèrement que l'immigration menace leurs emplois, la réalité de l'époque semble tout autre. Un double marché du travail fonctionnait alors aux États-Unis, qui excluait la majorité des travailleurs salariés des relatifs privilèges conquis par leurs frères qualifiés (*ibid.* : 68). Pourtant, alors que la position de l'ouvrier de métier individuel était souvent

sûre, la prédominance continue de leur catégorie en tant que telle était moins certaine, à mesure que l'expansion industrielle prenait toujours plus la forme de la production mécanisée exigeant seulement du travail simple. Durant la décennie qui précéda l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, la simplification et l'interchangeabilité du travail en usine firent des progrès impressionnants. Dans ces conditions, il était souvent tentant de supposer, comme le firent souvent les IWW eux-mêmes, que la situation « objective » développait parmi les travailleurs un sens de l'intérêt collectif. Cependant Bock rejetait fermement un tel raccourci. Elle était très consciente de la complexe intrication des divisions ethniques et sexuelles avec les différences de salaire et d'industrie parmi les couches non-qualifiées et semi-qualifiées de la main-d'œuvre : « Loin de rendre la classe immédiatement plus homogène, la déqualification et l'expropriation des travailleurs de leur savoir et de leur savoir-faire dans tout le processus de travail renforça souvent les mécanismes de concurrence parmi les travailleurs eux-mêmes. Puis vinrent les lois sociales et les formules de participation aux profits : l'industrie, en même temps qu'elle créa les nouvelles hiérarchies de la gestion scientifique, réussit souvent à fondre les intérêts de l'entreprise et ceux de la fraction américaine et qualifiée des travailleurs. Ce fut la riposte du capital au danger politique d'une homogénéisation tendancielle de la classe et de ses luttes. » (*ibid.* : 107)

En second lieu, la manière dont Bock traitait le rapport entre l'organisation et la classe était plus subtile que celle de Roth. Par exemple, à aucun moment de son exposé, les wobblies n'apparaissaient comme l'émanation logico-historique de l'autonomie de la classe, comme chez Roth les unions révolutionnaires et les armées rouges de 1920. Les protagonistes des luttes de 1909-1914 étaient plutôt présentés comme les sauveurs des IWW eux-mêmes, dans la mesure où ils avaient rendu à l'organisation un sens de la direction à suivre et des buts à rechercher que la répression et les querelles de factions des premières années avaient à peu près détruit (Bock 1976 : 108). Paul Buhle (1973) et Serena Tait (1973) avaient pour elle raison de souligner la clarté avec laquelle certains défenseurs américains du syndicalisme d'industrie percevaient le rôle anticapitaliste d'avant-garde des opérateurs sur machine non-qualifiés. Néanmoins, Bock (1976 : 107) montrait bien aussi la manière souvent mécanique dont les wobblies exprimaient le rapport entre l'organisation de classe et la structure de l'industrie, considérant souvent la première comme une réponse non-ambiguë et une adaptation à la seconde. À la différence de Roth, chez Bock l'exposé sur l'effondrement des formes d'organisation de « l'autre » mouvement ouvrier ne tournait pas non plus seulement autour de la férocité de la répression étatique ; après tout, la peur des rouges qui avait suivi la guerre avait aussi contraint le Parti communiste naissant à la clandestinité sans pour autant le détruire. Comme Bock devait l'indiquer, l'explication du déclin des IWW se trouvait principalement dans leur incapacité à saisir les changements introduits dans l'expérience ouvrière

dans les années 1920, notamment l'afflux des femmes et des Afro-Américains sur le marché du travail. La sympathie de certains cercles des IWW pour les techniciens et les principes tayloristes révélait plutôt un éloignement croissant par rapport à leur rejet initial de l'organisation capitaliste du travail (*ibid.* : 179-87).

Pour Tillman Rexroth (1978 : 36-7), la vraie nouveauté du travail de Bock comparé aux premières tentatives opéraïstes, c'était son extension de la notion de composition de classe au-delà des limites de l'usine. S'appuyant sur les idées de Lotta Feminista, Bock avait souligné la contribution du travail domestique non-payé des femmes à la reproduction de la force de travail. Même si les liens établis dans l'étude entre les luttes et les caprices du cycle économique étaient plutôt superficiels, elle avait rompu avec l'interprétation mécaniste dominante du rapport entre composition technique et composition politique. Ce faisant, elle avait découvert que ce qui fondait l'identité de l'ouvrier-masse c'était avant tout un certain rapport au travail et au salaire, plutôt que la réflexion immédiate d'une structure sociologique donnée. Ainsi, à la différence de Roth, « si G. Bock évite de théoriser la recomposition de la classe comme simple série de manœuvres destinées à diviser pour régner, (...) elle évite aussi de la théoriser dans le sens téléologique de la thèse de ce qu'on nomme l'ouvrier-masse. Déjà le fait que le livre commence avec la période où le passage du travail qualifié au travail massifié s'est pour l'essentiel déjà produit – passage dont la forme européenne continue aujourd'hui encore à enflammer les passions – montre que par "recomposition" G. Bock n'entend pas la constitution empirique de l'ouvrier-masse. Elle est plutôt intéressée par les subtiles différenciations à l'intérieur du modèle de la composition de classe, sans lesquelles tous les contours établis par cette théorie s'effondrent ; elle parle d'une restratification "permanente" ou mieux "périodique" de la classe, et non d'un développement unitaire se vérifiant par étapes jusqu'au passage au travail massifié. » (Rexroth 1978 : 32)

Rendant compte de l'étude de Bock dans le numéro de l'hiver 1977-1978 de *Primo Maggio*, Bruno Cartosio (1978 : 56) la considérait comme pertinente en ce sens qu'à l'époque des wobblies, comme en Italie dans les années 1970, il existait « une très forte recomposition politique de la classe qui n'avait pas produit le parti ». À cet égard, Negri (1978 : 62) avait eu tout à fait raison de considérer le succès d'un parti de type Komintern comme « impossible » aux États-Unis. Faisant l'éloge du texte de Bock comme « sans doute le meilleur » des travaux sur les IWW parus à ce jour en langue italienne, Cartosio attirait aussi l'attention sur ce qu'il considérait comme ses déformations idéologiques occasionnelles. L'une des plus frappantes était son usage de la notion suggestive mais creuse de Tronti, la passivité comme forme d'« organisation sans organisation », pour expliquer le calme relatif régnant dans les usines américaines durant les années 1920. Les luttes continuèrent durant cette décennie, malgré la réduction effective de l'immigration après 1924 ; mais elles avaient été limitées pour la plupart à des industries aux technologies primitives

comme les mines et les textiles. Ici aussi, soutenait-il, on pouvait tirer des leçons pour le présent, en raison du rapport étroit entre comportements politiques et composition organique du capital que de tels efforts pour résister à la restructuration illustraient. Pourtant, des travaux comme celui de Bock n'étaient que le début de l'évaluation opéraïste de l'histoire du travail, une entreprise dont Cartosio (1978 : 56) considérait le développement avec une certaine confiance.

À peine trois ans plus tard, ce tranquille optimisme devait être ébranlé par les revers – à la fois politiques et théoriques – essuyés par l'opéraïsme. Désormais, *Primo Maggio* devait voir son rôle sous un jour différent : il était de « conserver un fil, même ténu, de la mémoire prolétarienne à une époque où la destruction de l'identité sociale semble avoir pris des proportions désastreuses et de réélaborer des catégories théoriques, même partielles et provisoires, en un monde où, comme jamais auparavant, la gauche apparaît dépourvue d'identité culturelle et d'idéal. » (Revelli 1981a : 9-10)

9.

L'Effondrement de l'opéraïsme

1977 fut une année décisive pour l'extrême gauche italienne. Venant à la suite de ses performances décevantes aux élections générales de l'année précédente, une nouvelle vague tumultueuse de luttes étudiantes rejetant les « cadavres » de 1968 fut une forte indication de la montée du mécontentement envers les « trois grands » et son style politique dans la jeunesse politisée. Après avoir longtemps représenté de façon privilégiée les forces d'opposition en Italie, les trois principales organisations à la gauche du PCI se trouvaient maintenant contaminées ou même dépassées par de nouvelles tendances qui mettaient plus l'accent sur les besoins que sur le devoir, sur la différence que sur l'homogénéité, sur le local et le personnel que sur la lutte de la classe entière. Toujours plus sensible aux fluctuations du mouvement, Lotta Continua fut la première à entrer en crise et disparut comme organisation formelle à la fin 1976 sous les coups de ses membres déçus et divisés (Red Notes 1978). Le PDUP se débrouilla à peine mieux : déchiré entre son rôle établi de conscience critique du Parti communiste et les possibilités d'une influence plus large hors de la sphère du PCI, il se scinda péniblement en deux (Garzia 1985). Même Avanguardia Operaia, le parti traditionnellement le plus vieux jeu des « trois grands », vit son congrès assiégé par les « Indiens Métropolitains » affublés de coiffes et de peinture de guerre, qui demandaient une nouvelle approche de l'activité politique (Libera 1977 : 738).

1977 fut aussi une année décisive pour l'opéraïsme. Pendant quelque temps, les différentes organisations de l'Autonomie purent combler le vide créé par la crise des « trois grands ». Néanmoins, les nombreux problèmes que les nouvelles mœurs politiques faisaient apparaître devaient pousser l'appareil conceptuel des opéraïstes à ses « extrêmes limites », selon les termes de Negri (1979a : 147, 148) : « Après

l'expérience de 1977, si l'on raisonne encore dans les vieux termes, on est mort ». Comme nous l'avons vu, les efforts de Negri lui-même pour trouver une nouvelle approche répétèrent simplement les vieilles erreurs de la tendance sous une forme différente : en deux ans, son projet politique était en pièces. Pour les rédacteurs de *Primo Maggio*, ce qu'on appelait le « mouvement de 77 » devait par contre inspirer leur plus important débat interne, en reposant la question de la signification des catégories liées à la thématique de la composition de classe. L'introduction de nouveaux éléments dans la main-d'œuvre de la FIAT et l'intensification des luttes dans les secteurs des services et des transports servirent à revitaliser les analyses de la revue sous certains aspects. Mais ni l'un ni l'autre de ces processus ne purent finalement éviter l'effondrement de ces grandes idées que la tendance « rationnelle » de l'opéraïsme avait longtemps cherché à maintenir et enrichir.

Le cycle de luttes ouvert en 1977 devait mal finir : le repli sur soi, la dépendance à la drogue, l'emprisonnement, et même le suicide ne furent pas rares. Au lendemain de la défaite vinrent les années 1980, « années du cynisme, de l'opportunisme, et de la peur » (Balestrini et Moroni 1988 : 387). Pourtant, comme Bologna devait le montrer, s'il avait provoqué des ravages, le mouvement de 1977 avait posé des questions fondamentales sur la recomposition politique. Et même si aucun secteur de l'extrême gauche n'avait pu alors trouver de réponses pratiques, c'étaient néanmoins des questions auxquelles tous les futurs révolutionnaires seraient forcément confrontés. « Le mouvement de 1977 n'était pas seulement une manière totalement différente de concevoir la relation entre la vie et la politique, mais aussi un ensemble de contenus et de valeurs qui n'avaient jamais été inscrits à l'ordre du jour politique. Bien qu'il ait en apparence laissé un vide derrière lui, bien qu'il n'ait fait en apparence que mettre à nu la crise des formes politiques, y compris celle de la forme parti, le mouvement doit être considéré comme une des plus grandes anticipations des formes et contenus de la vie sociale et politique des années récentes. Après 1977, il n'y a plus aucun retour possible – malgré toutes les erreurs commises, que beaucoup payent toujours d'une manière atroce. L'année 1977 a posé des problèmes d'une telle richesse et d'une telle complexité que la forme politique susceptible de les contenir et de les ordonner tous de façon adéquate ne pouvait pas être trouvée. » (Bologna 1980c : 28-9).

La Piazza Statuto de l'ouvrier social ?

Le 3 février, l'université de Rome fut occupée par des milliers d'étudiants protestant à la fois contre les projets gouvernementaux de restreindre l'accès à l'enseignement supérieur et contre l'attaque de deux étudiants par les fascistes, la veille sur le campus. Durant une quinzaine de jours, l'université devint une « zone interdite », où s'épanouissait une culture politique vivante rejetant la sensibilité de la

gauche traditionnelle en faveur des thèmes politiques défendus par des gens comme les cercles de jeunes prolétaires de Milan (Lumley 1990 : 295-312). Pourtant, si la plupart préféraient le rire rouge (*risate rosse*) aux Brigades de la même couleur (*Brigate Rosse*), l'usage de la force n'était pas étranger à d'importantes composantes du nouveau mouvement. Parfois, cela prenait la forme du pillage de masse, tandis que les actes illégaux prenaient des proportions épidémiques après 1976. À d'autres moments, c'était une disposition – guère nouvelle dans l'extrême gauche italienne – à régler les différends politiques par des moyens physiques. Quand le dirigeant de la CGIL, Luciano Lama, vint à l'université, résolu à sermonner ses occupants, il devait susciter la dérision des Indiens Métropolitains qui chantèrent « *Nessuno Lama* » (« Personne ne l'aime »). Mais l'expédition de Lama provoqua surtout un affrontement physique, et l'on vit des membres des *Comitati Autonomi Operai* et d'autres militants le chasser du campus avec ses gardes du corps, qui étaient des permanents syndicaux. Plus tard dans l'après-midi, quand la police anti-émeute expulsa à leur tour les occupants de l'université, mille membres du PCI « étaient dehors pour applaudir et se réjouir » (témoignage anonyme 1980 : 101).

Au début mars, l'agitation réapparut à l'université de Bologne – au cœur de l'Émilie-Romagne dominée par le Parti communiste – après le meurtre d'un militant de *Lotta Continua* par la police. Deux jours d'émeutes s'ensuivirent, qui s'élargirent au niveau national par une manifestation massive au centre de Rome le 12 mars. À la suite de cette manifestation, au cours de laquelle pas moins de dix policiers et deux manifestants avaient été blessés par balle, la tension continuait à monter. À Rome, un policier fut tué par balle lors d'une manifestation à la fin avril, et une jeune femme fut tuée par la police lors d'un rassemblement à la mi-mai. Deux jours plus tard, un policier fut abattu lors d'une manifestation à Milan, action qui apparut à beaucoup comme la revanche d'une frange du milieu autonome (Del Bello 1997 : 316, 326-7). Ces événements furent assez dérangeants pour que les principales composantes de l'Autonomie de Milan publient une déclaration suggérant que le renversement autrefois énoncé par Marx des « armes de la critique » à la « critique des armes » ne pouvait se fonder que sur une évaluation intelligente du rapport des forces, et non sur le « désespoir ». Cela dit, le reste du texte était surtout consacré à la condamnation de ces groupes léninistes classiques accusés de préférer la social-démocratie et l'État aux vrais révolutionnaires ; on rappelait à de tels « aventuristes » « ce qui était écrit aux usines Poutilov pendant la révolution bolchevique : « Il n'y a qu'une place pour les traîtres, et c'est au fond d'une fosse ». » (Castellano 1980 : 161)

Selon certains membres du PCI, l'agitation à Rome et dans le Nord était imputable à de sombres forces étrangères déterminées à empêcher la réalisation du compromis historique (Cowan 1978). Moins enclins à la paranoïa, d'autres communistes cherchaient à expliquer l'émergence du nouveau mouvement par la logique des rap-

ports sociaux en Italie. Dans un article paru dans *l'Unità* tout de suite après l'expulsion de Lama de l'université de Rome, Asor Rosa (1977 : 63), caractérisait l'Italie comme un pays divisé en « deux sociétés ». L'une était fondée sur la classe ouvrière organisée, engagée dans la transformation des institutions existantes, l'autre sur les marginalisés et les chômeurs, dont le comportement était symptomatique de la désintégration de l'ordre ancien. Dans cette perspective, l'agitation de la nouvelle génération étudiante apparaissait comme une forme nouvelle d'anticommunisme. Pour lui, à la différence de la nouvelle gauche de 1968, les rebelles de 1977 ne rejetaient pas seulement comme révisionniste et contre-révolutionnaire la direction de la gauche historique, mais aussi ses partisans. Il devait ajouter en septembre que ceux qui ont supprimé la centralité de la classe ouvrière (d'usine) « conçoivent la société capitaliste comme une "structure" incohérente et désarticulée de forces sociales également importantes. Ils ne parviennent pas à comprendre que les classes ouvrière et capitaliste (qu'on ne conçoit pas seulement ici dans leur pureté, comme des abstractions livresques) peuvent encore trouver un intérêt commun dans le *développement* pour une longue période. Par là même, elles sont confrontées à l'opposition de couches parasitaires à la fois privilégiées et non-privilégiées, ces dernières n'ayant pas d'autre horizon qu'une sensibilité douloureuse et désespérée à leurs propres besoins. » (Asor Rosa 1977 : 63)

Le discours sur la nouvelle composition de classe, avec son centre de gravité dans l'université, soulevait inévitablement le problème – laissé de côté par la plupart des opéraïstes après l'Automne chaud – de la nature et de la fonction de la force de travail intellectuelle. Sur ce point, comme dans nombre d'autres discussions importantes des années 1970, les termes du débat avaient déjà été en partie posés par un ancien collaborateur de *Classe Operaia*. Au début de la décennie, Massimo Paci (1973) avait cherché à expliquer la rigidité croissante de la classe ouvrière industrielle en postulant le développement de trois marchés du travail en Italie, fondés sur des groupes s'excluant mutuellement. Le premier incluait le travail ouvrier, dans les grandes entreprises syndiquées ; le second les travailleurs des petites entreprises de l'économie marginale ; le dernier ceux qui, par suite de l'extension de l'urbanisation et de l'éducation de masse induites par le « miracle » italien, étaient engagés dans le travail intellectuel à la fois dans le secteur public et le secteur privé. Si Paci avait refusé d'établir une hiérarchie politique dans son modèle, d'autres devaient être moins prudents. Inversant la dichotomie d'Asor Rosa, l'un des contributeurs de la revue de Bologne, *Altraverso*, soutenait que le secteur de la grande industrie souvent subventionné par l'État en était venu à dispenser « une sorte de salaire social à des travailleurs improductifs ». Cette situation contrastait nettement avec celle des travailleurs non-garantis employés dans la florissante économie souterraine d'Italie, caractérisés comme des « porteurs de savoir-faire technico-scientifique » (Alliez 1980 : 119).

Dans son travail, Franco Piperno, s'il ne considérait pas expressément l'ouvrier-masse comme parasitaire, mettait de même l'accent sur la force productive particulière des sujets organisés à l'intérieur du nouveau mouvement. Récemment converti à la thèse de l'ouvrier social, comme son ami Scalzone, Piperno caractérisait cette figure de la classe comme l'émanation d'un travail non ouvrier. Par ce terme, il entendait ce travail indirectement productif qui, bien qu'extérieur à la production physique de marchandises, incarnait le « general intellect » de la main-d'œuvre. Une telle couche de travailleurs était à la fois le produit de l'incorporation croissante de la science par le capital et du refus de milliers de jeunes de suivre leurs parents dans le monde de la chaîne de montage. Dans une version atténuée de l'hypothèse de Negri, Piperno présentait le nouveau sujet comme rejetant la loi de la valeur en tant que médiation inadéquate à ses besoins et sa reproduction. Asor Rosa avait eu raison au moins en ce sens : une division culturelle et politique fondamentale existait bel et bien en Italie, séparant cette partie de la classe ouvrière qui acceptait toujours la logique de la production marchande d'un « mouvement de la valeur d'usage » qui défiait la légitimité sociale de la forme-argent. « L'opposition entre différents segments du travail vivant est destinée à s'exacerber, au moins en Italie, et à entretenir un conflit qui, dans la mesure où il implique des millions d'hommes [sic], peut être considéré, bien que souterrain, comme une forme de guerre civile. » (Piperno 1978a : 12)

L'analyse d'Alquati sur la formation de la force de travail intellectuelle (n.d. : 13, 16) était plus mûrement réfléchi et subtile. Le mouvement de 1977, en tant que « seconde révolte des étudiants-travailleurs », avait été une « brutale surprise » pour le mouvement ouvrier officiel à Turin. Et pourtant, malgré les volumes écrits sur les problèmes de l'université et de l'école depuis les années 1960, presque personne dans la gauche italienne n'était prêt à examiner la condition des étudiants eux-mêmes. Dans son analyse, cohérente avec toute la trajectoire de l'opéraïsme, il mettait dès le départ l'accent sur le processus de prolétarisation tendancielle qui se développait dans la société capitaliste moderne. Mais un tel développement était relativement récent en Italie, ce qui rendait confuses bien des analyses de la position de classe de ces nouvelles couches : « c'est maintenant seulement que nous avons des prolétaires nés de parents prolétaires : peu, cependant, ont des grands-parents prolétaires » (*ibid.* 23).

Si les travailleurs intellectuels étaient concentrés dans des zones tout à fait distinctes de celles habitées par l'ouvrier-masse, Alquati soulignait que « l'usinification » graduelle du processus de travail sous lequel était subsumé leur propre travail pouvait faire converger leurs comportements avec ceux des couches plus anciennes de la population ouvrière. Il importait donc de ne pas mythifier les spécificités du travail intellectuel : après tout, c'était en un sens une forme de travail « *comme toutes les autres* » (Alquati n.d. : 32). En même temps, il était simpliste de confondre

la catégorie de travail intellectuel avec le travail de bureau. Pour Alquati, quand on examinait avec attention la fragmentation du travail subie par la plupart des employés et des ouvriers, la distinction entre les deux apparaissait évidemment comme idéologique, bien plus que matérielle. Par exemple, il y avait au moins certains éléments de travail manuel dans la plupart des travaux de bureau, tandis que bien des travaux d'usine exigeaient une certaine initiative de la part des travailleurs (*ibid.* 89). Distincte des employés, il y avait donc cette catégorie qu'Alquati nommait le « prolétariat intellectuel » : « des prolétaires qui étudient (dont un très grand nombre sont des employés) » (*ibid.* 117). Alors que les employés commençaient à perdre les traits les distinguant du reste de la classe, le prolétariat intellectuel consommateur d'enseignement supérieur pouvait devenir l'avant-garde d'un ouvrier social en formation (*ibid.* 118). Il soulignait que c'était seulement une possibilité : pour le moment, chacune des différentes couches de la force de travail en Italie restait nettement divisée des autres, enfermée dans ses intérêts corporatifs particuliers. Dans ces conditions, on faisait fausse route en expliquant le comportement récent du PCI par des termes tels que « social-démocratisation ». Une telle notion ne pouvait être détachée de son contexte historique originel : au contraire, ce que la tendance actuelle du parti indiquait, c'était la constitution d'une « nouvelle droite ouvrière, qui ne semble se mobiliser que dans des formes et pour des objectifs internes au système. Elle a souvent une base professionnelle déterminée ; mais parfois elle se constitue en formation politique déterminée à l'intérieur du syndicat, et depuis peu en convergence avec celle du parti, marqué par l'idéologie et l'éthique du travail, surtout celle du travail productif. » (*ibid.* : 128)

La plus grande nouveauté du discours d'Alquati, du moins par rapport à l'appareil conceptuel de l'opéraïsme classique, était sans doute sa tentative d'explication des « couches intermédiaires » dans la société italienne moderne. Loin de mettre en cause la centralité que le *Capital* de Marx avait assignée au rapport entre capital et travail, la complexification de la stratification sociale avait été à son avis favorisée par le capital italien « précisément à cause de l'exceptionnelle acuité de la lutte entre les deux classes stratégiques » (Alquati n.d. : 75). Les marxistes parlaient donc de manière tout à fait appropriée de couches intermédiaires [*ceti medi* en italien dans le texte, NdT] puisque « le terme "intermédiaire" renvoie au verbe "médier" qui, comme chacun sait, est le verbe fondamental du langage politique » (*ibid.* : 76). Dans l'Italie de la fin des années 1970, la fonction stabilisatrice de telles couches avait été mise en question, ce qui avait provoqué leur polarisation soit vers le capital soit vers le travail. Pour Alquati, on pouvait considérer l'université comme le lieu privilégié de cette crise par laquelle, en se rapprochant du « bloc politique de la classe ouvrière », de plus larges fractions des couches intermédiaires allaient devenir non seulement ses alliés, mais même « des forces intégrantes et motrices » de sa recomposition (*ibid.* : 77).

Un étrange mouvement d'étranges étudiants

Les efforts de *Primo Maggio* pour saisir la signification du nouveau mouvement commencèrent avec l'essai de Bologna « La Tribu des taupes », dont les prémisses avaient été posées dans une lettre au quotidien *Lotta Continua* au début mars. À la différence d'Asor Rosa, Bologna soulignait que le comportement des nouveaux acteurs sociaux ne pouvait s'expliquer par une extériorité matérielle à la sphère de la production. En vérité, du fait que les universités leur servaient de lieu de rencontre, on concluait à tort qu'on pouvait considérer les gens en lutte comme des étudiants comparables à ceux de 1968 : « La meilleure façon de dénaturer ces luttes à l'université est de soutenir qu'elles ont seulement pour objet des réformes universitaires et qu'elles n'ont donc d'intérêt que pour les travailleurs de l'université et les étudiants. C'est faux – parce qu'autour des universités, nous avons vu se produire *toute une composition de classe*. » (Bologna 1977c : 98-9). De plus, si les participants du nouveau mouvement étaient marginalisés, ils l'étaient avant tout politiquement, par des partis qui tenaient leurs besoins et leurs formes de lutte pour des « manifestations pathologiques du capitalisme tardif », à guérir ou réprimer.

Pour Bologna, comme il l'expliquait dans « La Tribu des taupes », le « mouvement de 77 » s'enracinait fermement dans le monde du travail, même si ce monde était radicalement différent de celui de Mirafiori. À la différence de l'acteur social de la décennie précédente, celui de la nouvelle composition de classe n'était pas prêt à voir ses besoins collectifs et individuels subordonnés aux structures organisationnelles défendues par le marxisme-léninisme. Alors que le militant moyen de 1970 avait eu tendance à considérer la politique comme un conflit entre appareils, celui de 1977 était conscient que la sphère personnelle était aussi politique et préférait le travail dans des groupes affinitaires fondés sur l'amitié aux sections des « trois grands » (Lerner *et al.* 1978). Au-delà de la pénétration des normes féministes et libertaires dans la culture de l'extrême gauche classique, ce changement était l'effet d'une profonde transformation dans la reproduction des classes, qui était désormais devenue « un problème de légitimation politique plus que d'intervention matérielle : une question d'identité sociale et culturelle, d'acceptation ou de refus des normes de comportement social requises et établies par la forme de l'État. Les classes tendent à perdre leurs caractéristiques "objectives" et à se définir en termes de subjectivité politique. Mais dans ce processus, la principale force de redéfinition est venue d'en bas : de la reproduction et de l'invention continues de systèmes de contre-culture et de lutte dans la sphère de la vie quotidienne, qui est devenue toujours plus "illé-gale". » (Bologna 1977b : 44) Cette nouvelle subjectivité ne manquait pourtant pas de déterminations matérielles, notamment la dense floraison souterraine des petites usines depuis le début des années 1970 et celle du secteur des services, qui s'était aussi beaucoup accru par le nombre de ses salariés durant la même période.

Dans les années 1970, l'intérêt des opéraïstes pour les travailleurs des petites entreprises était encore un peu récent. Même si Guido Bianchini (1990) avait tenté d'attirer l'attention de *Potere Operaio* sur les particularités de la petite production en Émilie-Romagne, c'est seulement à partir du milieu de la décennie que d'autres membres de la tendance commencèrent à manifester un intérêt soutenu pour l'économie « marginale » en Italie. Pour Massimo Paci (1973), un tel intérêt était suscité par le développement croissant de l'accumulation – et des luttes – en dehors des épïcêtres classiques tels que la FIAT. Si la recherche innovante de Paci avait pour but de démontrer l'importance historique des petites entreprises marginales dans le développement économique de l'Italie, l'arrêt apparent de la marche en avant de l'ouvrier-masse donnait un sens politique immédiat à la question. À travers ce qui devait devenir un débat stimulant entre marxistes italiens de différentes formations, une image composite de la structure complexe et de la robuste vitalité de l'économie « souterraine » du pays commençait à se former. Dans certains cas, on pouvait considérer l'extension de petites unités de production comme une stratégie des grands capitaux industriels. Par une « décentralisation « maison » (division de l'entreprise en entités distinctes) ou par une décentralisation inter-entreprises à l'intérieur de l'économie nationale (développement de la sous-traitance) (...) [et] en conjonction avec l'automatisation, ces capitaux commençaient à disloquer le prolétariat des grandes usines » (Murray 1983 : 76, 93). Pourtant cette interprétation stratégique n'épuisait pas le phénomène : dans d'autres cas, la petite entreprise, loin d'être une anomalie manifestant l'arriération économique de l'Italie, était vraiment au centre du processus d'accumulation le plus dynamique au niveau national. Situé dans le nord-est et le centre du pays, ce cycle représentait tout simplement un nouveau et troisième pôle de développement, dont l'importance n'était comparable qu'à celle du triangle industriel du Nord-ouest et à celle du Sud, qui pourtant se trouvait en stagnation continue (Bagnasco 1977).

En 1973, alors que le débat sur la restructuration venait seulement de commencer, Bologna (1973b) avait eu tendance à s'intéresser particulièrement au bloc industriel associé à la production pétrochimique. Pour lui, ce bloc industriel devenait rapidement la force motrice d'un nouveau cycle d'accumulation qui rejetait le modèle keynésien classique et son objectif d'un développement équilibré de toute l'économie. En subsumant leurs salariés au capital fixe d'une manière quasi militaire, les conglomerats de la chimie soutenus par l'État apparaissaient à Bologna comme la manifestation la plus agressive d'une tentative de supprimer la centralité des industries (et des avant-gardes ouvrières) engagées dans la production de biens de consommation durables. Dans ces conditions, la prolifération de petites entreprises industrielles, soit par des initiatives indépendantes soit par la décentralisation de la production de grandes entreprises, devait être pour lui comprise comme un signe annonciateur de l'ascension du capital pétrochimique.

Critiqué par certains membres de Lotta Continua comme imposant la logique de l'opéraïsme classique à une réalité plus complexe que celle des années 1960, Bologna devait infléchir sa thèse de manière significative par la suite (1973b), en privilégiant plutôt le rôle joué dans la restructuration par le crédit et la gestion étatique de la forme argent. Cette explication de « l'argent comme capital » avait pour but d'attirer l'attention de *Primo Maggio* sur ce prolétariat consommant du revenu en dehors de la production immédiate qui était un important complément de l'ouvrier-masse. En même temps, l'intensité des conflits dans bien des entreprises industrielles « marginales » d'Italie – en net contraste avec la guerre de position sans issue observable dans bien des grandes entreprises – avait amené Bologna à réexaminer assez précisément le problème des petites usines au début de 1977.

Comme l'avaient montré des commentateurs tels que Paci, Brusco, Bagnasco, et Messori (Graziani 1979 : 235-62), les entreprises impliquées dans l'économie « marginale » étaient en Italie de types très divers. Elles allaient des coopératives aux entreprises sous-traitantes des grandes sociétés, de la production à haute intensité de travail pour le marché domestique à la production à haute intensité de capital destinée à l'exportation (Bologna 1977b : 50-1). Par manque d'un facteur unifiant déterminé par la nature du processus de travail lui-même, le processus d'unification de la classe dans ce secteur avait d'autres déterminations, avant tout celles de l'âge et du sexe. La présence de femmes et de jeunes, exclus de bien des grandes entreprises par la rigidité de l'ouvrier-masse, ainsi que des conditions de travail souvent affranchies des règles définies dans le Statut des Travailleurs étaient les principaux traits communs à cet ouvrier dispersé [*operaio disseminato*]. Ses composantes les plus combattives, tout en reprenant le flambeau de la révolte lâché par l'ouvrier-masse, avaient donc été forcées d'inventer de nouvelles formes d'organisation tout à fait différentes de celles de l'Automne chaud (*ibid.* : 47, 48). Parmi ces nouvelles formes, la plus spectaculaire était celle des « rondes ouvrières » [*ronde operaie*] de Milan et Turin, qui allaient de piquets de grève mobiles à des pratiques de terrorisme « diffus » rappelant celles des *pistoleros* anarchistes espagnols du début du siècle (*ibid.* : 52 ; *La Fabbrica Diffusa*, 1977 ; Balestrini 1989).

En dehors de la petite industrie, le nouveau mouvement puisait aussi ses membres dans le secteur italien des services (Bologna 1977b : 52). Ici encore, la structure et le comportement de la force de travail étaient loin d'être homogènes. Cette classe ouvrière comprenait des travailleurs toujours plus combattifs des hôpitaux, soumis à des conditions de travail plutôt primitives, aussi bien que des employés de banque relativement privilégiés et des petits fonctionnaires ; des boulots garantis insérés dans des rapports de clientélisme aussi bien que des boulots précaires offerts par des sous-traitants. S'il existait dans ce secteur des services un quelconque « élément d'homogénéité », c'était la « pression politique croissante » à laquelle ses diverses composantes étaient soumises par la crise des finances publiques qui devenait de

plus en plus aiguë en Italie. Dans son analyse de cette mosaïque de fragments de la classe, Bologna s'intéressait tout particulièrement aux masses croissantes de travailleurs précaires employés indirectement par l'intermédiaire des sous-traitants. Leur statut révélait pour lui un processus par lequel la structure même de l'entreprise comme « moyen de produire des marchandises » commençait à se dissoudre : « L'entreprise ne subsiste qu'en tant que surintendance, pure administration du travail décentralisé : en fait, elle se dissout comme sujet ou comme acteur du conflit, comme institution de la lutte des classes (...) La chaîne infinie de la décentralisation de la production brise les rigidités d'âge et de sexe, de situation géographique, de milieu social, etc., et tout cela unifie puissamment la nouvelle composition de la classe. Cette chaîne de la décentralisation est aujourd'hui l'un des éléments les plus "progressistes" du capitalisme ; elle est une arme de massification bien plus puissante que la chaîne de montage. » (*ibid.* : 54)

Dans cette composition de classe, continuait-il, les groupes autonomes avaient tôt conquis un rôle hégémonique en raison de leur capacité à anticiper des thèmes politiques profondément différents de ceux de la fin des années 1960. Pourtant à peine « les derniers échos des affrontements de Bologna » s'étaient-ils éteints « que chacun reprit brusquement son masque de Lénine – en particulier la tendance de l'Autonomie Ouvrière du Nord » (Bologna 1977b : 56). Cependant, l'échec même de l'Autonomie dans sa tentative de forcer l'allure de la lutte manifestait que désormais, à l'encontre des notions avant-gardistes antérieures de la politique de classe, « *l'organisation est obligée de se mesurer chaque jour à la nouvelle composition de la classe ; et doit trouver son programme politique uniquement dans le comportement de la classe, non dans des statuts.* » (*ibid.* : 58) Pour sortir de l'inertie que la complexité même du mouvement risquait d'imposer, Bologna tenta de trouver quelques « nouveaux Mirafiori » autour desquels on pourrait constituer un programme politique (*ibid.* : 60). Suivant la méthode consacrée de l'opéraïsme, cela consistait à chercher un segment de la classe qui soit à la fois dynamique par son comportement et employé dans un secteur d'importance stratégique. Bologna croyait trouver une telle couche dans le secteur des transports, en particulier chez les routiers, dont la combativité devenait de plus en plus évidente : « Moins bien connue [que la situation du secteur ferroviaire] mais infiniment plus explosive, est celle du transport routier. Ici nous sommes face à une masse de travailleurs salariés et d'opérateurs indépendants équivalente à vingt Mirafiori réunis. Le poids "objectif" de cette force de travail est terrible, et c'est peut-être aujourd'hui la seule fraction de la classe dont le mouvement pourrait paralyser tout le cycle du capital. » (*ibid.* : 53-4)

L'argumentation de « La Tribu des taupes » allait provoquer une controverse parmi bien des membres de la gauche historique en Italie. L'historien communiste Gian Mario Bravo (1978 : 128) était par exemple particulièrement scandalisé par l'insistance de Bologna sur les déterminations subjectives de l'identité de classe.

Selon ce critique, Bologna érigeait les désirs individuels en principes politiques : « "l'impatience révolutionnaire", déjà exaltée par les extrémistes classiques, devient un moment du développement de la personnalité ». Le jugement de certains rédacteurs de *Primo Maggio* n'était pas moins dur. De Bologne, où l'influence de Gilles Deleuze et Félix Guattari était forte dans le mouvement, Franco Gori (1978 : 115, 117, 122) critiquait « La Tribu des taupes » comme tentant d'imposer aux nouveaux sujets sociaux « une analyse usiniste abstraite ». Il soulignait qu'exporter les catégories « méta-économiques » du marxisme au-delà de leur champ « d'application cohérente » ne pouvait mener qu'à un « formalisme abstrait » qui faisait de l'ouvrier-masse la figure annonciatrice du nouveau mouvement. Dans le schéma interprétatif de l'opéraïsme, « cette conception mystique de la dynamique des processus sociaux », on ne pouvait saisir ni la richesse de la politique de l'individu, ni les subtilités du genre et de la sexualité ; il fallait au contraire établir un cadre de référence entièrement nouveau.

D'un ton moins hostile était Lapo Berti (1978 : 128, 139) qui tenait l'analyse du nouveau mouvement faite par Bologna pour au fond valable. Mais la crise de la grande usine comme pierre de touche de la politique ouvrière mettait pour lui en question la pertinence de ce lien classique établi par l'opéraïsme entre composition technique et composition politique. Comme l'État jouait un rôle croissant dans la vie sociale, l'identité du prolétariat était de moins en moins un simple produit de la sphère de la production ; de plus en plus le point de départ d'une politisation de la classe se situait en dehors de l'entreprise, dans des domaines de lutte comme le système d'enseignement. Dans cette nouvelle articulation du rapport entre usine et société, le mouvement « moléculaire » en formation se constituait avant tout en mettant en cause la légitimité de la société de classes.

Bien que plus critique de Bologna, Christian Marazzi (1978 : 85, 86) développait une approche similaire. Il soutenait qu'en cherchant les lieux de formation du nouveau mouvement du côté des petites usines et du secteur des services, « La Tribu des taupes » continuait à situer la lutte de classe « dans le lien capital/travail ». Bologna ne pouvait ainsi comprendre que par sa stratégie de régulation du revenu contournant l'usine comme instrument privilégié de commandement, l'État avait commencé à susciter la formation d'un nouveau sujet en dehors des rapports de production. « Si ce n'est plus aujourd'hui le capital fixe, mais le territoire comme lieu social de la reproduction de l'antagonisme, qui détermine les comportements de la classe, alors l'organisation capitaliste est intégrée dans un système politique rendu fonctionnel. Le système des rapports politiques entre classes doit devenir productif, la politique doit agir comme le capital fixe dans son rapport au travail vivant. La fétichisation de la machinerie ne suffit plus : la politique doit à son tour être fétichisée, elle doit apparaître comme "relativement autonome". » (*ibid.* : 89) Dans ces conditions, une nouvelle définition du travail productif était requise, reconnaissant le rôle central

dans la reproduction du capital de cette force de travail échangée avec le système politique et sous son commandement direct.

D'un point de vue encore différent, Giuliano Buselli et Mario Zanzani (1978) devaient également souligner le double effondrement de l'usine comme catégorie interprétative et de toute figure productive spécifique incarnant le projet politique d'ensemble de la classe ouvrière. Comme d'autres critiques de Bologna dans *Primo Maggio*, ils devaient critiquer « La Tribu des taupes » pour n'avoir pas dissous la spécificité de la grande usine dans la thématique de la tendance, depuis longtemps indiquée mais peu développée, du capitalisme moderne comme usine sociale. Au contraire, pour deux des rédacteurs turinois, l'échec de Bologna était surtout imputable à son rejet trop rapide du potentiel d'antagonisme social toujours existant dans les vieilles forteresses de la classe ouvrière industrielle. En mettant par trop l'accent sur la « subjectivité » aux dépens d'une analyse matérialiste des rapports de production, « La Tribu des taupes » risquait d'enterrer trop vite l'ouvrier-masse, en un moment où des liens plus étroits entre l'ancienne et la nouvelle composition de classe pouvaient encore être noués. Messori et Revelli (1978 : 44, 46) ne niaient pas qu'il existait alors une profonde séparation entre les deux, mais leur propos était surtout d'examiner le problème du point de vue des travailleurs des grandes usines. De ce point de vue, la relation entre composition technique et composition politique comme détermination du comportement de classe demeurait toujours aussi cruciale, comme l'attestaient les efforts du capital pour la transformer par la restructuration.

Par dessus tout, pensaient Messori et Revelli, la situation de l'ouvrier-masse n'avait rien de stable. Pour commencer, l'usage de la décentralisation de la production et de l'inflation pour contourner le pouvoir de l'ouvrier-masse ne pouvait être efficace qu'à court terme. Et si le PCI avait jusqu'alors défendu cette fraction « centrale » de la classe ouvrière en échange de son soutien électoral, une telle démarche ne serait pas longtemps tenable, quand le capital rassemblerait son courage pour démanteler la composition technique soutenant le pouvoir de l'ouvrier-masse (Messori et Revelli 1978 : 56-7). Dans ce contexte, insistaient-ils, on ne devait pas considérer la rigidité de l'ouvrier-masse dans la « trêve constructive » des grandes usines comme une pure indication de sa subordination et de sa passivité, mais aussi comme une mesure de sa force (*ibid.* : 62-3).

De son côté, le capital italien faisait toujours face à un dilemme. D'une part, la réorganisation de la division internationale du travail à la suite de la récente crise de l'énergie exigeait l'introduction d'une nouvelle technologie pour maintenir la compétitivité de l'industrie locale. D'autre part, la restructuration qu'un tel projet impliquait – une réorganisation massive de la structure productive – était impossible tant que persistaient de larges poches de rigidité ouvrière. Lorsque le capital se déciderait finalement pour l'affrontement et qu'il aurait de plus en plus recours

au système de protection sociale pour réguler l'expulsion de la force de travail des grandes usines, de nouvelles pressions seraient exercées sur les liens, déjà précaires, entre les fonctions de légitimation et de domination de l'État. Dans ces conditions, le réformisme du Parti communiste atteindrait ses limites, ce qui faciliterait la rencontre des générations prolétariennes formées avant le milieu des années 1970 et des acteurs plus récents du mouvement de 77 (Messori et Revelli 1978 : 69-73, 80).

Bologna avait donc tort de minimiser la centralité stratégique de ces travailleurs engagés dans le processus de production immédiat. S'il y avait crise de l'usine, elle était celle de son rôle classique de définition de l'ensemble de valeurs de la classe ouvrière, en un moment où les luttes indiquaient plutôt la « prééminence du terrain social comme lieu de la gestion individuelle du "temps de vie" qu'on se réappropriait comme "valeur d'usage" » (Messori et Revelli 1978 : 76). Quel que soit le chemin suivi, concluaient Messori et Revelli, la tentative d'articuler les luttes d'usine avec celles de la sphère sociale devait partir d'une « analyse plus attentive des manifestations concrètes de l'initiative ouvrière » (*ibid.* : 81).

Le mouvement perd le nord

Résumant le débat au début de l'année 1978, Bologna (1978b : 149) devait juger les arguments avancés par la plupart de ses critiques de *Primo Maggio* déraisonnablement optimistes. En supposant que le développement d'un nouveau mouvement révolutionnaire est un processus univoque, ils oubliaient que « l'autonomie du sujet ne peut pas éluder le pouvoir, qui est sa *réalité* ». Corrigeant l'interprétation élastique de la subjectivité dans « La Tribu des taupes », Bologna répétait qu'on ne pouvait comprendre le comportement actuel du prolétariat qu'en centrant l'analyse sur un « secteur de force de travail concrète » (*ibid.* : 156). Préférant la perspective proposée par Messori et Revelli aux idées de Marazzi ou de Berti, il reconnaissait qu'elle n'était pas moins unilatérale à sa manière. D'un autre côté, le cadre interprétatif établi par les rédacteurs turinois avait une matérialité absente des autres explications avançant des notions indifférenciées de contrôle social. Bien plus, Messori et Revelli avaient ravivé l'intérêt pour l'enquête sur la composition de la classe propre à l'opéraïsme originel. C'était d'autant plus important que la classe ouvrière, face aux modèles concurrents d'« opéraïsme radical bourgeois » proposés par le Parti communiste et l'Autonomie, se retrouvait « sans alliés » comme dans les années 1960 (*ibid.* : 157).

Les questions du débat ouvert par *Primo Maggio* sur l'efficacité de la théorie opéraïste devaient rester non résolues. Pendant ce temps, le nouveau mouvement s'était durant l'année 1977 enfoncé de plus en plus profondément dans la crise. On comprit bientôt que, malgré leur gravité dramatique, les affrontements avec la police et les carabinieri survenant presque chaque semaine n'offraient aucune perspective

de consolidation et d'extension au mouvement. Pour les Volsci, ceux qui, dans le mouvement, choisissaient de le présenter avant tout comme un mouvement de la « jeunesse » et se désintéressaient ainsi des générations plus âgées dans la composition de classe émergente n'arrangeaient pas les choses (Pifano 1997 : 336). Coïncé par une répression étatique très large et par un parti communiste résolu à se légitimer comme « parti de gouvernement » aux dépens des forces sociales « déviantes », le mouvement se mit à vaciller. Il s'avéra surtout incapable de maîtriser et d'utiliser productivement ses propres tensions internes et par là d'atteindre des couches plus larges de la classe ouvrière. Au contraire, devait soutenir plus tard Marco Melotti (1984 : 64), « la perverse spirale de la surenchère dans le choc direct avec l'appareil répressif de l'État concédait *en pratique* l'hégémonie aux délires de l'idéologie de la lutte armée [*combattentismo*] ». Dans un tel contexte, le refus de la politique se réduisit au « privilège exclusif donné au "militaire" et le "radicalisme révolutionnaire" à la dureté de l'affrontement avec l'ennemi, qu'il s'agisse de l'État ou du "camarade déviationniste" ». En même temps, dans une bonne part de la mouvance, « l'intériorisation inconsciente de la thématique des "deux sociétés" tourna au snobisme, à la totale séparation d'avec le tissu ouvrier et prolétarien de la ville. » (*ibid.*)

Peu à peu, ces comportements commencèrent à former deux camps distincts dans le mouvement. D'un côté, se tenaient ceux qui ne mettaient l'accent sur les thèmes libertaires de l'autonomie et du développement personnel que pour se replier sur eux-mêmes, refusant ainsi de se confronter aux obstacles qui limitaient l'extension du mouvement. De l'autre, se tenaient ceux qui voulaient ignorer les implications politiques de la critique libertaire de « l'anti-révisionnisme » italien classique et refusaient toute discussion sérieuse sur la composition de classe pour débattre de la praticabilité de la guerre civile. Durant la conférence du mouvement à Bologne, en septembre 1977, l'abîme entre ces deux approches de la politique prit une forme tangible : la plupart des composantes de l'Autonomie ainsi que certains groupes plus traditionnels tournèrent le dos aux autres participants et s'enfermèrent dans le stade municipal, pour y lutter pour « l'hégémonie » (Balestrini et Moroni 1988 : 334). Malgré le jugement optimiste de Negri sur la conjoncture (1977c : 29) – « les conditions politiques sont en notre faveur (...) l'Italie n'est pas l'Allemagne » – l'Autonomie devait sortir de cette réunion plus isolée qu'avant. Trois mois plus tard, quand, refoulés par les organisateurs d'un défilé national des métallurgistes à Rome, ses manifestants furent coïncés par la police dans le campus universitaire, il était devenu évident qu'elle était dans une situation difficile. Ayant perdu leurs repères avec la composition de la classe, des fractions du mouvement autonome déchargèrent de plus en plus leur frustration par l'intimidation physique de ceux qu'elles identifiaient comme des ennemis (Petter 1993). Face à de tels comportements, peu de révolutionnaires devaient soutenir que le rôle des « politiciens » du mouvement n'était pas de construire le « parti » mais plutôt, en partant de la nouvelle compo-

tion de classe elle-même, de produire et promouvoir un programme anticapitaliste (Collettivo Politico Alitalia e Aeroporti Romani *et al.* 1978 ; *Collegamenti* 1979).

L'enlèvement de Moro en 1978 devait mettre en vif relief les implications de la stratégie des Brigades Rouges consistant à porter le combat « au cœur de l'État ». Même si tous les courants importants du mouvement autonome devaient condamner le meurtre du dirigeant démocrate-chrétien (Castellano 1980 : 179-97), leur désorientation croissante était évidente. Pendant ce temps, l'Aire continuait à perdre des militants au profit des groupes armés et le processus était accéléré par le fait que les groupes fascistes – surtout à Rome – étaient mieux préparés à faire un usage mortel de la force contre des membres du mouvement (Lombardo-Radice et Sinibaldi 1979). Leur emprise déclinant à l'intérieur de leurs propres organisations, bien des penseurs importants de l'Autonomie en vinrent finalement à soupçonner que la plus grande menace au développement du mouvement pourrait bien ne pas être l'influence persistante des « trois grands ». Negri, par exemple, (1979a : 24-5, 28), restait acerbe vis-à-vis de ceux qu'il nommait « le parti du ghetto », qui ne se lavaient les mains de toutes les questions de « pouvoir » et de « violence » que pour glorifier involontairement l'omnipotence de l'État, face auquel ils étaient paralysés. En même temps, il commençait aussi à prendre ses distances par rapport à ces milieux de l'Autonomie qui soit tendaient la main aux Brigades Rouges soit aspiraient à rivaliser avec eux sur le front de la lutte armée. Pour lui, les terroristes et leurs sympathisants étaient si obsédés par la déstabilisation qu'ils avaient oublié la signification de la nouvelle subjectivité de masse. Sa propre réponse – mettre l'accent sur la fonction privilégiée de la forme parti dans le processus de recomposition – n'avait cependant rien de neuf. Le parti était plus un organe défensif et offensif qu'un centre de commandement du mouvement ; et la construction d'un « parti de l'autonomie » (*Rosso* 1978 : 193-4) veillant sur le rempart de la liberté prolétarienne demeurerait selon lui essentielle, pour surmonter la divergence entre le « ghetto » et les « insurrectionnalistes ». « Si je peux me permettre une blague, dans le processus, le parti est un ordre religieux combattant, non la totalité de l'Église (...) [c'est] l'armée qui défend les frontières de l'indépendance prolétarienne. » (Negri 1977a : 62)

Le fait que la plupart des groupes autonomes avaient manqué par leur arrogance de très importantes occasions apparaissait aussi maintenant à Scalzone. Les micro-factions de l'Aire de l'autonomie, notait-il en décembre 1978, avaient commencé à révéler leur nature foncièrement conservatrice ce même mois, quand elles avaient décidé de s'isoler des manifestants métallurgistes, « dont tous n'étaient certes pas des permanents syndicaux ». Cela démontrait entre autres choses que la tentative d'appliquer « le modèle classique du centralisme démocratique » aux différents segments de l'Aire « organisée » n'avait engendré que des « monstres ». Comment donc pouvait-on relancer le processus de recomposition politique ? Au-delà d'un retour à l'analyse de la composition de classe, Scalzone ne savait pas trop ; ce qui était pour

lui certain, c'était que le projet de Negri d'un « parti de l'autonomie » devait avorter, puisqu'il ne repensait pas l'expérience des micro-factions (Scalzone 1978 : 34, 60, 62, 63). Pour Piperno, pour reprendre la marche en avant de la lutte de classe, on pouvait d'abord tenter de comprendre les origines des groupes armés dans le mouvement révolutionnaire et la composition de classe qui l'avait engendré. Selon lui, la décision cruciale appartenait aux groupes terroristes eux-mêmes : choisiraient-ils de se mettre à la disposition de l'ensemble du mouvement ou continueraient-ils à mener leur guerre presque privée avec l'État ? En d'autres termes, les groupes armés étaient-ils capables d'unir la « terrifiante beauté » du déchaînement du mouvement le 12 mars 1977 à Rome au « pouvoir géométrique déployé lors de l'enlèvement de Moro » ? (Piperno 1978b : 226).

Isolés du reste de l'Aire mais bien plus enracinés dans le prolétariat local, les *Comitati Autonomi Operai* (1978b : 15) de Rome critiquaient plus durement les Brigades Rouges. Les Volsci ne doutaient pas que l'affaire Moro représentait une tentative du groupe armé de forcer « les avant-gardes et les fractions avancées de la classe » à entrer dans une clandestinité politique, pour exercer d'autant mieux son emprise sur eux. Ceci ne signifie pas que les autonomes de Rome n'aient pas commis aussi des erreurs face à une composition de classe aussi complexe que celle qui apparut en 1977. Avec le recul, Daniele Pifano devait regretter l'approche « souvent instrumentale » de la démocratie directe qui caractérisait son organisation ainsi que son incapacité à travailler avec ces courants qu'elle considérait comme l'aile modérée du mouvement (Pifano 1995 : 287). Plus tard, il insista sur l'idée que l'échec de l'Autonomie, incapable de « représenter une force politique générale », avait ouvert un vide programmatique, vide que les groupes armés situés à sa périphérie et au-delà ne demandaient qu'à occuper. (Pifano 1997 : 366) Cependant, même en 1978, le groupe de Rome s'avéra mieux préparé que la plupart de ceux du Nord à corriger certains défauts des groupes autonomes. En particulier, la réponse des Volsci à la crise de l'Autonomie de la fin 1977 et du début de 1978 fut de proposer une « lente, patiente, et intelligente pénétration dans la grande usine » en liaison avec les centaines de comités d'usine « autonomes » qui avaient maintenu leurs distances avec l'Autonomie organisée (*Comitati Autonomi Operai* 1978a : 19).

De telles idées devaient trouver un écho chez certains rédacteurs de *Primo Maggio*, surtout chez Bologna (1978b : 153). Durant toute l'année 1979, la revue travailla dur à réunir certains des militants d'entreprise qui refusaient à la fois la politique de sacrifice et d'austérité défendue par la direction communiste du syndicat (Vannicelli 1983 : 508-45) et le néo-léninisme d'une grande part de l'Autonomie (Crespi 1984). Il apparut ainsi clairement que si la FIAT demeurait calme, la tension montait sur d'autres fronts. Tandis que les hôpitaux étaient touchés par une puissante vague de grèves non lancées par les directions des confédérations syndicales (Arrighetti 1978), le port de Gênes offrait l'unique exemple d'un conseil de délégués

dominé par des militants « autonomes » ayant obtenu plus de voix que les candidats choisis par la CGIL (Collectivo operaio portuale 1978). Enfin, dans le complexe réseau d'entreprises industrielles entourant Milan, des conseils de délégués d'usine en nombre croissant s'opposaient ouvertement à la politique d'austérité des syndicats.

Rien de tout cela n'amena les rédacteurs de *Primo Maggio* à supposer qu'une vague de luttes soulevant toute la classe allait bientôt déferler. Pour Bologna, le PCI avait pour l'essentiel réussi à maintenir son hégémonie sur les travailleurs de l'industrie, malgré les déceptions et les confusions que son comportement depuis juin 1976 avait suscitées. Dans les régions où il maintenait son emprise, le parti était déjà engagé dans une complexe expérience visant à établir une nouvelle forme d'État. Là, c'étaient « *les masses elles-mêmes qui étaient juges et jury* », un processus qui pour Bologna (1977b : 58) « serait novateur s'il ne se produisait pas dans le cadre d'un gel du rapport des forces entre les classes, par le rétablissement du contrôle capitaliste à tous les niveaux ». De manière plus générale, le soutien au PCI avait sa base matérielle dans le désir de l'ouvrier-masse de « *continuer à fonctionner comme force de travail* ». Face à une telle demande, le réformisme communiste représentait « la médiation la plus concrète des intérêts de la classe ouvrière ». Même si la réalisation d'un tel programme dépendait largement de la résolution des difficultés de l'Italie dans la division internationale du travail, Bologna rejetait fermement toute interprétation du rôle du PCI fondée seulement sur sa fonction de répression. Il soutenait au contraire qu'on pouvait s'attendre à ce que le PCI et la CGIL réaffirment leur rôle médiateur, « *non pas en paralysant, mais en promouvant les luttes* » (Bologna 1977c : 119, 120).

Considérée comme absurde par bien des gens, cette prédiction ne devait révéler sa pleine signification que trois ans plus tard, en octobre 1980. Entre temps, l'un des processus les plus novateurs de la politique ouvrière italienne de la fin des années 1970 avait commencé à la FIAT. Après avoir gelé son recrutement pendant quatre ans, la direction du géant de l'automobile avait rouvert ses portes à de nouveaux salariés en 1978. En application de la nouvelle législation favorisant l'embauche de femmes et de jeunes cherchant un premier emploi, la FIAT devait tirer un nombre disproportionné des 12 000 nouveaux membres de son personnel de ces catégories (Revelli 1989 : 73-4). Du jour au lendemain, les termes du récent débat sur les « deux sociétés » allaient être changés, dès lors que de nombreux acteurs de 1977 – « les enfants et les femmes de Gasparazzo » (Deaglio et Manenti 1979 : 6) – pénétraient pour la première fois sur le terrain de l'ouvrier-masse.

La famille Gasparazzo va à la FIAT

Dès leur arrivée, ces nouveaux travailleurs de la FIAT découvrirent que l'entreprise avait beaucoup changé depuis l'Automne chaud. Réorganisées en onze secteurs d'activité, les participations de la famille Agnelli s'étaient diversifiées, ajoutant les télécommunications et la production énergétique à son ancienne activité de construction de véhicules (Cipriani 1981). Dans ce domaine, la FIAT avait construit ou acquis des usines automobiles ailleurs en Italie et outremer. Dans ses usines turinoises de Mirafiori et de Rivalta, la restructuration rampante qui caractérisait la « trêve constructive » du milieu des années 1970 continuait à supprimer de la force de travail de ces moments du cycle les plus directement liés à la production de véhicules (Mantelli et Scianna 1978 : 38). Comme les systèmes automatisés pénétraient dans ce domaine classique de l'ouvrier-masse, la capacité des travailleurs à utiliser les vieilles normes de production à leurs propres fins commença à se réduire. « Les années 1950 et 1960 furent la phase tayloriste [à la FIAT]. Les travailleurs savaient combien ils produisaient. Freiner ou cesser la production, tel était leur pouvoir. Maintenant, avec les systèmes informatiques centralisés et les robots, la phase tayloriste est terminée. Le travailleur produit d'autant plus qu'il ne voit plus du tout ce qu'il fait. Entre 1973 et 1979, le temps de travail nécessaire à la production d'une voiture a diminué de 50 %. » (Marco Revelli, cité in Barkan 1984 : 240).

Selon les rédacteurs turinois de *Primo Maggio*, le processus par lequel l'usine « redevient un monde inconnu pour le travailleur » jouait un rôle important dans la fragmentation de l'ouvrier-masse. Son ancienne identité collective était maintenant éclatée en des milliers de points de vue « partiels et contradictoires » (Redazione turinese di *Primo Maggio* 1977 : 25). Face à une telle confusion, la plupart des vieilles typologies du comportement de classe, sinon la thèse opéraïste fondamentale de la « dure matérialité de la production et du rapport des travailleurs au travail comme pivot de la définition et de la structuration de l'antagonisme social », n'avaient plus aucune utilité (*ibid.* : 21). En proposant un retour au vieux projet de la tendance d'une enquête ouvrière, Revelli et ses camarades étaient bien conscients qu'on ne pouvait refaire quinze ans après l'expérience des *Quaderni Rossi*. Alors, semblait-il, « L'usine produisait la politique. Et l'enquête était lutte. » Mais en réalité, malgré l'engagement du groupe de Panzieri dans la « co-recherche », les vieilles séparations entre ouvriers et intellectuels ainsi qu'entre « élaboration théorique du projet politique et réalisation pratique » s'étaient souvent reproduites dans le travail des *Quaderni Rossi* (*ibid.* : 21, 22). Désormais, au contraire, non seulement l'enquête était forcée de suivre les travailleurs en dehors de l'usine, mais de nombreux militants d'entreprise formés dans les années récentes avaient la confiance et la capacité nécessaires pour entreprendre la recherche eux-mêmes (*ibid.* : 23).

Pendant l'affaire Moro en 1978, tandis que d'autres spéculaient sur la véritable identité des ravisseurs, Bruno Mantelli et Marco Revelli tentèrent d'apprécier la réaction des travailleurs de la FIAT. En présentant une partie de leurs résultats aux lecteurs de *Lotta Continua* en juillet de la même année, ils faisaient cette réflexion : « Quand nous sommes retournés aux portes de Mirafiori – non pour “parler” cette fois, mais pour écouter et comprendre – nous avons deux choses à l'esprit. Nous sentions d'abord qu'aujourd'hui “l'enquête” était un point de passage obligé, une pratique politique spécifique sans laquelle tout autre type de considérations restait fatalement aride et sans issue. Et nous sentions ensuite que la manière de vivre la politique est aujourd'hui le lieu obscur mais central où se nouent tous les thèmes de l'enquête. » (Mantelli et Revelli 1978a : 5) Rejetant la conception fautive « que l'opinion de la classe ouvrière pourrait être préfabriquée dans les laboratoires de l'idéologie » et cherchant à saisir les idées de ces « autres » qui n'avaient jamais été en avant dans les luttes, Mantelli et Revelli découvrirent – sous l'apparent silence initial – la cacophonie. Les opinions exprimées sur le sort de Moro avaient varié à l'extrême. Il y avait ceux qui soutenaient avec enthousiasme les appels des syndicats à des grèves de protestation. Il y avait aussi le camarade qui disait : « Écoute, le terrorisme, c'est que je vais entrer dans la boîte et qu'on va m'y garder contre ma volonté pendant huit heures, c'est moi qu'on enlève. » (Mantelli et Revelli 1978b : 12). En même temps, presque tous décrivaient l'activité politique, au sens formel du terme, comme une technique étrangère et hostile monopolisée par les partis et les syndicats. La capacité de l'ouvrier-masse à convertir sa composition technique en une forme de pouvoir ne fonctionnait plus comme dans le passé, et des contraintes externes, socialement définies, affectaient de plus en plus la force de travail employée à la FIAT. Au contraire, la fin de l'initiative ouvrière avait pour eux ouvert un vide. Il était limité, d'un côté, par « un terrorisme voulant trouver sa propre légitimation dans la paralysie politique de cette classe ouvrière » et, de l'autre, par un parti communiste cherchant « à établir sa propre autonomie politique sur la « centralité » d'une classe ouvrière muette » (Mantelli et Revelli 1979 : 197). Dans ces conditions, Mantelli et Revelli (1978a : 12) ne pouvaient conclure leur enquête que par une série de questions, la plus angoissante étant : « Quelles sont les étapes par lesquelles la classe peut à nouveau rendre sa composition matérielle politiquement subversive ? »

Quinze mois plus tard, en octobre 1979, les rédacteurs de *Primo Maggio* devaient réexaminer ces problèmes lors d'une réunion intitulée « Vieux et nouveaux travailleurs à la FIAT ». C'était un rassemblement apparemment hétéroclite, avec un peu plus de vingt intervenants couvrant un arc allant du Parti communiste à l'Autonomie, de la gauche du syndicat local aux nombreuses positions non-alignées de la nouvelle gauche italienne. Certains thèmes étaient cependant communs à toutes les contributions. Parmi ces thèmes, il y avait l'arrivée à la FIAT de nouveaux ouvriers avec leur propre idée de la vie d'usine, la crise de l'identité politique des

travailleurs de la vieille génération, la caducité de toute notion superficielle indifférenciée de « classe ouvrière », et l'incapacité de l'appareil syndical à répondre aux préoccupations des nouveaux arrivants. Rejetés avec mépris comme étant la « lie du tonneau » par le chef local du PCI Alberto Minucci (Revelli 1981b : 99-101), bien des recrues récentes de la FIAT avaient joué un rôle dirigeant dans les luttes pour les contrats de cet été-là. Par contraste avec cette note optimiste, la vague d'arrestations qui avaient frappé l'Autonomie six mois plus tôt donnaient un arrière-plan poignant aux travaux de la réunion. À cela s'était ajouté le 9 octobre le renvoi pour « comportement inadapté » de 61 travailleurs de la FIAT, parmi lesquels on trouvait bien des militants importants de l'extrême gauche (Scarponi 1979).

Examinant la composition des embauchés à la FIAT depuis 1978, Silvia Belforte (1980 : 12), de la revue d'inspiration opéraïste *Quaderni del territorio*, trouva que 65 % étaient des femmes, d'ordinaire dans la trentaine, mariées avec des enfants. Quant aux autres débutants, beaucoup venaient seulement de quitter l'école, ou étaient encore étudiants ; la plupart étaient nés à Turin même, souvent de parents originaires du Sud (Barkan 1984 : 188-9). On peut avoir un aperçu de la différence d'âge entre les nouveaux et les anciens ouvriers en lisant l'enquête de masse menée par *Rinascita* en 1979 ; même en comptant les travailleurs les plus jeunes, l'âge moyen des hommes était de 37-38 ans (Accornero 1980 : 146). La différence la plus frappante entre les débutants et la génération formée depuis l'Automne chaud à la FIAT concernait sans doute leurs attitudes respectives par rapport au travail et à l'usine. Selon Pietro Marcenaro, cette différence d'attitude s'expliquait par la différence des processus de socialisation : « Contrairement à l'immigré des années 1960, débarquant du Sud dans une ville étrangère et hostile, où il ne pouvait espérer trouver aucun ami et pour qui l'usine était pratiquement le seul espace de socialisation, les jeunes qui débutent entrent à l'usine avec une vie déjà riche en relations. Ce n'est pas l'usine qui les adapte à ses besoins ; contrairement à la génération précédente, qui commençait à travailler à 13 ou 14 ans, une part importante des jeunes travailleurs entrent dans l'usine à 18 ou 19 ans, leur personnalité déjà formée dans la vie urbaine et scolaire. Si récemment les choses ont déjà changé pour l'ouvrier-masse et si l'usine ne détermine plus les formes d'agrégation de manière exclusive, désormais le processus s'accélère. "Les facteurs d'unification des travailleurs ne sont plus constitués par le travail en soi." » (Marcenaro 1980 : 6)

Quand on leur demandait leur opinion, de nombreux nouveaux ouvriers définissaient leur temps de travail en termes purement négatifs. Pour l'anecdote, Revelli rapportait sans se lasser la formule de l'un de ses étudiants-travailleurs : « chaque jour quand je m'en vais, je me dis que j'ai perdu huit heures de ma vie » (cité in Barkan 1984 : 239). De telles idées auraient paru incompréhensibles ou même choquantes à de nombreux anciens de la FIAT provoquant des commentaires du genre « avant, la FIAT nous faisait travailler trop, mais avec ces gamins, ça va trop

loin dans l'autre sens » (*ibid.* : 219). D'un autre côté, la rencontre des « vieux » ouvriers pouvait induire un désenchantement similaire chez les nouveaux – quand les nouveaux découvraient par exemple qu'il n'y avait pas moins de « porcs » et de harcèlement sexuel chez les fameux ouvriers de la FIAT-Turin qu'au dehors (Deaglio et Manenti 1979 : 7). Il y avait aussi bien des contradictions apparentes dans les comportements : par exemple, les jeunes, avec leur supposé mépris du travail, semblaient moins enclins à l'absentéisme et plus favorables à l'organisation syndicale. Par contraste, le même type de 49 ans qui se plaignait de la paresse des nouveaux pouvait aussi se vanter devant un auteur américain en 1979 : « Je fais mes sept heures de travail en trois heures et demie ou quatre. Je dois faire 78 pièces par jour. Je travaille de la façon que je veux et je décide comment je les fais. Quand j'ai fini, je cause ou je fais des mots croisés, même si nous ne sommes pas censés le faire. Je me balade. Il y a aussi une salle de repos où nous jouons aux cartes (...) La direction ne réagit pas à cause du syndicat. Ils se mettent d'accord sur les horaires et voilà. » (cité *in* Barkan : 219)

Nino Scianna (1980 : 41) de *Primo Maggio* – qui travaillait lui-même à la FIAT – tenta de comprendre cet apparent fouillis lors de la réunion d'octobre. Il conclut que les divisions classiques établies par l'opéraïsme sur la base de la composition technique de la force de travail « apparaissent comme secondaires » dans une usine « divisée en une pluralité de sujets, dont les identités ne sont pas définies sur le terrain de la production ». Envisageant un passage « Au-delà de la culture de l'ouvrier-masse... », Revelli (1980b : 64) pensait maintenant qu'il ne fallait pas moins d'une « révolution culturelle » à l'échelle de l'usine pour que la riche diversité de la nouvelle composition de classe à la FIAT mette en échec les projets de la direction. Un membre du collectif des dockers de Gênes rappela aux participants à la réunion que « nul d'entre nous ne peut imaginer qu'ils aient une stratégie d'ensemble ». Il signalait plutôt les risques encourus par les fractions les plus combatives du prolétariat si elles tournaient le dos à la « vieille majorité » de la classe (Amancio 1980 : 57, 59). Cependant, la remarque la plus acerbe de la réunion devait être faite par un membre des Volsci. D'accord avec l'avertissement du docker, Riccardo Taviani (1980 : 64) accusa les opéraïstes présents de s'engager dans le transformisme : « Ça me paraît une vieille manière de faire de la politique, tout réinterpréter à la base pour survivre comme groupe de politiciens. »

Un an plus tard, ce n'est pas seulement la composante opéraïste de l'extrême gauche italienne qui avait été détruite comme force politique, mais, avec elle, toute une génération de militants d'usine à la FIAT (Guarcello *et al.* 1990). Comme Hilary Partridge (1996 : 98) devait le dire plus tard, « le radicalisme ouvrier n'a pas tellement été intégré ou vaincu à la FIAT, mais complètement éradiqué ». Avec le recul, on peut retracer précisément le chemin suivi par la direction : la criminalisation des 61, sur laquelle et les syndicats et le PCI furent contraints de se polariser, l'arrêt du

recrutement, les réductions d'effectifs rampantes, qui supprimaient 20 travailleurs par jour pour absentéisme, enfin la grande campagne pour le licenciement « temporaire » de 25 000 salariés (Revelli 1989 : 84-103). En un dramatique règlement de comptes, 10 à 15 000 travailleurs de la FIAT, avec l'appareil du PCI local à leur traîne, devaient interdire les portes de Mirafiori pendant 35 jours. À la fin, leur lutte devait être sapée par le défaitisme de l'appareil national du syndicat sous le choc de la « contre-mobilisation » de milliers de contremaîtres et d'employés (et de plus d'une poignée d'ouvriers des chaînes) organisée par la direction. Lorsqu'on relit la description presque attendrie faite par Revelli des « gens aux portes » défendant les piquets et qu'on la dissèque soigneusement, on est frappé par l'énorme distance parcourue par *Primo Maggio* depuis les beaux jours de l'opéraïsme classique : « Face à cette totalité humaine hétérogène mais compacte, nous avons été forcés de reconnaître le caractère schématique de nos analyses. Nous découpons la main-d'œuvre en différentes catégories – “ouvriers qualifiés”, “ouvriers massifiés”, “ouvriers sociaux”, “ouvriers diffus”, etc. – sans saisir les milliers de fils qui, subtilement, tissent la trame de la classe ouvrière, communiquent l'expérience et le langage des vieilles fractions qualifiées aux jeunes immigrés inexpérimentés (en transmettant des comportements qui n'ont jamais été entièrement soumis) ou permettent au jeune prolétariat métropolitain d'aller “au-delà” du travail justement parce qu'en fait la zone située derrière la ligne de front est bien défendue par une force ouvrière qui a été moulée et formée *dans* le travail. » (Revelli 1982 : 102)

Mais dans de telles conditions, l'effondrement d'un cadre théorique et de son principal point de référence politique semblait un prix trop élevé à payer pour un tel raffinement de sensibilité. Les événements de 1979-1980 devaient bien sûr profondément désorienter ces opéraïstes non directement impliqués dans l'affaire du « 7 avril ». Pour Revelli (1980a : 13, 14), la « formulation classique du primat de l'usine et du travail » ne suffisait plus à définir le comportement des salariés. Face aux efforts pour « lobotomiser » la mémoire ouvrière des luttes et dans la nouvelle relation requise entre sujet et chercheur, le rôle de ce dernier ressemblait de plus en plus à celui du psychanalyste. Le jugement de Bologna (1980a : 28, 29) était encore plus sombre : au moment même où, dans l'affaire du 7 avril, l'accusation cherchait à effacer tout souvenir des vingt années passées de conflits sociaux, les indicateurs consacrés de l'opéraïsme étaient détraqués. D'une part, « les patrons et les machines ne forment plus un tout » ; d'autre part, il était toujours plus manifeste que « les mécanismes internes à la classe fonctionnent de manières opposées : à Turin de manière dynamique, à Milan de manière paralysante ». Il concluait que, pris entre le « silence » de la plupart des travailleurs et « l'énorme fragmentation » des militants, « nous avons presque théorisé la désintégration ».

À la fin de la décennie, Bruno Cartosio (1987 : 13) devait considérer la réaffirmation par *Primo Maggio* de la « centralité de la classe ouvrière » dans l'élan du

mouvement de 77 comme quelque peu forcée. Pour lui, la revue aurait mieux fait d'examiner à fond cette notion de *centralità operaia*. Mais comme Asor Rosa (1987 : 100) en vint à le concéder, Bologna avait eu après tout raison d'insister sur la base politique plutôt que sociale de la scission entre ce que l'écrivain communiste nommait « les deux sociétés ». Les événements de 1977, ajouta Rossana Rossanda, avaient ouvert en Italie « une crise irréversible pour les syndicats, une rupture irréversible entre la société politique et la société civile, une très grave crise de représentation » (Adornato et Lerner 1987 : 92). Pour les opéraïstes « rationnels » de *Primo Maggio*, l'héritage le plus durable de cette année 77 devait rester la fragmentation de leur appareil théorique. Tout en concédant que « l'historiographie qui fouille les faits individuels et locaux a son importance », Bologna devait avouer au début des années 1980 son « très grand besoin de retrouver une vision d'ensemble, un peu de “*grande storia*”, un grand besoin de retrouver ... je ne dirai pas une théorie, mais quelque chose qui ne me bloque pas dans un rapport schizophrénique d'abjuration de tout un processus intellectuel dans lequel les catégories générales et historiques n'étaient pas seulement bien définies, mais fonctionnaient parfaitement et nous aidaient à comprendre la réalité pour y intervenir de façon militante. » (Bologna 1981 : 17)

Conclusion

DANS SA DÉFAITE, l'opéraïsme devait recevoir une féroce volée de coups de ses critiques. Ses principes, avertissait Giorgio Bocca, étaient plus « une drogue pour l'esprit qu'une analyse sérieuse » (cité *in* Scandaletti 1979 : 170). Ses partisans, proclamait un autre, étaient « de mauvais maîtres, qui avaient égaré toute une génération » (cité *in* Nicotri 1980). Peut-être le coup le plus bas, car le plus inattendu, devait-il venir d'un ancien opéraïste. En octobre 1981, Valerio Marchetti rejeta les efforts de *Primo Maggio* en conseillant sur un ton détaché aux gens intéressés par un passé « mort » de se limiter désormais « au seul métier digne de l'historien : celui de nécrophile » : « Que pouvons-nous faire (...) de cette couche défaite de la classe ouvrière, qui cherche ici à dire sa propre défaite, sa propre fin, son propre passé, ses rêves brisés ? C'est une couche politique dont le rapport avec le présent est définitivement clos. C'est pourquoi ils se nomment historiens militants. » (cité *in* Bermani et Coggiola, 1986 : 351, 353).

En étudiant les chemins souvent tortueux suivis par l'opéraïsme pour comprendre le comportement de la classe ouvrière, nous avons dégagé beaucoup de ses faiblesses. La première consiste dans son goût des catégories globales, censées tout expliquer, mais qui trop souvent n'expliquent presque rien. Parmi ces catégories, celle d'*usine sociale* renvoyait toujours à un réexamen de grande portée du processus de composition de la classe, et remplit pourtant rarement ses promesses. La *passivité* en était une autre, trop facilement avancée pour éviter de se confronter au problème de la décomposition de la classe, processus tout aussi réel que celui de sa recomposition. Mais la plus nocive de toutes devait être celle d'*ouvrier social*. Cette catégorie, comme l'usage du terme *autovalorisation* par Negri, « était un moyen très élégant de synthétiser une pluralité de comportements sociaux, mais qui, en raison même du caractère excessif de la synthèse, les aplatissait, en niant leur spécificité. » (Battaglia

1981 : 76) Toutes ces catégories étaient des constructions idéales dans lesquelles certains membres de la tendance tentaient, avec une obstination et une ingénuité considérables, de faire entrer de force la réalité de la composition de classe. Mais ce faisant, ils devaient oublier l'une des leçons les plus fondamentales de Marx (1913 : 9), à savoir le refus d'anticiper des « résultats qui restent à prouver ».

Dans bien des cas, de tels défauts internes à l'opéraïsme provenaient d'un autre défaut commun dans la tendance : l'impatience politique. En vérité, à chacune des phases décisives de son développement – de la rupture avec Panzieri ou de l'issue inattendue de l'Automne chaud jusqu'à l'essor du mouvement de 1977 – bien des représentants de l'opéraïsme semblaient prêts à sacrifier leur engagement antérieur dans l'analyse de la composition de classe pour mieux « saisir l'occasion ». Et si chacune de ces manifestations d'impétuosité devait être à chaque fois fort mal récompensée, seule une minorité d'opéraïstes semblait à chaque fois capable d'en tirer les conclusions appropriées.

Une autre des faiblesses les plus évidentes de l'opéraïsme italien – mais qui ne lui était sans doute pas propre – devait être un intérêt trop exclusif pour ce que Marx nommait le processus de production immédiat comme source essentielle de l'expérience et de la lutte ouvrières. À cet égard du moins, la plupart des opéraïstes devaient s'avérer après 1970 mieux préparés que la plupart des marxistes italiens à étudier le monde au-delà des murs de l'usine. Néanmoins ce qui limitait souvent leur champ de vision, c'était leur choix des comportements ouvriers à privilégier, qui les conduisait souvent à confondre des pratiques minoritaires jugées plus « avancées » avec l'activité de toute la classe. Un tel syndrome devait être clairement identifié par Marco Gazzano lors de la conférence de 1979 sur la FIAT : il entraînait « à inférer nos idées sur la composition actuelle de la classe ouvrière des enquêtes concernant une couche particulière de la classe. À savoir la couche qui nous intéresse le plus, qui est la plus proche de notre culture et la plus ouverte aux influences extérieures, comme celles de France par exemple. » (Gazzano 1980 : 15) De même, Lapo Berti (1980 : 32) devait faire cette réflexion que l'opéraïsme avait trop souvent présenté une lecture « symptomatique » de la composition de classe. En d'autres termes, il tendait à fixer son analyse sur une couche particulière – l'ouvrier-masse de la production de masse par exemple – au détriment d'une « analyse plus articulée et peut-être même plus contradictoire de la dynamique de classe dans son ensemble ».

Tronti (1978b :16) a-t-il donc raison d'affirmer que l'opéraïsme italien a donné « beaucoup de fleurs et peu de fruits » ? On pourrait pour plusieurs raisons considérer ce jugement comme arbitrairement sévère. Tout d'abord, la tendance a produit toute une série d'études qui ont amélioré la compréhension de la politique ouvrière : parmi d'autres, les enquêtes menées par Alquati chez Olivetti et celles de Mantelli et Revelli à la FIAT ; le récit de Bock sur les IWW ; la carte des « tribus » dressée par Bologna. Bien plus, les opéraïstes, notamment ceux de l'aile « rationnelle » du

mouvement, ont eu le mérite d'explorer des thèmes trop longtemps ignorés par la plupart des gens de la gauche italienne à l'époque. Ils ont ainsi rendu plus difficile l'usage des catégories trop englobantes comme *la* classe ouvrière (Ruggiero 1987 : 26). Au contraire, ils ont attiré l'attention sur l'analyse des expériences intrinsèquement contradictoires des travailleurs, salariés ou non, et, à partir de là, sur les conditions dans lesquelles leur lutte pour retourner de telles contradictions contre le rapport capitaliste devient réalisable.

L'opéraïsme ne s'est jamais laissé détourner de l'idée que la composition technique de la force de travail est l'élément-clé de l'explication du comportement ; on peut considérer un tel point de départ comme partial, non comme tout à fait erroné. Polémiquant avec Bologna en 1977, Berti présentait ainsi l'hypothèse classique de la tendance : « À une composition technique déterminée de la force de travail, conditionnée par la configuration concrète que prend le processus de travail, correspond nécessairement un système de comportements sociaux qui, compte tenu de facteurs socio-politiques secondaires, peut être considéré comme typique, en ce sens qu'ils tendent à se reproduire dans toutes les situations où les déterminations fondamentales sont en même temps données. » (Berti 1978 : 127-8) Comme nous l'avons vu, même l'homogénéité de l'ouvrier-masse durant l'Automne chaud ne put être rapportée uniquement à la question de sa composition technique. Vers la fin de la décennie suivante, les rédacteurs de *Primo Maggio* avaient commencé à examiner ces autres déterminations – le sexe, l'âge, la race, le langage, l'instruction, les luttes ou les défaites passées – qui permettaient de distinguer l'histoire d'un ensemble de forces de travail d'un autre. En fait, comme devait le soutenir Francesco Ciafaloni (1980 : 72), il se pourrait même bien que, dans ses efforts pour comprendre les ouvriers débutants à la FIAT, *Primo Maggio* ait tordu le bâton trop loin dans l'autre sens et sous-estimé l'empreinte laissée sur la famille Gasparazzo par sa rencontre avec l'usine.

« En savoir plus sur les ouvriers de Turin, en savoir plus en général sur les classes opprimées n'est pas un petit problème. C'est *le* problème culturel et politique de toute gauche digne de ce nom. » (Ciafaloni 1980 : 70) Alors que de telles idées devaient exercer un appel décroissant dans les années d'après 1980 sur les intellectuels italiens « à l'humeur notoirement changeante » (Sergio Bologna, cité *in* Preve 1981 : 53), elles n'ont rien perdu de leur force en ce nouveau millénaire. Et si l'enquête opéraïste sur la force de travail de la FIAT à la fin des années 1970 peut être considérée comme ayant bouclé la boucle de la tendance, les questions qu'elle posa alors, comme vingt ans plus tôt, refusent obstinément de disparaître (Emery 1995). Ici, comme Roberto Battaglia (1981 : 77) l'a soutenu avec raison, « le meilleur moyen de défendre l'opéraïsme aujourd'hui, c'est de le dépasser ». La tendance opéraïste a aidé à faire sauter le verrou (Bologna 1979 : 36) s'opposant à la compréhension du comportement de la classe dans et contre le capital, mais ce faisant elle s'est désintégréée ; elle a donc transmis à d'autres la tâche de faire bon usage des trésors jusqu'alors cachés.

ANNEXES

*La chronologie et l'index ont été établis par le collectif de traduction.
Une version plus longue de la chronologie (1943-2000) est disponible sur le site des Éditions SENONEVERO.*

sigles et abréviations

Partis

BR	Brigate Rosse, Brigades Rouges.
DC	Democrazia Cristiana, Démocratie Chrétienne.
MSI	Movimento Sociale Italiano, Mouvement Social Italien.
PCI	Partito Comunista Italiano, Parti communiste
PLI	Partito Liberale Italiano, Parti libéral.
PRI	Partito Repubblicano Italiano, Parti républicain.
Psdi	Partito Socialista Democratico Italiano, Parti Social-Démocrate.
PSI	Partito Socialista Italiano, Parti socialiste.
PSIUP	Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria, Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne.
PSU	Partito Socialista Unitario, Parti Socialiste Unitaire ou Partito Socialista Unificato, Parti Socialiste Unifié.

Syndicats

ACLI	Associazione Cattolica dei Lavoratori Italiani, Association chrétienne des travailleurs italiens.
CGIL	Confederazione Generale Italiana del Lavoro, Confédération générale italienne du travail.
CISL	Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori, Confédération italienne des syndicats de travailleurs.
CISNAL	Confederazione Italiana dei Sindacati Nazionale del Lavoro, Confédération italienne des syndicats nationaux du travail (fondé en 1950 par des militants MSI).
Coldiretti	Confédération nationale des cultivateurs directs.
Confindustria	Confédération de l'industrie italienne (le Medef italien).
CUB	Comitato Unitario di Base, syndicats autonomes. Regroupés notamment dans la CUB, Confederazione Unitaria di Base.
FIOM	Fédération des employés et ouvriers métallurgistes CGIL.
FIM	Fédération italienne des métallurgistes CISL.
FLM	Fédération des travailleurs de la métallurgie (regroupe à partir de 1972 FIOM, FIM et UilM).
Intersind	Confédération du patronat public ou sous holding d'État.
SIDA	Sindacato Indendente dell'Automobile, syndicat indépendant de l'automobile (syndicat-maison de la FIAT créé en 1958).
Uil	Union Italienne du Travail.
UilM	Union italienne des travailleurs de la métallurgie Uil.

Autres

ENEL	Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, Agence nationale pour l'énergie électrique.
ENI	Ente Nazionale Idrocarburi, Agence nationale des hydrocarbures.
IOR	(Istituto per le Opere di Religione) ; la banque du Vatican.
IRI	Istituto per la Ricostruzione Industriale, Institut pour la Reconstruction Industrielle.
SID	Service des Informations de Défense, ministère de la Défense, de 1965 à 1977.
SIFAR	Service d'Information des Forces Armées, rebaptisé SID en 1965.
SIDSE	Service pour l'Information et la Sécurité Démocratique, ministère de l'Intérieur, à partir de 1977.

Chronologie

1956

- 13 janvier** À Venosa, province de Potenza, une manifestation de chômeurs est dispersée par la police qui tire sur la foule : 1 mort et 14 blessés.
- 2 février** À Partinico, province de Palerme, l'écrivain Danilo Dolci est arrêté pour outrage et résistance à fonctionnaire public pour avoir participé à une manifestation d'ouvriers agricoles au chômage impliqués dans une opération de bonification d'un terrain en friche. Mobilisation de nombreux intellectuels et questions à la Chambre. Dolci est condamné à un mois et vingt jours d'emprisonnement.
- 20 février** À Comiso, province de Ragusa, affrontement entre police et ouvriers agricoles: un manifestant tué. Des désordres ont lieu aussi dans la province de Foggia.
- 27 février-4 mars** Voyage officiel aux États-Unis du président de la République Gronchi.
- 14 mars** À Barletta, province de Bari dans les Pouilles, la police intervient pour disperser un rassemblement devant le siège de la Pontifica opera di assistenza de 4 000 personnes venues retirer des colis de vivres et de vêtements : 3 morts, 6 blessés graves.
- 25 avril** La Cour constitutionnelle, prévue par la constitution, se réunit pour la première fois sous la présidence de Nicola, élu par le Parlement.
- 27 mai** Élections locales : les deux partis socialistes renforcent leur position, la poursuite de la stratégie des gouvernements « centristes » est remise en cause.
- 13 juin** Dans une interview de la revue *Nuovi Argomenti*, Togliatti évoque le rapport Khrouchtchev présenté les 24 et 25 février devant le 20^{ème} congrès du PCUS et publié intégralement le 4 juin par le *New York Times*, ouvrant un débat intense dans le PCI.
- 1^{er} juillet** Le secrétaire de la CGIL, Di Vittorio, exprime son soutien aux ouvriers en grève de Poznan (Pologne).
- 8 août** 237 mineurs, dont 139 Italiens, meurent à Marcinelle en Belgique dans l'explosion de la mine de charbon.
- 6 octobre** Le « pacte d'unité d'action » qui unissait PSI et PCI depuis 1934 est remplacé, sur la demande des socialistes, par un simple « pacte de consultation ».
- 25 octobre** La révolution de Budapest en Hongrie est qualifiée de « putsch contre-révolutionnaire » dans *l'Unità*.

- 29 octobre** 101 intellectuels communistes signent un appel critiquant l'intervention soviétique en Hongrie et l'attitude des dirigeants du PCI. Beaucoup quitteront le PCI dans les mois qui suivent.
- 24 novembre** Scission de l'aile la plus radicale du MSI, dirigée par Rauti, qui fonde Ordine Nuovo.
- 26 novembre** Naissance de Gladio, réseau opérationnel secret pour la lutte anticommuniste mis sur pied par un accord entre CIA et SIFAR.
- 22 décembre** Création du ministère des Participations de l'État : les entreprises faisant partie de l'IRI (Institut pour la Reconstruction Industrielle, holding d'État créé en 1933) quittent la Confindustria en novembre 1957, l'IRI passant sous le plein contrôle du nouveau ministère le 1^{er} juin 1958.

1957

- 15 février** Accord Confindustria - syndicats sur l'échelle mobile des salaires : institution d'un « panier » de produits à partir duquel sont calculées les variations du coût de la vie et qui détermine les augmentations de salaire pour les diverses catégories de travailleurs.
- 6-10 février** 32^{ème} congrès du PSI à Venise : Nenni déclare que la collaboration avec le PCI est terminée et se prononce pour la réunification avec le Psdi et le retour dans l'Internationale socialiste.
- 19 mars** *L'Osservatore romano* se déclare hostile à la participation des socialistes au gouvernement.
- 25 mars** Traités de Rome instituant la Communauté Économique Européenne (CEE) et l'Euratom entre RFA, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Italie.
- Avril** Le nouveau contrat de travail des employés d'Olivetti introduit pour la première fois en Italie, à parité de salaire, la semaine de 45 heures et le samedi libre.
- 2 avril** Selon l'ACLI, la production industrielle a augmenté de 95 % de 1948 à 1956, les salaires réels de 6 % et le chômage dépasse 2 millions.
- 6 mai** Démission du gouvernement Segni, privé de l'appui du Psdi.
- 20 mai** Gouvernement Zoli, monocolore DC.
- 23 mai** Appel à une grève générale des travailleurs de la métallurgie pour des réajustements de salaire et la semaine de 40 heures.
- 10 juin** Ayant obtenu la confiance de la Chambre avec les voix du MSI, dont il refuse l'appui, Zoli démissionne. Après des tentatives pour recomposer une majorité, le président de la République Gronchi refuse sa démission.
- 1^{er} octobre** République de San Marino : le gouvernement local de gauche est renversé avec l'appui militaire des forces de l'ordre italiennes.
- 2 juillet** La FIAT présente la 500, symbole de la voiture populaire de l'Italie des années du « miracle économique ».
- 30 juillet** Le Parlement ratifie le traité instituant la Communauté économique européenne. Le PSI vote en faveur de l'Euratom et s'abstient sur le traité créant le Marché commun.

1958

- 31 janvier** À Palerme, révolte dans la prison de l'Ucciardone contre les conditions de vie inhumaines. La police intervient, faisant un large usage des armes à feu, 1 mort, 7 blessés graves.
- 17 mars** Blocage du projet de loi constitutionnelle de réforme du Sénat ; le président de la République dissout les chambres.
- 24 mars** Loi instituant le Conseil Supérieur de la Magistrature, organe constitutionnel prévu par la constitution.
- 2 avril** Les élections des représentants des commissions internes de la FIAT sont gagnées par l'organisation pro-patronale Liberi lavoratori.
- 25 mai** Élections législatives : recul de l'extrême-droite, progression de la DC (de 40 % à 42,4 % des voix) et du PSI (14,25 %), stabilité du PCI (22,7 %) et des petites formations du centre.
- 2 juillet** Deuxième gouvernement Fanfani, qui conserve son poste de secrétaire de la DC : gouvernement bipartite de centre droit DC-Psdi avec appui externe du PRI.

23 octobre Tensions au sein de la DC : le DC Milazzo (courant Scelba) prend la tête de l'exécutif régional de la Sicile avec le soutien du PSI, du PCI, du MSI, des monarchistes et d'une partie de la DC, contre le candidat officiel de la DC (courant Fanfani). Il est exclu de la DC le 25 octobre.

1959

15-18 janvier

33^{ème} congrès du Parti Socialiste à Naples. Le courant « autonome » de Nenni (abandon de l'alliance avec le PCI et ouverture à droite) est majoritaire.

23 janvier

Démision du gouvernement Fanfani, plusieurs fois mis en minorité par des députés DC « francs tireurs » (c'est-à-dire votant contre la discipline de leur parti, grâce au vote secret).

31 janvier

Fanfani abandonne le poste de secrétaire de la DC.

15 février

Formation du gouvernement Segni, DC avec soutien du PLI, des monarchistes et du MSI.

14 mars

Conseil national de la DC au couvent de Santa Dorotea à Rome : scission du courant pro-Fanfani, partisan d'une intervention économique (« Iniziativa democratica »), et naissance du courant modéré dorotéen », majoritaire, qui élit Aldo Moro secrétaire de la DC.

Avril

Pour le renouvellement du contrat dans la métallurgie, CGIL, CISL et Uil appellent à des grèves unitaires. Les mouvements se prolongent jusqu'à l'automne, avec participation des grandes usines (Alfa Roméo, Siemens), et connaissent des moments de forte tension et d'affrontements avec la police. Le nouveau contrat est signé le 23 octobre après 20 mois de conflit.

25 mai

Le *Daily Mail* de Londres parle de la reprise de l'économie italienne en termes de « miracle économique ».

Jusqu'au début de l'été, nombreux conflits dans les petites et moyennes entreprises dans toute l'Italie, certains avec occupations et affrontements violents.

8 juin

À Marigliano, province de Naples, une manifestation de cultivateurs directs se transforme en mouvement insurrectionnel : assaut et incendie de la mairie, de la perception, de la poste et de la caserne de carabinieri.

30 juin

À Torre del Greco, province de Naples, au cours d'une grève des dockers, la police intervient à l'issue d'un meeting en ouvrant le feu ; la population réagit par une journée d'émeute, érection de barricades, incendies de véhicules de la police anti-émeute. Une cinquantaine de blessés dans la population, une trentaine parmi les policiers.

24-28 octobre

7^{ème} congrès de la DC à Florence. Le courant de Moro s'impose.

30 octobre

À Spoleto, une manifestation contre la fermeture de la filature de coton est chargée par la police.

1960

5 février

Voyage du président de la République Gronchi en URSS.

10 février

Sortie du film *La Dolce Vita* de Fellini : fortes réactions hostiles à droite et au sein de l'Église, demande d'interdiction de députés DC et MSI.

24 février

Démision du gouvernement Segni, suite au retrait du PLI de la majorité, contre l'orientation centre-gauche du gouvernement.

25 mars

Gouvernement Tambroni, monocolore DC, avec appui des monarchistes et du MSI.

30 mars

À Agrigente, pour la première fois, assassinat d'un commissaire de police par la mafia.

2 avril

Congrès de la CGIL, qui accepte la négociation « articulée » (par entreprise, groupe ou secteurs et plus seulement au niveau national) des contrats, soutenue jusqu'à présent par la CISL seulement.

8 avril

Suite au rôle décisif du MSI pour obtenir la confiance, les ministres de la gauche de la DC démissionnent du gouvernement Tambroni. Fanfani échoue dans une tentative de constituer un gouvernement de centre-gauche.

- 25 avril** Création de l'organisation néo-fasciste Avanguardia Nazionale par des membres du MSI.
- 29 avril** Tambroni obtient la majorité au Sénat avec le soutien du MSI.
- 18 mai** Le Vatican rejette toute collaboration entre DC et PSI, et appelle les hommes politiques catholiques à « se soumettre à l'autorité ecclésiastique ».
- 21 mai** Un meeting du député PCI Pajetta à Bologne est interrompu par la police, qui ordonne la dissolution de la réunion en raison des critiques faites à la politique extérieure du gouvernement. Affrontements.
- 25 juin** À Gênes, début des manifestations et assemblées de protestation contre la tenue dans la ville du congrès du MSI le 2 juillet ; grève des travailleurs du port.
- 28 juin** À Gênes, grande manifestation à l'appel des partis de gauche et des associations de résistants, appel à la grève générale de la CGIL et de la chambre du Travail.
- 30 juin** À Gênes, grève générale et manifestation, affrontements violents des jeunes ouvriers et scolarisés (les « jeunes en maillot rayé ») avec la police : 83 blessés - grèves et manifestations dans les grandes villes du Nord et du Centre, affrontements avec la police. À Turin, les jeunes qui veulent attaquer la police sont bloqués par le service d'ordre de la CGIL.
- 1er juillet** – À Gênes, sans aucun appel à manifester, la mobilisation reprend.
– La Somalie devient indépendante.
- 4 juillet** Manifestations dans le Sud : à Licata, province d'Agrigente, un mort et de nombreux blessés.
- 5 juillet** Le gouvernement révoque l'autorisation donnée au MSI de tenir congrès à Gênes ; série d'attentats néo-fascistes en représailles contre des sièges de partis de gauche (Ravenne, Rome, Milan).
- 6-8 juillet** Les manifestations s'étendent à tout le pays, répression brutale : à Rome, la manifestation est interdite, affrontements, barricades ; le 7, à Reggio Emilia, la police charge 300 ouvriers des ateliers de Reggio Emilia et ouvre le feu : cinq manifestants tués ; le 8, à Palerme et Catane, quatre manifestants tués et des centaines de blessés.
- 14 juillet** Le président du Conseil Tambroni justifie l'intervention des forces de l'ordre et explique les désordres par un plan de déstabilisation coordonné par le PCI.
- 19 juillet** Démission du gouvernement Tambroni.
- 26 juillet** Formation du troisième gouvernement Fanfani, leader de la gauche de la DC, monocolore DC, avec l'appui externe du PLI et du Psdi et l'abstention du PSI, défini par Moro comme gouvernement des « convergences parallèles », faisant coexister droite libérale et monarchique et gauche socialiste.
- Septembre-octobre** Grève des électro-mécaniciens, par secteurs, puis mobilisations au niveau de villes entières dans toute l'Italie.
- 6 novembre** Élections communales et provinciales : stabilité globale de la DC, progrès du PCI, recul du PSI.
- Fin de l'année** Grève des cotonneries CVS (Cotonifici Valsusa), touchant toutes les usines du groupe, sur les cadences et les salaires, avec assemblées d'usine, cortèges, occupations.
- 1er décembre** Grande manifestation populaire avec participation de militants étudiants, en prolongement de la mobilisation des électro-mécaniciens.
- 27 décembre** 150 000 participants à la journée nationale de grève des métallurgistes, qui prolonge une série de journées nationales organisées depuis septembre.

1961

- Janvier** Première réunion triangulaire gouvernement - patronat - syndicats, présidée par le ministre du Budget Pella, avec mise en avant d'une « clause de trêve », imposant aux syndicats de s'engager activement contre toute action une fois les accords conclus.
- 21 janvier** Premier conseil municipal de « centre gauche » (avec participation du PSI) à Milan, suivi dans les mois qui viennent d'expériences analogues à Gênes et Florence.

- 9 février** À Naples, suite à une grève surprise dans les transports urbains, émeute avec incendies d'autobus et de tramways et destructions de vitrines, qui nécessitent l'intervention de la troupe.
- 28 février** À Augusta, province de Syracuse, au cours d'une grève des travailleurs de la Rasiom, violente intervention de la police, huit blessés.
- Mars** Issue favorable pour plusieurs conflits importants, dont certains commencés en 1960 : accord après 145 jours de grève aux cotonneries CVS (Cotonifici Valsusa), pour les électromécaniciens (Assolombarda, complexes de Pordenone, Naples, Rome, Bologne, Turin), pour les ouvriers de la sidérurgie du secteur privé (Milan, Brescia, Lecco en Lombardie, Palerme, etc). Tension persistante dans les chantiers navals, où ont lieu des grèves dures et très longues.
- 12 juin** Fanfani en visite aux États-Unis est reçu par Kennedy qui l'assure que les USA ne s'opposeront pas à la constitution d'un gouvernement à participation PSI.
- 14 juillet** Publication par Jean XXIII de l'encyclique *Mater et Magistra* sur l'enseignement social de l'Église, qui marque une évolution dans un sens réformiste.
- 13 au 16 septembre** Au colloque de la DC au couvent de San Pellegrino, province de Bergame, interventions favorables à une politique de centre-gauche d'intervention de l'État dans l'économie.
- Septembre** Premier numéro de la revue *Quaderni Rossi* (cahiers rouges) publiée par un groupe de dissidents du PSI (autour de Panzieri, de Turin, codirecteur de la revue théorique du PSI *Mondo operaio* de 1957 à 1959) et du PCI et de militants de la CGIL (qui se retireront après juillet 1962) ; thème du numéro : Luites ouvrières dans le développement capitaliste.
- 17 octobre** À Niscomi, province de Caltanisseta en Sicile, la police charge une manifestation de protestation contre la pénurie chronique en eau, plus de 70 arrestations.

1962

Début de l'année

Dans les chantiers navals, quatre grèves successives sur les salaires et contre la politique de reconstruction définie par l'IRI.

- 26 janvier** Au 8^{ème} congrès de la DC à Naples, Moro parvient à imposer sa stratégie d'ouverture à gauche.
- Février** À Rome, congrès de l'Institut Gramsci sur le thème « Tendances du capitalisme italien », remise en cause des positions traditionnelles du PCI.
- 21 février** Quatrième gouvernement Fanfani, de coalition centre-gauche DC, Psdi, PRI, avec appui externe du PSI.
- Mars** – Dans la métallurgie, alors que 50 000 ouvriers sont en grève à Milan, une demande d'ouverture anticipée de négociations sur le contrat est faite par l'UiIM. Plusieurs grèves par usines dans le secteur de la métallurgie : à la FIAT de Milan, à la Lancia de Turin, avec extension de la grève à l'usine Lancia de Bolzano.
– À Piacenza, en Émilie-Romagne, premier numéro de la revue *Quaderni Piacentini*, éditée par des jeunes critiques des partis de gauche, qui sera à la fin des années 1960 la revue la plus lue dans le mouvement étudiant-lycéen.
- 23 mars** Gratuité des livres scolaires pour l'école élémentaire, augmentation de 30 % des pensions d'invalidité et de vieillesse, interdiction du licenciement des personnels féminins en raison du mariage.
- 6 mai** Élection de Segni à la présidence de la République.
- 22 mai** Présentation par le ministre du Budget et député PRI La Malfa d'une note additionnelle aux comptes de l'État, intitulée *Problèmes et perspectives du développement économique italien*, véritable programme d'une majorité de centre-gauche, d'orientation nettement keynésienne, avec recours à une politique de programmation économique.

- 28 mai** À Ceccano, province de Frosinone, les carabinieri ouvrent le feu sur les ouvriers de la savonnerie Scala, en grève depuis 34 jours, qui protestent contre les briseurs de grève embauchés par la direction : un ouvrier tué, sept blessés.
- Juin** Dans le conflit pour le renouvellement du contrat des métallurgistes, les ouvriers de la FIAT revendiquent la semaine de 40 heures répartie sur cinq jours. Licenciements en repréailles contre les ouvriers impliqués dans les mouvements.
- 13 juin** Journée nationale de grève des métallurgistes : 1 200 000 participants.
- 26 juin** Le président de la FIAT se déclare « partisan convaincu du centre-gauche » dans une interview au quotidien romain *Il Messagero*.
- 5 juillet** Accord entre Intersind et syndicats pour les entreprises du groupe IRI.
- 6-7 juillet** À Turin, à la FIAT, au cours des négociations pour le renouvellement du contrat, SIDA (syndicat pro-patronal) et Uil signent dans la nuit un accord séparé avec la direction et demandent à leurs adhérents de ne pas participer à la grève proclamée par la CGIL et la CISL pour les jours suivants.
- 7 juillet** À Turin, la grève est suivie à 92 %, manifestation de protestation Piazza Statuto devant le siège de l'Uil, qui est pris d'assaut ; affrontements graves avec la police, plus de 1000 arrestations. Le 9, le secrétaire provincial de la CGIL, Garavini, qualifie les jeunes ouvriers émeutiers de « voyous » et de « provocateurs ».
- 14 juillet** Le ministre DC des Travaux publics Sullo présente à la Chambre un projet de loi de réforme de l'urbanisme, destiné à lutter contre la spéculation foncière et l'urbanisation sauvage, qui sera désavoué par la DC au printemps 1963.
- 7 août** Installation de la commission nationale pour la programmation économique, à laquelle participent organisations patronales et syndicats.
- Septembre** Vive reprise des luttes dans le secteur de la métallurgie, qui contraignent le patronat à une série de négociations.
- 3 octobre** Après vingt jours de négociations intenses sous la médiation du préfet de Turin, signature du nouveau contrat entre la FIAT et l'ensemble des syndicats.
- Octobre** Nombreux conflits dans le secteur textile (Marzotto et Lanerossi), le bâtiment (à Rome, manifestation et heurts avec la police), les ports.
- 2 octobre** Ultimatum de la Confindustria aux syndicats, qui offre 10 % d'acompte et négociera directement avec les commissions internes en cas de refus. Les syndicats répondent par une forte mobilisation, accompagnée de manifestations pour soutenir les grévistes.
- 27 octobre** À Milan, au cours d'une manifestation contre le blocus naval de Cuba par les USA, chargée par la police, un étudiant est tué.
- 27 novembre** Vote de la loi nationalisant les industries productrices d'énergie électrique, regroupées dans l'ENEL (Ente Nazionale per l'Energia Elettrica) organisme créé le 6 décembre.
- 20 décembre** Constitution de la commission d'enquête parlementaire sur la mafia.
- 21 décembre** Scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans et tronc commun pour les trois premières années du secondaire.
- 29 décembre** Impôt direct sur les dividendes des actions ; suite à son entrée en vigueur, importante fuite de capitaux à l'étranger.

1963

- 8 février** Grève nationale de solidarité avec les ouvriers de la métallurgie et manifestations dans les grandes villes à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil pour débloquer les négociations en cours avec la Confindustria sur le renouvellement des contrats. À Brescia et Syracuse, interventions de la police contre les manifestations, nombreux blessés et arrestations.
- 17 février** La Confindustria signe un accord prévoyant des augmentations et reconnaissant la négociation par entreprise.
- 12 avril** Publication de l'encyclique *Pacem in Terris*, qui prône le dialogue entre catholiques et non catholiques.

- 16 avril** Le secrétariat de la DC se dissocie du projet de « loi Sullo » de réforme de l'urbanisme présenté par le ministre des Travaux publics Sullo le 14 juillet 1962.
- 28 avril** Élections législatives : recul de la DC (38,3 % au lieu de 42,4 % en 1958) et du PSI à 13,8 %, progrès du Psdi, du PCI (de 22,7 en 1958 à 25,3 %) et du PLI.
- Mai** À Rome, après avoir refusé d'appliquer l'accord dans le bâtiment, puis reculé suite à la mobilisation ouvrière, les employeurs suspendent le paiement de la prime « conjoncturelle », mais cèdent après un mouvement de grève.
- Juin** Départ de plusieurs membres de la rédaction des *Quaderni Rossi*, dont Mario Tronti, Antonio Negri et Romano Alquati.
- 14 juin** Accord pour un nouveau gouvernement de centre-gauche suite aux pourparlers entre DC, PRI, Psdi et PSI.
- 16-19 juin** Au comité central du PSI, dissensions et refus de l'entrée des socialistes au gouvernement à cause du blocage des réformes sur l'urbanisme et les régions.
- 18 juin** Après la démission du gouvernement Fanfani, Moro, mandaté pour lui succéder, renonce à former un gouvernement de centre-gauche.
- 21 juin** Gouvernement Leone DC monocolore, avec abstention du PRI, du Psdi, du PSI et des monarchistes, pour assurer la transition en vue d'un nouveau gouvernement de centre-gauche.
- Août-septembre** Dans le bâtiment, grèves générales et provinciales ; à Rome, le patronat réagit par le lock-out ; le mouvement se poursuit, jusqu'à la signature d'un accord prévoyant des augmentations de salaire (23 %) et divers avantages.
- 23 septembre** À Milan, journée de grève unitaire sur la question du logement, avec participation d'un million de travailleurs, artisans, commerçants.
- 9 octobre** À Rome, piazza San Apostoli, très violents affrontements avec la police au cours d'une manifestation d'ouvriers du bâtiment pour protester contre le lock-out par l'Association romaine des constructeurs pendant le conflit sur le renouvellement du contrat : 168 blessés.
- 10 octobre** Plus de 2 000 morts dans les provinces de Belluno et Udine (région du Frioul) suite à la rupture du barrage du lac de Vajont.
- 25-29 octobre** Le 25^{ème} congrès du PSI (Milan) autorise l'entrée de ministres socialistes dans un gouvernement DC.
- 5 novembre** Démission du gouvernement Leone pour permettre la formation par Moro d'un gouvernement de centre-gauche.
- Décembre** Le mouvement dans le textile mobilise plus de 400 000 ouvriers et aboutit à de nombreux accords d'usine, sur le travail aux pièces, l'équipement et les primes.
- 4 décembre** Gouvernement Moro, premier gouvernement de « centre gauche organique », avec participation de la DC, du PRI, du Psdi et, pour la première fois depuis mai 1947, du PSI.

1964

- Janvier** Premier numéro de la revue *Classe Operaia*, créée par Tronti, Negri et Alquati après leur départ de la rédaction des *Quaderni Rossi*.
- 10-11 janvier** À Rome, assemblée de la gauche socialiste, constitution du Partito Socialista d'Unità Proletaria (PSIUP) par les députés de l'aile gauche du PSI suspendus du parti pour avoir refusé de voter la confiance au gouvernement Moro.
- Février** Dans le secteur public, grève unitaire sur les salaires.
- 22 février** Face aux premiers effets de la récession (stagnation des profits, recul de la croissance et de l'emploi, hausse de l'inflation, déficit de la balance des paiements), introduction par le gouvernement Moro de nouvelles taxes sur l'essence et l'achat de voitures.
- 29 février** Le gouvernement demande aux syndicats d'accepter un blocage des salaires.
- Mars** Le patronat de la construction demande le retrait du projet de loi de réforme de l'urbanisme.

- 14 mars** Prêts des États-Unis (1 milliard de dollars) et du FMI (225 millions de dollars) à l'Italie pour faire face à la crise économique. Interventions répétées de la CEE pour exiger du gouvernement italien des mesures contre la crise financière.
- 25 mai** Le général De Lorenzo, commandant en chef des carabinieri et ancien chef des services secrets de la Défense (SIFAR, Service d'Information des forces armées), évoque devant les hauts responsables des carabinieri le dispositif anti-subversif dit « plan Solo », prévoyant l'application, en cas de crise politique grave, de mesures d'exception, dont la mise en place d'un nouveau gouvernement et l'arrestation de plusieurs centaines de dirigeants politiques et syndicaux de gauche et leur déportation en Sardaigne.
- 27 mai** – Dans une lettre à Moro, le ministre du Trésor DC, Colombo, demande une politique de rigueur budgétaire et l'abandon de la réforme régionale et de celle de l'urbanisme.
– Réforme du métayage : 58 % de la production reviendront au métayer, le reste au propriétaire.
- 25-26 juin** Démission du gouvernement Moro, suite à sa mise en minorité par les partis laïques sur le financement de l'école privée, dans un climat de menace d'intervention militaire dû au « plan Solo », dont le président de la République et les dirigeants de la DC sont tenus informés.
- Juillet** Suite à la nouvelle conjoncture économique, résultats mitigés pour les grèves, notamment dans le textile, la bonneterie et la confection, les industries chimiques. Les luttes prennent un caractère défensif.
- 22 juillet** Formation du deuxième gouvernement Moro, gouvernement quadripartite DC, PRI, Psdi et PSI, sans participation des courants réformistes de la DC et de la gauche du PSI, dans une perspective de gel des réformes (réforme de l'école et de l'université, mise en œuvre des régions, réforme de l'urbanisme).
- 26 juillet** Le secrétaire du PSI Nenni justifie dans *l'Avanti* le maintien des ministres socialistes par le risque d'« un gouvernement de droite » et, en octobre, au comité central du parti, il invoque le risque d'involutions autoritaires qui menaceraient la démocratie.
- 7 août** Remplacement du président de la République, Segni, victime d'une attaque cérébrale, par le président du Sénat.
- 21 août** Mort à Yalta (URSS) de Togliatti, secrétaire du PCI, remplacé le 26 août par Longo.
- 9 octobre** Mort de Panzieri.
- 28 décembre** Saragat (Psdi) élu président de la République.

1965

Creux de la récession, nombreux licenciements et montée du chômage dans le textile (- 60 000 emplois par rapport à 1964), la métallurgie (- 100 000) et la construction (- 150 000) ; dans la métallurgie, 500 000 salariés au régime des heures et salaires réduits. Multiplication des grèves courtes et défensives sur l'emploi.

- 5 mars** Moro remanie son gouvernement à la suite de l'élection de Saragat à la présidence de la République : le représentant de la gauche de la DC, Fanfani, devient ministre des Affaires étrangères.
- 10 avril** Inauguration à Tarente de l'usine sidérurgique de l'Italsider.
- 5 mai** Au comité central du PCI, opposition entre Amendola et Ingrao sur la question de la « réunification » des socialistes et des communistes, après la scission historique de 1921.
- Automne** Les mobilisations (métallurgistes d'Alfa Romeo, d'Olivetti, de Lancia, et d'Italsider) se heurtent à un raidissement patronal croissant, appuyé par le gouvernement et prolongé dans le secteur public : licenciements massifs de grévistes et de responsables syndicaux (50 000 au cours de l'année 1965).
- 10-14 novembre** À Rome, 26^{ème} congrès du PSI. La majorité accepte la réunification avec le Psdi.
- 28 décembre** Démission de Fanfani, ministre des Affaires étrangères, sur la question du néo-atlantisme, à la suite d'une interview du maire DC de Florence, La Pira, qui espère en lui un « De Gaulle italien ».

1966

- Janvier**
21 janvier Mobilisation dans les entreprises publiques du secteur de la métallurgie. Démission du gouvernement Moro, mis en minorité à la Chambre sur le vote final à scrutin secret pour l'institution de l'école maternelle d'État.
- 24 janvier** À Trente, à l'Institut de sociologie, une assemblée étudiante – la première dans une université italienne – décide l'occupation de la faculté pour protester contre le déclassement du diplôme intervenu en mai 1965 ; le 11 février, après reconnaissance formelle de la valeur légale du diplôme, l'occupation est levée.
- Février**
10 février La mobilisation dans la métallurgie s'étend aux entreprises privées. À Rome, dans le bâtiment, après plusieurs grèves à l'appel de la CGIL et de l'UIL, journée nationale de grève à laquelle la CISL se joint ; jusqu'en octobre, unité d'action entre les confédérations, favorisant d'importantes grèves et manifestations.
- 16 février** Grève unitaire de 500 000 travailleurs de l'alimentation, pour le réajustement des salaires et de nouveaux contrats. Un accord est signé en septembre avec le patronat de la branche.
- 23 février**
Mars Troisième gouvernement Moro de « centre gauche organique » (DC, PRI, PSDI, PSI).
 – Signature d'un accord concernant 150 000 employés dans la métallurgie avec la Confapi (Confédération des petites et moyennes entreprises), mais intransigeance de l'Intersind et de la Confindustria.
 – Création de la Ligue pour l'institution du divorce par le Parti radical.
- 21 mars** Procès pour publication obscène contre trois élèves du lycée Parini de Milan, pour avoir publié dans leur journal lycéen *la Zanzara* (le moustique), un article *À quoi pensent les filles d'aujourd'hui ?* sur les mœurs sexuelles des jeunes. Nombreuses prises de position dans les milieux politiques. Le 2 avril, les accusés sont acquittés.
- 31 mars**
Avril À Rome, première assemblée à l'université La Sapienza.
 Grèves et manifestations dans la métallurgie – répression patronale : mise à pied de syndicalistes de la FIM (CISL métallurgie) et de la FIOM (CGIL métallurgie) à la FIAT et à la RIV.
- 21 avril** Visite officielle du ministre des Affaires étrangères russe Gromyko : conclusion d'accords commerciaux, qui aboutiront notamment à la réalisation par la FIAT de l'usine de Togliattigrad.
- 27 avril** À Rome, à l'université d'architecture, un étudiant socialiste est tué au cours d'affrontements avec des jeunes d'extrême-droite en relation avec les élections universitaires. Occupation de l'université par les étudiants, puis évacuation par la police à la demande du recteur. À la Chambre, PCI, PSI, PSDI et PSIUP demandent la révocation du recteur, qui démissionne le 3 mai.
- 28 avril** Premières rencontres unitaires officielles entre CGIL, CISL et UIL, pour coordonner l'activité des confédérations, après une table ronde le 16 mars.
- Fin avril** Journée nationale de grève regroupant métallurgistes, ouvriers de la construction, des cimenteries, de l'alimentation, des postes, etc.
- 2 mai** À Rome, à l'université d'architecture, occupation pendant quatre jours avec piquets et barricades, jusqu'à l'évacuation par la police après une tentative d'incursion de groupes du MSI.
- 5 mai** Le gouvernement intervient auprès de la Confindustria pour déclencher des négociations, arrêt de la grève des métallurgistes, suivi d'une nouvelle grève, de 72 heures.
- Juin** À Milan, fondation du groupe féministe Demistificazione autoritarismo (Demau), qui place la critique de la famille et de l'autoritarisme patriarcal au centre de ses analyses.
- Juillet** Suspension des négociations par les ouvriers agricoles du Sud, et série de grèves et de manifestations sur les salaires et les retraites dans les Pouilles, la Sicile, la Calabre et l'Emilie ; un accord est signé en octobre.
- 7 juillet** Naissance du groupe industriel Montedison, qui contrôle 80 % de la chimie italienne, par fusion entre Edison et Montecatini.

- 12 juillet** Loi sur la « juste cause » instituant un contrôle sur les licenciements dans les entreprises de plus de 35 salariés (annonce obligatoire des mesures au moins 60 jours à l'avance, nullité en cas de licenciement pour appartenance religieuse, politique ou syndicale).
- 19 juillet** À Agrigente, un éboulement produit des dommages graves dans divers quartiers et l'écroulement de nombreux immeubles. Suite à la commission d'enquête ministérielle, violente campagne de la gauche contre les malversations de la municipalité DC depuis 1945.
- 27 juillet** CGIL, CISL et Uil font des propositions communes au gouvernement au sujet de la réforme de la fonction publique.
- 30 juillet-30 octobre** PSI et Psdi signent la « charte de la réunification », qui donne naissance au Partito Socialista Unificato (PSU), présidé par Nenni.
- Juillet-septembre** Agitation dans les chantiers navals, notamment contre des menaces de fermetures, qui tourne à la révolte en octobre dans les principaux centres : La Spezia, Livourne, Monfalcone, et prend la dimension d'une véritable émeute dans les deux centres les plus importants, Gênes et Trieste.
- 4 octobre** À Gênes, au cours d'une manifestation contre la crise économique à l'appel des syndicats, du patronat et des élus locaux, un cortège de travailleurs du bâtiment et du port et d'étudiants se détache pour contester le ministre de l'Instruction publique présent dans la ville : affrontements avec la police, nombreux blessés et arrestations.
- 14 octobre** À Livourne, fondation du groupe pro-chinois Partito Comunista d'Italia-Marxista-Leninista (PCd'I-ML)
- 16 octobre** Extension des incidents de Gênes à La Spezia, Livourne et Trieste. L'annonce de la restructuration du chantier San Marco provoque une violente réaction ouvrière : affrontements des grévistes avec la police à l'issue des manifestations, autobus utilisés comme barricades, des centaines de blessés et d'arrestations dans les quatre villes.
- Novembre** Dans la métallurgie, les contrats réclamés par les ouvriers sont signés par l'Intersind et la Confindustria.
- 4 novembre** Graves inondations dans diverses régions d'Italie ; à Venise, Siègne et Florence, 70 morts, 12 000 sans-abri et des dommages au patrimoine artistique.
- 15 novembre** Premier numéro de *Mondo Beat*, manifestation de l'essor de la culture contestataire beatnik et hippie dans la jeunesse italienne.
- 19 novembre** Constitution du Movimento dei Socialisti Autonomi, par des membres du PSI opposés à la réunification au sein du PSU.
- 6 décembre** À Modène, Venise et Trente, occupations de l'université.

1967

Pendant toute l'année, dans de nombreuses villes, occupations d'universités par les étudiants contre le projet de réforme du ministre de l'Instruction publique et contre la guerre du Vietnam.

Début de l'année

Disposition anti-grève dans la fonction publique : non-paiement de la journée entière quelle que soit la durée de l'arrêt de travail.

Janvier Grèves et manifestations des salariés agricoles, notamment à Gela et Niscemi, province de Caltanisseta en Sicile. Premiers accords en Sicile et en Lombardie. Accords d'Agrigente, d'Enna et de Caltanisseta : diminutions d'horaires et augmentations de salaire.

20 février À Pise, premier numéro du journal *Il Potere Operaio*, publié par des militants issus des *Quaderni Rossi* et des militants de la section universitaire du PCI (qui seront expulsés du parti). Le groupe intervient dans la région de Pise, puis dans le reste de la Toscane et à La Spezia, sous le nom de Potere Operaio toscano.

Mars Dernier numéro de la revue *Classe Operaia*, après la dissolution du groupe fin 1966.

Mars-avril-mai

Élargissement du mouvement des salariés agricoles : à Bari, dans les Pouilles, grève de 17 jours amplifiée par des cortèges populaires de soutien, à l'issue de laquelle un accord est signé (augmentations de 20 %, semaine de 42-43 heures).

28 mars

– Scandale des services secrets de l'armée (SIFAR puis SID), accusés par une commission d'enquête du ministère de la Défense d'avoir pratiqué espionnage systématique et fichage illégal en masse.

– Publication de l'encyclique *Populorum Progressio* sur le Tiers-Monde.

30-31 mars

À Florence et à Rome, manifestations et violents incidents à l'occasion de la visite officielle du vice-président des USA, Humphrey.

12 avril

À Rome, intervention de la police pour disperser une manifestation contre les bombardements américains au Vietnam devant l'ambassade des USA.

15 avril

Destitution du général De Lorenzo de ses fonctions de chef d'état major des armées, suite à une enquête sur les activités des services secrets, présentée au Sénat mais non rendue publique (une demande d'enquête parlementaire présentée par le PCI est repoussée par Moro), concluant à de graves déviations dans la direction du SIFAR.

Avril-mai

Après les ouvriers et employés des services municipaux (transports publics, nettoyage, gaz, électricité), les employés des communes et des provinces conduisent des luttes unitaires.

14 mai

L'hebdomadaire *L'Espresso* titre « 14 juillet 1964, Segni et De Lorenzo préparaient le coup d'État » et publie un dossier révélant le plan Solo de 1964. Le 18 mai, action en diffamation de De Lorenzo contre *L'Espresso*. Le gouvernement Moro recourt à la question de confiance pour rejeter une proposition de commission d'enquête parlementaire. (Le 1^{er} mars 1968, à l'issue du procès, directeur et propriétaire du journal, et auteur du reportage seront condamnés à plus d'un an de prison avec sursis et à des dommages et intérêts. Le 12 mai 1970, *L'Espresso* sera acquitté en appel.)

Juin

À Trente, élaboration par le mouvement étudiant du « Manifeste pour une université négative », qui définit l'université comme « instrument de la domination de classe » et appelle au développement de formes « antagonistes » en son sein, contre-cours, contre-rapports, etc.

21 juin

L'écrivain Danilo Dolci est condamné à deux ans de réclusion pour diffamation, pour avoir évoqué en septembre 1966 des liens entre deux députés DC et la mafia. Il bénéficiera par la suite d'une remise de peine.

26 juin

À Florence, mort du prêtre don Lorenzo Milani, figure controversée de l'Église catholique des années 1960, auteur des *Lettres à un professeur*, acte d'accusation contre la sélection de classe à l'école, vendu à plus d'un million d'exemplaires. Le 28 octobre, il est condamné de façon posthume à 5 mois de réclusion pour avoir défendu l'objection de conscience dans son livre *L'obéissance n'est plus une vertu*.

Automne

À Milan, constitution de Avanguardia Operaia, groupe né dans le cadre de la IV^{ème} Internationale, avec les usines de Milan (ouvriers spécialisés et techniciens) comme place-forte.

Septembre

Débat sur l'organisation dans le groupe Il Potere Operaio toscano, entre les néo-léninistes, qui créent par la suite la Lega dei Comunisti pisani et le Centro Karl Marx, et le courant autour de Sofri.

Octobre

Reprise du mouvement des salariés agricoles : grèves générales et grèves partielles. En novembre, grève unitaire très suivie. Résultat final : 51 contrats provinciaux, près de 1 500 accords d'entreprise, avec des augmentations de salaire de 10 à 12 % et des réductions d'horaires.

3 octobre

Avec l'arrestation de Cavallero est décapitée une bande qui pendant des mois avait commis des vols divers dans la région de Milan et Turin. Au cours des débats, les accusés revendiquent le caractère révolutionnaire de leurs actions. Le 8 juillet 1968, leur procès aboutira à trois condamnations à 1 à 12 ans de réclusion.

Novembre

Premier numéro de la revue *La Sinistra*, de tendance trostkiste et castriste, dirigée par Colletti, qui cesse de paraître en 1968.

- 27 novembre** À Turin, occupation du siège de la faculté des sciences humaines, au Palazzo Campana, contre l'autoritarisme académique.
- 18 décembre** À Turin, occupation de la faculté d'architecture, jusqu'au 27 décembre : expulsion par la police.

1968

- Janvier** – Le mouvement d'occupation s'étend aux principales universités. L'activité du mouvement étudiant s'intensifie tout au long du printemps : occupations, interventions de la police et initiatives des recteurs et de l'administration des universités qui décrètent des périodes de fermeture et d'interruption des cours.
- Reprise du mouvement sur les retraites : grèves, manifestations, pour réclamer une augmentation des pensions et la réforme du système.
- Grève chez Pirelli (pneumatiques, 12 000 ouvriers) à Milan Bicocca. À l'issue du conflit, 30 % des ouvriers, mécontents de l'accord national, créent le premier CUB (Comitato Unitario di Base).
- 26-27 février** Blocage par la CGIL du projet de réforme des retraites négocié par le gouvernement avec les syndicats (augmentation progressive des taux, mais report de 55 à 60 ans de l'âge minimum pour les femmes et non-cumul retraite-emploi) ; la CGIL appelle à une grève nationale pour le 7 mars.
- Mars** Reprise des luttes dans la métallurgie, pour la révision des contrats et contre l'accélération des cadences.
- 1^{er} mars** À Rome, dans le quartier de Valle Giulia, 4 000 manifestants tentent de réoccuper la Faculté d'architecture investie par la police après l'expulsion du 29 février, 148 blessés parmi les policiers, 478 parmi les assaillants, 8 véhicules de police incendiés, 234 arrestations. Manifestations et occupations étudiantes à Venise, Gênes, Florence, Urbino, Ancône, Cagliari, Lecce ; à Bologne, la police disperse une manifestation étudiante.
- 4 mars** À Milan, la police évacue les facultés occupées depuis le 28 février : affrontements avec la police devant l'Université Catholique, place des Gemelli.
- 5 mars** À Milan, occupation du lycée classique Parini par les étudiants qui revendiquent le droit d'intervenir dans l'organisation des études et de tenir des assemblées d'établissement.
- 6-7 mars** Évacuation du lycée Parini par la police ; le président du lycée est suspendu pour son refus de faire appel à la police pour procéder à l'expulsion. La protestation s'étend alors à divers instituts techniques et professionnels ; l'agitation se diffuse parmi les lycéens dans toute l'Italie.
- 7 mars** Forte participation à la journée nationale de grève sur les retraites organisée par la CGIL, plusieurs organisations de la CISL et de l'Uil se joignent au mouvement.
- 15 mars** À Pise, une manifestation étudiante contre les arrestations des jours précédents défile devant la prison Don Bosco en solidarité avec les incarcérés et bloque le trafic et la gare ; charge de la police, 7 arrestations, 5 blessés.
- 16 mars** À Rome, occupation de la faculté de droit par le MSI et affrontements violents avec le mouvement étudiant.
- 21 mars** À Rome, réoccupation par les étudiants des facultés de lettres, architecture, physique et économie, réouverture du lycée Mamiani et reconnaissance du droit à l'assemblée des lycéens.
- 25 mars** À Milan, évacuation par la police de l'université d'État, occupée depuis un mois ; dans l'après-midi, affrontements avec la police devant l'Université Catholique : 60 arrestations, nombreux blessés.
- 26-27 mars** À Milan, les sit-in étudiants se succèdent sur la place du Duomo, le premier le 26 mars, avec 4000 personnes et la grève de la faim devant les grilles de l'Université Catholique.
- 30 mars** À la FIAT, après une consultation des syndicats sur les horaires et le travail aux pièces - 20 000 réponses en faveur d'une action immédiate - et l'échec des négociations avec la direction, 100 000 grévistes pour la semaine de 44 heures et l'abolition du salaire aux pièces.

- Avril** Rupture de l'accord sur les « zones salariales » (acceptant des différences de niveau des salaires de base selon les provinces), premières mobilisations des travailleurs du Sud et des « zones faibles » pour l'alignement des rétributions sur celles en vigueur dans le Nord.
- 2 avril** Grève syndicale de 8 heures à la FIAT.
- 10 avril** Grève chez Marzotto (textile) à Valdagno, dans la province de Vicenze, contre un plan de restructuration prévoyant licenciements et intensification du rythme de travail.
- 11 avril** Grève syndicale de 8 heures à la FIAT. Première rencontre avec les étudiants.
- 19 avril** Les ouvriers de Marzotto à Valdagno abattent la statue du comte Marzotto, fondateur de l'usine, donnent l'assaut aux villas des dirigeants de l'entreprise et affrontent la police : 47 arrestations. La grève se poursuit jusqu'en mai. CISL et Uil signent un accord séparé, dénoncé par la majorité des ouvriers de l'usine.
- 24 avril** Grève syndicale de 8 heures à la FIAT.
- 25 avril** Piperno et Russo, représentants du mouvement étudiant à Rome, sont arrêtés pour l'incendie du siège romain de la Boston Chemical, une des multinationales accusées de produire le napalm utilisé au Vietnam par les USA.
- 1^{er} mai** Au meeting de la fête du Travail, l'intervention du secrétaire de la CGIL à Rome est interrompue et contestée par des milliers d'étudiants, qui défilent ensuite en cortège autonome.
- 3 mai** Dans la revue du PCI, *Rinascita*, appréciation positive du secrétaire du PCI Longo sur le mouvement lycéen-étudiant.
- 19-20 mai** Élections législatives dans un contexte de révoltes, d'occupations étudiantes et de heurts avec les groupes néo-fascistes. La DC obtient 39,1 % des voix; le PCI, 26,9 %; le PSU recule à 14,5 %.
- 21 mai** À Rome, 3 000 carabinieri et policiers anti-émeute évacuent des maisons occupées par des sans-abri et des mal-logés, qui résistent pendant trois heures aux forces de police, 173 arrestations.
- 26 mai** Grève chez Michelin à Trente : affrontements avec la police.
- 31 mai** À Rome, Campo dei Fiori, manifestation en solidarité avec le Mai français devant l'ambassade de France, violentes charges et barricades qui ne cessent que tard dans la nuit : Bilan : des dizaines de blessés, 50 arrestations.
- 5 juin** Démission du gouvernement Moro. Rumor échoue dans la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche.
- 6 juin** Dans *Rinascita*, Amendola, dirigeant et député PCI, qualifie le mouvement étudiant de simple « retour d'infantilisme extrémiste et de vieilles positions anarchistes ».
- 7 juin** – Grève contre les licenciements chez Marzotto à Pise.
– À Milan, les étudiants bloquent avec des barricades la sortie des presses du *Corriere della sera* pour protester contre ses positions hostiles au mouvement étudiant ; affrontements avec la police.
- 8-9 juin** À Venise, réunion nationale du mouvement étudiant, au centre des débats, le rapport étudiants-ouvriers.
- Été** Dans nombre de grandes entreprises, surtout dans le Nord, naissance de CUB (comités unitaires de base), notamment chez Pirelli, ATM (transports publics), Borletti (mécanique de précision).
- 21 juin** Grève sur le site pétrochimique de la Montedison de Porto Marghera, pour des augmentations non hiérarchisées. L'année suivante, création de l'Assemblée autonome de Porto Marghera, qui sera la principale base de Potere Operaio en Vénétie.
- 24 juin** – Grève générale à Pise en soutien à la lutte de Marzotto.
– Gouvernement de transition Leone monocolore DC, avec abstention du PSU et du PRI, en attendant la décision du PSI de poursuivre ou non l'expérience de gouvernement de centre-gauche.
- 1^{er} juillet** À Naples, grève à l'Italsider et Rhodiatoce contre la fermeture des usines. La direction d'Italsider est contrainte à annuler la fermeture, déjà programmée, d'une usine.
- 2 juillet** À Naples, manifestation unitaire d'étudiants et d'ouvriers des usines Italsider et Rhodiatoce.
- 13-14 juillet** Grève sauvage à la Montedison de Porto Marghera.

- 16 juillet** Grève chez Pirelli à Settimo Torinese, près de Turin.
- 26 juillet** À Milan Bicocca, chez Pirelli, grève menée par le CUB.
- 27 juillet** – Grève chez Falck (sidérurgie) à Milan.
– À Porto Marghera, à la Montedison, conflit sur la reconnaissance du salaire égal pour tous les ouvriers. Dans la conduite des négociations, la chambre locale du Travail est contestée.
- 29 juillet** Publication de l'encyclique *Humanæ Vitæ* sur le contrôle des naissances.
- 1^{er} août** À Porto Marghera, les ouvriers en grève de Petrolchimico et des entreprises limitrophes manifestent et paralysent le viaduc par des barrages routiers ; affrontements avec la police.
- 4 août** Les syndicats signent un accord pour arrêter la grève à la Montedison.
- Automne** Mouvement contre les « zones salariales » des travailleurs du Sud et des « zones faibles » : grève générale à Latina, dans le Latium, suivie d'une mobilisation provinciale puis nationale appuyée par de nombreuses grèves, extension du mouvement à toutes les provinces en octobre-novembre.
- 14 septembre** À Parme, des catholiques de gauche contestataires occupent la cathédrale et sont évacués par la police à la demande de l'évêque.
- 18 septembre** Premier numéro de *Potere Operaio*, hebdomadaire jusqu'en décembre 1970, puis bimensuel jusqu'à juillet 1971, et ensuite mensuel.
- 19 septembre** En Toscane, au congrès de Potere Operaio, Sofri présente le document *Avant-garde et masses*.
- 20 septembre** Grève chez Saint Gobain à Pise. Actions avec les étudiants.
- 1^{er} octobre** Grève chez Pirelli à Milan Bicocca, menée par le CUB : contre le travail aux pièces, recours au ralentissement de la production. Les grèves continuent à Pise chez Marzotto et Saint Gobain.
- 15 octobre** – Grève chez Lancia à Turin sur le travail aux pièces et pour des augmentations, menée par un comité ouvrier, puis par les syndicats, sans grands résultats. Affrontements entre police et ouvriers, soutenus par les étudiants.
– À Pise, les ouvriers de la verrerie Saint Gobain, en grève depuis un mois contre un plan de licenciement, bloquent la via Aurelia : violents affrontements avec la police et un millier d'ouvriers et d'étudiants.
- 16 octobre** À Rome, nouvelle occupation du lycée Mamiani.
- 22 octobre** Amnistie pour tous les délits politiques liés au mouvement étudiant et lycéen des derniers mois.
- 23 octobre** – Congrès du Partito Socialista Unificato (PSU), qui prend le nom de Partito Socialista Italiano – section italienne de l'Internationale socialiste.
– La grève continue chez Pirelli à Milan Bicocca et prend fin le 25, suite à la trêve négociée par les syndicats.
- Fin octobre** Série de grèves à la Montedison à Porto Marghera.
- 24 octobre** À Rome, la police occupe l'entrée de toutes les écoles pour empêcher le déroulement de l'assemblée permanente des lycéens près de l'université.
- 11 novembre** À Rome, occupation de l'École normale supérieure.
- 14 novembre** Journée nationale de grève unitaire et manifestations dans toute l'Italie pour l'abolition des zones salariales et la révision des retraites à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil ; affrontements avec la police au cours des manifestations dans divers endroits de l'Italie.
- 15 novembre** À Milan, occupation de l'École normale supérieure catholique ; occupations et manifestations étudiantes dans de nombreuses villes.
- 19 novembre** Démission du gouvernement Leone.
- 20 novembre** Conseil national de la DC au cours duquel Moro évoque pour la première fois une « stratégie de l'attention », c'est-à-dire de dialogue vis-à-vis du PCI.
- 21 novembre** Grève avec occupation à l'entreprise Scotti e Brioschi (mécanique, électromécanique) de Novare.
- 27 novembre** La grève reprend chez Pirelli à Milan Bicocca.
- 2 décembre** À Avola, province de Syracuse, grève générale des ouvriers agricoles pour le renouvellement du contrat et contre les zones salariales, dans une situation de recours persistant des patrons

au « caporalato » (embauches à la journée et par l'intermédiaire d'un homme de confiance, le « caporale ») ; blocages de routes en prévision d'une attaque du bataillon de police anti-émeute de Catane. Lors de l'attaque, les paysans répondent par des jets de pierres et réussissent à incendier deux véhicules de la police. Tirs de la police à hauteur d'homme : deux ouvriers agricoles tués, des dizaines de blessés, 150 ouvriers agricoles inculpés. Appel des syndicats à six heures de grève dans toute la Sicile, et à une grève plus courte au plan national, qui se prolonge dans de nombreuses localités à l'appel des chambres du Travail. En solidarité, manifestations du mouvement étudiant dans tout le pays.

- 7 décembre** À Milan, les étudiants perturbent la première à la Scala avec des jets d'œufs et de légumes.
- 11 décembre** À Gênes, manifestation étudiants-ouvriers contre la répression, chargée par la police ; à Rome, évacuation par la police et fermeture *sine die* du lycée Mamiani après une assemblée lycéenne non autorisée.
- 12 décembre** – Gouvernement Rumor tripartite de centre-gauche (DC, PRI, PSI).
– À la FIAT, 30,3 % des voix à la FIOM-CGIL aux élections pour les commissions internes.
- 13 décembre** À Rome, 200 élèves du lycée classique Mamiani sont suspendus pour avoir participé à l'occupation de l'établissement ; la mesure sera retirée sur la demande du ministre de l'Instruction publique.
- 19 décembre** Décision de la Cour constitutionnelle : l'adultère de l'épouse n'est plus considéré comme un délit.
- 21 décembre** – À Rome, une manifestation de lycéens est chargée par la police place Santa Maria Maggiore.
– La grève prend fin chez Pirelli : 14 % d'augmentation, contrôle sur les horaires et les cadences.
– Accord syndicats - Intersind pour les entreprises à participation d'État sur la suppression des zones salariales (unification des minimums de salaire au niveau national et suppression des différenciations entre Nord et Sud) avant juin 1971.
- 25 décembre** – À Ferrare, manifestations des ouvriers de chez Eridiana, après une semaine d'agitation dans les entreprises du groupe. La grève se poursuit à l'entreprise Scotti e Brioschi de Novare.
– Les ouvriers des chantiers navals Piaggio, à Villanova, près de Messine, occupent l'usine, avec le soutien des étudiants.
- Fin 68-début 69** À Naples, près de 900 logements sociaux non affectés sont occupés massivement à l'initiative des « groupes volontaires » (en majorité composés de chômeurs).

1969

31 décembre-1^{er} janvier

À Viareggio, contestation du « nouvel an des patrons » par 500 jeunes du Movimento studentesco et de Potere Operaio devant la boîte de nuit pour clients fortunés *La Bussola* de Marina di Pietrasanta, avec slogans et jets d'œufs et de légumes : la police ouvre le feu, un étudiant reste gravement blessé.

Janvier Nombreuses manifestations étudiantes dans différentes villes, pour la révision des programmes et des garanties pour l'emploi (écoles professionnelles).

16 janvier Reconnaissance officielle du droit des lycéens à se réunir en assemblée.

21 janvier À Naples, charge de police contre une manifestation de salariés des banlieues, qui ont bloqué les trains pour protester contre la hausse des tarifs, 30 arrestations.

22 janvier À Olbia, charge de police contre une manifestation contre le chômage et les bas salaires, après que les participants aient bloqué les routes et les voies ferrées.

Février à septembre

Chez Marzotto à Valdagno en Vénétie, occupation de l'usine, suite à la décision de la direction d'interrompre les négociations avec les syndicats, avec l'appui des étudiants, qui aboutit à la reconnaissance des délégués et à des augmentations. Mobilisation chez Pirelli. Deux

journées nationales de grève des ouvriers agricoles dans le Sud. Chez Rhodiatoce, grève avec occupation. Mouvements dans le textile, la chimie, la construction.

2 février

À Parme, les étudiants occupent l'hôpital psychiatrique pour attirer l'attention sur les conditions de vie des patients.

3 février

À Fondi, province de Latina dans le Latium, des milliers de travailleurs des agrumes en grève, après avoir bloqué les voies de chemins de fer, se dirigent vers la ville ; charge de la police et affrontements jusque tard dans la nuit, plusieurs blessés graves.

5 février

Journée nationale de grève sur la réforme des retraites à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil, qui aboutit à des concessions du gouvernement.

8 février

12^{ème} congrès du PCI, qui ouvre le débat sur les relations avec l'URSS après la condamnation par la direction de l'écrasement du printemps de Prague.

12 février

– Accord syndicats - gouvernement sur les retraites : augmentation plus importante des taux, introduction du mécanisme de l'échelle mobile, renonciation aux mesures contestées en février 68 (non cumul retraite - emploi, âge minimum de 60 ans pour les femmes), maintien de la « pension d'ancienneté », institution d'un minimum vieillesse.

– Grève nationale à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil contre les zones salariales. Le 8 mars, accord avec la Confapi (confédération des petites et moyennes entreprises). Le 18 mars, accord avec la Confindustria pour l'unification graduelle des salaires de base sur trois années et demie.

27-28 février

À l'occasion de la visite du président américain Nixon, très forte mobilisation, manifestations dans toute l'Italie et violents affrontements avec la police.

28 février

À Gênes, grève des ouvriers des usines du Ponente (chantiers navals et métallurgie).

Mars

Dans diverses villes d'Italie, manifestations étudiantes, attentats et attaques néo-fascistes contre les facultés occupées et les groupes d'extrême-gauche, occupations et évacuations par la police et affrontements avec les forces de l'ordre.

8 mars

À Gênes, manifestation des dockers en grève et des antifascistes jusque devant le siège du MSI protégé par la police, qui charge. Dans l'après-midi, nouveaux affrontements entre la police et les travailleurs du port.

18 mars

L'école maternelle d'État est instituée.

28 mars

À Milan, une manifestation étudiante rejoint le cortège ouvrier de la Breda et de Pirellone. Grève chez Pirelli-Bicocca à Milan, au chantier naval de Sestri Ponente et chez Olivetti à Ivrea.

31 mars

Institution de la commission d'enquête parlementaire sur le « plan Solo » de 1964 et le scandale du SIFAR, qui achèvera ses travaux le 15 décembre 1970.

9 avril

À Battipaglia, province de Naples, durant une grève contre la fermeture de la manufacture locale des tabacs, unique établissement industriel de la ville, les manifestants donnent l'assaut à la mairie et l'incendient. La police ouvre le feu : 2 morts et plus de 100 blessés par balles parmi les manifestants. Le lendemain, la population met en fuite les députés et syndicalistes de gauche et donne l'assaut à la caserne de carabinieri, qui est incendiée. Des véhicules de police sont brûlés, des agents et carabinieri sont désarmés. 119 arrestations.

11 avril

– Grève nationale unitaire de trois heures contre la répression à Battipaglia. Affrontements avec la police au cours des manifestations dans de nombreuses localités, les plus graves à Milan.

– À Turin, révolte de détenus des Prisons Nouvelles contre le règlement carcéral et le surpeuplement, suivie de l'explosion d'une agitation dans d'autres prisons en Italie.

– À Florence, au cours du congrès du courant de gauche de la DC, De Mita affirme la nécessité d'un pacte constitutionnel avec le PCI « pour affronter les problèmes qui sont à la base des graves tensions dans la société italienne ».

– Première assemblée à la FIAT Mirafiori : 1 500 participants.

Début d'une vague de luttes ouvrières, notamment à la FIAT à Turin, avec grèves, manifestations, cortèges internes, blocage de la production (culminant dans « l'Automne chaud ») qui va dépasser les syndicats et faire naître des nouvelles formes de représentation et de luttes (délégués révocables, spontanéité dans les formes des luttes, liaisons ouvriers-

étudiants). Selon un dossier transmis aux deux Chambres par les confédérations syndicales, 9 938 travailleurs ont été dénoncés, en majorité par les forces de l'ordre, pour délits commis lors de « l'Automne chaud » (occupations, piquets de grève, assemblées sur les lieux de travail, etc. (délits qui, dans la plupart des cas, seront supprimés par le Statut des droits des travailleurs de mai 1970) : 1768 métallurgistes, 1 474 journaliers agricoles, 359 ouvriers du bâtiment, 107 employés des industries alimentaires, 538 dans la chimie et la verrerie, 526 dans les mines et carrières, 1054 gardiens de la paix, 400 dans le textile, 228 dans les transports, 2135 dans les collectivités locales et les hôpitaux, etc.

- 25 avril** À la foire-exposition de Milan, au stand de la FIAT, une bombe fait 5 blessés ; un autre engin est découvert à la gare centrale.
- Début mai** Premier numéro de *La Classe*, « journal des luttes ouvrières et étudiantes », hebdomadaire publié par un groupe de militants étudiants de Rome, Milan et Venise intervenant sur les luttes ouvrières.
- Juin** Premier numéro de *Il Manifesto*, publié par un groupe de militants du PCI appartenant à la minorité de gauche.
- 1^{er}-2 juin** (férié) FIAT Mirafiori : assemblées de discussion avec les ouvriers convoquées par un tract signé « la lutte continue ». La plupart des ouvriers qui y interviennent sont pour des actions plus radicales et surtout hostiles à la ligne syndicale.
- 11 juin** À Moscou, conférence des partis communistes européens, intervention critique vis-à-vis de l'URSS et notamment de l'intervention en Tchécoslovaquie du vice-secrétaire du PCI Enrico Berlinguer.
- 12 juin** FIAT Mirafiori : accord direction-syndicats sur la réglementation du travail aux chaînes et sur les délégués.
- 13 juin** À Nichelino, banlieue ouvrière de Turin, dans une situation de crise dramatique du logement et de mobilisations des locataires et mal-logés dans la métropole turinoise, manifestation pour le blocage des loyers chers et des expulsions et occupation pendant douze jours de l'hôtel de ville par des dizaines d'ouvriers et d'étudiants.
- 15 juin** Almirante, nouveau leader du MSI, inaugure la stratégie « complet veston et matraque » : image de parti d'ordre vers l'électorat modéré et organisation d'actions violentes avec l'aide de groupes extrémistes néo-fascistes comme Avanguardia Nazionale ou Fronte Nazionale. Le 16 novembre, réintégration de Rauti et de la majorité de la tendance dure sortie avec lui du MSI en 1956 pour fonder Ordine Nuovo.
- 16-22 juin** À Turin, congrès des ACLI, qui décident de rompre leur liens politiques directs avec la DC.
- 18-30 juin** À la FIAT Mirafiori, l'agitation continue, avec arrêts par à-coups ou grèves de huit heures, cortèges internes ou blocage presque total de la production. Mirafiori est pratiquement paralysée jusqu'à la fin juin.
- 20 juin** Projet de loi sur le Statut des droits des travailleurs, présenté en conseil des ministres par le ministre du Travail PSI Brodolini : protection des libertés politiques et syndicales à l'intérieur de l'entreprise, interdiction des licenciements arbitraires et réintégration du salarié, régulation des rapports de travail.
- 21 juin** À la FIAT Mirafiori, formalisation de « l'assemblée ouvriers-étudiants » (sa création informelle remonte à la fin mai) dans une salle du Palazzo Nuovo de la faculté de sciences humaines. L'hebdo *La Classe* lui sert d'organe de presse.
- 23 juin** À Orgosolo, province de Nuoro en Sardaigne, affrontements entre forces de l'ordre et bergers qui occupent les champs pour empêcher les destructions causées par les manœuvres de l'OTAN ; il y a des centaines d'arrestations.
- 2 juillet** Scission de l'aile social-démocrate du Parti Socialiste, qui constitue le PSU - Parti Socialiste Unitaire, parti qui le 10 février 1971 reprendra le nom de Psdi - Partito Socialista Democratico Italiano.
- 3 juillet** FIAT Mirafiori : « bataille du corso Traiano » : manifestation séparée organisée par l'assemblée ouvriers-étudiants, l'après-midi, aux portes de Mirafiori, sur le corso Tazzoli, dans le cadre de la grève générale à l'appel des syndicats sur la politique du logement, les augmentations des loyers et les expulsions. Charges violentes de la police, suivies de tentatives de reformation

du cortège sur le corso Traiano, qui se poursuivent en bataille de rue, avec contre-attaques et barricades, dans tout le quartier, avec le soutien des habitants, pendant huit heures : 29 arrestations, nombreux blessés.

- 5 juillet** Démission du premier gouvernement Rumor suite à la scission socialiste et à la démission de ministres socialistes.
- 26-27 juillet** À Turin, « congrès national des avant-gardes ouvrières et étudiantes » à l'appel de l'assemblée ouvriers-étudiants de la FIAT de Turin, plus de mille participants. Opposition entre partisans d'une organisation de type léniniste, proposée par Franco Piperno et la revue *La Classe*, et tenants d'une coordination des avant-gardes dans les luttes, autour de Guido Viale et du mouvement étudiant turinois.
- 28 juillet** En vue du conflit sur le renouvellement du contrat national dans la métallurgie, CGIL, CISL et Uil définissent pour la première fois une ligne revendicative unitaire.
- 5 août** Deuxième gouvernement Rumor, « de transition », DC monocolore avec appui externe du PSI, des Socialistes Unitaires et sans le PRI.
- 8-9 août** Dix attentats à la bombe dans des trains dans divers endroits d'Italie : 12 blessés - début de la stratégie de la tension.
- 10 août** L'expression « l'automne chaud » est utilisée pour la première fois par le quotidien *Il Sole-24 Ore*.
- 25 août** À la FIAT, reprise du travail. Luites en cours chez Italsider à Naples, à La Spezia, chez Pirelli à Milan, à Salerne et Taormina, certaines usines sont occupées.
- 26 août** À Venise, la Mostra du cinéma est occupée par des étudiants et des metteurs en scène.
- Septembre** – Constitution du groupe Potere Operaio, à partir de Potere Operaio veneto-emiliano, d'une partie du mouvement étudiant de Rome autour de Piperno et Scalzone et de militants de Turin et de Milan.
– Constitution du groupe Lotta Continua, par des militants du groupe Potere Operaio pisano, des militants étudiants de Turin, de Trente et de Venise, et des groupes de Porto Marghera, Bologne, Naples, sur une base idéologique composite : anti-stalinisme, spontanéisme, opéraïsme et maoïsme.
- 1^{er}-2 septembre** Grève à la FIAT Mirafiori Sud. Le soir, la direction annonce la suspension de 6700 ouvriers suite au blocage des ateliers.
- 3 septembre** Suspension et demande de mise en Cassa Integrazione (chômage technique indemnisé) de 25 000 ouvriers, tant que les ateliers en grève ne reprennent pas le travail. Appel à une grève de protestation de deux heures de la CGIL, de la CISL, de l'Uil et du SIDA : faible participation. Tentative infructueuse de susciter l'occupation de l'usine par un cortège interne, formé de centaines d'ouvriers suspendus.
- 4 septembre** Publication par le quotidien *l'Avanti!* d'un télégramme au président du Conseil Rumor du secrétaire du PSI De Martino, membre du précédent gouvernement Rumor, dénonçant la gravité des mesures prises par la FIAT et affirmant que « l'automne pourrait être vraiment "chaud" ».
- 5 septembre** FIAT Mirafiori Sud, fin de grève à l'atelier 32. La direction renonce aux suspensions et ouvre les négociations pour renouveler le contrat de travail.
- 8 septembre** À Milan, constitution du Collectif Politique Métropolitain composé d'ouvriers et d'étudiants, dont Renato Curcio, sur des bases « marxistes-léninistes », qui fin décembre 1969 devient un groupe plus centralisé, Sinistra Proletaria, et donnera naissance aux Brigades Rouges fin 1970.
- 11 septembre** Grève nationale des métallurgistes pour le renouvellement du contrat national. À Mirafiori, 98 % de grévistes. Les jours suivants, grèves et manifestations d'autres secteurs concernés par le renouvellement du contrat : chimie, cimenteries, bâtiment, entreprises publiques.
- 13 septembre** À la Bourse du travail de Turin, première « réunion hebdomadaire du Conseil des délégués ouvriers » de Mirafiori (environ 150), élus sur la base des accords du 26 juin entre direction et syndicats, qui tentent ainsi de reprendre le contrôle des luttes.

- 17 septembre** – À Rome, dans le quartier Tiburtino, manifestation pour le logement : la police ouvre le feu.
– Début de la publication de l'hebdomadaire *Potere Operaio*.
- 19 septembre** Grève nationale dans la métallurgie à l'appel des syndicats. À Turin, taux élevé de participation parmi les métallurgistes ; à la FIAT, 95 % de participation. Intervention de la police suite à des incidents entre ouvriers et employés non grévistes.
- 23 septembre** À Milan, la Pirelli annonce la suspension du travail dans certains secteurs de la Bicocca, établissement où depuis juillet 1968 a lieu une agitation menée par les CUB.
- 25 septembre** Journée nationale de grève dans la métallurgie à l'appel des syndicats. Manifestation nationale à Turin.
- Fin septembre** À Turin, à la FIAT, série de grèves spontanées dans les ateliers de Mirafiori.
- Début octobre** À Turin, forte mobilisation dans le secondaire, notamment les instituts techniques et professionnels : assemblées, grèves, occupations, au départ sur des bases revendicatives.
- 10 octobre** Grève nationale pour le renouvellement des contrats.
À Turin, plus de 250 000 métallurgistes en grève. À la FIAT Mirafiori, cortèges internes et sortie en masse des ateliers : environ 10 000 travailleurs prennent part à l'agitation. L'après-midi, rassemblement devant l'immeuble de la direction qui est encerclé puis pris d'assaut. Nombreux dégâts matériels et voitures endommagées. Affrontements avec les jaunes dans plusieurs autres usines de Turin.
- 12 octobre** Réunion de la coordination ouvrière nationale à Florence.
- 15 octobre** À la FIAT Mirafiori, les ouvriers constatant des retenues sur salaire (du fait des grèves), grèves spontanées dans les ateliers et grève de douze heures à l'appel des syndicats. Cortèges depuis les ateliers de la Mécanique. Heurts avec les cadres et les employés non grévistes.
- 17 octobre** Grève nationale à l'appel des syndicats. À Reggio de Calabre, au cours d'une manifestation, un étudiant est touché à l'œil par une grenade tirée à faible distance par la police
- 20 octobre** À la FIAT Mirafiori, au cours d'une grève articulée, 10 000 ouvriers et employés en assemblée sur la piste d'essai de l'établissement.
- 27 octobre** À Pise, à l'issue d'une grève générale de protestation contre les violences d'extrême-droite, incidents entre manifestants et carabinieri jusque tard dans la nuit, un étudiant tué par une grenade lacrymogène tirée à hauteur d'homme.
- 28 octobre** Agnelli inaugure le Salon de l'Automobile à Turin.
- 29 octobre** – À la FIAT Mirafiori, à l'occasion d'une grève articulée de trois heures à l'appel des syndicats, épisodes de lutte dure d'une violence sans précédent. La grève syndicale est prolongée par certains groupes. À Mirafiori et Rivalta, les réfectoires et la Carrosserie sont dévastés, une centaine de voitures et coques renversées et abîmées à coups de barres de fer.
– Début de l'action au Salon de l'Auto de Turin : présence ouvrière échelonnée par équipes d'usines, conformément à l'option des syndicats : cortège de près de 20 000 personnes, ouvriers de Lancia et d'autres usines, renforcé par des élèves du secondaire.
- 30 octobre** – 122 ouvriers des usines FIAT de Rivalta et de Mirafiori, dont 13 syndicalistes, mis à pied et déferés devant les tribunaux.
– Le journal *Potere Operaio* paraît avec le titre : *Oui à la violence ouvrière*, son directeur responsable sera condamné le 1^{er} décembre à un an et cinq mois de réclusion, notamment pour « instigation des ouvriers à la révolte contre l'État et en particulier des ouvriers de la FIAT à endommager lesdites installations ».
- 31 octobre** À l'initiative de Lotta continua, des ouvriers mis à pied par la FIAT rentrent dans l'usine et bloquent, dans l'atelier 54, les chaînes de la 124 et de la 850. 29 ouvriers sont mis à pied pour une durée indéterminée.
- 6 novembre** Manifestations de protestation des métallos à Rome, Milan, Gênes et Turin devant les sièges de la RAI-TV, contre la désinformation des journaux télévisés au sujet de la lutte des métallurgistes.
- 7 novembre** À Turin, manifestation devant le Salon de l'Auto des travailleurs de FIAT Mirafiori. Cortège d'environ 8000 personnes qui défile hors de l'usine et se joint aux ouvriers de Lingotto, tandis qu'un autre cortège venu des usines de Borgo San Paolo (2 à 3 000 personnes) parcourt le centre ville.

- 8 novembre** Signature du contrat du bâtiment, concernant 900 000 ouvriers : augmentations de salaire, 40 heures, droit d'assemblée sur le lieu de travail.
- 11 novembre** À Turin, à la FIAT Lingotto occupée par les ouvriers pour protester contre la suspension de 85 d'entre eux, lutte dure contre les employés non-grévistes, avec intervention de 200 policiers anti-émeute pour les protéger. Le Salon de l'Auto est quadrillé par la police, des étudiants de l'institut Birago et d'autres instituts franchissent les barrières et perturbent le Salon. Les jours suivants, à la FIAT Lingotto, Grugliasco, Rivalta et Mirafiori, au cours des grèves, nouveaux épisodes de lutte dure à l'égard des employés non grévistes, sommés d'arrêter le travail, bloqués par des piquets dans les bâtiments administratifs jusqu'à leur évacuation sous protection de la police.
- 13 novembre** – 7000 ouvriers sortent de Mirafiori et se joignent aux 2000 en provenance de Lingotto pour manifester dans le centre. Un cortège d'ouvriers de Lancia, SPA Stura et Viberti défile jusqu'au siège de l'ENEL. Un troisième cortège venant de la zone nord de la ville, rassemblant environ 4000 travailleurs, manifeste devant la mairie, et l'envahit.
– Signature d'un accord chez Pirelli : droit d'assemblée, présence de délégués syndicaux d'ateliers, prime de production.
- 14 novembre** – Chez Lancia, grève syndicale de deux heures, prolongée par les ouvriers pour donner l'assaut à l'immeuble des bureaux et affronter les employés non grévistes. Intervention de la police et des carabinieri.
– La Commission du travail du Sénat approuve le Statut des droits des travailleurs.
- 15 novembre** – FIAT poursuit et suspend 30 autres ouvriers, portant le chiffre à 181, pour « séquestration de personnes ».
– Accord chez Pirelli : 11 000 lires de prime de production, parité de salaire pour les hommes et les femmes, reconnaissance des comités d'atelier, droit d'assemblée pendant les heures de travail.
- 18 novembre** Suite à une médiation du ministre du Travail Donat-Cattin, FIAT accepte de revenir sur les sanctions.
- 19 novembre** Grève nationale unitaire contre la vie chère. À Turin, des milliers de travailleurs défilent dans le centre, rejoints par les étudiants. Affrontements avec le service d'ordre syndical puis la police. À Milan, à l'issue d'un meeting syndical, la police charge les manifestants avec des véhicules, dans l'un d'eux un agent de police est tué accidentellement. La version officielle (meurtre par des manifestants) sert de base à une violente campagne et à des agressions néo-fascistes contre l'extrême-gauche.
- 22 novembre** Premier numéro de l'hebdomadaire *Lotta Continua*. (À dater du 8 septembre 1970, il deviendra bimensuel et quotidien le 2 février 1972.) Au sujet des événements du 19 novembre à Milan, *Lotta Continua* titre : « La violence ouvrière de l'usine à la rue ».
- 25 novembre** Les fondateurs de la revue *Il Manifesto*, membres du comité central du PCI, sont exclus du PCI pour « fractionnisme ». (Le 2 décembre, *Il Manifesto* se constituera en groupe parlementaire autonome.)
- 28 novembre** Grève nationale des métallurgistes, plus de 100 000 manifestants à Rome. À la FIAT Mirafiori, cortège interne organisé par la première équipe, qui se rend aux Fonderies et à la Mécanique.
- 29 novembre** – À la FIAT, grève des ouvriers de la Carrosserie pour la journée.
– À Bologne et Milan, violents affrontements avec la police lors de manifestations contre la répression dans les facultés.
- Décembre** À Milan, constitution formelle de l'Unione Inquilini (union des locataires), qui avait organisé les mois précédents les luttes sur le logement dans le quartier populaire de Quarto Oggiaro.
- 1^{er}-3 décembre** À la FIAT Mirafiori, les grèves articulées à l'appel des syndicats et les grèves à outrance décidées par les ouvriers bloquent la production.
- 4 décembre** À la SPA Centre, où 20 ouvriers ont été sanctionnés par la direction le 29 novembre pour les violences des jours précédents, les ouvriers de l'atelier de trempage entrent spontanément

en grève, abandonnant dans les fours des engrenages qui deviennent inutilisables. À la SPA Stura, incidents entre grévistes et employés non grévistes ; aux Forges, les ouvriers envahissent les bureaux ; à Lingotto, actions violentes contre les jaunes.

5 décembre

7 décembre

La grève à outrance continue à la Carrosserie.

– Signature du contrat du secteur de la chimie : 40 heures, augmentations de salaires, droits syndicaux, droit d'assemblée sur le lieu de travail.

– Publication dans l'hebdomadaire anglais *l'Observer* d'un « rapport sur la situation italienne » rédigé par un agent des colonels grecs, révélant l'existence d'une organisation destinée à réaliser une série d'attentats terroristes en Italie, pour la première fois il est question d'une « stratégie de la tension ».

9 décembre

Dans la métallurgie, signature d'un contrat entre syndicats et représentants de l'entreprise publique Intersind.

11 décembre

– Dénonciation de 17 ouvriers de l'atelier de Trempage affectés aux fours pour « boycottage, dégradations et violence privée ».

– Accès à l'université à tous les diplômés du secondaire.

12 décembre

– Attentats à la bombe simultanés à Milan, à la Banca del Agricoltura, piazza Fontana (17 morts et 88 blessés) et à Rome, à la Banca nazionale del lavoro, via Veneto (16 blessés), puis à l'Altare della patria, devant l'entrée du Musée du Risorgimento (3 blessés). Mise en cause immédiate de l'extrême-gauche par la presse et la police, 84 arrestations dans les milieux anarchistes, dont le cheminot anarchiste Pinelli.

– Violences à l'encontre des employés non-grévistes chez Materferro. Grèves spontanées à la FIAT Lingotto, à SPA Stura et aux Fonderies.

13 décembre

Dans toute l'Italie, convocation d'assemblées du mouvement étudiant-lycéen au sujet des attentats, mais la répression contre les occupations et les assemblées (évacuations par la police, fermetures d'établissements, suspensions d'étudiants) entrave la mobilisation.

Nuit du 15 au 16

À Milan, après avoir été interrogé dans le bureau du commissaire Calabresi, Pinelli est défenestré du quatrième étage de la préfecture de police et meurt à l'hôpital.

Décembre

– Arrestation de l'anarchiste Valpreda, incarcéré le 18 à la prison de Regina Coeli, à Rome, et inculpé pour l'attentat de la piazza Fontana.

– *Lotta Continua* désigne Calabresi comme principal responsable de la mort de Pinelli. (En octobre 1971, s'ouvrira une procédure contre les six personnes présentes à la préfecture de police lors du décès de Pinelli.)

19 décembre

Incidents au cours d'une grève à Avio Moteurs.

21 décembre

Signature du contrat pour la métallurgie après quatre mois de conflit : 40 heures, augmentations égales pour toutes les catégories sans distinction entre ouvriers et employés, élargissement des droits syndicaux, droit d'assemblée sur le lieu de travail. Dans les assemblées d'usines, 285 537 travailleurs sur les 376 731 participent au vote de ratification du contrat et l'approuvent presque unanimement.

1970

Janvier

Manifestations du mouvement étudiant-lycéen dans toute l'Italie, aboutissant à des affrontements avec la police et des groupes néo-fascistes.

9 janvier

À Florence, premier congrès de Potere Operaio, rapports introductifs par Negri et Piperno.

21 janvier

À Milan, plus de 50 000 participants à la manifestation contre la répression et la mort de Pinelli à l'appel des étudiants de l'université d'État de Milan. Charge de la police : 67 blessés, dont plusieurs journalistes.

28 janvier

La Chambre approuve la réforme instituant les régions.

7 février

Démission du gouvernement Rumor pour favoriser la formation d'un gouvernement de centre-gauche, suite aux tensions dans sa majorité sur le divorce et l'institution des régions.

9 mars

À Foggia, dans les Pouilles, graves incidents entre police et agriculteurs qui protestent contre le non-paiement des subventions communautaires pour le blé et l'huile.

- 11 mars** À Torrebelficino, province de Vicenza, au cours de la grève de 24 heures dans le secteur textile et électrique, dix ouvriers qui manifestaient devant les grilles de l'usine sont blessés par des coups de feu tirés par le patron et son fils. Manifestation de solidarité au niveau de la région.
- 27 mars** Troisième gouvernement Rumor, quadripartite DC, PRI, PSI et Parti Socialiste Unitaire.
- 31 mars** – À Porto Marghera, poursuite de l'agitation chez Petrolchimico et Chatillon, avec grèves sectorielles et dans les entreprises satellites ; Montedison réagit par la suspension de 150 ouvriers temporaires ; participation active des étudiants à la lutte.
– À Turin, à la FIAT, sur les sites de Rivalta, Lingotto et Ricambi, poursuite de la lutte sur l'organisation du travail.
– À Massa Lombarda, province de Ravenne, occupation de l'usine Eridiana (industrie alimentaire) par les ouvriers pendant quelques jours à l'appel de la commission interne, contre un plan de 22 licenciements, puis évacuation par la police.
- 23 avril** Lors de la visite du pape Paul VI à Cagliari, contestation de la part de groupes d'extrême-gauche et affrontements avec la police.
- 14 mai** Après le Sénat le 11 décembre 1969, la Chambre des députés approuve définitivement le Statut des droits des travailleurs, avec l'abstention du PCI.
- 17 mai** À Bologne, charge de la police contre des militants de gauche qui contestent un meeting d'Almirante, secrétaire du MSI.
- 19 mai** Grève nationale des typographes : quatre jours sans journaux.
- 21 mai** La Chambre des députés vote la loi, prévue par la constitution, organisant le référendum abrogatif et les lois d'initiative populaire.
- Juin** Publication du livre *La strage di Stato* (le massacre d'État), contre-enquête sur les attentats de 1969 par des militants et des journalistes de la nouvelle gauche.
- 7-8 juin** Premières élections régionales (DC, 37,7 % ; PCI 27,9 % ; PS 10,4 %) et élections municipales et provinciales.
- 26 juin** À Pescara, suite à la non-désignation de la ville comme chef-lieu de région des Abruzzes, graves incidents entre manifestants et police. Deux jours après, la tension se transforme en révolte, forte mobilisation policière.
- 6 juillet** Démission du gouvernement Rumor à la veille d'une journée nationale de grève à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil.
- 14 juillet** À Reggio de Calabre, mobilisation contre le transfert à Catanzaro du chef-lieu de la région de Calabre, à l'appel du maire DC. Tentative d'occuper la préfecture et la gare, durs affrontements avec la police, barricades. Le 15 juillet, mort d'un employé des chemins de fer inscrit à la CGIL au cours des affrontements avec la police. Début de la révolte de Reggio de Calabre, sous hégémonie du MSI et des groupes extrémistes de droite Avanguardia Nazionale et Ordine Nuovo : batailles de rue, assauts de sièges de partis, de préfectures et de mairies, barricades, blocages de routes, de ports et d'aéroports, attentats à la dynamite, qui vont crescendo et en octobre s'étendent à toute la province de Reggio.
- 22 juillet** À Gioia Tauro près de Reggio de Calabre, déraillement du train Turin-Palermo causé par un attentat à la bombe : 6 morts, 54 blessés.
- 30 juillet** À l'usine Ignis de Gardolo, province de Trente, les ouvriers sont attaqués et blessés par un commando néo-fasciste armé. Violente manifestation de protestation, deux membres du MSI sont contraints de défiler avec la foule, puis relâchés.
- 3 août** À Mestre, province de Venise, la police charge les ouvriers de Petrolchimico et d'autres entreprises en grève qui bloquent le trafic routier.
- 6 août** Gouvernement Colombo quadripartite DC, PRI, PSI et PSU.
- 7 août** – À Porto Marghera, trois jours de manifestations et de batailles de rue au cours de la révolte ouvrière des « nègres » de Italsider contre l'exploitation et la sous-traitance, la police utilise les armes à feu. Extension par la suite à l'Italsider de Bagnoli.
– À Cavarzere, près de Marghera, la police charge un blocage de banlieusards qui protestent contre le prix des transports.

- Fin août** À Milan, premiers tracts signés « Brigade Rosse » (Brigades Rouges) diffusés à la SIT-Siemens.
- 14 septembre** À Reggio de Calabre, journée de grève générale, manifestation, affrontements avec la police. Le 15, barricades à des points névralgiques de la ville, le siège du PSI, la poste et la perception municipale sont incendiés. Le 17, la foule donne l'assaut à plusieurs reprises à la préfecture, incendie d'un dépôt de bois, la police ouvre le feu, un ouvrier est tué.
- 16 septembre** Mort du journaliste Mauro De Mauro qui enquêtait sur la mort de Mattei, ex-président de l'ENI, en 1962.
- 17 septembre** À Milan, première action signée des BR : incendie de la voiture d'un dirigeant de la SIT-Siemens.
- 12 octobre** Ciancimino (DC) est élu maire de Palerme malgré l'opposition de dix conseillers de son parti qui dénoncent ses liens avec la Mafia.
- 27 novembre** Action des BR à la Pirelli-Bicocca : incendie de la voiture du chef des services de surveillance, revendiqué par un tract à l'intérieur de l'usine.
- 30 novembre** À Milan, évacuation par la police des instituts techniques Molinari, Berchet, Parini, Einstein occupés par le mouvement lycéen-étudiant ; pour l'institut Molinari, après un siège de trois jours par la police anti-émeute et les carabinieri.
- 1^{er} décembre** Approbation définitive par la Chambre de la loi instituant le divorce. Le lendemain, la DC lance le comité pour réunir les signatures pour un référendum d'abrogation de cette loi.
- 7-8 décembre** Tentative avortée de coup d'État par le Front National du prince Borghese, avec le soutien d'autres groupes et représentants de l'extrême-droite et de la mafia : pillage de l'armurerie du ministère de l'Intérieur et occupation du siège de la RAI. L'opération est interrompue sur contre-ordre de Borghese. L'évènement n'est rendu public que le 17 mars 1971 par le journal *Paese sera*.
- 10-11 décembre** Réunion de Sesto San Giovanni, province de Milan, entre les directions des trois fédérations de la métallurgie, FIOM, FIM et UilM : décision d'ouvrir un processus d'unification syndicale.
- 12 décembre** À Milan, au cours de violents affrontements lors de la manifestation pour commémorer le massacre de la Piazza Fontana et en solidarité avec les militants de l'ETA jugés au procès de Burgos, un étudiant tué et de nombreux blessés, dont un journaliste.

1971

- Janvier** Naissance de Lotta Femminista, à partir de groupes de femmes de Padoue et de Ferrare. Revendication d'un salaire pour le travail domestique.
- 25 janvier** À Milan, incendie de semi-remorques sur la piste d'essai de Pirelli de Lainate revendiqué le 6 février par les Brigades rouges.
- 29 janvier** À Pomigliano d'Arco, province de Naples, la police charge une manifestation d'étudiants et de lycéens en solidarité avec les travailleurs en grève, dix arrestations.
- 1^{er} février** À Verbania, dans le Piémont, plusieurs centaines de participants au rassemblement devant la prison du quartier de Pallanza en solidarité avec des ouvriers de l'usine Rhodiatoco incarcérés.
- 2 février** À Rome, la Maison des étudiants occupée est évacuée par 5 000 policiers avec une extrême violence : 214 arrestations, 61 blessés.
- 3 février** – À Catanzaro, attentat à la bombe contre le siège de la région.
– À Reggio de Calabre, lors d'affrontements avec la police, deux membres du Comité d'action pour Reggio chef-lieu sont arrêtés pour détention d'armes, un manifestant est gravement blessé par un tir de grenade lacrymogène à faible distance et à hauteur d'homme.
- 4 février** À Catanzaro, au cours de la manifestation, interdite par la préfecture, de protestation contre l'attentat du 3 février contre le siège de la région, quatre bombes sont lancées sur quelques centaines de militants de gauche devant le siège du MSI : 1 ouvrier membre du PSI est tué, il

y a 14 blessés, dont plusieurs gravement. Arrestation de 4 militants MSI, mis hors de cause par « manque absolu d'indices ».

- 5 février** À Rome, manifestation étudiante dans le centre et la zone du Trastevere contre les violences policières du 2 février, affrontements avec la police.
- 12 février** À Trente, manifestation à l'appel de Lotta Continua en solidarité avec deux ouvriers de Michelin condamnés pour violences contre un dirigeant lors d'un piquet de grève. Charge de la police.
- 18 février** À Reggio Calabre, le quartier de Sbarre, où la population avait dressé des barricades, est évacué par la police qui utilise des transports de troupe blindés.
- 24 février** À Foggia, dans les Pouilles, au cours d'une manifestation de paysans, la police ouvre le feu : un ouvrier agricole tué.
- 27 février** Dans les Abruzzes, manifestations et affrontements avec la police suite à l'attribution du chef-lieu de région à L'Aquila et du siège des principaux mandats à Pescara.
- 6 mars** À Foggia, la police charge une manifestation de paysans protestant contre le non-paiement des subventions allouées en raison des gelées d'hiver, 23 arrestations.
- 26 mars** À Gênes, au cours d'un hold-up du groupe « 22 octobre », un employé de banque est tué.
- 31 mars** À Rome, environ 3 000 policiers anti-émeute procèdent à l'expulsion des logements municipaux du quartier San Basilio occupés par 500 familles avec le soutien de l'extrême-gauche. Les affrontements s'étendent au quartier de Tiburtino.
- Avril** Naissance du FUORI – Fronte Unitario Omosessuali Rivoluzionari Italiani, d'inspiration marxiste.
- 7 avril** Grève générale à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil pour le droit au logement et pour demander au gouvernement un vaste plan de réformes sociales.
- 28 avril** *Il Manifesto* devient quotidien.
- 5 mai** À Palerme, premier meurtre par la mafia d'un haut magistrat, le procureur de la République de la ville, membre de la commission anti-mafia.
- 31 mai** Après un premier trimestre de conflits locaux, suivi par la multiplication des grèves et manifestations dans toute l'Italie à l'appel de la Fédération CGIL des ouvriers agricoles pour le renouvellement de leur contrat national, 150 000 manifestants à Rome.
- 3 juin** À Milan, la police expulse pendant la nuit une cinquantaine de familles de mal-logés qui occupaient des logements de l'IACP (office municipal du logement). Suite aux tirs de grenades lacrymogènes, un enfant de sept mois meurt pendant l'évacuation. 30 000 participants à la manifestation de solidarité à l'appel de l'Unione Inquilini, du Collectif Autonome d'Architecture et de Lotta Continua.
- 13 juin** Élections locales : au conseil de la région autonome à statut spécial de Sicile, forte progression du MSI, idem dans des conseils municipaux et de province d'autres régions, au détriment de la DC.
- Été** Mouvement de révolte dans les prisons à Rome (Rebibbia), Catania (Sicile), Forlì (Émilie-Romagne), Venise, Modène.
- 29 juin** À Milan, un groupe de mal-logés expulsés par la police de maisons occupées via Tibaldi sont hébergés près de la faculté d'Architecture. Les forces de l'ordre, après de violents affrontements, évacuent l'université.
- Juillet** À Bologne, 2^{ème} congrès national de Lotta Continua : mot d'ordre « Prendiamoci la città » (prenons la ville), la priorité passe de l'usine et de l'école aux luttes dans la ville : interventions en direction des détenus (commission prison, mouvement Dannati della terra), des appelés (Prolétaires en uniforme), des occupations de logements, des autoréductions.
- 19 juillet** Proposition de conseils syndicaux de zone par la CGIL, la CISL et l'Uil.
- 25 août** Inculpation du commissaire Calabresi et de quatre autres fonctionnaires de police dans le cadre de l'enquête sur la mort de l'anarchiste Pinelli.
- 2 septembre** À Rome, à l'université La Sapienza, assemblée des groupes de la gauche extra-parlementaire, la police fait irruption, plusieurs arrestations ; le lendemain, graves incidents entre autonomes et policiers, suite aux arrestations de la veille.

- 24 septembre** – Dans le secteur agricole, négociations entre syndicats et organisations d'exploitants agricoles (Confagricoltura, Alliance paysanne, Coldiretti), ponctuées de grèves. (Accords avec les organisations paysannes en avril 1972 seulement, avec la Confagricoltura en avril 1973.)
 – À Milan, enquête sur le fichage à la FIAT : découverte de 200 agents de police payés pour transmettre des informations réservées à l'entreprise ; manifestation devant Mirafiori contre le fichage, affrontements avec la police et nombreux blessés.
 – À Rome, ouverture du 3^{ème} congrès national de Potere Operaio : interventions de Piperno, Scalzone, Negri, etc ; accentuation de l'orientation insurrectionnaliste.
- 6 octobre** Nouvelle loi pour le Mezzogiorno, obligeant les entreprises d'État à y installer 80 % de leurs nouvelles implantations et 60 % de leurs investissements.
- 7 octobre** Adoption de diverses réformes fiscales, dont création de la TVA sur le modèle européen.
- 3 novembre** À Castellammare di Stabia, province de Naples, la manifestation d'ouvriers et de chômeurs devant la mairie est chargée par la police. Tirs de grenades lacrymogènes à hauteur d'homme, dix blessés dont un grave.
- 6 novembre** Neuvième décès dans des conditions suspectes d'un témoin au procès sur l'attentat de la piazza Fontana : Ginosta est retrouvé suicidé à son domicile.
- 24 novembre** À Milan, au cours d'une manifestation du mouvement étudiant non autorisée, violents affrontements avec la police : 72 blessés, 400 arrestations.
- 26 novembre** Enquête sur les fonds secrets de la Montedison utilisés pour financer divers partis : DC, PSI, Psdi, PRI, PLI, MSI.
- Décembre** Premier numéro de l'hebdomadaire *Potere Operaio del lunedì*, qui paraît jusqu'au 31 décembre 1973 parallèlement à la revue mensuelle *Potere Operaio*.
- 24 décembre** Leone élu président de la République, avec les voix de la DC, du Psdi, du PRI et du PLI.

1972

- 15 janvier** Démission du gouvernement Colombo, le PRI ayant rallié l'opposition.
- 21 janvier** À Bologne, devant l'institut technique Pacinotti, intervention de la police ; à Milan, grève des étudiants contre 49 suspensions au lycée Leonardo ; mobilisation dans des écoles de Gênes et à Padoue.
- 17 février** Premier gouvernement Andreotti, DC, sans participation du courant Forze Nuove de Donat-Cattin.
- 26 février** Le gouvernement Andreotti n'obtient pas la confiance du Sénat. Le 28, le président de la République dissout les Chambres.
- 29 février** À Milan, affrontements avec la police lors d'une manifestation étudiante contre la répression et l'arrestation du leader étudiant Capanna lors de bagarres avec les néo-fascistes, 10 blessés et 6 arrestations.
- 31 janvier** À Turin, évacuation par la police de maisons occupées par des familles démunies piazza Castello et via Sanremo à Mirafiori.
- 2 février** *Lotta Continua* devient quotidien.
- 20 février** À Tarente, intervention de la police en armes à la raffinerie Shell afin de réprimer l'agitation pour la réintégration de 32 travailleurs licenciés.
- 26 février** À Milan, Rome, Brescia, mobilisation et manifestations de lycéens et étudiants pour Valpreda, inculpé pour le massacre de la piazza Fontana, et contre « le massacre d'État », affrontements avec la police et les néo-fascistes. À partir de cette date, occupation militaire de tous les édifices publics par la police.
- 27 février** À Naples, un militant d'extrême-gauche est poignardé par un militant MSI.
- 28 février** À Naples, manifestation de protestation contre l'agression de la veille et pour empêcher un meeting des jeunes MSI à l'université, qui est occupée par les étudiants puis évacuée sur demande du préfet de police.
- 3 mars** Les Brigades Rouges séquestrent brièvement le dirigeant de la SIT-Siemens.

- 4 mars** À Gênes, manifestation pour la libération de Valpreda et contre « le massacre d'État », chargée par la police. À Monza, en Lombardie, grève des lycéens en solidarité avec les jeunes de l'Institut technique Hesemberger. Grève des lycéens également à Crema, province de Cremona en Lombardie.
- 11 mars** À l'occasion du procès Valpreda, manifestations à l'appel du Comité national de lutte contre le massacre d'État, qui réunit l'ensemble de la nouvelle gauche italienne. À Milan, le siège du *Corriere della sera* est pris d'assaut, affrontements avec la police, un passant est tué par une grenade lacrymogène tirée à hauteur d'homme.
- 13 mars** 13^{ème} congrès du PCI à Milan. Longo est élu président du parti; Berlinguer devient secrétaire général.
- 14 mars** À Segrate près de Milan, le corps de l'éditeur Feltrinelli, lié aux GAP (Gruppi di Azione Partigiana), est retrouvé au pied d'une ligne à haute tension, à côté de charges explosives encore amorcées.
- 21 mars** À Rome, manifestation unitaire des partis de gauche contre les violences de la police durant les expulsions des bâtiments de l'IACP (Office autonome pour le logement populaire) occupés à San Basilio.
- 23 mars** À Rome, mise en examen de Piperno, Scalzone et Negri, dirigeants de Potere Operaio, pour apologie de délit, suite à des interventions au congrès de l'organisation.
- 26 mars** À Gela, la police charge un groupe de diffuseurs de *Lotta Continua* qui se défendaient contre des néo-fascistes, 6 arrestations.
- 28 mars** À Naples, devant la prison de Poggioreale, les parents de Francesco Russo, 28 ans, en détention préventive pour résistance et outrage à agent, qui diffusent un tract dénonçant les violences infligées en prison à l'origine de sa mort le 24 mars, sont interpellés par la police.
- 1^{er}-3 avril** À Rimini, 3^{ème} congrès de Lotta Continua. Intervention de Sofri sur la nécessité de se préparer à un affrontement généralisé avec l'État et au recours à la violence révolutionnaire. Rejet de la lutte armée par la majorité.
- 7 avril** À Milan, mutinerie à la prison San Vittore, dont une aile entière est contrôlée par les détenus ; des dizaines de cellules sont incendiées.
- 12 avril** Vaste opération policière anti-terroriste, 469 arrestations et saisies d'armes.
- 5 mai** À Pise, manifestation de la gauche extra-parlementaire contre un meeting du MSI, au cours des affrontements avec la police un jeune anarchiste, Franco Serrantini, est blessé et interpellé. Le 7 mai, il est trouvé mort dans sa cellule des suites d'une fracture du crâne.
- 7-8 mai** Élections législatives. Stabilité de la DC à 38,8 % des voix, progression du PCI à 27,1 %, percée du MSI à 8,7 %, effondrement du PSI à 9,6 %, résultats décevants pour les multiples listes d'extrême-gauche, qui totalisent un million de voix.
- 17 mai** À Milan, assassinat du commissaire Calabresi, soupçonné d'être lié à la stratégie de la tension et responsable de la mort de Pinelli. Les jours suivants, suite aux articles sur l'assassinat dans *Potere Operaio* et *Lotta Continua*, arrestations pour « apologie de délit » à Turin, Bologne et d'autres localités.
- 31 mai** Près de Sagrado di Peteano, province de Gorizia, trois carabinieri tués et deux grièvement blessés dans un attentat à la voiture piégée par des militants d'Ordine nuovo. (En 1984, au cours du procès de l'attentat, le principal accusé, révélera au juge avoir été aidé par une organisation secrète « interne à l'État » italien, « parallèle aux forces armées », Gladio. En 1987, un colonel des carabinieri sera condamné pour avoir délibérément détourné l'enquête vers les milieux d'extrême-gauche, dans une perspective de stratégie de la tension.)
- 1^{er} juin** – 4^{ème} congrès de Potere Operaio : la ligne insurrectionnaliste est confirmée. Les organisations d'usine adhérentes se détachent de Potere Operaio. Tension entre la composante romaine autour de Piperno et Morucci et la composante de Padoue autour de Negri.
– À Naples, la prison de Poggioreale est dévastée par 2 000 détenus au cours d'une mutinerie, la police ouvre le feu, un détenu tué.

- 4 juin** À Florence, Almirante déclare que le MSI est « prêt à se substituer à l'État » si le gouvernement continue à ne pas assumer sa fonction, et que « nos jeunes doivent se préparer à la collision frontale avec l'extrême-gauche, y compris la collision physique ».
- 5 juin -25 juin** À Rome, Bolzano, Catania, Pise, des militants d'extrême-gauche sont agressés, quelquefois poignardés, par des groupes néo-fascistes.
- 26 juin** Deuxième gouvernement Andreotti, DC, PLI et PSDI, avec soutien sans participation du PRI. Le PSI est dans l'opposition.
- 28 juin** Le parquet de Milan demande la levée de l'immunité parlementaire d'Almirante, secrétaire du MSI, pour délit de reconstitution de parti fasciste.
- 13 juillet** À Rome, 4^{ème} congrès du PSIUP : suite aux résultats des élections, le groupe dirigeant propose la dissolution et l'unification avec le PCI. Une partie des membres constitueront, avec Il Manifesto, le Partito di unità proletaria per il comunismo. Le 21 juillet 1974, une petite minorité rejoint le PSI.
- 24 juillet** À Rome, création de la Fédération unitaire CGIL-CISL-Uil : les trois confédérations s'engagent à coordonner leur activité en vue d'une prochaine unification.
- 20 août** À Trieste, révolte à la prison de Coroneo, les détenus incendient leurs matelas, deux détenus de 17 ans meurent asphyxiés.
- 26 août** À Parme, un militant ouvrier de Lotta Continua meurt poignardé par un groupe de néo-fascistes et le siège du MSI est attaqué. Le 27 août, lors des funérailles, *l'Unità* omet l'appartenance politique de la victime et la municipalité PCI-PSI fait enlever une banderole de Lotta Continua.
- 27 août** Dans le cadre de l'enquête sur le massacre de la piazza Fontana de décembre 1969, le juge d'instruction de Milan inculpe deux néo-nazis. Le 20 octobre sont mis en examen pour omission d'actes des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et des préfectures de police de Rome et Milan.
- 20 septembre** À Turin, graves incidents devant la FIAT Mirafiori à l'occasion de la grève nationale pour l'emploi à l'appel des syndicats.
- 29 septembre** À Tarente, les pêcheurs en grève contre la pollution par Italsider, Shell et Cementir occupent la jetée : charge de la police.
- 11 octobre** Dans le secteur de la chimie, après une période de plusieurs mois de grèves articulées, et sous la menace d'une journée nationale de grève (qui est annulée), signature d'un accord avec le patronat (augmentations de salaire non hiérarchiques, réduction de la durée de travail, reconnaissance des conseils d'usine dans l'entreprise, etc).
- 14-15 octobre** Comité national de Lotta Continua : tournant vers une stratégie plus modérée, reconnaissance du syndicalisme, action commune avec les deux autres grandes organisations de la nouvelle gauche, Pdup-II Manifesto et Avanguardia Operaia (« la triplice »), structuration en parti politique traditionnel.
- 21 octobre** Série d'attentats à la bombe sur le trajet du train spécial Rome-Reggio Calabre où voyagent un millier d'ouvriers métallurgistes mandatés pour une conférence organisée à Catanzaro par la CGIL, la CISL et l'UIL au sujet du renouvellement du contrat : six blessés suite à l'explosion de l'une des bombes.
- 24 octobre** À Reggio de Calabre, manifestation nationale de protestation contre les attentats à l'appel des syndicats.
- 26 novembre** Près de Turin, incendie de voitures de syndicalistes CISNAL à la FIAT par les BR.
- 15 décembre** Loi reconnaissant l'objection de conscience.
- 17 décembre** Destruction par les BR de voitures de syndicalistes du SIDA.
- 29 décembre** Le militant anarchiste Valpreda est remis en liberté après trois ans de détention dans le cadre de l'enquête sur le massacre de la piazza Fontana.

1973

- 12 janvier** Grève nationale à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil pour l'emploi et le développement du Mezzogiorno.

- 16 janvier** Démission des membres PCI, PSI, PRI et DC de la commission parlementaire anti-mafia suite à la révélation des liens de son président DC avec des éléments mafieux.
- 18 janvier** – Au Piémont, la police intervient contre une manifestation de travailleurs de Lancia et les ouvriers qui voulaient leur ouvrir les grilles de l'intérieur. Peu après, arrestation d'un délégué pour avoir tenté d'empêcher l'entrée dans l'usine des employés réquisitionnés pendant les grèves.
– À Pomigliano, province de Naples, manifestation, suite à l'annonce du non-paiement des heures de grève chez Aeritalia et de la suspension de 3 500 ouvriers en raison des grèves chez Alfasud.
– À Italsider, arrêt du haut-fourneau.
– À Brindisi, annonce de fermeture pour les sous-traitants de Petrolchimico.
– À Desio, province de Milan, fermeture de Autobianchi.
– Chez Innocenti, 1000 travailleurs suspendus.
- 22 janvier** À Turin, occupation de l'usine Lancia. Charges de la police contre les piquets, trois ouvriers grièvement blessés.
- 23 janvier** À Milan, la police encercle l'université Bocconi pour empêcher une manifestation de lycéens et d'étudiants contre les mesures répressives en matière de liberté de réunion. Un agent ouvre le feu contre les manifestants en fuite, deux jeunes très grièvement blessés, dont un, l'étudiant Roberto Franceschi, décèdera par la suite à l'hôpital ; trois policiers sont inculpés d'homicide par imprudence.
- 5 février** Mandats d'arrêt contre trois leaders du mouvement étudiant pour agression contre le recteur de l'université d'État de Milan le 25 janvier, lors d'une manifestation.
- 8 février** Découverte d'un réseau d'écoutes téléphoniques des services secrets à l'encontre de personnalités politiques et de représentants des institutions (plus de 2 000 lignes illégalement contrôlées). Arrestation en mars de l'ancien directeur de la section des affaires réservées du ministère de l'Intérieur du gouvernement Tambroni en 1960.
- 9 février** Journée nationale de grève contre la politique sociale du gouvernement ; 300 000 métallurgistes convergent sur Rome : c'est la plus grande manifestation ouvrière de l'après-guerre.
- 12 février** – Fermeture des marchés des changes de la CEE, dévaluation de 10 % du dollar, dévaluation de 9 % de la lire : début d'une période de dépréciation progressive de la lire.
– À Turin, séquestration par les BR du secrétaire provincial des métallurgistes de la CISNAL, Labate.
- 14 février** À Milan, au cours de la grève nationale dans le secteur de l'imprimerie pour le renouvellement du contrat, un patron tire sur un syndicaliste qui faisait de la propagande devant son entreprise.
- 21 février** « Journée de lutte contre la répression » dans les principales villes : manifestations contre le projet de loi pour la réintroduction de la garde à vue ; à Naples, un jeune manifestant est blessé mortellement par une grenade lacrymogène. À Turin, cortège de 8000 étudiants, 3000 à Florence.
- Mars** Occupation des usines Alfa Romeo à Milan, puis des usines FIAT à Turin, contre les menaces de licenciement : les jeunes ouvriers en rage se mettent des bandeaux rouges sur le front, font sonner klaxons et tambours et poussent des cris de guerre, c'est l'acte de naissance du mouvement des « Indiens métropolitains », qui s'étendra ensuite à l'université.
- 23 mars** À Bologne, premier congrès des « organisations ouvrières autonomes », qui met en présence les divers courants de l'opéraïsme italien, et donne naissance à l'Autonomie ouvrière organisée, qui publie en mai un « bulletin des organisations autonomes ouvrières ».
- 2 avril** Accord syndicats-patronat (Intersind puis Federmeccanica) sur l'introduction des 39 heures dans la sidérurgie, une augmentation de salaire uniforme, etc.
- 12 avril** À Milan, interdiction du meeting du leader MSI de la révolte de Reggio de Calabre ; graves incidents provoqués par des groupes d'extrême-droite au cours des protestations, une bombe est lancée contre la police : 1 agent tué, 11 blessés.

- 17 avril** À Rome, la maison du secrétaire de la section du MSI du quartier de Primavalle est incendiée : deux morts. Des membres de Potere Operaio sont mis en cause.
- 27 avril** Dans le textile, journée nationale de grève. Le 10 juin, un accord syndicats-patronat est signé, qui reprend les grandes lignes de l'accord du 3 avril dans la métallurgie.
- 17 mai** À Milan, attentat à la bombe devant la préfecture, lors d'une cérémonie à la mémoire du commissaire Calabresi en présence du ministre de l'Intérieur Rumor, par un anarchiste Gianfranco Bertoli : 4 morts et 53 blessés.
- 24 mai** Levée de l'immunité parlementaire d'Almirante, secrétaire du MSI, pour reconstitution de parti fasciste. (Une enquête sera ouverte en janvier 1974.)
- 31 mai-3 juin** À Rosolino, province de Rovigo en Vénétie, dernier congrès de Potere Operaio et dissolution du groupe ; scission entre le courant autour de Piperno et Scalzone, tenant de la construction immédiate du parti armé, et le courant autour de Negri, qui donne naissance à Autonomia Operaia.
- 6-10 juin** 12^{ème} congrès de la DC, favorable à une reprise de l'expérience de centre-gauche. Fanfani élu secrétaire du parti à la place de Forlani. Suite au congrès, démission du gouvernement Andreotti.
- Juin** Citroën et FIAT décident de mettre fin aux rapports établis en 1968 : Michelin rachète la participation de FIAT.
- 28 juin** À Milan, un dirigeant d'Alfa Romeo kidnappé puis relâché par les BR.
- 4 juillet** À Milan, révolte à la prison San Vittore, suite au matraquage de cinq détenus par des gardiens. Les détenus occupent les toits.
- 7 juillet** Quatrième gouvernement quadripartite de centre gauche de Rumor (DC, PRI, Psdi, PSI).
- 28 juillet** À Rome, révolte à la prison Regina Coeli, dévastation des locaux. Mouvements de révolte analogues dans d'autres prisons d'Italie.
- 28 août** Début d'une épidémie de choléra à Naples puis dans le reste du Mezzogiorno et en Sardaigne.
- 28 septembre-12 octobre** Après le coup d'État militaire au Chili le 11 septembre, publication d'une série de trois articles pour « un grand compromis historique » avec la DC par le secrétaire du PCI Berlinguer dans la revue du parti *Rinascista*.
- 9 novembre** À la Spezia, découverte d'un repaire de terroristes de droite ; le 12 novembre, à la Spezia et Padoue, premières arrestations de membres de la « Rose des vents », organisation néo-fasciste implantée dans l'armée et les services secrets.
- 22 novembre** Dissolution d'Ordine Nuovo, organisation d'extrême-droite fondée par Rauti.
- 23 novembre** Série de mesures d'« austérité » pour réduire la consommation d'énergie suite à la hausse du prix du pétrole.
- 10 décembre** À Turin, enlèvement par les BR du directeur du personnel de FIAT-Auto, relâché le 18 décembre.
- 12 décembre** À Turin, à la FIAT, journée nationale de grève pour la négociation du contrat.
- 17 décembre** À l'aéroport de Rome-Fiumicino, prise d'otages et détournement d'avion par un commando de l'organisation palestinienne « Septembre noir » : 30 morts.

1974

- 17 janvier** À Turin, la FIAT part en grève. Manifestations et débrayages durant tout le mois et en février.
- 21 janvier** – À Milan, une manifestation organisée par la gauche révolutionnaire contre la recrudescence de la violence néo-fasciste est dispersée par la police.
– À Rome, la police intervient contre une assemblée au lycée Augusta.
- 23 janvier** Grève nationale dans les lycées à l'appel de l'extrême-gauche contre les décrets instituant des délégués élus, considérés comme un recul par rapport aux assemblées d'établissement.
- 26 janvier** À Rome, la police expulse les familles qui avaient occupé des appartements vides dans le quartier de Cinecittà.

- 31 janvier** À Rome, expulsion violente par la police des occupants d'appartements du groupe financier Caltagirone (immobilier, grands travaux, ciment, édition, etc).
- 13 février** Début de l'enquête sur le scandale des pétroles : versements occultes à l'ENEL et à des partis de la majorité par l'Union pétrolière italienne pour infléchir la politique énergétique dans un sens anti-nucléaire et augmenter le prix de l'essence.
- 16 février** 92 intellectuels catholiques signent un appel pour le « non » au référendum pour l'abrogation de la loi sur le divorce.
- 20 février** Forte augmentation du prix réglementaire de l'essence et mesures de limitation de la circulation automobile.
- 23 février** À Rome, la polyclinique occupée par les personnels en grève depuis quelques jours est évacuée violemment par la police.
- 24 février** Près de Florence, lors de la révolte à la prison de Murate, un gardien tire sur un groupe de détenus réfugiés sur un toit : un mort et plusieurs blessés.
- 27 février** Journée nationale de grève à l'appel des syndicats CGIL, CISL et Uil sur la politique de l'emploi, les salaires et les investissements publics.
- 2 mars** Démission du quatrième gouvernement Rumor à la suite de divergences entre PRI et PSI sur la politique de lutte contre l'inflation.
- 8 mars** À la FIAT, le ministre du Travail PSI et ancien syndicaliste Bertoldi impose la signature d'un nouveau contrat, qui reprend largement les propositions syndicales, et prévoit l'accroissement des investissements dans le Mezzogiorno, avec la création de 8 500 emplois nouveaux.
- 14 mars** Cinquième gouvernement Rumor, tripartite de centre-gauche (DC, PSI, Psdi), avec appui externe du PRI.
- 17 avril** Après le scandale des pétroles, le Sénat vote une loi sur le financement public des partis.
- 18 avril** À Gênes, les BR enlèvent le substitut du procureur, Sossi, et demandent la libération de huit membres du groupe « 22 octobre ».
- 9 mai** Révolte à la prison d'Alessandria, dans le Piémont, réprimée le jour suivant par l'entrée des carabinieri dans le pénitencier : 7 morts, dont 5 otages, et 14 blessés.
- 12 mai** Référendum sur la loi autorisant le divorce : 59,3 % contre l'abrogation.
- 22 mai** Constitution au sein de la gendarmerie d'un noyau anti-terroriste dirigé par le général Dalla Chiesa.
- 23 mai** Les BR libèrent le juge Sossi après la décision de la cour d'appel de Gênes de mise en liberté provisoire des huit inculpés du groupe « 22 octobre ».
- 28 mai** À Brescia, piazza della Loggia, lors d'une manifestation syndicale, attentat à la bombe revendiqué par une organisation néo-fasciste, Ordine Nero : huit morts, une centaine de blessés.
- 29-30 mai** Grève nationale de protestation de quatre heures à l'appel des syndicats ; dans toute l'Italie, manifestations, dévastations et incendies de locaux de l'extrême-droite (MSI, FUAN, CISNAL, Union monarchique) et affrontements avec la police, qui fait usage des armes à feu.
- 31 mai** À Brescia, aux funérailles des victimes du 28 mai, le président du Conseil Rumor et le président de la République Leone tentent de prendre la parole mais sont sifflés et conspués au cri « allez-vous-en ! ».
- Juin** Premiers signes d'un chômage massif suite à la crise économique et financière et à l'essoufflement de l'activité industrielle.
- 17 juin** À Padoue, les BR tentent de voler des documents au siège du MSI et tuent deux militants survenus à l'improviste.
- 6 juillet** Série de mesures économiques du gouvernement Rumor pour faire face à la crise : hausse des produits dérivés du pétrole, de la viande, des services, de l'électricité, impôts extraordinaires sur les automobiles et l'immobilier.
- 4 août** Attentat à la bombe sur l'express *Italicus* Rome-Munich, entre Florence et Bologne, revendiqué par l'organisation d'extrême-droite Ordine Nero : 12 morts et 105 blessés.
- 9 août** À Bologne, 100 000 à 150 000 personnes aux funérailles des victimes de l'*Italicus*. Fanfani (secrétaire de la DC), Rumor et Leone sont accueillis par des sifflets et des hurlements.

- 10 août** Décision de détruire les dossiers confidentiels rassemblés sans autorisation par le SIFAR. Une partie de ces documents réapparaîtront des années plus tard, notamment parmi les papiers saisis sur Gelli dans le cadre de l'enquête sur la loge maçonnique « P2 ».
- 26 août** Premiers mouvements d'« autoréduction » dans les banlieues de Turin, à Pinerolo, Rivalta, Orbassano, à l'annonce de l'augmentation de 30 % des tarifs de transport, après des actions spontanées de blocage des cars et d'occupation des stations. Les ouvriers s'organisent pour continuer à payer l'abonnement à l'ancien tarif, en versant les sommes au syndicat unitaire de la métallurgie FLM (regroupant depuis 1972 les trois syndicats de la métallurgie FIOM-CGIL, UilM-Uil et FIM-CISL).
- Septembre** – Vague de mises en Cassa Integrazione, dans les PME d'abord, notamment dans le textile, puis dans les grandes entreprises, dans l'électromécanique et l'automobile.
– Face à la hausse du gaz, de l'électricité (70 %) et du chauffage, la direction de la FLM piémontaise étend le mouvement d'autoréduction, pris en charge par les structures de base du syndicat. Extension du mouvement aux provinces d'Asti, Cuneo, Alessandria et Novara sur l'électricité. À Milan, suite à l'augmentation de 4 % des transports par route autorisée par le conseil régional, le conseil de la zone industrielle Sempione, à l'initiative des ouvriers d'Alfa Romeo, organise l'autoréduction. À Bolzano, l'assemblée des délégués FLM organise l'autoréduction contre les tarifs communaux de l'électricité.
- 8 septembre** – À Rome, dans le quartier populaire San Basilio, affrontements entre les squatters de 147 appartements appartenant à l'IACP (Office autonome pour le logement populaire) de Rome et la police, qui ouvre le feu : un tué, nombreux blessés.
– À Pinerolo, province de Turin, arrestation de Curcio et Franceschini, deux des fondateurs des BR.
- 14 septembre** À Rome, participation de soldats du contingent en uniforme et le visage couvert à la manifestation pour l'anniversaire du coup d'État au Chili.
- Fin septembre** Le mouvement d'autoréduction franchit les limites du Nord industriel : à Naples, l'autoréduction est organisée par les conseils de délégués sur les tarifs des transports municipaux, par les comités de quartier sur l'électricité. Les conseils régionaux reculent sur les hausses des transports et accordent des aménagements : au Piémont, réduction de moitié de la hausse, en Lombardie, annulation de la hausse pour les cartes de transport.
- 27 septembre** Mise en liquidation forcée de la Banca Privata Italiana : début de l'écroulement de « l'empire Sindona », ensemble d'instituts de crédit contrôlés par le banquier politico-mafieux Sindona, aux USA et en Europe. Une partie du capital de la Banca Privata Italiana est détenue par la banque du Vatican (IOR - Istituto per le Opere Religiose). Le 8 octobre, mandat d'arrêt contre Sindona, réfugié aux USA, pour sa gestion frauduleuse.
- 1^{er} octobre** Extension du mouvement des autoréductions : participation des enseignants à Turin et des étudiants à Portomarghera en Vénétie.
- 2 octobre** À Turin, la FIAT met 65 000 ouvriers en Cassa Integrazione. Appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil à la grève générale pour le 9 octobre. Après un mois d'agitation et de négociations, accord pour la réduction du temps de travail de 40 à 24 heures avec récupération partielle du salaire.
- 3 octobre** Démission du cinquième gouvernement Rumor, suite aux polémiques dans la majorité entre Psdi et PSI.
- 15 octobre** À Robbiano di Mediglia, province de Milan, opération des carabinieri contre un repaire des BR, trois arrestations, un carabinier tué.
- 16 octobre** À l'Alfa Romeo, annonce d'horaires réduits pour 13 000 employés.
- 18 octobre** Appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil à une grève générale de quatre heures pour la défense de l'emploi.
- 19 octobre** À Milan, premières « courses prolétaires » dans des super-marchés : des membres de groupes d'extrême-gauche appellent les clients à pratiquer « l'autoréduction » contre les augmentations de prix et forcent le directeur à vendre à prix réduits.
- Fin octobre** Après l'extension des autoréductions à la région du Frioul (à Pordenone, les ouvriers de Zanussi déclenchent la campagne sur les tarifs des transports, relayés par les étudiants et

suivis par les conseils d'usine des deux plus grands complexes industriels de la région, la Rex et l'Italcantieri). 50 000 familles pratiquent l'autoréduction à Turin, et plus de 50 000 à Naples. Mouvement d'autoréduction aussi à Tarente, dans les quartiers populaires de Rome (malgré l'hostilité des syndicats) et dans les Abruzzes.

- 29 octobre** À Florence, lors d'une tentative de hold-up dans une agence de la Caisse d'Épargne, sont tués par la police deux membres des Nuclei armati proletari (NAP), organisation issue au printemps 1974 de la commission prisons de Lotta Continua et du mouvement Dannati della terra.
- 31 octobre** Dans le cadre de l'enquête sur les tentatives de subversion de l'extrême-droite (coup d'État de Borghese en décembre 1970, projet de l'organisation « La rose des vents »), arrestation du général Miceli, ancien chef du SID (services secrets de l'armée).
- 13 novembre** À Rome, grande manifestation féministe pour le réforme du droit de la famille.
- 23 novembre** Formation du quatrième gouvernement Moro, DC et PRI, avec appui du Psdi et du PSI.
- 5 décembre** Au cours d'une tentative de hold-up à Argelato, province de Bologne, un commando de Autonomia Operaia tue un carabinier.
- 20 décembre** Après quatre mois de négociations entre syndicats et gouvernement, l'accord avec l'ENEL sur les tarifs de l'électricité (importantes réductions en fonction des revenus) clôt la période des autoréductions de masse.

1975

Début de l'année

Dissolution de Potere Operaio, et éclatement en divers courants, notamment celui des militants de Padoue autour de Negri et des féministes de Lotte Femminista, et des organisations armées comme les Comitati Comunisti Rivoluzionari ou la colonne romaine des BR avec le groupe de Morucci.

- 7-12 janvier** À Rome, premier congrès national de Lotta Continua : organisation en parti de type classique, appel à voter pour le PCI ; départ de certains secteurs de l'organisation (commission prisons, Dannati della terra) vers Autonomia Operaia ou vers la lutte armée, notamment les NAP (Nuclei Armati Proletari).
- 9 janvier** À Rome, mobilisation dans les écoles contre la répression et les agressions fascistes ; une manifestation lycéens-étudiants et extrême-gauche pour la dissolution du MSI et la fermeture des locaux néo-fascistes est chargée par la police.
- 23 janvier** Journée nationale de grève pour une révision de l'échelle mobile.
- 25 janvier** Accord Confindustria - Federazione unitaria (CGIL, CISL, Uil) : hausse uniforme des salaires et unification (sur deux ans) du système d'échelle mobile. Le 16 avril, un accord étend ce principe au secteur public.
- 30 janvier** À Rome, la police évacue les bâtiments occupés dans la zone de Casal Bruciato, 11 arrestations pour « résistance ».
- 18 février** Un commando des BR donne l'assaut à la prison de Casale Monferrato, province d'Alessandria, et fait évader le leader BR Curcio.
- 27 février** À Gênes, au 31^{ème} congrès du Parti Républicain, déclaration du secrétaire La Malfa en faveur du compromis historique proposé par le PCI.
- 28 février** À Rome, dans le quartier Prati, assaut du siège du MSI par un groupe d'extrême-gauche ; un militant étudiant d'extrême-droite tué.
- 6 mars** – À Rome, après une vague d'attaques et attentats néo-fascistes, grande manifestation unitaire à l'appel de la gauche et de l'extrême-gauche.
– Abaissement de l'âge de la majorité et reconnaissance du droit de vote à 18 ans.
- 13 mars** À Milan, un militant de l'organisation de jeunesse du MSI est mortellement blessé par des membres d'Avanguardia Operaia.
- Avril** À Milan, agitation chez le constructeur automobile Innocenti, suite à des mesures de mise en Cassa Integrazione et d'accélération des cadences.
- 1^{er} avril** Attentat à la bombe contre le logement du directeur du quotidien socialiste *Avanti !*

- 3 avril** Révolte à la prison de Sondrio, en Lombardie, durs affrontements avec la police et importantes destructions.
- 11 avril** Approbation définitive de la loi de réforme de la RAI, dont le contrôle passe au Parlement, auprès duquel est instituée une commission de vigilance.
- 16 avril** À Milan, un néo-fasciste d'Avanguardia Nazionale tire sur un étudiant d'extrême-gauche revenant d'une manifestation pour le logement, et le tue.
- 17 avril** Manifestations de protestations dans les principales villes d'Italie, violents affrontements avec la police : à Milan, le 17, un manifestant enseignant écrasé par une jeep de la police ; à Turin, un ouvrier de Lotta Continua tué par un garde assermenté.
- 18 avril** À Florence, protestations contre les violences policières de la veille, un ouvrier du PCI tué par balle par un policier en civil. Les jours suivants, manifestations étudiantes à Rome et Milan, affrontements avec l'extrême-droite.
- 22 avril** Journée nationale de grève à l'appel des syndicats, manifestations dans les grandes villes, à Milan plusieurs centaines de milliers de participants.
- 25 avril** Manifestations pour l'anniversaire de la Libération : participation de centaines de soldats du contingent, en uniforme et le visage masqué, à l'appel des organisations pour les droits des appelés Proletari in Divisa (« prolétaires en uniforme », Lotta Continua), Collettivi Militari Comunisti (Il Manifesto) et Collettivi Proletari Antimilitaristi (Avanguardia Operaia).
- 6 mai** Les NAP enlèvent à Rome un magistrat, directeur du centre électronique de l'administration pénitentiaire, relâché le 11 mai.
- 15 mai** – À Milan, première « jambisation » : les BR tirent dans les jambes de Massimo De Carolis, chef du groupe DC au conseil municipal.
– À Naples, journée de grève générale pour l'emploi, 100 000 manifestants.
- 16 mai** À Naples, occupation de la mairie par les chômeurs. Intervention de la police : des dizaines de manifestants blessés, dont un mortellement.
- 21 mai** Vote de la loi Reale sur l'ordre public (du nom du ministre de la Justice PRI) : droit pour les forces de l'ordre d'utiliser les armes à feu sans situation de légitime défense, restriction de l'octroi de la liberté provisoire, détention préventive portée de 24 à 48 heures, perquisitions sans mandat.
- 25 mai** À Milan, un étudiant de gauche tué par un groupe néo-fasciste.
- 30 mai** Un membre des NAP meurt dans l'explosion d'une bombe placée par lui sur le toit de l'hôpital psychiatrique d'Aversa, province de Caserte.
- 4 juin** Les BR enlèvent un industriel turinois et le retiennent à Arzello, province d'Alessandria ; le lendemain, il est libéré par les carabinieri : lors de l'opération, sont tués Margherita Cagol, fondatrice des BR avec son mari Renato Curcio, et un carabinier.
- 13 juin** Près de Reggio Emilia, meurtre d'un membre de Lotta Continua.
- 15-16 juin** Élections régionales, provinciales et municipales : poussée de la gauche, forte progression du PCI : 33,4 % des voix (27,9 % en 1970), recul de la DC : 35,3 % (37,9 % en 1970).
- 24 juin** Révolte à la prison pour mineurs de Casal del Marmo, près de Rome, importantes dévastations.
- 8 juillet** À Rome, dans le quartier Tor di Quinto, au cours d'une intervention de la police, deux militantes des NAP sont tuées.
- 12 juillet** Rencontres du secrétaire du PCI Berlinguer avec le dirigeant communiste espagnol Carrillo puis avec le dirigeant du parti français, Marchais : accord sur la stratégie de « l'eurocommunisme ».
- 26 juillet** Suite aux résultats électoraux, intervention de Moro au conseil national de la DC pour une ouverture aux « forces de gauche ».
- 8 août** Révolte à la prison de Santa Maria Capua Vetere, près de Caserte.
- Fin août** Chez Innocenti, licenciements, augmentation des horaires et des cadences.
- Novembre** Assemblée générale du mouvement pour les droits des appelés, 200 délégués de 133 casernes, appel à une manifestation le 4 décembre, à laquelle participeront plusieurs milliers de soldats.

- 26 novembre** Mise en liquidation de l'entreprise automobile Innocenti par British Leyland ; appel de la Fédération unitaire à une grève générale le 11 décembre. (Accord pour l'acquisition d'Innocenti par le groupe financier public Gepi le 27 février 1976.)
- 6 décembre** À Rome, lors d'une manifestation féministe, heurts entre manifestantes et des militants de la section du quartier de Cinecittà de Lotta Continua qui refusent l'exclusion des hommes.

1976

- 14 janvier** Fondation du quotidien *La Repubblica*, par le directeur de l'hebdomadaire *L'Espresso* et ancien député PSI Scalfari.
- 18 janvier** À Milan, arrestation de membres des BR, dont Curcio évadé le 18 février 1975.
- 20 janvier** Fermeture du marché des changes, forte baisse du cours de la lire.
- 5 février** Scandale Lockheed, révélé par le quotidien *Il Messaggero* : corruption d'hommes politiques par la firme américaine dans toute l'Europe pour favoriser l'achat de l'avion Hercules C130.
- 12 février** Cinquième gouvernement Moro, monocolore DC, après la sortie du PSI de la majorité sur la question des mesures à prendre face à la crise économique et sociale.
- 28 février** Dans le cadre de l'enquête sur le massacre de la piazza Fontana, arrestation du général Maletti, ex-chef du bureau D du SID, pour avoir favorisé la fuite de certains des principaux accusés.
- Mars** Série d'attentats contre des casernes de carabinieri des grandes villes d'Italie.
- 30 mars** À Naples, violents incidents lors d'une manifestation de chômeurs : la gare centrale est prise d'assaut et dévastée, de nombreux commerces sont pillés, des dizaines de blessés.
- 7 avril** À Rome, manifestation contre la répression, violents affrontements devant le ministère de la Justice, un agent de sécurité tue Mario Salvi, membre de *Autonomia operaia*. Le lendemain, nouveaux affrontements, des coups de feu sont tirés contre la police.
- 21 avril** À Rome, les Formazioni comunista armate blessent le président de l'Union pétrolière italienne.
- 27 avril** À Milan, un groupe de néo-fascistes attaque trois militants d'extrême-gauche, l'un d'eux est tué.
- 29 avril** À Milan, Prima Linea tue un conseiller provincial membre du comité central du MSI.
- 30 avril** Démission du gouvernement Moro sur la question du soutien de la majorité à la loi sur l'avortement. Dissolution des chambres par le chef de l'État.
- 7 mai** À Turin, début du procès de 23 militants des BR, dont 11 détenus, parmi lesquels Curcio.
- 28 mai** À Sezze Romano, province de Latina, à l'issue d'un meeting, un député MSI à la tête d'un groupe de militants tue un membre des Jeunesses Communistes et blesse gravement un membre de Lotta Continua. Manifestations de protestation à Rome, Naples, Milan et Padoue et affrontements avec la police les jours suivants.
- 8 juin** À Gênes, les BR tuent le procureur général de la République et deux hommes de son escorte.
- 15 juin** Le dirigeant du PCI Berlinguer déclare être favorable au maintien de l'Italie dans l'OTAN.
- 20-21 juin** Élections législatives : maintien de la DC avec 38,7 % des voix, devant le PCI à 34,4 %, le PSI n'obtient que 9,6 %, les listes « Democrazia Proletaria » (Lotta Continua, Avanguardia Operaia, Pdup) 1,5 %. Élections administratives dans quelques grandes villes : progrès du PCI.
- 27 juin** À Milan, Sindona est condamné à trois ans et demi de prison pour violation de la législation bancaire.
- 10 juillet** – À Rome, assassinat du juge chargé de l'enquête sur le SIFAR, le massacre de la piazza Fontana et les rapports entre terrorisme d'extrême-droite et franc-maçonnerie par un commando du groupe néo-fasciste Ordine Nuovo.
– À Seveso, province de Milan, un nuage de dioxyne s'échappe de l'usine Icmesa (propriété de Givaudan, groupe Hoffman-Laroche) et provoquera de graves maladies chez les habitants de la zone, qui sera évacuée seulement à partir du 24 juillet. L'accident n'est évoqué dans la presse qu'à partir du 17 juillet.

- 13-15 juillet** Lors de la réunion du Comité central du PSI à Rome, De Martino est contraint de laisser le secrétariat à Craxi, partisan d'un politique de rajeunissement des cadres dirigeants.
- 29 juillet** Troisième gouvernement Andreotti, DC monocolore dit de « solidarité nationale » ; il obtient la confiance avec l'abstention sans condition du PCI, qui met ainsi en application sa stratégie du « compromis historique »
- 20 août** Les NAP revendiquent l'évasion de la prison de Lecce de dix détenus, parmi lesquels deux membres des NAP, ainsi que le bandit sarde Mesina.
- 8 octobre** Série de mesures d'austérité : forte augmentation des tarifs et des taxes, blocage de l'échelle mobile, suppression de 7 jours fériés.
- 14 octobre** Moro est élu président de la DC.
- 31 octobre-5 novembre** À Rimini, 2^{ème} congrès national de Lotta Continua : décision de dissolution sans déclaration officielle, dans un contexte de fortes tensions internes et d'échec électoral. Maintien d'un pôle autour du quotidien, publié jusqu'en juin 1982. À partir de militants issus de Lotta Continua et de Potere Operaio, sera créé le groupe armé Prima Linea.
- Fin octobre** Au comité central du PCI, Amendola parle de « sacrifices sans contrepartie ».
- 10 novembre** À Rome, à la prison Regina Coeli, protestation et grève de la faim des détenus contre le surpeuplement.
- 29 novembre** À Turin, première action de Prima Linea : le siège de la FIAT est dévasté.
- 7 décembre** À Milan, affrontements entre police et militants de gauche venus contester la soirée de gala à la Scala. Barricades et jets de cocktails molotov, un véhicule de police détruit.
- 14 décembre** À Rome, le sous-préfet de police, responsable des services de sécurité pour le Latium, est blessé dans une embuscade des NAP ; sont tués un agent et un membre des NAP, l'ancien droit-commun évadé de la prison de Lecce le 20 août, Mesina.
- 15 décembre** À Sesto San Giovanni, près de Milan, fusillade lors de la perquisition de l'habitation d'un membre des BR, Walter Alasia, qui est tué en même temps que le sous-préfet de police et un agent.

1977

- 1^{er} janvier** Mutinerie à la prison de Piacenza, les gardiens ouvrent le feu, tuant un détenu.
- 2 janvier** À la prison de Trévise, évasion d'un membre des BR, d'un membre des NAP, de deux détenus liés à Autonomia operaia et de plusieurs prisonniers de droit commun.
- 4 janvier** Mutinerie à la prison de Venise.
- 5 janvier** – À la prison de Fossombrone, évasion de quatre détenus, dont un BR et un Autonomia Operaia.
– Le chef du gouvernement, Andreotti, propose le blocage de l'échelle mobile et la réduction des dépenses pour lutter contre l'inflation.
- 12 janvier** À Gênes, les BR séquestrent un armateur et le relâchent au bout de 81 jours contre rançon.
- 14 janvier** Berlinguer propose une politique d'austérité et invite à « la lutte contre les gaspillages » et à « mettre un frein au consumérisme individuel exaspéré ». La lutte contre les groupes armés d'extrême-gauche devient pour le PCI une priorité de la gauche syndicale et politique.
- 16 janvier** À Lecco, un commando attaque la prison et libère trois prisonniers.
- 21 janvier** Vote à la Chambre d'une loi dépénalisant l'avortement.
- 23 janvier** À la prison de femmes de Pozzuoli, province de Naples, évasion de deux membres des NAP.
- 24 janvier** À Palerme, les étudiants occupent la faculté de lettres contre la circulaire du ministre de l'Instruction publique Malfatti limitant la possibilité de représenter les examens.
- 25 janvier** Accord syndicats-Confindustria sur la réduction du coût du travail : contrôle de l'absentéisme, mobilité de la main-d'œuvre, etc.
- 30 janvier** L'abolition d'une partie de l'échelle mobile est votée au Parlement.
- 1^{er} février** À l'université de Rome, des néo-fascistes tirent sur une assemblée générale : plusieurs étudiants blessés, dont deux grièvement.

- 2 février** Manifestations anti-fascistes dans de nombreuses villes ; à Rome, une partie des étudiants, les militants de l'Autonomia operaia et les anciens de Lotta Continua donnent l'assaut au siège de l'organisation de jeunesse du MSI, le Fronte della gioventù. Appel de Pecchioli, membre du bureau politique du PCI, à fermer les « repaires » de « ceux qu'on appelle autonomes », mais qui, comme les fascistes, « s'appuient sur la violence et sur le terrorisme ».
- 8 février** Occupation des universités contre la réforme Malfatti.
- 9 février** Série de grèves sauvages dans les entreprises du Nord contre les accords sur la réduction du coût du travail.
- 10 février** À Rome, 30 000 étudiants manifestent contre la réforme Malfatti, affrontements d'une violence inédite avec la police, attaques contre les sièges du MSI.
- 17 février** À l'Université de Rome occupée, meeting de la CGIL : son secrétaire Lama est accueilli par des slogans sarcastiques, des sifflets et des hurlements, le service d'ordre CGIL affronte les étudiants, mais Lama est contraint de se retirer. Dans l'après-midi, expulsion des étudiants par la police anti-émeute.
- 18 février** Grève générale dans 23 universités contre la réforme Malfatti. Le 19, à Rome, 50 000 manifestants.
- 25 février** Berlinguer accuse le mouvement étudiant de « diciannovisme », c'est-à-dire d'être objectivement fasciste.
- 26-27 février** À Rome, réunion de la coordination nationale des étudiants, dans une ambiance de confusion et de violence. Retrait des féministes et des Indiens métropolitains.
- 5 mars** À Rome, en marge d'une manifestation à l'appel de groupes d'extrême-gauche contre la condamnation à 9 ans de prison de Fabrizio Panzieri pour complicité morale dans le meurtre d'un étudiant d'extrême-droite le 28 février 1975, graves incidents entre police et militants de l'Autonomie.
- 10 mars** Scandale Lockheed : vote par le Parlement de la mise en accusation pour corruption aggravée des anciens ministres Tanassi et Gui.
- 11 mars** À Bologne, intervention de la police à l'intérieur de l'université pour réprimer les affrontements entre militants d'extrême-gauche et membres de Comunione et Liberazione, un étudiant de Lotta Continua est tué. Les 12 et 13 mars, manifestations et émeutes dans les principales villes d'Italie.
- À Bologne, deux jours d'émeutes : les étudiants détruisent les vitrines des commerces de luxe, occupent la gare, donnent l'assaut au siège de la DC, à la librairie de Comunione et Liberazione « Terra promessa », à deux commissariats et au siège du quotidien *Il Resto del Carlino*, puis se réfugient dans la zone universitaire qu'ils occupent pendant trois jours. Ils sont expulsés par la police, qui utilise des véhicules blindés.
 - À Rome, plus de 100 000 manifestants malgré l'interdiction par le ministre de l'Intérieur, nouveaux affrontements et épisodes de guérilla urbaine avec usage d'armes à feu. Barricades, incendies de voitures et de bus, pillage de locaux publics et d'armureries, tirs contre des casernes de la police et des carabinieri et contre les forces de l'ordre, attaques de l'ambassade du Chili et du siège du quotidien de la DC *Il Popolo*.
 - À Milan, au cours d'une manifestation dans le centre, pillages, incendies et tirs d'armes à feu. Attaques contre le siège du groupe sidérurgique l'Assolombarda et des agences Iberia et KLM.
 - À Turin, un policier tué.
- 14 mars** À Bologne, fermeture par la police de la station de radio d'extrême-gauche Radio Alice ; mandat d'arrêt contre le leader de l'Autonomie Francesco Berardi, dit Bifo.
- 16 mars** À Bologne, 150 000 manifestants « contre la violence » à l'appel du PCI et de la DC.
- 22 mars** À Rome, lors de l'interpellation d'un membre des NAP en fuite, un agent de police est tué.
- 30 mars** Les syndicats consentent à geler en partie « l'échelle mobile » des salaires, en échange de la renonciation du gouvernement à imposer un blocage des négociations de salaires pour lutter contre l'inflation.

- 6 avril** À Milan, première assemblée de « Dissidenza sindacale », pour une alternative à la politique de « collaboration et soutien » à la coalition gouvernementale de la CGIL et des autres syndicats.
- 16 avril** Prêt de 530 millions de dollars du FMI à l'Italie, en contrepartie d'un engagement à mener une politique déflationniste plus sévère, suivi le 18 d'un prêt de même montant de la CEE.
- 21 avril** À Rome, les étudiants occupent quatre universités pour protester contre la réforme Malfatti, la police intervient pour les évacuer, affrontements entre police et groupes des collectifs autonomes, trois policiers blessés par balle, un policier tué.
- 22 avril** Le ministre de l'Intérieur Cossiga abolit le statut de zone franche des universités et interdit toute manifestation jusqu'à la fin mai ; critiques du PCI et du PSI.
- 28 avril** À Turin, les BR tuent le président de l'ordre des avocats, chargé de désigner les avocats d'office pour les inculpés BR, renvoi du procès entamé le 17 mai 1976.
- 29-30 avril** À Bologne, 2^{ème} coordination nationale étudiante.
- Mai**
– Début de la répression contre les sympathisants de la gauche extra-parlementaire et des milieux autonomes
– Constitution du « commandement national » de Prima Linea, plus importante organisation armée après les BR.
- 4 mai** Institution des « prisons spéciales », où les détenus, transférés sur simple décision de l'administration pénitentiaire, sont soumis à des conditions de détention particulièrement dures (isolement total, fouilles quotidiennes, etc).
- 12 mai** À Rome, la police disperse une manifestation à l'appel du Parti radical pour l'anniversaire de la victoire au référendum sur le divorce. Des agents en civil ouvrent le feu : une étudiante de 19 ans, Giorgiana Masi, est tuée.
- 13-14 mai** Manifestations de protestation dans les principales villes d'Italie : le 13, à Rome, la manifestation est attaquée à coup de pistolet par des néo-fascistes ; le 14, à Milan, un policier est blessé mortellement par balle.
- 14 mai** À Milan, intervention de la police au cours d'une autoréduction dans un supermarché, un groupe d'autonomes ouvre le feu, un policier est tué. Les jours suivants, vaste opération policière qui s'étend au-delà des milieux de l'Autonomie.
- 24 mai** Décision de la Cour constitutionnelle interdisant au gouvernement d'invoquer le secret défense sur des documents concernant des activités de subversion de l'ordre constitutionnel, comme dans les enquêtes sur le massacre de la piazza Fontana et la stratégie de la tension.
- 30 mai** Début du procès de la tentative de coup d'État du prince fasciste Borghese les 7-8 décembre 1970.
- 1^{er}-3 juin** Série de « jambisations » par les BR contre des journalistes à Gênes, Milan, et Rome.
- 9 juin** À Rome, un « commando contre le travail noir » détruit une librairie. Au cours de l'année, plusieurs actions du même genre contre des entreprises employant du travail noir.
- 10 juin** Dans tout le pays, manifestations à l'appel des organisations féminines contre l'alliance de la DC et du MSI pour faire obstruction au Sénat à la loi autorisant l'avortement.
- 14 juin** À Rome, au 8^{ème} congrès de la CISL, prédominance des courants de gauche et critiques contre la ligne du compromis historique.
- 19 juin** À Milan, incendie des entrepôts de Magneti Marelli et Sit-Siemens et « jambisation » d'un dirigeant de Sit-Siemens par Prima Linea.
- 21-22 juin** « Jambisations » : du président de la faculté d'économie et de commerce par les BR à Rome, d'un dirigeant de la Breda et élu DC par Prima Linea à Pistoia.
- 24 juin** À Padoue, violents incidents entre police et manifestants après la condamnation d'un autonome à 2 ans de prison.
- 29 juin**
– 7^{ème} congrès de l'Uil ; critiques contre la stratégie du compromis historique.
– Signature de l'accord sur le programme de gouvernement entre les six partis de « l'arc constitutionnel » (PCI, PSI, Psdi, PRI, PLI, DC), ratifié le 4 juillet.
- 30 juin** Ouverture du procès de 17 ouvriers de Alfasud pour participation aux grèves sauvages de février 1976

- juillet** Pétition d'intellectuels français (Sartre, Barthes, Foucault, Deleuze, Guattari) à l'appel de Macciocchi, ex-députée PCI, contre la répression en Italie comme conséquence de la stratégie du compromis historique, appelant à un congrès à Bologne en septembre.
- 1^{er} juillet** À Rome, dans une fusillade avec une patrouille de carabinieri, un membre des NAP est tué, deux autres blessés et arrêtés.
- 8 juillet** Arrestation à Paris du leader de l'Autonomie Berardi.
- 13 juillet** À Turin, les BR « jambisent » le vice-président du groupe DC au conseil municipal.
- 15 juillet** La Chambre approuve le programme d'un « gouvernement des abstentions », formé par la DC avec appui externe des autres partis.
- 17 juillet** Révolte avec prise de gardiens en otages à la prison de Trani, dans les Pouilles.
- 28 août** Naissance du mouvement anti-nucléaire, avec une manifestation à la centrale de Montalto di Castro.
- 18 septembre** À Turin, un journaliste de *l'Unità* « jambisé » par le groupe Azione rivoluzionaria.
- 23-25 septembre** À Bologne, rassemblement de trois jours « contre la répression », auquel participent plus de 100 000 jeunes et des philosophes français. Fortes tensions entre les courants de la gauche extra-parlementaire.
- 25 septembre** À Cagliari, une manifestation de lycéens en solidarité avec les mineurs de la région de Sulcis est chargée par la police.
- 30 septembre** À Rome, le militant de Lotta Continua Rossi est tué par un groupe néo-fasciste. Les jours suivants, manifestations, affrontements avec la police et arrestations dans toute l'Italie. À Turin, chasse aux militants et sympathisants de l'extrême droite ; cocktails molotov contre le bar *L'angelo azzurro* fréquenté par les jeunes de droite, un étudiant mortellement brûlé dans l'incendie.
- 5 octobre** Approbation au Parlement du plan pour l'énergie, prévoyant la construction de quatre centrales nucléaires, avec le vote favorable du PCI et l'abstention du PSI..
- 22 octobre** À Rome, Milan, La Spezia et d'autres villes, manifestations après la mort dans la prison de Stammheim de Baader, Ensslin et Raspe, membres de la Fraction Armée Rouge. Charges de la police.
- 2 novembre** À Moscou, Berlinguer défend la voie démocratique de « l'eurocommunisme ».
- 2-17 novembre** Série de « jambisations » d'hommes politiques et de chefs d'entreprise à Rome, Milan, Turin, Gênes ; le 16 novembre, à Turin, un journaliste de *la Stampa* est blessé mortellement par les BR.
- 6-7 novembre** À Rome et Turin, fermeture par la police de locaux des collectifs autonomes ouvriers. À Rome, les radios autonomes Radio Onda Rossa et Radio Città Futura sont fermées par la police, et des militants arrêtés.
- 28 novembre** À Bari, un groupe de néo-fascistes donne la chasse aux militants de gauche, un jeune tué, un autre grièvement blessé. Le lendemain, manifestation de protestation de 20 000 personnes, le siège du MSI est dévasté et de nombreuses vitrines brisées.
- 2 décembre** À Rome, manifestation nationale des ouvriers de la métallurgie à l'appel de la CGIL, de la CISL et de l'Uil : plus de 200 000 participants. Les féministes et une partie de Lotta Continua se joignent au cortège des syndicats, les autonomes organisent une manifestation alternative. Les manifestants d'extrême-gauche sont refoulés du cortège syndical et bloqués par la police dans le campus universitaire.
- 12 décembre** À Rome, graves incidents lors de la manifestation interdite pour l'anniversaire du massacre de la piazza Fontana ; nombreuses arrestations ; les jours suivants, les personnes retenues à la caserne de Castro Pretorio sont passées à tabac.

1978

- 4 janvier** À Cassino, province de Frosinone, le chef des services de sécurité de la FIAT est tué par le groupe armé Operai armati per il comunismo.

- 7 janvier** À Rome, deux jeunes d'extrême-droite sont tués à la sortie du siège du MSI. Contre la manifestation de protestation à l'appel du MSI, la police ouvre le feu, un militant MSI est tué. Les jours suivants, vague d'agressions d'extrémistes de droite contre des militants ou des locaux de la gauche.
- 16 janvier** Démission du troisième gouvernement Andreotti, suite à l'affaiblissement de sa majorité.
- 18 janvier** À Gênes, un enseignant DC est « jambisé » par les BR dans son école.
- 20 janvier** À Florence, lors d'une tentative attribuée à Prima Linea pour faire évader des détenus, un policier tué.
- 24 janvier** Interview à *La Repubblica* du secrétaire de la CGIL Lama : le syndicat doit demander aux travailleurs les sacrifices requis pour affronter la crise économique ; le salaire ne peut plus être considéré comme une « variable indépendante » par rapport aux coûts de gestion, les entreprises en crise ont le droit de recourir aux licenciements.
- 7 février** À Prato, un notaire est tué par un commando de Lotta armata per il comunismo.
- 13-14 février** À Rome, une conférence nationale CGIL-CISL-Uil approuve la « politique des sacrifices » : modération des revendications salariales pour relancer l'investissement et créer des emplois.
- 14 février** À Rome, les BR tuent un fonctionnaire de la direction des établissements de peine de ministère de la Justice et des grâces.
- 21 février** À Venise, attentat à la bombe de Ordine Nuovo au siège du quotidien régional *Il Gazzettino* ; un garde assermenté est tué.
- 25 février** À Rome, lors d'une manifestation de lycéens et étudiants dans le centre, graves incidents : de nombreux véhicules incendiés, attaques contre une section du MSI, une section de la DC et un magasin.
- 28 février** Devant une assemblée de députés DC, le président du parti, Moro, réussit à faire accepter un gouvernement basé sur une majorité de programme comprenant le PCI.
- 9 mars** À Turin, début du procès des fondateurs des BR.
- 10 mars** À Turin, les BR tuent un officier de police témoin au procès.
- 11 mars** Quatrième gouvernement Andreotti, DC monocolore de « solidarité nationale », avec appui du PCI, du Psdi, du PSI et du PRI.
- 16 mars** À Rome, les BR enlèvent Moro, ancien président du Conseil, député et chef de la DC, les cinq hommes de son escorte sont tués.
- 18 mars** À Milan, deux militants du centre social Leoncavallo, animateurs de la lutte contre l'héroïne dans le quartier, sont tués, un groupe d'extrême-droite revendique l'action. 100 000 personnes à leurs funérailles.
- 23 mars** – « Décret Moro » élargissant les pouvoirs de la police judiciaire : garde à vue de 24 heures pour simple identification, écoutes téléphoniques sans limite de durée et sans autorisation du juge, etc.
– Le PCI rejette toute négociation avec les BR.
- 24 mars** À Turin, « jambisation » par les BR d'un conseiller régional et ancien maire DC.
- 29 mars** La direction de la DC rejette toute négociation avec les BR. À Turin, au 41^{ème} congrès du PSI, approbation de la ligne d'« alternative stratégique » face à la DC et au PCI, soutenue par Craxi ; les socialistes se prononcent pour des négociations avec les BR.
- 4 avril** Au cours du débat à la Chambre sur le rapt de Moro, le gouvernement rejette toute négociation.
- 11 avril** À Turin, les BR tuent un gardien de prison.
- 20 avril** À Milan, les BR tuent le chef des gardiens de la prison de San Vittore.
- 24 avril** Les BR réclament en échange de Moro la libération de 13 détenus pour terrorisme.
- 9 mai** – Le corps de Moro est retrouvé dans une voiture via Caetani en plein centre de Rome, à mi-chemin entre le siège de la DC et celui du PCI.
– À Milazzo, province de Messine, Impastato, candidat sur la liste Democrazie Proletaria aux municipales, est retrouvé près de la voie ferrée Trapani-Palermo, tué par un engin explosif, en fait assassiné par la mafia locale, qu'il dénonçait sur la radio libre « Radio Aut ».
- 10 mai** Le ministre de l'Intérieur Cossiga démissionne.

- 13 mai** Promulgation de la « loi Basaglia » de réforme de la psychiatrie, du nom de l'anti-psychiatre, qui abolit l'internement forcé des malades mentaux et vise à transformer les hôpitaux psychiatriques, de structures fermées, en services territoriaux dépendant des régions.
- 21 mai** À Gênes, les BR tuent le chef du service antiterroriste de la préfecture de police.
- 6 juin** Promulgation de la loi dépénalisant l'avortement.
- 11-12 juin** Référendums abrogatifs sur la loi Reale et sur la loi relative au financement public des partis : majorité contre l'abrogation dans les deux cas.
- 15 juin** Démission du président de la République Leone, face à une campagne de presse l'impliquant dans l'affaire Lockheed.
- 23 juin** À Turin, fin du procès des BR devant la cour d'assises : 29 condamnations.
- 8 juillet** Pertini (PSI) élu président de la République.
- 27 juillet** Approbation de la loi sur le loyer maximum (legge sull'equo canone) qui régleme le montant des loyers et la durée du bail.
- 1^{er} août** Présentation d'un plan triennal gouvernemental élaboré par le ministre du Trésor : blocage des salaires, réglementation pour favoriser la mobilité du travail, coupes dans les dépenses sociales, aides aux entreprises pour la restructuration des équipements productifs.
- 2 août** Dans une interview à *La Repubblica*, le secrétaire du PCI, Berlinguer, prône une troisième voie pour la construction du socialisme.
- 19 août** Début de plusieurs jours de révolte, à l'initiative des détenus pour terrorisme, dans la prison de haute sécurité de l'Asinara en Sardaigne, contre l'organisation des visites aux détenus.
- 30 août** Décret secret (publié un an après) donnant au général Della Chiesa des pouvoirs spéciaux pour la lutte anti-terroriste.
- 30 septembre** Un des principaux accusés dans le procès pour le massacre de la piazza Fontana, en liberté surveillée à Catanzaro, prend la fuite. (Il sera arrêté à nouveau au Costa Rica le 20 août 1979. Le 16 janvier 1979, un autre accusé en vue du procès prend la fuite et sera arrêté en Argentine le 15 août.)
- 10 octobre** À Rome, les BR tuent le directeur général des affaires pénales du ministère de la Justice.
- 11 octobre** À Naples, Prima Linea tue le docteur en anthropologie criminelle consultant auprès de la prison de Poggioreale.
- 8 novembre** À Frosinone, les Formazioni Combattenti Comuniste tuent le procureur en chef de la République et deux hommes de son escorte; un de leurs militants est tué, un autre est blessé et capturé quelques jours après.
- 12 décembre** Andreotti annonce que la lire entrera dans le régime de changes contrôlés du système monétaire européen à partir du 13 mars 1979. Divisions dans la majorité gouvernementale.
- 15 décembre** – À Turin, les BR tuent deux agents chargés de la surveillance externe de la prison.
– À Rome, un toxicomane est tué par erreur par un groupe intitulé Guerriglia Comunista, qui affirme avoir en fait voulu éliminer deux revendeurs d'héroïne.

1979

- 10 janvier** À Rome : un groupe de terroristes de droite des NAR - Nuclei Armati Rivoluzionari, fait irruption au siège de l'émetteur de gauche Radio Città Futura, incendie le local et tire sur les cinq militantes présentes. Dans les affrontements entre police et groupes d'extrême-droite qui ont donné l'assaut à une section du PCI, un militant d'extrême-droite est tué. Dans la zone de Montesacro, un jeune néo-faciste est tué.
- 19 janvier** À Turin, Prima Linea tue un gardien de prison.
- 24 janvier** À Gênes, les BR tuent Rossa, délégué syndical CGIL de Italsider, membre du PCI, qui le 25 octobre 1978 avait fait arrêter l'ouvrier Berardi pour avoir diffusé des tracts BR dans l'usine.
- 29 janvier** À Milan, Prima Linea tue le substitut du procureur de la République Alessandrini, chargé d'enquêter sur le terrorisme d'extrême-gauche, mais qui avait été le premier à dévoiler la "piste noire" (extrême-droite et services secrets) derrière le massacre de la piazza Fontana.
- 31 janvier** Démission du quatrième gouvernement Andreotti, suite à des tensions dans la majorité sur l'entrée de l'Italie dans le système monétaire européen et au retrait de l'appui du PCI.

- 23 février** À Catanzaro, fin du procès du massacre de la piazza Fontana : deux extrémistes de droite et un agent des services secrets sont condamnés à la réclusion à perpétuité. L'inconsistance de la piste anarchiste est reconnue.
- 28 février** À Turin, deux membres de Prima Linea sont tués dans un affrontement armé avec la police.
- 9 mars** À Palerme, la mafia assassine Michele Reina, secrétaire provincial de la DC. À Turin, fusillade entre Prima Linea et la police, un étudiant tué par une balle perdue.
- 20 mars** – Assassinat de Pecorelli, journaliste d'extrême-droite, directeur de l'agence de presse OP (Osservatore Politico), inscrit à la loge P2, qui avait souvent utilisé des informations et documents confidentiels provenant des services secrets. Gelli, chef de la loge P2, puis Andreotti seront soupçonnés d'avoir commandité le meurtre. (Ce dernier sera acquitté en 1999.)
– Cinquième gouvernement Andreotti soutenu par la DC, le PRI et le Psdi, après l'échec de La Malfa (PRI).
- 21 mars** À Cuneo, les BR tuent un chef d'entreprise.
- 29 mars** À Rome, les BR tuent un conseiller provincial DC.
- 31 mars** Démission du cinquième gouvernement Andreotti, suite au refus de la confiance au Sénat. En l'absence d'une majorité, le président de la République dissout le Parlement.
- 7 avril** 16 universitaires et intellectuels de l'Autonomie ouvrière, dont Negri, professeur de sociologie à l'université de Padoue, les anciens leaders de Potere Operaio Scalzone et Piperno, l'écrivain Balestrini (en fuite à Paris) sont incarcérés sous l'inculpation d'« association subversive et d'organisation et participation à bande armée » et pour certains, d'« insurrection armée contre les pouvoirs de l'État ».
- 12 avril** À Thiene, province de Vicenze, trois militants de l'Autonomie ouvrière (Collettivi politici veneti) sont tués dans l'explosion d'une bombe qu'ils avaient préparée pour un attentat.
- 19 avril** À Rome, un néo-fasciste tue un jeune militant PCI.
- 3 mai** À Rome, lors d'un assaut des BR au siège du comité romain de la DC, affrontement avec une patrouille de la police, deux carabinieri tués.
- 19 mai** À Milan, Prima Linea tue un policier de la Digos.
- 3-4 juin** Élections législatives dans un climat d'attentats : stabilité de la DC à 38,3 % et du PSI à 9,81 % des voix, recul de 4 points du PC à 30,4 %, percée du Parti radical.
- 4 juin** Au cours d'une grève nationale des métallurgistes pour le renouvellement du contrat, manifestations dans toute l'Italie avec barrages routiers.
- 11 juillet** À Milan, assassinat de Giorgio Ambrosoli, liquidateur judiciaire désigné par la banque d'Italie en septembre 1974 suite à la faillite de la Banca Privata Italiana, sur ordre de l'homme d'affaires Sindona.
- 13 juillet** À Rome, les BR tuent un lieutenant-colonel des carabinieri.
- 21 juillet** À Palerme, assassinat du chef de la police judiciaire qui enquêtait sur les rapports entre banques italo-américaines sur la base de la reconstruction faite par Ambrosoli et sur l'activité de la criminalité organisée dans le secteur du narco-trafic.
- 4 août** Premier gouvernement Cossiga, de centre-gauche, avec la DC, le Psdi, le PLI, et sans le PRI et le PSI.
- 18 août** Piperno, un des leaders de l'Autonomie ouvrière, arrêté à Paris, est extradé en Italie dans le cadre de l'enquête « 7 avril ».
- 21 septembre** À Turin, Prima Linea tue le responsable du secteur planification de la FIAT, en représailles pour les licenciements qui seront rendus officiels le 8 octobre.
- 24 septembre** À Rome, arrestation de deux membres des BR suite à un affrontement armé avec la police.
- 25 septembre** À Palerme, meurtre par la mafia d'un juge et député PCI chargé dans les années 60 d'enquêtes sur la mafia, et de son chauffeur.
- 2 octobre** Révolte dans la prison de haute sécurité de l'île de l'Asinara en Sardaigne, menée par des membres des BR. Tentative de prendre le contrôle du quartier de haute sécurité. Plusieurs heures d'affrontement avec les gardiens.
- 8 octobre** La FIAT licencie 61 ouvriers pour comportements violents à l'intérieur de l'usine. Échec de la grève de solidarité à l'appel de la FLM.

9 novembre-17 décembre

Plusieurs policiers tués par les BR à Gênes et à Rome.

3 décembre

À Padoue, dans le centre, une centaine de jeunes d'Autonomia Operaia tirent sur des agences immobilières, lancent des bombes contre des sièges de la DC et donnent l'assaut à un supermarché.

7 décembre

Scandale ENI-Petronim : le président PSI de l'ENI est suspendu, suite à la découverte de financements occultes de partis politiques dans le cadre de contrats de fourniture de pétrole avec l'Arabie séoudite.

10 décembre

Approbation définitive par le Sénat de l'installation en Italie de missiles à longue portée Pershing et Cruise de l'OTAN.

11 décembre

À Turin, Prima Linea donne l'assaut à l'Institut d'administration des entreprises Valletta : cinq enseignants et cinq étudiants pris au hasard sont « jambisés ».

15 décembre

Décret-loi contre le terrorisme : extension à deux fois 48 heures de la durée de la garde à vue ; perquisitions sans mandat pour cause d'urgence ; allongement de la détention préventive d'un tiers, avec application rétroactive aux procédures déjà en cours ; remises de peine pour les inculpés (« repentis ») qui collaborent avec la justice.

17 décembre

À Naples, un dealer tué par le groupe armé Nuclei armati rivoluzionari.

21 décembre

À Rome, Venise, Milan, Padoue, etc, vague d'arrestations de militants de l'Autonomie ouvrière, en majorité anciens de Potere Operaio.

1980

Janvier-mars

Poursuite des assassinats ciblés par les groupes armés d'extrême-gauche, les groupes néofascistes et la mafia.

31 janvier

À Sesto Torinese, province de Turin, dans une PME du groupe FIAT, un surveillant est tué par un commando des Nuclei comunisti territoriali.

5 février

À Monza, le directeur de l'Icmesa de Seveso, l'usine de la catastrophe sanitaire du 10 juillet 1976, est tué par un commando de Prima Linea.

6 février

Loi Cossiga : le décret-loi anti-terroriste du 15 décembre 1979 est approuvé par tous les partis, sauf le Parti Radical, dont l'obstruction nécessite le recours à un vote de confiance.

8 février

Arrestations dans le cadre de l'affaire de l'Institut de crédit des caisses d'épargne (Italcasse), impliqué dans des financements occultes de partis par des entreprises du bâtiment.

15-21 février

Congrès de la DC : la majorité s'oppose à la poursuite de la participation du PCI au gouvernement.

18 février

Arrestation de deux membres des BR, dont Peci, qui sera parmi les premiers à bénéficier de la loi sur les « repentis ».

16-18 mars

Les BR tuent le procureur en chef de la République à Salerno et un responsable des services pénitentiaires à Rome.

19 mars

– Démission du gouvernement Cossiga, le Psdi et le PLI ayant retiré leur appui.
– À Milan, à l'intérieur de l'université d'État, Prima Linea tue un juge d'instruction et professeur de criminologie.

4 avril

Deuxième gouvernement Cossiga DC, PRI et PSI.

10 avril

À Turin, le groupe armé Ronde Proletarie tue un agent de police privée.

7 mai

« Jambisations » à Rome : un journaliste de *La Repubblica*, par un commando des Brigate 28 Marzo ; le directeur de l'Office régional du travail, par un commando BR.

8 mai

La FIAT annonce la mise en Cassa Integrazione pour 7 jours de 78 000 salariés du secteur auto.

13 mai

Révélation dans *Il Messagero* sur les interrogatoires du repentis BR Peci, arrêté en février, à partir de fuites provenant du SISDE.

19 mai

À Naples, les BR tuent un conseiller régional DC.

24 mai

Peines de prison pour l'agent du SISDE et le journaliste impliqués dans les fuites sur Peci.

28 mai

À Milan, un journaliste du *Corriere della sera* est tué par des membres des Brigate 28 Marzo.

- 8 juin** Élections locales : hausse de l'abstention, poussée de la DC et du PSI, recul du PCI.
- 2 août** Massacre de Bologne : attentat à la bombe dans la salle d'attente de 2^{ème} classe de la gare centrale : 85 morts et environ 200 blessés.
- 6 août** – À Palerme, assassinat du procureur en chef de la République, chargé d'une enquête sur plusieurs clans mafieux ainsi que sur leurs liens avec Sindona, la loge P2 et la mafia américaine.
– À Nice, arrestation et extradition en Italie du néo-fasciste en fuite Affatigato, collaborateur du SDECE français et de la CIA, et en contact avec les SISME et SISDE italiens.
- 11 août** À Viterbe, à la suite d'un hold-up dans une banque, fusillade entre Prima Linea et les carabinieri, dont deux sont tués.
- 10 septembre** La FIAT interrompt les négociations avec les syndicats et annonce 14 469 licenciements dans le secteur auto ; appel des syndicats à la grève illimitée, piquets de grève aux entrées.
- 18 septembre** Constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Sindona.
- 26 septembre** Berlinguer promet le soutien du PC aux grévistes en cas d'occupation lors d'un meeting devant les grilles de Mirafiori.
- 27 septembre** Démission du deuxième gouvernement Cossiga, suite à l'impossibilité de convertir en loi une série de décrets économiques.
- 29 septembre** La FIAT suspend les licenciements et annonce la mise en Cassa Integrazione intégrale pour 23 000 ouvriers. Les syndicats suspendent la grève générale prévue pour le 2 octobre.
- 14 octobre** À Turin, « marche des 40 000 » : manifestation des cadres intermédiaires, techniciens et employés de la FIAT contre la poursuite de la grève, pour la réouverture de l'usine et la fin du blocage des ateliers. Les jours suivants, les syndicats décident la fin de la mobilisation, après 35 jours de grève ; signature d'un accord prévoyant le recours à la Cassa Integrazione pendant 36 mois et des mutations dans d'autres établissements pour la main-d'œuvre en excédent.
- 15 octobre** Les leaders des trois confédérations sont durement critiqués par les ouvriers : début d'une chute de leur représentativité.
- 18 octobre** Gouvernement Forlani (DC), quadripartite DC, PRI, Psdi et PSI, avec abstention des libéraux du PLI.
- 24 octobre** Scandale de la contrebande de pétrole : dans le cadre d'une enquête sur le non-versement d'impôts sur le gas-oil, où sont impliqués des personnalités politiques et militaires, arrestation de l'ancien commandant de la Guardia di finanza.
- 27 octobre** Révolte dans la section spéciale de la prison de Badde e Carros, près de Nuoro en Sardaigne, sous la direction de détenus BR.
- 12 novembre** À Milan, les BR-colonne Walter Alasia tuent le directeur du personnel de Magneti Marelli.
- 13 novembre** À Cassino, province de Frosinone, deux terroristes sont tués après un hold-up dans un affrontement armé avec les carabinieri.
- 23 novembre** Tremblement de terre en Irpinia (Campanie-Basilicate) : 6 000 morts, 10 000 blessés, 300 000 sans-abri.
- 27 novembre** À Salerne, Berlinguer annonce l'abandon de la stratégie du « compromis historique » avec la DC, au profit d'une ligne d'« alternative démocratique », c'est-à-dire d'opposition frontale avec la DC et de recherche de l'alliance avec le PSI.
- 28 novembre** À Milan, les BR-colonne Walter Alasia tuent le directeur technique des aciéries Falck.
- 2 décembre** À Rome, les BR tuent le directeur sanitaire de la prison Regina Coeli.
- 11 décembre** À Milan, deux membres des BR-colonne Walter Alasia tués dans un affrontement avec les carabinieri.
- 12 décembre** À Rome, les BR enlèvent d'Urso, chef de la direction des établissements de peine au ministère de la Justice, et exigent la fermeture immédiate de la prison de l'Asinara en échange de sa libération, intervenue le 15 janvier 1981. Le 26 décembre, la fermeture de cette prison est annoncée par le gouvernement. Les jours suivants, évacuation des détenus BR.
- 28 décembre** Révolte à la prison de haute sécurité de Trani, province de Bari, à l'initiative de détenus BR et suivie par des droits communs ; 18 gardiens pris en otage. Intervention des forces de l'ordre le lendemain.

- 31 décembre** – À Rome, deux membres des BR tuent le général des carabinieri chef du service de la sécurité interne de la direction générale des prisons et responsable de l'assaut à la prison de Trani.
- Les détenus BR du groupe historique (Curcio, Franchescini, etc) rendent publiques leurs critiques de la théorie défendue par des membres des BR du « prolétariat extra-légal » (alliance de groupes autonomes du milieu avec le prolétariat révolutionnaire dans des actions spécifiques de guérilla).

Bibliographie

- Accornero, A. (1965) 'Operaismo sterile', *Rinascita* 42, 23 Octobre.
- Accornero, A. (1980) 'Le idee dell'operaio Fiat su lavoro, sindacato, politica', repris in L. Barca et al., *I mestieri del sindacato : Il dibattito di 'Rinascita' attorno al caso Fiat* (Rome : Rinascita, 1982).
- Adagio, C. et al. (éditeurs) (1999) *Il lungo decennio. L'Italia prima del 68* (Verona : Cierre edizioni).
- Adornato, F. et G. Lerner (1987) 'Quell'urlo lungo un anno', *L'Espresso*, 18 Janvier.
- Agazzi, E. (1977) 'Prefazione', in M. Alcaro, *Dellavolpismo e nuova sinistra* (Bari : Dedalo).
- Agosti, A. (1971) *Rodolfo Morandi* (Bari : Laterza).
- Ajello, N. (1979) *Intellettuali e PCI 1944-1958* (Bari : Laterza).
- Alasia, F. et D. Montaldi (1960) *Milano, Corea : Inchiesta sugli immigrati* (Milan : Feltrinelli).
- Alcaro, M. (1977) *Dellavolpismo e nuova sinistra* (Bari : Dedalo).
- Alfieri, V. et al. (1984) *Frammenti... di lotta armata e utopia rivoluzionaria* (Milan : Controinformazione).
- Alliez, E. (1980) 'Hegel and the Wobblies', *Semiotext(e)* III(3).
- Alquati, R. (n.d.) 'Ulteriori note sull'universita e il territorio', in R. Alquati et al., *Universita di ceto medio e proletariato intellettuale* (Turin : Stampatori).
- Alquati, R. (1975) *Sulla FIAT e altri scritti* (Milan : Feltrinelli).
- Alquati, R. (1976) 'Universita, formazione della forza lavoro intellettuale, terziarizzazione', in R. Tomassini (éd.) *Studenti e composizione di classe* (Milan : Edizioni aut aut, 1977).

- Alquati, R. (1980) 'Cani e morti, cani morti, cani sciolti ; intellettuali e terrorismo rossi, nel Bel Paese', in R. Alquati et al., *Terrorismo verso la seconda repubblica?* (Turin : Stampatori).
- Alquati, R. (1994) 'Su Montaldi (Panzieri, io) e la conricerca', in *Camminando per realizzare un sogno comune* (Turin : Velleità Alternative).
- Amancio (1980) 'Non vogliamo rappresentare avamposti di frontiera, ma capire la maggioranza di classe', *Inchiesta* 44, Mars-Avril.
- Amendola, G. (1966) *Classe operaia e programmazione democratica* (Rome : Riuniti).
- Amyot, G. (1981) *The Italian Communist Party : The Crisis of the Popular Front Strategy* (New York : St Martin's Press).
- Anonymous (1980) 'Lama Sabachthani', *Semiotext(e)* III(3).
- Antonioni, M. et B. Bezza (1973) 'Alcune linee interpretative per una storia dell'Unione Sindacale Italiana : un inedito di Armando Borghi', *Primo Maggio* 1, Juin-Septembre.
- Apergi, F. (1978) 'Sulle origini di una sociologia marxista in Italia : Il caso dei « Quaderni Rossi »', *Critica Marxista* 16(1), Janvier-Février.
- Arrighetti, L. (1978) 'Firenze : ospedali in lotta', *Primo Maggio* 12, Hiver.
- Artioli, G. (1967) 'Un salto politico da preparare', *Classe Operaia* III(3), Mars.
- Asor Rosa, A. (1962) 'Il punto di vista operaio e la cultura socialista', *Quaderni Rossi* 2.
- Asor Rosa, A. (1965) 'Quattro note di « politica culturale »', *Classe Operaia* II(3).
- Asor Rosa, A. (1966) 'Le ambiguità si chiariscono', *Classe Operaia* III(1).
- Asor Rosa, A. (1967) 'Su « Operai e capitale » di Mario Tronti', *Giovane Critica* 15-16, Printemps-Eté.
- Asor Rosa, A. (1968) 'A Separate Branch of the Working Class', *International Socialist Journal* 26-7, Juillet.
- Asor Rosa, A. (1975) 'La cultura', in *Storia d'Italia : dall'unita a oggi* (Turin : Einaudi).
- Asor Rosa, A. (1977) *Le due società : Ipotesi sulla crisi italiana* (Turin : Einaudi).
- Asor Rosa, A. (1987) 'Le due sordità', L *Espresso*, 18 Janvier.
- Assemblea Autonoma dell'Alfa Romeo (1974) 'Rivoluzione e lavoro', *Rosso* 11, Juin.
- Assemblea operaia di Torino (1969) 'Appello dell'Assemblea operaia di Torino a tutta la classe operaia italiana', repris in L. Castellano (éd.) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli, 1980).
- Bagnasco, A. (1977) *Tre Italie : La problematica territoriale dello sviluppo italiano* (Bologna : Il Mulino).
- Balestrini, N. (1971) *Vogliamo tutto* (Milan : Feltrinelli).
- Balestrini, N. (1989) *The Unseen* (London : Verso).
- Balestrini, N. et P. Moroni (1988) *L'orda d'oro* (Milan : SugarCo).

- Baluschi, M. (1981) 'Il movimento dei consigli e la formazione della ideologia consiliare', *Collegamenti Quaderno 3*.
- Baranelli, L. et G. Cherci (éditeurs) (1977) *Quaderni Piacentini Antologia 1962-1968* (Milan : Gulliver).
- Baranelli, L. et G. Cherci (éditeurs) (1978) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver).
- Barkan, J. (1984) *Visions of Emancipation* (New York : Praeger).
- Barnes, S. (1967) *Party Democracy : Politics in an Italian Socialist Federation* (New Haven, CT : Yale University Press).
- Basilico, V. (1976) 'Pirelli. Un decennio di lotte viste da un protagonista', *Classe 12*, Juin.
- Battaglia, R. (1981) 'Operaio massa e operaio sociale : alcune considerazioni sulla « nuova composizione di classe »', *Primo Maggio 14*, Hiver.
- Bedeschi, G. (1983) *La parabola del marxismo in Italia 1945-1983* (Bari : Laterza).
- Behrens, E. et al. (1978) 'Alla fiera delle presunzioni. Contro Erhard Lucas', repris in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussioni sull' "altro" movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Belforte, S. (1980) 'I nuovi assunti alla Fiat', *Inchiesta 44*.
- Benzoni, A. (1980) *Il partito socialista dalla resistenza a oggi* (Venice : Marsilio).
- Berardi, F. (1974) 'Mirafiori e rossa', in *Scrittura e Movimento* (Venice : Marsilio).
- Berardi, F. (1998) *La nefasta utopia di Potere operaio* (Rome : Castelveccchi).
- Bermani, C. (1975) 'Dieci anni di lavoro con le fonti orali', *Primo Maggio 5*, Printemps.
- Bermani, C. et S. Bologna (1977) 'Soggettività e storia del movimento operaio', *II Nuovo Canzoniere Italiano III(4-5)*, Mars.
- Bermani, C. et B. Cartosio (1984) 'Dieci anni di « Primo Maggio »', *Primo Maggio 19-20*, Hiver.
- Bermani, C. et F. Coggiola (éditeurs) (1986) *Memoria operaia e nuova composizione di classe* (Milan : Magioli).
- Bermani, C. et A. Cuzzaniti (1977) 'Biografia di un militante : Gianni Bosio', *II Nuovo Canzoniere Italiano III(4-5)*.
- Berti, L. (1976) 'Tra crisi e compromesso storico', *Primo Maggio 7*.
- Berti, L. (1978) 'Astrattizzazione del lavoro', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Berti, L. (1980) 'Appunti per un dibattito possibile', *Collegamenti 8*, Juin.
- Bianchini, G. (1990) *Sul sindacato e altri scritti* (Padua : Edizioni Quaderni del Progetto).
- Bianchini, G. et M. Pergola (1980) 'Prefazione', *Potere Operaio 1967-1969* (Padua : Edizioni cooperativa libreria calusca).
- Big Flame (1974) *Class Struggle in Italy : October '74* (London : Big Flame).

- Binstock, A. (1971) 'Socialisme ou Barbarie : Examination of a Revolutionary Project'. Mémoire de maîtrise [MA thesis] non publié, University of Wisconsin.
- Boato, M. (1978) *Il '68 e morto : viva il '68* (Verona : Bertani).
- Bobbio, L. (1979) *Lotta continua : Storia di una organizzazione rivoluzionaria* (Rome : Savelli).
- Bobbio, L. et G. Viale (1968) 'Student Political Organisation', *International Socialist Journal* 26-7, Juillet.
- Bocca, G. (1973) *Palmiro Togliatti* (Bari : Laterza).
- Bocca, G. (1980) *Il caso 7 aprile* (Milan : Feltrinelli).
- Bock, G. (1976) *L'altro movimento operaio negli Stati Uniti : l'operaio massa e gli Industrial Workers of the World, 1905-1922*, in G. Bock et al., *La formazione dell'operaio massa negli USA 1898/1922* (Milan : Feltrinelli).
- Bock, G. et al. (1976) *La formazione dell'operaio massa negli USA 1898/1922* (Milan : Feltrinelli).
- Boggs, J. (1963) *The American Revolution* (New York : Monthly Review Press).
- Boismenu, G. (1980) 'Review of A. Negri, *La Classe ouvrière contre l'État*. Paris : Galilée', *Canadian Journal of Political Science* 13(1), Mars.
- Bologna, S. (1963a) 'La storiografia sul nazismo', *Quaderni Piacentini* 9-10, Mai-Juin.
- Bologna, S. (1963b) 'Fascismo e capitale', *Quaderni Piacentini* 11, Juillet-Août, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1962-1968* (Milan : Gulliver, 1977).
- Bologna, S. (1964) 'Storici e storia contemporanea', *Quaderni Piacentini* 14, Janvier-Février.
- Bologna, S. (1965) 'Il discorso sui tecnici', *Classe Operaia* II(4-5), Octobre.
- Bologna, S. (1968) 'Problemi di storia della classe operaia : Germania 1917-1920', *Quaderni Piacentini* 33, Février.
- Bologna, S. (1972) 'Class Composition and the Theory of the Party at the Origins of the Workers-Council Movement', *Telos* 13, Fall.
- Bologna, S. (1973a) 'Una storia di classe del proletariato italiano', *Quaderni Piacentini* 50, Juillet.
- Bologna, S. (1973b) 'Questioni di metodo per l'analisi del piano chimico', *Quaderni Piacentini* 48-9, Janvier.
- Bologna, S. (1974) 'Rapporto società-fabbrica come categoria storica', *Primo Maggio* 2.
- Bologna, S. (1975) 'Per la storia dell'Internazionale comunista', *Primo Maggio* 5, Printemps.
- Bologna, S. (1976a) « 'Proletari e Stato » di Antonio Negri : una recensione », *Primo Maggio* 7.

- Bologna, S. (1976b) 'Il dibattito sull' « altro » movimento operaio in Germania', repris in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussioni sull' "altro" movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut, 1978).
- Bologna, S. (1977a) 'Il PCI e la classe operaia a Milano', *Lotta Continua*, 12 Settembre.
- Bologna, S. (1977b) 'The Tribe of Moles', *Semiotext(e)* III(3).
- Bologna, S. (1977c) 'What is « The Movement »?', repris in Red Notes (éd.) *Italy 1977-8 : 'Living with an Earthquake'* (2^{ème} éd.) (London : Red Notes, 1978).
- Bologna, S. (1977d) 'Otto tesi per la storia militante', *Primo Maggio* 11.
- Bologna, S. (éd.) (1978a) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Bologna, S. (1978b) 'Amo il rosso e il nero, odio il rosa e il viola', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Bologna, S. (1979) 'Usa il grimadello per scoprire dei tesori', *L'Espresso*, 27 Mai.
- Bologna, S. (1980a) 'Dibattito fra gruppi di ricerca dell'Italia Settentrionale – 19 aprile 1980 Milano', *Comunicazione di massa e di classe* 2.
- Bologna, S. (1980b) 'Workerist Publications and Bios', *Semiotext(e)* III(3).
- Bologna, S. (1980c) 'Composizione di classe e sistema politico', in R. Lauricella et al., *Crisi delle politiche e politiche nella crisi* (Naples : Libreria L'Ateneo di G. Pronti, 1981).
- Bologna, S. (1981) « Per una "società degli storici militanti" », in S. Bologna et al., *Dieci interventi sulla storia sociale* (Turin : Rosenberg & Sellier).
- Bologna, S. (1988) 'Memorie di un operaista', *Novembre 1968*, supplément à *Il manifesto*, 30 Novembre.
- Bologna, S. et F. Ciafaloni (1969) 'I tecnici come produttori e come prodotto', *Quaderni Piacentini* 39, Mars, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver, 1978).
- Bologna, S. et G. Daghini (1968) 'Maggio '68 in Francia', *Quaderni Piacentini* 35, Juillet, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver, 1978).
- Bologna, S. et al. (1972) *Operai e Stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra rivoluzione d'Ottobre e New Deal* (Milan : Feltrinelli).
- Bologna, S. et al. (1974) *Crisi e organizzazione operaia* (Milan : Feltrinelli).
- Bologna, S. et al. (1981) *Dieci interventi sulla storia sociale* (Turin : Rosenberg & Sellier).
- Bolzani, P. (1978) 'Le lotte di fabbrica dal « luglio'60 » al centro sinistra', *Classe* 16, Décembre.
- Bonini, L. (1978) 'Vittorio Foa protagonista e interprete della « svolta » del 1955', *Classe* 16, Décembre.
- Bordiga, R. (1976) 'Per la storia degli anarchici spagnoli', *Primo Maggio* 6, Hiver.
- Bosio, G. (1975) *L'intellettuale rovesciato* (Milan : Edizioni Bella Ciao).

- Bossi, G. (1975) 'Classe e composizione di classe – Per una riconsiderazione delle ipotesi della nuova sinistra', *Aut Aut* 149-50, Settembre-October.
- Botta, F. (1975) 'Nota introduttiva', in L. Barca et al., *I comunisti e l'economia italiana 1944-1974* (Bari : De Donato).
- Bottomore, T. et M. Rubel (éditeurs) (1965) *Karl Marx : Selected Writings in Sociology and Social Philosophy* (Harmondsworth : Penguin).
- Bravo, G.M. (1978) *L'estremismo in Italia* (Rome : Riuniti).
- Brecher, J. (1980) *Strike!* (Boston, MA : South End Press).
- Brody, D. (1980) *Workers in Industrial America : Essays on the 20th Century Struggle* (New York : Oxford University Press).
- Bruggemeier, F.- J. (1981) 'Ruhr Miners and their Historians', in R. Samuel (éd.) *People's History and Socialist Theory* (London : RKP).
- Buhle, P. (1973) 'Debsian Socialism and the « New Immigrant Worker »', in W. O'Neill (éd.) *Insights and Parallels : Problems and Issues of American Social History* (Minneapolis : Burgess).
- Buonfino, G. (1973) « Il muschio non cresce sui sassi che rotolano : grafica e propaganda IWW », *Primo Maggio* 1.
- Buselli, G. et M. Zanzani (1978) 'Sistema politico- società', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Cacciari, M. (1968) 'Sviluppo capitalistico e ciclo delle lotte. La Montecatini-Edison di Porto Marghera', *Contropiano* 3.
- Cacciari, M. (1969) 'Teoria e Organizzazione in Francia, dopo il maggio', *Contropiano* 2.
- Cacciari, M. (1975) 'Note intorno a « sull'uso capitalistico delle macchine » di Raniero Panzieri', *Aut Aut* 149-50.
- Cacciari, M. (1978) 'Problemi teorici e politici dell'operaismo nei nuovi gruppi dal 1960 ad oggi', in F. D'Agostini (éd.) *Operaismo e centralità operaia* (Rome : Riuniti).
- Camboni, G. et D. Samsa (1975) *PCI e movimento degli studenti 1968-1973, ceti medi e strategie delle riforme* (Bari : De Donato).
- Cantarow, E. (1972) 'Women's Liberation and Workers' Autonomy in Turin and Milan I', *Liberation*, Octobre.
- Cantarow, E. (1973) 'Women's Liberation and Workers' Autonomy in Turin and Milan II', *Liberation*, Juin.
- Cardan, P. (1969) *The Meaning of Socialism* (London : Solidarity).
- Carli, G. (1977) 'Guido Carli with Eugenio Scalfari', in F. Colombo (éd.) *In Italy : Postwar Political Life* (New York : Karz, 1981).
- Carpignano, P. (1976) 'Immigrazione e degradazione : mercato del lavoro e ideologie della classe operaia americana durante la « Progressive Era »', in G Bock et al., *La formazione dell'operaio massa negli USA 1898/1922* (Milan : Feltrinelli).

- Cartosio, B. (1973) 'Note e documenti sugli Industrial Workers of the World', *Primo Maggio* 1.
- Cartosio, B. (1976) 'Introduzione' to M. Glaberman, *Classe operaia imperialismo e rivoluzione negli USA* (Turin : Musolini).
- Cartosio, B. (1978) 'Storie e storici di operai americani', *Primo Maggio* 11 Hiver.
- Cartosio, B. (1987) 'Il peso dell'emergenza : il sistema dei partiti e il '77', *Primo Maggio* 26, Hiver.
- Castellano, L. (éd.) (1980) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli).
- Castellina, L. (1969) 'Rapporto sulla FIAT', *Il manifesto* 2-3, Juillet-Août.
- Cazzaniga, G. (1967) 'I giovani hegeliani del capitale collettivo', *Giovane Critica* 17, Automne.
- Cazzaniga, G. et al. (1968) 'Tesi di Sapienza', in *Universita : l'ipotesi rivoluzionaria* (Padua : Marsilio).
- Cazzullo, A. (1998) *I ragazzi che volevano fare la rivoluzione. 1968-1978 : storia di Lotta continua* (Milan : Mondadori).
- Cerrato, R. (1999) 'Dal concilio al 68. Il mondo cattolico italiano negli anni sessanta', in C. Adagio et al. (éditeurs) *Il lungo decennio. L'Italia prima del 68* (Verona : Cierre edizioni).
- Ciafaloni, F. (éd.) (1968) 'Riposte di operai FIAT al referendum', *Quaderni Piacentini* 35, Juillet.
- Ciafaloni, F. (1970) 'Sul Manifesto ed altro', *Quaderni Piacentini* 42, Novembre.
- Ciafaloni, F. (1980) 'Produrre automobili a Torino', *Inchiesta* 44.
- Ciafaloni, F. et C. Donolo (1969) 'Contro la falsa coscienza nel movimento studentesco', *Quaderni Piacentini* 38, Juillet, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver, 1978).
- Cipriani, L. (1981) 'La lunga vicenda Fiat', *Quotidiano del lavoratori*, 20, 27 Mars ; 3, 10, 17 Avril.
- Ciuffreda, G. et B. Frabotta (1975) 'Introduzione' à B. Frabotta (éd.) *Femminismo e lotta di classe in Italia (1970-1973)* (Rome : Savelli).
- Classe e Partito* (1966) 'Vietnam e classe operaia' *Classe e Partito* 0, Novembre.
- Classe Operaia* (1964a) 'Che fare del sindacato?', *Classe Operaia* 1.
- Classe Operaia* (1964b) « 'Si » al centro-sinistra : No al riformismo', *Classe Operaia* 1.
- Classe Operaia* (1964c) 'Verso la nuova programmazione', *Classe Operaia* 1, Janvier.
- Classe Operaia* (1964d) 'Il sindacato', *Classe Operaia* 4-5, Mai.
- Classe Operaia* (1964e) 'Intervento politico nelle lotte', *Classe Operaia* 6, Juin.
- Classe Operaia* (1964f) 'Il partito come istituzione', *Classe Operaia* 10-12, Décembre.
- Classe Operaia* (1964g) 'Ricordo di Raniero Panzieri', *Classe Operaia* 10-12.

- Classe Operaia* (1964h) 'Venti anni di vita democratica', *Classe Operaia* 10-12.
- Classe Operaia* (1965a) 'La risposta operaia c'è', *Classe Operaia* II(1).
- Classe Operaia* (1965b) 'Rapporto tra sindacato e partito nel 1964', *Classe Operaia* II(3), Mai.
- Classe Operaia* (1965c) 'Milano – un'unica lotta di classe e di partito', *Classe Operaia* II(4-5), Octobre.
- Classe Operaia* (1966) 'L'alternativa alla socialdemocrazia : unificazione a sinistra', *Classe Operaia* III(2), Octobre.
- Cleaver, H. (2000) *Reading 'Capital' Politically* (Leeds : Antitheses).
- Clough, S. (1964) *The Economic History of Modern Italy* (New York : Columbia University Press).
- Coldagelli, U. et G. De Caro (n.d.) 'Alcune ipotesi di ricerca marxista sulla storia contemporanea', *Quaderni Rossi* 3.
- Collegamenti* (1974) 'Organismi autonomi e « area dell'autonomia »', *Collegamenti* 6, Décembre, repris in G. Martignoni et S. Morandini (éditeurs) *Il diritto all'odio : dentrofuorilai bordi dell'area dell'autonomia* (Verona : Bertani, 1977)
- Collegamenti* (1977) 'Appunti sul movimento', *Collegamenti* 2, Août.
- Collegamenti* (1978) 'Lotte operaie a Torino 1974-1978 : Ipotesi sugli sviluppi della ristrutturazione alla FIAT', *Collegamenti* 5, Novembre.
- Collegamenti* (1979) 'Editoriale', *Collegamenti* 6-7, Mai.
- Colletti, L. (1974) *From Rousseau to Lenin : Studies in Ideology and Society* (New York : Monthly Review Press).
- Colletti, L. (1978) 'A Political and Philosophical Interview', in *New Left Review* (éd.) *Western Marxism : A Critical Reader* (London : Verso).
- Collettivi politici di Milano (1976) 'Documento Politico della Segretaria dei Collettivi politici di Milano', *Rosso* 7, 13 Mars, repris in G. Martignoni et S. Morandini (éditeurs) *Il diritto all'odio : dentrofuorilai bordi dell'area dell'autonomia* (Verona : Bertani, 1977).
- Collettivo operaio portuale (1978) 'I portuali di Genova', *Primo Maggio* 9-10, Hiver
- Collettivo Politico Alitalia e Aeroporti Romani et al. (1978) 'La rivoluzione sta dietro una porta? Cerchiamo di aprire quella giusta !', repris in *Vis-à-vis* 5, Hiver 1997.
- Comitati Autonomi Operai (éditeurs) (1976) *Autonomia Operaia* (Rome : Savelli).
- Comitati Autonomi Operai (1978a) 'Un pò di massa, un pò violento, un pò illegale ed anche un poco armato', *I Volsci* 1, Février.
- Comitati Autonomi Operai (1978b) 'Bre lotta armata', *I Volsci* 3, Avril.
- Comitato Politico ENEL et Collettivo Policlinico (1974) 'Centralizzazione e responsabilità delle avanguardie', *Rosso* 11.
- Contini, G. (1978) 'Le lotte operaie contro il taglio dei tempi e la svolta nella politica rivendicativa della Fiom (1955-1956)', *Classe* 16.

- Controinformazione* (1974) 'Milano : la spesa politica', *Controinformazione* 5-6.
- Cowan, S. (1978) 'The Unhappy Adventures of « Alice » in Blunderland : Counter-culture, Revolt and Repression in the Heart of Italy's « Red Belt »', *Radical America* 11(6)-12(1), Février.
- Craveri, P. (1977) *Sindacato e istituzioni net dopoguerra* (Bologna : Il Mulino).
- Crespi, G. (1984) « 'Primo Maggio' e i trasporti », *Primo Maggio* 19-20.
- CUB (Comitato Unitario di Base) (1969) 'Lotta alla Pirelli', *Quindici* 16.
- CUB et al. (1970) 'Le lotte alla Pirelli. Documenti', *Classe* 2.
- Daghini, G. (1971) 'Towards a Reconsideration of Lukács' Theory of the Offensive', *Telos* 10, Hiver.
- D'Agostini, F. (éd.) (1974) *La condizione operaia e i consigli di fabbrica* (Rome : Riuniti).
- D'Agostini, F. (éd.) (1978) *Operaismo e centralità operaia* (Rome : Riuniti).
- Dalmaviva, M. (1981) 'Hunger Strike by Political Detainee', repris in Red Notes (éd.) *Italy 1980-81 : The Attempted Destruction of a Communist Movement* (London : Red Notes).
- Deaglio, E. et C. Manenti (1979) 'Fiat : è arrivato un bastimento carico di...', *Lotta Continua*, 4-5 Février.
- De Caro, G. (1964) 'L'esperienza torinese dei consigli operai', *Classe Operaia* 1
- De Cecco, M. (1972) 'Economic Policy in the Reconstruction Period, 1945-51', in S. Woolf (éd.) *The Rebirth of Italy 1943-1950* (London : Longman).
- Del Bello, C. (éd.) (1997) *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77* (Rome : Odradek).
- Del Carria, R. (1979) *Proletari senza rivoluzione*, Volume 5 (Rome : Savelli).
- Della Mea, L. (1967) 'Panzieri tra *Mondo Operaio* e *Quaderni Rossi*', *Giovane Critica* 15-16, Printemps-Eté.
- Della Mea, L. (1972) *Proletari senza comunismo* (Verona : Bertani).
- Della Volpe, G. (1980) *Logic as a Positive Science* (London : New Left Books).
- De Martinis, A. et A. Piazzi (1980) 'Alle origini dell'autonomia del politico', in A. De Martinis et A. Piazzi (éditeurs) *Soggetti crisi potere/Mario Tronti : antologia di scritti e interventi* (Bologna : Cappelli).
- De Meo, G. (1966) 'Productivity and the Distribution of Income to Factors in Italy (1951-63)', *Banco Nazionale del Lavoro Quarterly Review* 76, Mars.
- Di Leo, R. (1964) 'Operai e braccianti', *Classe Operaia* 3, Mars.
- Dina, A. (1969) 'Un'esperienza di movimento politico di massa : le lotte interne alla Fiat (fine 1968-giugno 1969)', *Classe* 2.
- Dina, A. (1972) 'La sindacalizzazione dei tecnici', *Ulisse* 73-4, Décembre.
- Dini, V. (1978) 'A proposito di Toni Negri : note sull'operaio sociale', *Ombre Rosse* 24, Mars.

- Dolci, D. (1960) *To Feed the Hungry : Enquiry in Palermo* (London : MacGibbon & Kee).
- Donaggio, F. (1977) *In fabbrica ogni giorno tutti i giorni* (Verona : Bertani).
- Donolo, C. (1968) 'La politica ridefinita', *Quaderni Piacentini* 35, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver, 1978).
- Dunayevskaya, R. (1958) *Marxism and Freedom* (New York : Bookman Associates).
- Dyer-Witheford, N. (1999) *Cyber-Marx* (Champaign : University of Illinois Press).
- Echeverria, R. (1978) 'Critique of Marx's 1857 Introduction', *Economy and Society* 7(4), Novembre.
- Ellwood, D. (1985) *Italy 1943-1945* (Leicester : Leicester University Press).
- Emery, E. (1995) 'No Politics Without Inquiry!', <http://www.emery.archive.mcm.com/public_html/diary/inquiry.html>
- Engels, F. (1959) 'On Authority', in L. Feuer (éd.) *Karl Marx and Frederick Engels : Basic Writings on Politics and Philosophy* (New York : Anchor).
- Farnetti, P. et P. Moroni (1984) 'Collettivo Autonomo Barona : appunti per una storia impossibile', *Primo Maggio* 21, Printemps.
- Ferrajoli, L. (1981) 'The Prosecution's House of Cards Collapses', repris in Red Notes (éd.) *Italy 1980-81 : The Attempted Destruction of a Communist Movement* (London : Red Notes).
- Ferrari-Bravo, L. (1969) 'Bologna : la costituente del Great Labour Party', *Quindici* 16, Mars.
- Ferrari-Bravo, L. (1972) 'Il New Deal e il nuovo assetto delle istituzioni capitalistiche', in S. Bologna et al., *Operai e Stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra rivoluzione d'Ottobre e New Deal* (Milan : Feltrinelli).
- Ferrari-Bravo, L. et A. Serafini (1972) *Stato e sottosviluppo : Il caso del Mezzogiorno* (Milan : Feltrinelli).
- Ferraris, P. (1998) 'Delegati operai e democrazia diretta in FIAT nel '69. Un inedito del luglio del 1969', *Vis-à-vis* 6.
- Finzi, B. (1971) 'Porto Marghera : primo comitato politico', *Il manifesto*, Janvier-Février.
- Foa, V. (1980) *Per una storia del movimento operaio* (Turin : Einaudi).
- Fofi, G. (1962) *L'immigrazione meridionale a Torino* (Milan : Feltrinelli).
- Forgacs, D. (1984) 'Franco Fortini', in M. Caesar et P. Hainsworth (éditeurs) *Writers and Society in Contemporary Italy* (New York : Berg).
- Form, W. (1976) *Blue Collar Stratification : Autoworkers in Four Countries* (Princeton, NJ : Princeton University Press).
- Fortini, F. (n.d.) 'Per un discorso inattuale', *Quaderni Rossi* 3.
- Fortini, F. (1965) *Verifica dei poteri* (Milan : Il Saggiatore).

- Fortini, F. (1972) *Dieci inverni* (2ème éd.) (Milan : Feltrinelli).
- Fortini, F. (1974) 'The Writers' Mandate and the End of Anti-Fascism', *Screen* 15(1), Printemps. ,
- Fortini, F. (1977) 'Da « Politecnico » a « Ragionamenti » 1954-1957', in S. Cheriotti (éd.) *Gli intellettuali in trincea* (Padua : CLEUP).
- Franchi, P. (1977) *Nuove generazioni democrazia socialismo* (Rome : Riuniti).
- Fraser, R. (1988) *1968 : A Student Generation in Revolt* (London : Chatto & Windus).
- Fugazza, M. (1975) 'Dellavolpismo e nuova sinistra. Sul rapporto tra I *Quaderni Rossi* e il marxismo teorico', *Aut Aut* 149-50.
- Galante, S. (1981) 'Alle origini del partito armato', *Il mulino* 275, Mai Juin.
- Gambino, F. (1968) 'Cancelli stretti per la sociologia americana', *Contropiano* 1.
- Gambino, F. (1969) 'Le lotte a livello internazionale', *Quindici* 17, Mai.
- Gambino, F. (1976) *Workers' Struggles and the Development of Ford in Britain* (London : Red Notes).
- Gambino, F. (1986) 'Only Connect', in P. Buhle (éd.) *C.L.R. James : His Life and Work* (London : Allison & Busby).
- Garzia, A. (1985) *Da Natta a Natta. Storia del Manifesto e del PDUP* (Bari : Dedalo).
- Gatto Selvaggio* (1963) 'Nel sabotaggio continua la lotta e si organizza l'unità', *Gatto Selvaggio* 0.
- Gazzano, M. (1980) 'Quale ricomposizione operaia?', *Inchiesta* 44.
- Geary, D. (1980) 'The Ruhr : From Social Peace to Social Revolution', *European Studies Review* 10.
- Georgakas, D. et M. Surkin (1998) *Detroit : I Do Mind Dying* (édition revue) (Boston, MA : South End Press).
- Giachetti, D. (1997) *Il giorno più lungo. La rivolta di Corso Triaino. Torino 3 Luglio 1969* (Pisa : BPS).
- Ginsborg, P. (1990) *A History of Contemporary Italy* (London : Penguin).
- Giugni, G. (1987) 'Una soluzione ci sarebbe...', *L'Espresso*, 6 Décembre.
- Glaberman, M. (1976) *Classe operaia imperialismo e rivoluzione negli USA* (Turin : Musolini).
- Gobbi, R. (1973) *Operai e Resistenza* (Turin : Musolini).
- Gori, F. (1978) 'Chi scava che cosa', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Gorz, A. (1967) *Strategy for Labor : A Radical Proposal* (Boston, MA : Beacon Press).
- Graziani, A. (éd.) (1979) *L'economia italiana dal 1945 a oggi* (2ème éd.) (Bologna : Il Mulino).

- Graziosi, A. (1976) *La ristrutturazione nelle grandi fabbriche 1973-1976* (Milan : Feltrinelli).
- Grisoni, D. et H. Portelli (1977) *Le lotte operaie in Italia dal 1960 al 1976* (Milan : Mazzotta).
- Gruppo Gramsci (1973) 'Una proposta per un diverso modo di fare politica', Rosso 7, Décembre, repris in L. Castellano (éd.) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli, 1980).
- Guarcello, E. et al. (1990) *L'altra faccia della FIAT. I protagonisti raccontano* (Rome : Erre emme).
- Guastini, R. et R. Levrero (1970) 'Garantismo e programmazione democratica. A proposito di Della Volpe e del dellavolpismo', *Classe* 3.
- Hardt, M. et A. Negri (1994) *Labor of Dionysus : A Critique of the State-Form* (Minneapolis : University of Minnesota Press).
- Harman, C. (1982) *The Lost Revolution* (London : Bookmarks).
- Haywood, W. (1911) 'The General Strike', repris in J. Kornbluh (éd.) *Rebel Voices : An IWW Anthology* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 1972).
- Hellman, S. (1976) 'The « New Left » in Italy', in M. Kolinsky et W. Paterson (éditeurs) *Social and Political Movements in Western Europe* (London : Croom Helm).
- Hellman, S. (1980) 'Il PCI e l'ambigua eredità dell'autunno caldo', *II mulino* 268, Mars-Avril.
- Hill, J. (n.d.) 'The Preacher and the Slave', repris in J. Kornbluh (éd.) *Rebel Voices : An IWW Anthology* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 1972).
- Hill, J. (1913) 'Constitutional Guarantee :- Life? Liberty? And the Pursuit of – a Job!', repris in J. Kornbluh (éd.) *Rebel Voices : An IWW Anthology* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 1972).
- Hoare, Q. (éd.) (1977) *Antonio Gramsci : Selections from Political Writings 1910-1920* (London : Lawrence & Wishart).
- Howard, D. (1974) 'In Memory of Serge Mallet', *Telos* 20, Été.
- Isnenghi, M. (1980) 'Fra partito e prepartito. Il "Progresso Veneto" (1961-1963)', *Classe* 17, Juin.
- IWW (Industrial Workers of the World) (1905) 'Manifesto', repris in J. Kornbluh (éd.) *Rebel Voices : An IWW Anthology* (Ann Arbor : University of Michigan Press, 1972).
- Jones, N. (1987) *Hitler's Heralds : The Story of the Freikorps 1918-1923* (London : John Murray).
- Joubert, J.-P. (1977) *Revolutionnaires de la SFIO*. (Paris : Fondation nationale des sciences politiques).
- King, R. (1985) *The Industrial Geography of Italy* (London : Croom Helm).

- Kornbluh, J. (éd.) (1972) *Rebel Voices : An IWW Anthology* (Ann Arbor : University of Michigan Press).
- Kunzle, M. (éd.) (1980) *Dear Comrades – Readers' Letters to 'Lotta Continua'* (London : Pluto Press).
- La Classe* (1969a) 'Corso Traiano : 1969', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- La Classe* (1969b) 'Unifichiamo le lotte, costruiamo l'organizzazione', repris in L. Castellano (éd.) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli, 1980).
- La Fabbrica Diffusa* (1977) 'Le ronde operaie a Milano', *La Fabbrica Diffusa 2*.
- Lange, P. et al. (1982) *Unions, Change and Crisis : French and Italian Union Strategy and the Political Economy, 1945-1980* (London : Allen & Unwin).
- Lanzardo, D. (1965) 'Intervento socialista nella lotta operaia : l'inchiesta operaia di Marx', *Quaderni Rossi* 5.
- Lanzardo, D. (1975) 'Introduzione', in R. Panzieri, *La ripresa del marxismo-leninismo in Italia* (2ème éd.) (Milan : Sapere).
- Lanzardo, D. (1979) *La rivolta di Piazza Statuto. Torino, luglio 1962* (Milan : Feltrinelli).
- Lanzardo, D. et G. Pirelli (1973) 'Nota dei curatori', in R. Panzieri, *La crisi del movimento operaio : Scritti interventi lettere, 1956-60* (Milan : Lampugnani Nigri).
- Lauricella, R. et al. (1981) *Crisi delle politiche e politiche nella crisi* (Naples : Libreria L'Ateneo di G. Pronti).
- Lefort, C. (1978) 'L'esperienza proletaria', *Collegamenti* 3-4, Mai.
- Lelli, M. (1971) *Tecnici e lotta di classe* (Bari : De Donato).
- Lenin, V. (1977) *The Development of Capitalism in Russia* (Moscow : Progress Publishers).
- Lenin, V. (1978a) *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism* (Moscow : Progress Publishers).
- Lenin, V. (1978b) *What Is To Be Done?* (Moscow : Progress Publishers).
- Lerner, G. (1980) 'Avanti popolo', *L'Espresso*, 29 Juin.
- Lerner, G. et al. (1978) *Uno strano movimento di strani studenti* (Milan : Feltrinelli).
- Leonetti, F. (1979) 'Habermas, O'Connor, Negri : non legittimare più', *Alfabeta* 2, Juin.
- Libera, A. (1977) 'Avanguardia Operaia's Long-Shot Bet', *Intercontinental Press*, 27 Juin.
- Libertini, L. (1957) 'Post-War Evolution of the Italian Movement', *New International*, Hiver.
- Lichtner, M. (éd.) (1975) *L'organizzazione del lavoro in Italia* (Rome : Riuniti).

- Lieberman, S. (1977) *The Growth of European Mixed Economies 1945-1970* (New York : John Wiley).
- Lolli, G. (1962) 'Rivendicazioni ed elemento politico nello sciopero della Lancia', *Quaderni Rossi* 2.
- Lombardo-Radice, M. et M. Sinibaldi (1979) « 'C'è un clima di guerra »... Intervista sul terrorismo diffuso', in L. Manconi (éd.) *La violenza e la politica* (Rome : Savelli).
- Longo, B. (1975) 'Meno salario, più reddito : la Cassa integrazione', *Primo Maggio* 5.
- Lotta Continua (1974) 'Qui sommes-nous?', *Les Temps Modernes* 335.
- Lotta Femminista (1972) 'Alla Redazione del Manifesto', in *L'Offensiva* (Turin : Musolini).
- Low-Bear, J. (1978) *Protest and Participation : The New Working Class in Italy* (Cambridge : Cambridge University Press).
- Löwy, M. (1979) *Georg Lukács – From Romanticism to Bolshevism* (London : New Left Books).
- Lucas, E. (1978) 'Osservazioni su un nuovo approccio di ricerca alla storia del movimento operaio', in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussione sull' "altro" movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Lukács, G. (1971) *History and Class Consciousness* (London : Merlin).
- Lumley, R. (1980) 'Review Article : Working Class Autonomy and the Crisis', *Capital & Class* 12, Hiver.
- Lumley, R. (1990) *States of Emergency : Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978* (London : Verso).
- Luperini, R. (1969) *Il PCI e il movimento studentesco* (Milan : Jaca Book).
- Lynd, A. et S. Lynd (éditeurs) (1981) *Rank and File. Personal Histories by Working Class Organizers* (2ème éd.) (Princeton, NJ : Princeton University Press) ;
- McNeish, J. (1965) *Fire Under the Ashes : The Life of Danilo Dolci* (London : Hodder & Stoughton).
- Magna, N. (1978) 'Per una storia dell'operaismo in Italia. Il trentennio postbellico', in F. D'Agostini (éd.) *Operaismo e centralità operaia* (Rome : Riuniti).
- Magni, G. (1970) 'La sinistra italiana e la programmazione democratica', *Classe* 3.
- Malos, E. (éd.) (1980) *The Politics of Housework* (London : Allison & Busby).
- Mancini, S. (1975) 'Due puntualizzazioni sull'interpretazione di Panzieri', *Aut Aut* 149-50.
- Mancini, S. (1977) *Socialismo e democrazia diretta : Introduzione a Raniero Panzieri* (Bari : Dedalo).
- Mangano, A. (1978) 'Fortini da « Politecnico » a « Dieci inverni »', *Classe* 16.
- Mangano, A. (1979) *Origini della nuova sinistra* (Florence : G. D'Anna Messina).
- Mangano, A. (1999) 'Capelloni e cinesi. I giovani negli anni sessanta', in C. Adagio et al. (éditeurs) *Il lungo decennio. L'Italia prima del 68* (Verona : Cierre edizioni).

- Mantelli, B. et M. Revelli (1978a) 'Operai senza politica', *Lotta Continua*, 19 Juillet.
- Mantelli, B. et M. Revelli (1978b) '10 aprile 1978, ore 13', *Lotta Continua*, 19 Juillet.
- Mantelli, B. et M. Revelli (1979) *Operai senza politica : Il caso Moro e il 'qualunquismo operaio'* (Rome : Savelli).
- Mantelli, B. et N. Scianna (1978) 'Tregua produttiva e rivoluzione dall'alto alla Fiat', *Primo Maggio* 12.
- Marazzi, C. (1978) 'La crisi del « doppio mulinello »', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Marcenaro, P. (1980) 'Vecchi e nuovi operai nella fabbrica che cambia', *Inchiesta* 44.
- Marramao, G. (1975) 'Theory of the Crisis and the Problem of Constitution', *Telos* 26, Hiver.
- Martignoni, G. et S. Morandini (éditeurs) (1977) *Il diritto all'odio : dentro/fuori/ai bordi dell'area dell'autonomia* (Verona : Bertani).
- Marx, K. (1913) *A Contribution to the Critique of Political Economy* (Chicago, IL : Charles Kerr).
- Marx, K. (1973) *Grundrisse* (Harmondsworth : Penguin).
- Marx, K. (1975a) 'Contribution to the Critique of Hegel's Philosophy of Law. Introduction', in K. Marx and F. Engels, *Collected Works*, Volume 31 (London : Lawrence & Wishart).
- Marx, K. (1975b) 'On Friedrich List's Book *Das Nationale System der Politischen Oekonomie*', in K. Marx and F. Engels, *Collected Works*, Volume 4 (London : Lawrence & Wishart).
- Marx, K. (1976) *Capital*, Volume I (Harmondsworth : Penguin).
- Marx, K. (1981) *Capital*, Volume III (Harmondsworth : Penguin).
- Marx, K. et F. Engels (1965) *Selected Correspondence* (Moscow : Progress Publishers).
- Marx, K. et F. Engels (1972) *Manifesto of the Communist Party* (Peking : Foreign Languages Press).
- Marx, K. et F. Engels (1975) *Collected Works*, Volume 3 (London : Lawrence & Wishart).
- Masi, E. (1968) 'La "nuova sinistra" e il problema dell'organizzazione', *Quaderni Piacentini* 35, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1968-1972* (Milan : Gulliver, 1978).
- Mason, T. (1979) 'The Workers' Opposition in Germany', *History Workshop journal* 9.
- Massironi, G. (1975) "'Americanate'", in L. Balbo et al., *L'Inferma scienza. Tre saggi sull'istituzionalizzazione della sociologia in Italia* (Bologna : Il Mulino).
- Mattick, P. (1968) 'Review of A. Ryder (1968) *The German Revolution of 1918*', *Science & Society* 32.

- Mattick, P. (1978) 'Recensione a « L' »altro » movimento operaio », in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussione sull' »altro » movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Melotti, M. (1984) 'Dibattito su "Dieci anni di "Primo Maggio"', *Primo Maggio* 21.
- Meriggi, M. (1978a) *Composizione di classe e teoria del partito* (Bari : Dedalo).
- Meriggi, M. (éd.) (1978b) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussione sull' »altro » movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Meriggi, M. (1978c) 'Roth e il metodo di ricerca per una storia di classe', in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussione sull' »altro » movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Merli, S. (1972) *Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale : Il caso italiano 1880-1900* (Florence : La Nuova Italia).
- Merli, S. (1977) *L'altra storia : Bosio, Montaldi e le origini della nuova sinistra* (Milan : Feltrinelli).
- Merli, S. (1979) 'Appunti sulla formazione di R. Panzieri', *Quaderni Piacentini* 72-3, Ottobre.
- Messori, M. et M. Revelli (1978) 'Centralita operaia', in S. Bologna (éd.) *La tribù delle talpe* (Milan : Feltrinelli).
- Metropolis* (1978) 'Quattro inediti di Mario Tronti', *Metropolis* 2, Juin.
- Midnight Notes* (éd.) (1990) *Midnight Oil* (New York : Autonomedia).
- Minucci, A. (1964) 'Chi li paga?', *Classe Operaia* 4-5, Mai.
- Momigliano, F. (1962) 'Possibilità e limiti dell'azione sindacale', *Quaderni Rossi* 2.
- Montaldi, D. (1971) *Militanti politici di base* (Turin : Einaudi).
- Montaldi, D. (1976) *Saggio sulla politica comunista in Italia (1919-1970)* (Piacenza : Quaderni Piacentini).
- Montaldi, D. (1994) *Bisogna sognare. Scritti 1952-1975* (Milan : Cooperativa Co libri).
- Montano, M. (1971) 'On the Methodology of Determinate Abstraction : Essay on Galvano Della Volpe', *Telos* 7.
- Moriani, G. et M. Ruffato (1979) 'Il lavoro d'appalto a Porto Marghera', *Primo Maggio* 13, Automne.
- Moroni, P. (1983) 'Da « Don Lisander » alla « Calusca » : l'Autobiografia di Primo Moroni', *Primo Maggio* 18, Automne-Hiver.
- Moroni, P. (1994) 'Origine dei centri sociali autogestiti a Milano : Appunti per una storia possibile', in F. Adinolfi et al., *Comunità virtuali : I centri sociali in Italia* (Rome : Manifestolibri).
- Mosca, M. et al. (1988) 'I CUB alla Bicocca', *Marzo 1968*, supplément à *Il manifesto*, 30 Mars.
- Moulier, Y. (1989) 'Introduction' in A. Negri, *The Politics of Subversion* (Cambridge : Polity Press).

- Murray, F. (1983) 'The Decentralisation of Production – the Decline of the Mass-Collective Worker?', *Capital & Class* 19, Printemps.
- Negarville, C. (1959) 'Fallimento di Comunità', in P. Alatri (éd.) *Rinascita 1944-1962* (Florence : Luciano Ladri, 1966-67).
- Negri, A. (1964a) 'I comitati di classe di Porto Marghera', *Classe Operaia* 1, Février.
- Negri, A. (1964b) 'Operai senza alleati', *Classe Operaia* 3, Mars.
- Negri, A. (1967) 'Keynes and the Capitalist Theory of the State', repris in M. Hardt et A. Negri, *Labor of Dionysus : A Critique of the State-Form* (Minneapolis : University of Minnesota Press, 1994).
- Negri, A. (1968) 'Marx on Cycle and Crisis', repris in A. Negri, *Revolution Retrieved* (London : Red Notes, 1988).
- Negri, A. (1971) 'Crisis of the Planner-State : Communism and Revolutionary Organisation', repris in A. Negri, *Revolution Retrieved* (London : Red Notes, 1988).
- Negri, A. (1973a) 'Articolazioni organizzative e organizzazione complessiva : il partito di Mirafiori', in S. Bologna et al., *Crisi e organizzazione operaia* (Milan : Feltrinelli, 1974).
- Negri, A. (1973b) 'Partito operaio contro il lavoro', in S. Bologna et al., *Crisi e organizzazione operaia* (Milan : Feltrinelli, 1974).
- Negri, A. (1973c) 'One Step Forward, Two Steps Back', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- Negri, A. (1974) 'Theses on the Crisis', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- Negri, A. (1975) 'Ambiguità di Panzieri?', *AutAut* 149-50.
- Negri, A. (1976a) *La fabbrica della strategia* (Padua : CLEUP).
- Negri, A. (1976b) *Proletari e Stato : Per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico* (2ème éd.) (Milan : Feltrinelli).
- Negri, A. (1977a) *Il dominio e il sabotaggio. Sul metodo marxista della trasformazione sociale* (Milan Feltrinelli).
- Negri, A. (1977b) 'Working Class Sabotage and Capitalist Domination', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- Negri, A. (1977c) 'Il teorico e sicuro che...', *L'Espresso*, 24 Juillet.
- Negri, A. (1978) 'La soggettività di classe nel metodo di Roth', in M. Meriggi (éd.) *Il caso Karl-Heinz Roth : Discussione sull'altro movimento operaio* (Milan : Edizioni aut aut).
- Negri, A. (1979a) *Dall'operaio massa all'operaio sociale : Intervista sull'operaismo* (Milan : Multhipla edizioni).
- Negri, A. (1979b) 'Nota introduttiva' to the reprint of *Classe Operaia* (Milan : Machina libri).

- Negri, A. (1981a) 'Erkenntnistheorie : elogio dell'assenza di memoria', *Metropoli* 5, Juin.
- Negri, A. (1981b) 'Cari compagni di Autonomia', *Autonomia* 26, Novembre.
- Negri, A. (1983) *Pipe-line : Lettere da Rebibbia* (Turin : Einaudi).
- Negri, A. (1984) *Marx Beyond Marx* (South Hadley : Bergin & Harvey).
- Negri, A. (1988) *Revolution Retrieved* (London : Red Notes).
- Negri, A. et F. Ferrari-Bravo (1981) 'Reflections on a Phantom', in Red Notes (éd.) *Italy 1980-81 : The Attempted Destruction of a Communist Movement* (London : Red Notes).
- Nicotri, G. (1980) 'Quei cattivi maestri', *L'Espresso*, 2 Novembre.
- Ortoleva, P. (1974) 'Classe operaia e potere politico in USA (1860-1920)', *Primo Maggio* 3-4, Settembre.
- Ortoleva, P. (1975) 'Testimonianze proletarie e storia negli USA', *Primo Maggio* 5.
- Ortoleva, P. (1976) 'Un operaio dell'auto racconta', *Primo Maggio* 6, Hiver.
- Ortoleva, P. (1987) 'La sfinge '68', in L. Bobbio et al., *Cinque lezioni sul '68* (Turin : Rossoscuola).
- Ortoleva, P. (1988) *Saggio sui movimenti de11968 in Europa e in America* (Rome : Riuniti).
- Paci, M. (1962) 'Aspetti della socializzazione del lavoro nell'edilizia', *Quaderni Rossi* 2.
- Paci, M. (1973) *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia* (Bologna : Il Mulino).
- Palombarini, G. (1982) *7 Aprile : Il processo e la storia* (Venice : Arsenale Cooperativa).
- Panzieri, R. (1973) *La crisi del movimento operaio : Scritti interventi lettere, 1956-60* (Milan : Lampugnani Nigri).
- Panzieri, R. (1975) *La ripresa del marxismo-leninismo in Italia* (2^{ème} éd.) (Milan : Sapere).
- Panzieri, R. (1976) 'Surplus value and planning : notes on the reading of « Capital »', in R. Panzieri et al., *The Labour Process & Class Strategies* (London : Stage 1 for the Conference of Socialist Economists).
- Panzieri, R. (1980) 'The Capitalist Use of Machinery : Marx Versus the Objectivists', in P. Slater (éd.) *Outlines of a Critique of Technology* (London : Inks Links).
- Panzieri, R. (1987) *Lettere 1940-1964* (Venice : Marsilio).
- Panzieri, R. et M. Tronti (1975) 'Tesi Panzieri-Tronti', *Aut Aut* 149-50.
- Paolozzi, L. (1980) 'Quando militavo in Potere Operaio', *L'Unità*, 8 Février.
- Partridge, H. (1980) 'Italy's FIAT in Turin in the 1950s', in T. Nichols (éd.) *Capital and Labour : A Marxist Primer* (London : Fontana).
- Partridge, H. (1981) 'Interview with Toni Negri. Novembre 1980', *Capital & Class* 13, Printemps.

- Partridge, H. (1996) 'Labour's Challenge to Capital at FIAT : The Influence of Southern Immigrants in a Changing Industrial Culture', *Labour History Review* 61(1), Printemps.
- Pasetto, E. et G. Pupillo (1970) 'Il gruppo "Potere Operaio" nelle lotte di Porto Marghera (primavera '66-primavera '70)', *Classe* 3.
- Patrono, M. (éd.) (1980) 'Tradizioni, mutamento culturale e rivolta nel Veneto', *Schema* 5.
- Peragalli, A. (1980) 'Le dissidenze comuniste tra Lenin e Mao. « Azione Comunista » (1956-1965)', *Classe* 17, Juin.
- Perna, C. (1980) *Classe sindacato operaismo al Petrolchimico di Porto Marghera* (Rome : Editrice Sindacale Italiana).
- Pescarolo, A. (1979) 'Storia della classe operaia e « operaismo » in Italia. Alcuni problemi interpretativi', *Movimento Operaio e Socialista* 2(1).
- Petter, G. (1993) *I giorni dell'ombra* (Milan : Garzanti).
- Piccone Stella, S. (1993) *La prima generazione. Ragazze e ragazzi nel miracolo economico italiano* (Milan : FrancoAngeli).
- Pietropaolo, E. (1970) 'Pirelli '68 : contro l'organizzazione capitalistico del lavoro e per la democrazia diretta', *Classe* 2.
- Pifano, D. (1995) 'Alcune riflessioni sugli anni '70', *Vis-à-vis* 3.
- Pifano, D. (1997) 'L'Autonomia operaia romana', in Derive Approdi (éd.) *Settantasette* (Rome : Castelvechi).
- Pinto, D. (1980) 'La sociologie dans l'Italie de l'après-guerre, 1950-1980', *Revue française de sociologie* XXI.
- Piperno, F. (1969) 'Classe e Partito', *Quindici* 16.
- Piperno, F. (1978a) 'Sul lavoro non operaio', *Preprint* 1, Décembre.
- Piperno, F. (1978b) 'From Terrorism to Guerrilla Warfare', repris in *Semiotext(e)* III(3).
- Piperno, F. et al. (1969) 'Esperienze e prospettive di lotta nei centri di ricerca', *Quaderni Piacentini* 39, Novembre.
- Piperno, F. et O. Scalzone (1978) 'Piperno-Scalzone : nel bene e nel male', *L'Espresso*, 5 Février.
- Pitassio, A. (1976) 'La storiografia marxista in Italia e l'autonomia operaia', *Quaderni Piacentini* 60-1, Octobre.
- Portelli, A. (1985) 'Oral Testimony, the Law and the Making of History : the « April 7 » Murder Trials', *History Workshop Journal* 20, Automne.
- Potere Operaio (n.d.) *Potere Operaio : A Selection (September 1969 April 1970)* (Milan : Potere Operaio).
- Potere Operaio (1969a) 'Operai proletari nel sud', *Potere Operaio* 1, 18 Septembre, réimprimé in *Potere Operaio del lunedì* 56, 11 Juin 1973.

- Potere Operaio (1969b) 'Unificazione delle lotte sugli obiettivi operai', *Potere Operaio* 5, 16 Octobre, repris in C. Perna, *Classe sindacato operaismo al Petrolchimico di Porto Marghera* (Rome : Editrice Sindacale Italiana, 1980).
- Potere Operaio (1969c) 'La linea di condotta', *Potere Operaio* 10, 27 Novembre.
- Potere Operaio (1971a) 'La scadenza e il partito', supplément à *Potere Operaio* 38-9, 1 Mai.
- Potere Operaio (1971b) 'Rivoluzione femminile e lotta proletaria', *Potere Operaio* 43, 25 Septembre-25 Octobre.
- Potere Operaio (1971c) 'Salario politico contro il fabbrichismo', *Potere Operaio* 43.
- Potere Operaio (1971d) 'Il congresso il partito le scadenze', *Potere Operaio* 44.
- Potere Operaio (1971e) 'La nostra proposta politica', *Potere Operaio* 44, Novembre.
- Potere Operaio (1971f) 'Riposta al Manifesto : Perché siamo potere operaio', *Potere Operaio* 44.
- Potere Operaio (1971g) 'Che cos'è potere operaio', *Potere Operaio* 45, Décembre.
- Potere Operaio (1971h) 'Il tecnico in rivolta nel comando del capitale', *Potere Operaio* 45.
- Potere Operaio (1972a) 'Dobbiamo riprendere il lavoro teorico per l'organizzazione', *Potere Operaio* 46, Février.
- Potere Operaio (1972b) 'A proposito di un discussione di lotta continua : Approfondiamo insieme la discussione', *Potere Operaio* 47-8.
- Potere Operaio (1972c) 'Lotta di classe lotta per il potere', *Potere Operaio* 47-8.
- Potere Operaio (1972d) 'Note sul Manifesto', *Potere Operaio*, 47-8, Mai Juin.
- Potere Operaio (1972e) 'Proletari, e guerra di classe', *Potere Operaio* 47-8.
- Potere Operaio (1972f) 'Preparare l'insurrezione', *Potere Operaio* 49, Juin.
- Potere Operaio (1972g) 'I nostri mandati', *Potere Operaio del lunedì* 6, 2 Avril.
- Potere Operaio (1972h) 'Il convegno di Potere Operaio', *Potere Operaio del lunedì* 14, 18 Juin.
- Potere Operaio (1973a) 'La costruzione del partito e un affare di partito', *Potere Operaio del lunedì* 55, 4 Juin.
- Potere Operaio (1973b) 'Operai proletari nel sud', *Potere Operaio del lunedì* 56, 11 Juin.
- Potere Operaio (1973c) 'Potere Operaio : Lo scioglimento', in G. Martignoni et S. Morandini (éditeurs) *Il diritto all'odio : dentro/fuori/ai bordi dell'area dell'autonomia* (Verona : Bertani, 1977).
- Potere Operaio (1973d) 'Italy 1973 : Workers' Struggles in the Capitalist Crisis', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- POV-e (Potere Operaio veneto-emiliano) (1967a) 'È ora di muoversi nel partito', *Potere Operaio* 1.
- POV-e (1967b) 'Contro il piano', *Potere Operaio* 1.

- POV-e (1967c) 'La lotta dei vietcong ci insegna che la rivoluzione è possibile', *Potere Operaio* 1.
- POV-e (1967d) 'Sirma', *Potere Operaio* 1, 1 Mai.
- POV-e (1967e) 'La classe operaia contro il piano dei padroni', *Potere Operaio* 3.
- POV-e (1967f) 'Per gli operai ENI lotta su due fronti', *Potere Operaio* 3, 1 Juillet.
- POV-e (1967g) 'Dalla Edison', *Potere Operaio* 4, 29 Octobre.
- POV-e (1967h) 'Classe Operaia e Piano in Emilia', *Potere Operaio* 5.
- POV-e (1967i) 'Corni', *Potere Operaio* 5.
- POV-e (1967j) 'Un'unica lotta contro i riformisti nel partito contro il padrone nella fabbrica', *Potere Operaio* 5, 15 Novembre.
- POV-e (1968a) *Porto Marghera/Montedison/Estate '68* (Florence : Centro G. Francovich).
- POV-e (1968b) 'Cosa chiede al partito la classe operaia in lotta', *Potere Operaio* 8, 25 Février.
- POV-e (1968c) 'Fiat Edison Marzotto Università – una sola lotta contro un solo padrone', *Potere Operaio* 9, 10 Mai.
- POV-e (1968d) 'Intervento di massa contro il padrone contro il suo stato contro il riformismo', *Potere Operaio* 9.
- POV-e (1968e) 'Operai e elezioni', *Potere Operaio* 9.
- POV-e (1968f) 'Dalla INDIGAS di Modena : una lezione esemplare', *Potere Operaio* 10.
- POV-e (1968g) 'Con l'automazione il padrone attacca...', *Potere Operaio* 11, 11 Novembre.
- POV-e (1968h) 'Montedison ieri e oggi', *Potere Operaio* 11.
- POV-e (1968i) 'Operazione Francia controllata', *Potere Operaio* 11.
- POV-e (1968j) 'Ferrara : Operai degli zuccherifici e studenti uniti con gli operai della Montedison in lotta', *Potere Operaio* 12, 1 Janvier.
- Preve, C. (1981) 'Ontologia dell'essere sociale e composizione di classe', *Primo Maggio* 16, Automne-Hiver.
- Preve, C. (1984) *La teoria in pezzi. La dissoluzione del paradigma operaista in Italia (1976-1983)* (Bari : Dedalo).
- Primo Maggio* (1976a) 'Per Karl Heinz Roth e altri', *Primo Maggio* 6.
- Primo Maggio* (1976b) 'Lotta all'Innocenti', *Primo Maggio* 7.
- Procacci, G. (1962) 'La classe operaia italiana agli inizi del secolo XX', *Studi storici* III(1).
- Procacci, G. (1970) *Lotta di classe in Italia agli inizi del secolo XX* (Rome : Riuniti).
- Quaderni Piacentini* (1963) 'Ultime sul processo per sabotaggio alla FIAT', *Quaderni Piacentini* 13, Novembre-Décembre, repris in L. Baranelli et G. Cherci (éditeurs) *Quaderni Piacentini Antologia 1962-1968* (Milan : Gulliver, 1977).
- Quaderni Piacentini* (1964) 'I vertici e la base', *Quaderni Piacentini* 15, Mars-Avril.

- Ramirez, B. (1975) 'Self-reduction of prices in Italy', repris in *Midnight Notes* (éd.) *Midnight Oil* (New York : Autonomedia, 1990).
- Ramirez, B. (1976) 'Lotte operaie e strategia del capitale : 1898-1905', in G. Bock et al., *La formazione dell'operaio massa negli USA 1898/1922* (Milan : Feltrinelli).
- Rawick, G. (1972a) 'Anni Venti : lotte operaie USA', in S. Bologna et al., *Operai e Stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra rivoluzione d'Ottobre e New Deal* (Milan : Feltrinelli).
- Rawick, G. (1972b) 'Anni Trenta : lotte operaie USA', in S. Bologna et al., *Operai e Stato : Lotte operaie e riforma dello stato capitalistico tra rivoluzione d'Ottobre e New Deal* (Milan : Feltrinelli).
- Redazione romana di *Rosso* (éd.) (1976) *Compromesso senza operai* (Milan : Librerirossi).
- Redazione torinese di *Primo Maggio* (1977) 'Inchiesta operaia', *Primo Maggio* 9-10.
- Red Notes (éd.) (1978) *Italy 1977-8 : 'Living with an Earthquake'* (2ème éd.) (London : Red Notes).
- Red Notes (éd.) (1979) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books).
- Red Notes (éd.) (1981a) *Italy 1980-81 : The Attempted Destruction of a Communist Movement* (London : Red Notes).
- Red Notes (1981b) 'Who is Gianni Sbrogio?', in Red Notes (éd.) *Italy 1980-81 : The Attempted Destruction of a Communist Movement* (London : Red Notes).
- Regalia, I. et al. (1978) 'Labour Conflicts and Industrial Relations in Italy', in C. Crouch et A. Pizzorno (éditeurs) *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe Since 1968. Volume 1 : National Case Studies* (London : Macmillan).
- Regini, M. (1980) 'Labour Unions, Industrial Action and Politics', in P. Lange et S. Tarrow (éditeurs) *Italy in Transition : Conflict and Consensus* (London : Frank Cass).
- Regini, M. et E. Reyneri (1971) *Lotte operaie e organizzazione del lavoro* (Padua : Marsilio).
- Revelli, M. (1975) 'Fascismo come « rivoluzione dall'alto » (1920-1925)', *Primo Maggio* 5.
- Revelli, M. (1980a) 'Dibattito fra gruppi di ricerca dell'Italia Settentrionale – 19 aprile 1980 Milano', *Comunicazione di massa e di classe* 2.
- Revelli, M. (1980b) 'Oltre la cultura dell'operaio massa...', *Inchiesta* 44.
- Revelli, M. (1981a) 'Crisi di sistema e partito del capitale', *Primo Maggio* 15, Printemps-Été.
- Revelli, M. (1981b) 'L'ultima FIAT. Appunti su un tempo perduto', *Quaderni Piacentini* 1, New Series.
- Revelli, M. (1982) 'Defeat at FIAT', *Capital & Class* 16, Printemps.
- Revelli, M. (1989) *Lavorare in FIAT* (Milan : Garzanti).

- Rexroth, T. (1978) 'L'altro movimento operaio negli USA', *Collegamenti Quaderno 1*.
- Reyneri, E. (1978) 'Il « Maggio strisciante » : l'inizio della mobilitazione', in A. Pizzorno et al., *Lotte operaie e sindacato : il ciclo 1968-1972* (Bologna : Il Mulino).
- Rieser, V. (1982) 'L'alternativa di Raniero Panzieri', *Primo Maggio* 18, Automne-Hiver, 1982-83.
- Rivolta di classe* (1976) 'Letter aperta alla redazione milanese di Rosso', repris in L. Castellano (éd.) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli, 1980).
- Romagnoli, G. (1975) *Consigli di fabbrica e democrazia sindacale* (Milan : Mazzotta).
- Romano, P. (1972) *The American Worker* (2^{ème} éd.) (Detroit, MI : Berwick).
- Rosdolsky, R. (1977) *The Making of Marx's 'Capital'* (London : Pluto Press).
- Rossanda, R. (1968) *L'anno degli studenti* (Bari : De Donato).
- Rossini, S. (1980) 'Le Front populaire', *L'Espresso*, 17 Décembre.
- Rosso* (1975) 'Alfa Romeo 35 X 40' *Rosso* III(1), 9 Octobre.
- Rosso* (1976a) 'Note del sesto anno', *Rosso* III(8), 24 Avril.
- Rosso* (1976b) 'Un diverso 8 marzo', *Rosso* III(8).
- Rosso* (1976c) « Il partito della merce organizzata per una nuova etica del lavoro », *Rosso* III(10-11), Juin.
- Rosso* (1978) 'L'autonomia organizzata di fronte al « dopo Moro »', repris in L. Castellano (éd.) *Aut. Op. La storia e i documenti : da Potere operaio all'Autonomia organizzata* (Rome : Savelli, 1980).
- Rostagno, M. (1968) 'Anatomy of the Revolt', *International Socialist Journal* 26-7, Juillet.
- Roth, K.-H. (1976) *L'altro movimento operaio. Storia della repressione capitalistica in Germania dal 1880 a oggi* (Milan : Feltrinelli).
- Ruggiero, V. (1987) 'Turin Today : Premodern Society or Postindustrial Bazaar ?', *Capital & Class* 31, Printemps.
- Ruhle, O. (1974) *From the Bourgeois to the Proletarian Revolution* (Glasgow : Socialist Reproduction).
- Salvati, B. (1972) 'The Rebirth of Italian Trade Unionism, 1943-1954', in S. Woolf (éd.) *The Rebirth of Italy 1943-1950* (London : Longman).
- Salvati, M. (1980) 'Cultura operaia e disciplina industriale : Ipotesi per un confronto tra correnti storiografiche', *Movimento operaio e socialista* III(1), Janvier-Mars.
- Sbardella, R. (1980) 'La NEP di « Classe Operaia »', *Classe* 17 Juin.
- Scalzone, O. (1968) 'Condizione studentesca e logica rivoluzionaria', *Quindici* 10, 15 Avril.
- Scalzone, O. (1969) 'Universita : riforma e repressione', *Quindici* 16.

- Scalzone, O. (1978) 'la congiuntura del movimento e i malanni della soggettività', *Preprint* 1, Décembre.
- Scalzone, O. (1980) 'Beyond Terrorism', *Semiotext(e)* III(3).
- Scalzone, O. (1981) 'Compagna Cjang Cjing' *Metropoli* 3, Février.
- Scalzone, O. (1988) *Biennio rosso* (Milan : SugarCo).
- Scandaletti, P. (1979) *La fine del compromesso* (Venice : Marsilio).
- Scarinci, C. (1984) 'Dibattito su « Dieci anni di 'Primo Maggio' »', *Primo Maggio* 21.
- Scarpari, G. (1979) 'Processo a mezzo stampa : il « 7 aprile »', *QUALEgiustizia* 51, Mai Juin.
- Scarponi, S. (1979) 'Licenziamenti Fiat : la vicenda dei 61', *QUALEgiustizia* 51.
- Schenone, F. (1980) 'Fare l'inchiesta : I *Quaderni Rossi*', *Classe* 17.
- Scianna, N. (1980) 'La fabbrica, i giovani operai... A ciascuno il suo tempo', *Inchiesta* 44.
- Sechi, S. (1974) *Movimento operaio e storiografia marxista* (Bari : De Donato).
- Sereni, U. (1974) 'Sindacalismo rivoluzionario a Parma', *Primo Maggio* 3-4.
- Silj, A. (1979) *Never Again Without a Rifle : The Origins of Italian Terrorism* (New York : Karz).
- Soulier, G. (1977) 'Autonomie-Autonomies', *Recherches* 30, Novembre.
- Spini, V. (1982) *I socialisti e la politica di piano (1945-1964)* (Florence : Sansoni).
- Stajano, C. (1982) *L'Italia nichilista. Il caso di Marco Donat Cattin, la rivolta, il potere* (Turin : Mondadori).
- Studer, S. (1977) 'Per un'alternativa al leninismo. Sul rifiuto operaio della "coscienza esterna"', *Metropolis* 1, Octobre.
- Tait, S. (1973) 'Alle origini del movimento comunista negli Stati Uniti : Louis Fraina teorico della azione di massa', *Primo Maggio* 1.
- Tarrow, S. (1989) *Democracy and Disorder : Protest and Politics in Italy 1965-1975* (Oxford : Clarendon Press).
- Taviani, R. (1980) 'Uscire dal pantano', *Inchiesta* 44.
- Togliatti, P. (1979) *On Gramsci and Other Writings* (London : Lawrence & Wishart).
- Tolin, F. (1965) 'Come si è fatta fallire la battaglia della SIRMA', *Classe Operaia* II(3), Mai.
- Tracce* (1983) 'Conversazione con Oreste Scalzone', *Tracce* 6, Hiver.
- Tronti, M. (1964) 'Lenin in England', repris in Red Notes (éd.) *Working Class Autonomy and the Crisis* (London : Red Notes/CSE Books, 1979).
- Tronti, M. (1966) 'Fronte unico contro la socialdemocrazia', *Classe Operaia* III(1), Mai.
- Tronti, M. (1967a) 'Classepartitoclasse', *Classe Operaia* III(3), Mars.
- Tronti, M. (1967b) 'La nuova sintesi : dentro e contro', *Giovane Critica* 17, Automne.

- Tronti, M. (1968) 'Estremismo e riformismo', *Contropiano* 1.
- Tronti, M. (1969) 'Internazionalismo vecchio e nuovo', *Contropiano* 3.
- Tronti, M. (1971) *Operai e capitale* (2ème éd.) (Turin : Einaudi).
- Tronti, M. (1972) 'Workers and Capital', *Telos* 14, Hiver.
- Tronti, M. (1973) 'Social Capital', *Telos* 17, Fall.
- Tronti, M. (1978a) 'Quattro inediti di Mario Tronti', *Metropolis* 2, Juin.
- Tronti, M. (1978b) 'Operaismo e centralità operaia', in F. D'Agostini (éd.) *Operaismo e centralità operaia* (Rome : Riuniti).
- Vannicelli, M. (1983) 'A Labor Movement in Search of a Role : The Evolution of the Strategy of the Italian Unions since 1943'. Thèse de doctorat [PhD thesis] non publiée, Harvard University.
- Vaullari, C. (1978) 'L'interpretazione del '56 e la « via italiana » : Le posizioni dei socialisti', *Classe* 16, Décembre.
- Vettori, G. (éd.) (1973) *La sinistra extraparlamentare in Italia : Storia, documenti, analisi politiche* (2ème éd.) (Rome : Newton Compton).
- Viale, G. (1973) *S'avanza uno strano soldato* (Rome : Edizioni di Lotta Continua).
- Viale, G. (1978) *Il sessantotto : tra rivoluzione e restaurazione* (Milan : Mazzotta).
- Violi, P. (1977) *I giornali dell'estrema sinistra* (Milan : Garzanti).
- Virno, P. (1989) '1969. La riscossa dell'ex crumiro', *II bimestrale* 6, supplément à *II manifesto*, 12 Décembre.
- Virno, P. et M. Hardt (éditeurs) (1996) *Radical Thought in Italy : A Potential Politics* (Minneapolis : University of Minnesota Press).
- Weir, S. (1981) 'The Informal Work Group', in A. Lynd et S. Lynd (éditeurs) *Rank and File. Personal Histories by Working Class Organizers* (2ème éd.) (Princeton, NJ : Princeton University Press).
- Zandegiacomi, N. (1974) *Autonomia operaia : esperienze di giornalismo operaio* (Verona : Bertani).

Index

7 avril (affaire du) : 136, 208, 257

A

accumulation du capital : 16, 42, 69, 74, 79, 81, 86, 87, 94, 125, 132, 134, 147, 148, 155, 159, 168, 194

Allemagne : 50, 89, 127, 139, 168, 170, 171, 172, 174, 177, 200

 Action de mars : 139, 178

 mouvement des conseils : 105, 170, 171, 172

Alquati : 28, 31, 32, 37, 39, 42, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 70, 78, 79, 80, 81, 82, 88, 100, 115, 136, 155, 162, 164, 168, 176, 191, 192, 212, 223

Asor Rosa : 21, 35, 36, 70, 75, 78, 86, 91, 144, 190, 191, 193, 209

Assemblée autonome de l'Alfa Romeo : 151, 152

Assemblée des ouvriers et des étudiants : 117, 120, 121

autogestion : 53, 55, 56, 60, 79, 100, 102, 103, 112, 113, 161, 170, 171

Automne chaud : 89, 99, 104, 128, 132, 135, 137, 143, 147, 149, 154, 158, 159, 163, 167, 173, 190, 195, 204, 206, 212, 213

autonomie diffuse : 152, 158

Autonomie Ouvrière/Aire de l'autonomie : 12, 13, 136, 144, 145, 146, 147, 151, 152, 153, 154, 161, 162, 164, 187, 189, 196, 199, 200, 201, 202, 205, 206

autoréduction : 150, 151, 153, 156, 157, 158

Avanguardia Operaia : 121, 122, 125, 152, 187, 227, 243, 248, 249, 250

B

- baisse tendancielle du taux de profit : 94, 154
 Balestrini : 118, 143, 157, 188, 195, 200, 257
 Berardi : 14, 104, 138, 139, 155, 252, 254, 256
 Berti : 163, 197, 199, 212, 213
 Black Power : 128
 Bock : 182, 183, 184, 185, 212
 Boggs : 85, 86, 128, 179
 Bologna : 14, 29, 31, 32, 62, 82, 90, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 112, 113, 115, 119,
 125, 138, 140, 161, 162, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178,
 180, 188, 190, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 202, 203, 208, 209, 212, 213
 Bologne (ville) : 146, 189, 196, 197, 200, 220, 221, 228, 234, 236, 238, 240, 241, 242, 244,
 246, 248, 252, 253, 254, 259
 Bordiga (Amadeo) : 73
 Brigades Rouges : 136, 143, 164, 189, 201, 202, 216, 234, 239, 241, 243, 244, 245, 246, 247,
 248, 249, 250, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260

C

- Cacciari : 40, 49, 51, 108, 112, 139, 144, 175
 Cassa Integrazione : 159, 160, 234, 247, 248, 258, 259
 Cazzaniga : 75, 94, 95
 Cercles de jeunes prolétaires : 156, 158, 189
 Ciafaloni : 102, 103, 104, 116, 119, 121, 122, 213
 clandestinité : 137, 140, 143, 174, 183, 202
Classe e Partito : 70
Classe Operaia : 9, 24, 40, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 86,
 87, 88, 90, 94, 96, 98, 105, 109, 116, 117, 118, 134, 138, 142, 175, 190, 223, 226
 Cleaver (Harry) : 13
 Coldagelli : 169, 170
 Colletti : 33, 34
 Collettivi Politici Operai (Collectifs Politiques Ouvriers) : 146, 154
 Comitati Autonomi Operai (Comités Autonomes Ouvriers) : 146, 151, 152, 157, 162,
 163, 189, 200, 202, 207
 Comitati di Liberazione Nazionale : 22
 Comitato Nazionale Energia Nucleare (CNEN) : 101, 102
 Comitato Operaio : 115
 Comitato Unitario di Base (CUB) : 114, 115, 120, 125
 Commissione Interna (Commission Interne) : 19, 61, 108, 110

communisme : 135, 141, 142, 150, 152
 communistes d'usine : 80, 115
 composition de classe : 14, 54, 55, 57, 71, 79, 86, 90, 94, 106, 112, 125, 127, 128, 130, 132, 135, 138, 140, 144, 145, 147, 149, 154, 155, 156, 160, 162, 163, 165, 170, 172, 174, 176, 177, 178, 184, 188, 190, 193, 196, 198, 200, 201, 202, 207, 212
Voir aussi ouvrier-masse – ouvriers qualifiés – ouvrier social
 composition politique : 13, 118, 133, 136, 156, 161, 176, 177, 184, 197, 198
 composition technique : 13, 80, 136, 154, 155, 177, 184, 197, 198, 205, 207, 213
 décomposition : 56, 70, 173, 211
 recomposition politique : 73, 97, 164, 179, 184, 188, 201
 composition organique du capital : 49, 56, 80, 94, 120, 155, 185
 Correspondence : 30, 31, 57, 85
 Corso Traiano : 120, 142

D

Daghini : 99, 104, 112, 113, 119, 139
 DC (démocrates-chrétiens) : 19, 22, 68, 159, 201, 216, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259
 De Caro : 169, 170, 171
 décentralisation de la production : 194, 196, 198
 Della Volpe : 24, 32, 33, 34, 35, 36, 37
 Deuxième Internationale : 49, 101, 113, 153, 170
 Dunayevskaia : 30, 84

E

Émilie-Romagne : 106, 110, 189, 194
 ENEL (Ente Nazionale per l'Energia Ellettrica) : 151, 152, 216, 222, 236, 246, 248
 enquête ouvrière : 30, 39, 51, 204
 entrisme : 67, 76, 88, 110
 États-Unis : 29, 30, 31, 89, 105, 129, 130, 170, 176, 177, 179, 180, 182, 183, 184
 exploitation : 26, 31, 43, 52, 53, 55, 58, 59, 60, 81, 92, 112, 115, 124, 135, 136, 149, 156, 161, 163, 176, 177
 extrême-gauche/gauchistes : 12, 91, 94, 96, 98, 99, 111, 113, 118, 119, 121, 130, 132, 133, 137, 138, 140, 141, 142, 146, 152, 153, 160, 178, 179, 182, 187, 188, 189, 193, 206, 207

F

- fascisme, fascistes : 17, 21, 41, 42, 43, 58, 89, 132, 140, 143, 144, 153, 168, 169, 170, 173, 188, 201, 220, 229, 232, 233, 236, 237, 238, 241, 242, 243, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 257, 258, 259
- Feltrinelli : 143, 182, 242
- féminisme : 12, 129, 130, 153, 157, 162, 193
- Ferrari-Bravo : 105, 113, 137
- FIAT : 7, 18, 19, 40, 42, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 59, 60, 62, 63, 78, 79, 90, 97, 108, 116, 117, 119, 120, 122, 124, 125, 129, 131, 135, 142, 143, 149, 150, 159, 160, 168, 176, 188, 194, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 212, 213, 235
- Foa : 17, 21, 23, 24, 40, 62
- Fondements (Grundrisse) : 134, 148, 149, 157, 165
- Ford et fordisme : 47, 145, 170, 171
- Fortini : 23, 24, 57, 169
- France, Mai 68 : 111

G

- Gambino : 83, 129, 131, 173
- Gasparazzo : 128, 154, 203, 204, 213
- Gatto Selvaggio* : 63
- Gazzano : 212
- Gênes : 16, 41, 67, 202, 207
- ghetto : 128, 129, 201
- Gorz : 100
- Gramsci et Ordine Nuovo : 26, 34, 35, 47, 72, 146, 152, 167, 169, 170, 221
- grèves : 41, 62, 64, 76, 78, 79, 90, 99, 100, 105, 108, 109, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 120, 121, 122, 135, 142, 143, 149, 174, 181, 195, 202, 205
- piquets de grève : 41, 111, 121, 135, 142, 143, 195, 208
- sauvages : 64, 78, 79
- Gruppo Gramsci : 146, 152

H

- Hegel : 74, 84
- Hongrie et Pologne (1956) : 15, 20, 61, 217, 218

I

impérialisme et anti-impérialisme : 21, 91, 95, 114
 Indiens Métropolitains : 187, 189, 244, 252

J

James (C.L.R.) : 30, 179

K

KAPD : 127, 174, 178
 Keynes : 105, 119, 147
 Komintern : 18, 22, 128, 177, 178, 180, 184
 Front Populaire : 21, 76, 169
 Front Unique : 139, 178

L

La Classe : 7, 116, 117, 118, 119, 120, 233, 234
 Lénine et léninisme : 23, 30, 31, 35, 46, 49, 50, 54, 55, 68, 69, 72, 73, 74, 75, 81, 87, 94, 98,
 103, 111, 112, 119, 121, 127, 129, 132, 137, 138, 139, 141, 143, 146, 152, 153, 154, 177,
 178, 179, 180, 189, 193, 196, 202
 Leonardi : 48
 Libertini : 21, 25, 26, 27, 28
 loi de la valeur : 19, 85, 94, 132, 149, 191
 Lotta Continua : 65, 91, 94, 119, 121, 122, 124, 125, 128, 132, 135, 137, 138, 139, 140, 142,
 151, 152, 153, 154, 175, 187, 189, 193, 195, 205, 234, 236, 237, 240, 241, 242, 243, 248,
 249, 250, 251, 252, 254
 Lotta Femminista : 239
 Lukacs : 26, 44, 45, 139, 147
 Luxemburg : 22, 26

M

Mallet : 100, 102, 103
 Mancini : 27, 47, 49, 51
 Manifesto (II) : 121, 122, 133, 137, 138, 233, 236, 240, 243, 249
 Mantelli : 204, 205
 Marazzi : 197, 199

Marcenaro : 206

Marx : 7, 13, 14, 24, 26, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 43, 45, 46, 47, 50, 54, 56, 67, 68, 73, 74,
78, 83, 84, 85, 86, 87, 130, 131, 134, 147, 148, 149, 157, 162, 164, 165, 178, 189, 192, 212

marxisme autonome : 11, 12

Mason (Tim) : 169

matérialisme historique : 13

Mattick : 172, 174

Melotti : 200

mémoire ouvrière : 80, 165, 167, 176, 185, 208

Merli : 24, 28, 29, 30, 52, 172, 173, 176

Messori : 195, 198, 199

Mezzogiorno : 20, 131, 241, 243, 245, 246

Milan : 16, 18, 28, 67, 91, 92, 114, 115, 121, 122, 128, 135, 136, 139, 140, 143, 146, 151, 156,
189, 195, 203, 208, 220, 221, 222, 223, 225, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235,
236, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255,
256, 257, 258, 259

Momigliano : 62

Montaldi : 17, 18, 20, 24, 28, 30, 31, 54, 55

Montedison (Petrolchemico) : 98, 108, 115

Morandi : 21, 22, 23, 25, 27, 50, 92

Moro : 201, 202, 205, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 227, 229, 230, 248, 249, 250, 251, 255

Moroni : 91, 143, 158, 178, 188, 200

Mouvement de 77 : 188, 193, 199, 209

mouvement étudiant : 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 98, 101, 111, 114, 115, 116, 117, 121, 122,
129, 152, 173

N

Naples : 157, 219, 221, 229, 231, 232, 234, 239, 241, 242, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251,
256, 258

nazisme : 17, 168

Negri : 7, 9, 12, 13, 15, 27, 30, 35, 47, 57, 61, 63, 68, 75, 79, 80, 82, 83, 87, 88, 96, 105, 113, 119,
133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152,
154, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 175, 177, 184, 187, 188, 191,
200, 201, 202, 211, 223, 237, 241, 242, 245, 248, 257

New Deal : 105, 180

O

Olivetti (entreprise) : 51, 52, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 100, 212, 218, 224, 232

opéraïsme : 11, 12, 13, 14, 15, 40, 46, 54, 55, 57, 62, 67, 70, 80, 82, 83, 88, 91, 93, 95, 99, 100, 104, 105, 106, 108, 110, 112, 113, 117, 127, 128, 133, 136, 138, 139, 143, 144, 147, 148, 155, 163, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 175, 176, 177, 185, 187, 188, 191, 192, 195, 196, 197, 199, 207, 208, 211, 212, 213

Ortoleva : 89, 176, 177, 180

ouvrier-masse : 56, 82, 90, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 108, 117, 120, 125, 127, 128, 132, 133, 136, 145, 149, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 165, 167, 172, 175, 177, 182, 184, 191, 194, 195, 197, 198, 203, 204, 205, 206, 207, 212, 213

ouvriers non qualifiés : 60, 112, 172, 173, 174, 179, 181, 183

ouvrier social : 136, 145, 149, 155, 156, 157, 158, 162, 163, 164, 188, 191, 192, 211

ouvriers qualifiés : 19, 53, 99, 100, 104, 106, 107, 117, 155, 170, 172, 173, 174, 181, 182, 208

ouvriers semi-qualifiés : 52, 103, 104, 117

P

Paci : 60, 106, 107, 108, 190, 194, 195

Panzieri : 24, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 55, 56, 57, 59, 62, 63, 64, 65, 68, 78, 86, 94, 117, 204, 212, 221, 224, 252

parti révolutionnaire : 74, 95, 103, 109, 128, 138, 157

passivité ouvrière : 58, 79, 86, 93, 168, 184, 198, 211

PCI : 11, 12, 13, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 28, 33, 34, 43, 57, 68, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 81, 88, 91, 92, 93, 98, 109, 110, 112, 113, 114, 119, 121, 132, 133, 137, 144, 152, 159, 160, 163, 167, 168, 174, 183, 187, 189, 192, 198, 200, 203, 206, 207, 208, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 229, 230, 232, 233, 236, 238, 242, 243, 244, 245, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259

PDUP : 91, 152, 187, 243, 250

petites entreprises : 59, 156, 179, 190, 194

Piazza Statuto : 62, 63, 65, 188, 222

Pifano : 200, 202

Piperno : 70, 96, 101, 113, 120, 141, 142, 191, 202, 229, 234, 237, 241, 242, 245, 257

Pirelli (entreprise) : 27, 114, 115, 141, 228, 229, 230, 231, 232, 234, 235, 236, 239

plus-value : 43, 50, 60, 72, 81, 84, 86, 94, 95, 100, 130, 131, 132, 155, 163, 181

Porto Marghera : 61, 63, 98, 106, 108, 110, 113, 115, 122, 142, 229, 230, 234, 238

Potere Operaio (Potop) : 14, 47, 62, 65, 94, 96, 97, 98, 99, 104, 109, 110, 111, 113, 114, 117, 118, 121, 122, 123, 124, 125, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 152, 154, 175, 177, 180, 194, 241, 242, 245, 248, 251, 257, 258

Potere Operaio (Toscane) : 96, 117, 226, 227, 230, 237

Potere Operaio Vénétie-Émilie (POv-e) : 96, 97, 98, 99, 106, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 122, 128, 229, 234

Primo Maggio : 154, 161, 163, 173, 175, 176, 177, 178, 180, 184, 185, 188, 193, 195, 197, 198, 199, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 213

PSDI : 78, 216, 218, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 233, 241, 243, 245, 246, 247, 248, 253, 255, 257, 258, 259

PSI : 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 42, 43, 47, 50, 51, 57, 58, 59, 68, 70, 78, 110, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 229, 231, 233, 234, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 250, 251, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259

Avanti : 68

Mondo Operaio : 25, 26, 27

Nenni : 21, 23, 26, 27

Saragat : 21, 23, 78

PSIUP : 70, 76, 78, 91, 92, 117, 124, 216, 223, 225, 243

Q

Quaderni del territorio : 206

Quaderni Piacentini : 64, 78, 116, 221

Quaderni Rossi : 9, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 39, 40, 42, 43, 46, 47, 51, 55, 56, 57, 60, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 71, 78, 80, 83, 85, 86, 91, 93, 94, 100, 113, 116, 117, 169, 204, 221, 223, 226

R

rapport salarial : 44, 87, 131, 154

Reggio Calabria : 132, 235, 238, 239, 243, 244

Résistance : 17, 18, 22, 42, 50, 143

restructuration des entreprises : 11, 41, 48, 68, 80, 100, 106, 107, 155, 156, 159, 161, 185, 194, 195, 198, 204

Revelli : 117, 160, 170, 185, 198, 199, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 212

Rexroth : 175, 184

Ricardo (David) : 36, 48, 84

Rome : 24, 28, 35, 54, 67, 75, 89, 90, 93, 96, 97, 101, 113, 122, 139, 150, 151, 188, 189, 190, 200, 201, 202, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 230, 231, 233, 234, 235, 236, 237, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260

Rosdolsky : 134

Rossanda : 93, 209

Rosso : 146, 147, 156, 157, 159, 162, 163, 201

Rostagno : 95

Roth : 173, 174, 175, 182, 183, 184

Rühle : 81

S

sabotage : 7, 61, 63, 64, 164

salaire : 12, 15, 16, 18, 19, 20, 40, 48, 52, 53, 56, 69, 71, 95, 97, 100, 101, 105, 106, 107, 109,
110, 112, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 130, 131, 132, 133, 142, 147, 148, 150, 151, 152,
156, 158, 159, 161, 178, 181, 183, 184, 190

– généralisé : 97

– politique ou garanti : 97, 133, 142, 151, 152, 161

– pour le travail domestique : 12, 130, 184

Scalzone : 70, 93, 96, 113, 116, 125, 127, 137, 139, 141, 142, 152, 167, 191, 201, 202, 234, 241,
242, 245, 257

Schumpeter : 147

Smith (Adam) : 36

Socialisme ou Barbarie : 30, 55, 57

Castoriadis : 30, 55

Lefort : 30, 32

Mothé : 31

spontanéité : 54, 61, 72, 98, 113, 132, 138, 170

Staline et stalinisme : 15, 20, 23, 24, 26, 30, 59, 77, 121, 173

Statuto dei Lavoratori (Statut des travailleurs) : 125, 195, 233

subjectivité et subjectivisme : 32, 33, 54, 55, 80, 119, 133, 140, 141, 143, 164, 174, 176, 177,
193, 196, 198, 199, 201

subsomption du travail sous le capital : 44, 67, 80, 102, 106, 134, 141, 148, 157, 177, 191

surtravail : 148, 156, 158

syndicats : 11, 18, 19, 28, 31, 39, 40, 41, 52, 53, 54, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 68, 71, 72, 73, 76,
78, 85, 93, 95, 98, 107, 108, 109, 110, 111, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 125,
127, 146, 151, 153, 159, 160, 168, 170, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183,
192, 202, 203, 205, 207, 208, 209

CGIL : 19, 27, 40, 41, 42, 47, 48, 51, 52, 53, 57, 62, 70, 72, 79, 97, 98, 101, 107, 108, 109, 110,
111, 115, 124, 159, 160, 189, 203

CISL : 115, 124

CNT : 179

FIOM : 41, 57, 97, 107

IWW : 170, 172, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 212

UIL : 62, 115

T

Taylor et taylorisme : 49, 59, 101, 184, 204

techniciens : 53, 60, 61, 63, 90, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 108, 184

théorie : 13, 14, 22, 25, 30, 32, 36, 37, 75, 78, 83, 84, 85, 87, 100, 101, 127, 134, 136, 137, 138,
139, 154, 155, 162, 164, 168, 170, 173, 179, 180, 184, 199, 209

– de l'offensive : 138, 139

Togliatti : 17, 18, 20, 23, 27, 71, 76, 77, 217, 224

travail : 14, 16, 18, 19, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50,
51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 74, 75, 78, 79, 80, 81,
82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106,
107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 123, 124, 125,
127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 138, 141, 143, 147, 148, 149, 151, 152, 153,
154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 171, 172,
173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 190, 191, 192, 193, 195,
196, 197, 198, 199, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 213

absentéisme : 160, 207, 208

– abstrait : 84, 106, 134, 155, 156, 164

cadences de – : 70, 115, 118, 119, 160

déqualification du – : 52, 53, 56, 94, 100, 101, 108, 183

licenciements : 17, 18, 70, 106, 132, 153, 160, 208

parcellisation du – : 46, 48, 52, 94, 101, 106

– productif : 47, 82, 95, 148, 149, 190, 192, 197

refus du – : 80, 113, 123, 147, 151, 157, 177

Triplice (Trois Grands) : 152, 153, 187, 193, 201

Tronti : 13, 14, 28, 29, 34, 35, 36, 39, 40, 43, 44, 45, 46, 47, 51, 56, 57, 64, 65, 67, 68, 69, 71,
72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 94, 98, 100, 105, 106, 112,
113, 119, 138, 144, 147, 165, 166, 170, 173, 180, 184, 212, 223

Trotsky et trotskisme : 26, 30, 73, 74, 77, 121

Turin : 16, 28, 32, 40, 41, 42, 51, 53, 57, 58, 64, 67, 79, 80, 81, 82, 92, 93, 99, 108, 115, 116,
117, 120, 122, 131, 142, 150, 151, 156, 191, 195, 206, 207, 208, 213, 220, 221, 222, 227,
228, 230, 232, 233, 234, 235, 236, 238, 241, 242, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 251,
252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259

U

ultragauche : 55, 57, 61, 127, 177

Unione dei Comunisti Italiani : 121

URSS : 17, 20, 21, 22, 24, 50, 61, 77, 219, 224, 232, 233

usine sociale : 44, 46, 47, 50, 71, 81, 93, 95, 131, 198, 211

« usinisme » : 11, 83, 131, 133, 135, 197

V

Viale : 91, 93, 97, 119, 120, 234

violence : 120, 131, 132, 137, 139, 140, 142, 164, 201

Volsci

Voir Comitati Autonomi Operai

